

1914



1918

DUNKERQUE

PENDANT LA GUERRE



ARISTIDE QUILET
EDITEUR

DUNKERQUE
PENDANT LA GUERRE

1914-1918

Du même auteur :

Pour la Marine Boulonnaise : 1 Vol. in-8° (G. Hamain, éditeur, Boulogne-sur-Mer).

Boulogne sous les Bombardements : 1 Vol. in-8° sur papier couché, avec 72 photographies et un plan.
(Weissebruch, imprimeur du Roi, à Bruxelles et G. Hamain, à Boulogne-sur-Mer).

Boulogne et sa Marine pendant la Guerre (1914-1918) en collaboration avec M.-E. LE BON.
1 Vol. in-4° avec 210 photographies. (Imprimeries Réunies, éditeurs, Boulogne-sur-Mer).



Tous droits de reproduction et de traduction réservés.

- 7 NOV. 2007

IRHIS - Lille 3

C26280

ALBERT CHATELLE

DUNKERQUE

PENDANT LA GUERRE

1914-1918

AVEC 390 PHOTOGRAPHIES ET 25 CARTES OU DESSINS

PRÉFACE

DU

MARÉCHAL FOCH

OUVRAGE PUBLIÉ SOUS LES AUSPICES DE
LA VILLE DE DUNKERQUE, DE LA CHAMBRE DE COMMERCE
ET DE LA SOCIÉTÉ DUNKERQUOISE
POUR L'ENCOURAGEMENT DES SCIENCES, DES LETTRES ET DES ARTS



LIBRAIRIE ARISTIDE QUILLET

278, Boulevard Saint-Germain, 278

PARIS (VII^e)

Il a été tiré de cet ouvrage : Huit exemplaires spéciaux pour :

M. Gaston DOUMERGUE, Président de la République.

Sa Majesté ALBERT I^{er}, roi des Belges.

Sa Majesté ELISABETH, reine des Belges.

Sa Majesté GEORGES V, roi du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande.

M. Raymond POINCARE, sénateur, ancien Président de la République.

Le Comte de BROQUEVILLE, ministre d'Etat, ancien Président du Conseil de Belgique.

M. le Maréchal FOCH.

LA VILLE DE DUNKERQUE.

Un tirage à part de huit cent neuf exemplaires, non mis dans le commerce, a été effectué sur papier couché ivoire, numérotés à la presse de 1 à 809.

Six cent neuf de ces exemplaires, numérotés de 1 à 609, ont été entièrement réservés aux souscripteurs de ce volume.

Cent exemplaires, numérotés de 610 à 709 ont été réservés à la ville de Dunkerque.

Cent exemplaires, numérotés de 710 à 809, ont été réservés à la Chambre de Commerce de Dunkerque.

PRÉFACE

Le 16 octobre 1914, j'arrive à Dunkerque, de mon Q. G. de Doullens.

L'horizon immédiat est chargé de gros nuages. A l'est, les batailles de Lorraine ont, dès la fin d'Août, arrêté l'adversaire. Quinze jours plus tard, la Victoire de la Marne l'a fait reculer. Mais, la lutte a repris avec violence et se poursuit en s'étendant, de l'Oise à travers le Santerre, la Picardie, l'Artois. Elle commence de gagner les rives de la Lys, lorsque brusquement se dévoile une redoutable attaque le long de la côte d'Ostende. C'est une nouvelle et jeune Armée que les Allemands, maîtres d'Anvers, lancent sur l'Armée Belge fortement éprouvée, pour achever la Belgique et porter un coup décisif à l'Entente, en prenant les ports de la Manche.

L'ennemi n'est plus qu'à une trentaine de kilomètres de Dunkerque, son premier objectif.

La situation est grave pour la Cité, quand j'y pénètre. Elle regorge de réfugiés belges chassés par l'invasion; elle est encombrée des arrières des troupes opérant aux environs. C'est au milieu de ces difficultés, grâce au dévouement, à l'activité et à la résolution de tous, que Dunkerque organise sa défense militaire et pourvoit aux besoins des troupes alliées, comme à ceux des populations en détresse. Les batailles de l'Yser et d'Ypres assuraient bientôt son salut.

Pendant la longue guerre de tranchées qui leur succède, Dunkerque devient un centre de première importance, abritant, avec de multiples services de l'Armée et de la Marine, des approvisionnements considérables en munitions, vivres et matériel. L'activité de ses ateliers de construction, de ses usines à munitions et de ses chantiers navals, n'a d'égale que celle de son port. Il est utilisé pour le trafic constant entre l'Angleterre et la France, comme aussi par les bâtiments de guerre britanniques et français, en surveillance de la Mer du Nord.

Une telle importance appelle bientôt sur la ville les coups de l'adversaire. Pendant près de quatre ans, bombardée par avions, par canons, sur son front de terre comme sur son front de mer, Dunkerque connaît encore des heures tragiques. Que de victimes, de deuils et de ruines n'a-t-elle pas à déplorer! Rien ne peut ébranler, cependant, l'énergie, l'abnégation et le patriotisme de ses habitants, et quand, au printemps 1918, l'Allemand, renouvelant sa manœuvre manquée de 1914, se rue derechef dans les Flandres, c'est encore avec une froide résolution, sous des bombardements de plus en plus sévères, qu'elle poursuit son travail et qu'elle appuie la résistance éprouvée des Armées Alliées, d'où sortira l'arrêt de son destin.

A son passé, déjà si riche de hauts faits, Dunkerque, par sa magnifique attitude pendant toute la durée de la guerre, avait ajouté de nouvelles pages glorieuses.

En les lisant aujourd'hui, on mesure à quel degré par la foi, l'activité, l'intelligence et le cœur de sa population, elle a bien mérité de la Patrie.

Pour l'avoir vue à l'œuvre, de 1914 à 1918, je me devais de lui rendre cet hommage de fidélité dans le souvenir.

11 Novembre 1924.



AVANT-PROPOS

Voici enfin ce livre achevé.

Deux années se sont écoulées depuis le jour où le Docteur Duriau, le distingué président de la Société Dunkerquoise, demandait l'appui de la ville de Dunkerque pour la publication de cet ouvrage. Ces deux années ont été nécessaires pour la mise au point de la documentation; malgré ce laps de temps, ce modeste essai d'histoire de la vie de Dunkerque pendant la guerre de 1914-1918 est, sans doute, encore bien incomplet.

Il a fallu, tout d'abord, renoncer à relater tous les événements, sans exception, dont la ville avait été le théâtre. Ils étaient trop.

D'autre part, l'intérêt d'une multitude de faits d'importance secondaire s'estompéra fatalement avec le recul du temps et la disparition de ceux qui en furent les témoins; une sélection s'imposait. Nous nous sommes donc posé souvent cette question, extrêmement embarrassante : « Quelle valeur historique présentera tel fait dans cinquante ans? »

Des noms aussi auraient pu être cités en plus grand nombre, et, pour être juste, il eut fallu citer les milliers de Dunkerquois restés fidèles à leur ville sous les pires bombardements, mais l'Histoire n'est ni un palmarès, ni un Journal Officiel, et, en faisant le récit des événements, nous nous sommes simplement efforcés de donner, de chacun d'eux, une description aussi exacte que possible.

Or, plus l'histoire est proche, plus elle est délicate et difficile à écrire, si on veut que ce soit de l'histoire. Aucune source d'information sûre n'a été négligée, afin de donner à l'ouvrage une documentation aussi précise que possible. De longs mois ont été consacrés à dépouiller les archives civiles et militaires. Devant l'accumulation considérable des documents qu'il nous a été donné d'étudier, de vérifier ou de recouper, la besogne s'est trouvée compliquée, du fait que nous nous étions donné pour tâche de condenser, en un seul volume, l'essentiel de ces documents.

Les archives municipales de la ville de Dunkerque, relatives à la guerre, sont considérables et à elles seules pourraient et devraient donner naissance à un volume entier.

Que dire des vastes archives du Service Historique de l'Etat-Major Général de la Marine et du Service Historique du Ministère de la Guerre, où sont rassemblés d'innombrables dossiers sur le rôle du camp retranché de Dunkerque. Enfin, celles de l'Amirauté britannique, de l'Air Ministry, à Londres, et du Ministère de la Guerre belge, d'une valeur considérable pour l'histoire de Dunkerque, ont pu être également étudiées, grâce à l'intervention de hautes et précieuses amitiés.

Aucune source d'information sûre n'a été négligée, afin de donner à l'ouvrage une documentation aussi précise que possible.

De nombreux Dunkerquois ont communiqué, fort aimablement, les notes qu'ils avaient rédigées au jour le jour et, bien souvent, au son du canon.

Nous avons été heureux de pouvoir recueillir les souvenirs des anciens Gouverneurs, les généraux Coutanceau, Laboria et Pauvin de Saint-Morel (1).

A Bruxelles, le comte de Broqueville, ancien Président du Conseil et ancien ministre de la Défense Nationale de Belgique, nous a retracé, avec émotion, les heures tragiques de son arrivée et de son séjour à Dunkerque en 1914.

Le maire de Dunkerque, M. Henri Terquem, seul, pourrait peut-être dire combien de fois nous sommes apparus brusquement devant lui, soit à l'Hôtel de Ville, soit chez lui, soit même à Paris, en quête toujours de quelques renseignements complémentaires sur un fait resté imprécis. Quelle interminable correspondance, entrecoupée de coups de téléphone, n'avons-nous pas échangée ensemble, au cours de ces recherches incessantes dans les milieux les plus divers! Près du premier magistrat de la ville, l'auteur a trouvé constamment l'accueil le plus bienveillant. Qu'il nous permette de lui exprimer ici toute notre gratitude.

Enfin, nous ne saurions être trop reconnaissant au Maréchal Foch, de la magistrale préface dont il a bien voulu honorer ce volume et des entretiens qu'il nous a accordés avec tant de bienveillance.

L'illustre soldat, qui, pour nos populations, est l'inoubliable sauveur des Flandres, vient de montrer une fois de plus toute la sympathie qu'il conservait à la grande métropole maritime du Nord. La population dunkerquoise ne lira pas, sans émotion, le bel hommage que le Maréchal Foch vient de rendre à leur glorieuse cité.

*
* *

La documentation photographique de l'ouvrage a été assurée, en partie par les Services photographiques et cinématographiques des Ministères de la Guerre et de la Marine de Paris, de Londres et de Bruxelles, et par les archives de l'Administration municipale de Dunkerque.

Cependant, il faut ajouter que cette documentation serait restée bien incomplète, si elle n'avait été renforcée par plusieurs centaines de photographies d'un très vif intérêt, appartenant à différentes personnalités qui, très aimablement, en ont autorisé la reproduction. Il convient, notamment, de mentionner les noms de MM. Cayez et Paul Cappelle. Le livre contient une centaine d'illustrations provenant de leurs collections.

La Société Dunkerquoise pour l'Encouragement des Sciences, des Lettres et des Arts, a pris une part considérable à l'édition de ce volume, publié également sous les auspices de la ville de Dunkerque et de sa Chambre de Commerce.

Si bien qu'en résumé, l'on peut dire que cet ouvrage est l'œuvre — non d'une seule personne — mais de la ville de Dunkerque tout entière.

Dunkerque a élevé, à la gloire de ses enfants morts pour la Patrie, un admirable monument de pierre. Celui-ci, dans sa rigidité définitive, ne parle que par le souvenir émouvant qu'il évoque. Le temps peut effriter la pierre, un monument peut disparaître, et l'exemple du passé nous montre que le papier dure parfois plus que le marbre.

Combien d'années s'écouleront avant la disparition du dernier des milliers d'exemplaires de ce livre? Il sera refait, sans doute; réimprimé, peut-être, mais il continuera d'exister comme un témoin perpétuel de la gloire de la ville héroïque entre toutes, et, par lui, le lecteur revivra les épisodes émouvants, souvent pathétiques, mais toujours marqués au coin d'une volonté tenace, d'une froide énergie, d'un amour profond et inné de la Patrie, qui se retrouvent à toutes les périodes de l'histoire de Dunkerque.

Paris, 10 octobre 1924.

ALBERT CHATELLE.

(1) Les généraux Bidon et Eydoux sont décédés.

DUNKERQUE PENDANT LA GUERRE

1914 - 1918

Les derniers jours de la Paix

Le 30 juin 1914, la presse annonçait qu'une délégation dunkerquoise, composée de MM. Trystram, sénateur ; Défossé, député ; Terquem, maire, et Hutter, président de la Chambre de Commerce, venait d'être reçue le même jour à l'Élysée et que M. Poincaré, président de la République, avait promis de s'arrêter à Dunkerque lors de son prochain voyage en Russie.

30 juin 1914 ! Depuis quarante-huit heures déjà l'assassinat du prince héritier du trône d'Autriche-Hongrie par un nationaliste serbe, était un fait accompli.

Crime dont la répercussion formidable restera plus historique encore que l'assassinat de Henri IV en 1610.

Le coup de poignard de Ravallac avait arrêté les trois armées françaises en marche vers l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne pour abattre l'ambition demeurée de l'Autriche.

Le crime du fanatique serbe va au contraire servir de prétexte à l'Autriche et à l'Allemagne pour déclencher une guerre effroyable que les Empires centraux prévoyaient et préméditaient depuis longtemps.

Si ce coup de pistolet fit trembler toutes les Chancelleries européennes, il est juste d'ajouter qu'il avait fort peu ému le grand public.

En France, notamment, les dissensions politiques s'avivaient aux péripéties scandaleuses d'un grand procès criminel.

Quant aux Dunkerquois, ils travaillaient en paix au magnifique essor industriel et maritime de leur cité et de leur port. Bientôt, au début de ce bel été de 1914, ils se préparèrent avec enthousiasme à fêter triomphalement l'imminente visite du premier magistrat de la République.

Le 16 juillet, le président de la République, accompagné d'une suite nombreuse et de M. Viviani, président du Conseil des Ministres, arrive par train spécial. Il est salué en gare par les représentants de la ville et M. Poincaré en apercevant le maire se hâte de lui dire : — Me voici à Dunkerque pour mon départ mais cela ne m'empêchera pas d'y revenir... »

Quelques instants après le président s'embarquait, à l'écluse Trystram, sur le remorqueur *Calaisien* qui le conduisit à bord du cuirassé *France*, croisant au large avec le *Jean-Bart* et plusieurs contre-torpilleurs.

L'escadre appareilla aussitôt et ne tarda pas à disparaître voguant à belle allure vers la Russie. Il était à peine sept heures du matin.

Le 25 juillet, les Chantiers de France lancèrent le paquebot *Athos*, de 16.500 tonnes, de 160 mètres de long, construit pour la C^{ie} des Messageries Maritimes. Ce fut une belle journée pour le port (1) mais en même temps le *Nord Maritime*, avec un titre sur deux colonnes, annonçait que la situation diplomatique devenait extrêmement grave. La crise austro-serbe était suivie de la

menace allemande. L'inquiétude commença à se faire jour dans la population ; les gens « prudents » se hâtèrent vers les banques et la Caisse d'Épargne pour retirer leur fonds.

Pourtant la population dunkerquoise espérait encore. Une guerre européenne pour un différend entre l'Autriche et la Serbie semblait chose impossible.

Le lendemain l'on apprit que tous les officiers et soldats en permission devaient rejoindre leurs régiments. Les journaux, qui sont attendus avec impatience, déclarent que l'on mobilise en Serbie, en Autriche et en Russie et qu'en France « l'on prend des précautions ». Les nouvelles les plus effarantes s'accumulent. Les événements vont maintenant se précipiter avec une rapidité inexorable. La mobilisation allemande, dit-on, est commencée. L'Angleterre a échoué dans une tentative de médiation :

Telle une immense falaise qui va s'écrouler, l'Europe glisse effroyablement vers la guerre. Nulle volonté humaine ne peut plus conjurer cet effondrement tragique, l'édifice de la paix se lézarde de plus en plus. Au loin, il semble que l'on entend déjà le bruit sourd des canons roulant vers nos frontières menacées.

Le retour du Président de la République

A deux heures de l'après-midi, le 26 juillet, M. Terquem, maire, recevait le télégramme officiel suivant :

Président République arrivera mercredi 29 juillet dans matinée à Dunkerque et repartira immédiatement Paris, sans réceptions officielles. Suis chargé exprimer regrets de M. le Président de ne pas pouvoir s'arrêter à Dunkerque...

(Signé) : Général BEAUDEMOULIN.

Le Maire de Dunkerque répondit aussitôt en priant le général Beaudemoulin d'être l'interprète de la population dunkerquoise près du Président pour lui dire « avec quelle patriotique résignation ses concitoyens acceptaient la déception que les circonstances imposaient. »

Quelques heures après, M. Terquem faisait afficher la proclamation dont nous donnons ci-contre la reproduction.

Henri Malo dans son bel ouvrage : « *Dunkerque ville héroïque* » a pu dire avec raison en citant cet appel à la population dunkerquoise qu'il était le premier d'une série continuée depuis au fur et à mesure des événements et que son ensemble constituait une haute leçon de morale civique et un bréviaire de patriotisme en temps de guerre.

Le mardi 28 juillet, les nouvelles continuent à être franchement mauvaises et c'est la débandade parmi les baigneurs qui se trouvent sur les splendides plages des environs. La gare regorge de voyageurs regagnant en tout hâte leurs pénates.

Dans les rues, les soldats du génie commencent l'enlèvement des mâts et des drapeaux et procèdent au démontage de l'arc triomphal érigé devant la Tour pour le passage du président de la République. Des kilomètres de guirlandes, composées de chrysanthèmes multicolores, dahlias, œillets, boules de neige, marguerites, roses, bleuets, confectionnées en papier par les gra-

(1) L'*Athos* en cours d'armement se trouvait encore à Dunkerque lors des bombardements par canon à longue portée de 1915. Pour le mettre à l'abri des obus on le conduisit à Brest. Deux torpilleurs l'escortèrent jusque Cherbourg. Il devait néanmoins être victime de la guerre sous-marine. Il fut coulé, sans avertissement par un sous-marin allemand le 17 février 1917 au cours d'un voyage de Port-Saïd à Marseille alors qu'il se trouvait au large de Malte. Frappé en plein milieu il disparut en moins de quatorze minutes. Il avait à bord près de 2.200 personnes. Grâce à l'admirable conduite de son commandant et de son équipage il n'y eut que 74 noyés.

cieuses élèves des écoles de la ville pour décorer les rues, resteront de longs mois dans les greniers de l'Hôtel de Ville et nous verrons plus tard à quel pieux usage le Destin les réservait.

Le *Nord Maritime*, à qui nous ferons de nombreux emprunts pour essayer de retracer fidèlement la physionomie de la ville en ces années historiques, écrivait :

« Certes, notre ville est en émoi. On a soif de nouvelles, on veut savoir, mais on ne constate aucune crainte. Les banques sont envahies par la foule mais l'on n'entend aucune réflexion dictée par la crainte, on s'incline partout devant la force des événements ».

Toute la soirée l'animation en ville fut exceptionnelle, la population défilait place Jean-Bart devant les halls du *Nord Maritime*, de la Société Générale, du Crédit Lyonnais et du Crédit du Nord, pour y lire les dépêches : elles étaient vagues et incertaines.

Au Casino de Malo, le public, nerveux, réclama la *Marseillaise* qui fut écoutée debout par toute l'assistance et saluée par de frénétiques applaudissements.

Le lendemain 29 juillet, dès les premières heures de la matinée, une foule considérable se porta vers le port et sur la jetée Est pour assister au débarquement du président de la République. Un important service d'ordre, assuré par les soldats du 110^e et les douaniers, rendait les honneurs et surveillait les voies ferrées.

Le train présidentiel arrivé pendant la nuit avec plusieurs ministres se trouvait près de l'écluse Trystram.

A six heures le sémaphore annonça enfin que le cuirassé *France* se trouvait au large tandis que le *Jean-Bart* continuait sa route vers Cherbourg (1).

A huit heures au matin, le remorqueur *Bouloonnais* quitte le port, ayant à son bord MM. Abel Ferry, sous-secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères, M. Trépont, préfet du Nord, etc..., et s'en va accoster le puissant cuirassé qui est embossé à moins de deux milles des jetées.

Une heure après, M. Poincaré débarquait à l'Ecluse Trystram. Il y était reçu par toutes les notabilités du département et de la ville.

M. Terquem, maire, lui souhaita la bienvenue et le Président, tout en s'excusant d'être obligé, en présence des événements, de regagner Paris, promit de revenir dès que les circonstances le lui permettraient.

Le cortège gagna rapidement le train présidentiel qui s'ébranla à 9 heures 45, salué par les acclamations ininterrompues de la population. Le public ne se lassait pas de crier : « Vive Poincaré, Vive la France ! »

A une heure vingt de l'après-midi, le Chef d'Etat arrivait à Paris. Cent mille personnes massées autour de la Gare du Nord et sur la route de l'Élysée firent au Président une ovation indescriptible.

(1) Le 21 décembre 1914 le cuirassé *Jean-Bart* qui se trouvait dans l'Adriatique fut atteint par la torpille d'un sous-marin autrichien l'*U-12* (C.-lieut. de vais. Zerch). Le *Jean-Bart*, quoique gravement avarié réussit à se maintenir à flot et à regagner Malte par ses propres moyens sous l'énergique commandement du capitaine de vaisseau Barthes.

Les "mesures de précaution"

Le 30 juillet, l'émotion fut à son comble. Il devenait de plus en plus évident que la guerre était inévitable, le glissement vers le cataclysme continuait irrémédiablement, la foule fut si nombreuse à partir de ce jour aux portes des banques qu'il fallut y organiser un service d'ordre avec l'aide de la police.

Le soir, le Casino donnait *Werther* ; c'était la dernière représentation et une émotion s'empara des spectateurs lorsqu'on entendit le passage célèbre :

*Je pars pour un lointain voyage
Prêtez-moi vos deux pistolets*

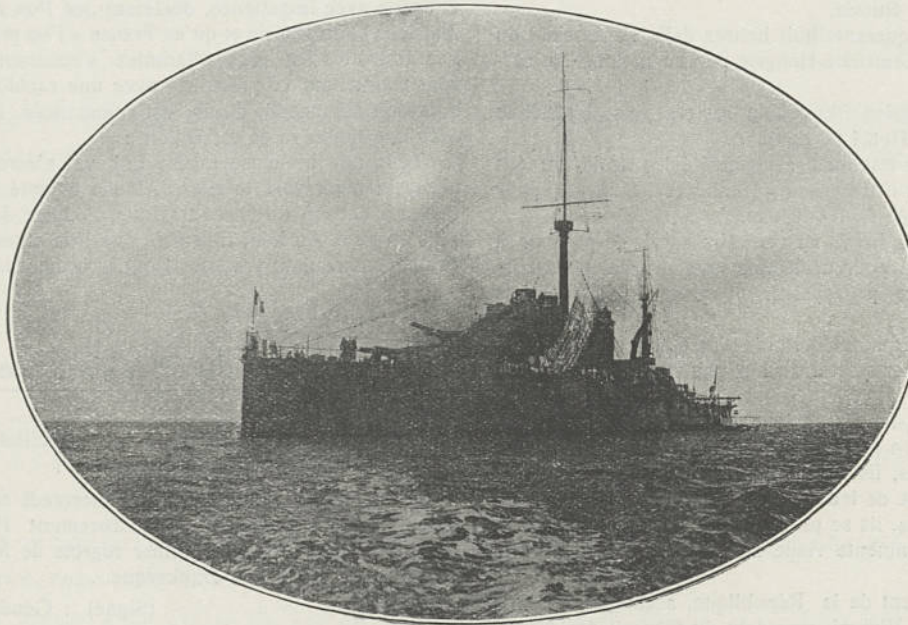
Pour combien de millions d'hommes le tragique et lointain voyage se préparait !

Depuis le matin toutes les voies ferrées, postes d'aiguillage, ponts et passages à niveau se trouvent sous la surveillance des soldats de l'active qui montent la garde, baïonnette au canon, en tenue de campagne. Ils seront remplacés dès le lendemain par les hommes des plus anciennes classes de la réserve territoriale convoquées spécialement pour ce service qui deviendra populaire sous l'abréviation de G. V. C. (1).

Le 31 juillet, un décret télégraphié aux Caisses d'Épargne par le gouvernement limita le remboursement à 50 fr. par quinzaine et par livret.

De son côté, la Banque de France mettait en circulation des billets de 20 francs et de 5 francs en échange des billets de banque (2).

Depuis quarante-huit heures, d'importantes conférences avaient lieu à l'Etat-Major entre l'Administration municipale et le général Bidon, gouverneur de la ville, en vue de prévoir les cantonnements qui pourraient être requis pour les besoins de l'armée et pour la mise au point des questions concernant le ravitaillement de



En rade de Dunkerque
Le cuirassé *Jean-Bart* rentrant de Russie (29 Juillet 1914)

la troupe et de la population civile.

Tard dans la soirée, la foule ne cessa de circuler dans les rues. Dans les attroupements, sur la place Jean-Bart, l'on répétait que l'Allemagne venait de déclarer la guerre à la Russie et que les facteurs des postes distribuaient, en ville et dans la banlieue, de nombreux appels individuels. Ce dernier fait était exact.

Depuis plusieurs jours les magasins d'alimentation ne cessaient de vendre leurs stocks aux ménagères « prévoyantes ». Les épiceries furent promptement dévalisées et les armoires se remplirent de boîtes de conserves, de légumes secs, de chocolat, de sucre, de beurre salé, biscuits, etc... etc. Les rats et les souris se montrèrent aussi satisfaits que les épiciers eux-mêmes.

Quant aux marchands de chaussures, ils furent envahis par les Dunkerquois mobilisables désireux d'emporter de solides godillots ; ceux-ci devinrent bientôt introuvables, l'on dut se contenter des fortes chaussures de chasse et ces dernières ne tardèrent pas à disparaître à leur tour de la devanture des bottiers.

(1) Gardes des Voies et Communications.

(2) Les billets de 10 francs ne devaient faire leur apparition qu'à la fin de mai 1916.

Dans les salons et dans les rues, dans les cafés et dans les ateliers, il n'y avait plus qu'une conversation, toujours la même : « La guerre, cette chose énorme, incroyable, la guerre dont on parlait depuis quarante ans était-elle possible ? allait-elle devenir une réalité... ? »

L'hypothèse était envisagée avec un parfait sang-froid et les Dunkerquois ne s'abordaient plus qu'en se disant : Où allez-vous ?

— A la Caserne Jean-Bart, le premier jour.

— A Saint-Omer, le troisième jour.

— A Lille, le deuxième jour, avec un repas froid.

Et chacun de se souhaiter gaillardement bonne chance si vraiment « on en arrivait là ».

Dunkerque, placée en sentinelle avancée de la France dans les Flandres et sur la Mer du Nord allait revivre les heures héroïques de son passé et ajouter de nouvelles pages immortelles à son histoire déjà lourde de gloire.

La Mobilisation

Dès l'aube de cette formidable journée du 1^{er} août 1914, la population se répandit dans les rues en quête des dernières nouvelles de la nuit.

Aux abords de la Banque de France l'affluence de gens voulant échanger des billets contre de la monnaie fut telle qu'un service d'ordre imposant dut être organisé en toute hâte pour éviter des désordres.



Les figures sont graves
Le Président de la République et le Ministre des Affaires
Etrangères débarquent à Dunkerque

Sur le marché, place Jean-Bart, les denrées étaient rares et déjà en hausse. Presque toutes les ménagères offraient en paiement des billets de 50 et 100 francs. Les cultivateurs, méfiants, refusaient généralement les nouvelles coupures de 20 et de 5 francs. De nombreuses altercations aigres-douces se produisirent.

A la gare, la C^{ie} du Chemin de Fer annonçait qu'elle refusait tout transport de marchandises vers l'Est et l'Allemagne.

Dans la matinée, un télégramme arriva à l'Etat-Major faisant connaître que l'ordre de mobilisation serait vraisemblablement lancé dans l'après-midi.

Vers quatre heures et demie, un employé sortit brusquement de l'Hôtel des Postes, choisit sur la porte une bonne place et y fixa un rectangle de papier jaune où l'on pouvait lire ces quelques mots :

Extrême urgence. — Ordre de mobilisation générale. — Le premier jour de la mobilisation est le dimanche 2 août.

Un attroupement considérable se forma aussitôt devant l'effarante nouvelle, les gens saisis d'une émotion profonde se hâtaient de lire et s'en allaient au plus vite, remplacés par d'autres de plus en plus nombreux.

Avec une rapidité prodigieuse, l'événement fut connu de toute la ville. Des rassemblements se formèrent aux coins des rues où l'on placardait l'affiche officielle dont on verra plus loin la photographie.

Il faut renoncer à relater les innombrables scènes dont la ville fut le théâtre.

A six heures, le tocsin se mit en branle, répandant ses ondes sonores sur l'agglomération dunkerquoise. Il sonnait encore lorsque sur la place Jean-Bart l'appariteur de la Mairie, Fossaert, accompagné des tambours des sapeurs-pompiers, lut d'une voix forte, au pied du grand corsaire, l'ordre de mobilisation. La foule termina la lecture par un immense cri de : « Vive la France, Vive l'Armée ! »

Entre temps, l'on affichait une proclamation de l'Administration municipale à la population, signée de MM. Terquem, maire, Ruysen, Lemaire et Deryckssen, adjoints. On y lit cette phrase prophétique : « Les enfants de Jean-Bart ne feront pas mentir la tradition » de leurs ancêtres. Dunkerque se prépare à bien mériter à nouveau » de la Patrie ».

Au cours de cette journée fertile en émotions si diverses, le service des Postes annonça que les communications télégraphiques et téléphoniques étaient interrompues pour les civils et que d'importants retards étaient à prévoir dans l'acheminement des correspondances. Par la suite, le visa du Maire ou du Commissaire de police sera nécessaire pour l'envoi des télégrammes privés.

République Française

VILLE DE DUNKERQUE

RETOUR

de Monsieur le Président de la République

Mes chers Concitoyens,

Par un télégramme daté de Copenhague, Monsieur le Président de la République me fait connaître que son retour est avancé et qu'il repartira directement pour Paris sans réceptions officielles, il m'en exprime ses regrets.

L'Administration Municipale qui s'était efforcée de préparer une brillante réception digne de Dunkerque et de premier Magistrat de la République, la population dunkerquoise qui s'appretait à faire au Chef de l'Etat un accueil chaleureux et enthousiaste, accepteront cette déception avec une patriotique résignation.

La gravité de l'heure présente impose à chacun son devoir et ses sacrifices, ce n'est pas aux Dunkerquois qu'il est besoin de le rappeler : ils le savent, et celui qui leur est demandé aujourd'hui est peu de chose à côté de ceux qu'ils sont prêts à faire si les circonstances l'exigent.

**Vive la France !
Vive la République !**

Dunkerque le 27 Juillet 1914

Henri TERQUEM

La C^o du Nord publiait un avis notifiant que tous les trains de voyageurs seraient supprimés, ainsi que les trains de marchandises, à partir de minuit. Les services de la gare, complètement militarisés, passèrent sous les ordres de l'autorité militaire qui assura sans incident les transports de la mobilisation.

Tous les employés *ipso facto* militarisés arborèrent des brassards, rouge pour les agents de la traction, jaune pour ceux de la voie et blanc pour les employés de l'exploitation.

Un arrêté du Maire ordonna la fermeture immédiate des théâtre, cafés-concerts, cinémas et bals. Les cafés durent clore leurs portes dès dix heures du soir.

A huit heures et demie du soir, le Conseil Municipal se réunissait en séance extraordinaire. Après avoir entendu lecture de l'appel aux habitants, lancé par l'Administration municipale, les Conseillers municipaux, sur la proposition du Maire, décidèrent à l'unanimité la constitution d'un comité de secours aux familles dépourvues de ressources dont les soutiens sont mobilisés. M. Isidore Monteuis en fut nommé président.

Enfin, l'Assemblée communale devant être réduite de plus de la moitié de ses membres par suite de la mobilisation, le Conseil donna pleins pouvoirs à son maire et à ses adjoints pour prendre toutes les décisions urgentes que pourrait nécessiter la situation.

Une grande partie de la nuit, une foule intense ne cessa de déambuler dans les rues. La même agitation régna dans toutes les communes de la banlieue.

La nuit n'était pas achevée que les réservistes des environs commencèrent à affluer ; ils arrivaient en groupes, par communes, et se rendaient directement aux casernes Jean-Bart et Guillemot. Dans la matinée, des sous-officiers les conduisirent en détachement dans les cantonnements improvisés au Kursaal et au Casino, transformés en dépôt du 310^e et de l'artillerie à pied, dans les écoles, aux hangars de la Chambre de Commerce, etc...

A travers les rues, les prolonges d'artillerie, les voitures de subsistance, les camions de toute nature filaient grand train, dans toutes les directions, surchargés d'effets d'habillement et d'équipements militaires.

Les immenses cours des casernes fourmillaient de mobilisés encore en civils dont la masse sombre s'émaillait ça et là des uniformes

des gradés venus « en tenue ». Toutes les classes sociales s'y trouvaient réunies comme en un vaste creuset.

Pendant que les uns arrivent, d'autres s'en vont. La place de la Gare est envahie par une foule émue venant faire ses adieux aux partants. La plupart des Dunkerquois emportent des musettes débordantes de provisions, d'autres s'en vont les mains vides, confiants déjà dans la bonne organisation du ravitaillement militaire.

A l'intérieur de la gare, où seuls les mobilisés peuvent pénétrer, c'est un tumulte incroyable de cris, d'appels, de chants, de sifflements de locomotives. Dans des wagons, des clairons sonnent bruyamment des charges imaginaires qui seront bientôt une réalité. Des employés militarisés courent le long des quais. Les trains s'ébranlent, archi-bondés, au milieu de ce vacarme énorme sur lequel planent la *Marseillaise* et les cris de : Vive la France, Vive Dunkerque ! Des inscriptions patriotiques illustrent les parois des wagons. Il y eut des départs tragiques ; la femme d'un charretier venait d'accoucher et mourut quelques instants après. Le mari, appelé comme réserviste, dut partir, laissant chez lui deux enfants en bas-âge.

La proclamation de l'état de siège, le 3 août, au matin, eut pour conséquence d'obliger les étrangers à demander des permis de séjour. Les Dunkerquois apprirent ainsi avec étonnement qu'il y avait dans leurs murs plus de quatre mille étrangers exerçant les professions les plus diverses et quelque fois les plus saugrenues.

Les Allemands et les Autrichiens se virent dirigés, via Calais, vers les camps de concentration. Les autres durent évacuer la ville dans les quarante-huit heures. Bien peu obtinrent les fameuses autorisations tant convoitées.

Par suite de l'état de siège, tous les pouvoirs passèrent entre les mains du général Bidon, gouverneur de la ville. Le général Plantey, du cadre de réserve, devint gouverneur-adjoint.

Enfin, grâce à une sage décision du temps de paix, le maire de Dunkerque, M. Terquem, capitaine de réserve de chasseurs à pied, restait affecté au gouvernement du camp retranché comme officier d'état-major. La ville aura ainsi, pendant toute la durée des hostilités, en son premier magistrat un fidèle défenseur près des Gouverneurs qui se succéderont au commandement de la Place.

Sur la place Vauban, transformée en champ de foire, fonction-

Taxe principale..... Réponse payée..... TOTAL.....	INDICATIONS DE RÉCEPTION <i>Ge'el'gramme.</i>		INDICATIONS DE TRANSMISSION.				
NATURE DU TÉLÉGRAMME ET DESTINATION		ORIGINE.	NUMERO.	NOMBRE DE MOTS.	DATE.	HEURE DE DÉPÔT.	MENTIONS DE SERVICE.
OFF DKE DE LILLE 7531 27 1 17/49= PREFET NORD A SOUSPREFETS AVESNES CAMBRAI DOUAI DUNKERQUE HAZEBROUCK VALENCIENNES = EXTREME URGENCE - ORDRE DE MOBILISATION GENERALE - LE PREMIER JOUR DE LA MOBILISATION EST LE DIMANCHE DEUX AOUT + ? =							
AVIS. — Dans les télégrammes imprimés en caractères romains par l'appareil télégraphique, le premier nombre qui figure après le nom du lieu d'origine est un numéro d'ordre, le second indique le nombre des mots taxés, les autres désignent la date et l'heure du dépôt. Dans le service intérieur et dans les relations avec certains pays étrangers, l'heure de dépôt est indiquée au moyen des chiffres de 0 à 24.							

Le télégramme officiel annonçant la Mobilisation

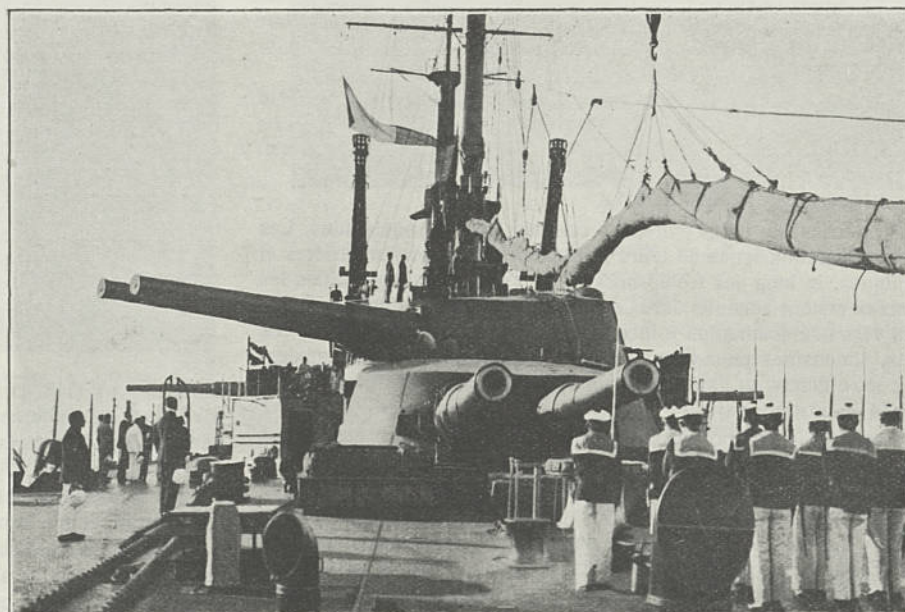


Sur le pont du cuirassé *France*, Le Président de la République attend l'arrivée du remorqueur.

(29 Juillet 1914)



Les marins rendant les honneurs au moment où le Chef d'Etat quitte le cuirassé.




Le cortège présidentiel gagne aussitôt le train spécial qui le ramènera à Paris.

(1) M. POINCARÉ.
 (2) M. VIVIANI, ministre des Affaires Etrangères.
 (3) M. René RENOULT, ministre des Travaux Publics.



ARMÉE DE TERRE ET ARMÉE DE MER



ORDRE DE MOBILISATION GÉNÉRALE

Par décret du Président de la République, la mobilisation des armées de terre et de mer est ordonnée, ainsi que la réquisition des animaux, voitures et harnais nécessaires au complément de ces armées.

Le premier jour de la mobilisation est le Dimanche deux Août 1914

Tout Français soumis aux obligations militaires doit, sous peine d'être puni avec toute la rigueur des lois, obéir aux prescriptions du **PARCOURS DE MOBILISATION** (pages colorées placées dans son fiert).

Sont visés par le présent ordre **TOUS LES HOMMES** non présents sous les Drapeaux et appartenant :

- 1° à l'**ARMÉE DE TERRE**, compris les **TROUPES COLONIALES** et les hommes des **SERVICES AUXILIAIRES**;
- 2° à l'**ARMÉE DE MER**, y compris les **INSCRITS MARITIMES** et les **ARMURIERS** de la **MARINE**.

Les Autorités civiles et militaires sont responsables de l'exécution du présent décret.

Le Ministre de la Guerre. Le Ministre de la Marine.

nèrent pendant de longs jours, les commissions de réquisitions. Les chevaux, accompagnés de leurs propriétaires, attendaient, tristes et pacifiques, le long des trottoirs. Au fur et à mesure des achats les animaux étaient conduits dans le Minck en attendant d'être embarqués vers une destination « inconnue ». Ensuite, ce fut le tour des autos, limousines puissantes, camions énormes, voitures modestes ; les officiers en fixaient le prix et le véhicule se trouvait enrôlé pour la défense du pays.

Quelques jours après la déclaration de l'état de siège apparurent dans les rues les « Gardes civils ». C'était une conception du temps de paix et du Gouvernement pour suppléer à la police désorganisée par la mobilisation.

Le « chef » des Gardes civils, nommé par le Préfet était M. Jacques François, adjudant retraité et cafetier rue Alexandre III. Dans sa lettre de nomination, datée du 1^{er} août 1914, on pouvait lire cette phrase superbe : « Vous aurez en temps de guerre un rôle important à remplir. Il faut vous y préparer dès le temps de paix (sic) ».

Ils furent armés d'un revolver d'ordonnance et munis d'un brassard en lustrine verte avec l'inscription en lettres dorées : « Ville de Dunkerque. Garde civil ». Le brassard portait en outre un numéro d'ordre et le cachet de la Sous-Préfecture.

Les gardes civils dunkerquois se composaient d'une vingtaine de citoyens dégagés de toutes obligations militaires. Ils touchaient une indemnité de trois francs par jour. Le groupe fut dissous le 1^{er} novembre 1914 sans avoir eu d'autres occasions que de montrer sa bonne volonté.

Cependant, il reçut parfois des ordres suggestifs. C'est ainsi qu'à la date du 9 août le Commissaire central donna l'ordre de détruire les affiches suspectes, d'arrêter un auto monté par deux espions !... et de se méfier de deux autres dont il donnait le signalement.

Les affiches « suspectes » furent bien détruites, mais les autos avec les espions ne furent jamais aperçus...

De son côté, la jeunesse dunkerquoise enrôlée dans les « Eclaireurs de France » rendit dans les premières semaines de la mobilisation d'appréciables services aux administrations municipales en remplissant volontairement le rôle d'estafettes. Les boys-scouts assurèrent notamment une rapide distribution de plus de dix mille feuilles d'allocation aux familles des mobilisés.

Le 4 août, paraissait le premier arrêté du Gouverneur du Camp

Bekanntmachung

Seine Majestät der Kaiser und König haben die Mobilmachung befohlen.

Der 2. August 1914 gilt als erster Mobilmachungstag

3. August 1914	zweiter	„
4. August 1914	dritter	„
5. August 1914	vierter	„
6. August 1914	fünfter	„

und so weiter fort.

Alle Offiziere, Sanitätsoffiziere, Beamte, Heeresoffiziere und Mannschaften der Besatzungstruppen einschließlich Ersatztruppen haben an ihre militärischen Angehörigen zu erklären und ihrer Kriegsverpflichtung entsprechende Befehle abzugeben. Folge zu leisten.

Die etwa außer Kontrolle gebliebenen Mannschaften sowie diejenigen, welche von subalternen Bezirkskommandos vom Truppenort oder anderen Kommandostellen kommend, sich bisher noch nicht beim Bezirkskommando angemeldet haben, haben sich sofort bei dem zuständigen Bezirkskommando unter Vorlage ihrer Militärpässe zu melden und zwar

mündlich: bei der zu diesem Zwecke besonders eingerichteten Anmeldestelle in Schöneberg, Kolonnenstraße Nr. 23

schriftlich: z. B. „An die Anmeldestelle des Bezirkskommandos I. Berlin, in Schöneberg, Kolonnenstraße Nr. 23“

Wer diese Anordnungen nicht nach den Kriegsgesetzen streng befolgt, wird in Folge dessen eine Passivstrafe befohlen ist, haben einen besonderen Befehl zu erwarten. Jede Wohnungsveränderung dieser Mannschaften ist binnen 48 Stunden dem zuständigen Bezirkskommando zu melden. Wer diese Meldungen unrichtig, wird nach den Kriegsgesetzen bestraft.

Inaktive Offiziere, Sanitätsoffiziere und oberste Militärbehörden sowie Zivildienst, welche sich noch nicht zur Verwendung bereit erklärt haben sowie die nicht mehr dem Bezirkskommando zugehörigen Reserveoffiziere und Unteroffiziere, welche für die Dauer des mobilisierten Zustandes freiwillig wieder in den Dienst treten wollen, werden ersucht, sich zum 3. Mobilmachungstage unter Mitbringung ihrer Personalpässe bei dem zuständigen Bezirkskommando in den angegebenen Terminen zu melden.

Die Führertruppen haben sich in ihren Gebieten, z. B. in den Gemeinden, in denen irgend welche Gebührensachen vorliegen, dieselben sind zur freien Einzahlung ohne Lösung eines Fiskaltitels und ohne Zahlung eines Antrags an dem Behörde berechtigt, lediglich auf Grund der Vorlage der Kriegsverpflichtung oder anderer Militärpässe, oder auf Grund der mündlichen Erklärung des Behaltens- oder Zugewinns gegenüber Kriegsverpflichtung haben eine Bescheinigung der Polizeibehörde über Zweck und Ziel der Reise vorzulegen.

Die Zahlung der rückständigen Gebührensachen erfolgt nachträglich beim Truppenort.

Berlin, den 1. August 1914.

Königliche Bezirkskommandos I., II., III., IV., V. u. VI. Berlin.

retranché ; c'était, comme bien l'on pense, un arrêté de restriction par lequel les cafés ne pouvaient recevoir les militaires que de cinq heures à huit heures du soir.

Les civils pour voyager durent se munir d'un sauf-conduit délivré par la police. Quant à la circulation en auto sur les routes, elle fut interdite de six heures du soir à six heures du matin.

Mais ces arrêtés sur la réglementation des cafés et la circulation sur les routes ont été si nombreux et si variables, suivant les saisons et les événements et les gouverneurs qu'il faut renoncer à en donner même une simple énumération.

Le départ du 110^{me} et du 310^{me}

Le jeudi 6 août, le 110^e rég. d'inf., sa mobilisation complètement terminée, fit une marche d'entraînement dans les environs de la ville. A dix heures du matin, il était de retour et défilait magnifiquement devant la statue de Jean-Bart que les officiers saluèrent de l'épée. Une foule immense acclamait le régiment. Le soleil faisait briller l'acier des baïonnettes et resplendir les couleurs du drapeau.

L'embarquement eut lieu le soir même. Dès neuf heures du soir, tout Dunkerque s'amassait dans les rues conduisant de la caserne Jean-Bart à la gare. Il pleuvait désespérément sur la ville et dans l'obscurité une immense rumeur montait de cette foule où rares étaient les personnes n'ayant point un fils, un frère, un ami parmi ceux qui allaient partir. Les Allemands avaient envahi la Belgique et l'on commençait à se rendre compte que la guerre serait terrible.

Soudain, dans la cour de la caserne, devant le régiment sous les armes, la musique joua l'Hymne à Jean-Bart et la foule massée dans les rues avoisinantes entonna le chant célèbre. Un spectateur disait : « On dirait une prière suprême qui monte dans la nuit ». Le chant n'est pas terminé, qu'une immense clameur fait monter inlassablement, jusqu'aux nues livides ce cri éternel : « Vive la France, Vive la France ! »

Dominant ce grondement puissant, tambours et clairons battirent « aux Champs » et ce fut la grande émouvante rumeur. Le régiment, musique en tête, se mettait en marche. La troupe a peine à se frayer un chemin dans la foule qui s'entasse sur les trottoirs et déborde sur la chaussée, les Dunkerquois veulent accompagner leur régiment et c'est comme un vaste fleuve qui coule avec de puissants remous entre les maisons.

La musique joue la *Marseillaise*, puis le *Chant du Départ*, puis la *Sambre et Meuse*. Les soldats et la foule reprennent en chœur ces chants de gloire. Aux soldats l'on jette des fleurs et quand le Drapeau du 110^e défile, les clameurs de « Vive la France, Vive le 110^e ! » deviennent encore plus vibrantes.

Aux abords de la gare, c'est une cohue sans nom, la musique exécute à nouveau l'*Hymne à Jean-Bart* et la foule à grands cris réclama la *Marseillaise*. Les premières notes ont à peine retenti que les Dunkerquois chantent à pleins poumons :

*Allons, enfants de la Patrie
Le jour de gloire est arrivé*

« On chante, dira, l'un d'eux, on chante avec des larmes dans les yeux ».

Le lieutenant colonel Lévi, entouré de son état-major, préside à l'embarquement de ses hommes. C'est là, qu'en présence des généraux Bidon et Plantey, le maire de Dunkerque M. Terquem, apporta à ceux qui partaient le suprême salut de la Ville et remit au 1^{er}-colonel Lévi la médaille de Dunkerque, ornée du ruban bleu et blanc.

— « Que votre régiment, lui dit-il, soit toujours fier de la devise qui s'y trouve inscrite : « Dunkerque a bien mérité de la Patrie ».

Le lieutenant-colonel, ému, remercia le Maire et lui donna l'accolade au nom de tout son régiment.

A une heure du matin, le dernier bataillon s'embarquait à son tour.

Le 110^e était parti. Il s'en allait vers la Meuse pour en défendre le passage.

Quarante-huit heures après, le 310^e, commandé par le lieutenant-colonel Pigault, partait vers la même direction.

Cette unité de réserve, forte de plus de 2.000 hommes, était presque exclusivement composée de Dunkerquois. Beaucoup étaient établis, mariés et déjà pères de famille. Tirés brusquement de leurs occupations civiles, l'uniforme et l'équipement, on le voyait bien, pesaient lourdement sur eux. Au retour des marches d'entraînement ils avaient quand même une démarche fière et décidée.

Dans la nuit du 9 au 10, le régiment quitta ses cantonnements provisoires de Malo. Il traversa la ville en silence, sans musique guerrière.

Dans les rues, femmes et enfants étaient en proie à une indicible émotion et cherchaient à contenir leurs larmes. Les partants avaient le courage de plaisanter et de consoler celles qui restaient constatait le lendemain le *Nord Maritime*. Ce départ douloureux contrasta singulièrement avec les manifestations émouvantes qui avaient salué l'embarquement du 110^e.

Le départ des deux régiments, les rigueurs inévitables de l'état de siège, le commerce presque complètement paralysé par suite du manque de communications et l'application des moratorium, le trafic presque nul sur le port déserté, les usines fermées, il n'en fallait pas tant pour donner à Dunkerque un aspect de calme apparent après ces journées de fièvre intense.

La nuit, la ville était plongée dans le plus grand silence, il semblait que la vieille cité dunkerquoise se recueillait et retenait son souffle pour mieux entendre les pas de ses enfants et de ses régiments en marche vers la frontière.

Premières inquiétudes

L'avance allemande se poursuivant en Belgique, Dunkerque allait bientôt revivre des heures mouvementées.

Le 21 août, un train spécial ayant quitté Bruges dans la nuit arriva en gare vers huit heures du matin avec 800 prisonniers allemands,

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE DE DUNKERQUE

DUNKERQUOIS,

La Mobilisation générale est décrétée!

Nous ne ferons pas l'injure de dire à nos vaillants concitoyens quel est leur devoir. ILS LE CONNAISSENT : tous, dans le calme qui convient à des hommes sûrs de leur droit et conscients de leur courage partiront en se conformant à leur ordre de route et se rendront **SANS DELAI** à l'appel du pays.

Les Enfants de Jean Bart ne feront pas mentir la tradition de leurs ancêtres :

DUNKERQUE SE PRÉPARE A BIEN MÉRITER A NOUVEAU DE LA PATRIE

Quant à ceux qui restent, hommes ou femmes, pères, mères, épouses, enfants même, nous comptons sur leur calme, sur leur résolution pour nous seconder dans la tâche qui nous incombe.

La Municipalité qui a le lourd et périlleux honneur de diriger notre cité, consciente de ses responsabilités, s'efforcera de s'élever à la hauteur des événements **quels qu'ils soient et de se montrer DIGNE** de sa **VAILLANTE POPULATION**.

Dunkerquois ! soyons tous unis pour le salut de la Patrie.

VIVE DUNKERQUE ! VIVE LA FRANCE !

Henri TERQUEM,

Maire
RUYSSSEN, LEMAIRE, DERYCKSEM,
Adjoints au Maire.

1^{er} Août 1914.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

VILLE DE DUNKERQUE

Commission Municipale de Secours aux Familles dépourvues de ressources

La Commission a l'honneur de porter à la connaissance du public, que dans le but de venir en aide aux familles nécessiteuses de la Ville de Dunkerque, les **fourneaux économiques de la rue de l'Abattoir, du Quai des Hollandais et de la ruelle Saint-Jacques** fonctionneront à partir du **LUNDI 10 AOUT 1914**.

La Distribution aura lieu tous les jours de **onze heures à midi et demi** dans chacun des trois Etablissements.

La Commission fait appel à la générosité de ses Concitoyens pour venir en aide à ces familles en leur distribuant des Bons de soupe, qu'ils pourront se procurer, au prix de **Dix Centimes**, dans les principaux débits de tabacs.

Dunkerque, le 6 Août 1914.

Georges DERYCKSEM,
Adjoint au Maire.

militaires et civils capturés au début des hostilités. Il y avait notamment parmi eux une vingtaine de jeunes officiers de cavalerie faits prisonniers à Liège.

Le train fut conduit directement au port et les prisonniers embarqués sans retard à bord du vapeur *Amiral Nielly*. Avant l'embarquement, les douaniers les visitèrent imperturbablement et confisquèrent tabac et allumettes belges. Peu s'en fallut qu'ils dressèrent des procès pour fraude !...

Un service d'ordre, composé de soldats, de douaniers et d'agents de police, maintenait au loin une foule énorme de curieux ponctuant l'embarquement de cris hostiles. A une heure, le vapeur gagnait la haute mer avec son indésirable clientèle.

Une centaine de gendarmes et gardes civiques belges qui formaient l'escorte prirèrent à l'école de la rue du Milieu un rapide repas et repartirent aussitôt. L'un d'eux avait dit confidentiellement à un Dunkerquois :

« Il vient de se passer à Bruxelles une chose magnifique : les belges ont tendu un piège à l'entrée de la ville. Les Allemands y sont entrés sans méfiance. On a fermé la trappe sur eux. On en a fait 40.000 prisonniers. Quel beau coup de filet. On les prenait comme des harengs... »

Le récit fit le tour de Dunkerque avec une vélocité remarquable. Le soir, le filet bruxellois avait capturé plus de cent mille ennemis ! Et c'est ainsi que les Dunkerquois apprirent que les Allemands étaient à Bruxelles !... C'était la seule chose réelle du récit.

Le lendemain, à dix heures du matin, la malle d'Ostende entra au port pour quarante-huit heures ayant à son bord 250 soldats blessés provenant des hôpitaux de Bruges et le Commandant de la Marine d'Ostende avec ses archives. La foule acclamait les vaillants alliés.

Un officier du bord déclara qu'au moment où le navire quittait la rade une division navale anglaise apparaissait devant le port, prête à ouvrir le feu.

Le soir, à neuf heures et demie, un français revenant d'Ostende se précipita chez le Gouverneur pour déclarer que les Allemands avaient réquisitionné dans cette ville deux cents autos, mis des fantassins dedans et pris une direction inconnue !...

L'alerte fut aussitôt donnée, à Bergues l'on battit même la générale, et les troupes gagnèrent partout leurs postes de combat.

Pendant ce temps l'on continua à interroger d'une façon précise l'automobiliste qui, finalement, reconnut qu'il n'avait rien vu du tout. C'était un beau cas de suggestion.

A minuit, les troupes reçurent l'ordre de regagner les cantonnements.

Le 24 août, la malle reprenait la mer, avec ses passagers, à destination de Caen.

Le jour même était évacué sur Rouen un premier groupe important de réfugiés belges venant de la région de Charleroi. Ces malheureux, avant leur départ, furent fort heureusement ravitaillés en vivres par les soins de la Mairie.

La Préfecture du Nord à Dunkerque

La population n'eut pas le temps de se remettre de toutes ces émotions. A onze heures du soir, le 24 août, arrivaient brusquement en gare trois trains spéciaux amenant de Lille le Préfet, le personnel de la Préfecture, de nombreux fonctionnaires et près de trois mille employés des postes de la région Lille, Roubaix, Tourcoing. La désorganisation postale était telle que près de deux mille sacs de correspondance se trouvèrent bientôt en gare.

Ce fut une belle cohue dans les rues enténébrées de la ville. La police fit ouvrir les cafés, les restaurants et les hôtels pour essayer d'héberger ces milliers de personnes. Des particuliers offrirent l'hospitalité à des femmes et des enfants épuisés de fatigue. Beaucoup passèrent la nuit à la belle étoile !...

Lorsque le matin les Dunkerquois mirent le nez aux fenêtres ils aperçurent avec stupeur des gens, la manche ornée d'un brassard bleu brodé d'éclairs, déambulant en groupes, portant des valises ou de simples paquets de hardes. Hâtivement ils allèrent aux nouvelles.

Ce qu'ils apprirent est résumé dans un rapport de police avec la phrase d'une limpidité décisive que voici : ... « Les postiers se répandent en ville et par leurs racontars jettent l'alarme dans la population... »

Un communiqué officieux parut indispensable pour expliquer une arrivée aussi sensationnelle. Il disait notamment :

«... M. Trépont, préfet du Nord, ayant reçu du Ministre de la Guerre l'ordre de quitter provisoirement Lille, ville ouverte, et de se rendre à Dunkerque, est arrivé hier soir dans nos murs et s'est installé à la Sous-Préfecture, d'où il continuera à assurer la direction des services administratifs, etc... »

C'était l'explication officielle et un dunkerquois nota impitoyablement dans son journal :

«... Le lendemain de son arrivée le Préfet, après avoir eu un entretien assez frais avec le gouverneur de Dunkerque, a été invité par ce dernier à rejoindre son poste avec les personnes qui l'accompagnaient lors de son départ de Lille... »

Etait-ce exact ? Ce qu'il y a de certain, c'est que le lendemain matin 26 août le Préfet regagnait Lille en auto et un train spécial repartait dans la même journée avec les autres fonctionnaires et leurs archives.

A la fin de la journée, un télégramme officiel du Ministre de l'Intérieur arrivait à Dunkerque pour inviter le Préfet à n'abandonner son poste que sur l'ordre du Gouvernement ou lorsque l'autorité militaire en signalerait la nécessité et le Ministre ajoutait textuellement : «... Vous devez donner aux populations l'exemple du calme et du sang-froid. Il serait inadmissible que les fonctionnaires soient les premiers à provoquer l'affolement des populations. Les mesures les plus rigoureuses seront prises à l'égard de ceux qui manqueraient à leurs devoirs... »

Et comme le préfet était rentré à Lille on lui donna communication du message par téléphone.

Lille, on le sait, ne tarda pas à tomber aux mains de l'ennemi et la préfecture fut séparée du reste du département. Quant à M. Trépont, les Allemands l'envoyèrent au bout de quelques mois en captivité en Allemagne.

A la suite de ces événements — que nous enregistrons tout simplement — M. de Lavenay, sous-préfet de Dunkerque, reçut désormais le courrier préfectoral.

Le Gouvernement songe ensuite à choisir, comme nouveau siège de la préfecture, d'abord Armentières puis Hazebrouck. Finalement, Dunkerque est désigné, en raison de son importance et de sa situation à proximité des grands états-majors belges, anglais et français avec lesquels l'Autorité civile devait se trouver en rapports fréquents.

Dès le mois de février, M. Schwaevibel, conseiller de préfecture à Saint-Lô, est envoyé pour centraliser les organismes départementaux, dispersés par les événements. Les directions des Postes, des voies navigables et des routes, les polices « spéciale et mobile » s'installent à Dunkerque et les services de la Trésorerie du Nord sont assurés par la Trésorerie générale de la Somme.

Le 18 mai, M. Poivert, sous-préfet de Boulogne, est nommé par décret présidentiel secrétaire général de la Préfecture et délégué dans les fonctions de préfet. Il prit le 2 juin possession de son poste. Son premier soin est alors de s'assurer du concours de la Municipalité, du président du Conseil Général, M. Vancauwenberghe, et du Gouverneur de la Place.

Le Maire mit à sa disposition tout un étage de l'Hôtel de Ville pour l'installation des bureaux. Le Gouverneur lui affecta une vingtaine de secrétaires militaires qui se virent renforcés par des fonctionnaires de tous ordres, des instituteurs et institutrices réfugiés et quelques fonctionnaires de la Préfecture de Lille.

Les services administratifs des travaux publics, des établissements charitables et hospitaliers, d'hygiène, de la répression des fraudes, des retraites ouvrières, de l'Enseignement, des familles nombreuses, des femmes en couches, etc. recommencèrent bientôt à fonctionner à peu près normalement. En outre, la Préfecture eut à résoudre les très importantes questions des réquisitions militaires et du ravitaillement civil du Nord.

Le premier arrêté préfectoral pris à Dunkerque interdisait la sortie des farines du département.



APRES L'ARMISTICE. — LE RETOUR DU 110^e A DUNKERQUE.

Aquarelle de Drobecq.

Drobecq
1918

militaires et civils capturés au début des hostilités. Il y avait notamment parmi eux une vingtaine de jeunes officiers de cavalerie faits prisonniers à Liège.

Le train fut conduit directement au port et les prisonniers embarqués sans retard à bord du vapeur *Amiral Nielly*. Avant l'embarquement, les douaniers les visitèrent imperturbablement et confisquèrent tabac et allumettes belges. Peu s'en fallut qu'ils dressèrent des procès pour fraude !...

Un service d'ordre, composé de soldats, de douaniers et d'agents de police, maintenait au loin une foule énorme de curieux ponctuant l'embarquement de cris hostiles. A une heure, le vapeur gagnait la haute mer avec son indésirable clientèle.

Une centaine de gendarmes et gardes civiques belges qui formaient l'escorte prirent à l'école de la rue du Milieu un rapide repas et repartirent aussitôt. L'un d'eux avait dit confidentiellement à un Dunkerquois :

« Il vient de se passer à Bruxelles une chose magnifique : les belges ont tendu un piège à l'entrée de la ville. Les Allemands y sont entrés sans méfiance. On a fermé la trappe sur eux. On en a fait 40.000 prisonniers. Quel beau coup de filet. On les prenait comme des harengs... »

Le récit fit le tour de Dunkerque avec une vélocité remarquable. Le soir, le filet bruxellois avait capturé plus de cent mille ennemis ! Et c'est ainsi que les Dunkerquois apprirent que les Allemands étaient à Bruxelles !... C'était la seule chose réelle du récit.

Le lendemain, à dix heures du matin, la malle d'Ostende entra au port pour quarante-huit heures ayant à son bord 250 soldats blessés provenant des hôpitaux de Bruges et le Commandant de la Marine d'Ostende avec ses archives. La foule acclamait les vaillants alliés.

Un officier du bord déclara qu'au moment où le navire quittait la rade une division navale anglaise apparaissait devant le port, prête à ouvrir le feu.

Le soir, à neuf heures et demie, un français revenant d'Ostende se précipita chez le Gouverneur pour déclarer que les Allemands avaient réquisitionné dans cette ville deux cents autos, mis des fantassins dedans et pris une direction inconnue !...

L'alerte fut aussitôt donnée, à Bergues l'on battit même la générale, et les troupes gagnèrent partout leurs postes de combat.

Pendant ce temps l'on continua à interroger d'une façon précise l'automobiliste qui, finalement, reconnut qu'il n'avait rien vu du tout. C'était un beau cas de suggestion.

A minuit, les troupes reçurent l'ordre de regagner les cantonnements.

Le 24 août, la malle reprenait la mer, avec ses passagers, à destination de Caen.

Le jour même était évacué sur Rouen un premier groupe important de réfugiés belges venant de la région de Charleroi. Ces malheureux, avant leur départ, furent fort heureusement ravitaillés en vivres par les soins de la Mairie.

La Préfecture du Nord à Dunkerque

La population n'eut pas le temps de se remettre de toutes ces émotions. A onze heures du soir, le 24 août, arrivaient brusquement en gare trois trains spéciaux amenant de Lille le Préfet, le personnel de la Préfecture, de nombreux fonctionnaires et près de trois mille employés des postes de la région Lille, Roubaix, Tourcoing. La désorganisation postale était telle que près de deux mille sacs de correspondance se trouvèrent bientôt en gare.

Ce fut une belle cohue dans les rues enténébrées de la ville. La police fit ouvrir les cafés, les restaurants et les hôtels pour essayer d'héberger ces milliers de personnes. Des particuliers offrirent l'hospitalité à des femmes et des enfants épuisés de fatigue. Beaucoup passèrent la nuit à la belle étoile !...

Lorsque le matin les Dunkerquois mirent le nez aux fenêtres ils aperçurent avec stupeur des gens, la manche ornée d'un brassard bleu brodé d'éclairs, déambulant en groupes, portant des valises ou de simples paquets de hardes. Hâtivement ils allèrent aux nouvelles.

Ce qu'ils apprirent est résumé dans un rapport de police avec la phrase d'une limpidité décisive que voici : ... « Les postiers se répandent en ville et par leurs racontars jettent l'alarme dans la population... »

Un communiqué officieux parut indispensable pour expliquer une arrivée aussi sensationnelle. Il disait notamment :

«... M. Trépont, préfet du Nord, ayant reçu du Ministre de la Guerre l'ordre de quitter provisoirement Lille, ville ouverte, et de se rendre à Dunkerque, est arrivé hier soir dans nos murs et s'est installé à la Sous-Préfecture, d'où il continuera à assurer la direction des services administratifs, etc... »

C'était l'explication officielle et un dunkerquois nota impitoyablement dans son journal :

«... Le lendemain de son arrivée le Préfet, après avoir eu un entretien assez frais avec le gouverneur de Dunkerque, a été invité par ce dernier à rejoindre son poste avec les personnes qui l'accompagnaient lors de son départ de Lille... »

Était-ce exact ? Ce qu'il y a de certain, c'est que le lendemain matin 26 août le Préfet regagnait Lille en auto et un train spécial repartait dans la même journée avec les autres fonctionnaires et leurs archives.

A la fin de la journée, un télégramme officiel du Ministre de l'Intérieur arrivait à Dunkerque pour inviter le Préfet à n'abandonner son poste que sur l'ordre du Gouvernement ou lorsque l'autorité militaire en signalerait la nécessité et le Ministre ajoutait textuellement : «... Vous devez donner aux populations l'exemple du calme et du sang-froid. Il serait inadmissible que les fonctionnaires soient les premiers à provoquer l'affolement des populations. Les mesures les plus rigoureuses seront prises à l'égard de ceux qui manqueraient à leurs devoirs... »

Et comme le préfet était rentré à Lille on lui donna communication du message par téléphone.

Lille, on le sait, ne tarda pas à tomber aux mains de l'ennemi et la préfecture fut séparée du reste du département. Quant à M. Trépont, il fut capturé par les Allemands et resta en captivité en Allemagne.

A la suite de ces événements — que nous enregistrons tout simplement — M. de Lavenay, sous-préfet de Dunkerque, reçut désormais le courrier préfectoral.

Le Gouvernement songe ensuite à choisir, comme nouveau siège de la préfecture, d'abord Armentières puis Hazebrouck. Finalement, Dunkerque est désigné, en raison de son importance et de sa situation à proximité des grands états-majors belges, anglais et français avec lesquels l'Autorité civile devait se trouver en rapports fréquents.

Dès le mois de février, M. Schwaevébel, conseiller de préfecture à Saint-Lô, est envoyé pour centraliser les organismes départementaux, dispersés par les événements. Les directions des Postes, des voies navigables et des routes, les polices « spéciale et mobile » s'installent à Dunkerque et les services de la Trésorerie du Nord sont assurés par la Trésorerie générale de la Somme.

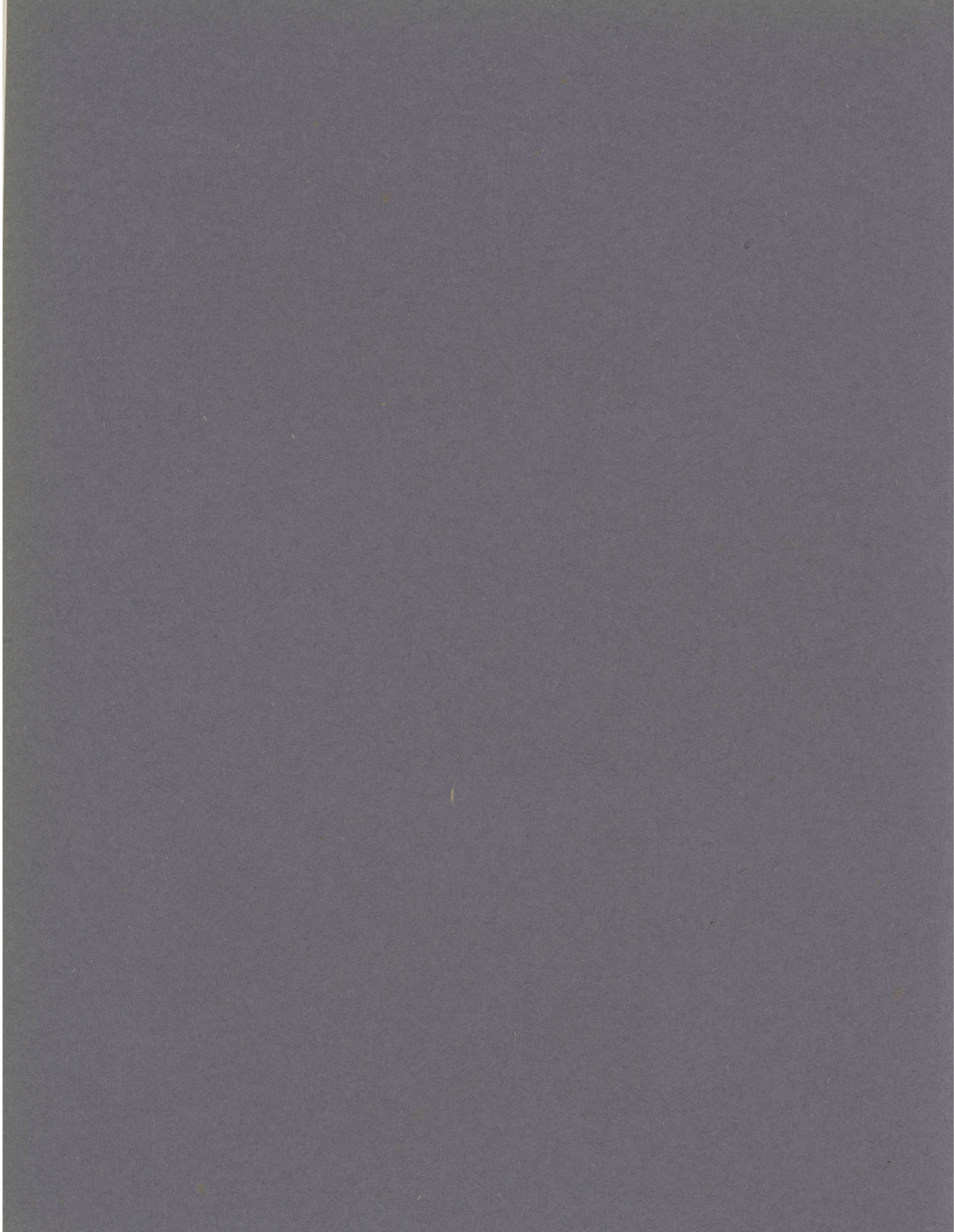
Le 18 mai, M. Poivert, sous-préfet de Boulogne, est nommé par décret présidentiel secrétaire général de la Préfecture et délégué dans les fonctions de préfet. Il prit le 2 juin possession de son poste. Son premier soin est alors de s'assurer du concours de la Municipalité, du président du Conseil Général, M. Vancauwenberghe, et du Gouverneur de la Place.

Le Maire mit à sa disposition tout un étage de l'Hôtel de Ville pour l'installation des bureaux. Le Gouverneur lui affecta une vingtaine de secrétaires militaires qui se virent renforcés par des fonctionnaires de tous ordres, des institutrices et institutrices réfugiés et quelques fonctionnaires de la Préfecture de Lille.

Les services administratifs des travaux publics, des établissements charitables et hospitaliers, d'hygiène, de la répression des fraudes, des retraites ouvrières, de l'Enseignement, des familles nombreuses, des femmes en couches, etc. recommencèrent bientôt à fonctionner à peu près normalement. En outre, la Préfecture eut à résoudre les très importantes questions des réquisitions militaires et du ravitaillement civil du Nord.

Le premier arrêté préfectoral pris à Dunkerque interdisait la sortie des farines du département.







6 Août 1914

Le drapeau du 110^e Régiment
d'Infanterie quittant la demeure
du lieutenant-colonel Lévi.



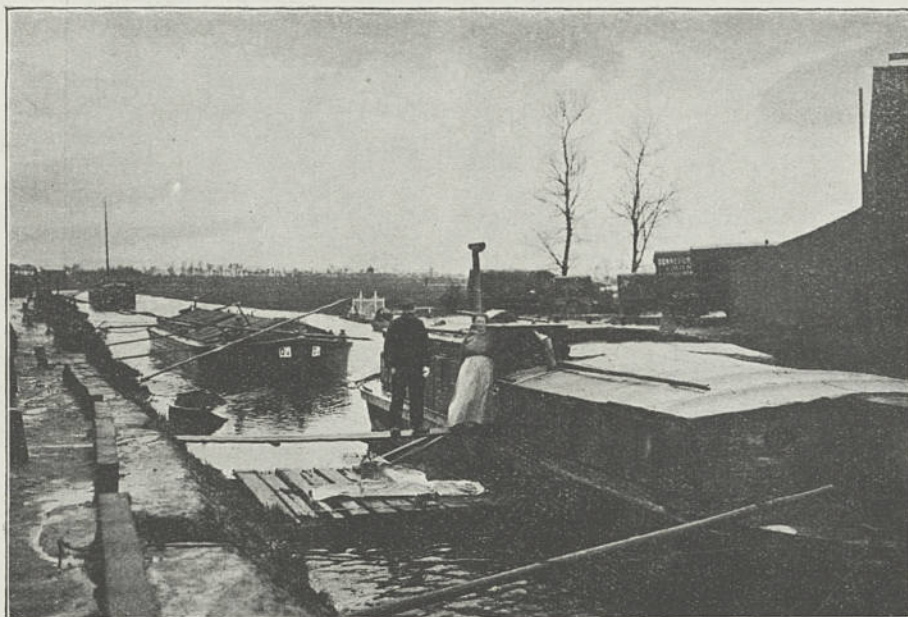
7 Août 1914

Le 310^e Régiment d'Infanterie
défilant dans les rues de Dun-
kerque la veille de son départ.



La foule attendant le passage
du 310^e sur la Place Jean-Bart.





Le gonflement des canaux en 1914

Un bureau spécial envoyait chaque mois aux 150.000 soldats du Nord envahi un mandat dit de « la pièce de cent sous ».

Le 22 juin 1915, le Conseil Général, convoqué par les soins de la Préfecture, se réunissait pour la première fois à l'Hôtel de Ville de Dunkerque en présence des principaux parlementaires du Nord. Cette séance eut lieu sous un bombardement particulièrement violent.

M. Trépont, préfet du Nord, et M. Borromée, secrétaire général, tous deux récemment rapatriés d'Allemagne, arrivèrent à Dunkerque le 28 janvier 1916. M. Trépont reprit ses fonctions le 1^{er} mai 1916. Quelques mois après, M. Poivert était nommé préfet de la Mayenne. Avant son départ, la Municipalité dunkerquoise lui offrit une médaille frappée aux armes de la ville en témoignage de reconnaissance pour les services rendus à la population. En décembre de la même année, M. Vancauwenberghé disait au cours d'une séance du Conseil Général que l'on se souviendrait de M. Poivert « comme d'un des meilleurs serviteurs du département du Nord. »

A la fin de septembre 1918, M. Trépont était mis en congé et remplacé par M. Naudin. Cette mesure inattendue entraîna la démission de M. Vancauwenberghé, président du Conseil Général, mais cette démission ne fut que provisoire.

Dès la libération de Lille, les services de la Préfecture abandonnèrent Dunkerque pour rentrer au chef-lieu du département.

L'organisation du camp retranché

Quelques heures après l'arrivée du Préfet du Nord à Dunkerque, le 26 août 1914, le général Bidon jugea le moment venu de dégager le camp retranché de toute sa population inutile et il lança la fameuse proclamation dite des « bouches inutiles ».

Le *Nord Maritime* s'empressa d'en reproduire le texte mémorable en même temps qu'un avis du Maire, disant :

«... Des trains spéciaux partiront dans l'après-midi dans la direction d'Amiens et au-delà par Calais et Boulogne, laissant descendre à toutes les gares hors du camp retranché, sauf Calais et Boulogne. Les heures de ces trains seront affichées à la gare. »

Dès la publication de l'arrêté du Gouverneur, les Dunkerquois se demandèrent s'ils étaient sous le coup d'un siège et si l'ennemi était à leurs portes. Un appel du Maire à la population vint fort heureusement mettre les choses au point.

Il n'y eut nulle panique et dans son ensemble, a dit un spectateur, la population montra ce jour-là un sang-froid admirable.

Pourtant, nombre de citoyens prirent leurs dispositions pour pouvoir quitter rapidement la ville, les plus pressés partirent en autos, les plus résignés par les trains mais les plus curieux voulurent surtout voir la fameuse liste. Le coup d'œil ne manqua pas de pittoresque et inspira ce tableau plein d'humour que nous trouvons dans les notes d'un Dunkerquois :

« La liste des bouches inutiles, dit-il, était déposée à la Mairie, chacun voulait la consulter. La foule se pressait rue Faulconnier, avide de renseignements. On disait qu'elle contenait 10.000 noms !... Impossible de pénétrer jusqu'aux bureaux. Les employés étaient débordés et se contentaient de répondre aux privilégiés qui avaient pu arriver jusqu'à eux que les bouches inutiles étaient les enfants, les femmes et les vieillards. Quant à la liste elle-même, peu de gens la virent. Ce ne fut peut-être pas mauvaise chose. Etablie par l'autorité militaire, elle datait de trois

ans et devait être de haute fantaisie. A en croire le *Nord Maritime*, n'y voyait-on pas figurer les noms de MM. Monteuiis, président de la Commission de Ravitaillement et vice-président de la Commission des Hospices ; Ruysen, chirurgien en chef des hôpitaux et adjoint au maire ; Défossé, député, etc... Si non « e vero ».

Finalement, l'opinion publique résuma la situation d'un mot : « Ceux qui ont peur n'ont qu'à s'en aller. Ceux qui n'ont pas peur peuvent rester. »

PLACE DE DUNKERQUE

Le Général Gouverneur

Invite les personnes qui sont inscrites sur la liste des «BOUCHES INUTILES» et qui pourront être évacuées d'office dans quelques jours, à prendre leurs dispositions pour le faire, d'elles-mêmes, dans le plus bref délai.

Des trains spéciaux seront mis en marche à 1 h. 3 et à 6 h. 23, dans la direction d'Amiens.

Une liste comprenant les noms des «BOUCHES INUTILES» est déposée à la Mairie où l'on peut en prendre connaissance.

Tous les étrangers sont inscrits d'office sur la liste des «Bouches Inutiles».

A partir d'aujourd'hui, les Etablissements publics seront fermés à neuf heures du soir et ouverts à cinq heures du matin.

La population est invitée à ne pas circuler après neuf heures du soir, — la circulation pouvant présenter des dangers en raison des rencontres avec les patrouilles.

Personne ne peut sortir du camp retranché de Dunkerque sans une autorisation spéciale écrite, délivrée par l'autorité militaire.

Les portes de la Ville seront fermées à sept heures du soir. N'y pourront passer après sept heures, que les personnes, civils ou militaires, munies d'un permis délivré par l'autorité militaire.

Dunkerque, le 25 Août 1914.

Le Général Gouverneur,

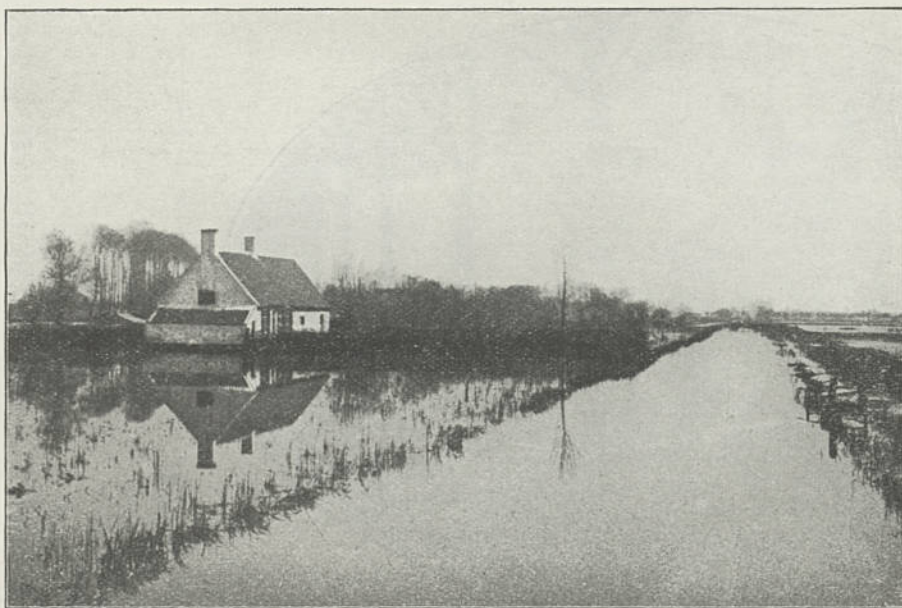
Général BIDON.

Quoiqu'il en soit, aux abords de la gare, des familles entières attendaient l'heure des départs. C'était un spectacle curieux. L'encombrement était grand. Les partants s'entassèrent comme ils purent dans les wagons archicombles. Premières, secondes, troisièmes, fourgons, tout était envahi. Les trains avaient des retards incroyables. Certaines familles mirent plusieurs jours à atteindre leur destination.

Pendant ce temps, le Gouverneur qui sans désespérer a essayé vainement d'obtenir des ordres du Ministre dont il dépend directement, apprend que les communications sont à nouveau interrompues avec Paris ; plus de trains, plus de courriers postaux. Sans hésiter, il prend une nouvelle décision et déclare : « la Place de Dunkerque-Bergues, coupée de ses communications avec le reste du territoire, sera considérée comme investie ». Il fait pousser avec activité la mise en état de défense du camp retranché dont le périmètre englobe à ce moment le territoire des communes de Rosendaël, Malo, Lefrinckoucke, Coudekerque, Zuydcoote, Bergues, Coudekerque-Branche, Petite-Synthe, Fort-Mardyck, Grande-Synthe, Saint-Pol-sur-Mer et Dunkerque. L'ensemble de ces communes représentait en temps de paix une population de plus de 90.000 âmes.

Nous verrons dans un autre chapitre comment fut organisée la défense du front de mer. En ce qui concerne la « défense vers l'intérieur » ce qui existait avant la guerre ne valait pas grand' chose. Il y avait un « ouvrage » à Petite-Synthe, construit récemment, un autre en voie d'achèvement à l'ouest, sur la côte. Puis le long du paisible canal de Bergues, le vieux Fort-Louis ou de Castelnau, que l'on dota par la suite d'un puissant poste de T. S. F. et l'antique fort Vallières, datant de Vauban.

Dans d'autres secteurs, le fort de Lefrinckoucke, les batteries de Zuydcoote et de Mardyck étaient plus modernes. Enfin, restaient autour de Dunkerque et de Bergues, les fameuses ceintures de fortifications ; tout cela n'aurait guère pu résister à l'artillerie lourde.



La route de Bergues à Hondschoote



Les inondations stratégiques autour de Dunkerque

Les forts de Liège et de Maubeuge venaient d'en faire la cruelle expérience.

Aussi, depuis le début des hostilités territoriales, et notamment ceux du 8^e d'infanterie, avaient commencé à creuser des tranchées dans un rayon de dix kilomètres autour de la ville.

Désormais l'activité redoubla. Les terrassiers creusèrent sans relâche de nouvelles tranchées à travers champs. Deçà, delà, on éleva des redoutes qu'on pourvut de canons de 95 et de 90 tirés du parc d'artillerie de la Place. Aux points stratégiques les plus importants, des maçons construisirent en quelques semaines des fortins qu'on entourait de fossés profonds et de réseaux de fils de fer barbelés. On aménagea des casemates à munitions, des postes de mitrailleuses, des tranchées-abris pour les hommes. Bref, dans les premiers jours de septembre, la valeur stratégique du camp retranché avait augmenté dans des proportions rassurantes.

Entre temps et dès le 25 août, les propriétaires de constructions légères dans la première zone de servitude de la Place étaient requis par ordre du Gouverneur de démolir ou d'avoir à enlever immédiatement toutes ces constructions.

Beaucoup de personnes pensèrent que toutes les maisons en bois de Malo et de Rosendaël allaient être rasées, il y eut des déménagements prématurés autant que précipités. On vit arriver à Dunkerque de nombreuses voitures chargées de meubles. Deux jours après, elles pouvaient faire demi-tour.

Seule la première zone militaire était visée et fut bien atteinte.

Au square Jacobsen, la scie et la hache firent de larges trouées. Tous les arbustes furent coupés au pied. Un inexprimable fouillis de troncs, de ramures et de feuilles s'amoncela dans ce coin aimable et charmant. En 1793 et en 1870, semblables précautions avaient été prises : on avait abattu les arbres mais les souches étaient restées, de nouvelles tiges en étaient sorties qui, peu à peu, étaient redevvenues des arbres. Là tout avait poussé à l'aventure, des troncs enlacés s'élevaient en bouquets et supportaient de larges dômes de feuillages... Ce libre déve-

loppement donnait au square une physionomie étrange. Bien des dunkerquois souffrirent d'y voir entrer les bûcherons.

Sur tout le côté Est de la ville, les jardins qui bordaient les glacis des fortifications furent partiellement rasés, leurs arbres fruitiers et leurs palissades arrachés. Des gens du peuple se joignaient aux démolisseurs et quelques-uns, il faut bien le dire, profitèrent des événements. Ce fut par endroit un véritable pillage au détriment des propriétaires.

Au square Rombout, les arbres se virent en un tournemain métamorphosés en poteaux dénudés.

Les kiosques qui bordaient la plage disparurent comme par enchantement. Ceux que leurs propriétaires n'enlevèrent pas assez vite, se virent transportés illico par le génie militaire dans les dunes, derrière Malo-Centre.

Les mauvaises langues assurent qu'ils se transformèrent ainsi en une « réserve » de bois de chauffage pour les habitants voisins.

Le Maire avait informé la population que des incursions de cavalerie ennemie pouvaient se produire aux approches du camp retranché.

La Municipalité envisage alors le cas où les canalisations, qui vont chercher à 40 kilomètres l'eau de Houlle pour les besoins de la population, viendraient à être mises hors d'usage au cours d'un de ces raids.

A la suite d'une conférence tenue à l'Etat-Major on invite les habitants à remplir leurs citernes. D'autre part, l'immense réservoir datant du XVII^e siècle, situé sous la Bourse, d'une contenance de près de 800.000 litres, est vidé, curé et désinfecté. On y jeta, avant de l'assécher, une grande quantité de permanganate de potasse et pendant une journée entière une pompe à vapeur en tira ensuite un liquide qui avait sinon le goût, du moins l'étrange aspect d'un bourgogne vénérable. Lorsque la vaste citerne fut bien nettoyée on la remplit d'eau de Houlle.

La citerne de Saint-Eloi, close depuis 1870, avait déjà été remplie d'eau potable. Située à l'entrée de la rue des Vieux-Quartiers, sous les maisons faisant face à l'église Saint-Eloi, elle avait été construite par l'autorité militaire au XVII^e siècle et mise à l'abri des bombes de l'époque par un revêtement de terre de près de trois mètres d'épaisseur (1).

Travaux de défense en rase campagne et précautions municipales demeurèrent inutiles, les Allemands n'arrivèrent jamais jusque sous

Dunkerque mais ils devaient l'attaquer quand même, avec acharnement.

Les Inondations de 1914 et de 1918

Si à la fin août 1914 le Gouverneur fait pousser activement l'achèvement des tranchées autour de la ville, il ne néglige pas pour cela la traditionnelle et suprême mesure de défense : l'inondation.

Traditionnelle certes, car l'histoire locale a conservé le souvenir des multiples inondations protectrices de la ville et notamment celle si tragique de 1646 où, en l'espace d'une nuit, les Moères furent mises sous les eaux de mer afin d'arrêter les troupes du duc d'Enghien. La plupart des malheureux habitants de cette partie du pays n'eurent pas le temps de s'enfuir et périrent noyés en plein sommeil. De toutes les habitations il ne resta que la tour de l'église qui servit longtemps de repaire à une bande de brigands espagnols.

La dernière inondation « défensive » remontait à la chute de l'Empire en 1814 lors de l'invasion des coalisés.

En 1914, point ne fut besoin de recourir à une mesure aussi brutale. L'on commença vers le 25 août par « gonfler » les canaux. Les écluses de l'Aa à Gravelines restèrent fermées ainsi que celles de l'Yser à Nieuport si bien que lorsque l'ordre arriva de tendre les inondations, l'opération put se faire très rapidement sans avoir recours à l'eau de mer.

A partir de Watten, où le niveau normal de l'Aa est de cinq mètres au-dessus du zéro des cartes marines, on éleva d'un mètre le plan d'eau de la Haute et Basse-Colme. En peu de jours toute la plaine des petites Moères de Coudekerque à Ghyvelde, au nord du canal de la Basse-Colme, les territoires d'Hondschoote, au sud de la Basse-Colme et les plaines basses aux alentours de Bergues jusqu'à Watten, disparurent sous les eaux. Des pluies incessantes augmentèrent encore l'étendue des inondations. Celles-ci à fin septembre couvrirent toutes les parties basses de l'arrondissement soit près de 7.000 hectares appartenant aux territoires des communes de Watten, Millam, Merckeghem, Eringhem, Drincham, Looberghe, Pitgam, Steene et Bierne pour la 3^e section des Wateringues et Hoymille, Warhem, Hondschoote, les Moères, Ghyvelde, Uxem, Tétéghem et Coudekerque pour la 4^e section des Wateringues.

Des récoltes entières de betteraves pourrissent submergées sans que les cultivateurs aient eu le temps de les mettre en lieu sûr et sec.


Il convient de remarquer que les Moères proprement dites, en raison de la rapidité avec laquelle on pouvait les couvrir d'eau, ne furent jamais englobées dans les inondations « préventives ».




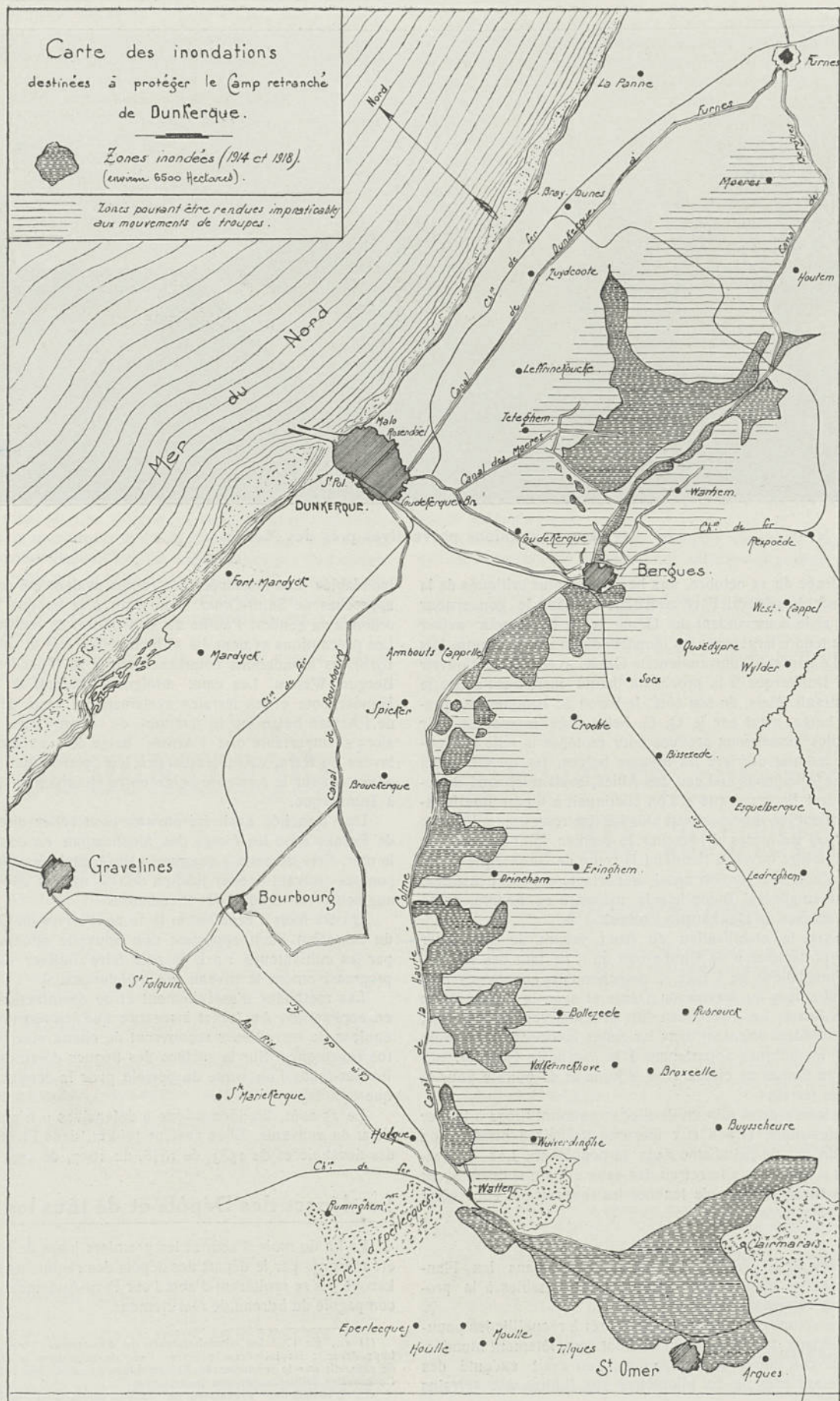
Dans les Flandres inondées (soldat de 1914)

(1) La citerne Saint-Eloi ne tardera plus à disparaître, l'Administration municipale ayant pu récemment en devenir propriétaire, afin de pouvoir réaliser une heureuse amélioration de voirie, désirée depuis longtemps, dans le centre même de la ville.

Carte des inondations
destinées à protéger le camp retranché
de Dunkerque.

 Zones inondées (1914 et 1918)
(environ 6500 hectares).

 Zones pouvant être rendues impraticables
aux mouvements de troupes.





Les inondations préventives près des Moères

Dans la journée du 25 octobre, aux heures les plus critiques de la bataille de l'Yser, le général Foch convoque à Cassel le gouverneur de Dunkerque et le commandant du Génie de la Place pour aviser aux moyens de tendre largement les inondations en utilisant cette fois l'eau de mer. Le général Bidon revient de Cassel avec l'ordre d'ouvrir les écluses de Dunkerque à la prochaine haute mer, c'est-à-dire le soir même à minuit. Mais, de son côté, le baron de Broqueville, premier ministre belge, avisé par le Q. G. belge, très inquiet de voir que les nouvelles inondations prévues pour protéger la ville se trouveraient aussi tendues derrière les troupes belges, les mettant ainsi entre le feu des Allemands et l'eau des Alliés, avait téléphoné directement au général Foch : « que si l'on continuait à tendre une inondation aussi préventive il ne resterait plus qu'une ressource à l'armée belge, mettre bas les armes et évacuer le dernier lambeau de son territoire, c'est-à-dire ouvrir à l'ennemi la route de Dunkerque » (1).

A la suite d'une intervention aussi importante et aussi justifiée, ordre fut donné au général Bidon le soir même, à 23 heures, de ne pas ouvrir les écluses de Dunkerque à minuit.

En mai 1915, la stabilisation du front permit de supprimer l'inondation « protectrice » de Dunkerque qu'il ne faut pas confondre avec les inondations de l'Yser. L'assèchement commença le 7 juin, sous la direction du service du Génie et avec la collaboration du Service de Santé. Le plan d'eau fut progressivement abaissé, des équipes de soldats circulant dans les zones inondées, à l'aide de petits bateaux métalliques appartenant à la distillerie Collette, utilisèrent quatorze tonnes de chaux vive, d'huile et de pétrole pour la désinfection des terrains.

Finalement les 25 et 26 juin un dernier et puissant tirage à la mer termina les opérations. Grâce aux mesures sanitaires prises, l'on n'observa aucun cas de paludisme dans la population. Les cultivateurs suivaient « pas à pas » le retrait des eaux et bien souvent avant de labourer ils furent obligés de faucher les roseaux qui couvraient des centaines d'hectares.

* *

En 1918, lors de la grande offensive allemande dans les Flandres, les inondations paraissent à nouveau indispensables à la protection du camp retranché.

La Sous-Préfecture organise un service prêt à recueillir les populations et les bestiaux des villages qui seraient complètement inondés. En prévision de ces nouvelles inondations, l'on avait exécuté des levées de terre sur près de dix kilomètres aux limites des terrains

(1) Déclaration faite à l'auteur par le baron de Broqueville en janvier 1924.

inondables. Les chaussées des routes avaient été relevées jusqu'aux approches de Saint-Omer. Tout était prêt lorsque le général Foch ordonna au général Pauffin de Saint-Morel de tendre les inondations. Les précautions avaient été si bien prises que le soir même (13 avril 1918) les inondations commencèrent à se répandre dans la région Bergues-Watten. Les eaux atteignent bientôt la ligne Ghyvelde-Hondschoote et les terrains avoisinant un vaste dépôt de munitions de l'Armée belge sur le territoire de Loon-Plage. L'inondation est alors si importante que l'Armée belge doit exécuter des travaux, levées de terre, digues, éclusettes, etc. pour éviter que les eaux ne pénètrent sur le territoire belge entre Houthem et le canal de Furnes à Dunkerque.

Une tranchée avait été ouverte pour relier directement le canal de Furnes avec les fossés des fortifications en communication avec la mer. Près de cette « coupure » les Anglais installent de puissantes pompes pouvant débiter jusqu'à 60.000 mètres cubes à l'heure pour augmenter la rapidité des inondations.

Quatre mois s'écoulent et le 12 août arrive du G. Q. G. un ordre du maréchal Foch apportant une nouvelle attente impatiemment par les cultivateurs : « L'on peut faire baisser dès maintenant et progressivement le niveau des inondations. »

Les méthodes d'assèchement et de désinfection de 1915 entrent en application. Au fur et à mesure que les terrains émergent, des équipes de travailleurs recouvrent de chaux vive les amas de débris organiques. Sur la surface des flaques d'eau qui persistent dans les bas-fonds l'on verse du pétrole pour la destruction des moustiques.

Le 25 août, les inondations « défensives » n'existaient plus qu'à l'état de souvenir. Elles avaient rejoint, dans l'histoire, leurs grandes devancières de 1583, de 1648, de 1657, de 1793 et de 1814. (1).

Le départ des Dépôts et de tous les mobilisables

La fin du mois d'août et les premiers jours de septembre avaient été marqués par le départ des dépôts des régiments stationnés à Dunkerque. Ils se replièrent d'abord sur Pont-Audemer, puis sur Sarlat en compagnie du bureau de recrutement.

(1) «... En 1793 les administrateurs du département tentèrent une expérience imprudente : Ils laissèrent pénétrer l'eau de mer dans le canal de Bergues. Elle se répandit sur le territoire de 26 communes et rendit les campagnes inhabitables. Ce désastre faillit causer une insurrection.

«... L'inondation préventive de 1814 s'arrêta à la périphérie des Moères. L'alerte passée on eut vite fait d'écouler ces eaux peu nuisibles... » (Inondations et paludisme en Flandre maritime par le D^r L. Lemaire).

La base des torpilleurs reçoit, le 25 août, l'ordre de se préparer à évacuer sur Douvres tous les torpilleurs, les torpilles de réserve et le matériel d'armement. Le 26 au matin l'ordre est prêt à être exécuté.

Un millier de jeunes recrues de la classe 1914 quitta la ville le 27 août par train spécial. Son départ donna lieu à des scènes émouvantes aux abords de la gare.

Le 29, l'évacuation se continue avec l'embarquement du fameux bataillon dit « Batt d'Aff » comprenant douze officiers et un millier d'hommes, cantonné à Bergues. Les « Joyeux » provoquèrent au passage maints incidents. Les plus « échauffés », arrêtés après des péripéties épiques, furent conduits en prison. Pour la première fois, les Berguois, gens d'humeur paisible, se montrèrent ravis du départ de leur garnison.

Le lendemain, quatre transports quittent le port avec trois mille hommes des dépôts ; parmi eux, se trouvent beaucoup de Dunkerquois. Les navires saluèrent du pavillon en passant entre les jetées couvertes d'une foule énorme qui acclamait l'armée.

Le 2 septembre, au moment où le gouvernement se replie sur Bordeaux, le Ministre de la guerre convoque à Dunkerque tous les réservistes et territoriaux de Calais, Saint-Omer, Hazebrouck et en même temps l'autorité militaire ordonne à tous les mobilisables d'avoir à évacuer sans délai la région de Lille-Roubaix-Tourcoing où les Allemands viennent d'apparaître.

Alors, en moins de quelques jours plus de vingt mille hommes envahissent littéralement la ville. Pour loger cette multitude désespérée, l'Administration municipale met à la disposition du Gouverneur tous les cantonnements disponibles, les vastes bâtiments du Louvecourt, l'Hôtel des Pompiers, la salle Sainte-Cécile, etc... Les immenses hangars du port sont également réquisitionnés. Les boulangers travaillèrent nuit et jour à la cuisson d'innombrables fournées de pains. On fit queue à la porte des boulangeries.

La gendarmerie essaya vainement de faire de vagues classements dans cette masse errante.

Rassemblés sur les glacis de Malo, les hommes, mobilisables ou non, furent conduits en longues colonnes vers le port et embarqués sur une dizaine de transports qui gagnèrent le large et des rives moins en péril sous l'escorte de plusieurs contre-torpilleurs (1).

Désormais, pour entrer dans Dunkerque, il faudra montrer, aux portes de la ville ou à la gare, un laissez-passer en règle jusqu'au jour où l'exode belge fera craquer à nouveau toute la réglementation de guerre sur la circulation.

Les premiers Régiments anglais

Le 10 septembre, à 5 heures 30 du matin, le Gouverneur est réveillé par une visite sensationnelle. C'est le ministre de la guerre britannique, Sir Winston Churchill, qui, accompagné des amiraux Hood et Oliver, vient visiter le camp retranché et annoncer l'arrivée de plusieurs régiments anglais pour renforcer la défense de la ville, suivant la demande du général Joffre et de Lord Kitchener.

Depuis une dizaine de jours déjà l'Armée britannique était représentée à Dunkerque par un embryon de camp d'aviation sommairement installé à Saint-Pol et les Dunkerquois avaient accueilli nos alliés avec une sympathique curiosité.

L'Etat-Major décida que ces troupes logeraient provisoirement chez l'habitant. En toute hâte, les services de la Mairie préparèrent les traditionnels « billets de logement » que les agents de police distribuèrent sans relâche, inscrivant à la craie, sur les portes, le nombre de soldats à loger.

Le 20 septembre, le *Lake Michigan*, venant de Douvres, débarque au Freycinet VI environ 1.400 officiers et soldats. Le matériel,

(1) Les départs s'échelonnèrent du 3 au 14 septembre, plus de 19.000 hommes furent embarqués à bord des vapeurs : *Amiral-Duperré*, *Ceylan*, *Amiral-Nielly* (de la C^{ie} des Chargeurs Réunis) ; *Tunisie*, *Leroy-Lallier* (C^{ie} des Bateaux à Vapeur du Nord) ; *La Champagne* et *Mexico* (C^{ie} G^{ie} Transatlantique). Ces transports, dont certains firent plusieurs « voyages », étaient dirigés sur Cherbourg et La Rochelle sous l'escorte des contre-torpilleurs *Rapière*, *Bélier*, *Sagaie*, *Catapulte*, *Bombardé* et *Arquebuse*. Plusieurs trains spéciaux furent dirigés vers Limoges avec 3.500 réservistes.

VILLE DE DUNKERQUE

Dunkerquois, Dunkerquoises,

Chaque jour des nouvelles inexactes courent en ville, inquiétant les uns, donnant aux autres des espoirs chimériques.

C'était hier une victoire en un point où nos armées ne peuvent encore être arrivées. Aujourd'hui, c'est l'anéantissement de tel corps de nos troupes, etc. etc.

N'accordez aucune confiance à ces racontars fantaisistes.

SEULES les dépêches officielles affichées dans toute la ville par les soins de la Municipalité, donnent des renseignements CONFIRMÉS, EXACTS et ABSOLUMENT CERTAINS.

Ne vous fiez qu'à ces dépêches.

Sans doute il est pénible de devoir attendre des nouvelles quand on a des êtres chers face à l'ennemi. Mais il faut s'armer de patience.

Dunkerquois, vous avez vu partir avec confiance, avec enthousiasme tous ceux qui vous sont chers, pour le service de la Patrie ; offrez-lui encore votre patience, votre calme, votre résignation. C'est une nouvelle force que vous lui donnerez ainsi.

Ne vous affolez pas, bouchez vos oreilles aux informateurs fantaisistes et attendez sans vous lasser, avec plus d'espoir que jamais... C'est pour la France...

Dunkerque, le 10 Août 1914.

Le Maire,
Henri TERQUEM.

VILLE DE DUNKERQUE

A MES CONGITOYENS

DUNKERQUOIS,

Les nouvelles officielles, affichées par la Mairie, vous ont complètement renseignés sur les résultats de la première grande bataille.

Nos vaillantes troupes, fraternellement unies aux admirables soldats de l'Angleterre, ont fait héroïquement leur devoir.

Si leur offensive n'a pas réussi à enfoncer l'ennemi, elle lui a infligé d'énormes pertes qui l'ont obligé à arrêter le formidable combat. — Et elles ont pu, librement, reculer pour aller occuper les positions de couvertures où la lutte se serait engagée, si l'énergique et courageuse intervention de l'armée belge ne leur avait pas permis de pénétrer en Belgique.

Dans quelques jours, la bataille va reprendre plus formidable encore. L'issue en sera favorable à nos troupes.

En attendant, il se peut que des incursions de cavalerie allemande se produisent dans notre région.

Des mesures sont prises à l'effet de parer à toute éventualité.

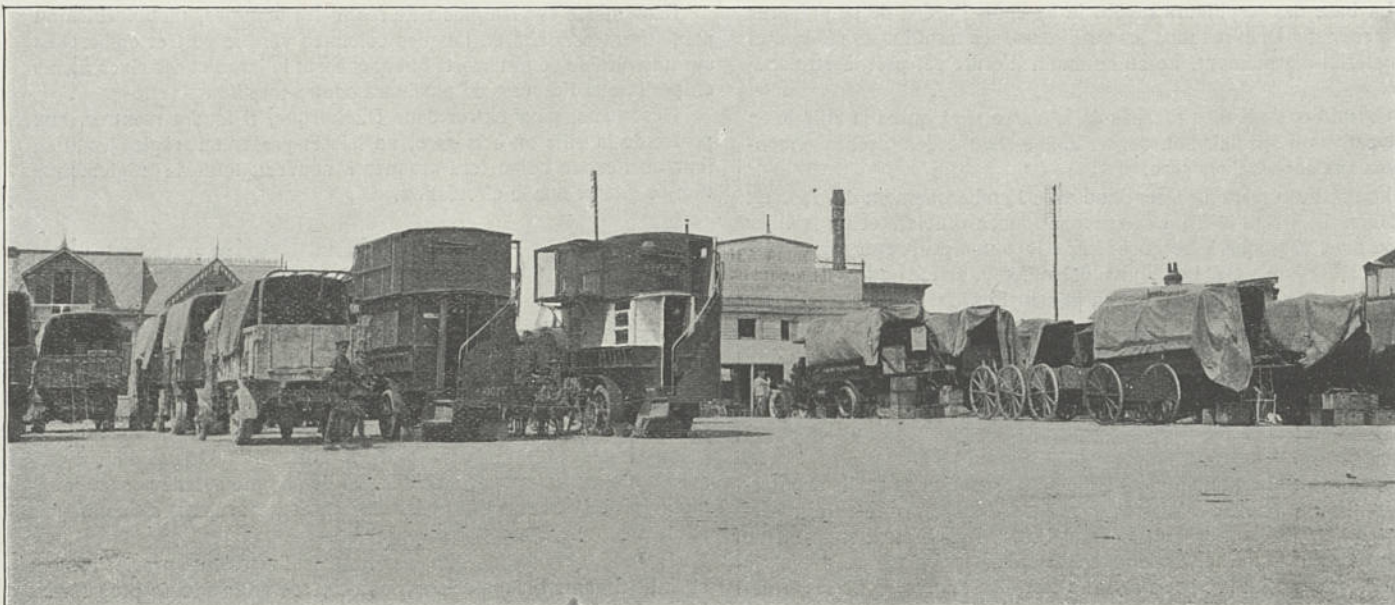
Je viens vous demander de ne pas vous en emouvoir et de continuer à envisager la situation avec le calme qui convient à des gens forts et sûrs d'eux-mêmes, et que leur imposent de glorieuses traditions.

Conduisez-vous en **DUNKERQUOIS** — vous savez ce que cela veut dire — et vous aurez fait tout votre devoir !

Vive Dunkerque ! Vive la France !

Dunkerque, le 25 Août 1914.

Le Maire,
Henri TERQUEM



Autobus de Londres sur la Place de Malo (Octobre 1914).

les vivres et les munitions sont déchargés à l'Entrepôt des Laines. A la marée de la nuit le *City of Edimburg* arrive de Chatham avec un second détachement de même importance.

Le 21, le transport *Bellerophon* se présente devant l'écluse Trystram ayant à son bord un régiment de cavalerie, mais il manque l'entrée et doit retourner en rade. Le lendemain il accoste au Freycinet VII et sans autre incident met à terre cavaliers et chevaux. Ces derniers sont logés sous les hangars aux Textiles transformés en une immense écurie.

Quatre grands transports amenèrent ensuite d'importants approvisionnements en vivres, fourrages, munitions, puis de l'artillerie.

Le 25 septembre les curieux maintenus, comme de coutume, à distance des quais, virent avec stupéfaction sortir du ventre d'un énorme vapeur soixante autobus fraîchement cueillis sur le pavé de Londres et qui à peine sur le sol dunkerquois se mirent en route vers la place Jean-Bart avec le même flegme, semblait-il, que s'il s'agissait pour eux de traverser Hyde-Park ou Lichefield Street.

L'infanterie logea dans le quartier du port ; les cavaliers dans le quartier de la gare ; les motocyclistes, très nombreux, dans les rues Royer et Sainte Barbe.

Quant aux autobus, ils formèrent comme une garde d'honneur au pied même de Jean-Bart.

Les troupes sont sous les ordres du général Sir George Aston. Ce dernier s'installe à l'hôtel du « Chapeau Rouge ».

Ce premier débarquement eut lieu un dimanche par un temps affreux, la pluie alternait avec la tempête, néanmoins une foule nombreuse acclama au passage les régiments britanniques. La population se préparait à leur montrer que la vieille hospitalité dunkerquoise rivalisait aisément avec celle de l'Ecosse tout entière.

Tous ces Anglais logèrent chez l'habitant. Ils y furent admirablement reçus. Dunkerquois et Dunkerquoises les traitèrent comme des membres de la famille. Le soir, leurs groupes remplissaient la rue de l'Eglise, la place Jean-Bart et la rue Alexandre III. Les jeunes gens et même des jeunes filles fraternisaient avec eux. On ne se comprenait pas la plupart du temps, mais cela ne faisait rien, c'était l'Entente Cordiale dans tout son épanouissement.

Le matin, les Anglais faisaient l'exercice. Les alentours du port, le terre-plein en face de la statue de Trystram, voire la place Jean-Bart servaient de champ de manœuvre.

Ils avaient amené avec eux de gros autobus à impériale. Les curieux se pressaient pour les examiner. En les voyant encore recouverts de réclames multicolores, on eut pu se croire transporté devant une station de « bus » de quelque ville britannique.

Parfois aussi un régiment traversait la ville en chantant ou en sifflant.

Un soir, note un habitant, une colonne passait, je la suivis par la rue Alexandre III jusqu'à la place de la République. Les hommes chantaient en chœur. Après chaque couplet un joyeux « tommy » criait d'une voix de stentor la scie du jour :

— Etes-vous découragés ?

Et toute la troupe de répondre aussitôt par un formidable « no ! » Et si la voix clamait :

— « Voulez-vous aller chercher la tête du Kaiser ? » un « yes » triomphalement tonitruant servait de réponse enthousiaste.

Les questions variaient à l'infini soulevant chaque fois des milliers de « yes » ou de « no » clamés à tue-tête.

Au bout de quatre jours les Anglais cessèrent de cantonner chez l'habitant. Un camp de 300 tentes, faisant songer au camping des grands cirques américains, avait surgi sur les glacis entre les portes de Malo et de Rosendaël. Ils allèrent s'y installer. Le coup d'œil ne manqua pas de pittoresque.

Le camp anglais devint le but de promenade de Dunkerquois, désireux de contempler les multiples scènes de la vie du soldat en campagne, cuisines en plein air fleurant le bois brûlé et le jambon rissolé, travaux de propreté et d'hygiène, exercices militaires, etc.

Spectacle inédit, ils purent même assister à un « office » militaire. Au milieu du camp, les troupes formaient un imposant quadrilatère. Au centre était disposé une sorte de piédestal dont le drapeau britannique formait le seul ornement. Les officiers se tenaient devant leurs hommes.

Le général Aston et un pasteur anglican, revêtu de ses ornements religieux, s'avancèrent près de cet autel patriotique. Au milieu d'un silence impressionnant, le pasteur récita quelques prières puis le régiment chanta un cantique à la gloire de l'Eternel. Le pasteur commenta ensuite un passage de la Bible selon Saint Mathieu. Il parlait lentement, d'une voix grave, quasi-paternelle, impressionnante.

Après quelques invocations pour le Roi et l'Armée, officiers et soldats se découvrirent et entonnèrent le « God Save the King ». La cérémonie, qui avait duré une demi-heure, était terminée.

Quarante-huit heures après le premier débarquement, le Premier Lord de l'Amirauté, de passage à Dunkerque, avouait au Général Gouverneur que ces troupes n'étaient pas en état d'entrer en campagne, mais qu'elles étaient « venues pour l'effet moral ».

Cependant les régiments anglais restèrent peu de temps à Dunkerque. Le 29 septembre, la situation devenant de plus en plus cri-

tique dans les Flandres, un important contingent fut dirigé vers Cassel et la cavalerie prit bientôt suivant la formule habituelle « une destination inconnue ».

Le général Aston adressa au Maire ses remerciements pour l'accueil chaleureux que la ville avait réservé à ses soldats. Le Maire répondit, au nom de la population, en faisant l'éloge de la discipline et de la correction des soldats britanniques.

Bientôt sur les fortifications quelques ronds, dans l'herbe foulée, marquèrent seuls la place des tentes disparues. Combien de ces jeunes gens que nous vîmes là ne sont pas revenus !

L'exode Belge

La grande retraite belge fut précédée par le repli méthodique de plus de 8.000 recrues belges venant de Furnes par chemin de fer.

A bord de six grands vapeurs ces jeunes gens quittèrent Dunkerque pour aller achever leur instruction militaire dans l'Ouest de la France (1).

Le 9 octobre au soir, la nouvelle se répandit en ville que la place d'Anvers venait de capituler le matin même et que les trois corps d'armée allemands ainsi rendus libres se mettaient en route à marche forcée vers Dunkerque.

L'alarme fut plus que vive et l'on affirmait dans le camp retranché que tous les hommes mobilisables allaient recevoir l'ordre de se rendre sans délai à Gravelines. A Bergues, l'on sonna le tocsin.

Le lendemain, les pêcheuses de Fort-Mardyck, prises de peur, partirent à pied, le long de la côte, vêtues de leurs plus beaux habits, le panier sur le dos. Dans la nuit, elles arrivèrent à Gravelines, déjà pleine de réfugiés et de mobilisables. Il pleuvait !... ces pauvres femmes ne trouvèrent aucun logement et le matin, désespérées, elles

(1) 5.000 partirent le 6 octobre à bord du *Niagara* et du *Moult-Temple*. Le 8 octobre, l'*Amiral-Magon* en embarqua 2.000 le 10 et un dernier contingent quitta le port sur l'*Algérien*, le *Bosnian*, et le *Keptrem*.



Fugitifs belges sur la Plage de La Panne attendant de pouvoir s'embarquer pour Dunkerque

reprirent le chemin de leur village, qu'elle retrouvèrent intact, endormi sur le bord de la grève.

En Belgique, le peuple des Flandres apprit avec terreur l'avance ennemie. Les scènes épouvantables de Louvain et de Dinant, incendies, pillages, viols, fusillades, allaient-elles se reproduire ? Il n'en fallait pas tant pour que la population se mit à fuir de toute part.

Ostende s'emplit presque instantanément d'une foule énorme qui veut s'embarquer. Les bateaux sont rares et la foule afflue toujours. Alors les fuyards commencent à descendre par toutes les routes, par tous les chemins de la côte vers la frontière, vers Dunkerque.

Filant en avant, plusieurs milliers d'automobiles traversèrent en quelques jours Dunkerque, se dirigeant vers Calais-Boulogne.

Certains soir, la place Jean-Bart n'était plus assez vaste pour contenir toutes celles dont les propriétaires voulaient passer la nuit à Dunkerque. D'autres, surchargées, s'arrêtaient à peine dans la ville et repartaient en hâte plus loin, encore plus loin.

On raconte, et je sais le fait scrupuleusement authentique, qu'à la porte de Furnes une limousine contenant des dames élégantes s'arrêta un bref instant. Au placide territorial G. V. C. qui montait la garde, le chauffeur, anxieux, demanda :

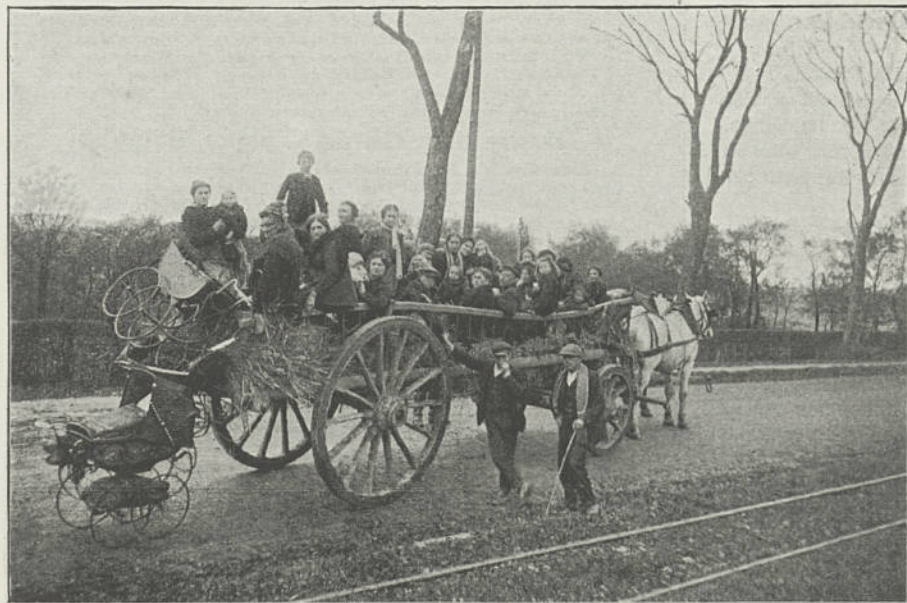
— La route d'Arcachon, s'il vous plaît ?

Arcachon !... le territorial, un peu goguenard, montra sans sourciller, d'un geste vague, une route quelconque et l'auto s'y précipita.

Le 13 octobre commencèrent à arriver des bandes de soldats provenant des troupes de forteresse d'Anvers. Les hommes surgissaient de tous côtés, hâves, fatigués, affamés, les uniformes pleins de boue. Ils marchaient en désordre, les unités mélangées. Beaucoup n'avaient plus d'équipement mais tous avaient conservé leur fusil et quelques cartouches.

En quarante-huit heures, ils furent vingt mille dans les rues de Dunkerque.

Pour les ravitailler, l'intendant militaire français Laurens prit l'initiative de leur faire distribuer les approvisionnements de siège de la Place.



Les premiers chariots chargés de femmes, d'enfants et de vieillards arrivant en France, fuyant devant l'invasion allemande

Albert 1^{er}, roi des Belges

Mais la population dunkerquoise allait être témoin d'un spectacle encore plus pitoyable. Le jeudi 15 octobre arriva la masse des réfugiés. Jamais Dunkerque ne reverra ce que nous avons vu ce jour-là. Qu'on se figure la ville remplie de fugitifs arrivant par les dunes, suivant le rivage, les routes de Furnes et de Calais étaient couvertes d'une foule immense d'hommes, de femmes, d'enfants, les uns à pied, d'autres en charrettes, en vélos, d'autres encore avec des voitures à bras chargées de meubles, surmontées parfois d'objets les plus inattendus dans un pareil cataclysme, bien souvent l'on apercevait une cage avec des oiseaux, des poupées — ces enfants des enfants — des paniers ficelés d'où sortaient les miaulements plaintifs d'un chat apeuré.

Pierre Hamp écrira dans son livre : *La peine des hommes* :

« Des chevaux de labour tiraient des chariots où dormaient sur des ballots des femmes chanceuses qui avaient pu sauver tout leur linge. D'autres s'étaient enfuies avec leur tablier de cuisine, un torchon à la main par la porte de la cour comme les Allemands entraînaient par celle de la rue ».

Les hommes portaient dans des sacs le linge et les objets les plus précieux, des femmes avaient les petits enfants dans les bras tandis que les aînés suivaient, accrochés aux jupons de leur mère. Toutes les classes de la société fraternisaient. Ici c'était des ouvriers en costume de travail, des religieuses, là des dames en fourrure, des femmes en cheveux, des bourgeois en jaquette, des paysans hirsutes et silencieux.

Bien que la saison fût déjà avancée beaucoup d'hommes étaient coiffés de chapeau de paille. Des jeunes femmes étaient en costume d'été... L'après-midi, la pluie se mit à tomber.

Des malheureux pataugeaient dans l'eau, chaussés de simples espadrilles et ce flot de fugitifs éperdus traversait la ville sans arrêt fuyant vers Gravelines, vers Calais.

Des gens pleuraient en les voyant passer.

Nous crûmes dans le moment que toute la Belgique descendait en France.

Dunkerque est alors complètement envahi par toute cette misère humaine. Les rues sont pleines d'infortunés à la recherche d'un

gîte pour la nuit. On en vit sonner aux portes pour demander d'une voix rauque : « du pain, une tartine s'il vous plaît... » ou implorer la permission de dormir par terre n'importe où, pourvu que ce ne fût pas dans les rues.

Des centaines de barques de pêche entrèrent dans le port, venant avec des réfugiés et les familles des hommes d'équipage, d'Ostende, de Nieuport et de La Panne.

De tous côtés, la vue s'arrêtait sur des scènes navrantes. En face de l'Eglise Saint-Eloi une femme d'aspect misérable était assise sur le trottoir, entourée de cinq ou six enfants affamés. Un jeune enfant mourut sur le sein de sa mère, un autre naquit sur la grande route. Devant l'Hôtel de Ville, sur les marches de la Bourse, des centaines d'hommes gisaient pêle-mêle épuisés.

Le major Meeus qui devait devenir commandant de la Place belge de Dunkerque fit la route à pied de Nieuport à Dunkerque.

« ... Jamais, m'a-t-il dit, je n'oublierai ce jour triste entre tous où nous prîmes le chemin de l'exil. Il bruinaut comme en Bretagne, le ciel semblait unir sa tristesse à la nôtre, de longues files de misérables emportant sur de pauvres charrettes tout leur bien gagnaient la France hospitalière... et c'est ainsi que lentement, la mort dans l'âme, nous arrivâmes à Dunkerque un mercredi, jour de marché... »

Devant cette débacle inoubliable, la population entière, en proie à une profonde émotion, décupla sa générosité. Dans presque toutes les maisons l'on hébergea des femmes, des enfants, des familles entières et on les réconforta le mieux que l'on put moralement et physiquement.

Une fois encore, comme au début de septembre, lors de l'appel de tous les mobilisables, l'Administration municipale fait ouvrir toutes les écoles, la Bourse, les hangars. Les églises elles-mêmes et le temple protestant ouvrirent leurs portes. On y étendit de la paille et tant bien que mal des milliers de personnes s'y réfugièrent.

M. Derycksen, adjoint au maire, avec un zèle infatigable réorganise les groupes de fourneaux économiques. Grâce à un personnel

ROYAUME DE BELGIQUE

MINISTÈRE DE LA GUERRE.

Ordre aux Officiers, Gradés et Soldats de l'Armée Belge.

Le plus haut gradé de toute troupe arrivant sur le territoire de Dunkerque se présentera, dans le plus bref délai, et au plus tard dans les six heures, au Bureau belge de la Place, 8, rue du Sud. Tout militaire isolé, se trouvant sur le territoire de Dunkerque, se présentera, dans le même délai, au bureau ci-dessus désigné.

Tout militaire qui n'aura pas obtenu l'ordre, sera arrêté et déferé, dans les 24 heures, aux tribunaux militaires.

Ordre à la Garde Civique Belge

Les Gardes Civiques Belges, arrivant sur le territoire de Dunkerque, se présenteront dans le plus bref délai possible, et au plus tard dans les six heures, au Bureau belge de la Place, rue du Sud, n° 8. Ils pourront s'enrôler, pour la durée de la guerre, dans l'armée de campagne. Dans la mesure du possible, ils seront maintenus en troupes spéciales.

Les officiers subalternes et les sous-officiers ayant les capacités nécessaires pourront être affectés à l'instruction des recrues. Cette instruction se fait dans l'ouest de la France, sous la direction supérieure du Lieutenant-Général de Selliers de Moranville, Inspecteur général de l'Armée.

La situation des officiers supérieurs de la Garde Civique, désireux de servir dans l'armée, fera l'objet de décisions spéciales pour chaque cas.

AVIS AUX TROUPES BELGES DITES DE FORTERESSE

Les troupes de forteresses, sans distinction d'armes, seront dirigées, dans le plus bref délai, sur Calais, où elles seront placées sous les ordres du Lieutenant-Général-Inspecteur Clooten.

Elles se présenteront au bureau constitué par le Lieutenant-Général, dès leur arrivée dans la place.

Dunkerque, le 15 Octobre 1914.

Le Ministre de la Guerre de Belgique
BROQUEVILLE.



Broqueville

dévoué on y distribue du pain, des pommes de terre cuites, de la soupe, du lait et du café chaud ; l'activité est telle que pendant ces journées critiques, plus de 25.000 repas gratuits sont distribués.

Enfin, pour pallier à la crise de la monnaie et éviter toute contestation entre les réfugiés et les commerçants, le Gouverneur prit un arrêté portant que les monnaies belges et anglaises auraient cours forcé dans tout le camp retranché.

Le Gouvernement belge à Dunkerque

Tandis que le Roi Albert I^{er} se repliait avec la plus grande partie de sa vaillante armée vers l'Yser, le baron de Broqueville, président du Conseil et Ministre de la Guerre, décidait de rester à proximité des armées belges en campagne.

Le 13 octobre, il arrivait à Dunkerque. Sa première visite fut pour le Général-Gouverneur afin d'avoir son opinion sur la situation militaire de Dunkerque et savoir si le camp retranché pouvait se défendre.

Le général Bidon lui dit :

— Si vous ne tenez pas sur l'Yser, Dunkerque ne tiendra pas quarante-huit heures.

Et le Gouverneur donna même au Ministre de la Guerre belge ce conseil :

— Ne déballez pas vos malles.

M. de Broqueville « déballa ses malles » quand même et s'installa à l'Hôtel de Ville dont le premier étage avait été mis à sa disposition par l'Administration municipale.

A dater de ce jour, le drapeau belge flotta en permanence sur la façade de l'édifice et un piquet d'honneur de gendarmes belges monta la garde à la porte. Avec le Roi, le général Pau, envoyé par le Q. G. français, et l'Etat-Major belge, le baron de Broqueville organisa la résistance suprême sur l'Yser. Plus tard, il dira : « Nous vécûmes là un an en dix jours. »

En même temps, aidé par quelques collaborateurs d'élite (1) il s'occupait, d'accord avec le Gouverneur, de dégager la ville et le camp retranché complètement submergés par les soldats échappés des forts d'Anvers, les jeunes recrues et les réfugiés civils belges.

Quatre « services » importants sont rapidement mis au point. Le major Meeus devient commandant de la « Place belge de Dunkerque », le général Mélis est chargé du service de Santé. L'installation de la Prévôté et de la Gendarmerie est confiée au général Leclercq. Enfin, à la caserne Jean-Bart, l'on organise un service de récupération de matériel, armes, chevaux, voitures, etc.. sous la direction du colonel de gendarmerie Trembloy.

Bientôt sur les murs de la ville parurent les affiches officielles du Gouvernement belge dont nous avons donné le texte impératif.

Les trois proclamations indiquaient clairement le devoir à tous. Elles furent strictement observées par les sujets belges.

L'Amirauté Britannique mettait d'ailleurs aussitôt à la disposition du Ministre de la Guerre belge, six énormes transports sur lesquels les 16, 17 et 18 octobre plus de 20.000 hommes furent embarqués à destination du Havre, de Rouen et de Cherbourg. Après quelques semaines de repos et d'entraînement, ils reformèrent des régiments qui se couvrirent héroïquement de gloire.

Mais il n'y avait pas que les soldats à évacuer. La ville et les environs continuaient à héberger des masses de fugitifs. Il fallut les faire partir pour éviter les plus graves désordres dans le cas où les Allemands passeraient l'Yser.

Le 16 octobre, le Gouverneur prend un arrêté par lequel tous les réfugiés belges, français, etc... doivent évacuer le camp retranché dans les trente-six heures. Des trains spéciaux sont mis en marche vers Calais. Dans une seule journée plus de 10.000 personnes quittent la ville et l'affluence est telle sur la place de la gare qu'un important service d'ordre y est organisé en toute hâte. Des milliers

(1) Notamment du commandant Chabeau, du sous-intendant Thys, du commandant de Pouques, du comte de Lichtervelde et de M. Briant.

ROYAUME DE BELGIQUE

MINISTÈRE DE LA GUERRE

Ordre aux Officiers Belges

D'accord avec le Gouverneur Militaire du Camp Retranché de Dunkerque, il est ordonné aux Officiers de l'Armée et de la Garde civique belges, se trouvant dans la place sans fonctions ni commandement justifiant leur séjour, de quitter Dunkerque dans le plus bref délai.

Ceux qui ne peuvent rejoindre directement leur unité s'embarqueront à partir de ce soir, à 20 heures, à destination de Calais où se trouvent les dépôts.

En attendant, ils se rendront **immédiatement** à la Caserne Jean-Bart, où ils se présenteront au Colonel de Gendarmerie Trembloy chargé de leur délivrer des ordres de marche et de les affecter à la conduite des troupes envoyées à Calais.

Dunkerque, le 16 Octobre 1914

Le Ministre de la Guerre de Belgique
BROQUEVILLE.

d'autres partent encore sur des vapeurs pour le Havre et les ports de l'Océan.

Leur bonne volonté à partir au plus vite est déçue par la première apparition dans le ciel dunkerquois d'un avion allemand sur lequel les soldats tirèrent vainement des coups de fusils. Jamais les rues de Dunkerque n'avaient entendu une pareille fusillade. Le bruit courut que l'avion avait lancé des bombes et que son excursion était le prélude d'une nouvelle offensive ennemie.

Un certain nombre de familles dunkerquoises entraînées par l'exemple partirent en même temps que les évacués d'office.

Celles qui ne partirent pas prirent leurs précautions en vue d'une arrivée possible des Allemands. Les plus alarmés enterrèrent ou murèrent au fond de leur cave leurs objets précieux et leurs valeurs. Les maçons, appelés de tous côtés, ne savaient plus où donner de la truelle.

Les évacuations continuèrent avec un tel entrain que vers le 20 octobre Dunkerque retrouva un calme relatif dont ses rues commençaient à perdre même le souvenir.

Les habitants et les défenseurs purent bientôt percevoir le gron-



Le Ministre de la Guerre belge
et le Maire de Dunkerque (en uniforme) au balcon de
l'Hôtel de Ville sur lequel est arboré le drapeau belge

dement puissant de l'Artillerie. Silencieusement, la ville assura sa cuirasse. Il y avait cent vingt ans que le canon n'avait pas retenti sous ses murs.

Dès le 16 octobre, le baron de Broqueville écrivait au Maire une lettre de remerciements pour l'émouvant et fraternel accueil que les dunkerquois offraient aux soldats et aux réfugiés belges (1).

Ce n'était pas là une banale lettre officielle.

En janvier 1924, me trouvant à Bruxelles, j'eus l'honneur d'être reçu par M. de Broqueville. Lorsqu'il connut le but de ma visite, ses premiers mots furent pour me parler de Dunkerque et de son Maire.

Avec quelle émotion il revivait devant moi les heures tragiques d'octobre 1914.

La Ville de Dunkerque tout entière, me dit-il, nous a accueillis en 1914 comme on accueille des frères malheureux. L'on ne saura jamais assez redire la générosité inépuisable qui a été réservée à mes infortunés compatriotes. Même aux pires heures d'épreuves, les Dunkerquois ont été admirables de calme et de sang-froid. Dunkerque est une belle et courageuse cité. Son Maire a été un véritable chef, il a géré sa ville comme un père courageux, c'est un homme qui a bien mérité de sa ville et de la patrie. Dites bien que l'on peut être fiers des Dunkerquois lorsqu'on est Français... »

Le 15 novembre 1914, la population assista à l'Eglise Saint-Eloi au *Te Deum* chanté pour la fête du Roi Albert I^{er}.

M. de Broqueville, entouré de l'Etat-Major belge fut reçu par le clergé à la porte de l'Eglise et conduit solennellement dans le chœur où prirent également place le Gouverneur de la ville et les officiers alliés. La nef centrale était remplie de militaires de toutes armes.

Un soldat belge possédant une admirable voix provoqua une émotion intense dans l'assistance en chantant une émouvante invocation :

«... Pour nos foyers abandonnés
Pour tous nos berceaux profanés
Pour tant de cœurs à consoler... »

Le *Te Deum* se termina par l'exécution de la *Brabançonne*.

Dehors, la neige faisait sa première apparition tourbillonnante, dans une bise aigre, sous un ciel bas que semblait crever le sommet de la Tour Saint-Eloi.

Pendant toute la durée des hostilités, à Dunkerque comme à Bourbourg, semblables cérémonies se renouvelèrent à la fête du Roi, le 15 novembre et à la fête nationale, le 21 juillet.

A la fin d'avril 1915, le Cabinet du Ministre transporta ses services à Bourbourg et l'on construisit près de la gare de cette commune un hôpital militaire, puis à proximité fonctionnèrent les très importants services de l'arrière de l'Armée belge : Ravitaillement, Intendance, transports, parcs à bétail, à fourrage, boulangerie, trésorerie, génie, gendarmerie, conseil de guerre, etc... On créa même une prison.

Pour les nombreuses troupes, circulant entre le Front et Calais, une ligne d'étapes avec gîtes passait en venant de La Panne, par Rosendaël, Loon-Plage, Gravelines, Marck et Calais.

(1) Monsieur le Maire,

« Je tiens à vous confirmer par écrit les remerciements verbaux que je vous ai adressés, hier, pour la façon généreuse avec laquelle la Municipalité de Dunkerque et toute la population de la Ville viennent en aide à nos soldats et à nos réfugiés. « La Belgique, dans ses épreuves actuelles est soutenue et encouragée par l'affection généreuse que tous lui témoignent. Je n'oublierai jamais l'hospitalité que Dunkerque accorde en ce moment à des troupes qui ont besoin de repos avant de reprendre la campagne. Au jour de la victoire commune, soyez persuadé, Monsieur le Maire, que votre Ville et vous-même aurez mon cordial et reconnaissant souvenir. »

Le Président du Conseil,
Ministre de la Guerre de Belgique,
(Signé) : BROQUEVILLE. »

Et le Maire répondit au nom de l'Administration municipale et de tous les habitants :

«... Ce que nous faisons spontanément, pour nos amis de Belgique, dans les douloureuses et tragiques circonstances actuelles ils l'eussent fait, eux aussi, spontanément pour nous, si les rôles avaient été renversés. »

« Les liens fraternels qui unissent nos deux peuples leur ont imposé de tout temps, des devoirs d'affection réciproque auxquels ils n'ont jamais manqué. Les épreuves que nous traversons donnent plus de force encore aux nombreux raisons que nous avons de nous aimer. »

« Par dessus tout, nous n'oublierons jamais, l'immense et inestimable service qu'en se sacrifiant, par respect pour elle-même, la Belgique a rendu à la France... »

Le Maire,
(Signé) : HENRI TERQUEM.



Gendarme belge montant la garde
à la porte de l'Hôtel de Ville, rue Faulconnier

En septembre 1916, le Cabinet du Ministre quitta Saint-Pierre-Broucq pour s'installer près de Bergues, à Socx, au château de Steenbourg et c'est ainsi que les trois « Places belges » de Dunkerque Bourbourg et Bergues furent placées sous le commandement du sympathique major Meeus, aujourd'hui colonel.

Le Roi et la famille royale traversèrent de nombreuses fois Dunkerque.

Le 16 septembre 1916 le Roi Albert I^{er} arriva le matin, en automobile, accompagné de la Reine, des princes Léopold et Charles et de la princesse Marie-José pour visiter la base navale de Dunkerque.

La famille royale, reçue à la Défense Mobile, par le vice-amiral Ronarc'h et le Commodore Britannique, visita les sous-marins français, passa en revue les équipages des monitors et des patrouilleurs anglais, puis s'embarqua sur une canonnière pour se rendre en rade à bord d'un monitor où un déjeuner était préparé en son honneur.

Le 28 octobre suivant, le général de Marchevolette, chef du Cabinet du Ministre de la Guerre de Belgique, remettait, au nom de son Gouvernement, un certain nombre de distinctions honorifiques en témoignage de gratitude de la Belgique pour l'accueil touchant et cordial qui avait été réservé aux belges lors de la retraite.

Le général Eydoux fut fait grand-croix de l'Ordre de la Couronne. MM. de Lavenay, sous-préfet, et Terquem, maire, officiers de l'Ordre de Léopold ; M. d'Assigny, directeur de la Banque de France, chevalier du même ordre.

Enfin, en août 1920, M. Derickxsen, adjoint au maire, était également fait chevalier de l'Ordre Royal de Léopold.

En novembre 1916, la Reine de Belgique, accompagnée des généraux Eydoux et Hély d'Oissel, visita longuement le Sanatorium de Zuydcoote où se trouvaient des centaines de blessés. Au seuil de cet établissement charitable, elle fut reçue par son fondateur, M. Vancauwenberghé qu'elle félicita chaleureusement.

En 1917, le gouvernement belge installa dans le port un chantier militaire chargé de la construction de quarante péniches de 390 tonnes destinées au Congo belge. Le lancement de la première eut lieu le 9 février 1918 en présence des autorités alliées. Par une délicate attention la marraine, M^{me} Terquem, lui avait donné le nom de la Reine Elisabeth.

C'est à Dunkerque que le 19 octobre 1918, M. Libert, bourgmestre d'Ostende, accompagné de quatre échevins, arriva à bord d'un contre-torpilleur anglais se rendant au Q. G. du Roi des Belges. Il y avait quarante-huit heures à peine qu'Ostende était délivrée de l'occupation allemande.

Le rôle de la Garnison en 1914

Après le départ du 110^e et du 310^e la garnison du camp retranché, placée sous les ordres du général Bidon, gouverneur, comprenait encore : le 6^e et le 8^e territorial d'infanterie, respectivement commandés par les lieutenants-colonels Boucheseiche et Vigneau, plusieurs batteries du 41^e d'artillerie, un important détachement du 6^e chasseurs à cheval, un millier de douaniers militarisés et un groupe du 1^{er} régiment d'artillerie à pied, ce dernier spécialement affecté à la défense du front de mer.

L'ensemble de ces troupes formait un effectif total de 19.000 hommes avec 390 officiers.

C'est avec ces troupes que le Gouverneur s'apprête, le cas échéant, à défendre la Place ; puis à purger la région des patrouilles allemandes qui commencent à y surgir dès le milieu de septembre. Enfin, il exécutera des raids d'infanterie soutenue par de la cavalerie et de l'artillerie, entre Douai et Lille afin de laisser croire aux Allemands que de nombreuses forces françaises sont rassemblées dans ces parages pour leur barrer la route de la mer et par conséquent la route de Dunkerque.

Signalons tout d'abord, pour son côté comique, la capture à fin août d'un uhlán. Perdu dans la campagne, il errait le nez en l'air à l'aventure sur les routes au trot paisible de son « bidet » tel Don Quichotte, quasi-mourant de faim. Au détour d'un chemin, il se laisse capturer avec un plaisir évident et conduire à la prison de Dunkerque avec non moins de satisfaction.

Le 13 septembre, une patrouille forte de 250 cavaliers et cyclistes allemands venant de faire une reconnaissance du côté de Dixmude, fut signalée dans l'après-midi, dans la région de Rousbrugge.

Immédiatement, les troupes de Bergues et de Dunkerque sont alertées. Un détachement de douaniers, cantonné en grande garde à Rousbrugge, renforcé par un détachement de cavalerie, organise aussitôt une battue.

À la nuit tombante, les reconnaissances n'ayant donné aucun

ROYAUME DE BELGIQUE

MINISTÈRE DE LA GUERRE.

AVIS

D'accord avec l'autorité militaire française, le Ministre de la Guerre de Belgique fait appel au bon vouloir de la population de la place de Dunkerque et des environs, pour signaler sans retard au Colonel de Gendarmerie TREMBLOY, installé à la caserne Jean-Bart, les endroits où se trouveraient des objets appartenant à l'armée belge, tels que : Armes, munitions, vêtements, chevaux, véhicules, etc., etc., abandonnés par des militaires ; de même que toute personne connue comme retenant les objets ci-dessus mentionnés.

Dunkerque, le 19 Octobre 1914

Le Ministre de la Guerre de Belgique,
BROQUEVILLE.

résultat, les détachements rentrèrent à Rousbrugge où, pendant la nuit ils reçoivent 200 hommes de renfort provenant du 8^e territorial détaché à Bergues.

Or, à six heures du soir — et nul ne le savait — les Allemands se trouvaient, à moins de trois kilomètres de là, dans une ferme entre les routes de Proven et de Crombëke. Ils y passèrent la nuit après s'être assuré du fermier et de sa famille.

Le lendemain, au petit jour, les Français repartirent en reconnaissance. A six heures et demie, un combat rapide s'engage. Les Allemands, cachés derrière une haie, tiraient sans que l'on pût les apercevoir. Surpris, territoriaux et douaniers se replient un instant et les Allemands s'enfuient, abandonnant deux tués, un cheval et une auto volée à Roubaix.

Ils prirent la fuite vers Bailleul, vigoureusement poursuivis jusqu'aux abords de Fromelles et de Laventie, par un groupe de camions automobiles chargés d'une trentaine d'hommes armés et d'auto-mitrailleuses sous les ordres du Commodore anglais Samson, guidés par le capitaine Terquem.

Le détachement français avait trois tués, (un douanier et deux territoriaux) et treize blessés dont quatre grièvement. Le capitaine Bay qui commandait les douaniers fut relevé les jambes traversées par une balle.

Pendant ce temps, le bruit se répandit en ville que l'on se battait dans Bergues et que de nombreux prisonniers étaient en route pour Dunkerque. La foule se porta à leur rencontre jusqu'à la porte de Furnes, mais comme Sœur Anne, ne vit rien venir. La population s'en retourna néanmoins le cœur plein d'espoir car, en haut de la Tour Saint-Eloi, flottait l'oriflamme des jours de fête en l'honneur de la victoire de la Marne.

Les journaux anglais qui, eux aussi, savaient à l'occasion « bourrer le crâne » à leurs lecteurs, annoncèrent froidement qu'au cours de cet engagement, 3.000 cavaliers allemands avaient été mis en fuite par la garnison de Dunkerque.

Dans ce chapitre consacré au rôle de la garnison, il serait profondément injuste de passer sous silence deux « expéditions » réalisées d'une façon particulièrement brillante par des groupes énergiques.

Le 9 septembre, le Gouverneur recevait une lettre officielle lui signalant que dans Lille, évacuée par les troupes françaises, il existe des stocks importants d'approvisionnements militaires et de munitions abandonnés sans surveillance et pillés par la population.

Le général Bidon décide aussitôt l'envoi d'une mission chargée, si possible, du sauvetage de ces stocks si précieux pour la défense nationale. Il désigne le capitaine Maurice Dufour, du 1^{er} régiment d'artillerie à pied, dunkerquois, ancien élève de l'Ecole Centrale. Celui-ci part aussitôt en civil avec trois volontaires soigneusement choisis, et également en civil.

Le soir même ils arrivent en auto à Lille et le capitaine Dufour organise sur le champ ses équipes d'évacuation avec un nombreux personnel de travailleurs, une dizaine d'artificiers et des camions.

Une note, que le général Lévi a bien voulu, fort aimablement, me communiquer, constate qu'en moins d'un mois, la mission du capitaine Dufour réussit à expédier sur Dunkerque près de 300 wagons de munitions, de poudre, d'obus chargés, 15.000 fusils, 150 canons de 120, 95, 90 et 80 mm, 300 appareils téléphoniques, 5 charlands de 220 tonnes chargés de munitions, d'effets militaires, etc. (1).

Cette évacuation formidable s'accomplit, au milieu de péripéties incroyables, souvent la nuit. Les chargements exécutés dans toutes les gares des environs de Lille étaient fréquemment en danger d'être surpris par les patrouilles allemandes sillonnant le pays et les équipes manquèrent à différentes reprises d'être fusillées à bout portant.

Le 8 octobre, le capitaine Dufour harassé et fourbu se présentait devant le Gouverneur de Dunkerque. Sa mission était accomplie.

Au moment de cette fameuse évacuation de Lille des scènes extraordinaires se produisirent. Citons celle-ci qui n'est pas étrangère pour notre histoire :

Un caporal d'infanterie nommé Charles était en traitement à Lille à l'hôpital. L'ordre arrive d'évacuer au plus vite. Dans la ville la

débandade est effroyable. Notre caporal qui s'apprête à partir en convalescence aperçoit en passant sur l'Esplanade près de quatre cents chevaux « oubliés ». Il entre dans la caserne voisine et n'y trouve personne, mais il s'y transforme en « brigadier ». Il ressort, réquisitionne de sa propre autorité des civils qui passaient, les embrigade — n'est-il pas brigadier maintenant — forme une colonne et amène à Dunkerque les quatre cents chevaux qu'il présente imperturbablement à l'Etat-Major. Le Gouverneur n'en peut croire ses yeux et ses oreilles. Le fait est reconnu exact et notre caporal-brigadier, nommé sous-officier, reçut peu après la Médaille militaire.

La seconde mission fut non moins brillamment exécutée.

Une reconnaissance, opérée par ordre du Gouverneur, avait fait découvrir des stocks importants d'huile et d'essence pour avions, à la raffinerie Paix, près de Roubaix.

Le 16 septembre, le 2^e bataillon du 8^e territorial, sous les ordres du commandant Manfait, quitta Dunkerque, parvint jusqu'à Douai, sans être aperçu par les patrouilles allemandes, et opéra immédiatement le chargement de seize wagons de bidons d'essence et d'huile entreposés à Corbehem.

Au cours de l'opération, une auto-mitrailleuse allemande, en patrouille, survint mais accueillie par une vive fusillade, elle s'empressa de déguerpir.

Quelques heures après, le commandant Manfait expédiait tout son convoi vers Dunkerque et réussissait à l'y ramener heureusement, malgré une nouvelle attaque des mitrailleuses ennemies.

Le 11 octobre, le sergent Luchier, des Sapeurs-pompiers du camp retranché, s'apprêtait à passer paisiblement l'après-midi du dimanche chez des parents à Herzele, près de Wormhoudt, il y vécut au contraire des heures mouvementées.

En arrivant dans la commune un paysan lui dit confidentiellement : « Je crois qu'il y a des cavaliers allemands depuis trois jours près du village, mais c'est p' têt' ben des Anglais... »

— Des cavaliers allemands ? Notre sapeur-pompier voulut en avoir le cœur net, il alla bravement dans la ferme qu'on lui montrait et ne put en croire ses yeux...

Quatre cavaliers et un lieutenant du 2^e régiment de dragons bava-rois étaient bien là, attablés en attendant la soupe qui embaumait la maison.

Sortir sans bruit et faire prévenir la gendarmerie de Wormhoudt fut chose rapidement faite.

A cinq heures, la maréchaussée, renforcée par quelques hommes du 6^e chasseurs à cheval, pénétra dans la ferme.

A la vue des Français, les assiettes sont culbutées, le lieutenant allemand tire sur les gendarmes qui ripostent. Un bava-rois est abattu, les autres se rendent et sont conduits à Dunkerque. On trouva des bombes dans leurs sacs et le lieutenant, interrogé, déclara qu'il avait pour mission de détruire les canalisations d'eau qui alimentent Dunkerque ou de faire sauter des ponts.

L'Allemand blessé mourut, à onze heures du soir, à l'hôpital de Bergues.

Pendant trois jours, la patrouille était restée dans la ferme sans qu'un seul habitant ne se dérangeât pour prévenir les Français cantonnés près de là, à Wormhoudt.

Interrogé, le fermier qui les avait hébergés eut cette réponse cynique : « Pourquoi aurais-je refusé de les nourrir puisqu'ils me payaient bien ?... »

La colonne de Douai

Après la victoire de la Marne et au moment de la fameuse « course à la mer », le général Bidon reçut l'ordre du Grand Quartier Général de tenter, avec les troupes de la garnison de Dunkerque, de couper entre Cambrai et Valenciennes la ligne de ravitaillement et de transport des troupes allemandes. Il s'agissait notamment de faire sauter les très importants ponts de chemin de fer de Prouvy et de Louches.

Une première tentative faite par un détachement du génie, parti en automobiles sous les ordres du capitaine Marix ayant échoué, le Gouverneur résolut de recommencer l'expédition avec des forces plus importantes.

Dans l'après-midi du 22 septembre, une colonne composée de

(1) Les pièces de canon formèrent sur l'esplanade Jean-Bart un parc important. Au bout de quelques semaines elles furent en hâte expédiées sur le port de l'Yser avec des approvisionnements en munitions provenant des réserves de la Place.

trois bataillons du 6^e territorial, de deux batteries de 75 du 41^e d'artillerie, d'un peloton de chasseurs à cheval et d'un détachement du génie, quitta Dunkerque par voie ferrée, sous les ordres du général Plantey, gouverneur-adjoint, ayant comme chef d'Etat-Major un dunkerquois bien connu, le capitaine Picot.

A Douai la colonne ne tarda pas à être renforcée par l'arrivée d'un groupe d'auto-mitrailleuses anglaises (Commodor, C.R. Samson) et de trois escadrons de spahis algériens.

Dès le 23, au matin, les auto-mitrailleuses s'en vont en reconnaissance, un bataillon du 6^e territorial qui comprenait de nombreux dunkerquois s'avance jusqu'à Orchies et y cantonne. A dix heures du matin, une sentinelle avancée, à l'entrée du village sur la route de Saint-Amand, arrête un groupe d'automobiles. D'une voiture surgit un médecin allemand qui tue la sentinelle d'un coup de revolver. Le poste de garde voisin accourt, massacre à coups de baïonnette quatre majors allemands et capture plusieurs autos du convoi dont la mission était d'enlever et de conduire en captivité 54 blessés français soignés à Orchies depuis fin août. Le médecin-major qui avait tué la sentinelle jeta son revolver et leva les bras. Fait prisonnier, on le dirigea sur Boulogne, puis sur Dunkerque. Il échappa de fort peu au peloton d'exécution.

Le lendemain, les Allemands furieux, attaquent avec des forces importantes. Le combat dure toute la journée ; finalement, nos trou-

est serrée de près. Le général Plantey demande vainement du secours à Dunkerque. Le général de Maud'huy, commandant la 10^e armée, qui commence à débarquer dans la région, averti de la situation critique, l'informe qu'il y a « intérêt capital à conserver Douai. Je vais vous soutenir, lui fait-il dire, tenez jusqu'à la gauche... »

Le lendemain 1^{er} octobre, au petit jour, deux divisions allemandes et quatre batteries d'artillerie redoublent leurs attaques contre les quelques milliers de territoriaux de Dunkerque, n'ayant plus avec eux que trois canons, quelques auto-mitrailleuses et un escadron de goumiers.

Ces faibles forces résistent jusqu'au soir, attendant de minute en minute les renforts promis par le général de Maud'huy. Ils n'arrivent pas.

Encerclés, décimés, les survivants de la colonne évacuent de vive-force la ville pendant la nuit et rallient les troupes du général de Maud'huy qui, d'office, les envoie devant Vimy et le Souchez.

Le 12 octobre seulement, le G. Q. G. donnait l'ordre au général Plantey de rentrer à Dunkerque avec son détachement.

La mission qui devait durer quarante-huit heures avait duré vingt-deux jours. (1).

Deux bataillons de territoriaux de la colonne Plantey qui étaient allés rejoindre dans la région Lille-Tournai des détachements d'infanterie tirés de la garnison de Calais-Boulogne furent renforcés par

des escadrons de chasseurs à cheval, des goumiers et de l'artillerie. Ces troupes, que le Gouverneur de Dunkerque mit dès le 4 octobre sous les ordres du commandant de Pardieu, tenteront de défendre Lille considérée par le général Bidon comme la défense avancée du camp retranché de Dunkerque.

L'odyssée de la résistance de Lille est connue.

Le 14 octobre, une partie des troupes qui avait pu s'échapper après la prise de la ville, gagnait la gare d'Arneke et rentrait à Dunkerque. Quinze jours après, un détachement du 8^e territorial réussissait encore à regagner Dunkerque alors qu'on le croyait sur le chemin de la captivité.



Barricade sur la route de Bergues pour arrêter les patrouilles allemandes
(Octobre 1914)

pes se replient sous Douai. Le 25 septembre, un bataillon de pionniers allemands brûle méthodiquement Orchies. Seules, quelques maisons désignées par une Allemande sont épargnées.

Les Allemands mis en garde par la tentative avortée du capitaine Marix et informés par des espions du but de la colonne de Dunkerque ont puissamment renforcé la défense des ponts. Ceux-ci ne pourront être détruits.

Le général Plantey reçoit alors de Dunkerque l'ordre de prendre contact avec la cavalerie belge qui opère sur le haut-Escaut et en même temps de former un « rideau de troupes » pour masquer à l'ennemi le débarquement des armées françaises montant du Sud.

La colonne qui a reçu en renfort un bataillon d'infanterie de Calais s'échelonne aussitôt de la région de Douai jusqu'à Tournai. Le Général campe à Douai et fait occuper les villages qui en commandent l'accès.

En même temps, il « déménage » l'arsenal et achève l'évacuation de la grande raffinerie Paix. Dix millions cinq cent mille litres d'essence sont ainsi sauvés et dirigés sur Calais par bateaux-citerne.

Les 28 et 29 septembre, l'ennemi attaque en masse. Le 30, Douai

mande vers le détroit, le Grand Quartier Général se hâta de couvrir, par deux divisions territoriales, la région dunkerquoise.

Le 4 octobre 1914, le général Foch, nommé adjoint au général en chef prend le commandement direct des forces françaises luttant entre la Lys et la mer. Il ne tardera pas à avoir sous ses ordres les armées anglaises et belges. Il saura en tirer un si merveilleux parti qu'à l'heure critique d'avril 1918 tous les regards se tourneront vers lui pour réaliser l'unité de commandement.

Et il ne semble pas exagéré de dire que c'est en défendant la route de Dunkerque que Foch a gagné les premières et glorieuses étoiles de son bâton de maréchal de France.

Les 6 et 7 octobre 1914, apparut en rade une flotte de dix énormes transports ayant à son bord toute la 87^e division qui s'était embarquée au Havre. Elle était soigneusement escortée par quatre torpilleurs et un croiseur car, pour la première fois, un sous-marin allemand venait d'être signalé dans le détroit.

(1) Le 7 décembre 1915, le Gouvernement supprimait le poste de gouverneur-adjoint et le général Plantey était nommé commandant des subdivisions Amiens-Abbeville.

La bataille pour Dunkerque

Pendant que la garnison tendait audacieusement un rideau de troupes, entre Arras et Lille, afin de laisser au corps d'armée allié le temps de venir prendre position, pour empêcher l'avance alle-

Le débarquement s'effectua rapidement à l'aide de chalutiers et des remorqueurs de la Société Dunkerquoise.

Le 7 octobre, au soir, quatre régiments d'infanterie cantonnaient à Malo et à Rosendaël. La cavalerie et l'artillerie de la division logeaient dans les hangars des laines et des sucres, le Génie et les formations sanitaires à Saint-Pol.

Trois jours après, le 11, six transports venant de Cherbourg amenaient en rade la 89^e division prélevée sur les troupes qui entouraient Paris. Quatre nouveaux régiments campent à Malo-Rosendaël. L'artillerie, la cavalerie et le génie sont à Dunkerque.

Les Etats-Majors des deux divisions s'installent à l'Hôtel de Ville. Mais leur séjour sera bref.

Dès le 7, au soir, deux régiments de la 87^e division se portent dans la région Aire-Saint-Omer-Watten pour garder les points de passage et moins de quarante-huit heures après des engagements se produisant dans les environs de Wormhoudt.

Le 11, alors que la 89^e division commence seulement à débarquer sur les quais Ouest du Chenal, le général Joffre téléphone au général Bidon l'ordre suivant :

« La 89^e division se portera dès que possible à Poperinghe, une brigade de cette division devra y être rendue dès demain 12 octobre. »

Deux régiments d'infanterie avec un escadron de cavalerie partent sur-le-champ sans même attendre les convois et les mitrailleuses qui ne sont pas encore débarqués. Les troupes arrivent à Caëstre et entrent en liaison avec la cavalerie anglaise du général Gough.

Le 13 octobre, le général Bidon cède provisoirement son poste de gouverneur au général Plantey, gouverneur-adjoint et prend le commandement des deux divisions (1).

Le 14 octobre, toutes les troupes sont en ligne et reçoivent l'ordre de se retrancher solidement pour défendre la région de Furnes et les routes de Dunkerque.

Deux jours après, le général Foch met sous les ordres du général Bidon quatre divisions de cavalerie du général de Mitry qui arrivent dans la région d'Ypres où sont déjà rassemblés trois corps d'armée britanniques sous les ordres du maréchal Haig. La 89^e division a pour mission de se relier aux fusiliers-marins de l'amiral Ronarc'h qui défendent Dixmude, tandis que l'armée belge qui vient de faire la retraite d'Anvers occupe le secteur de Nieuport. La 87^e division est en réserve à Rousbrughe.

Et c'est ainsi que la bataille pour Dunkerque va s'engager. L'armée allemande, forte de deux cent mille hommes, va s'efforcer de tout pousser devant elle pour s'emparer de Dunkerque-Calais et menacer directement l'Angleterre.

Effroyable poussée dont le sort de Dunkerque est l'enjeu immédiat.

Pour stimuler encore le zèle de ses soldats, le Kaiser vient en personne. On signale sa présence à Courtrai et à Thielt. On connaît l'objectif de l'Empereur, c'est la côte française Dunkerque-Calais-Boulogne, la blanche falaise du littoral Nord, plate-forme admirable pour les canons monstres, base rêvée, idéale pour les sous-marins.

La presse allemande enfin, clame sur tous les tons la grandeur de l'entreprise contre Dunkerque-Calais.

Va-t-on pouvoir résister ?

Le 16 octobre, le général Foch quitte en toute hâte son quartier général de Doullens, voit en passant à Saint-Omer le maréchal French et arrive à Dunkerque, y rencontre le baron de Broqueville et part avec lui en auto à Furnes, où se trouve le Roi des Belges. Tout trois furent d'accord pour reconnaître qu'il fallait « s'accrocher désespérément au terrain et qu'il n'y avait plus cinquante centimètres de Belgique à perdre ».

Le Gouverneur de Dunkerque notait le jour même dans son journal de marche : « ... A l'armée, comme chez le ministre de la guerre belge, il (le général Foch) prêche la résistance, démontre la nécessité d'arrêter l'offensive allemande et remonte les courages... »

Le 17, l'Ambassade britannique avise Foch que trois monitors portant chacun deux canons de six pouces, et deux de douze, arrivent à Dunkerque pour couvrir l'aile gauche des Alliés.

Le 19 octobre, la bataille s'engage avec un formidable concert d'artillerie qui fait trembler toutes les maisons de Dunkerque.

Le 21 octobre, l'une de nos plus brillantes divisions, la 42^e, sous les ordres du général Grossetti, se jetait dans la bataille après avoir triomphalement défilé sur la Grand'Place de Furnes, devant le Roi des Belges et le général Joffre.

Pendant vingt jours la lutte dure sans arrêt. De toutes parts, les troupes alliées ne cessent d'affluer : Belges, Anglais, Français, Fusiliers-marins, Goumiers, Marocains, bataillons sénégalais, Hindous, luttent héroïquement.

Du 20 au 25 octobre plus de trente trains militaires passent à Dunkerque, amenant des renforts. C'est l'armée d'Urbal qui arrive et le 23, les Dunkerquois assistent au défilé de tous ses canons allant à Adinkerque rejoindre la division Grossetti.

Le 24 octobre, la situation est plus grave que jamais. La ligne de l'Yser a crevé sous la puissante offensive allemande, les troupes reculent.

Le sort de Dunkerque devient incertain.

Le général Foch revient à Dunkerque et va au Quartier Général Belge où il a une entrevue avec le Roi. Il faut se résoudre à tendre immédiatement les inondations par l'eau de mer, tandis que les Alliés se retrancheront derrière la voie ferrée Nieuport-Dixmude qui coupe le bassin du bas-Yser et dont le remblai va servir de suprême rempart derrière lequel viendront s'épauler l'armée belge et les fusiliers-marins.

Le futur maréchal déclare : « Sire, pourquoi ne feriez-vous pas sur l'Yser ce que je viens de faire faire à Dunkerque : tendre l'inondation ? »

Le Roi hésite et lui dit :

— Si nous tendons les inondations par l'eau de mer, nous ruinons le pays.

Et Foch de répondre avec sa décision habituelle :

— Sire, nous ne sommes plus à cela près.

Le Roi donne des ordres à son Q. G. En quarante-huit heures, sans que l'ennemi ait pu soupçonner la nature des travaux, toutes les ouvertures passant sous le remblai sont bouchées.

Le 26 octobre, le capitaine Thys, de l'armée belge, et le célèbre éclusier Cogge se rendent aux écluses de Nieuport situées en avant des lignes alliées et à moins de cinquante mètres des premières tranchées allemandes. Il faut y aller en rampant.

A deux heures et demie du matin ils réussirent à ouvrir un instant la vieille écluse espagnole. Mais la violence du courant la referme brusquement. La tentative a échoué. Il faut attendre la nuit suivante. Cette fois les hardis pionniers, renforcés de quatre volontaires, se sont munis de câbles puissants. Le 28, à cinq heures du matin, les écluses s'ouvrirent enfin avec la marée et l'inondation commença, en avant du remblai, minutieusement dirigée par le Génie belge.

Entre temps, le capitaine Terquem a été envoyé par le général Bidon à Cassel pour montrer que les écluses et les canaux admirablement organisés par Vauban permettraient, de Dunkerque même, c'est-à-dire à 35 kilomètres de distance, d'inonder toute la région de Nieuport.

Sur les indications de l'éclusier Cogge une brèche est alors faite dans le canal de Furnes au delà du remblai du chemin de fer et l'on espère qu'à chaque marée le canal de Dunkerque à Furnes déversera près de 500.000 mètres cubes d'eau. Les inondations s'étendent dans les lignes allemandes, d'abord vers Ramscappelle puis vers Pervyse et Dixmude pendant que se déroulent des combats acharnés qui feront date au livre d'or des fusiliers-marins de l'amiral Ronarc'h et de la division Grossetti (1).

Le 31 octobre les Allemands reculent, abandonnant à demi-enlées, des canons, un immense matériel, des morts, des blessés.

Ils ne passeront plus, Dunkerque est sauvée.

Le 5 novembre, Guillaume II, déçu, quitte les Flandres et la presse allemande affirme que jamais on n'a pensé à s'emparer de Dunkerque-Calais.

Guillaume II ne viendra pas faire défilé ses troupes devant la

(1) Le 24 novembre, le général Bidon reprendra ses fonctions de gouverneur du camp retranché.

(1) En janvier 1915, le Président de la République, accompagné du Ministre de la Marine, passait en revue au camp de Saint-Pol la brigade des fusiliers-marins et lui remettait solennellement son premier drapeau.



F. Foch

F. FOCH
MARÉCHAL DE FRANCE, D'ANGLETERRE ET DE POLOGNE

statue de Jean-Bart, mais l'Etat-Major du Kaiser pour se venger de sa défaite va organiser le bombardement systématique de Dunkerque.

Le 12 décembre, le Conseil Municipal de la ville, tant en son nom qu'au nom de la cité tout entière, adressait, sur une proposition du Maire, « A l'Armée et à ses chefs et plus particulièrement au généralissime Joffre, ainsi qu'à son collaborateur immédiat dans la région du Nord, le général Foch, le défenseur des Flandres, l'expression de ses sentiments d'affection profonde et de reconnaissance pour les admirables vertus dont tous font preuve depuis le simple soldat jusqu'aux grands chefs » et l'adresse se terminait par un salut cordial et fraternel de la cité de Jean-Bart à l'héroïque et loyale Belgique.

Le 16 décembre le général Foch répondait par la lettre ci-contre :

**

Après la bataille de l'Yser des nécessités de manœuvres ayant imposé l'envoi sur d'autres points du front d'une partie importante des effectifs dont elle disposait, la 8^e armée cessa d'exister, mais pour des considérations d'ordre général, le Général en chef jugea indispensable de maintenir dans le Nord de la France et notamment à la garde de la côte un noyau important de forces françaises et reconstitua le détachement d'Armée de Belgique. La Place de Dunkerque qui devait, outre la garde du port, assurer le recueil éventuel des détachements de l'Yser lui était rattachée.

L'ensemble de ces formations prit dans le courant de 1915 les dénominations successives de R. F. D. (région fortifiée de Dunkerque) et 36^e corps d'armée, ensuite la R. F. D. disparut pour faire place à la dénomination de 36^e C. A. L'ensemble des troupes fut placé d'abord sous les ordres du général Hély d'Oissel puis du général Balfourier et en dernier lieu du général Nollet.

En juin 1916, de nouvelles réductions de troupes sont effectuées et il ne reste plus devant Dunkerque que la 174^e brigade territoriale intercalée entre les Belges et les Britanniques.

En novembre 1916, le 36^e C. A. est réduit au groupement de Nieuport avec mission d'assurer la couverture éloignée de Dunkerque, la sécurité du flanc gauche de l'Armée belge et la défense de la côte entre l'Yser et Sangatte, protéger Dunkerque contre les bombardements terrestres et aériens, coopérer avec la Marine de Guerre à la protection de ces Places contre les insultes de la flotte allemande...

Pour permettre l'accomplissement de ces ordres et maintenir au 36^e C. A. des effectifs suffisants, le Général en chef décida en janvier 1917 qu'une division d'infanterie serait stationnée chaque fois que cela serait possible dans la zone arrière du 36^e C. A., c'est-à-dire dans le camp retranché de Dunkerque.

Ces dispositions, avec de légères variantes, restèrent en vigueur jusqu'en 1918, mais il fallut de nombreuses et pressantes interventions officielles ou officieuses des Gouverneurs de la Place, de M. Trystram, sénateur et de M. Terquem, maire, près du Ministre de la guerre pour obtenir du G. Q. G. que les divisions d'infanterie envoyées en repos dans le camp retranché y fussent remplacées au fur et à mesure de leur départ.

La bataille de l'Yser pour Dunkerque était à peine apaisée que dans la région d'Ypres surgissait une nouvelle offensive encore plus violente.

Le 30 novembre, le 3^e corps britannique subit en avant d'Ypres une poussée effroyablement brutale. Le lendemain, quatre corps de cavalerie allemande enlèvent Messines aux Anglais, obligeant la 32^e division française à se replier au Nord-Ouest de cette commune.

La percée allemande aurait pour résultat immédiat de menacer toutes les communications — sauf par mer — des armées franco-anglo-belges opérant depuis Ypres jusqu'à Nieuport. Ce serait l'encerclement de Dunkerque, la prise de Calais et les armées alliées coupées en deux.

La Conférence interalliée du 1^{er} Novembre 1914

A cette heure extrêmement critique, une conférence interalliée — la première d'une longue série — a lieu à Dunkerque.

Le 1^{er} novembre, le président de la République, MM. Millerand

ministre de la Guerre, Ribot ministre des Finances et le général Joffre, arrivent en auto à cinq heures du soir et descendent rue du Sud, chez M^{me} V^{ve} Jannin qui avait mis son bel immeuble à la disposition de l'Administration Municipale.

Quelques instants après, ils sont rejoints par Lord Kitchener, ministre de la guerre anglais, accompagné de M. P. Cambon, ambassadeur de France, débarqués depuis midi d'un destroyer venant de Londres et par M. de Broqueville, ministre de la guerre et président du Conseil de Belgique.

A cinq heures, la conférence commence, le général Foch qui avait été prié d'y assister n'était pas arrivé.

Comme la veille il s'était rendu au poste de commandement du général d'Urbal à Vlamertinghe.

En y arrivant il apprend que Messines a été enlevé vers midi par les Allemands et que la défense d'Ypres est de nouveau menacée de ce côté.

Il fait demander aussitôt un entretien au maréchal French; celui-ci vient de sa personne à Vlamertinghe.

Le général Foch presse le Maréchal de maintenir coûte que coûte ses positions.

Tout recul volontaire aurait pour conséquence de décupler la force morale de l'adversaire. Le terrain n'offre en arrière aucun obstacle naturel où se puisse accrocher une nouvelle défense. Enfin l'arrivée continue des renforts français permet d'envisager l'avenir avec confiance.

Le maréchal French, impressionné par la fatigue de ses troupes et les lourdes pertes qu'elles ont subies serait d'avis de raccourcir le front en évacuant une partie du saillant d'Ypres.

Le général Foch parvient à le convaincre que ce serait là une solution désastreuse et, pour apporter aux troupes anglaises une aide immédiate, il ordonne au 1^{er} corps de cavalerie française qui se trouvait alors dans la région de Merville, d'envoyer d'urgence vers Messines ses forces les plus proches.

C'est après avoir pris ces dispositions et s'être assuré du commencement de leur exécution qu'il gagnait Dunkerque où il arrivait enfin vers six heures.

Lorsque Foch parut à la conférence, il fut anxieusement interrogé.

Poincaré écrivit « il était encore tout frémissant de sa conversation de Vlamertinghe ».

Le dialogue entre le futur Maréchal de France et Lord Kitchener provoqua une émotion intense.

En évoquant ces minutes émouvantes, le maréchal Foch me disait en janvier 1924 :

«... Lord Kitchener qui en était resté à ses souvenirs de guerres coloniales où, dans les batailles il y avait une quinzaine de tués et de blessés, avait été douloureusement impressionné le matin même en venant de Londres par le spectacle des nombreux blessés et mourants à bord des navires-hôpitaux et dans les formations sanitaires rencontrées sur sa route. Il était littéralement « catastrophé ».

Tout de suite, Lord Kitchener en voyant Foch, lui dit :

— Eh bien, nous sommes battus ? et consterné, ajoutait :

... Les Allemands vont percer, ce sont les troupes anglaises qui vont céder. Que va dire l'Angleterre ? et il répéta à plusieurs reprises : « C'est l'heure de se faire tuer ».

Foch répliqua fermement :

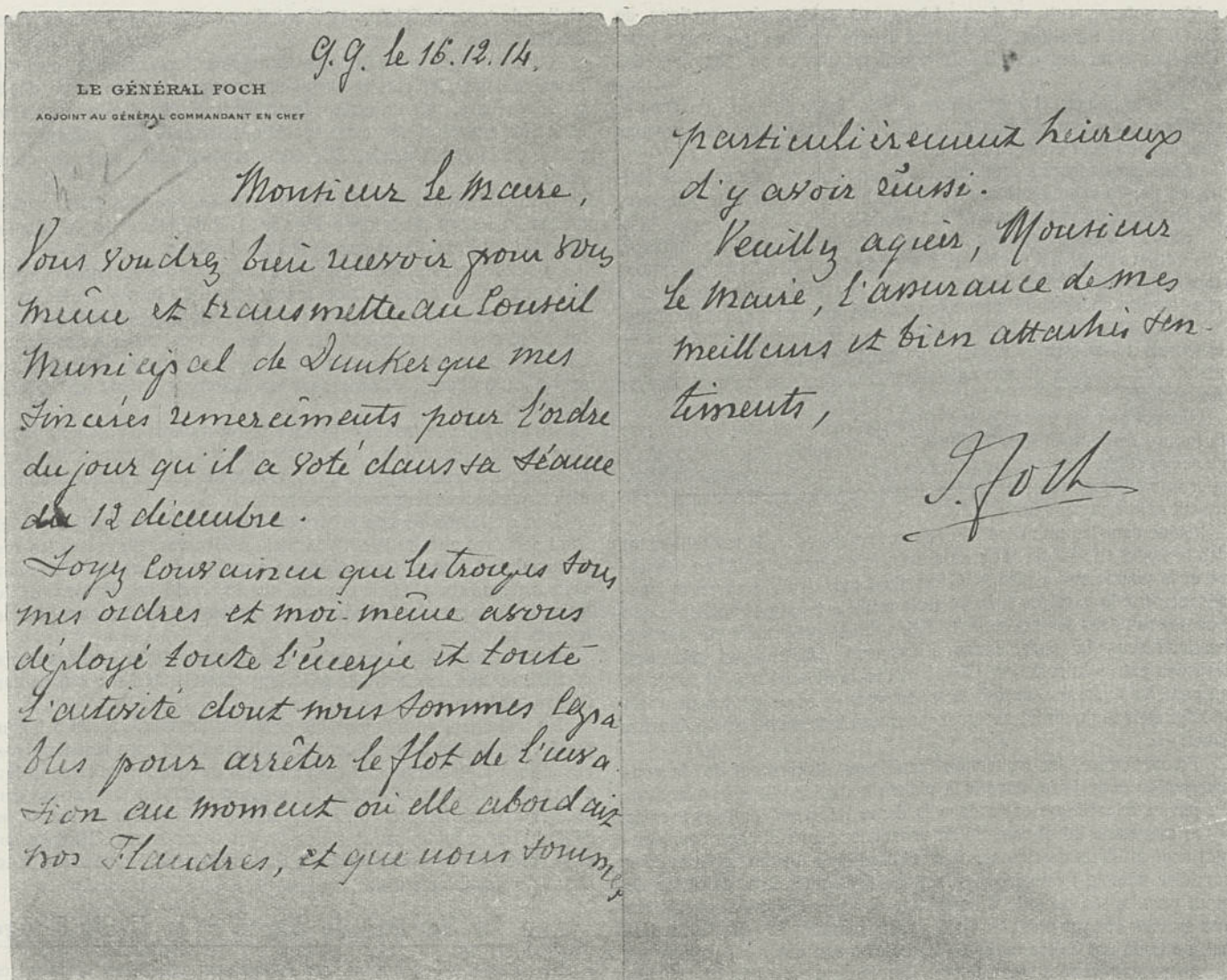
— Avant de se faire tuer, il faut vaincre, la bataille n'est pas finie, nous tiendrons le coup et il demanda à Kitchener à quelle époque l'Angleterre pourrait envoyer des renforts.

— En juillet 1915, vous aurez un million et demi d'hommes, répondit l'illustre Ministre Anglais, mais pas avant.

— Ce sera très beau, répliqua Foch, mais en avoir avant serait encore mieux. Puis à grands traits, il retraça les dispositions qu'il prenait pour défendre les Flandres contre l'offensive dont on entendait le canon.

A l'issue de la conférence où fut — probablement — réglé le sort de la Turquie, à qui les Alliés déclarèrent la guerre quatre jours après, le Président retint ses hôtes à dîner. Un dîner où plus d'un des éminents convives, le cœur oppressé, ne put manger (1) dira plus tard M. de Broqueville.

(1) Parmi les convives se trouvaient également les généraux Bidon et Plantey, le Maire et le Sous-Préfet.



La lettre du général Foch à la ville de Dunkerque (16 Décembre 1914)

Au cours de ce repas très simple, la conversation s'engagea sur la durée probable de la guerre. Sur ce sujet, le général Joffre observait un silence prudent. M. Poincaré insista pour connaître son opinion et Joffre dans sa grosse moustache grise de dire cette phrase inoubliable.

— Heu !... Tout allant bien, mettons six mois.

Le maréchal Kitchener ajouta :

— Dans un an nous serons tout à fait prêts, les autres ne le seront plus du tout.

La déclaration du Ministre de la guerre anglais causa un peu d'émotion et le soir M. Ribot, ministre des Finances, disait en levant les bras, chez M. Terquem, qui lui avait offert l'hospitalité :

— Avez-vous entendu cet anglais ? Encore un an, mais il n'y pense pas !...

Avant le diner, Foch avait demandé à se retirer. On l'attendait à son poste de commandement.

Devant Ypres la bataille redoublait de violence. Les attaques les plus folles, les plus acharnées viendront se briser devant les troupes du général Foch et du maréchal French. Les renforts arrivent de toutes parts. Comme sur l'Yser, les Allemands n'avanceront plus ni vers Dunkerque ni vers Calais. En moins de deux mois, ils auront sacrifié 120.000 hommes en vains efforts pour la conquête de ces deux villes.

Alors, fous de rage, les Allemands bombarderont sauvagement Ypres et Furnes. Le tour de Dunkerque ne tardera plus à venir...

La Station-Magasin et la D. E. S.

Pour ravitailler en vivres et en munitions cette formidable armée qui lutte de Nieupoort à La Bassée, le Ministre de la Guerre décide l'installation à Dunkerque d'une Station-Magasin et d'une Direction des Etapes et Services. Cette base militaire va comprendre une gare régulatrice pour le transport des troupes et l'évacuation des blessés, un centre d'approvisionnement pour 200.000 hommes et 60.000 chevaux, des services d'Intendance, de Santé, des grands parcs d'artillerie, du Génie et d'aviation etc...

Le port, avec son remarquable outillage moderne, ses darses, ses voies ferrées, ses hangars et entrepôts offrira une organisation matérielle idéale pour son fonctionnement.

Dans la première quinzaine d'octobre, tous les services s'installent. Le parc d'artillerie est près du phare. Le service le plus important, celui de l'Intendance, occupe plusieurs entrepôts et notamment l'immense hangar des Textiles. Le Service de Santé est au hangar de la C^{ie} des Bâteaux à Vapeur du Nord. Le matériel du Génie au mole 1.

Dès lors, d'immenses approvisionnements s'accumulent, sans cesse expédiés et sans cesse renouvelés. C'est par trains entiers et bateaux complets que l'on manutentionne les denrées de toute nature.

Le hangar aux Textiles est transformé en une immense boulangerie de campagne où 160 fours bâtis à fleur du sol et recouverts de

sable, cuisent nuit et jour. Là, 3.000 soldats des sections de C. O. A. (1) travaillent par équipes à faire 150.000 pains par jour. Une scierie mécanique y débite le bois nécessaire au chauffage des fours.

Sous le hangar, il y a toujours « trois jours de pain d'avance », soit près de « 450.000 boules » que l'on charge dans des wagons dont chacun peut contenir de cinq à six mille pains.

Sous les hangars s'empilent des stocks énormes de sacs de farine, de riz, de sel, de sucre, de café, de tabac, de boîtes de conserve, les tonneaux de vin succèdent aux fûts d'eau-de-vie.

Plus loin, surgissent des montagnes de balles de foin compressé, des milliers de sacs d'avoine, d'effarantes piles de caisses de cartouches, de fusées, d'obus de tous calibres, des millions de sacs à terre pour les tranchées et un immense matériel pour les travaux du génie.

Même au cours des bombardements — et ils seront nombreux — le travail ne cessera de régner dans cet immense dépôt. Les Allemands tôt informés de son existence essaieront en vain d'enrayer son activité.

En veut-on un exemple ? En janvier 1915 une bombe traverse la toiture du hangar aux Textiles, tue un soldat, en blesse deux autres et détériore plusieurs fours de la boulangerie. Morts et blessés sont immédiatement enlevés, les fours réparés sur-le-champ et le travail continue sans arrêt.

Jusque dans les premiers jours de novembre 1915, le ravitaillement des troupes, en viande, fut assuré avec le « singe », bœuf en conserve et la viande sur « pied ». C'est ainsi que trois transports amenèrent pour la garnison près de trois mille « bœufs et vaches » que l'on parqua dans les prairies de Saint-Pol transformées en parcs à bestiaux sous la surveillance d'étranges gardiens qui n'avaient rien des pâtres bucoliques. C'étaient des bouviers en képi rouge et en pantalons garance, parfois aussi en vestons et en pardessus, mais le képi était toujours là, accompagnant une baïonnette ou un énorme fouet.

En novembre, les troupeaux faméliques disparurent de la consommation pour faire place à la viande congelée. Le 22 novembre, un navire frigorifique entra dans la darse IV ayant dans ses cales 3.500 tonnes de bœuf congelé de provenance australienne représentant sept millions de rations. Des dispositions furent prises pour expédier vers le front 300.000 rations par jour. Les quartiers de bœuf enveloppés de toile d'emballage devinrent bientôt populaires aux armées et la population civile, pour épargner le cheptel national, ne tarda pas à être invitée à y goûter à son tour.

A une extrémité du hangar aux Textiles, un entrepôt frigorifique fut construit. Il pouvait conserver plus de 2.000 tonnes de viande. Tout d'abord exploité par les Anglais, il passa ensuite à l'Armée française et après l'armistice il servit à ravitailler les populations

civiles de toute la Région du Nord. Les services qu'il rendit furent considérables.

Pour protéger cette importante organisation contre la curiosité, la malveillance, les vols et aussi l'espionnage, le Gouverneur, dès les premiers jours, prit un arrêté interdisant la circulation sur le port sans être pourvu d'une carte spéciale délivrée à bon escient par la police ou la gendarmerie. Elle était renouvelable tous les quinze jours.

L'Etat-Major de la D. E. S. s'installa 10, rue Jean-Bart, sous les ordres du lieutenant-colonel Morier. L'installation de la Station-Magasin fut l'œuvre du sous-intendant Lachaze.

A cette date, un bon dunkerquois note sur ses tablettes : « Jadis nos rues étaient assez calmes, aujourd'hui l'on se croirait transporté dans un tout autre monde, nos trottoirs sont à peine suffisants à la foule qui circule, marins alliés, soldats belges, anglais, français. A chaque instant dans les rues principales des autos militaires passent à toute vitesse, éclaboussant les piétons et même les écrasant parfois ».

Rue de Lille se trouvait un parc de réparations d'automobiles. Le long du canal jusqu'à la porte de Bergues étaient rangés en files interminables des camions plus ou moins éclopés que de nombreux mécaniciens rafistolaient merveilleusement.

Des centaines de ces véhicules chargés du ravitaillement du front partaient chaque jour de la Station-Magasin emplissant les rues de leur lourd fracas. Des bélandres remplies de vivres et de munitions naviguaient silencieusement sur le canal de Furnes et des trains entiers partaient chaque nuit, surchargés de rations pour les troupes en campagne.

Dunkerque n'était plus qu'un vaste garde-manger et un immense arsenal, où 200.000 hommes puisaient quotidiennement tout ce dont ils avaient besoin.

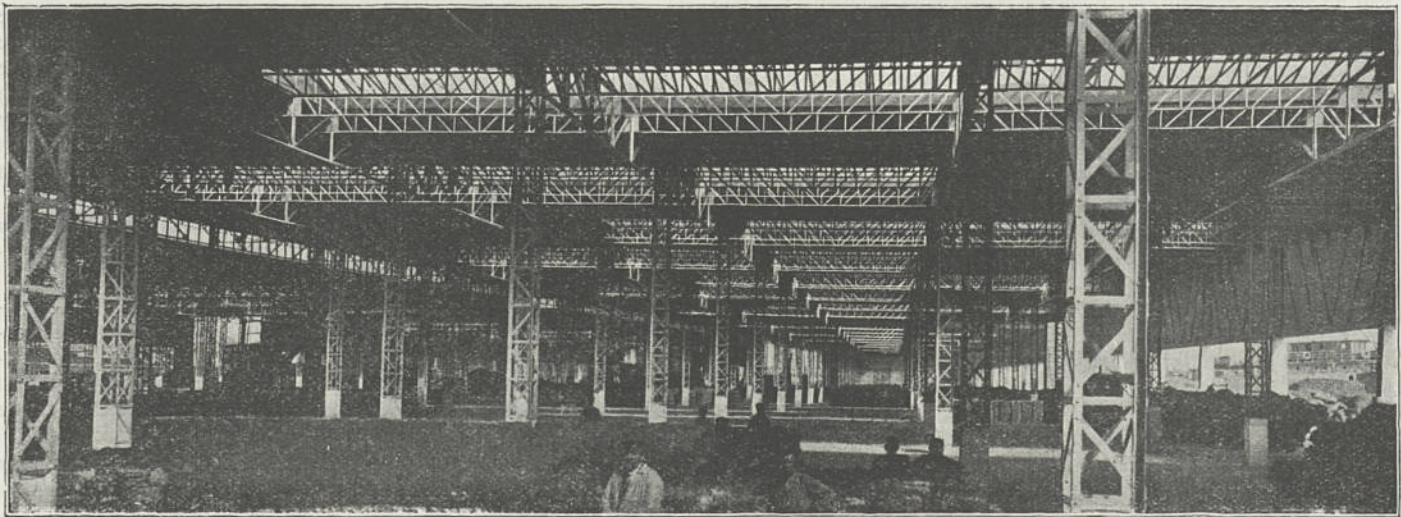
En mai 1915, au moment des premiers bombardements à longue portée, les stocks de munitions d'artillerie de la gare maritime sont expédiés à Coudekerque. Les munitions du parc-annexe sont évacuées sur Saint-Pierrebroucq, les wagons restant à Dunkerque sont séparés par des intervalles assez grands pour localiser au besoin les dégâts. Les services automobiles furent évacués sur Coudekerque et le reste de l'organisation de la Station-Magasin continua à fonctionner « paisiblement ».

Le Service de Santé et la Croix Rouge

Le 10 août 1914, toutes les formations sanitaires de la place étaient organisées et prêtes à recueillir des blessés. Les 2.300 lits prévus au moment de l'établissement du nouveau plan de mobilisation, c'est-à-dire en avril 1914, se trouvaient installés dans d'excellentes conditions.

D'autre part, l'Union des Femmes de France et la Société de

(1) C. O. A. : Commis et Ouvriers d'Administration.



L'intérieur du Hangar aux Textiles

Secours aux blessés militaires présidées par Mesdames Terquem et d'Arras, transforment en hôpitaux, dès les premiers jours de la mobilisation, la Crèche Alexis-Joffroy, la maison de Quillacq et l'Ecole Sainte-Marie. Le docteur Villette met à la disposition du Service de Santé sa clinique de Malo et le docteur Dewèvre, sa maison de santé de Petite-Synthe.

Les vieillards de l'Hospice sont évacués par les soins de M. Monteuis, vice-président de la Commission d'assistance et M. A. Ruysen, directeur, les femmes sur Gravelines et les hommes sur Bourbourg. Les bâtiments rendus libres sont aménagés en hôpital temporaire.

L'ensemble des hôpitaux est placée sous la direction du médecin-chef Beigneux qui restera à la tête de cet important service pendant toute la durée de la guerre.

Dans ces formations sanitaires se dévouèrent inlassablement de nombreuses dames et jeunes filles des meilleures familles de la ville. Il faut rendre hommage à l'abnégation de ces infirmières bénévoles dont beaucoup avaient suivi dès le temps de paix les cours spéciaux des sociétés de la Croix-Rouge et qui secondèrent admirablement le personnel militaire.

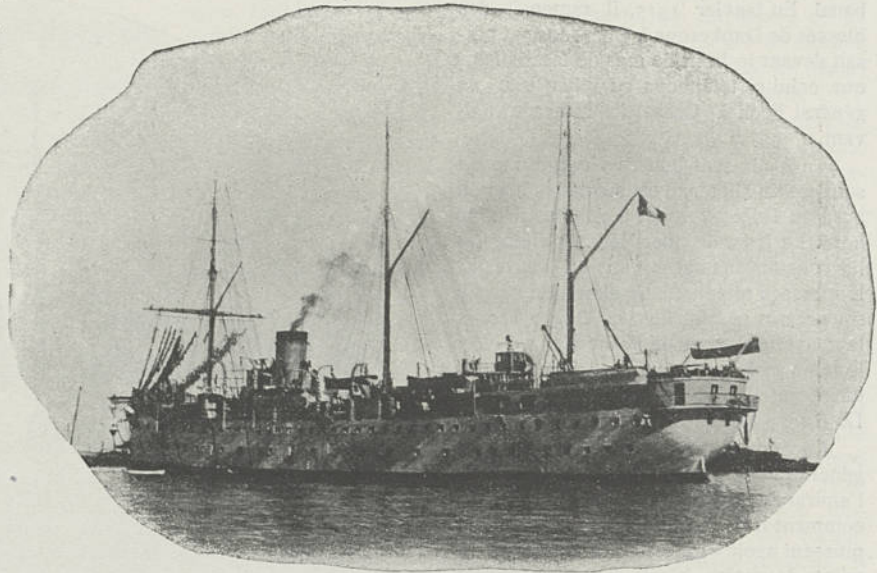
Le docteur Beigneux, homme énergique, avait fait une grande partie de sa carrière militaire à Madagascar sous les ordres directs du général Galliéni. Sous un pareil chef il avait montré ses grandes qualités d'organisateur. Il devait à nouveau en faire preuve à Dunkerque, au milieu de difficultés, sans cesse renaissantes.

Du 8 août au 15 octobre, les ambulances fonctionnèrent comme en temps de paix, recevant les malades de la garnison.

Bientôt, arrivèrent les premiers blessés évacués des villes menacées par l'avance allemande, Lille, Douai, Cambrai, Arras, puis les malades et blessés des troupes alliées de passage dans le camp retranché.

Dans les premiers jours d'octobre, les écoles, occupées par le Service de Santé, sont rendues libres pour la rentrée des classes, mais il faut bientôt en réoccuper pour recevoir les blessés belges évacués après la chute d'Anvers. Ceux-ci, au nombre de plusieurs milliers, sont admis dans les hôpitaux mais les plus nombreux, après les pansements sommaires, sont dirigés vers Calais ou l'Angleterre.

A ce moment, les conditions de transport par chemin de fer



Le Duguay-Trouin avant sa transformation en Navire-Hôpital

étaient tout à fait contraires aux principes de l'aseptie. Les blessés se trouvaient entassés bien souvent dans des wagons à marchandises, leurs plaies achevaient de s'y infecter. Le serum antitétanique menaçait de faire défaut, les voitures sanitaires pour les blessés étaient en nombre insuffisant et mal suspendues.

Comme chef du Service de Santé de la Place, le médecin principal Beigneux sut rapidement remédier aux déficiences de l'organisation et obtenir d'importantes réserves de médicaments et de pansements qui lui permirent de parer aux événements. Le service chirurgical fut grandement amélioré.

A l'hôpital civil de Dunkerque, presque complètement militarisé, les docteur Duriau, médecin-chef et le D^r Ruysen, chirurgien-chef à l'hôpital civil de Dunkerque, se consacrèrent également à cette tâche avec une rare abnégation.

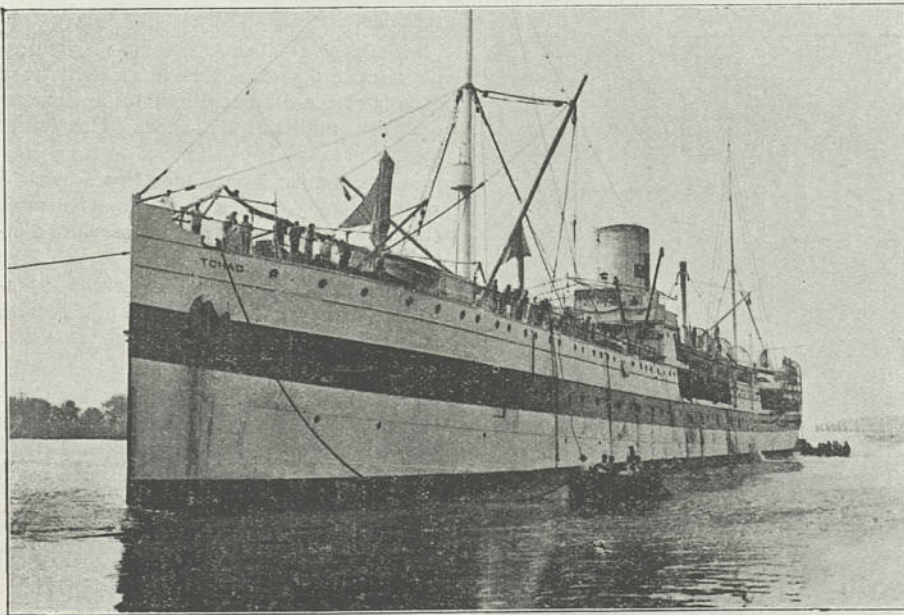
Pendant la tragique bataille de l'Yser, les blessés arrivent jour et nuit en grand nombre, jusqu'à 2.000 par jour, beaucoup en guise de pansements n'ont que le pansement individuel du champ de bataille. Devant cette affluence, il faut ouvrir de nouveaux hôpitaux et réquisitionner des lits partout. Bientôt, le nombre de formations sanitaires s'élève à trente-deux avec six mille lits. Deux nouvelles ambulances d'évacuation et de triage sont installées à la gare des marchandises.

Le 28 octobre, la Caserne Jean-Bart est à son tour transformée en hôpital.

Les grands transports de troupes par voie ferrée rendent les évacuations de blessés très lentes. On a recours alors aux navires-hôpitaux pour dégager les formations sanitaires.

Pour la première fois, les 24 et 26 octobre, deux navires-hôpitaux, le Duguay-Trouin et la Bretagne gagnent Cherbourg avec 1.200 blessés. Afin d'activer l'évacuation, l'Amirauté Britannique met à la disposition du médecin-chef de la Place trois navires. Ils sont bientôt remplacés par cinq navires français spécialement aménagés. Au cours d'une quarantaine de voyages entre Dunkerque et Le Havre-Rouen, ils emportent près de 32.000 blessés. L'évacuation par mer ne cessera qu'en mars 1915, au moment où les navires-hôpitaux sont remis à la disposition de la Marine pour l'armée d'Orient.

Notons en passant que le Duguay-Trouin fut le héros involontaire d'un incident peu



Le navire-hôpital Tchad

banal. En janvier 1915, il ramenait des blessés de Dunkerque à Cherbourg et passait devant le front de mer de Calais lorsque celui-ci téléphona au plus vite au général Foch à Cassel le message suivant :

« A dix-sept heures vingt-et-une un sous-marin allemand est signalé le long du bord du *Dugay-Trouin*, à 7 milles dans le nord. Le front de mer, les torpilleurs et les sous-marins ont été mis en alerte. Et le message téléphonique ajoutait : «... Le sous-marin se détachant du *Dugay-Trouin* la nouvelle batterie du Blanc-Nez a ouvert le feu à 17 h. 45, tiré cinq coups de 100^m encadrant l'objectif qui plonge aussitôt. Le *Dugay-Trouin* a continué sa route... »

Au reçu d'une pareille nouvelle, le général Foch fit immédiatement mander l'amiral Favereau à Cassel et lui demanda comment il se faisait que des sous-marins puissent avoir « un colloque avec nos bâtiments de guerre, hôpitaux ou non, et cela à la barbe du canon de la Place... »

L'amiral Favereau émit quelques doutes sur l'authenticité du fait car le Commandant du navire n'avait rien signalé. L'enquête confirma cette opinion. Bientôt l'on apprit que le front de mer de Calais avait bien vu un sous-marin dont on n'apercevait que le kiosque mais l'accostage et le colloque n'étaient qu'une illusion exagérée...

On devine sans peine la teneur des « observations » qui descendirent par la voie hiérarchique jusqu'aux observateurs du front de mer de Calais.

Mais revenons au Service de Santé.

A la fin de novembre 1914, au moment où les blessés arrivent en masse dans toutes les formations, les Sociétés de la Croix-Rouge anglaise installent à Malo et à Rosendaël une série de sept petites formations qui rendirent d'appréciables services. Le personnel comprenait des nurses, des infirmiers et des médecins anglais, qui soignèrent près de trois mille blessés.

Grâce aux dispositions habilement prises, le service sanitaire marchait d'une façon normale lorsqu'en novembre la fièvre typhoïde fit son apparition dans les troupes devant Dunkerque et étendit brusquement ses ravages notamment dans le 9^e corps d'armée.



Ambulances automobiles de la Croix Rouge anglaise arrivant à Dunkerque

L'Hôpital de Zuydcoote, puis l'Hospice des Vieillards et celui des Petites Sœurs des Pauvres sont alors encombrés de contagieux.

En toute hâte, le médecin-chef et le maire prennent des mesures de prophylaxie sévères pour éviter que l'épidémie se propage dans la population dunkerquoise. Les troupes contaminées venues en repos dans le camp retranché furent rigoureusement isolées. Les vaccinations antityphoïdiques se multiplièrent.

On construisit des baraquements à Zuydcoote, dans la cour de la Caserne Jean-Bart, sur l'Esplanade, dans la cour de l'Hôpital à Rosendaël et le nombre des malades sera tel que dans l'ensemble des formations il ne reste parfois guère plus d'une centaine de lits de disponibles.

Enfin, après des réclamations instantes, des hôpitaux pour contagieux sont installés en janvier 1915 à Bourbourg et à Gravelines.

Au total, dix mille typhoïdiques et deux mille contagieux divers furent soignés au cours de cette période. Il convient de citer ici le nom du docteur Duriau qui se dévoua volontairement pour assurer le traitement à l'hôpital civil de Dunkerque des soldats atteints de la fièvre typhoïde.

L'offensive allemande avec gaz asphyxiants qui se déclancha le 21 avril 1915 dans la région d'Ypres, fit affluer à Dunkerque des milliers d'hommes blessés et « gazés ».

L'attaque par les gaz que l'on a déclaré souvent avoir été une surprise complète avait été cependant signalée par nos services d'informations.

C'est ainsi que vingt jours avant la première offensive par les gaz, une note secrète du 2 avril 1915 que j'ai eue sous les yeux, disait :

«... Il faut s'attendre à ce que les Allemands emploient bientôt contre nos soldats dans les tranchées, des gaz asphyxiants et des matières dangereuses contre lesquelles on fera bien de se prémunir... »

Douze jours après, un bulletin secret du service de renseignements belge apportait ces précisions :

«... Les Allemands font confectionner d'urgence à Gand 20.000 couvre-bouches en tulle que les soldats porteront pour se proté-



Infirmières ravitaillant les blessés d'un train sanitaire en gare de Dunkerque

ger contre les gaz lourds asphyxiants que les Allemands se proposent de chasser vers les lignes notamment au XXV^e C. A. A. (région Ypres) (1).

Le 22 avril, les Allemands employaient les gaz dont l'effet fut fort meurtrier pour les troupes alliées.

Trois jours après, l'intendant militaire français Delteil arrive à Dunkerque, se présente chez le Maire et lui annonce qu'il vient « réquisitionner les femmes de Dunkerque » pour confectionner sur-le-champ des masques pour les soldats !... La mesure inutile fut évitée. En moins de trois jours les élèves des écoles libres et communales et le personnel de l'Usine Dickson-Walrave réussirent le tour de force de confectionner quarante-huit mille baillons couvre-bouches. Ils furent expédiés sans retard au front.

Au 30 avril 1915, à l'heure où commencent les bombardements à longue portée, plus de cent quarante mille blessés ou malades ont été soignés et évacués par Dunkerque, près de cinquante-deux mille ont séjourné dans les hôpitaux. Hélas, deux mille cinq cents d'entre eux y sont morts de leurs blessures en dépit des soins les plus vigilants.

Particularité assez imprévue, le bombardement régulier de

Dunkerque par avions et par canons amène un calme relatif dans le fonctionnement des hôpitaux du camp retranché. Tous les malades et blessés transportables sont évacués sur l'arrière. Les formations sanitaires devenues disponibles sont supprimées, d'autres « mises en réserve ». Le nombre de lits, de 6.000, redescend à 2.500.

Au cours des nombreux bombardements des centaines de blessés civils, la plupart grièvement atteints, furent hospitalisés et les salles mortuaires des hôpitaux recueillirent plus de 200 cadavres.

A la demande de l'Administration municipale, des postes de secours placés sous la direction de médecins avec des équipes de brancardiers et de voitures d'ambulance sont organisés dans différents quartiers de la ville.

Bombes et obus n'épargnèrent pas les bâtiments sanitaires, nous en verrons les principaux dégâts au chapitre douloureux des bombardements.

Parmi les plus lamentables, signalons celui de l'Hôpital de Zuydcoote où sept infirmiers furent tués, un officier et huit infirmières blessés et celui particulièrement effroyable du pavillon de la Maternité à Rosendaël.

**

En juillet 1917, lorsque la 1^{re} Armée déclancha une offensive dans les Flandres, le service médical est à peine réorganisé que les hôpitaux reçoivent à nouveau des milliers de blessés. Au moment des offensives, la Direction des Etapes et Services disposait de vingt-trois trains sanitaires. Ces trains ne devaient pas stationner en gare de Dunkerque plus de cinquante minutes au maximum. Dans ce bref laps de temps, il fallait ravitailler et parfois panser les blessés, faire descendre ceux dont l'état était inquiétant et embarquer les blessés transportables provenant des hôpitaux du camp retranché.

(1) Archives de la Sect. Hist. du Minist. de la Guerre.

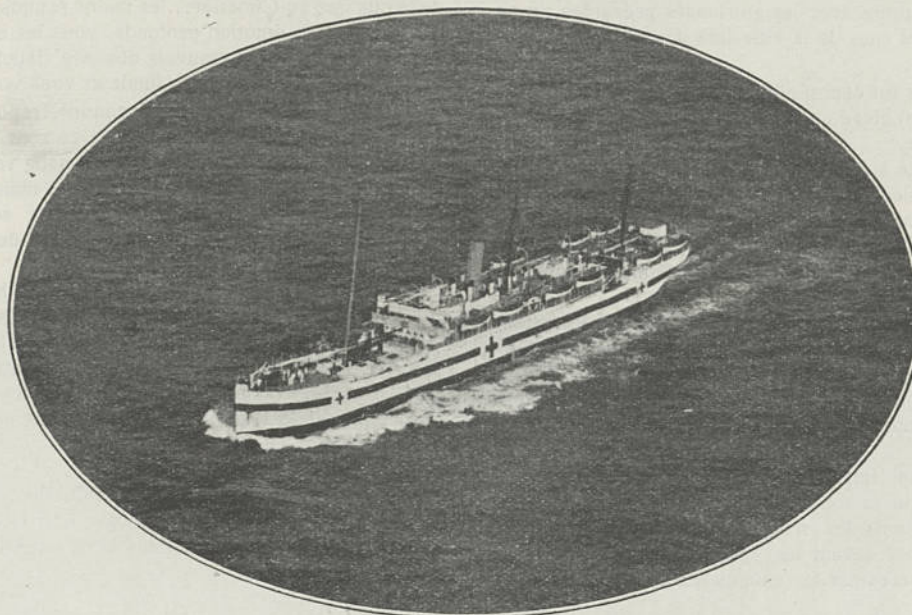
En mars 1918, au moment de la suprême alerte qui inquiéta Dunkerque, les services sanitaires de la gare régulatrice, les officiers, infirmières et infirmiers de Rosendaël, de Zuydcoote et de l'hôpital chirurgical reçurent, le 30 mars au soir, l'ordre du Grand Quartier Général de se replier immédiatement sur Mantes. Le départ s'effectua par train spécial le 31 mars, à deux heures du matin.

Le service médical de la Place sous la direction du médecin-chef Beigneux resta en fonction et se hâta de se rendre dans les formations sanitaires abandonnées où malades et blessés étaient vivement impressionnés par ce départ précipité.

Six semaines après, pendant la bataille du Mont Kemmel, les blessés affluent à nouveau en grandes quantités. Les hôpitaux sont toujours là mais le personnel évacué vers Mantes fait défaut. Le Gouverneur met aussitôt à la disposition du Service de Santé de la Place deux cent territoriaux, peu à peu arrive un détachement d'infirmiers militaires.

Toutes les ambulances sont dévouées et en quatre jours du 1^{er} au 4 mai reçoivent près de trois mille blessés. La grippe commence à faire son apparition emplissant les formations de malades. Il faut alors prendre dans les corps de troupes quelques rares médecins pour assurer les Services dont la situation devenait critique. A Gravelines, il n'y a que deux médecins pour 500 blessés, à Bergues un médecin pour 300 lits, à l'hôpital de Malo un médecin pour 250 lits !

Peu à peu, grâce au dévouement de tous, les hôpitaux recommencèrent à fonctionner normale-



Navire-Hôpital en rade (photo prise en avion)

ment. En octobre 1918 la retraite allemande éloigna enfin la ligne de combat. Les hôpitaux de Dunkerque cessèrent dès lors de jouer un rôle de premier plan dans la bataille.

**

Le 1^{er} janvier 1915, la municipalité dunkerquoise avait eu la délicate pensée de faire distribuer à tous les soldats en traitement dans les hôpitaux de la ville du chocolat, des oranges et autres douceurs, le tout dans des paquets portant l'inscription « Avec les meilleurs vœux de la ville de Dunkerque et ses souhaits de prompt rétablissement... »

Ce furent les dames de la ville qui se chargèrent fort aimablement d'en faire la répartition. Chaque année jusqu'en 1918 de semblables distributions eurent lieu pour la Noël.

Les Cimetières militaires

Mais toutes les blessures n'étaient pas guérissables et le Maire disait au Conseil Municipal en décembre 1914 : « ... convaincu de répondre à votre sentiment unanime, l'Administration Municipale a décidé de créer au cimetière trois concessions perpétuelles dans lesquelles seront réunis par nationalités, Français, Anglais et Belges tombés côte à côte pour la défense de notre territoire ».

En termes émouvants, M. Terquem avait écrit à M. de Broque-

ville, premier ministre de Belgique et à M. Philipp Sarell, consul britannique pour leur faire part de cette pieuse décision (1).

De son côté le Consul Britannique écrivit au Maire qu'il informerait son Gouvernement de la décision de la Ville et remercia du don de cette concession où, disait-il, « dormiront leur dernier sommeil les soldats Anglais qui sont venus soutenir à côté de vos héroïques compatriotes la lutte de la Civilisation contre le barbarisme... »

Dès la fin d'août 1914 les premières tombes militaires firent leur apparition au cimetière. Au moment des grandes offensives il y eut jusqu'à quarante inhumations par jour. Chaque matin de bonne heure l'on voyait passer les tristes cortèges, un soldat portant la croix et un prêtre précédant une file d'humbles corbillards avec les cercueils recouverts du drapeau national, une délégation de soldats et quelquefois — rarement — une famille éplorée venait ensuite...

Sur les tombes soigneusement entretenues par les services municipaux, les enfants des écoles communales vinrent le 14 juillet 1915 déposer des couronnes de fleurs artificielles. Elles avaient été confectionnées à l'école de couture avec les guirlandes préparées un an auparavant pour décorer les rues de la ville lors de la visite du Président de la République.

Une gerbe de ces fleurs fut déposée le même jour sur la place de la République au monument élevé en 1906 à la mémoire des Dunkerquois morts pour la France.

Dans une lettre adressée à M. Poincaré, M. Terquem écrivait :
«... Demain, à l'occasion de la Fête Nationale, ces couronnes » seront déposées par les mains pieuses de nos enfants sur les tombes des soldats Anglais, Belges, Français, tombés au champ d'honneur et qui dorment maintenant leur dernier et glorieux sommeil dans notre cimetière communal.

« Nos petits écoliers avaient fabriqué ces fleurs à votre intention. » C'est en votre nom, Monsieur le Président, qu'elles seront offertes à nos chers morts... »

Le Président de la République répondit au Maire de Dunkerque par la magnifique lettre autographe dont on trouvera plus loin la reproduction.

Le 2 novembre 1915, une imposante cérémonie se déroulait malgré la pluie. Le Gouverneur et son état-major, le Maire et le Conseil municipal, des délégations des troupes du camp retranché et des écoles allèrent s'incliner devant les tombes des soldats alliés ornées de couronnes préparées par les enfants des écoles. Au milieu

de la nécropole un monument funéraire haut de six mètres avait été érigé, décoré de drapeaux et de palmes. On y lisait cette brève et tragique inscription : « Aux soldats morts pour la patrie. »

Désormais ces patriotiques pèlerinages se renouvelleront en maintes circonstances, fêtes de la Toussaint, du Nouvel An, 14 Juillet, etc. et la population recueillie accompagnera les enfants des écoles sur les milliers de tombes de soldats morts pour la France.

A la veille de la Fête Nationale, en 1916, M. Terquem fit donner lecture dans toutes les écoles de la ville d'une émouvante lettre qu'il adressait aux élèves et dans laquelle il disait notamment :

«... Vous avez songé à ceux qui, pour la défense de notre Flandre dorment ici de leur dernier sommeil et sont tombés loin de leur famille, loin de leurs amis.

« Vous avez voulu, l'an dernier, au 14 Juillet et à la Toussaint, » montrer qu'ils reposaient dans une terre hospitalière et vous » avez fleuri leur tombe.

« Mes enfants, demain vous répéterez pieusement le même geste. Vous irez au Cimetière, les mains remplies de fleurs ; avec respect, avec une émotion profonde, vous les déposerez sur la sépulture de ceux que le mauvais destin a fauchés avant d'avoir vu luire le soleil de la victoire finale et vous vous direz :

« Ailleurs, en des endroits inconnus, reposent, souvent encore » sous la mitraille, d'autres soldats : ce sont nos pères, nos frères, » nos parents, tous unis par le lien du sang versé pour la France.

« Personne ne fleurira leur sépulture, mais notre pensée s'élève » vers eux et en fleurissant la tombe des soldats de Dunkerque, » nous rendons hommage à tous les soldats de France, de Belgique » et d'Angleterre....

«... Enfants de Dunkerque, dans la Paix heureuse qui suivra la » Victoire, gardez le souvenir profond de tous les Français, de tous » les alliés tombés pour la cause de la liberté, de l'honneur et du » droit, tombés pour acquérir à votre génération le droit de vivre » et de travailler dans l'indépendance, et, leur ayant rendu hommage, prenez la résolution virile de vous montrer dignes d'eux, » dignes de leur sublime sacrifice. »

A la fin de 1919 les cimetières militaires de Dunkerque renfermaient les tombes de 2.744 Français, 176 Belges, 450 Anglais, 17 Américains, 11 Russes, 6 Italiens et de 95 Allemands.

(1) Voici la lettre du Maire, adressée, au baron de Broqueville, le 23 octobre 1914 :

« Monsieur le Président du Conseil,

« Notre situation, immédiatement à l'arrière des vaillantes troupes alliées qui combattent avec tant d'héroïsme pour la libération de nos territoires et le triomphe de la Civilisation, va amener, dans nos hôpitaux, un grand nombre de blessés très grièvement atteints et il y a lieu de s'attendre à de nombreux décès.

« L'Administration Municipale a pensé que la Ville de Dunkerque devait, pieusement, recueillir les corps de ceux qui succomberont chez elle. Aussi vient-elle de décider de réserver dans le cimetière communal, trois concessions perpétuelles dans lesquelles dormiront, côte à côte, de leur dernier sommeil ceux qui, côte à côte aussi, firent jusqu'à l'ultime sacrifice, leur devoir, sur le champ de bataille.

« La Ville de Dunkerque, Monsieur le Président, donne à la Belgique le coin de terre où seront réunis les corps de ses enfants. Peut-être vos chers morts auront-ils, ainsi, l'illusion que le cruel destin ne les a pas séparés de leur Patrie bien-aimée.

« Veuillez agréer, etc... »

Le même jour le Président du Conseil des Ministres de Belgique, alors installé à l'Hôtel de Ville de Dunkerque, répondait en ces termes :

« Monsieur le Maire,

« J'ai été touché plus que je ne pourrais le dire par la lettre émouvante dans laquelle vous m'annoncez que la Municipalité de Dunkerque a décidé de réserver une place spéciale dans le cimetière de la Ville aux soldats tombés sur cette ligne de l'Yser qui est depuis près d'une semaine déjà le théâtre d'une lutte si sanglante. Votre Ville gardera précieusement j'en suis sûr, les tristes témoignages de la glorieuse confraternité d'armes qui unit tant de braves dans une même destinée. L'Armée du Roi Albert a réussi jusqu'ici à préserver de loin Dunkerque du sort que tant de nos belles villes flamandes ont éprouvé de la part des barbares qui nous font une guerre d'extermination. La pieuse pensée que vous avez eue de laisser sur cette terre française un témoignage durable des combats de ces journées sera pour notre armée et pour les parents de ceux qui sont tombés une consolation et un réconfort.

« Que Dieu donne à ceux qui dormiront dans le cimetière de Dunkerque la récompense qu'ils désirent : la Libération du territoire français et belge et pour la Patrie qu'ils ont si noblement servie, la Paix dans l'Honneur et la Justice.

« Veuillez agréer, etc... »





La Salle des Fêtes de la Mairie de Malo transformée en hôpital militaire



Les premières tombes militaires au Cimetière (1^{er} Novembre 1914)



Les tombes des soldats ornées avec des fleurs en papier exécutées par les élèves des écoles

PRÉSIDENTIE
DE LA
RÉPUBLIQUE

Paris, le 15 juillet 1915

Mon cher maia,

Votre lettre m'a profondément émue
et je vous prie de remercier les enfants
de Dunkerque de leur si vive pensée.

Les quitaudes qu'ils avaient préparées
l'année dernière à mes intentions et
que mes v'avez pu disposer sur mes br.
taps, et le honneur d'ap' que de mes v'avez
de Russie, trouvent aujourd'hui le plus
votre emp'oi, et le plus patriotique, si, dans
fouées en couronnes, elles ornent les tombes
des soldats français et alliés.

Je suis très touché que les enfants de
Dunkerque aient voulu, en leur nom,

cet hommage à nos glorieux morts.

Chaque fois que je suis allé à Dun-
kerque, depuis le début de la guerre,
la vaillante population de la ville m'a
remercié, par sa chaleureuse accueil, qu'aucun
c'œuvre ne pouvait l'oublier et qu'elle
était animée d'une ardente confiance en
la victoire. En attendant que j'ai l'oc-
casion de lui apporter, de nouveau, l'ex-
pression de ma vive sympathie, je vous
prie, mon cher maia, de recevoir, avec
mes remerciements, mes meilleurs souvenirs.

Ducloux

LE BILAN DES BOMBARDEMENTS

Le 15 Octobre 1914, l'on enregistre le passage d'un premier avion allemand au-dessus de la ville.
La dernière alerte contre un raid aérien fut donnée le 4 Novembre 1918.
Au cours de cette période, Dunkerque et son Camp retranché ont enregistré :

Nombre de Bombar- dements	NATURE des BOMBARDEMENTS	NOMBRE de PROJECTILES	VICTIMES			
			Population Civile		Militaires	
			Morts	Blessés	Morts	Blessés
	(300 ALERTES SANS BOMBARDEMENTS)					
175	Bombardements par Avions	5.022 bombes ou torpilles	196	269	248	613
43	Bombardements par Canons	445 obus de 380 ^m / _m	61	60	60	120
4	Bombardements par Destroyers	1.360 obus (1) de 88 ^m / _m	2	7	5	23
1	Bombardement par Zeppelin	11 bombes de 100 k.	3	9	»	»
223	Bombardements.	6.838 projectiles	262	345	313	756
			Total Général {		575 morts 1.101 blessés	

(1) 495 obus seulement ont été repérés.

LES BOMBARDEMENTS PAR AVIONS

Cent soixante-quinze bombardements.

Plus de cinq mille bombes ou torpilles.

Des centaines de morts et de blessés.

Tel est pour le camp retranché de Dunkerque le bilan des bombardements par avions seulement.

Au seuil d'un martyrologue aussi émouvant, devant ces victimes et ces ruines, au spectacle de ces deuils et de ces angoisses, si vaillamment supportés par toute la population dunkerquoise, l'historien se sentira toujours impuissant à dépeindre ses sentiments d'affliction et d'admiration.

Dans une série de tableaux récapitulatifs, hélas trop longs, nous avons essayé de mentionner tous les bombardements. Il nous a fallu renoncer à retracer heure par heure ces événements tragiques et nous borner à en relater les principaux épisodes.

Au fur et à mesure que l'aviation ennemie développait ses méthodes d'attaques et sa puissance destructive, la D. C. A. perfectionnait son organisation. Tâche ardue, ingrate et difficile où tout était à créer, tout à obtenir — souvent péniblement — des grands états-majors et du Gouvernement lui-même.

L'historique des bombardements du camp retranché de Dunkerque est intimement lié à celui de l'âpre lutte menée pour l'organisation de la défense contre avions.

Nous allons en retrouver les phases mouvementées, parfois épiques dans les pages qui vont suivre :

Le 15 octobre 1914, vers midi moins le quart, le premier avion allemand apparut dans le ciel dunkerquois. Il se tenait prudemment à 1.000 mètres d'altitude.

Ce premier « ennemi volant » obtint un grand succès de curio-

sité. Presque toute la population sortit dans les rues pour l'examiner pendant que de tous côtés, dans les casernes et sur la voie publique, les soldats tiraillaient vainement dessus.

L'avion — si ce n'était le même, c'était sûrement un de ses frères — revint encore les 18, 23 et 24 octobre. Chaque fois, la garnison le salua, sans émoi, de multiples feux de salves dont les projectiles ne réussirent qu'à abattre les glaces de la devanture d'un droguiste de la rue Neuve. Celui-ci eut ainsi le peu enviable privilège d'être le premier dunkerquois à s'inscrire au registre des dommages de guerre.

L'Autorité militaire se rendit compte alors que ces fusillades inopérantes pouvaient devenir dangereuses pour la population et ordre fut donné aux troupes de ne plus tirer après les avions.

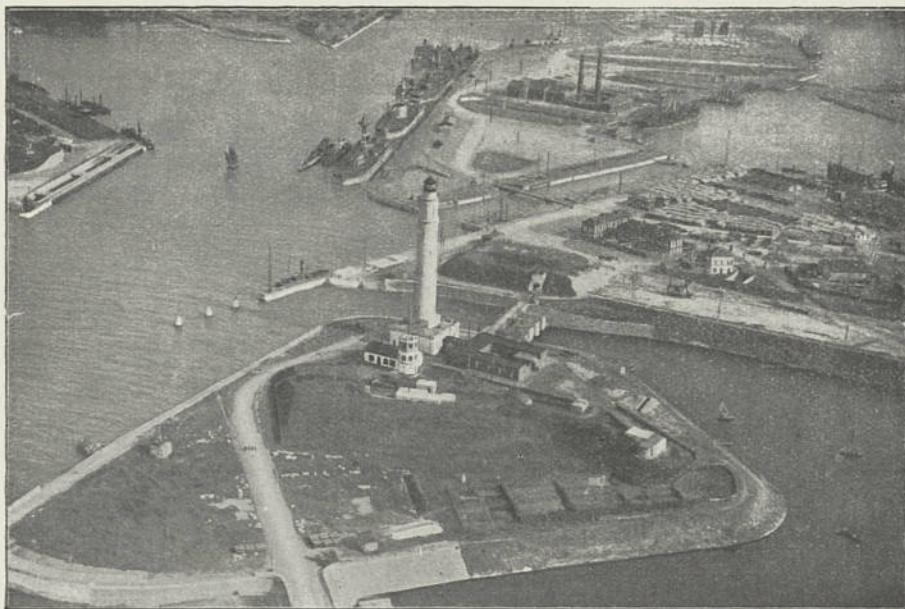
Le 28 octobre, un « taube » arrive au-dessus de la ville vers une heure de l'après-midi et lâche deux bombes à proximité de l'Hôtel de Ville où se trouvait le gouvernement Belge. L'une explose rue du Collège, chez M. Guérin, plombier ; l'autre, sur le trottoir de l'Institut Fénelon, rue Faulconnier.

Dunkerque venait de recevoir le baptême du feu de la nouvelle guerre.

A la première explosion, une jeune femme de 24 ans, habitant une maison voisine, se met à la fenêtre « pour voir ce qui se passe ». Fatale curiosité. Au même moment la seconde bombe éclate, un schrapnell l'atteint à la tête. Elle est tuée. Un jeune vendeur de journaux de 12 ans, qui comptait sa recette sur le bord d'une fenêtre est blessé à la nuque et meurt à l'Hôpital.

Devant le cadavre de l'enfant une femme en pleurs dit :

— Ce n'est plus de la guerre, c'est du crime.



L'Avant-Port et le Phare de Dunkerque
(A l'arrière-plan l'on aperçoit un groupe de monitors)

La bombe creusa dans le sol un trou n'ayant pas soixante centimètres de diamètre. Une foule énorme alla voir les « rues bombardées » où la troupe dut établir un service d'ordre. Les vitriers, appelés de tous côtés, remplacèrent rapidement les nombreuses vitres pulvérisées. Par la suite l'on renonça aux services de ces braves artisans dont le travail ressemblait trop à la tapisserie de Pénélope.

Le 17 décembre, dans la matinée, un aviateur allemand eut un geste chevaleresque, mais intéressé, en laissant tomber sur Petite-Synthe un paquet contenant des lettres d'aviateurs français fait prisonniers (avec quelques mots rendant hommage à leur vaillance) et aussi une lettre d'un colonel prussien exprimant le désir de connaître l'endroit où était inhumé son fils tué dans les environs de Soissons.

L'année 1914 se termina de tragique façon. Le 30 décembre, cinq avions lançant vingt-deux bombes sur Dunkerque et les communes environnantes. Il y a 24 morts, 40 blessés. C'était un jour de marché. Sur la place Jean-Bart, marchandes et clientes s'enfuirent dans les maisons voisines. Cependant, la plupart des victimes furent atteintes dans les rues alors qu'elles examinaient les évolutions des avions, sans se rendre compte du danger.

Dans une maison, un plafond s'écrouta sur un mort étendu dans son lit. Dans une rue, un jeune garçon, qui s'en allait au catéchisme, eut un pied arraché qu'on ne retrouva point.

Dunkerque et Rosendaël firent, en présence de toutes les notabilités civiles et militaires, des obsèques solennelles à leurs concitoyens. A Dunkerque, douze cercueils étaient rangés dans une chapelle ardente aménagée dans une salle du Musée. Une compagnie d'infanterie, 25 gendarmes et 30 agents de police rendaient les honneurs et assuraient le service d'ordre. L'Eglise Saint-Eloi, tendue de noir, fut trop petite pour contenir toute l'assistance. Dans la foule, de nombreuses personnes pleuraient. Au cimetière, M. Terquem, maire, prononça un émouvant discours.

Après avoir rendu hommage aux victimes l'on s'empressa de prendre des mesures pour essayer de protéger les vivants et

la ville car il est désormais évident que ce raid sanglant allait être suivi de beaucoup d'autres.

Le guet et les sirènes

Tout d'abord, il fallait être averti aussi rapidement que possible de l'arrivée des appareils ennemis.

Dès le 31 décembre 1914, le Gouverneur décide de créer un service de guet sur la Tour Saint-Eloi et sur le beffroi de Bergues. Les guetteurs sont fournis par le 1^{er} régiment d'artillerie à pied. Ils doivent prendre des mesures pour essayer de protéger la ville et les habitants et signaler « spécialement les avions, dirigeables et ballons ennemis. »

Désormais, en cas de danger, le drapeau bleu et blanc sera hissé sur la Tour, le tocsin sonnera quatre coups à 15 secondes d'intervalles et pour les gens qui n'auront ni vu le drapeau, ni entendu le tocsin, le canon entrant en action restera le suprême avertissement.

L'expérience d'une demi-douzaine de bombardements montra, en janvier 1915, que ces signaux d'alarme, même accompagnés de la sonnerie des cloches des églises, étaient nettement insuffisants. Ils avaient besoin d'être renforcés. Ils le furent au lendemain même du premier bombardement de nuit.

Le 29 janvier, le Gouverneur, d'accord avec l'Administration municipale, prend un arrêté avertissant la population que tout éclairage visible doit être supprimé dès huit heures du soir (1) et qu'à

(1) Le 30 mars 1915, le général Eydoux invitera les pilotes des escadrilles de Saint-Pol à vérifier au cours de leur sortie de nuit si l'apomération dunkerquoise reste éclairée pendant la nuit.

Le soir même, à vingt-et-une heures, l'aviateur Garros s'en va survoler Ostende et dans son rapport on lit :

«... D'une façon générale, il est inexact que Dunkerque soit « très éclairé » et se « voie de très loin ». Par comparaison, il n'y a certainement pas plus de lumière à Dunkerque qu'à Ostende. Il y a un peu plus de points lumineux à Malo et à Saint-Pol qu'à Dunkerque même.

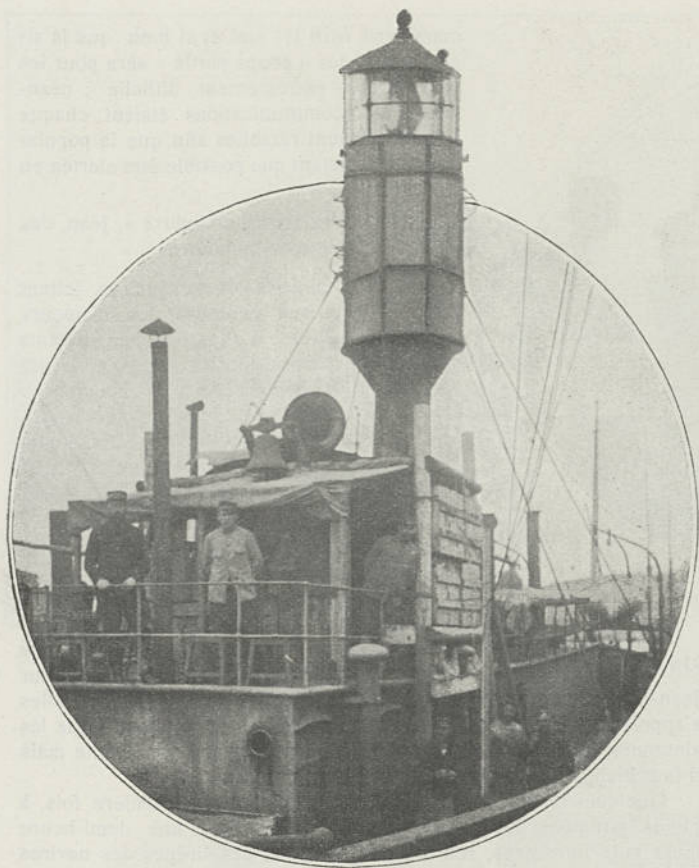
J'estime sans certitude que les points lumineux de Malo et de Saint-Pol se voyaient hier à travers une légère brume de 15 à 20 kilomètres. J'ai vu les premières leurs d'Ostende à partir de Nieupoort... »

(Signé) : GARROS.

(Arch. du Minist. de la guerre. Sect. Hist.)



Le coup-d'œil qu'offrait la ville aux aviateurs allemands
(Vue prise à mille mètres d'altitude)



La Sirène du Bateau-Feu

dater de ce jour la venue des avions ou aéronefs ennemis sera signalée : par le tocsin, par le drapeau aux couleurs de la ville arboré sur le sommet du beffroi et par une sirène de brume fonctionnant par séries de trois coups.

Dans le port se trouvaient alors inutilisés deux bateaux-feu servant en temps de paix à l'éclairage et au balisage des bancs de Flandres. Ces pontons ventrus aux flancs peints de larges bandes horizontales rouges et noires possédaient de puissantes sirènes de brume.

L'un des bâtiments vint s'emboîser au fond du bassin du Commerce. On le relia téléphoniquement avec le service de guet de la Tour, une équipe de « siréneurs » (1) s'installa en permanence à bord et l'appareil fut bientôt prêt à marcher à la moindre alerte.

La population se montra fort préoccupée de distinguer la sirène de brume de celle des navires évoluant dans le port. Chaque fois qu'un bateau faisait fonctionner sa sirène, toutes les oreilles se tendaient. On comptait les coups, y en avait-il deux ? on restait là, le souffle suspendu dans l'attente du troisième, prêt à descendre à la cave.

En décembre 1915, l'Administration municipale songe à renforcer le système d'alerte par sirène.

Dans le quartier de la Basse-Ville notamment, lorsque les vents sont contraires, l'on entend assez difficilement la sirène de brume. Le Maire voudrait pouvoir faire relier celle-ci avec les sirènes des grandes usines mais — ô surprise — il se heurte à l'opposition du Gouverneur. La théorie du Général est que la sirène énerve la population.

(1) Encore un néologisme né de la guerre.

Pour vaincre sa résistance, le Maire demande au Sénateur d'intervenir en haut lieu et il lui écrit le 28 janvier 1916 : « Il faut que vous fassiez l'écho des justes protestations de la population dunkerquoise, vous obteniez d'urgence qu'on donne l'ordre au Gouverneur d'installer, ou de laisser installer, d'autres signaux pour que le plus de gens possible soient prévenus » et il ajoute : « la théorie du Général est absolument fausse !... » (1).

Le point de vue de l'Administration municipale ne tarda pas à triompher.

En avril, la population est informée que l'on va procéder à la pose d'une sirène électrique sur la plate-forme de la Tour. Les essais durent plusieurs jours. Toute la ville avait l'oreille au guet. La nouvelle sirène faisait un « tintamarre de tous les diables » dira une commère.

Cependant l'on annonçait que l'Ecole pratique achevait la mise au point d'un nouvel appareil, « encore plus puissant », pouvant s'entendre à quinze kilomètres à la ronde.

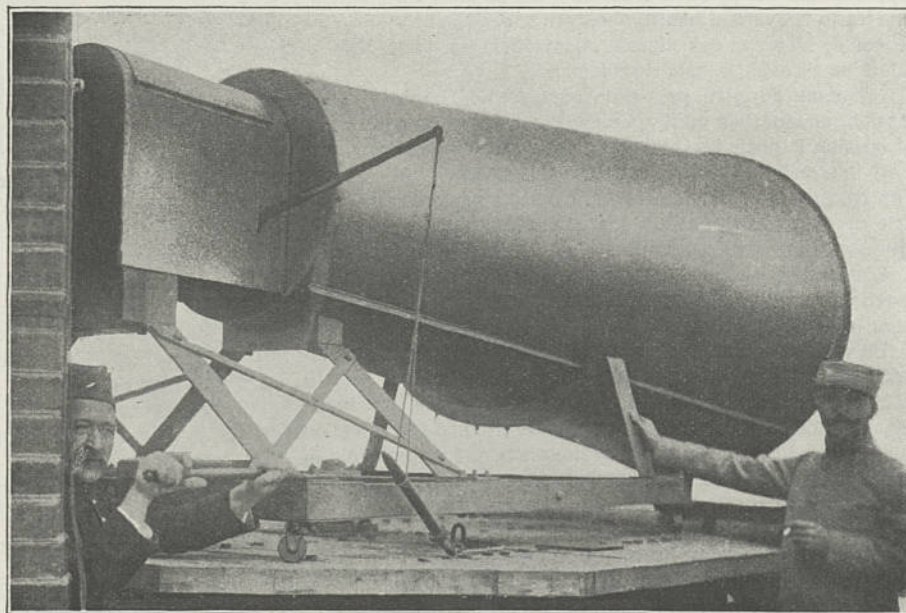
Le « porte-voix » de la sirène, dont nous donnons une photographie, avait trois mètres de long, il fut hissé en haut de la Tour, à l'aide de cordages. L'opération dura deux heures sous l'œil admiratif des passants sidérés par les proportions imposantes de l'engin.

Malo ne tarda pas à posséder également une sirène, puis Coudekerque, Saint-Pol et Rosendaël. En mai l'on en installa également une en Basse-Ville à l'usine Marchand.

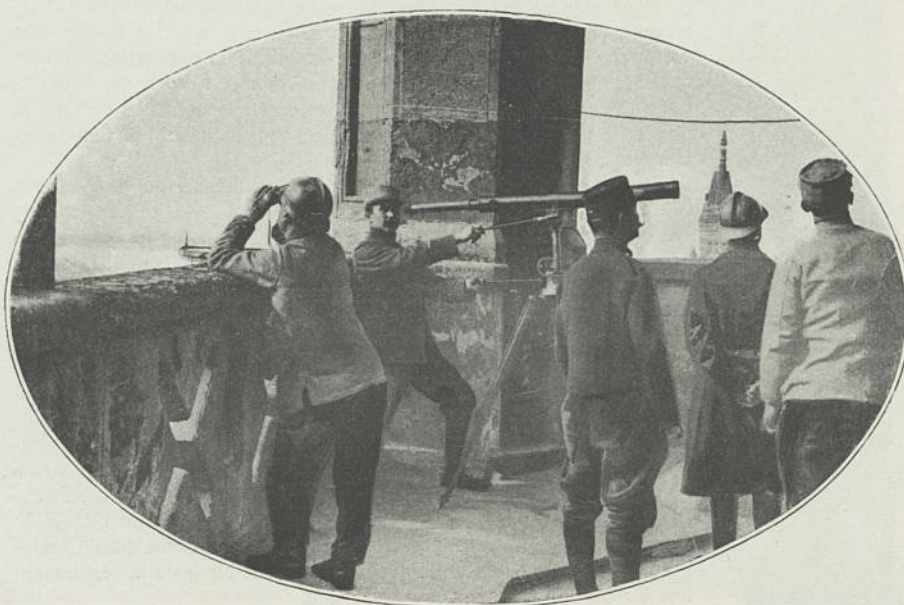
En février 1917, lors d'une série de froids exceptionnels, le thermomètre descendit à treize degrés au-dessous du zéro, l'huile du mécanisme de la sirène de la Tour se congela et celle-ci ne put fonctionner au cours d'une alerte. L'on profita des travaux de remise en état pour supprimer le gigantesque porte-voix.

Enfin, en novembre 1917, le poste de pompiers de la rue du Fort-Louis est doté d'une nouvelle sirène. Il y en a alors sept en activité. Le public en avait surnommé une « La Folle » à cause de son cri strident qui ressemblait à un rire de démente. Depuis sa mésaventure de février 1917, celle de la Tour était surnommée « La dégelée ». Les

(1) Cette curieuse lettre nous montre sous un jour imprévu le dualisme du Maire et de l'Officier d'Etat-Major chez le premier magistrat de Dunkerque. — M. Terquem, devant la nécessité urgente de protéger la population qu'il administre n'hésite pas. Il est maire avant tout et il écrit fermement en haut lieu. Le général Pauffin de Saint-Morel, dernier gouverneur de guerre du camp retranché me disait : « M. Terquem ?... il était au courant de tout par sa position d'officier d'Etat-Major et il savait très bien en profiter pour les besoins de sa ville. Il n'a jamais abdiqué ses fonctions de maire. Il était un de mes officiers mais pardessus tout j'avais l'impression que c'était pour mieux défendre sa ville et ses concitoyens, ces braves gens et ces gens braves dont la tenue a été admirable de calme et de courage pendant toutes les heures critiques de la guerre ».



Pavillon de la sirène électrique placée en haut de la Tour



Le poste de guet au sommet de la Tour en 1916

Anglais l'appelaient « la femme triste ». On a vu que la sirène de brume du bateau-feu répondait, si j'ose dire, à l'aimable surnom de « La Vache », bien mérité par ses longs beuglements.

À elles toutes, elles faisaient un terrifiant concert mais le Gouverneur de 1915 n'était plus là pour l'entendre.

..

Après les premiers bombardements par canon à longue portée, de 1915, l'Autorité militaire ayant constaté que les obus de 380^m mettaient environ 98 secondes à parcourir les quelques trente-huit kilomètres séparant la pièce de Dunkerque, le Général commandant le 36^e corps d'armée fit relier directement l'un des postes d'observation de nos contre-batteries au poste de sirène du bateau-feu par un fil téléphonique.

L'observatoire du front était camouflé entre les quatre murs d'une maison à demi-effondrée. Il consistait en une tourelle d'acier supportée par des pylones. Dans ce « nid de pie » un guetteur relevé tous les trois quarts d'heure, observait sans relâche au-delà des inondations de l'Yser et des lignes allemandes, un petit bois derrière lequel se trouvait la batterie allemande.

L'homme de guet, près d'un appareil téléphonique avait pour mission, chaque fois qu'il apercevait la « leur du coup » de prévenir aussitôt le poste de Dunkerque par ces mots : « Coup parti ».

À l'autre bout du fil le siréneur de service, muni constamment d'un casque téléphonique, répétait *instantanément* et à voix très forte : « Coup parti » et un planton déclanchait, sur le champ, la sirène toujours sous-pression.

L'exécution de la manœuvre ne demandait que trois secondes. Il restait donc à la population plus d'une minute pour se mettre à l'abri avant la chute de l'obus.

En moins de quatre jours, cette organisation remarquable par sa précision était complètement mise au point et le 27 juin 1915 le Maire de la ville, qui avait pris une part prépondérante à son installation, avisait ses concitoyens de cette excellente mesure de protection.

Le dispositif d'alerte qui n'avait fonctionné qu'une fois en 1915 fut remis en activité lors des bombardements par la pièce de Leugembourg en 1917-1918.

Cette fois, les observatoires se trouvaient dans la région de Pervyse et de Hondshoote. En moins de quarante-huit heures ils furent reliés au bateau-feu de Dunkerque par deux lignes téléphoniques suivant un trajet différent. Malgré ces précautions, les fils seront coupés, les observatoires eux-mêmes seront atteints et à demi-détruits sous les violents bombardements de l'offensive de

mars-avril 1918 (1) tant et si bien que la signalisation des « coups partis » sera pour les observateurs extrêmement difficile ; néanmoins, les communications étaient chaque fois rapidement rétablies afin que la population puisse autant que possible être alertée en temps utile.

Dans ses « Croquis de guerre », Jean des Dunes écrivait avec humour :

«... Nos sirènes dunkerquoises jettent sur la ville et aux alentours des clameurs d'épouvante : l'une d'elles, aux beuglements plus affreux encore que les autres, en a été appelée « Vache » par la voix populaire : c'est la sirène du port... On se souviendra pendant des générations des cris d'épouvante qu'elle lance aux quatre vents du ciel.

« D'autres sirènes sont venues s'y joindre. Elles se sont installées en haut de notre bonne Tour Saint-Eloi où elles ont fait un autre tintamarre que le modeste « teütre » du tourrier ou que la corne à bouquin des anciens guetteurs. À leurs voix aiguës, déchirantes, lamentables, les bonnes gens croyaient que la Tour allait s'écrouler sur Jean-Bart et en eurent d'abord plus de frayeur que du danger qu'elles s'apprêtaient à signaler. Il en resta une tellement puissante que les alentours, à trois lieux à la ronde, frémissent quand elle chante mais il faut bien déclarer que c'est pour le mieux... »

Quelques-unes d'entre elles fonctionnèrent une dernière fois, à pleins poumons, le jour de l'armistice. Pendant une demi-heure leurs voix immenses, renforcées par celles des sirènes des navires amarrés dans le port submergea la ville et la banlieue sous un océan de clameurs extraordinaires, mais cette fois c'étaient des clameurs d'allégresse.

La sirène de brume avait fonctionné, dit-on, quatre cent soixante et onze fois. Le poste militaire qui assurait son fonctionnement fut supprimé le 16 novembre 1918. Il avait été dirigé pendant trois ans par le brigadier d'artillerie Henri Delannoy. Conservons le nom de ce « siréneur » qui fit si souvent tressaillir d'émoi les cent mille âmes du pays dunkerquois.

La D. C. A. et les bombardements

Le camp retranché de Dunkerque, grande base d'opérations pour les armées alliées opérant en Belgique allait fatalement attirer sur lui les escadrilles de l'aviation ennemie. Il s'agissait donc d'en organiser la défense dans les meilleures conditions possibles.

Ce fut l'œuvre de la D. C. A.

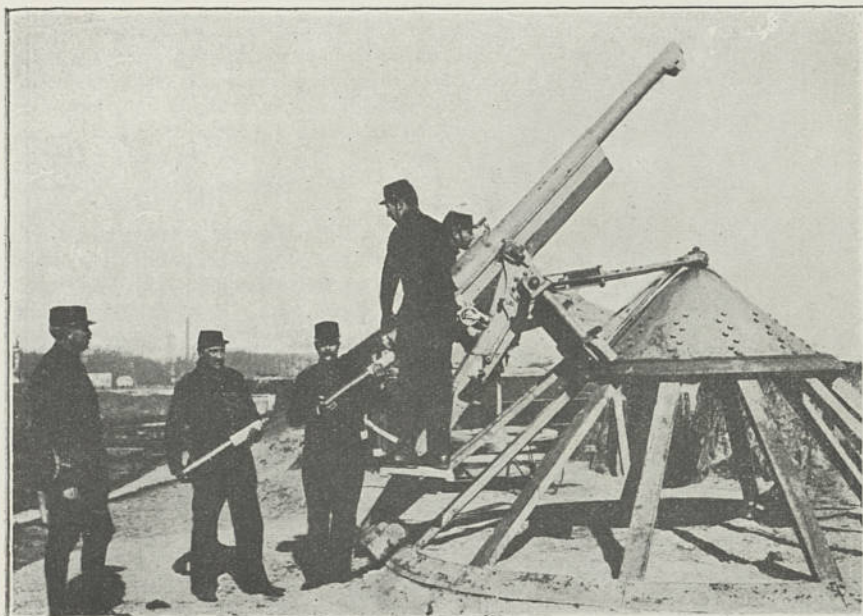
Au lendemain même du sanglant bombardement du 30 décembre 1914, le général Foch donne l'ordre, de Cassel, le 1^{er} janvier 1915, « de prendre toutes mesures pour éloigner par le feu les engins aériens ennemis... »

Le Parc d'artillerie installa aussitôt « sur certains points dominants de la ville » des sections de mitrailleuses et de canons légers de 37^m. Ces postes sont reliés par téléphone avec les guetteurs de la tour Saint-Eloi et la plate-forme de celle-ci est armée d'une mitrailleuse.

L'ordre du général Foch marque le début de la D. C. A. à Dunkerque.

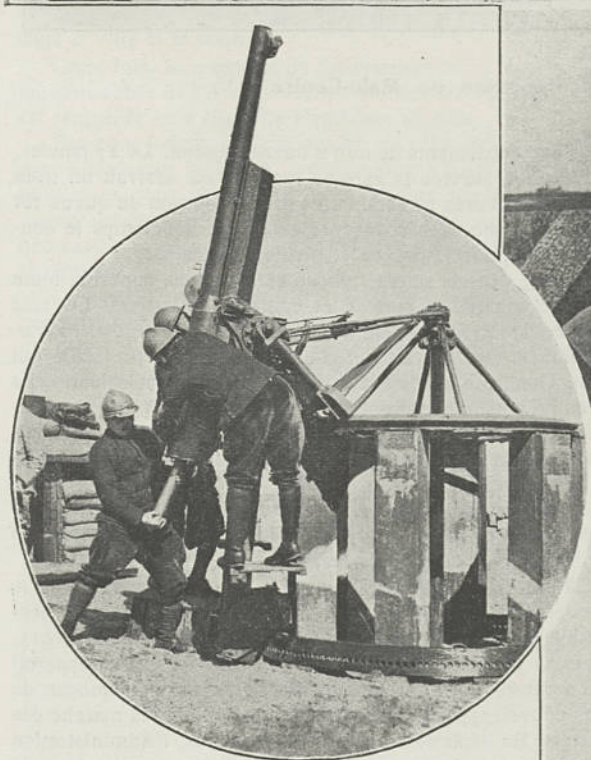
L'organisme du tir contre avion était en France, à la mobilisation, à l'état tout à fait embryonnaire. Une seule section de deux autos-canon de 75^m existait dans toute l'armée.

(1) Les Allemands réussirent à détruire l'observatoire de Pervyse à la suite d'un article imprudemment trop précis publié dans un grand journal de Paris sous la signature d'une de nos plus brillantes « femme de lettres » qui avait été autorisée à faire une visite au front... »

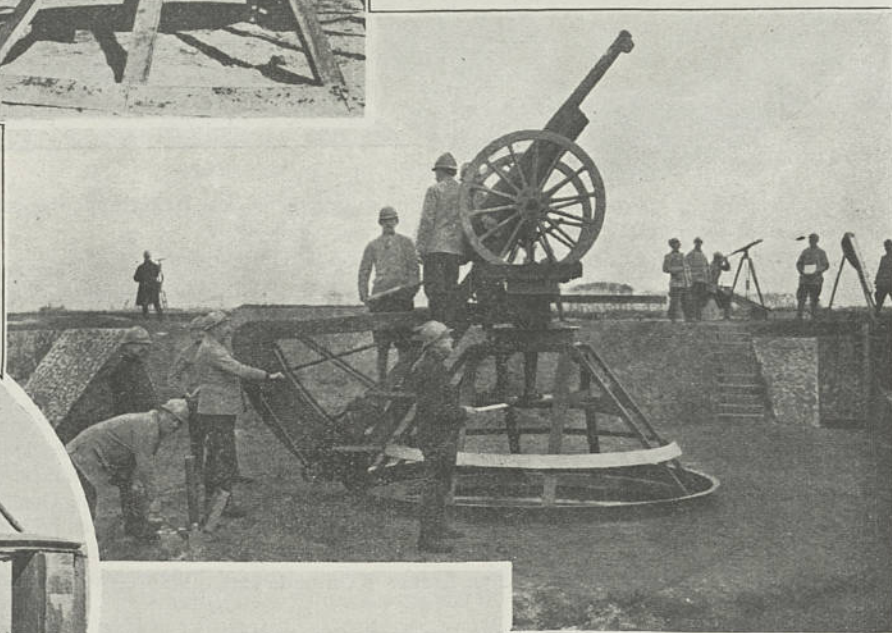


Les premières batteries de D.C.A. avec le dispositif inventé par le capitaine Ziégler et adopté par le Ministre de la Guerre.

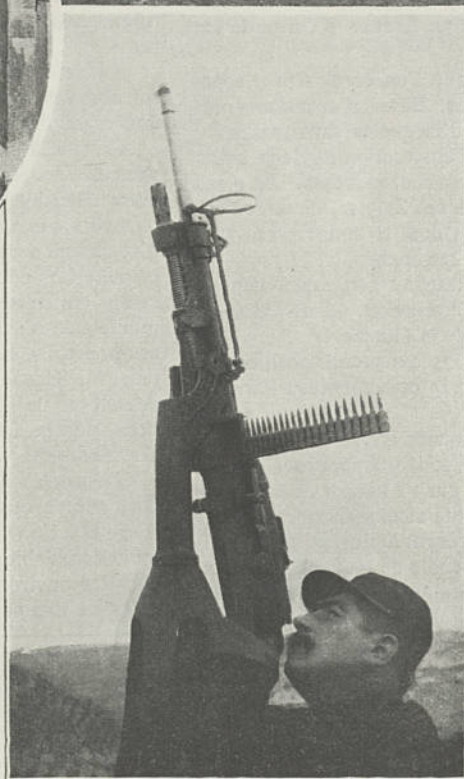
1915

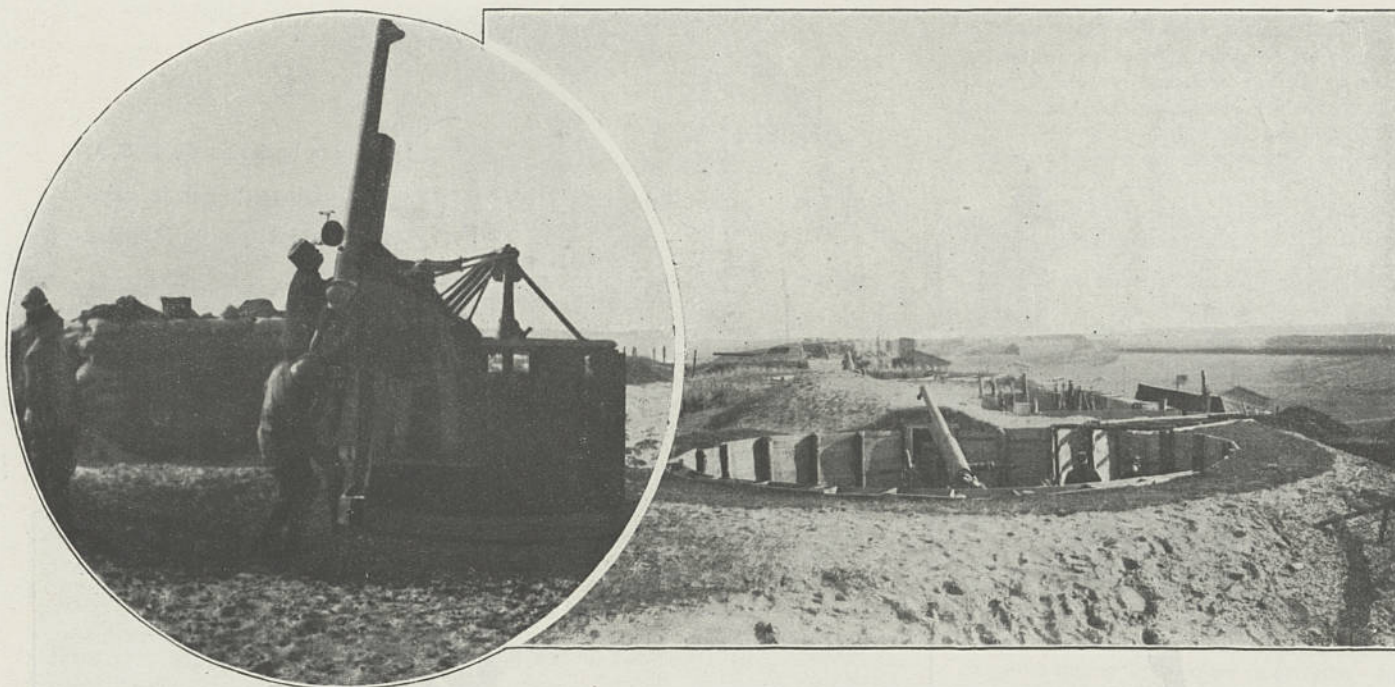


Mitrailleuse contre-avion à Malo 1917



Canon de 75 de campagne encore muni de ses roues, transformé en canon contre-avion (1916)





La batterie contre-avion de Malo-Centre

C'est le 6 janvier 1915 que pour la première fois, mitrailleuses et canons de 37 entrent en action contre deux « aviatiks » survolant Rosendaël.

Le bombardement du 10 janvier, qui fit sept morts et 12 blessés, fut marqué par un incident imprévu. Un habitant de la rue Saint-Charles alla porter gravement à la police, qui s'empressa de le transmettre au général Gouverneur, un petit carré de papier, qu'il déclara avoir trouvé devant chez lui après le passage des avions. On y lisait : « Je reviendrai demain pour le Président de la République. Signé : Fritz, aviateur allemand. »

Bizarre coïncidence, le Président de la République devait réellement venir le lendemain remettre un drapeau aux Fusiliers-Marins. Le billet était-il authentique ou l'œuvre d'un farceur ? On ne le sut jamais.

C'est au cours de ce bombardement que l'on enregistra l'apparition des premières bombes incendiaires. Elles n'occasionnèrent d'ailleurs que quelques commencements d'incendies sans gravité.

Le Parc d'artillerie achève bientôt la construction de deux affûts spéciaux avec plateforme pour canons de 75 contre-avions. Les plans en étaient dus à un dunkerquois, au capitaine Ziegler, directeur des Chantiers de constructions de l'Île Jeanty, dont le nom restera attaché à l'organisation de D. C. A. du camp retranché.

« L'appareil Ziegler » permettait de transformer rapidement le 75 de campagne en un excellent canon contre-avion. Ce dispositif ne tarda pas à être employé par le Ministère de la Guerre.

Le 14 janvier arrive un auto-canon de 75 qui prend position sur la digue derrière le Kursaal. (Un mois après on annoncera l'arrivée d'une deuxième pièce).

Le 22 janvier, un groupe d'avions allemands arrive à nouveau sur la ville. Les bombes causent de gros dégâts. Il y a sept tués et quatorze blessés. Un engin incendiaire tombé sur un hangar de la Chambre de Commerce met le feu à d'importants stocks de marchandises et de matières premières. Les pertes s'élevèrent à plusieurs centaines de mille francs. C'est le premier gros incendie de guerre.

Les aviateurs apprirent ce jour-là à se méfier de la D. C. A. de Dunkerque. Un biplan atteint par un éclat d'obus est obligé d'atterrir à Bray-Dunes et les deux aviateurs sont faits prisonniers, nous en reparlerons au chapitre des avions abattus.

A la suite de cette première victoire de la D. C. A., l'aviation allemande renonça pendant plus de quatre mois à venir « en plein jour » au-dessus du camp retranché.

L'ère des bombardements de nuit s'ouvrit aussitôt. Le 27 janvier, un appareil ennemi survole la gare au moment où arrivait un train de Paris, vers dix heures et demie du soir. Le fourgon de queue fut touché par une bombe. Les voyageurs gardèrent longtemps le souvenir de cette réception imprévue et pleine de vacarme.

Le lendemain, dans la soirée, par un clair de lune superbe, toute une escadrille bombarde le port et les environs de la gare. Le raid dure une heure. Un avion en retard vint après les autres jeter sa provision de bombes. On croyait l'alerte terminée. Un projectile qui éclate rue du Quai, tue sur la chaussée, un marin et un soldat. « Ils tombèrent enlacés dans les bras l'un de l'autre. »

Il y eut en tout sept tués et neuf blessés. Les dégâts militaires furent nuls, ce qui n'empêcha pas le communiqué allemand de déclarer :

« Une de nos escadrilles du Grand Quartier Général Impérial est allé détruire pendant la nuit les dépôts d'approvisionnements anglais du camp retranché de Dunkerque... » (1)

Ce soir là l'intervention des canons de la D. C. A. se vit, pour la première fois, renforcée par l'entrée en action de quelques projecteurs de faible puissance, appartenant au front de mer. Dès 1915, plusieurs postes d'observations avaient été munis d'un appareil d'observation connu sous le nom de *lunette Sagnac*, au moyen de laquelle l'on pouvait repérer en hauteur et en direction la marche des avions ennemis. En dépit de multiples réclamations, l'Administration municipale n'avait pu obtenir de l'Autorité militaire que quatre de ces appareils. Le Maire résolut alors d'écrire directement à l'inventeur, M. Sagnac, qui lui communiqua ses plans. Grâce à l'habileté des élèves de l'Ecole Pratique, cinq nouvelles lunettes d'observations purent être rapidement construites et entrèrent aussitôt en service.

Au printemps 1916, la défense anti-aérienne ne se compose encore que de quatre canons sur « affûts Ziegler » situés à Taverne-Plage et à l'ouvrage-ouest et de sept petits projecteurs d'une faiblesse invraisemblable. Il y a également six pièces de 80 m/m installées dans les environs de Tétéghem sur troncs d'arbres, non déracinés, coupés à une certaine hauteur et servant d'affût.

(1) Le général Van Hoëppner, ancien commandant des forces aériennes allemandes dit dans ses mémoires traduites par le C^e de Castelnaud :

«... La première escadre du G. Q. G. porte le nom de « Pigeons-Voyageurs d'Ostende ». Le camp était à Ghisteltes près d'Ostende. Elle était destinée, dès que l'aile droite aurait suffisamment progressé à aller tenir garnison à Calais. L'arrêt de notre offensive des Flandres, constate-t-il avec amertume, l'empêcha de quitter Ostende. »

«... C'est là, écrit le Maire à M. Trystram, sénateur, une solution de fortune assez ingénieuse mais qui prête à rire quand on sait comment sont organisés les Allemands et de quelle façon sont reçus nos avions quand ils vont vers Ostende... »

Et il ajoutait :

«... Le Général veut faire quelque chose, mais il est indispensable qu'il soit secondé et qu'on obtienne politiquement ce qu'il n'aura pas hiérarchiquement ; nous comptons sur vous pour « nous » faire obtenir satisfaction... » (1).

Le Général réclamait en effet depuis de longs mois le renforcement de sa D. C. A. par des 75 sur plates-formes perfectionnées et par des projecteurs plus puissants.

Ces doléances, suivies de démarches dans les ministères, précédaient de huit jours à peine une série de violents bombardements.

En quatre jours, du 19 au 22 mai, le camp retranché reçut plus de 370 torpilles. Il y eut 126 victimes et de gros dégâts sur le port, dans la ville et la banlieue.

Cette fois, les rapports du Gouverneur et les démarches de l'Administration municipale aboutissent. La D.C.A. est renforcée et la situation s'améliore un peu.

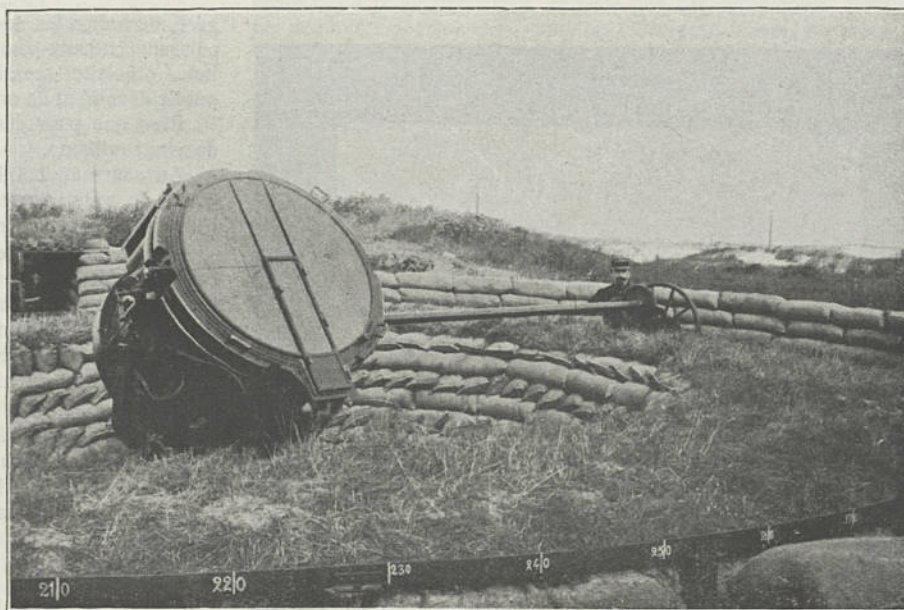
Pas pour longtemps. En janvier 1917 les parlementaires du Nord, documentés par le Maire, recommencent leurs démarches dans les ministères pour obtenir de nouvelles améliorations. L'aviation ennemie augmente sans cesse en puissance et en activité, il devient nécessaire et urgent que la défense du camp retranché s'accroisse également.

Les parlementaires, en dépit de toute leur énergie n'arrivèrent pas toujours à avoir satisfaction.

De la Mer du Nord à la Suisse, les besoins en matériel sont immenses. Il n'y a pas que Dunkerque en péril.

C'est ainsi que le 1^{er} février 1917, un officier d'Etat-Major du

(1) Les déclarations de cette lettre sont à rapprocher de celles publiées au sujet des sirènes, page 37.



Le projecteur de la batterie de Taverne-Plage en 1918

général Lyautey, ministre de la guerre, va donner, à M. Trystram, sénateur, communication d'une note secrète dans laquelle le Ministre de la Guerre faisait connaître : «... qu'après en avoir parlé longuement avec le général Nivelles (alors général en chef) et avoir étudié la question, la réalisation des desiderata n'est ni possible ni nécessaire et qu'il ne pouvait en donner les raisons parce qu'elles étaient en relation avec les opérations... » (Arguments irréfutables !...).

Avec le mois d'août 1917 commence pour le camp retranché une période tragique. Les bombardements vont se succéder, impérieux et violents. En septembre et en octobre, ils atteindront le maximum de leur intensité. C'est la grande offensive des Flandres et les Allemands tentent à tout prix d'enrayer le fonctionnement de l'immense base des armées alliées.

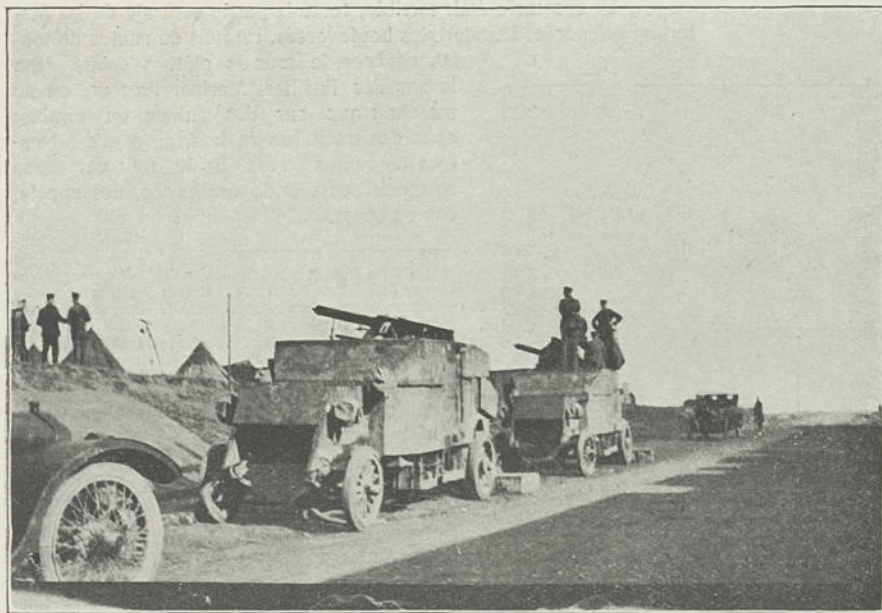
L'Etat-Major allemand modifiant sa tactique aérienne venait de décider d'attaquer Dunkerque « toutes forces réunies » et durant des nuits entières. Le grand Chef de l'aviation allemande écrira : «... On ne peut se figurer ce que doit éprouver une localité lorsque pendant toute la nuit elle reçoit des bombes de sept cents à mille kilos. »

Et il ajoute avec une joie non dissimulée : « Dunkerque, la principale tête d'étapes des Anglais l'a appris à ses dépens » (1).

Dans la nuit du 2 au 3 septembre, au cours d'un bombardement particulièrement affreux, plus de cent projectiles sont lancés.

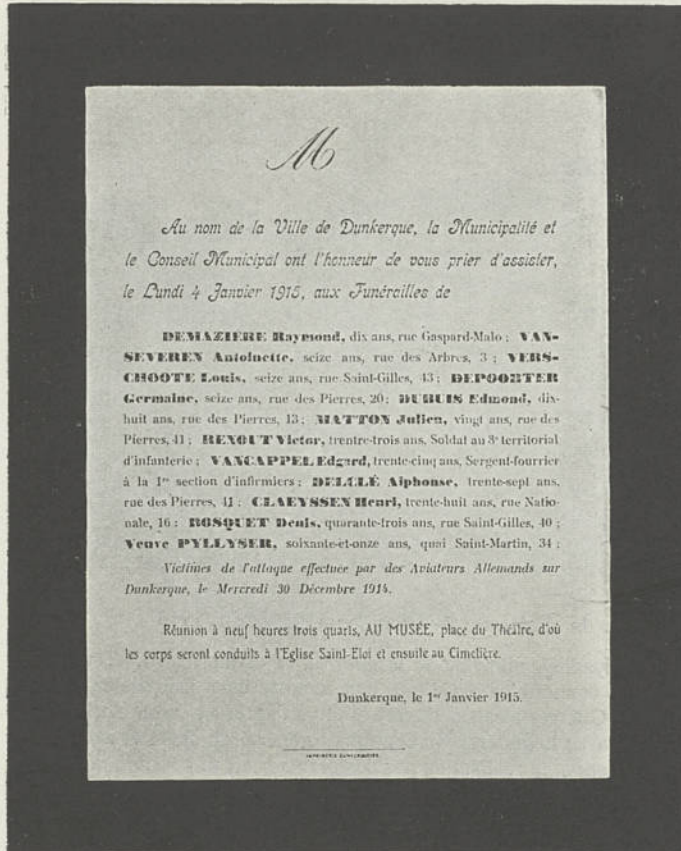
Les torpilles de cent kilos font leur apparition. Des bombes incendiaires mettent le feu aux magasins de la Maison Saint Frères, à l'entrepôt des laines au môle II, dans un hangar de la gare rue du Magasin Général. D'immenses stocks d'approvisionnements et de matières premières sont détruits ou avariés.

A l'entrepôt des laines, la dilatation d'une formidable charpente en fer ancrée sans jeu dans les murs entraîna l'écroulement d'une partie de l'édifice et d'un mur pare-feu. L'incendie dura plusieurs jours malgré l'héroïsme, le mot n'est pas exa-



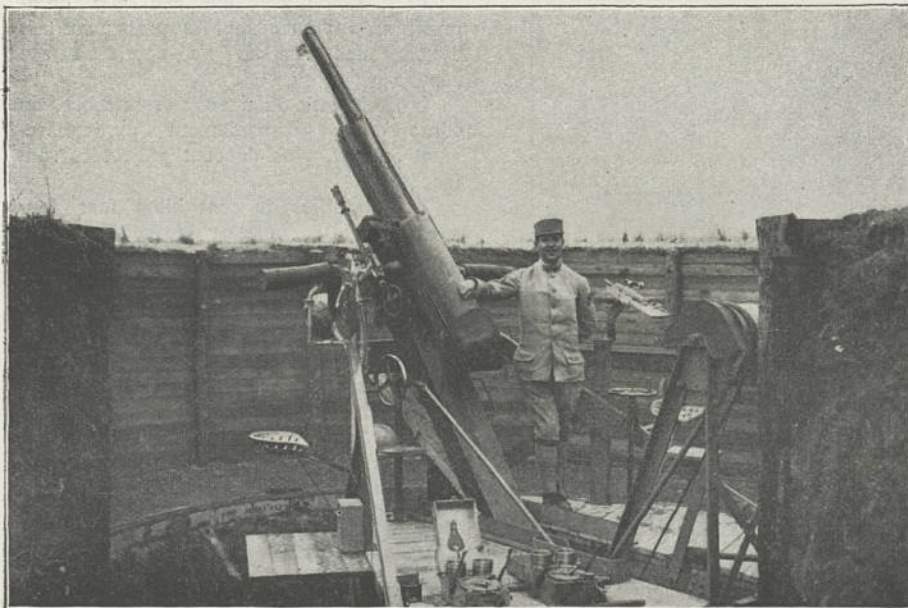
Autos-cannons anglais contre avions en position sur la digue de Malo

(1) Mémoire du général allemand Van Hœppner.



Reproduction de la lettre d'invitation de la Municipalité aux funérailles des premières victimes des bombardements. — 30 Décembre 1914.

Au-dessous, un canon de la batterie de Taverne-Plage.



géré, de toutes les équipes de sapeurs-pompiers renforcées par de puissants bateaux-pompes et d'importants groupes de travailleurs. Une note officielle mentionne aussi la présence d'un « nombreux public dévoué et de nombreux maraudeurs », ce qui est inévitable.

Rien que pour ces trois sinistres, les dégâts s'élevèrent à plus de vingt millions.

Au cours du bombardement les aviateurs allemands tirèrent à coups de mitrailleuses sur les sapeurs-pompiers qui combattaient l'incendie des magasins Saint Frères.

Malgré la violence des bombardements, le nombre inusité des bombes jetées sur la ville, les vies mêmes sacrifiées (25 morts, 30 blessés), les dégâts matériels importants atteignant toutes les classes de la société, le bon ordre n'avait cessé de régner dans la ville et le camp retranché. Le moral des habitants ne sera pas encore entamé cette fois-ci, dit un habitant plein d'optimisme.

Mais il allait être soumis à de nouvelles et rudes épreuves.

Les torpilles lancées par les Allemands étaient maintenant d'une puissance aussi redoutable que les obus de 380 et les dégâts en ville impressionnaient terriblement les habitants. Bientôt, les caves voûtées ne seront plus assez puissantes pour résister à de pareilles avalanches (1).

Le bombardement de la Maternité

«...Il sera trop tard au train où vont les choses », écrivait le Maire.

Les bombardements continuèrent ardents et furieux.

Le 10 septembre, l'on compte cent dix torpilles, dix-huit morts, vingt-trois blessés et quels morts et quels blessés retrouve-t-on sous l'effondrement du pavillon de la Maternité de l'Hospice de Dunkerque !

Le docteur Duriau, l'éminent médecin-chef de l'hospice civil a relaté en termes émouvants ces heures horribles, dans un volume des « Mémoires » de la Société Dunkerquoise.

«... Il avait fait un temps merveilleux, dit-il, pas un souffle d'air, un soleil radieux, aussi tous songeaient avec anxiété que cela présageait une soirée et une nuit mouvementées. Leur prévision devait hélas se réaliser, les Gothas nous attendaient.

« Vers huit heures du soir, la sirène se mit à beugler, c'était le prélude du bombardement... »

« Il était exactement huit heures cinquante du soir lorsque la torpille tomba.

«... Le spectacle était terrible, toute la partie centrale de la Maternité effondrée. Les dortoirs bouleversés, remplis de ruines de toutes espèces, le mur de clôture éclaté dans la rue des Fusiliers-Marins. Partout, on ne marchait que sur des ruines, on tombait dans des trous, on se heurtait à des obstacles de toutes sortes. Et de tout ce chaos sortaient des cris de souffrance, des appels, des sanglots.

(1) Une fois de plus, le Maire écrivait au représentant de la Ville au Sénat : «... Il faut absolument parler très haut et très ferme, avec toute la représentation du Nord. Paris aurait subi le dixième de ce que nous avons eu depuis huit jours qu'on aurait mis le Gouvernement en accusation et que tout le monde aurait interpellé. Nous commençons à en avoir assez d'être traités en parents pauvres. Avons-nous le droit, dans l'intérêt national, d'être défendus ? Voilà ce qu'il faut dire et exiger... et il ajoute avec émotion : « Il ne faut pas qu'on passe des semaines en palabres car il sera trop tard au train où vont les choses... » (Lettre du 6 septembre 1917).

A la réception de cette lettre M. Trystram, accompagné de MM. Debierre et Hayez, sénateurs, se rend chez M. Painlevé, ministre de la guerre et tous trois élèvent une éloquente protestation. « Je vous assure que nous ne pouvions parler avec plus d'énergie et une instance plus vive, dira plus tard M. Trystram qui, à l'issue de l'entretien écrivait au maire de Dunkerque :

«... M. Painlevé a été très touché de tout ce que vous disiez et nous a promis d'inviter sans retard le G.Q.G. à prendre les mesures que vous préconisiez. Il a ajouté qu'il sanctionnerait toutes celles qui lui seraient proposées pour augmenter la puissance de la défense du camp retranché » (Lettre du 9 septembre 1917).

C'était une véritable scène de l'enfer du Dante.

« Ce jour-là, le Pavillon renfermait douze personnes, dont neuf accouchées, la sœur Saint-Etienne et deux infirmières... »

« Se guidant sur les cris, s'éclairant au moyen de petites lampes électriques de poche, insoucieux du danger du bombardement, des éclats de schrapnells qui pleuvaient autour d'eux, les sauveteurs parvinrent à retirer des décombres huit malades, presque toutes blessées et huit nouveaux-nés, dont un blessé, ce qui lui fit attacher sur son maillot l'insigne des blessés de guerre. Infatigables, les sauveteurs travaillèrent ainsi jusqu'à minuit. A cette heure, n'entendant plus de cris, plus d'appels, ils cessèrent. Dès cinq heures du matin, le 11 septembre, les travaux recommencèrent. On retira des décombres les tronçons du cadavre de Sœur Sainte-Marie-Etienne, quatre cadavres de femmes et un bébé né le jour de la catastrophe... Ce fut seulement à quatre heures de l'après-midi que l'on retrouva la dernière victime... »

C'est, paraît-il, en apprenant toute l'horreur de ce bombardement que le ministre anglais Lloyd George prononça la phrase mémorable :

— « *Il faut porter l'enfer chez eux !...* »

M. Lloyd George paraît avoir changé d'avis depuis.

Les racontars les plus lugubres commencèrent à courir les rues, se déformant et s'amplifiant au gré de la mentalité des gens qui les transmettaient de bonne foi.

L'émotion en ville fut réellement intense. Elle n'était pas encore calmée que, quarante-huit heures après, une autre tragédie se déroulait à Rosendaël :

Le train belge de Rosendaël

Au cours d'un nouveau bombardement de nuit, le 12 septembre, une torpille tomba sur un train en marche « bondé » de soldats belges partant en permission. Fatale imprudence, les soldats, très gais, avaient allumé des bougies sur le bord des fenêtres.

L'explosion se produisit entre deux wagons. Vingt-six soldats tués avaient presque tous les deux jambes sectionnées au niveau des

genoux. « C'était une vision horrible que ces corps courts terminés par des muscles arrachés », note un chirurgien. Parmi les morts, se trouvaient plusieurs soldats français. Vingt-six blessés furent transportés à l'hôpital de Rosendaël. La Reine des Belges, accompagnée d'un aide de camp, vint leur rendre visite dès le lendemain.

Une autre torpille éclatait contre la maison de la garde-barrière, creusant un énorme entonnoir de plus de douze mètres, à demi comblé aussitôt par les ruines de la demeure, complètement détruite.

La garde-barrière se trouvait sur le seuil de la porte avec ses trois enfants, deux petites filles de sept et cinq ans et un petit garçon de vingt-deux mois qu'elle tenait dans ses bras. Les trois enfants furent tués. L'on trouva la mère blessée, à demi-folle d'épouvante. Les équipes de sauvetage recherchèrent pendant six longs jours le corps de la petite fille de cinq ans.

Il fut impossible d'en identifier le moindre débris. Son frère cadavre, complètement déchiqueté, avait été probablement projeté au loin et ramassé en lambeaux dans la nuit même avec les corps hachés des soldats du train belge.

Une troisième torpille détruisit les voies ferrées. Les explosions avaient été tellement violentes que de nombreuses maisons menaçaient ruines dans les environs.

Dunkerque, cette soirée là, avait été épargnée, mais sa banlieue reçut quinze torpilles d'un nouveau modèle à grande puissance.

Dès le lendemain, un rapport officiel constatait : « *La mauvaise humeur des Rosendaëliens est des plus acerbes, le public prétend que toute la protection va à Dunkerque, et ce, à leur détriment* ».

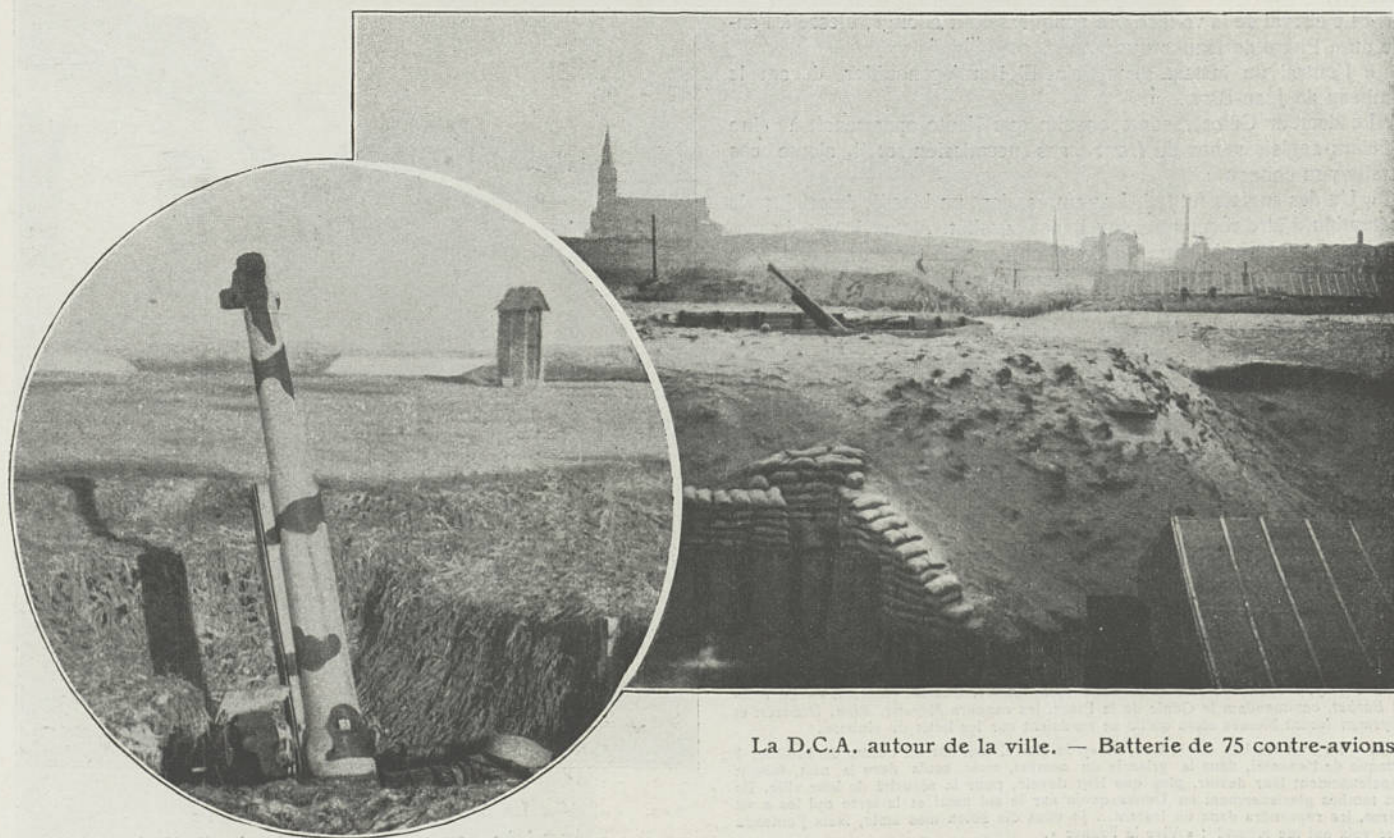
Il est vrai qu'à Dunkerque, l'on tenait des propos inverses...

Le 24 septembre, un parc de l'aviation anglaise est détruit dans un incendie allumé par une bombe. Les dégâts s'élèvent à plus d'un million.

«... L'inquiétude se fait jour dans toutes les classes de la société et bon nombre de ceux qui le peuvent quittent et quitteront la ville », écrit le Commissaire central au Maire, le 25 septembre.

Le bombardement du 29 du même mois ne devait pas contribuer à ramener la quiétude dans la population.

Deux cents bombes lancées entre huit heures et demie et onze



La D.C.A. autour de la ville. — Batterie de 75 contre-avions

heures du soir causèrent d'immenses dégâts. Sept incendies se déclarèrent successivement sur le port et en ville. L'Eglise Saint-Eloi reçut deux nouveaux projectiles. On releva trente-trois morts et quarante-sept blessés.

Un incendie au pied de la Tour

Le docteur Célos qui appartient à l'hôpital 32 bis de Rosendaël a bien voulu me communiquer des notes extrêmement intéressantes sur ce bombardement. Voici quelques extraits de ces impressions vécues :

«... Vers vingt-et-une heures trente l'attaque semblait très vive, écrit-il, et des fragments d'obus retombaient partout sur les toits. Des nuages semblèrent passer devant la lune, je reconnus bientôt qu'il s'agissait des fumées d'un incendie. Peu après, le ciel se colora vivement et l'incendie me parut s'étendre beaucoup... on entendait ronfler les moteurs. Le sifflement d'une torpille me fit croire que la maison était atteinte (Le D^r Célos habitait rue de l'Eglise n° 30). Elle oscilla pendant qu'une explosion toute proche s'accompagnait du fracas d'une maison écroulée (l'imprimerie rue des Sœurs-Blanches).

«... Sortant dans la rue pleine de fumée, je vis les devantures saccagées, les rideaux de fer tombés, les trottoirs pleins de verre et de tuiles. Deux anglais sortis du restaurant Jules, étaient atteints par une bombe. L'un se traîna, rayant de rouge le trottoir et rentra dans la rue Faulconnier. Tous deux moururent.

« Je courus alors vers un groupe, devant la Tour. Des pompiers essayaient d'éteindre l'incendie d'un auto qui flambait terriblement. La façade noire de Saint-Eloi, criblée de grandes mouchetures blanches, les portes défoncées par les bombes était éclairée par l'incendie tandis que la rue était blanche de lune. Des hommes étaient à terre. Quelques instants avant, cinq pompiers avaient été tués, d'autres blessés, par une bombe tombée devant la maison Deram (n° 6 de la rue de l'Eglise).

« Je relevai le lieutenant Lecroix et le sergent Platey. Morts et blessés furent mis dans des ambulances de la « British Red Cross Society S. John Ambulance Association » qui parcouraient les rues (1).

« Le cheval de la voiture des pompiers était allongé, blessé à l'angle du « Phare de Dunkerque ».

« J'entrai un instant dans Saint-Eloi m'agenouiller devant le tombeau de Jean-Bart... »

Le docteur Célos raconte ensuite que l'auto appartenait à cinq officiers anglais venus du front sans permission et il ajoute ces détails peu connus :

« Un des anglais fut tué. Les autres, dont un blessé, émettaient la prétention d'être reconduits aux lignes aussitôt. A une heure du matin on les emmena à l'Etat-Major britannique de Malo où une sévère punition fut le prix de leur malheureuse équipée.

On sait que l'automobile avait été incendié par une des premières torpilles et les pompiers tués par un autre projectile, tandis qu'ils s'efforçaient d'éteindre rapidement l'incendie dont les lueurs éclairaient dangereusement tout le quartier. La rue de l'Eglise et ses environs ne reçurent pas moins de quatorze torpilles au cours de ce raid.

La ville fit d'imposantes funérailles à ses sapeurs-pompiers. Au cimetière, le général Laboria, qui venait d'être nommé gouverneur, et le Maire prononcèrent d'émouvantes allocutions devant une assistance profondément émue (2).

Après avoir aidé ses collègues et les vaillantes infirmières qui pensaient, à l'hôpital Lamartine, les blessés que l'on amenait de toutes parts, le docteur Célos retourna « dans la rue ».

(1) On été tués lors de l'incendie rue de l'Eglise : Lieutenant *Lecroix*, sergent-major *Platey*, sergent *Norbert* et les sapeurs *Spilliaert*, *Charles Marias*. — Le colonel *Barbet*, commandant le Génie de la Place, les sapeurs *Mayeux*, *Rien*, *Dransart* et *Clayemen* furent blessés alors qu'ils se rendaient sur les lieux du sinistre.

(2) « Ils sont tombés ces braves, disait le Maire, non sur un champ de bataille, à l'attaque de l'ennemi, dans la griserie du combat, mais seuls dans la nuit, faisant silencieusement leur devoir, plus que leur devoir, pour la sécurité de leur ville. Ils sont tombés glorieusement en Dunkerquois sur le sol natal et la terre qui les a vu naitres, les reprendra dans un instant... Je vous dis adieu mes amis, mais j'entends votre voix qui me répond : « Vive la France ».

«... Mais, dit-il, le temps avait passé. Il était près de minuit et l'attaque était finie. La population envahissait les rues et de tous côtés on s'essayait à réparer les dégâts, à clore les magasins défoncés (une modiste de la rue de l'Eglise eut des chapeaux volés pendant l'attaque... »

Le bombardement était à peine achevé que les services municipaux faisaient immédiatement laver la rue de l'Eglise pour faire disparaître avant le jour les larges flaques de sang qui s'épalaient sur la chaussée et les trottoirs.

Six torpilles dévastèrent la rue de l'Abreuvoir. Le feu éclata dans la grande brasserie Belle-Amblard et la ravagea complètement, détruisant d'importants approvisionnements de grains et de houblon (en novembre les décombres fumaient encore). Pendant que les pompiers luttèrent courageusement pour enrayer le sinistre les aviateurs allemands lancèrent de nouveaux projectiles qui blessèrent quatre pompiers.

La forteresse de Dunkerque est anéantie

Ce frénétique effort de destruction eut son écho au « Communiqué allemand ». Le 4 octobre, il clamait, *urbi et orbi* au monde entier, la nouvelle suivante :

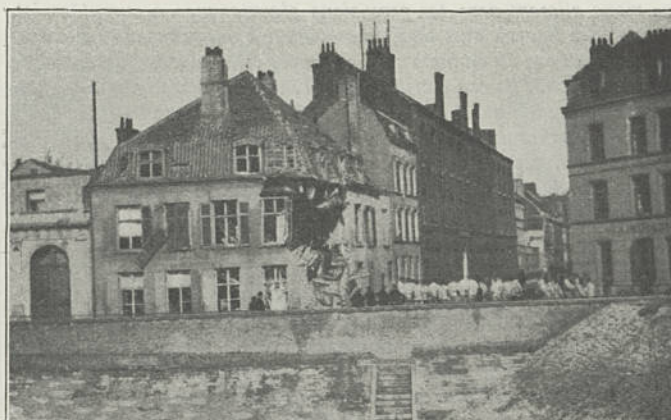
«... Soixante mille kilos de bombes ont été lancés en vingt-quatre heures sur les objectifs ennemis. *Dunkerque tout entier est en flammes.*

Et il précisait :

Dans la forteresse de Dunkerque nos projectiles ont provoqué, dans la nuit du 28 au 29 septembre, des incendies qui ont trouvé le

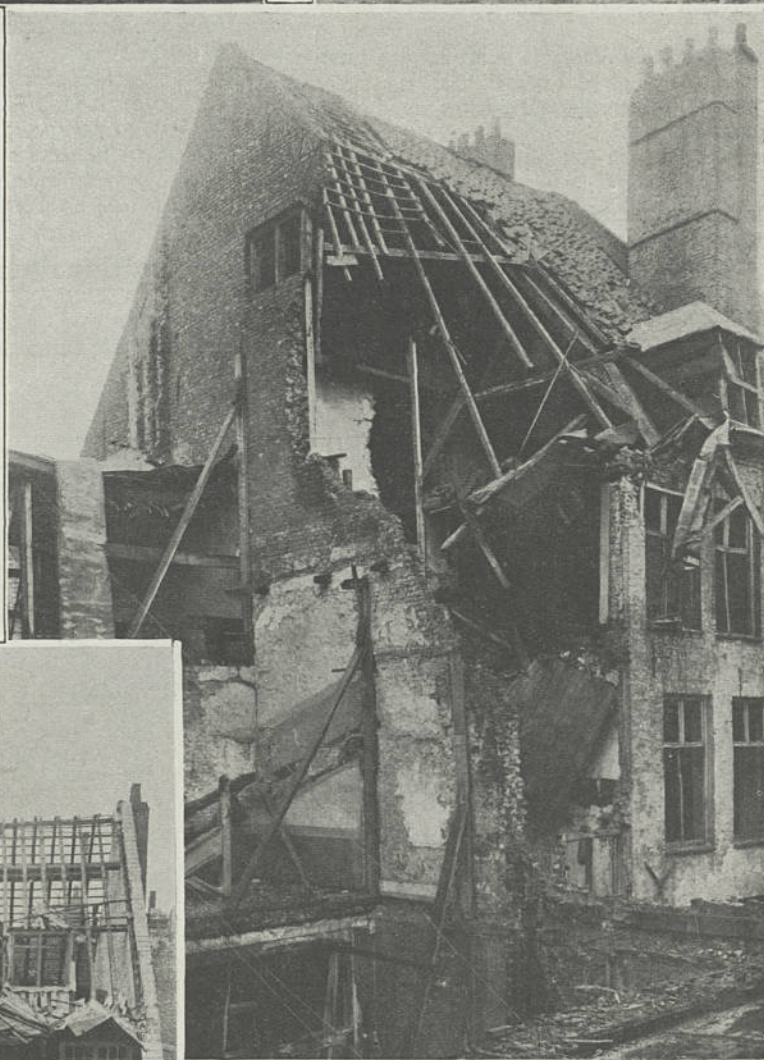


La façade de l'Hôpital Militaire éventrée par un obus, le 30 Avril 1915



En haut, à gauche, la rue de l'Arsenal après l'explosion d'un obus de 380.

A droite, l'angle de la rue du Lion d'Or et de la rue de l'Ecluse de Bergues. Façade défoncée par l'explosion du 5^me obus, le 29 Avril 1915.



Au milieu l'Hôtel Saint-Jean, rue Saint-Jean, touché par le 7^me obus pendant le bombardement du 30 Avril 1915.

En bas et à gauche, la première maison bombardée par avion (demeure de M. Guérin, plombier, rue du Collège).

28 Octobre 1914

plus riche aliment dans les provisions gigantesques accumulées ici. Vingt-quatre heures plus tard, nos aviateurs ont constaté que l'incendie n'était pas éteint mais qu'il se propageait encore. Quarante-huit heures plus tard, ils ont constaté que l'incendie avait gagné tout un quartier de la ville et, la nuit dernière, ils ont pu annoncer que toute la ville de Dunkerque est devenue la proie des flammes. Ainsi, la principale place d'étapes de l'armée anglo-belge, un des plus grands ports de transbordement pour le trafic entre l'Angleterre et la France, se trouve anéanti.

Se trouve anéanti !... Le communiqué allemand exagérait !...

L'activité du port se trouvait à peine ralentie.

Certes, il y avait des « départs » dans la population mais la majeure partie de ceux qui partaient le soir revenaient le lendemain, les autres campaient dans les communes de la banlieue prêts à revenir à la moindre période de calme.

Les envoyés spéciaux que les grands journaux délèguèrent pour rendre compte de ce surprenant désastre s'en retournèrent à Paris, médusés.

« Holà, disait le correspondant du *Matin*, je viens de demeurer dans cette forteresse détruite, ma foi on peut quand même y habiter, l'hôtellerie accueille le passant, d'honnêtes aubergistes de la ville détruite servent paisiblement à manger... »

Paul Ginisty, dans le *Petit Parisien* écrivait après une nuit de bombardement :

« Au matin, cette ville qu'on a pu croire désertée, se ranime. Les magasins s'ouvrent, les tramways circulent, les étalages du marché s'installent, les passants vont et viennent. Ce réveil de Dunkerque, reprenant sa physionomie presque habituelle, est très frappant, dans la volonté de vie qui apparaît et c'est à cette heure qu'on peut juger de la fermeté d'une population qui a connu tant de maux et qui accepte

le péril comme l'ordinaire. Chacun se rend à sa tâche, c'est, en apparence, le fonctionnement normal de l'existence. Ceux-là qui sont restés (et bien plus nombreux qu'on ne le croit communément), maintiennent, malgré les périls, la foi dans les destinées de leur cité. Et cela est très beau. »

En plein Reichstag un membre du Gouvernement allemand, faisant allusion au sort des Dunkerquois, avouait que les épreuves des villes allemandes bombardées par les Alliés ne pouvaient entrer en comparaison avec celles que les villes françaises « supportaient depuis trois ans avec une remarquable force d'âme... »

La rigueur d'une telle série de raids aériens provoqua naturellement les plaintes les plus vives de la population, de l'Administration municipale et de la Chambre de Commerce.

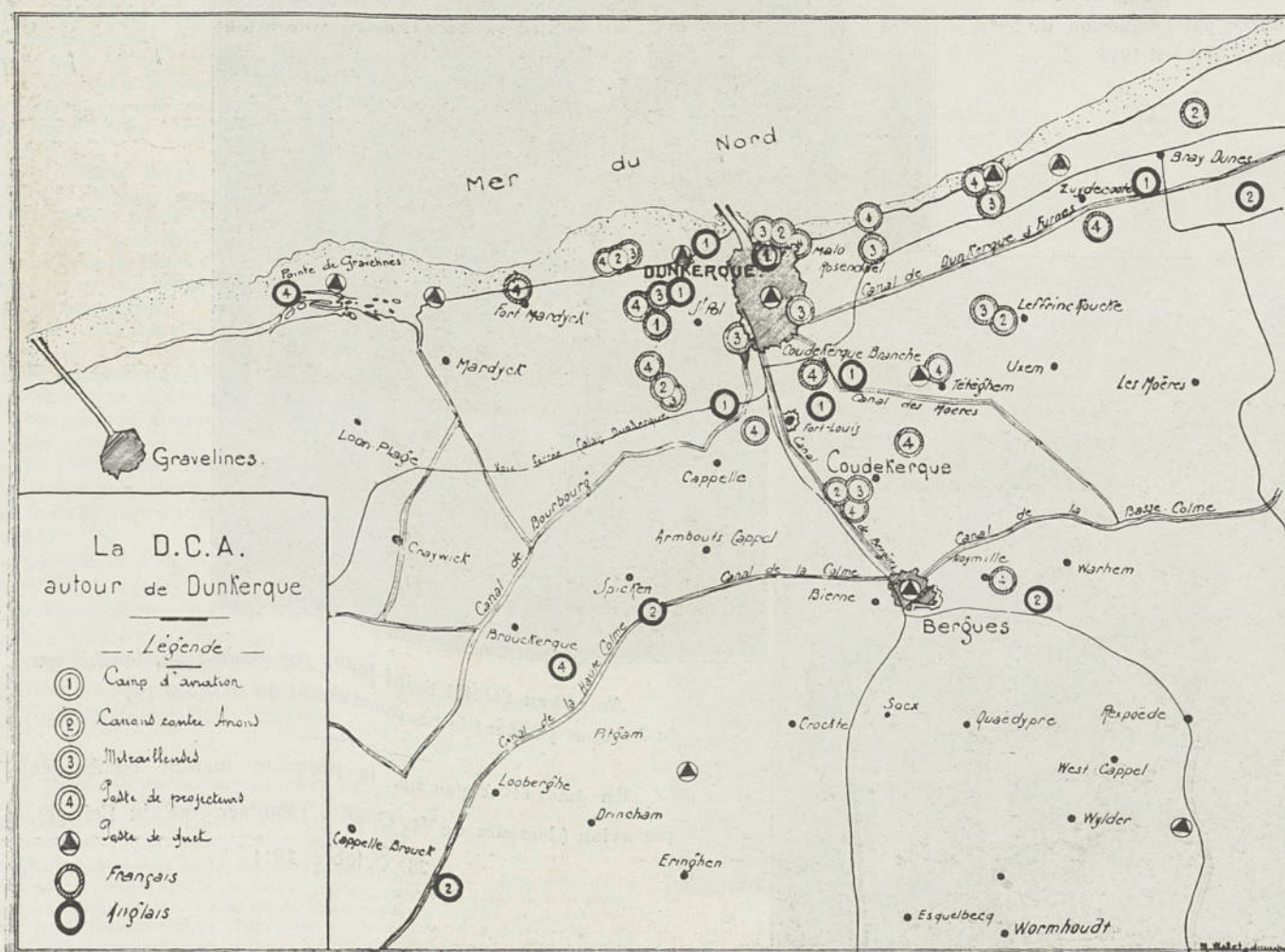
Le désir de sécurité faisait oublier que le camp retranché n'était qu'à trente kilomètres de la ligne de bataille et pour les avions une telle distance disait le *Petit Journal* « c'est le bombardement en pantouffles. La proie est si près de leurs hangars que souvent « ils remettent ça ». Quand la nuit leur semble heureuse, ils font la navette... »

Cependant, tous ne firent pas impunément la navette et plus d'un avion descendu par la D. C. A. ou les escadrilles de chasse, s'en vint orner, de sa carcasse disloquée, la place Jean-Bart.

La défense contre-avion du camp retranché, sans cesse renforcée au prix de mille démarches et interventions du Gouverneur et du Maire, commençait d'ailleurs à cette époque à être imposante.

La composition de la D.C.A. en Septembre 1917

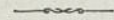
En septembre 1917, la défense aérienne de la région de Dunkerque comprenait six batteries françaises de 75 installées à Taverne-





10 Mai 1915

Le bombardement de Bergues par 380 m/m.



En haut le « Café du Midi »
devant le Belfroi.



Les magasins Vendroy



Ce qu'il reste d'une autre
maison de Bergues après la
chute d'un obus.



DUNKERQUOIS,

Les Bombardements que nous venons de subir ont fait surtout des victimes dans les rues.

Je recommande **ESSENTIELLEMENT** aux habitants de s'abriter dans les caves voûtées et de ne pas se fier même à des écarts de tir assez longs pour sortir.

Dunkerquois nous avons à supporter les risques de la guerre, nous les supporterons vaillamment.

Notre ville peut avoir à payer son tribut au vandalisme de nos ennemis comme d'autres villes, **NOUS GARDERONS HAUT LES CŒURS.**

Les ruines seules seront allemandes, la terre restera française et après la victoire, nous nous retrouverons plus forts, plus résolus et plus fiers que jamais.

VIVE DUNKERQUE TOUJOURS ET VIVE LA FRANCE !

Dunkerque, le 2 Mai 1915.

Henri TERQUEM

Plage (où se trouvait le poste de commandement), Bray-Dunes, Lefrinckoucke, Fort-Vallières, Petite-Synthe et Ouvrage-Ouest (1).

Des batteries anglaises étaient à Spycker, Bergues, Cappellebrouck et Bray-Dunes.

Au total vingt canons spéciaux à tir rapide appuyés par seize mitrailleuses. Les douze projecteurs étaient répartis comme suit : Pointe de Gravelines, Brouckerque, Bergues, Fort-Vallières, Sept-Planètes, Saint-Pol, Coudekerque-Br., Tétéghem, Malo-Centre, Ouvrage-Ouest, avant-port et batterie de Zuydcoote. Ces trois derniers appartenaient au front de mer mais étaient également utilisés comme projecteurs de D. C. A.

Des postes de guet se trouvaient sur les beffrois de Dunkerque et de Bergues, à la Tour de Zuydcoote, à Pitgam, à Bambeckue et aux Salines de Mardyck.

Un cordier, en communication par T. S. F. avec le poste central de la D. C. A. assurait le guet au large pendant le jour (2).

Enfin, il y avait l'aviation.

Nous étions loin des deux mitrailleuses du 1^{er} janvier 1915.

Le 19 octobre le président du Conseil, M. Painlevé, accompagné du général Foch, arriva à l'improviste pour se rendre compte du résultat des bombardements et de l'organisation de la D. C. A.

Ce fut l'entrevue « historique » au cours de laquelle il annonça que la ville de Dunkerque serait citée à l'ordre de l'armée ; le Président du Conseil visita en détail les quartiers les plus éprouvés, l'école Pratique de Commerce et d'Industrie et se rendit à Rosendaël.

Très impressionné par le spectacle du pavillon de la Maternité, M. Painlevé félicita le personnel, médecins, sœurs de charité et infirmières pour leur dévouement.

Une « conférence » eut lieu ensuite au poste de commandement de la D. C. A. à la batterie de Taverne-Plage avec les officiers d'artillerie. Il y confirma ses promesses de faire envoyer d'urgence en renfort des canons et des projecteurs.

Après un rapide déjeuner offert par l'Administration municipale à l'hôtel du Chapeau Rouge (3) le Président du Conseil et sa suite

(1) Arch. du camp retranché de Dunkerque. Sect. Hist. Minist. Guerre.

(2) Les cordiers employés comme patrouilleurs et dragueurs de mines étaient des bateaux d'assez faible tonnage pêchant en temps de paix non avec des filets mais avec des lignes « cordes » longues de plusieurs kilomètres.

(3) Ce jour là — un lundi — était ce que l'on appelait pendant la guerre, à cause des restrictions, un « jour sans viande ».

L'hôtelier embarrassé pour la composition de son menu fit demander au Maire s'il pouvait enfreindre les arrêtés.

— Il faut au contraire donner l'exemple répliqua le Maire et, songeant soudain que la viande de cheval restait « autorisée », il ajouta « que l'on serve du cheval ! »

Horriifié, le bon hôtelier en prépara un morceau judicieusement choisi. Le chef du Gouvernement, les ministres, le général Foch et les notabilités, mis au courant de l'incident par le Maire, se hâtèrent de rire et firent honneur au menu.

regagnait Boulogne. Le soir même il était à Londres.

Cinq jours après la visite présidentielle une filature de jute, située à Petite-Synthe, occupant environ 400 personnes, était totalement détruite par une bombe incendiaire. et une autre usine à Saint-Pol occupant près de 1.800 ouvriers et ouvrières échappait de fort peu, à la destruction.

Le lendemain le Maire écrivait au Président du Conseil, ministre de la guerre, une lettre des plus véhémentes (1).

Le 29 octobre, le Conseil Municipal après une très vive discussion décidait l'envoi du télégramme suivant au Ministre de la guerre :

«... Conseil Municipal de Dunkerque proteste à nouveau avec la plus grande énergie contre insuffisance protection de la ville. Réclame exécution sans délai des promesses faites le 9 octobre. Victimes et dégâts s'accroissent chaque nuit. Situation devient intenable, mouvement populaire à redouter. Conseil Municipal a pris décision démissionner en bloc si moyens de protection et de défense formellement promis ne sont pas d'extrême urgence réalisés ».

Copie du télégramme fut envoyée à

(1) «... Vous nous avez assuré que les constructions de matériel nous concernant seraient activées. Les événements nous montrent, Monsieur le Président que nous n'avons pas le temps d'attendre (souligné dans le texte) pour obtenir ce maximum de protection que nous réclamons.

«... Nous avons le devoir d'insister pour que immédiatement, tous moyens soient mis en œuvre pour protéger notre région avant qu'il soit trop tard... » (Lettre du 15 octobre 1917).

VILLE DE DUNKERQUE

PRÉCAUTIONS

à prendre en cas

DE BOMBARDEMENT

Le Maire de Dunkerque a l'honneur d'informer ses concitoyens que des dispositions ont été prises pour avertir la population de Dunkerque, dans toute la mesure du possible, en cas de reprise de bombardement de la Place par canon ou avion.

Ces dispositions sont les suivantes :

En cas de danger la sirène fonctionnera par coups séparés par des intervalles.

Lorsqu'il se sera écoulé plus d'une minute sans que la sirène se soit fait entendre, c'est que le danger aura momentanément cessé.

Lorsqu'il y aura à nouveau du danger, la sirène fonctionnera à nouveau.

Dunkerque, le 27 Juin 1915.

A Malo, rue Gaspar-Malo. Entonnoir creusé par un obus de 380 le 11 Mai 1915. L'eau des canalisations envahit l'excavation.



A gauche, rue des Vieux-Quartiers le 22 Juin 1915 : ce qu'il reste d'un salon de coiffure, d'une boulangerie et d'une mercerie.

Au-dessous, l'entrée de la rue après l'explosion des obus sur l'Eglise Saint-Eloi.



M. Trystram, sénateur et à M. Défossé, député, en les priant de faire à Paris de pressantes démarches dans les ministères.

Le 30 octobre, le Président du Conseil répondait au député et au sénateur : « Des ordres ont été immédiatement donnés pour le renforcement des mesures de protection, dans toute la mesure du possible : actuellement ont été envoyés cinq nouveaux canons de 75 contre avions, quatre projecteurs de 90, deux projecteurs de 150 ; seront envoyés incessamment quatre projecteurs de 90, deux de 150, d'autre part, le nombre d'avions de l'escadrille dépendant du département de la guerre vient d'être considérablement augmenté... »

Pour la fin octobre 1917, ce matériel de renfort était en position et dans une lettre adressée par M. Painlevé, président du Conseil et ministre de la guerre à M. Défossé, député, on lit :

«... Il y a lieu d'espérer que les dispositions prises amélioreront notablement la situation. »

Enfin, M. Loucheur, ministre de l'armement avisait de son côté M. Trystram, sénateur, qu'il avait donné des ordres « pour que tout le matériel fumigène possible soit mis à la disposition de la défense de Dunkerque. »

Bien souvent, les aviateurs allemands tentèrent de détruire les batteries contre-avions dont le tir rapide et précis les obligeait à se tenir d'abord à une très grande hauteur et ensuite à jeter au plus vite leur cargaison de bombes ou de torpilles.

La batterie de Taverne-Plage où ils n'ignoraient pas la présence du poste de commandement de la D. C. A. fut souvent prise par eux comme cible. En 1916 et en 1917, les bombes tombèrent fréquem-



La demeure du Maire après l'explosion d'un obus dans une cour voisine
(30 Avril 1915)

ment près des canons contre-avions sans pour cela enrayer l'activité de leur tir.

Parfois même, les aviateurs tentèrent, la nuit, de massacrer à coups de mitrailleuses les canonnières à leurs pièces mais les batteries de D. C. A. possédaient également des postes de mitrailleuses qui, en ce cas, entraient aussitôt en action.

Le 29 septembre 1917, une bombe lancée près du projecteur de la ferme Janssen à Cappelle tua un officier et deux sergents et blessa un autre officier et trois sous-officiers du 7^e génie.

Trois jours après, une vingtaine de bombes encadraient la batterie de Taverne-Plage. L'une d'elles éclata près d'une pièce de 75. Là furent tués, à leur poste de combat, le maréchal des logis Duputier et les canonniers Janny Lamotte et Jules Duthoit (un dunkerquois bien connu). Six autres artilleurs avaient été blessés par la même bombe.

En 1924, le général Pauffin de Saint-Morel, en évoquant la silhouette du capitaine Ziégler, l'organisateur de la D. C. A. du camp retranché, dira :

«... Les résultats de la défense contre-avion de Dunkerque sont dus aux remarquables travaux du capitaine Ziégler.

« Il sut tirer le maximum de rendement du matériel, canons, projecteurs, appareils d'écoute, qu'on obtenait péniblement pour lui. Le personnel de ses batteries observait une discipline absolue de tir, alternant les périodes de tir et les périodes de repérage avec une précision et un ensemble chronométrique indispensables mais merveilleux. Un parlementaire notoire (M. Meunier-Surcouf), envoyé en mission à Dunkerque par le Gouvernement n'en cacha pas son admiration. A Paris, disait-il, la D. C. A. qui tiraille éperduement devrait prendre exemple sur Dunkerque » (1).

La rue Caumartin

Dans la soirée du 25 octobre, au cours d'un rapide bombardement (huit torpilles sur Dunkerque et huit sur Malo) se produisit la catastrophe de la rue Caumartin.

Après avoir défoncé la maison portant le n° 12, une torpille pénétra dans l'immeuble n° 10 en éventrant le pignon et alla éclater sous terre contre le mur de la cave qui servait de refuge tant pour les locataires que pour les voisins. Quarante-cinq personnes s'y croyaient à l'abri. Elles furent complètement ensevelies sous les décombres des

deux maisons. Seul, un étage de l'une d'elles resta en l'air par un miracle d'équilibre et constitua une véritable épée de Damoclès au-dessus des sauveteurs.

M^e Degand, avocat, se trouvait dans la cave de sa demeure située juste en face des maisons effondrées. Il montra dans cette tragique circonstance un admirable esprit d'initiative et sa rapide intervention, sous le bombardement qui continuait, arracha plusieurs personnes à une mort affreuse.

Son courage égale sa modestie et ce n'est que grâce à d'autres témoins qu'il nous a été possible de retracer ces minutes sanglantes.

« Il pouvait être, m'a-t-on dit, environ dix heures du soir, le bombardement était commencé depuis à peu près dix minutes lorsque les personnes réfugiées dans sa cave entendirent le bruit des moteurs d'un avion survolant la rue à très basse altitude. Il s'éloignait, revenait puis repartait, nous eûmes l'impression qu'il cherchait à repérer quelque chose, peut être la Caserne des Douanes. Nous étions un peu haletants, serrés les uns contre les autres, redoutant le pire, lorsqu'un coup sourd fit vibrer le sol. La détonation fut si peu forte qu'une petite fille qui dormait dans notre

cave ne fut pas réveillée. La torpille venait cependant de tomber de l'autre côté de la rue, on entendit aussitôt une « cascade » de décombres et de vitres s'abattre sur le sol puis des cris déchirants appelèrent désespérément au secours ».

M^e Degand, accompagné d'un fonctionnaire des P. T. T., sortit en toute hâte emportant à tout hasard une barre de fer et une pioche. Dans la rue déserte, une âcre odeur de poudre se mélangeait aux émanations du gaz dont les conduites avaient sauté.

Vision épouvantable, les maisons abattues n'étaient plus qu'un tas de décombres d'où jaillissaient des cris inarticulés, des râles et des lamentations horribles. Il semblait que ces ruines parlaient, gémissaient de douleurs.

Se laissant glisser le long d'un madrier dans la cave béante, M^e Degand aperçut, sous la maigre lueur d'une lampe électrique de poche, des têtes convulsées sortant du chaos de l'éboulement.

La première victime qu'il put dégager était un enfant de six ans, puis une femme à demi ensevelie mais dont le sang-froid était remarquable. Pendant que M. Flament (le fonctionnaire des P. T. T.) allait à l'Etat-Major chercher du secours, il réussissait encore à dégager aux prix d'efforts surhumains trois enfants de 12, 10 et 8 ans.

Le Maire accourut tout aussitôt, suivi des sapeurs-pompiers, avec un camion automobile contenant du matériel de sauvetage. Entre temps trois autres rescapés avaient été remontés dans la rue à l'aide de cordages. Les recherches continuèrent activement mais vainement.

A deux heures du matin de ce tombeau à ciel ouvert ne montait plus aucune plainte ; un nouvel éboulement de vestiges de murailles et de planchers se produisit, enlevant tout espoir de retrouver des êtres vivants. Le Gouverneur donna alors l'ordre de suspendre jusqu'à l'aube les travaux. Ils recommencèrent au petit jour. Vers midi, onze cadavres avaient été retrouvés. Il fallut à ce moment faire sauter des pans de murs qui menaçaient à chaque instant de s'écrouler en faisant de nouvelles victimes. Le 28 octobre, dans la matinée, les derniers cadavres étaient enfin dégagés.

La torpille avait causé la mort de trente-cinq personnes, quatre hommes, dix femmes et vingt-et-un enfants. Les dix rescapés comprenaient trois hommes, deux femmes et cinq enfants.

Parmi les morts se trouvaient des familles entières :

Un aveugle, organiste à l'Eglise Saint-Martin et accordeur de pianos, nommé Hoestlandt, avec sa femme et ses cinq enfants de 8 à 13 ans.

(1) L'on trouvera plus loin la liste des avions abattus par la D. C. A. du camp retranché.



22 Juin 1915. — Le quatrième obus du bombardement tombe (à 3 h. 15)
à quelques mètres de la statue de Jean-Bart



Messieurs & Mesdames,

Vous êtes priés d'assister à la **Messe Funèbre**
qui sera célébrée en l'Eglise Saint-Martin, à Dunkerque,
le **DIMANCHE 19 Décembre 1915**, à **11 h 1/2**,
à l'intention de

Marguerite-Léontine LEFEVRE

Suzanne-Madeleine LEFEVRE

Bruno-Lucien LEFEVRE

André-Arthur LEFEVRE

Elisée-Paul LEFEVRE

âgés de 9 ans, 7 ans 1/2, 6 ans, 3 ans 1/2 et 2 ans 1/2.

Fils et Filles de M. Gustave LEFÈVRE, Tonnelier,
et de Dame Gabrielle HONTSCHOOTE

Victimes du bombardement du 11 Mai 1915.

Les Dames sont priées d'y assister.

Petits Anges Priez pour Nous.

Rosendaël. — Imp. J. Lefèvre

Une émouvante lettre de deuil.

Une femme de 30 ans, M^{me} Gherboo avec quatre enfants (l'aîné avait 8 ans et le plus jeune 3 mois) et sa sœur âgée de 19 ans.

Une bonne grand'mère, M^{me} Denelle, de 58 ans, disparut avec sa belle-fille (veuve à trente ans) et ses trois petites filles de 8, 5 et 3 ans.

Quarante-huit heures ne s'étaient pas écoulées que le 27 octobre au cours d'un nouveau raid nocturne une torpille dévastait une maison de la rue du Jeu de Paume. Les murs en s'écroulant défoncèrent la voûte d'une cave où se trouvait réfugiée la famille Devloo (le père, la mère et quatre jeunes filles). Sur les indications du fiancé de l'une d'elles l'on retrouva sous les décombres deux jeunes filles ensevelies dans leur lit. Elles furent sauvées (1) ainsi que les parents blessés également.

Malheureusement les deux autres jeunes filles âgées de vingt et de onze ans avaient été tuées.

L'éventrement des caves de la rue Caumartin et de la rue du Jeu de Paume affecta profondément toute la population. Il devenait évident que les « caves-abris » ne pouvaient plus offrir de protection suffisante, de toutes

parts l'on réclama la construction d'abris bétonnés et de tranchées-abris enterrées dans les caves.

Un rapport de police adressé au sous-préfet contient ces lignes :

«... La population laborieuse, patriote est furieuse dans son amour-propre de Dunkerquois et de Français de voir que par terre, par mer et par les airs, sa ville est sujette aux insultes de l'ennemi ».

Nous avons vu que la D. C. A. venait d'être sérieusement renforcée à la suite de l'entrevue sensationnelle à l'Hôtel de Ville entre le Maire et M. Painlevé, président du Conseil.

Entre temps, les aviateurs allemands variaient leurs exploits. Le 9 novembre, ils bombardèrent le vaste hôpital de Zuydcoote où se trouvaient de nombreux blessés alliés et même allemands.

Parmi les morts, l'on releva sept infirmiers français, un médecin anglais et un blessé que l'on allait opérer.

Les dégâts matériels furent très importants (2).

Ballons de Protection et Appareils Fumigènes

En janvier et février 1918, nouvelles interventions du Gouverneur près du G. Q. G. et de MM. Terquem et Trystram près du Gouvernement pour le renforcement de la D. C. A. Ils demandent l'augmentation des batteries contre-avions de 75 et le remplacement progressif de ces pièces de canons de 105 ^m; des projecteurs plus puissants et plus nombreux et enfin des « ballonets » que l'on attend depuis le mois d'octobre.

(1) « On écarte les gravats. Les têtes des deux enfants apparaissent. On voit remuer un peu les paupières. Au-dessus d'elles un mur vacille, soutenu à sa base par l'éboulement où elles sont prises. Les retirer décalerait le mur branlant. Il faut en diriger loin d'elles la chute. Pour qu'elles ne voient point leur mort possible les pompiers couvrent leur visage et nous nous efforçons de dégager les débris de bois et de fer sans broyer la chair vivante prise dans les décombres » (Notes d'un sauveteur).

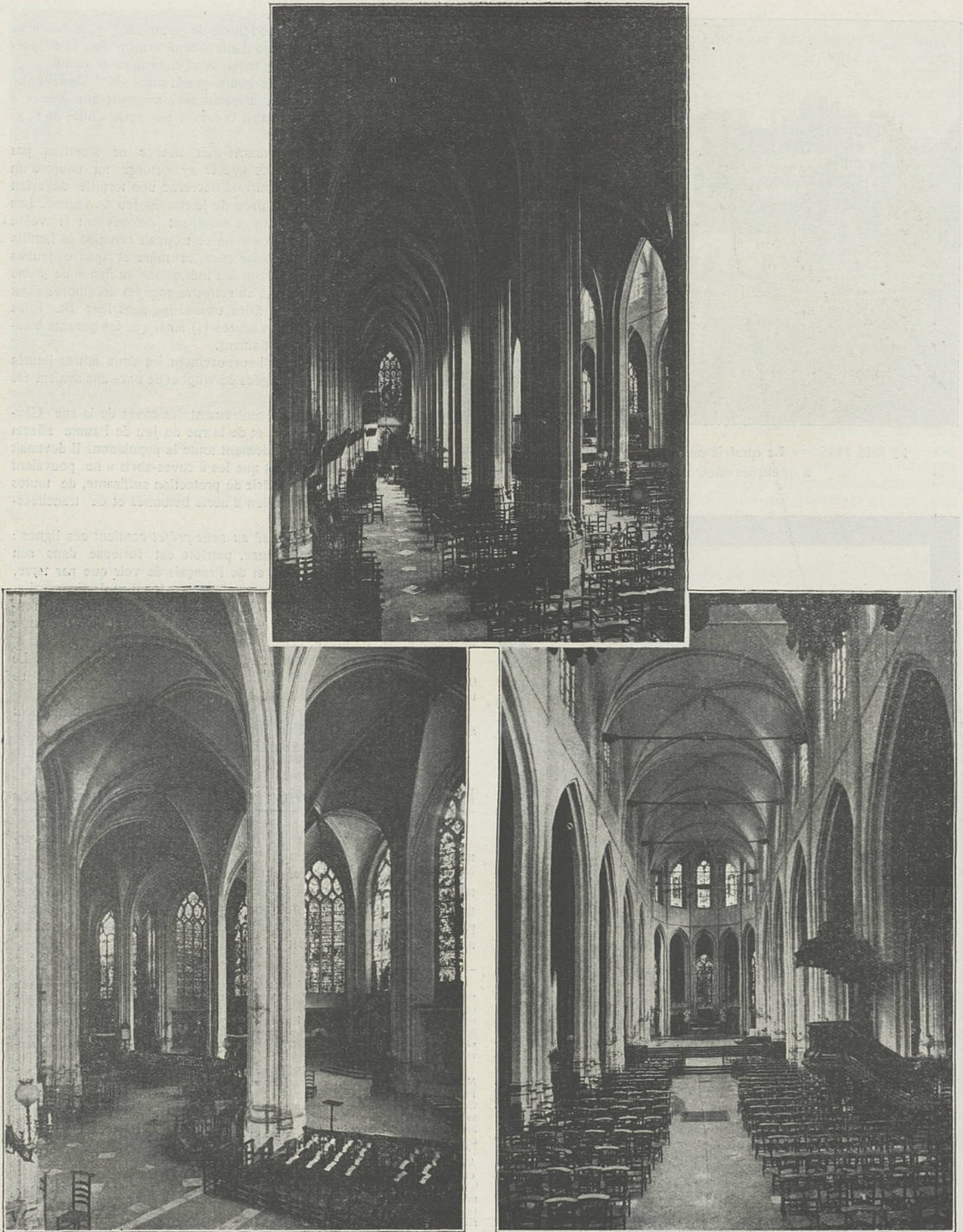
(2) A différentes reprises déjà, le magnifique établissement hospitalier fondé par M. Vancauwenberghe avait été touché par les bombes allemandes. C'est ainsi qu'en 1915 M. Vancauwenberghe télégraphiait au Président du Comité International de la Croix-Rouge à Genève en le priant de transmettre ses « plus formelles protestations aux chefs ennemis responsables... Le Sanatorium est au milieu des Dunes, disait-il, loin de toute agglomération ; de grands drapeaux de la Croix-Rouge émergent des constructions et auraient dû protéger l'hôpital... »

Et voici un spécimen d'une réponse désinvolte du Comité Central de l'Union Allemande de la Croix-Rouge. La lettre a été écrite à Berlin (au Reichstag) en 1917 :

«... D'après les informations prises, nous avons reçu la réponse que, immédiatement à l'Est de la localité de Zuydcoote se trouve un grand camp d'aviation ennemi (allié). A celui-ci était sans doute (sic) destinées lesdites attaques. Si c'est le Sanatorium qui a été atteint, la faute en est à nos adversaires, etc... »

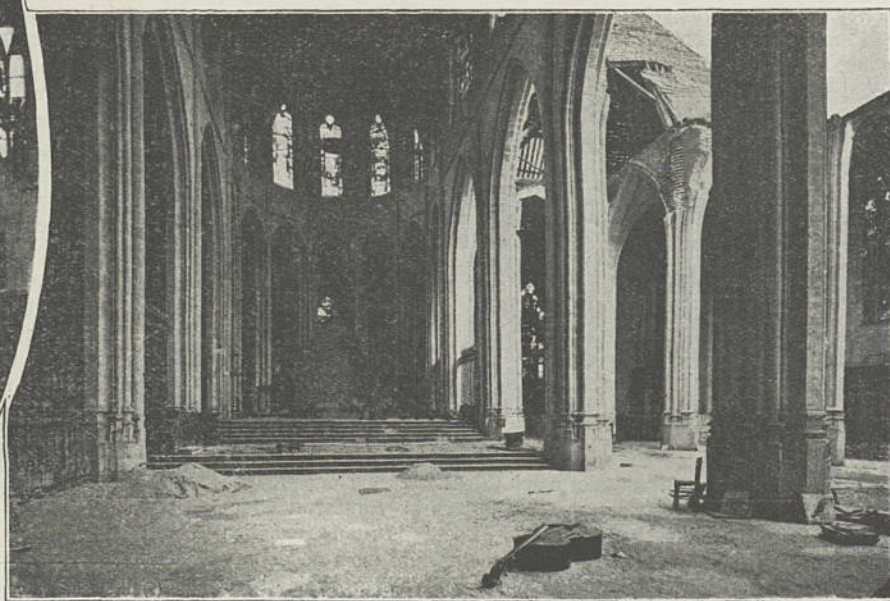
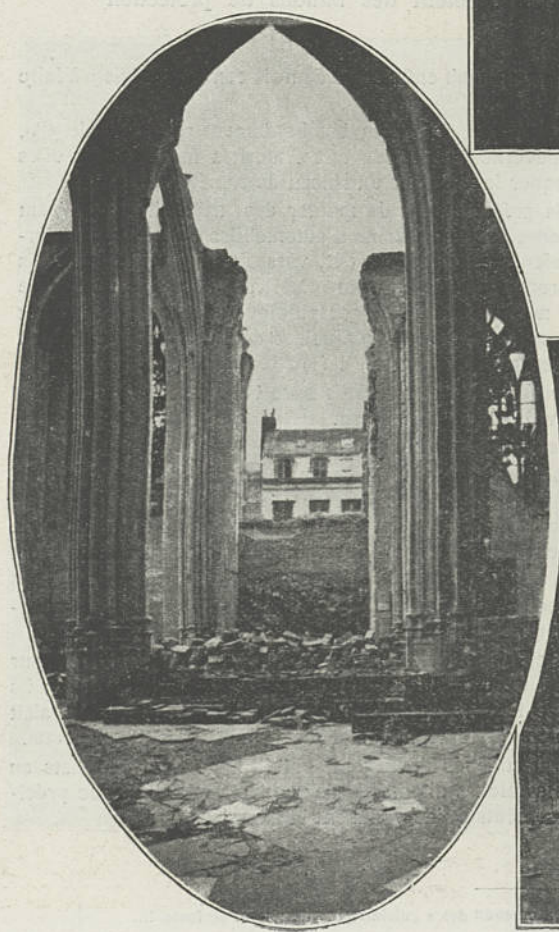
(Signé) : GRIESINGER.

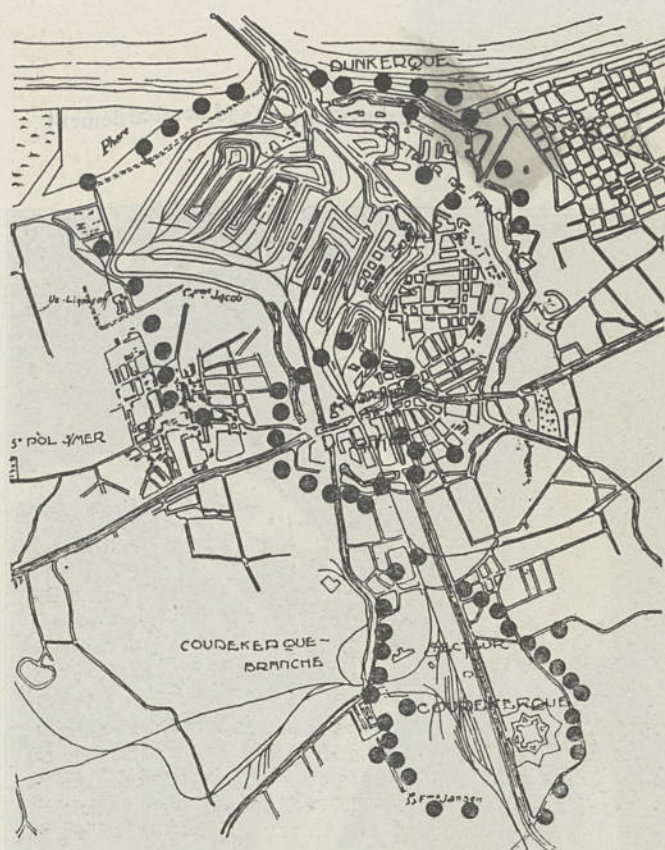
Ce texte se passe de commentaires.



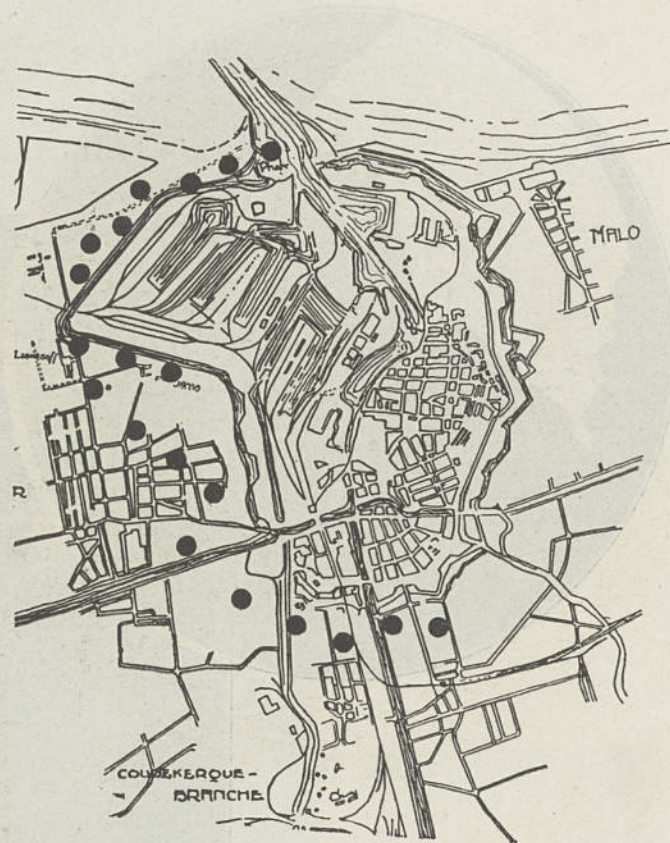
L'intérieur de l'Eglise Saint-Eloi avant le bombardement du 22 Juin 1915.

Les ruines de l'église Saint-Eloi après le bombardement





● Emplacement des appareils fumigènes



● Emplacement des ballons de protection

Au début de février, les parlementaires du Nord sont reçus par M. Clémenceau, président du Conseil, qui promet de s'occuper activement de la question.

Le 10 février, un premier « détachement » de ballonets, puis trois auto-projecteurs à grande puissance, sont expédiés à Dunkerque par ordre du Ministre de l'Armement.

Le système de protection à l'aide des ballonets entra en service le 10 mars 1918.

Il consistait en un « rideau » de câbles tendus verticalement par vingt ballons captifs montant à une hauteur de deux à trois mille mètres.

Employé seulement pendant la nuit, et par temps relativement calme, il était destiné à interdire aux avions ennemis l'accès à basse altitude des points particulièrement vulnérables et à rendre ainsi toute précision impossible dans les bombardements.

A Dunkerque, le barrage s'échelonna derrière les fortifications et les darses depuis la porte du Fort-Louis jusqu'au phare pour essayer de protéger la ville contre les appareils arrivant par mer.

Aucun avion ne vint tomber dans cette immense « toile d'araignée » mais sur d'autres points du territoire les sections de ballonets eurent plus de chances et cueillirent de cette façon plusieurs avions qui se brisèrent sur leurs câbles métalliques.

★★

Le lecteur verra plus loin que la pièce de Leugenboom tirant sur Dunkerque se masquait dans un écran de fumée rendant tout réglage du tir impossible dès que les batteries françaises ou anglaises ouvraient le feu contre elle.

Déjà, en 1916, les Allemands employaient sur mer ce procédé pour protéger les navires. De notre côté, l'amiral Ronarc'h effectuait, en rade de Dunkerque, des essais d'appareils fumigènes. Les expériences qui se poursuivirent pendant plusieurs mois ne donnèrent de résultats décisifs qu'en décembre. En avril 1917 la base

navale de Dunkerque était enfin dotée de trois cents appareils « à faire de la fumée ».

En septembre 1917, lors d'un bombardement par obus de 380, le Général Gouverneur demanda aux Autorités Maritimes si elles pouvaient masquer la ville par un rideau de fumée.

Les Anglais préconisèrent de monter des appareils produisant une fumée intense sur une dizaine d'automobiles qui, en cas d'alerte, se dirigeraient, suivant le vent, vers des points déterminés d'avance et procéderaient « au vent » à l'émission des nappes de fumée. L'idée ne fut pas adoptée pas plus que celle qui préconisait l'emploi des « cuisinières » dunkerquoises dans lesquelles on aurait brûlé des matières « fumigènes » ! (1)

L'on préféra la création de postes fixes entourant les points importants de la ville et de sa banlieue.

Il y eut quatre secteurs bien distincts.

Ceux de la gare et de Coudekerque possédaient une série de quarante-neuf pots fumigènes formant une ceinture complète des réseaux de voies ferrées. Les douze pots du secteur de Malo s'alignaient du bastion 28 jusqu'au champ de manœuvre, en passant par le square Rombout.

Enfin, le secteur du Phare s'étendait jusqu'à Saint-Pol et possédait douze appareils fumigènes.

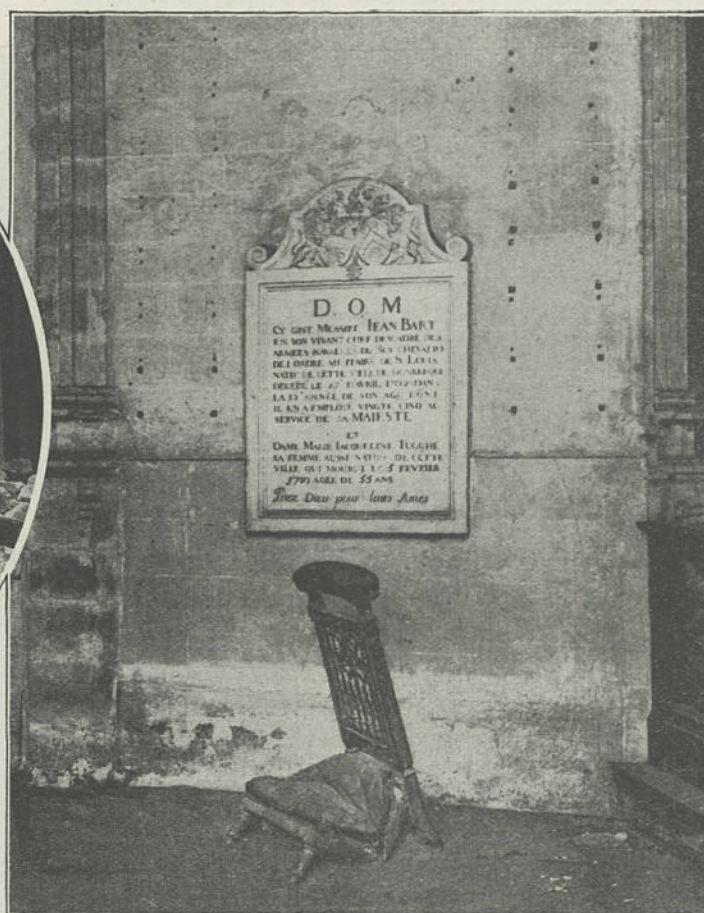
C'était des cylindres de 40" de diamètre et de 50" de hauteur placés sous des tôles ondulées supportées par quatre piquets ; ils vomissaient une fumée extraordinairement abondante qui s'élevait en larges volutes sur toute la campagne et au-dessus des maisons.

Les postes fumigènes donnèrent, paraît-il, de bons résultats en empêchant les aviateurs allemands de pouvoir repérer avec précision les emplacements qu'ils voulaient bombarder.

(1) Il s'agit bien entendu des « cuisinières » de tôle et de fonte !...



Des artificiers retrouvent le culot d'un des obus tombés sur l'Eglise

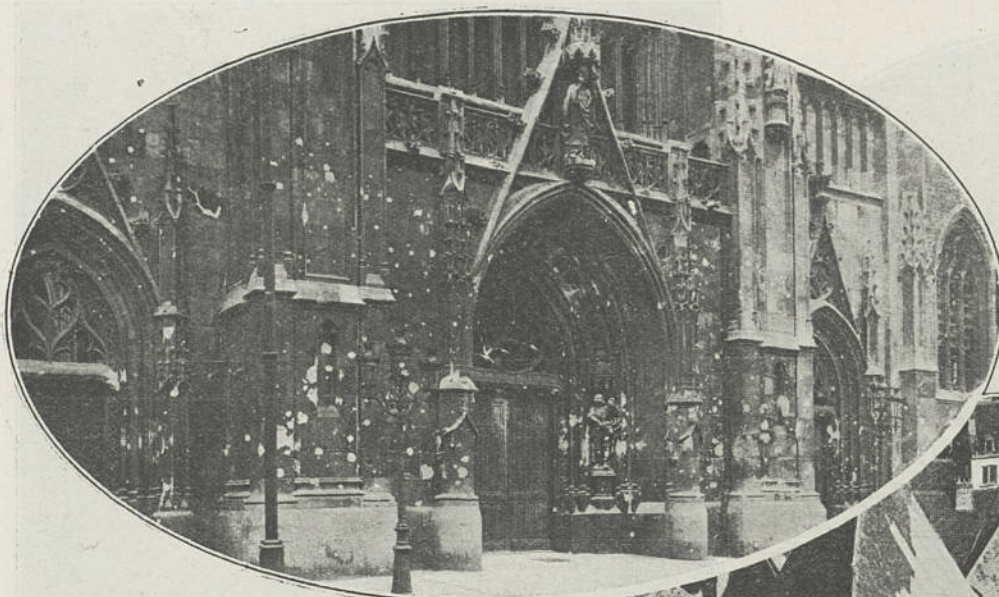


Après le bombardement de l'Eglise, l'épithaphe de Jean Bart retrouvée intacte.



En bas : Maisons dans les rues de la Gare et du Poncean après le bombardement du 21 Juin 1915.





L'Eglise Saint-Eloi

La façade mitrillée par les éclats de torpilles d'avions, et la toiture défoncée par les obus.

On prétend même que la première fois qu'ils furent utilisés, les aviateurs allemands complètement dérouterés s'en allèrent jeter leurs bombes sur Calais, *à bene trovato*. Les Calaisiens ne furent peut-être pas de cet avis.

Ce qu'il y a de certain c'est que le 8 mai 1918, pendant une alerte d'avions le chenal disparut sous le brouillard artificiel des pots fumigènes. Et la brume fut si épaisse et si efficace qu'il en résultat un rude abordage au cours duquel un torpilleur se trouva gravement avarié (1).

Désormais, et jusqu'à la fin de la guerre, la D. C. A. n'aura plus guère de modification. Toutefois, les emplacements des batteries seront encore modifiés et les postes de guet munis d'appareils de repérage dits « paraboloides » permettant, la nuit, de guider les tirs de barrage « au son », c'est-à-dire suivant le bruit des moteurs.

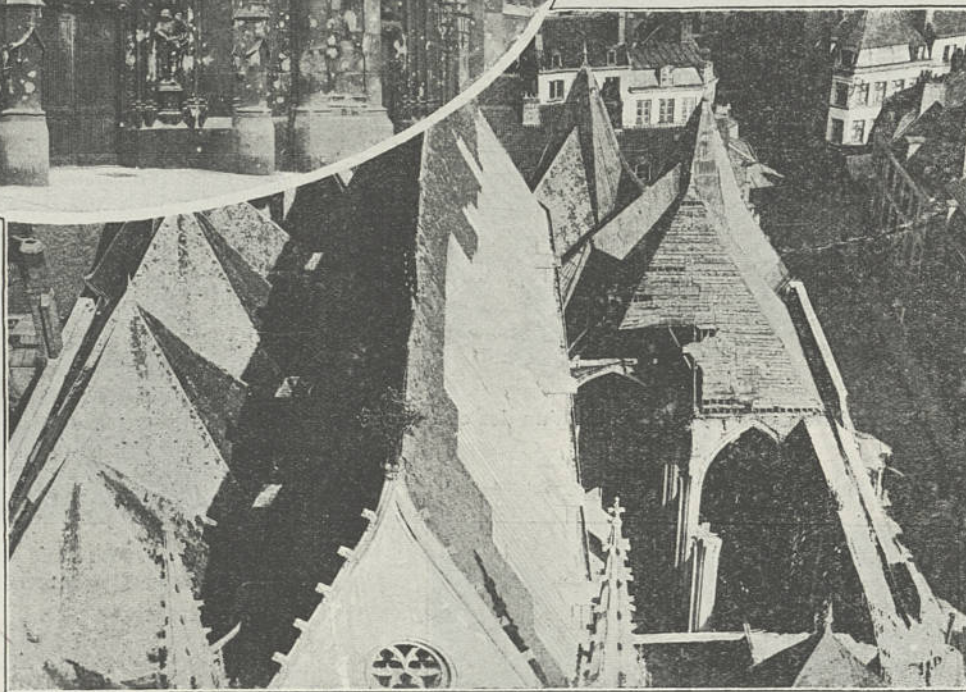
En juillet 1918, à la suite de nouvelles démarches faites à la demande du Maire près du gouvernement par M. Trystram, le Sous-secrétaire d'Etat à la Guerre, M. Jeanneney, répondra : « Dunkerque est suffisamment défendu ! »

Les conséquences d'un communiqué anglais

Le 14 mai 1918, nos amis les Anglais eurent une facieuse idée, ils annoncèrent dans leur communiqué officiel que des forces aériennes anglaises parties de Dunkerque avaient bombardé avec grand succès les docks de Zeebrugge et Ostende et que six avions allemands avaient été abattus.

A la lecture de ce communiqué, les Dunkerquois s'attendaient à une riposte. Elle ne se fit pas attendre ; en quarante-huit heures, quarante-deux torpilles « descendent » sur Dunkerque et sa banlieue. Le Maire, on le devine bien, s'était hâté d'écrire au Ministre de la guerre (M. Clémenceau) pour lui demander qu'à l'avenir l'on observât « la discrétion qui s'imposait » pour la désignation du point de départ des opérations.

A partir de cette époque, les bombardements recommencèrent plus « drus » pendant trois mois.



Dans la nuit du 5 au 6 juin 1918, vers minuit, à Cappelle, au quartier des Sept-Planètes, une torpille tombe, route de Bergues, sur une maison où les époux Leurs tenaient un estaminet et un atelier de charonnage. La torpille écrasa complètement l'immeuble. Les voûtes de la cave cédèrent et le feu se déclara aussitôt dans les décombres. Ce soir là, vingt-six personnes se trouvaient réfugiées dans la maison et la cave qui, nouvellement construites, inspiraient confiance.

Seize personnes périrent écrasées sous les décombres et presque tous les cadavres furent affreusement brûlés dans l'incendie.

Deux femmes de 28 et 19 ans et un enfant de 10 ans, qui se trouvaient au rez-de-chaussée sont blessés mais peuvent se sauver en même temps que six autres personnes qui, par miracle, s'en tirent avec de fortes contusions.

Deux gendarmes réussirent, après des efforts surhumains, à dégager M^{me} Leurs. Elle se trouvait emprisonnée entre deux blocs de maçonnerie. L'infortunée dont les cheveux et les vêtements commençaient à brûler, poussaient des cris d'épouvante. Pendant que l'on s'efforçait de la délivrer elle entendait un de ses enfants âgé de 11 ans, qui, enseveli sous les ruines en feu, criait désespérément : « Maman, maman !... ». La voix ne tarda pas à s'éteindre dans les tourbillons de l'incendie.

Son mari et ses sept enfants, cinq filles et deux garçons de 7 à 22 ans, périrent tous, tués ou brûlés. Les travaux de sauvetage commencèrent aussitôt. L'on retrouva le père la tête écrasée, le corps suspendu dans l'ouverture d'un soupirail.

Outre la famille Leurs, l'on découvrit plus ou moins déchiquetés ou carbonisés, deux petits enfants, encore serrés l'un contre l'autre,

(1) Arch. de la Sect. Hist. Minier. Marine,

l'un avait deux ans, l'autre quinze jours. La mère, blessée, avait pu être sauvée dès les premières minutes de la catastrophe, puis l'on dégacha cinq cadavres d'une même famille, le père, la mère et trois enfants — sur sept — les quatre autres avaient été sauvés aussitôt après l'écroulement de la maison.

Enfin, l'on retrouva un cadavre qu'il fut impossible d'identifier.

Douze enfants et quatre grandes personnes avaient donc trouvé la mort en cet endroit.

La commune de Cappelle leur fit de touchantes funérailles. La mairie avait été transformée en chapelle mortuaire. L'on plaça les cercueils, recouverts du drapeau tricolore, sur quatre prolonges d'artillerie.

Au cimetière, devant une foule violemment émue, une petite fille adressa un dernier adieu à ses petites camarades en leur disant : «... Dormez en paix, petites sœurs et petits frères, vous serez vengés... »

Dans la soirée du 11 août, deux torpilles détruisirent, place du Kursaal, à Malo, l'Hôtel Pyl, où se trouvaient les bureaux d'un groupe d'ambulances de la British Red Cross Society. C'était un dimanche soir, nos Alliés faisaient, paraît-il de la musique et leurs fenêtres éclairées furent repérées par les aviateurs ennemis.

Au cours de ce bombardement, une douzaine de torpilles à grande puissance s'abattirent sur la banlieue de Dunkerque.

Un dunkerquois qui se trouvait attardé dans la campagne écrivit dans ses notes :

«... Pendant de longues heures, l'on aperçoit à l'horizon, vers Calais, d'immenses lueurs de vastes incendies (1).

« Soirée belle, calme. Tout à coup : projecteurs, sirènes... puis tir de barrage du côté de Bergues d'abord et aussitôt Dunkerque s'entoure d'un rideau de feu.

La D. C. A. mettait au ciel des étoiles supplémentaires.

(1) Un raid d'avions sur Calais avait incendié d'immenses chantiers de bois de la Maison Pagniez et un grand parc automobile belge.

« Les lueurs des canons, des explosions, des shrapnells et des fusées, donnent l'illusion d'un gigantesque feu d'artifice. De temps en temps, une lueur plus forte : c'est l'explosion d'une bombe.

« Un Gotha, au vol lourd et bas, passe au-dessus de nous, allant vers la ville : trois grandes lueurs et presque aussitôt trois vastes coups de tonnerre. La terre tremble. Ce sont les torpilles qui explosent.

« Nous étions dans un cercle de feu et les projecteurs balayant l'horizon formaient un spectacle féérique. A l'Ouest, le ciel s'incendie. Le grondement sourd du canon fait vibrer la terre. Dans les pâtures, les vaches meuglent désespérément. Les chevaux hennissent et dans leur effroi, les pauvres bêtes se serrent les unes contre les autres. La terre semblait en folie... »

Les dernières victimes des bombardements par avions tombèrent dans la nuit du 16 au 17 septembre 1918.

A Rosendaël, boulevard de la République, une torpille écrase deux maisons. La voûte d'une cave cède. Il y a six morts, un sous-officier belge, une femme de 68 ans et une mère de famille de 47 ans avec ses trois enfants de 21, 18 et 14 ans.

Enfin, à Leffrinckoucke, la dernière torpille du raid explose sur une ferme. Un éclat d'acier tue net un bébé de dix-huit mois dans les bras de sa mère !... (1).

C'est fini !

L'ère effroyable des bombardements du camp retranché est close. Elle se termine dans le sang de cet enfant innocent dont les yeux rieurs s'ouvraient à la vie, à l'heure immortelle où la Victoire ouvrait enfin triomphalement les portes de l'Orient et les routes du Rhin aux Vainqueurs !

(1) Le dernier bombardement de Bergues est du 21 septembre 1918. Il y eut dans la population civile deux tués et quatre blessés.

VILLE DE DUNKERQUE

A LA POPULATION

Les Dunkerquois ont accueilli, avec un calme parfait et quelque peu méprisant, la nouvelle tentative ennemie contre leur Ville.

Grâce aux précautions prises, la population civile n'a eu à déplorer aucune victime au cours d'un bombardement d'une longueur inusitée.

Si malgré les efforts faits pour lui imposer silence, la pièce tire encore sur vous, **vous ne vous départirez pas des règles absolues de prudence qui vous ont été conseillées.**

Le soldat a deux devoirs : **s'abriter pour empêcher que le boche ne le tue — se servir de son arme pour tuer le boche.**

En vous mettant à l'abri, vous accomplissez le premier devoir du soldat ; en protégeant votre vie, vous conservez une force à la Patrie. Ce ne sont pas quelques briques ou quelques pavés éparpillés qui retarderont la victoire finale.

Dunkerque le 27 Juin 1917.

Le Maire,

Henri TERQUEM

IL EST INDISPENSABLE QUE LES PORTES DES REFUGES RESTENT OUVERTES OU ENTR'OUVERTES, PERSONNE NE DOIT ÊTRE EXPOSÉ A NE PAS TROUVER L'ABRI NÉCESSAIRE.



L'angle de la rue Nationale et de la rue Saint-Eloi après le bombardement du 19 Mai 1916

Un appel à la prudence en 1917

Le raid d'un Zeppelin

Depuis le début des hostilités, la ville avait été à différentes reprises alertée par la présence de zeppelins navigant au-dessus de la région dunkerquoise.

Les dirigeables ennemis, se repérant sur le phare d'Ostende, que les Allemands allumaient spécialement pour les guider, passaient au large de Dunkerque, allant bombarder de nuit l'Angleterre et quelquefois même Calais (1).

En 1916, des zeppelins sont fréquemment aperçus au large et les batteries spéciales tirent vainement après eux (2).

Le 2 avril suivant, vers 22 h. 45, le zeppelin L-21 (3), commandé par le capitaine Wilhelm Schramm, survole Dunkerque à une vitesse de 120 kilomètres à l'heure et à trois mille mètres d'altitude. Le bruit de ses moteurs, le sifflement de ses hélices faisaient penser au bruit d'un grand rapide filant à toute vapeur.

En décrivant un large et rapide virage, il laissa tomber onze bombes. Une seule n'éclata pas.

Ces engins sphériques, beaucoup plus puissants que ceux employés jusqu'alors par les avions mesuraient 38 m de diamètre et pesaient environ cent kilos. Ils contenaient près de quarante kilos d'explosifs (tolite) susceptibles de causer de très gros dégâts.

La première bombe explose dans la cour de la gare, près l'Hôpital d'évacuation, creusant un entonnoir de neuf mètres de diamètre sur trois de profondeur. Deux tombèrent rue du Magasin Général, près des Chantiers Stevenard et Cornemuse. La quatrième éclate sur le quai de la Défense Mobile à moins de trente mètres du sous-marin *Nivôse*, amarré dans l'arrière-port. Deux autres rue de la Marine. Rue Saint-Gilles, au n° 14, une bombe dégringole au fond d'une fosse d'aisance dont le contenu retombe en une gerbe impré-

(1) Ce fut aux avions anglais de la base de Dunkerque que revint l'honneur de survoler les premiers un zeppelin en plein vol. Le 17 mai 1915, le zeppelin L-39 retournant vers Ostende se trouvait à dix milles au large de La Panne quand il fut aperçu du camp d'aviation de Saint-Pol. Deux avions étaient déjà en patrouille, sept autres appareils partirent aussitôt et entrèrent en chasse à la poursuite du dirigeable qui ne tarda pas à être attaqué à coups de mitrailleuses et de bombes. L'une l'atteignit à l'arrière. Gravement endommagé il réussit néanmoins à regagner son hangar. Quelques mois après, il était détruit sur le front russe.

(2) Les Allemands prétendirent avoir bombardé Dunkerque et le « Fort-Mardyck » par zeppelins au printemps 1916 (Ce qui est faux).

(3) Long de 180 mètres et jouant 23.000 mètres cubes.

vue et odoriférante sur tout le quartier. (Une note officielle déclare : on crut à une émission de gaz asphyxiant). Une bombe endommagea tout un groupe de maisons dans la rue du Collège.

Enfin les trois dernières s'abattent rue des Vieux-Remparts (n°s 42-32-28) traversant complètement les immeubles, crevant les voûtes de caves avant d'exploser. Outre les dégâts considérables il y eut trois morts et neuf blessés.

Le raid du zeppelin n'avait pas duré *soixante-dix secondes*.

Pendant que le dirigeable gagnait le large à toute vitesse, poursuivi par les obus de la D. C. A., les secours arrivaient de tous côtés.

Maintenant, a écrit un spectateur, c'est le calme complet, puis on entend des cris, des gens courent éperdus, les pompiers, sous les ordres du lieutenant Lecroix, travaillent à la lueur des torches. Ici, caves et sous-sols sont effondrés et bouleversés comme par un tremblement de terre. Dans le précipice un courageux agent et deux militaires dégagent une femme malgré les décombres qui dégringolent.

A travers les ruines d'un plafond un liquide filtre goutte à goutte.. c'est du sang (une femme au 1^{er} étage a été coupée en deux par la bombe) puis on dégage un blessé évanoui, des femmes, des enfants attendent les sauveteurs avec l'anxiété que l'on devine. Torches et lampes à acétylène éclairent l'horrible scène. Des voix disent : « Attention, attention » puis l'on amène sur la chaussée un corps. Un médecin-major se penche et constate la mort... Spectacle tragique. La nuit claire, étoilée, semble inviter au calme et à la paix... Les travaux de sauvetage durèrent jusqu'à cinq heures du matin.

Dès le lendemain du raid, le Maire et M. Trystram, sénateur, attirèrent énergiquement l'attention du Ministre de la Guerre sur l'insuffisance de la défense de la ville contre aéronefs et demandèrent l'envoi d'un matériel spécial.

Le ministre répondait « qu'il donnait l'ordre de faire une enquête approfondie. »

La population eût été certainement plus satisfaite si le Ministre avait écrit : qu'il donnait l'ordre de renforcer la défense ».

Quatre mois après, jour pour jour, le 2 septembre, le L-21, au cours d'un raid sur l'Angleterre était détruit dans la banlieue de Londres par un avion anglais. Dans ses débris incendiés l'on retrouva carbonisés les quinze hommes d'équipage et le capitaine qui avait été décoré de la Croix de Fer pour avoir bombardé la « forteresse de Dunkerque ».

LES BOMBARDEMENTS PAR CANON

LA PIÈCE DE PREDIKBOOM

Il y avait exactement trois mois que Dunkerque n'avait pas été bombardée lorsque le 28 avril 1915, à huit heures trente du matin, une détonation formidable « si puissante qu'elle semblait remplir le ciel et venir de tous côtés à la fois », ébranla toute la ville. Deux autres explosions aussi violentes suivirent à dix minutes d'intervalle.

Comme la sirène restait muette et que les canons de la D. C. A. ne tiraient pas, la population, sans trop d'émotions, crut un instant qu'il s'agissait de mines sous-marines que l'on faisait sauter sur la plage ou d'expériences faites par les aviateurs alliés.

Bientôt le bruit se répandit que deux bombes étaient tombées dans le cimetière et une troisième dans une prairie de Coudekerque-Br. Les excavations avaient de huit à dix mètres de diamètre et quatre ou cinq de profondeur « capables de contenir une petite maison » écrira un spectateur. Les points de chute formaient un triangle ayant environ huit cents mètres de côtés.

Des éclats de ces bombes « inconnues » pesant plusieurs kilos, furent ramassés dans les rues de la Cunette, de l'Industrie et à la filature Weill.

Les dégâts étaient insignifiants, seuls quelques tombes avaient été bouleversées et l'abri du gardien de la nécropole complètement culbutée.

M. Saugrain, commissaire de police, qui assista — involontairement — à la chute du premier obus ouvrit une enquête. Des témoins habitant sur la route de Dunkerque à Uxem et Leffrinckoucke déclarèrent avoir entendu entre huit heures trente et neuf heures plusieurs sifflements suivis de détonations.

S'il s'agissait d'obus, le projectile venait donc du front de terre entre Nieuport et Clercken. Cette version fut jugée inacceptable par les autorités compétentes :

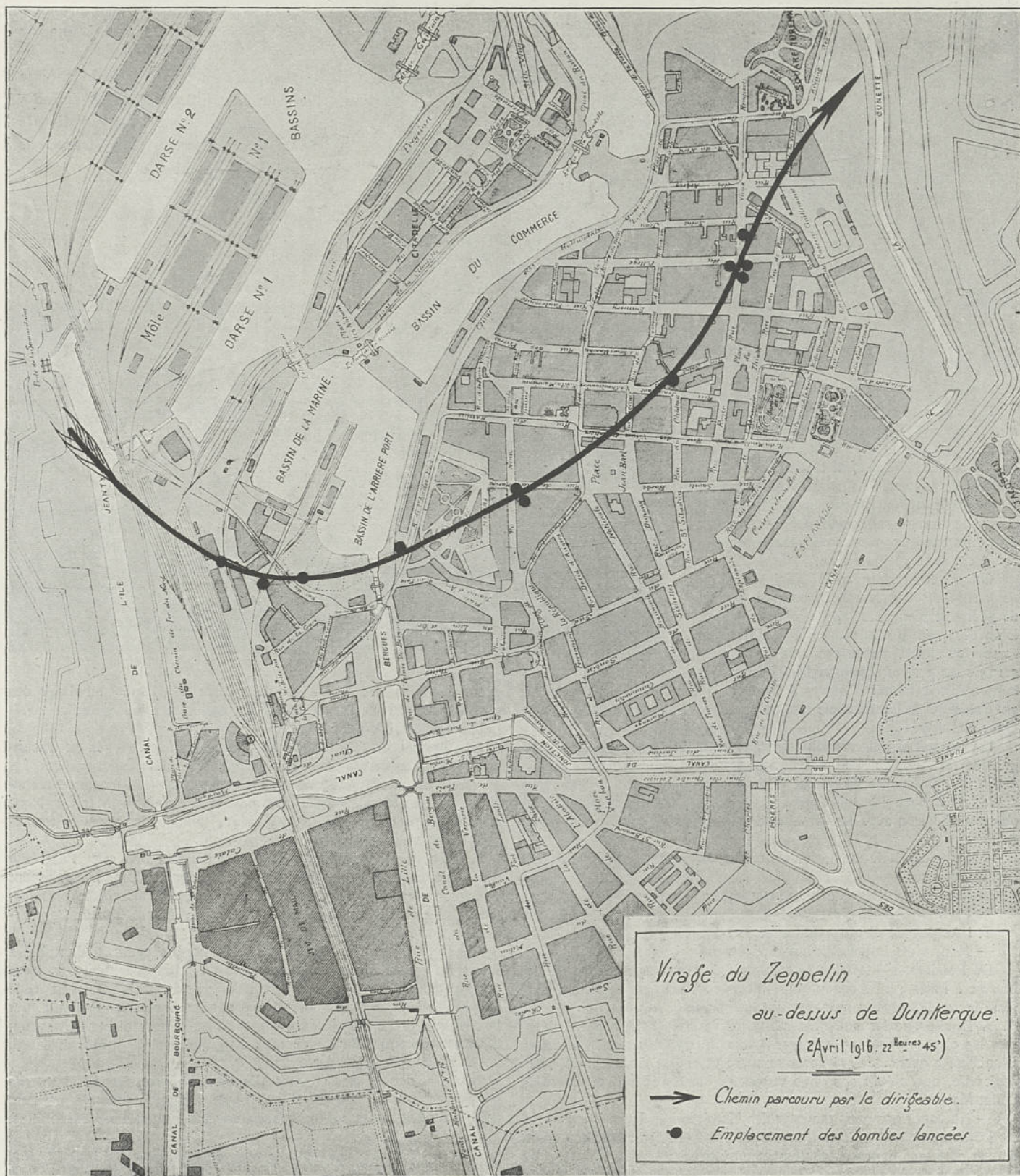
Entre midi et demi et une heure quinze, trois nouvelles explosions gigantesques retentirent encore. Cette fois un avion ennemi, furieusement canonné par la D. C. A., se trouvait au-dessus de Dunkerque.

Une jeune fille de 17 ans, employée à l'épicerie Belley, rue Alexandre III, fut tuée à la porte du magasin par un lourd éclat d'obus qui lui broya le crâne et projeta la cervelle sur le trottoir.

D'où venaient ces mystérieux projectiles ?

Personne n'en savait rien.

L'Etat-Major envoya un communiqué aux journaux locaux déclarant que des bombes avaient été lancées par des allemands montant un avion français, capturé quelques jours auparavant puis il changea d'avis et demanda la suppression de cette note.





— ⊕ —

Emplacement du canon de marine de 380 ^m/_m à Predikboom.

La pièce se trouvait dans la fosse qui sur la photographie est envahie par l'eau. Les énormes massifs de béton portent encore les traces de l'explosion de nos obus.

Dans l'après-midi, l'opinion générale fut que Dunkerque venait d'être bombardée par un croiseur allemand passant au large à une quinzaine de kilomètres. De deux à trois heures, les batteries du front de mer tirèrent violemment et l'on fut persuadé que c'était contre le navire allemand. Cependant des aviateurs envoyés en reconnaissance au large revinrent sans avoir rien vu.

On prétendit alors qu'il s'agissait d'un *dock submersible*, remorqué par un bateau de pêche et plongeant après chaque coup. L'un des plus grands journaux « d'informations » de Paris publiait même la photographie du ponton supportant le canon qui bombardait la Place. D'autres affirmaient que c'était un « mortier » enterré avant la guerre dans une usine à six kilomètres de la ville. On y alla voir.

Un colonel anglais, attaché militaire près du Gouvernement Belge, déclara à M. de Broqueville, ministre de la guerre de Belgique, que les obus ne pouvaient venir que par mer.

M. de Broqueville lui répondit : — Je suis allé sur la plage. J'ai observé l'horizon avec des jumelles d'artillerie, rien ! Cela doit venir de terre.

— Non c'est de la mer ; par terre c'est impossible, dit le colonel anglais, tenace.

Et le Ministre Belge de lui pousser cette « pointe » :

— Par mer ? alors c'est que la flotte anglaise serait battue ?

Et l'Anglais de dire aussitôt avec fermeté :

— Non, c'est impossible aussi.

De Londres, l'Attaché naval français écrivait au Ministre de la Marine à Paris : « Le canon qui bombarde Dunkerque est monté sur plate-forme flottante, remorquée sur les canaux.

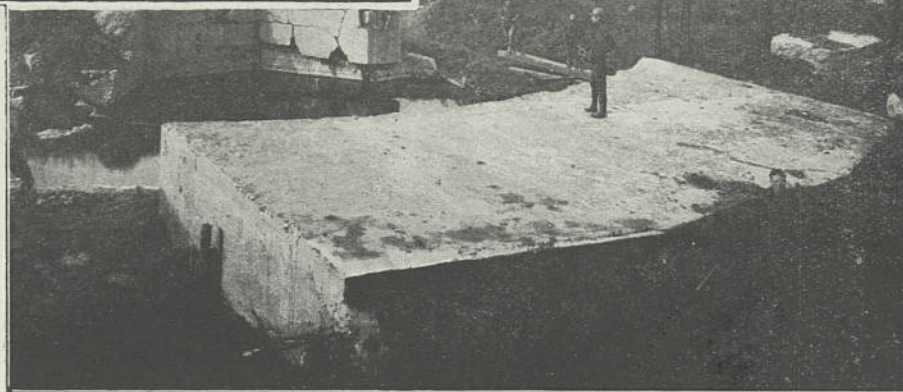
A Dunkerque les autorités militaires étaient si bien persuadées que les obus « venaient de mer » que le capitaine chef-artificier Blanchetête ayant déclaré après enquête et examen des débris d'un projectile, que c'était des obus venant de terre, se vit répondre à l'Etat-Major :

— Ne venez pas nous raconter des histoires à la Jules Verne.

Le communiqué officiel français du vendredi 30 avril contenait de son côté, ces lignes extrêmement curieuses :

«... Des navires de guerre allemands ont été signalés au large des côtes belges. Dunkerque a reçu hier 19 obus de gros calibres, etc. »

Ce texte plein de prudence n'indiquait pas l'origine des obus. La



prétendue présence de navires de guerre allemands au large des côtes laissait au lecteur la liberté de conclure à sa guise et avait l'avantage de réserver l'avenir.

Or, comme on l'a vu ci-dessus, les aviateurs envoyés en reconnaissance au large n'avaient pas aperçu le moindre canot suspect !...

Les milieux officiels surpris, mais non charmés, durent se résoudre à l'évidence. La grande base navale alliée de la Mer du Nord était bombardée par une grosse pièce allemande tirant à trente-huit kilomètres de distance.

L'événement parut d'autant plus extraordinaire que l'extrême portée des canons à grande puissance atteignait alors normalement 18.000 mètres. Le cuirassé anglais *Queen-Elisabeth*, le premier, avait tiré à une distance supérieure à 20.000 mètres lors du bombardement des Dardanelles.

Le Commandant de la Marine à Dunkerque ayant télégraphié à Brest à l'amiral Favereau la nouvelle du bombardement par obus de gros calibre, ce dernier crut que le front de Belgique avait cédé et que Dunkerque était l'objet d'une attaque brusquée. Il donna, sur le champ, l'ordre, au cuirassé *Marseillaise* et au croiseur *Gueydon*, d'appareiller pour aller au secours du grand port de la Mer du Nord.

Et il écrivait au Ministre :

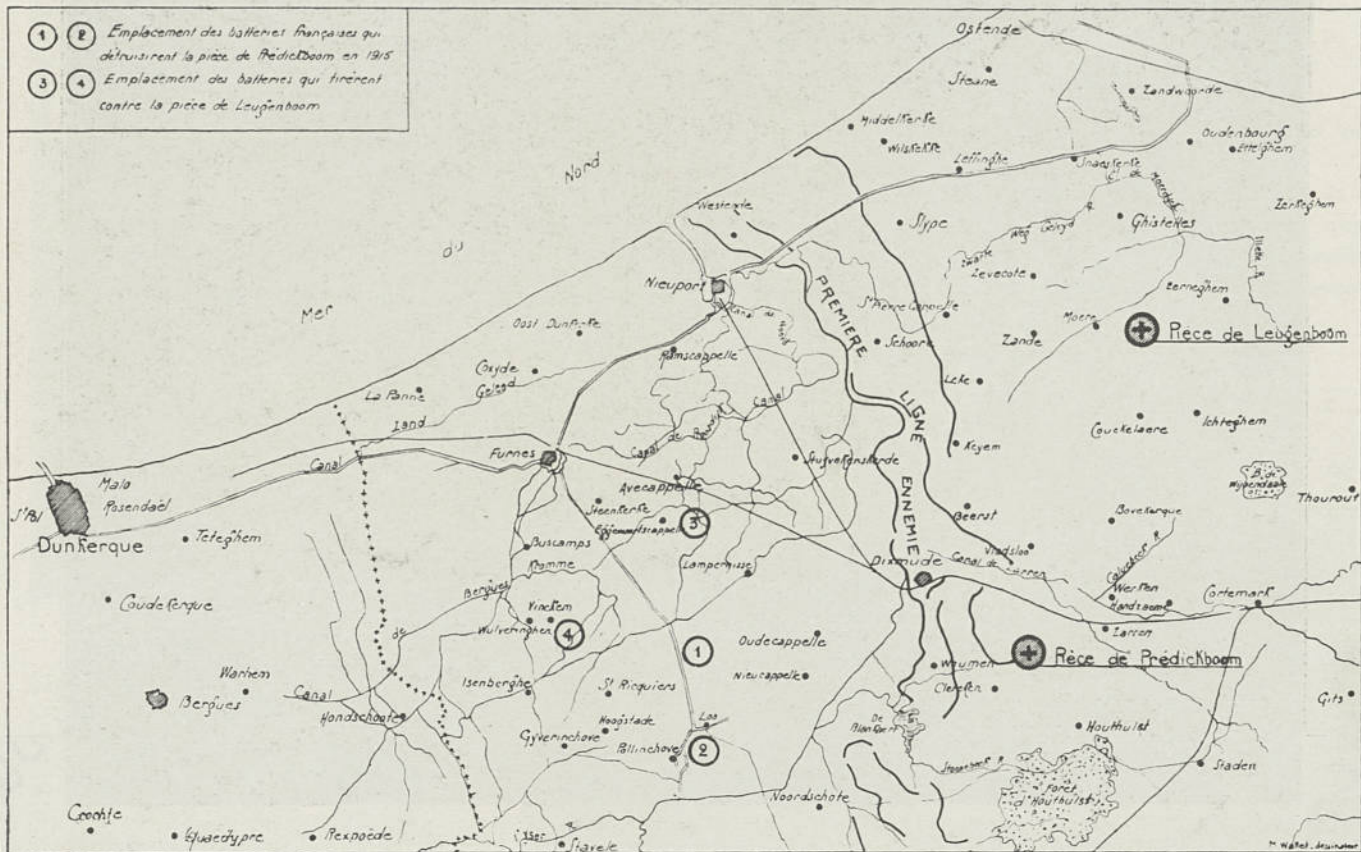
«... J'ai pensé qu'à défaut d'action sur mer des bâtiments de guerre français ne pouvaient être jugés déplacés s'ils s'efforçaient d'apporter à la défense d'une place française leur aide modeste... » (1).

(1) C'est à peu près ce qu'écrivait le maréchal de Villeroi au Roi Louis XIV le 22 septembre 1694 alors que la ville était menacée par les flottes anglaise et hollandaise :

«... Je n'ay pas cru devoir laisser, écrivait-il, une place de l'importance de Dunkerque dans l'apparence d'être bombardée sans y envoyer au moins quelques troupes... »



La batterie de Predikboom. — Photographie prise le 4 Novembre 1916 à 2.500 mètres de hauteur par l'aviation belge. On peut y remarquer les nombreux trous d'obus et de bombes d'avions. En bas : carte de tir établie à l'aide des photos de l'aviation.



En cours de route il apprit par T. S. F. qu'il s'agissait d'un bombardement à longue portée. Cuirassé et croiseur firent demi-tour.

Le bombardement de Dunkerque eut un retentissement mondial, égalé seulement par celui de Paris en 1918 avec les « Berthas » tirant à 120 kilomètres.

Les renseignements précis ne tardèrent pas à arriver. Un soldat allemand du 210^e régiment de réserve fait prisonnier par les Belges donna quelques détails sur la batterie.

Du front, les observateurs signalèrent dès les premières détonations, d'épais nuages de fumée s'élevant en un point où jusque là rien d'anormal n'avait été repéré. Les recoupements situèrent la pièce à 39 km 800 de Dunkerque dans un verger près de Predikboom, non loin de Clercken, dont elle porta le nom.

Dès le 30 avril, le sergent-aviateur Boulenger, d'une escadrille de Saint-Pol, réussissait le premier, malgré le feu des canons contre-avions allemands, à prendre un cliché assez net de la pièce. Une épreuve photographique en fut envoyée immédiatement au général Foch à Cassel.

Les reconnaissances aériennes incessantes et le « Service de contre-espionnage » firent connaître qu'il s'agissait d'un canon de marine de 380 mm spécialement modifié pour tirer sous un angle très élevé et lançant d'énormes obus pesant 800 kilos. Les Allemands le destinaient primitivement à tirer sur Douvres, du Cap Gris-Nez, lorsqu'ils se seraient emparés de Calais-Boulogne (et de Dunkerque naturellement).

La pièce, sous casemate d'acier, installée sur une plateforme enterrée et entourée d'un épais revêtement de protection en béton armé était dissimulée derrière une crête de terrain et un « rideau » d'arbres.

Plusieurs puissantes batteries de D. C. A. la défendaient contre la curiosité des avions alliés.

Le réglage du tir sur Dunkerque s'effectuait à l'aide d'avions d'observation qui survolaient la ville au début de chaque tir et transmettaient par T. S. F. les indications sur l'emplacement des points de chute.

C'est ainsi que lors du 3^e bombardement, le 30 avril, l'on avait pu,

après chaque arrivée des quatre premiers obus, capter les transmissions suivantes : « Court, court, bon, bon » (ces deux dernières concernaient les obus de la rue de la Ferronnerie et de la rue de l'Abreuvoir).

Un ancien officier russe installé à Malo, très habile paraît-il en T. S. F. proposa au Gouverneur d'émettre des ondes susceptibles d'empêcher toute transmission de signaux. Il semble bien que la tentative ne fut pas couronnée de succès. Les avions de réglage, se tenant prudemment à une très grande distance — en hauteur — de nos canons de D. C. A., continuèrent leur mission à chaque bombardement.

Dès son premier tir, la pièce allemande fut soumise au feu des batteries belges, puis, plusieurs batteries françaises de 155 long, placées sous les ordres du capitaine d'artillerie Lecouffe, essayèrent de la détruire mais ne réussirent qu'à gêner considérablement son ravitaillement.

De son côté, le vice-amiral Amet, qui se trouvait à Dunkerque, fit installer une pièce de marine de 16 cm sur une péniche en fer que l'on envoya sur le canal de Loo. Son unique protection consistait dans sa mobilité. Le canon, armé par des marins, tirait un certain nombre d'obus vers la pièce de Predikboom puis changeait aussitôt d'emplacement. Les Allemands n'arrivaient jamais à la repérer à temps.

Après le tir « d'ajustement » du 28 avril, le bombardement « à la Jules Verne » commença dès le lendemain à onze heures trente-cinq du matin. Dix-neuf obus tombèrent sur Dunkerque et sa banlieue.

Cette fois il n'y a plus d'illusions possible, la ville se trouve sous le feu direct de l'ennemi.

«... De cinq en cinq minutes, mathématiquement, impitoyablement, une énorme masse d'acier s'abat sur la malheureuse cité. Quand un obus tombe, le sol tremble dans les caves où sont réfugiés les habitants qui comprennent maintenant ce qui se passe et calculent à quelques secondes près, l'arrivée du projectile. Encore deux minutes, encore une minute, encore trente secondes ; on retient sa respiration, un fracas formidable, l'obus attendu est arrivé.

Voici de quelle « pittoresque » façon un dunkerquois surpris par le bombardement réussit à regagner sa demeure :

«... Je suis rue du Collège et assez inquiet pour les miens qui sont rue Caumartin.

« Au quatorzième obus (route de Furnes), je sors de mon abri pour regagner mes pénates. Je calcule que je dois faire plusieurs étapes et dès que l'aiguille des secondes a marqué quatre minutes, j'entre au débit de tabacs de la rue de la Couronne. L'obus tombe (aux Chantiers de France). Je repars et après quatre autres minutes je m'engouffre en même temps que plusieurs autres personnes dans la cave d'une maison de la rue Dupouy, le seizième obus explose (au port). Je sors et j'arrive chez moi en courant. Les rues sont semées de débris de briques, d'éclats de pierres, etc. (Le dix-septième obus éclatait à ce moment quai des Hollandais)... »

Ne dirait-on pas un promeneur surpris en été par des ondées orageuses et se réfugiant sous les portes-cochères en attendant que « ça cesse » ?

Cette fois c'était des tornades d'acier qui s'abattaient sur la ville.

Au Palais de Justice il y avait audience lorsque le bombardement commença. Magistrats, avocats, avoués et justiciables ne songèrent point pour cela à quitter la salle.

Deux avocats, M^{es} Dubuisson et Lizot continuèrent à faire assaut d'éloquence devant le tribunal présidé par M. Chapeau.

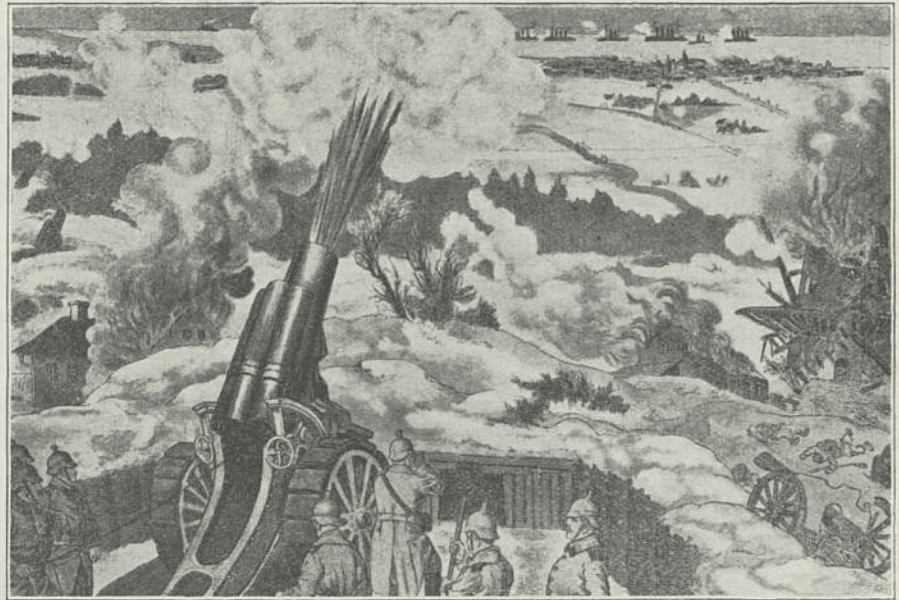
Le tribunal siégea encore le lendemain, le bombardement continuait, lui aussi !...

Le dernier obus — pour ce jour là — tomba vers treize heures vingt. Bientôt avec le calme renaissant, la curiosité reprit le dessus.

Les Dunkerquois sortirent des caves. En famille ils s'en allèrent contempler les dégâts. Ceux-ci étaient réellement impressionnants et témoignaient de la puissance terrible des projectiles.

Une quarantaine de maisons avaient été démolies ou fortement endommagées. L'on comptait 26 tués et 61 blessés tant civils que militaires.

Le premier obus avait éclaté dans le cimetière, des éclats retombèrent sur le pont des Quatre-Ecluses au moment où passait un



Affiche allemande montrant le bombardement de Dunkerque par canon

convoi funèbre dont le cortège se dispersa aussitôt. Le corps ramené à l'église Saint-Eloi fut inhumé dans l'après-midi.

Dans la rue Emmery une femme, ayant quitté l'abri où elle était réfugiée, trouva la mort en allant éteindre dans sa cuisine un réchaud à gaz sur lequel son dîner brûlait.

Sous les décombres d'une partie de l'Entrepôt des Tabacs, servant de cantonnement au 27^e territorial d'infanterie, l'on dégagna une dizaine de tués et 30 blessés. Le cadavre d'un sergent écrasé formait, dit-on, un horrible cercle rigide.

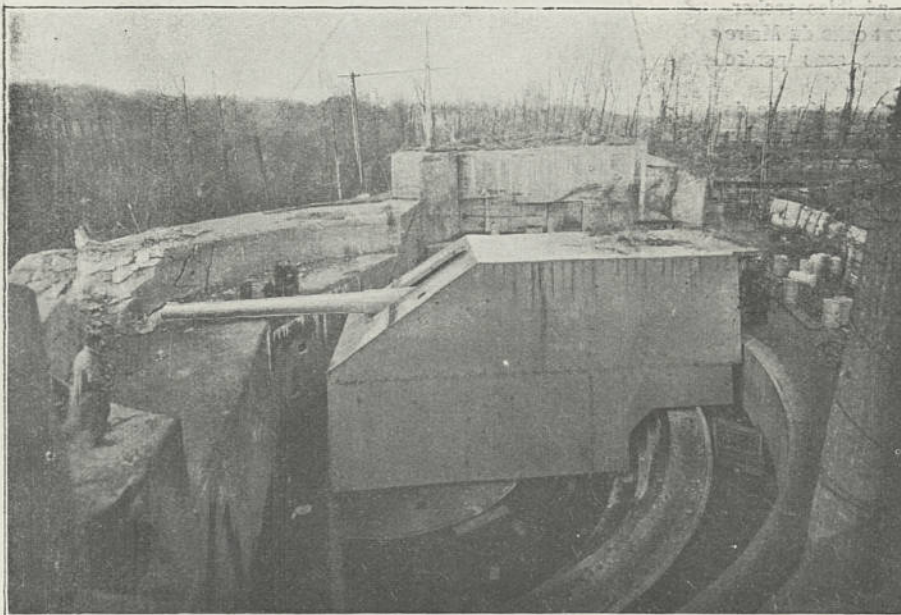
Le lendemain, dans l'après-midi, le bruit se répandit que les aviateurs avaient repéré la batterie tirant sur Dunkerque et qu'un nombre imposant d'avions ne cessait de la bombarder.

Il n'en fallut pas davantage pour ramener le calme dans les esprits lorsqu'à la fin de l'après-midi, vers dix-huit heures dix, le fracas d'une nouvelle explosion déferla sur la ville, y causant une émotion que l'on devine sans peine. Huit obus arrivèrent successivement.

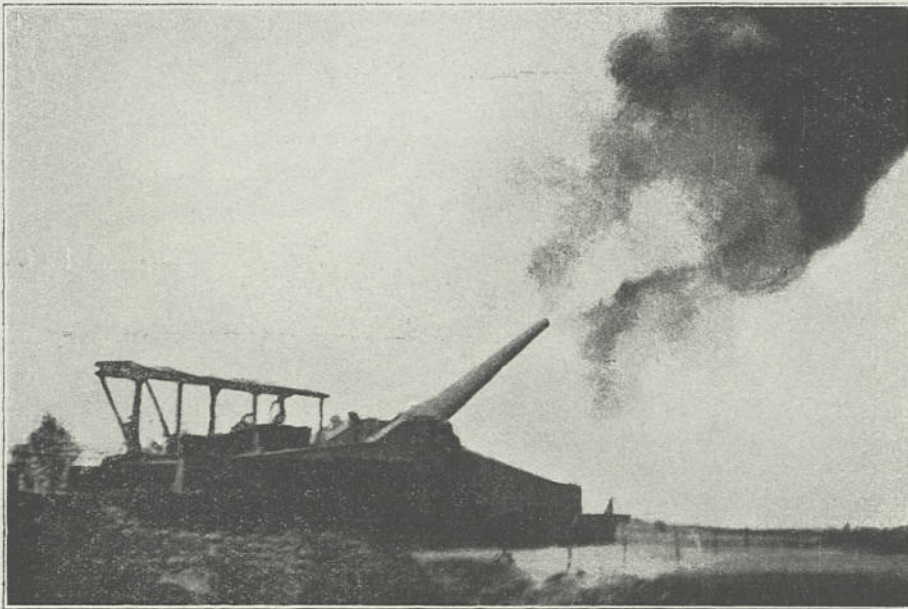
Les deux premiers tombèrent à huit minutes d'intervalle sur le quai Saint-Martin. Puis un arrêt. Rien « n'arrive plus ». Les habitants se rassurèrent, sortent peu à peu des caves et s'aventurent dehors.

Au bout d'une demi-heure, le bombardement reprend. Instantanément, les quelques magasins restés ouverts sont fermés en toute hâte. Dans les caves, qui résonnent sourdement à chaque détonation, l'on compte les coups ; « — C'est le septième, c'est le huitième. » Maintenant le silence se fait à nouveau. La nuit est venue ; les gens, surpris par le bombardement, et qui se sont abrités n'importe où, se pressent vers leur demeure, heurtant en chemin les décombres imprévus.

Dans la rue de la Ferronnerie, où le troisième obus est tombé, le spectacle est horrible. Des hommes vont, viennent, éclairés par des torches vacillantes et fumeuses, ramassant des débris humains qui gisent épars sur la chaussée et les trottoirs bouleversés. Outre les blessés, il y a là dix tués, tous soldats, sortis d'une cave voisine à l'instant même où le projectile éclatait. C'est là que M. Hemmery, de l'Inscription Maritime, trouva la mort. On



Pièce de Leugenboom. Photographie prise le lendemain de l'armistice. Les silhouettes des personnes permettent de juger des dimensions du canon et de sa cuirasse



Pièce de 305 ^m/_m, sur train blindé, tirant contre Leugenboom

retrouva le corps affreusement déchiqueté. Des débris de chair et d'entrailles avaient jailli sur les murs des maisons jusqu'à la hauteur du premier étage.

Vision plus effroyable encore : au moment où l'obus s'abattait, arrivait un douanier filant en vélo vers la rue du Sud ; il eut la tête arrachée du tronc. Tandis que le corps décapité et le vélo, entraînés par l'élan, s'affalaient quelques mètres plus loin dans une gerbe de sang, la tête, boule funèbre et sanglante, roulait sur le trottoir et jusque dans un couloir d'une maison de la rue du Sud, près de la librairie Decoutter.

Rue de l'Abreuvoir, un projectile écrasa une écurie ensevelissant charretier, cheval et voiture. Les personnes réfugiées dans la cave furent retirées à peu près indemnes sauf une jeune mère de famille qui, le bassin écrasé, mourut à l'hôpital. Son jeune enfant n'avait pas été blessé. On le transporta à la crèche Alexis-Joffroy où la famille habitant Saint-Pol vint le chercher (1). L'on ne retrouva le cadavre du charretier qu'après plusieurs jours de pénibles recherches. Toutes les maisons environnantes et notamment celle du Maire furent gravement endommagées et Madame Terquem, sans perdre son sang-froid, échappa de fort peu à la mort.

Le dernier obus éventra à dix-neuf heures trente, la façade de l'Hôpital Militaire, place du Théâtre, qui s'écroula en partie. Un commencement d'incendie se déclara dans les décombres. Le bruit courut qu'il y avait une quarantaine de soldats tués. Les rapports de police ajoutèrent même : « Les cadavres ne sont pas encore identifiés ».

Des gens affirmaient : « L'hôpital est coupé en deux, il n'est pas resté un homme vivant, plus de 200 morts d'un seul coup. »

D'autres fournissaient des détails sur l'enlèvement des cadavres : « des bras, des têtes, on ne savait pas à qui c'était. Et tous ceux de qui on n'a plus rien trouvé... »

Ce n'était qu'un cas d'allucination collective, car en réalité l'obus n'avait fait que deux victimes. Un soldat automobiliste fut tué devant la porte. Un sergent eut une cuisse brisée. Le médecin-major Tellier, adjoint au médecin-chef Beigneux, échappa par miracle à la mort.

Les jours suivants l'on inhuma les trop nombreuses victimes de ces premiers bombardements. Les corbillards étant insuffisants, les cercueils furent alors portés au cimetière sur des prolonges d'artillerie. Spectacle infiniment triste et déprimant dont on épargna le plus possible la vue aux habitants. Les pauvres corps déchirés et meurtris s'en allèrent quasi-inaperçus vers leur dernière demeure.

(1) Le 22 juin 1915, un autre obus tombait à Saint-Pol rue Jean-Bart, écrasait une maison où cette même famille se trouvait réfugiée dans la cave avec l'enfant que l'on retrouva sain et sauf encore une fois.

L'aspect de la ville après les premiers bombardements

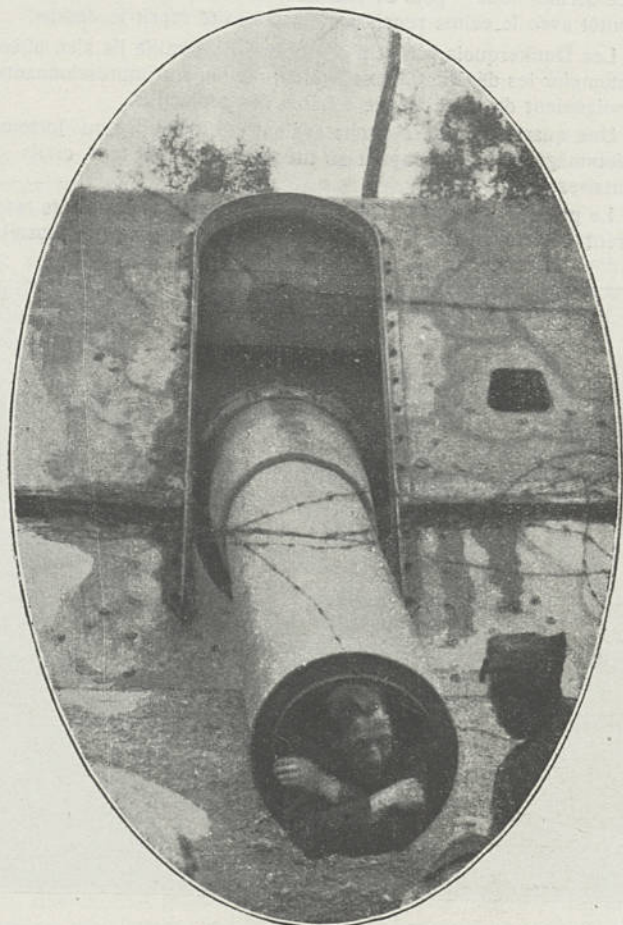
Le soir du 29 avril, la plupart des Dunkerquois songèrent à assurer leur sécurité ou tout au moins celle des femmes et des enfants.

Le bombardement ayant cessé vers une heure et demie, dès trois heures de l'après-midi l'exode se dessina. A la porte de Calais l'on put voir une file ininterrompue de familles fuyant vers la campagne, emportant avec elles les traditionnels paquets et valises. Les trains allant vers Calais furent pris d'assaut par les partants.

Les commissaires, assiégés, délivrèrent sans répit des laissez-passer, bientôt même ceux-ci ne furent plus exigés ni à la gare ni aux portes de la ville.

Le Service de Santé évacua vers l'intérieur tous les soldats blessés ou malades transportables en traitement dans les hôpitaux de la Place. Les services du Gouvernement Belge, installés à l'Hôtel de Ville, se transportèrent provisoirement à Bourbourg.

La ville sembla se vider. Un amateur de pêche à la ligne disait : «... En plein midi, la ville est comme lorsqu'on va à la pêche à trois heures du matin en plein été ».



Le canon de 380 ^m/_m de Leugenboom où un soldat belge a trouvé un abri imprévu

En quatre jours, 30.000 personnes quittèrent Dunkerque, Malo, Coudekerque et Rosendaël (1).

Le 3 mai l'on constate qu'aux portes de la ville le mouvement est redevenu normal. On ne voit plus que de temps en temps quelques personnes sortir de Dunkerque avec des objets mobiliers.

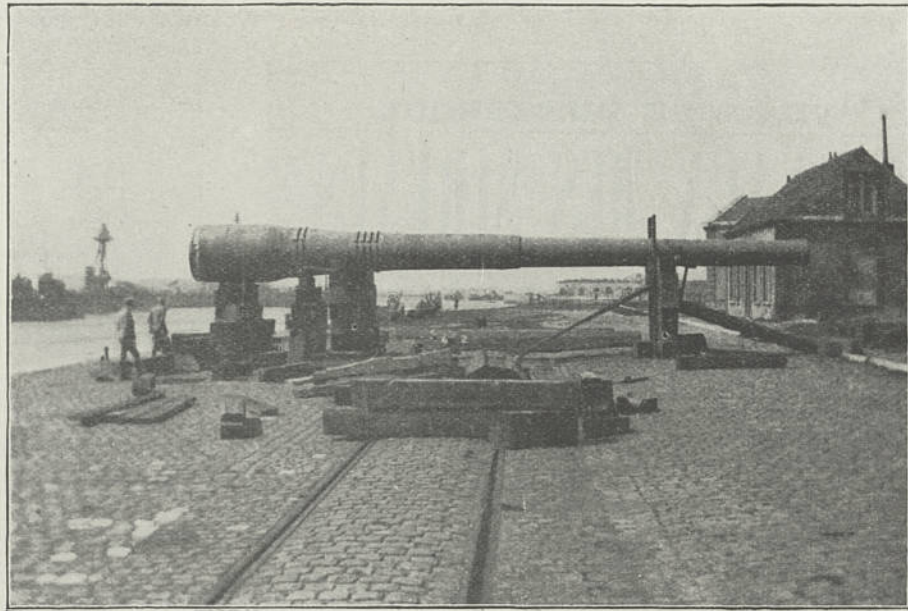
Le Sous-Préfet mandait alors au Ministre de l'Intérieur :

«... La plupart des habitants se sont simplement réfugiés dans les localités voisines dans un rayon de dix à vingt kilomètres au sud-ouest de la place, notamment à Gravelines et Bourbourg, à l'effet d'y attendre que le danger soit passé. Cette partie de la population reviendra à la première accalmie.

Et le Sous-Préfet ajoutait :

«... Quant aux nombreuses personnes qui sont parties par chemin de fer, ce sont principalement des bourgeois (?), des commerçants aisés et surtout des étrangers à la ville. Le Général-Gouverneur a vu leur départ sans déplaisir... Il n'y a eu ni panique ni désordre... »

Pendant plusieurs jours, un grand nombre de magasins restèrent fermés. Sur les



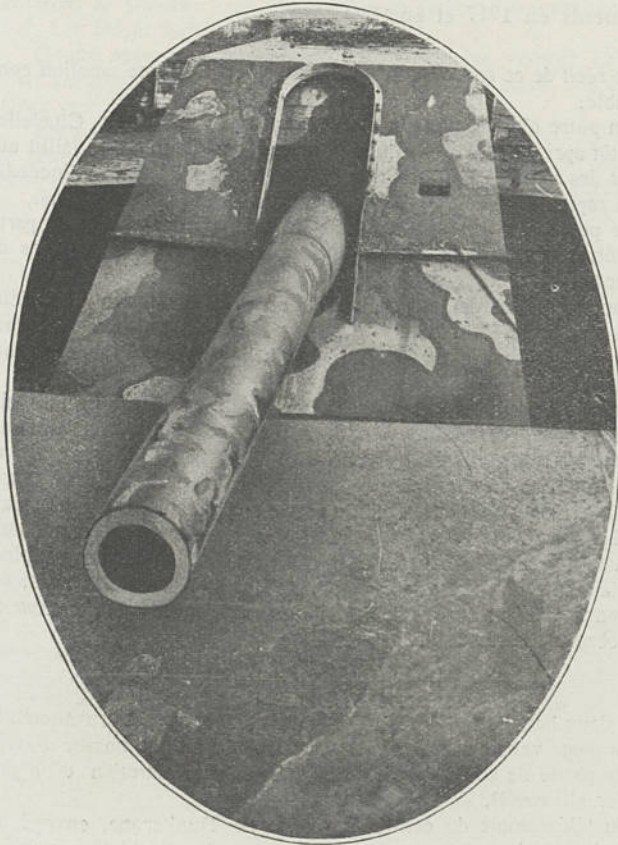
Pièce anglaise de 303 ^m/_m de la batterie installée à Oostdunkerque pour contrebattre les batteries d'Ostende et au besoin tirer sur Leugenboom

(1) M. Bourillon, inspecteur départemental du travail (qui sous le pseudonyme de Pierre Hamp est un de nos meilleurs écrivains) envoyait le 2 mai au Sous-Préfet un projet de proclamation aux habitants du camp retranché (Arch. de la Sous-Préfet.)

Dans cet appel au calme on y lisait :

«... L'unique pièce qui accomplit sur nous un tir à très longue distance a contre elle sa propre usure qui est rapide et la possibilité d'être repérée... » Il s'y trouvait aussi cette affirmation : «... L'évacuation des troupes et munitions s'accomplit pour ôter à l'ennemi toute raison de continuer son tir... »

C'était avoir de généreuses illusions sur le but poursuivi par les Allemands. La proclamation ne fut pas publiée.



Photographie montrant le camouflage du canon de 380 ^m/_m de Leugenboom

devantures closes on lisait parfois des inscriptions significatives : « Fermé pour cause de bombardement », « fermé jusqu'à nouvel avis, prière de faire suivre les lettres à... ». Un commerçant laissait ses volets clos mais continuait son commerce du fond de sa cave et on lisait à sa porte : « Au cas où on n'entendrait pas la sonnette, prière d'appeler par la cave ».

L'Hôtel Saint-Jean, bombardé, transforma sa cave en salle de restaurant.

Un restaurateur de la rue Nationale avait affiché fort honnêtement ces lignes pleines d'urbanité : « Nous prions nos amis de nous excuser, nous fermons pour plusieurs jours ».

Au milieu de cette immense bagarre, la Société Protectrice des Animaux publiait même cet avis : « Si des circonstances malheureuses vous obligent à quitter votre maison, donnez la liberté à vos oiseaux, tuez vos chats et vos chiens. Faites-le pour éviter des souffrances inutiles et pour la sécurité publique... »

Tandis que le Maire lançait une énergique proclamation, le Nord Maritime publiait une déclaration du gouverneur, le général Eydoux.

«... Bien des habitants, disait-il, ont cru devoir quitter la ville... un exode plus considérable pourrait faire douter du sang-froid de la population qui a été si vaillante et si admirable jusqu'ici... »

Appel superflu !

Les bombardements n'avaient pas cessé de quarante-huit heures que les habitants, commerçants ou ouvriers des chantiers et des usines commençaient à rentrer. Un chiffre est particulièrement éloquent : le 7 mai, 1.200 ouvriers travaillent sur le port.

★★

Le 10 mai, trois obus tombèrent sur la ville, ne causant relativement que peu de dégâts. Ce trio « laid et bruyant » constituait en quelque sorte un tir d'essai pour le lendemain.

Par contre, Bergues reçut ce jour là douze obus. Quatorze maisons furent détruites et une vingtaine endommagées. Il y eut douze victimes. Dans les ruines d'une maison de la rue du Mont-de-Piété, l'on retrouva quelques fragments épars d'une femme dont une partie avait été lancée au loin.

D'autres débris humains provenant de deux soldats tués près de la gare furent retrouvés sur les fortifications.

A travers la paisible ville de Bergues, la panique ne tarda pas à être à son comble. Presque toute la population gagna la campagne.

Le lendemain, 11 mai, Dunkerque subissait un violent bombardement. Entre sept heures du matin et deux heures de l'après-midi, trente-trois obus ravagèrent la ville et sa banlieue.

VILLE DE DUNKERQUE

SIGNAUX DES SIRÈNES

Le Maire de Dunkerque a l'honneur d'informer ses Concitoyens que les signaux des sirènes d'alarme seront à l'avenir réglés de la façon suivante :

1° POUR UN AVION OU BOMBARDEMENT PAR MER. -- 4 COUPS de 4 secondes séparés par un intervalle de 4 secondes.

2° POUR UN DIRIGEABLE. -- 8 COUPS de 4 secondes séparés par un intervalle de 4 secondes.

Dans les deux cas un coup ensuite toutes les deux minutes jusqu'à la fin de l'alerte.

3° POUR UN BOMBARDEMENT PAR TERRE. -- DEUX COUPS LONGS DE 10 SECONDES chacun séparés par un intervalle de 5 secondes.

Le danger aura momentanément cessé une minute environ après la fin du signal.

La sirène du Beffroi donnera dans ce cas une série de coups longs sans interruption.

Dunkerque, le 14 Mai 1917.

Le Maire,
Henri TERQUEM.

ARRÊTÉ

DU CONSEIL-GENERAL

De la Commune de Dunkerque.

LE PROCUREUR DE LA COMMUNE certifie que l'arrêté ci-dessus est conforme à la loi du 16 mai 1912, et qu'il a été enregistré au greffe de la Commune le 17 mai 1917.

LE CONSEIL-GENERAL DE LA COMMUNE DE DUNKERQUE, vu l'arrêté ci-dessus, et vu l'avis du Procureur de la Commune, décide de maintenir l'arrêté ci-dessus en vigueur, et de le publier dans la commune de Dunkerque.

Fait au Conseil de Dunkerque le 22 Août 1917, l'Assemblée de la République Française.

Le Procureur de la Commune,
Signé : V. A. L. E. L.

Le Conseiller-Generale,
Signé : E. M. M. E. N. V. M. M.

Les précautions contre les bombardements en 1917 et en 1793

M. Saugrain nous a retracé l'aspect de la ville pendant ces heures d'angoisse. «... Le calme des rues désertes avec leurs magasins aux rideaux baissés n'était plus troublé que par le passage rapide des pompes des sapeurs-pompiers, des ambulances militaires et la présence de rares piétons : officiers, soldats, gendarmes, gardiens de la paix que le devoir obligeait à circuler.

« Les habitants réfugiés dans les caves vivaient dans l'anxiété, inquiets sur leur sort et celui de leurs familles... A chaque obus les occupants des caves poussaient un soupir de soulagement. Celui-là n'était pas pour eux. Alors commençaient les suppositions sur le point de chute probable : Basse-ville, quartier de la gare, Citadelle, Port, etc... »

Vers dix heures du matin, après une interruption de tir de près de deux heures, un obus tomba rue de la Paix sur le trottoir de la laiterie Devos et causa la mort de dix personnes dans des circonstances particulièrement affreuses.

Cinq jeunes enfants d'une même famille furent broyés épouvantablement alors qu'ils jouaient sur la chaussée. L'obus éclata sur M^{me} Devos et un garçon laitier qui se trouvaient dans le couloir de la maison. Le corps de la femme, lancé dans les airs, au-dessus d'une maison, alla s'abattre, décapité et mutilé, dans la cour d'une école où on le retrouva deux jours après.

Sous les décombres de sa laiterie, l'on découvrit un morceau du crâne de l'infortunée avec une poignée de longs cheveux encore adhérents, et un doigt du garçon laitier dont la tête fut aperçue empalée dans la gouttière d'une maison voisine.

Les soldats-infirmiers ramassèrent de tous côtés des débris humains si déchiquetés qu'il fut impossible de déterminer la partie du corps ou le sexe auxquels ils appartenaient. On les rassembla pêle-mêle dans des toiles qu'une voiture d'ambulance emporta à la morgue de l'Hôpital Militaire.

Le récit de ce spectacle terrifiant causa en ville une émotion considérable.

Un autre obus tomba sur les entrepôts Bourdon, en Citadelle. Aussitôt après l'explosion, une immense gerbe de flammes jaillit au-dessus des toitures à plus de quarante mètres de hauteur. L'incendie gagna rapidement d'énormes piles de jute déposées sur le quai.

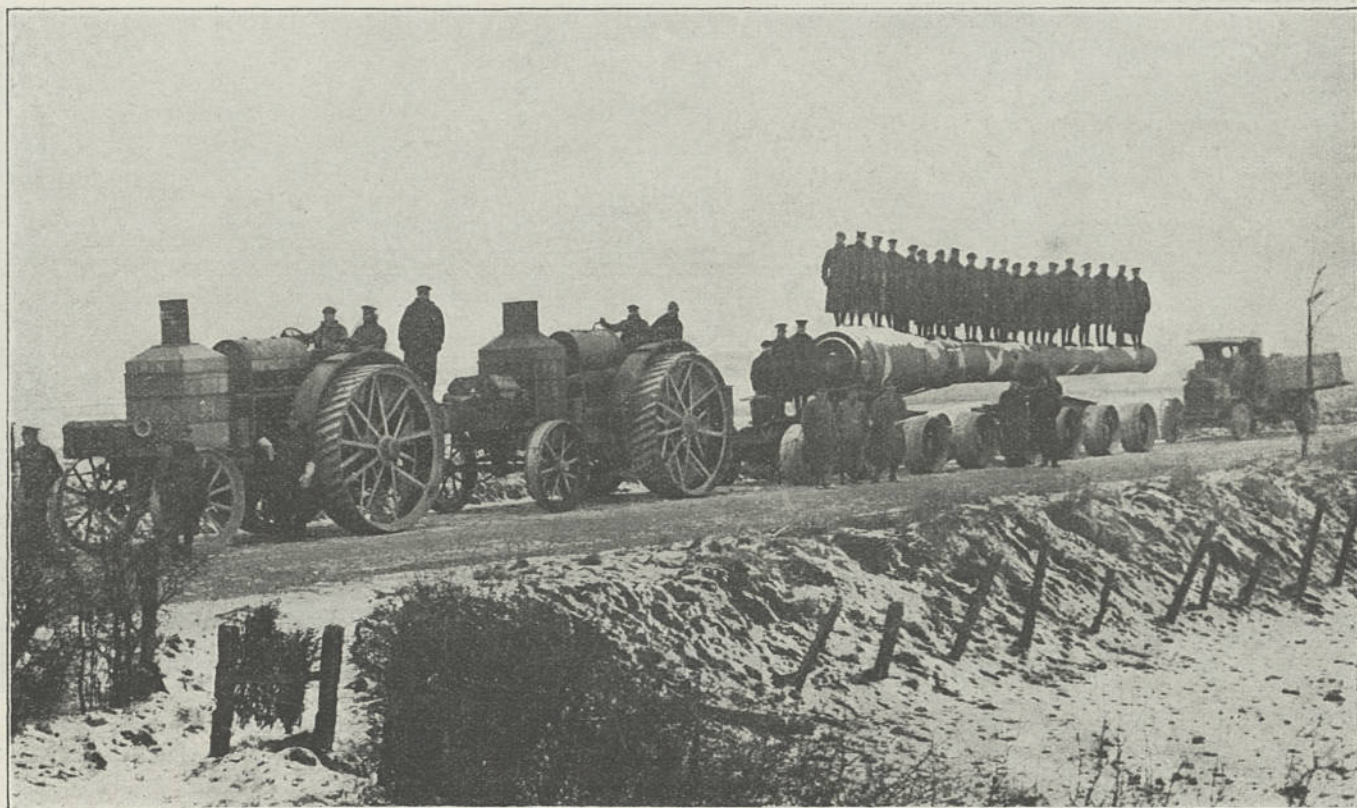
Le poste des Sapeurs-Pompiers de la place des Nations partit aussitôt, renforcé par deux bateaux-pompes et des équipes de sapeurs du Génie.

Sous le bombardement qui continuait et en dépit des obus éclatant à proximité, les Sapeurs-Pompiers luttèrent, avec un rare courage, pendant de longues heures, contre l'incendie qui menaçait tout le quartier.

Non loin du lieu du sinistre, se trouvaient installées, en plein air, dans une cour, les cuisines d'un détachement du 29^e territorial. Deux soldats-cuisiniers, nommés Boucier et Lecomte, refusèrent de se mettre à l'abri, comme leurs camarades, et volontairement ne cessèrent de distribuer du café et de la soupe aux pompiers qui n'avaient rien à manger. Ils venaient de ravitailler un groupe de sauveteurs lorsque, par malheur, le dernier obus du bombardement explosa dans la cour où ils se trouvaient, broyant les cuisines et les bâtiments environnants. Les deux cuisiniers, tués nets, moururent victime de leur obscur dévouement.

A deux heures de l'après-midi, le tir s'interrompait brusquement. La pièce venait d'être atteinte par les éclats d'une bombe d'avion et une partie de son mécanisme était faussée (déclaration d'un prisonnier allemand).

Un télégramme du centre d'aviation de Dunkerque, envoyé au Q. G. à Cassel rendait compte, comme suit, de ce raid de nos aviateurs :



Canon anglais de 15 pouces quittant Dunkerque pour Adinkerque
Cette pièce pouvait tirer sur les batteries d'Ostende et de Leugenboom

«... L'aviation terrestre et la base d'hydravions bombardent les environs de Clerken : 18 obus de 155 et de 90. Plusieurs coups au but. Les avions fortement canonnés.

Quatre appareils touchés peuvent néanmoins rentrer. Le maréchal des logis pilote Nungesser reçoit un éclat dans son casque. Deux autres sont blessés... »

Les contre-batteries continuèrent leur tir intermittent. Le 23 mai, le général Nicolle, commandant l'artillerie du 36^e C. A. décida de contre-battre la pièce toute la journée. Les observateurs signalèrent que l'éclatement d'un de nos projectiles avait été suivi de deux

explosions accompagnées de gros nuages de fumée. Les soutes à munitions venaient de sauter.

Le 25 mai, les aviateurs constatèrent que le terrain environnant était complètement « labouré » par les explosions et qu'une voie ferrée apparaissait comme détruite en sept endroits différents.

Au début de juin, de nouveaux travaux ayant été signalés autour de la batterie, le général Nicolle donna l'ordre de reprendre le tir avec ses 155 longs, mais il ne disposait que de fort peu de munitions (1).

Le bombardement du 11 mai ne contribua pas à ramener la totalité de la population dunkerquoise dans ses foyers. Mais ceux qui y restèrent, et ils furent très nombreux, s'habituaient peu à peu, par devoir, fatalisme, ou indifférence, à vivre sous la menace des obus. Usines et ateliers recommencèrent à travailler comme si le « gros canon » tapi là-bas dans les lignes allemandes n'avait plus sa gueule menaçante dressée vers la ville.

La *Gazette de Francfort* pendant ce temps écrivait : «... La nouvelle sensationnelle que la forteresse de Dunkerque est tombée grâce au feu de notre artillerie navale sera saluée avec joie par tous les Allemands, d'autant plus qu'ils ne s'attendaient point à un pareil résultat... »

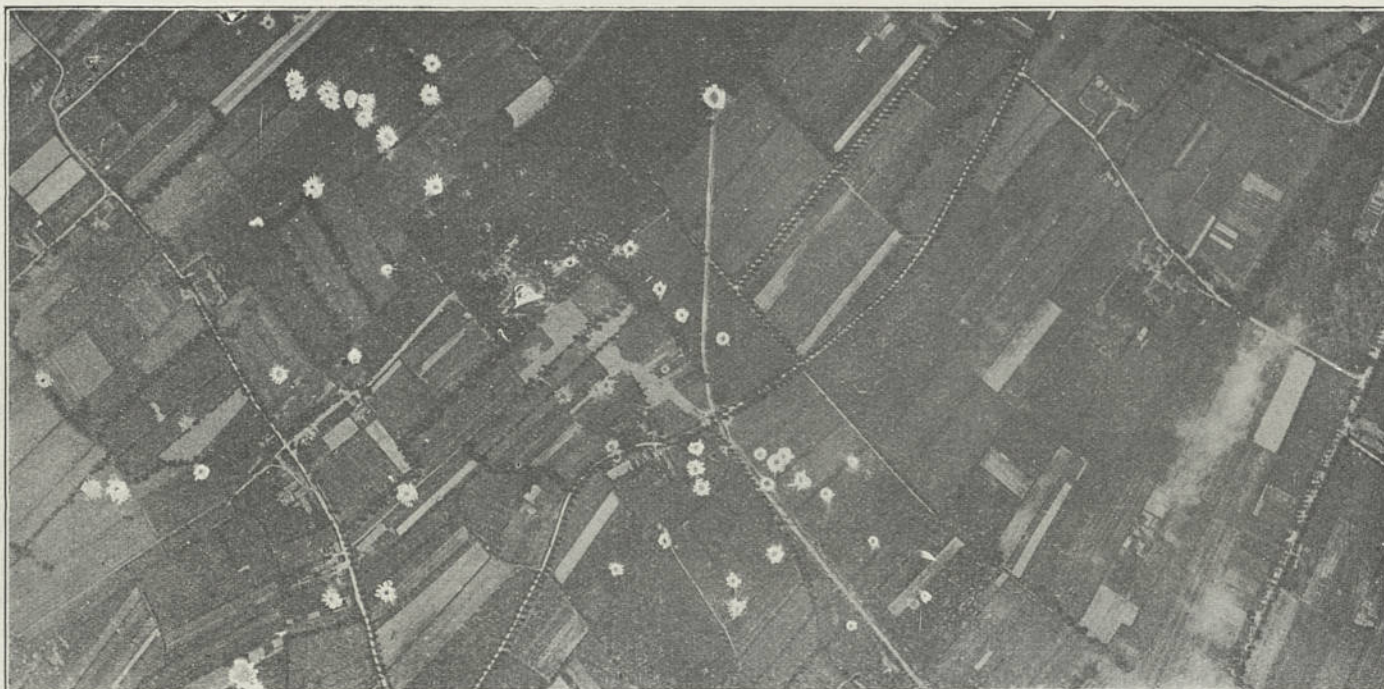
Pour le moins, c'était aller un peu vite en besogne.



L'affût de la pièce devant la Statue de Jean Bart

(1) Officieusement averti dès le 9 juin de cette regrettable pénurie, le Maire se hâta d'en informer discrètement M. Trystram, sénateur, en lui demandant d'intervenir sans délai et directement près de M. Millerand, ministre de la guerre. Ce dernier s'engagea immédiatement à donner des instructions précises. Le 22 juin, les batteries de 155 possédaient une réserve de 150 obus !... deux jours après il en arrivait 300 et un nouvel envoi de 400 était annoncé.

La démarche des « civils » près du Ministre de la Guerre n'avait pas été inutile.



La batterie de Leugenboom, photographiée le 3 Juillet 1917, à 4.500 mètres d'altitude, six jours après son premier tir. L'on aperçoit nettement les entonnoirs des obus et des torpilles. L'emplacement de la pièce se trouve dans l'angle inférieur du petit bois

Par contre, un envoyé spécial du *Petit Journal* en terminant le récit d'une visite dans Dunkerque blessée, disait :

«... Les Dunkerquois ont une âme bien trempée ; ce sont des civils qui tiennent et qui tiendront jusqu'au bout. Ils paient leur dette au Pays avec ce courage tranquille dont les villes du Nord, qui ont tant souffert, ont presque partout donné l'exemple ».

Le 12 juin, les aviateurs alliés rendaient compte que la pièce allemande était toujours dans sa cavité et assez visible.

Depuis plusieurs semaines, le calme ne cessait de régner dans le ciel du camp retranché. A peine y voyait-on quelques rares avions que la D. C. A. canonnait vigoureusement.

Le bombardement du 22 Juin 1915

Le 20 juin, le *Nord Maritime* constatait que les Dunkerquois continuaient à rentrer. « Ils n'ont, écrit-il, aucune certitude de sécurité, mais cela leur est égal. Ils disent : « nous verrons bien quand ça recommencera, si toutefois cela doit recommencer. »

Le 22 juin, à deux heures quarante-cinq du matin, dans l'aube naissante toute bleue et rose d'une journée d'été, « ça recommença » d'une façon foudroyante. Le bombardement ne prit fin qu'à cinq heures et demie du soir. Près de quarante obus s'abattirent sur Dunkerque et sa banlieue.

Il y eut 24 tués et 37 blessés, quarante immeubles complètement démolis, de vastes entrepôts incendiés, l'Eglise Saint-Eloi à demi effondrée, des quartiers entiers sans une vitre intacte.

L'un des premiers obus tomba (à trois heures seize) place Jean-Bart, à six mètres en avant et à droite de la statue de l'illustre corsaire qui, une fois de plus, vit la mitraille passer autour de lui sans l'atteindre. Jean Bart brandissant son épée n'avait pas bougé mais il avait l'air furieux, dira un Dunkerquois.

Sous la formidable explosion, trois ou quatre cents pavés, lancés en une gerbe effarante, s'en allèrent, en retombant, crever les toits des environs ; l'on en retrouva dans tous les greniers de la place Jean-Bart.

Au Café des Arcades, les habitués, au lieu d'entrer par la porte, purent s'offrir la fantaisie de passer par les fenêtres abattues. Au *Nord Maritime*, les dégâts obligèrent la Direction à faire tirer le

journal sur une antique presse à bras. Rares furent les vitres de la place qui échappèrent à l'hécatombe, l'on en ramassa les débris à pleins tombereaux.

A cinq heures dix, un obus allume un immense incendie dans les anciens Magasins Généraux ; dix soldats surpris par l'éboulement des murs sont « littéralement cuits à l'étouffée », note un officier de sapeurs-pompiers. On les retrouva au bout de quelques jours dans les décombres. Trois autres soldats sont également tués et douze blessés.

Dès les premières lueurs de l'incendie, quatre postes de pompiers arrivent sur les lieux, renforcés aussitôt par un bateau-pompe. L'incendie se développe avec rapidité dans les stocks d'huiles et matières grasses destinées à une savonnerie. Vingt-deux lances déversèrent des torrents d'eau et le dévouement des pompiers réussit à éviter un véritable désastre. Vers le soir seulement, l'on commença à se rendre maître du feu, mais l'incendie continua encore les jours suivants.

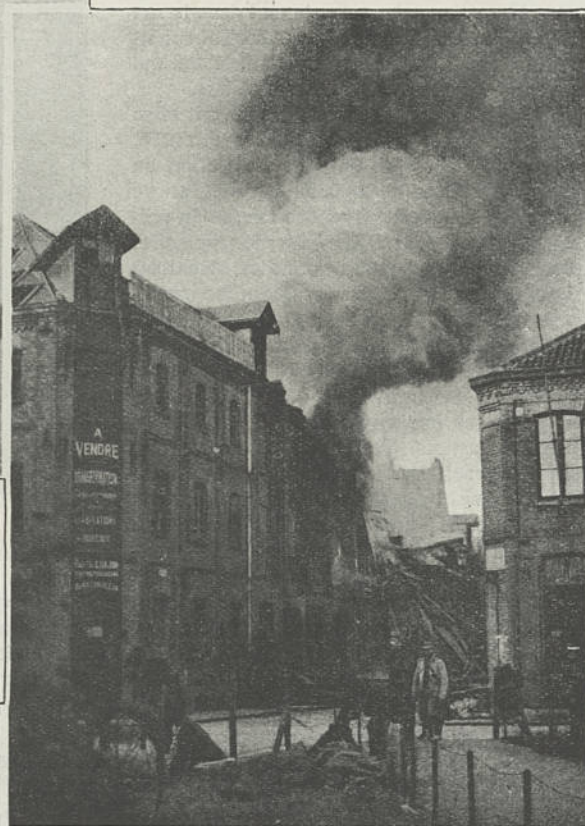
Pendant le sinistre, un énorme nuage de fumée monta dans le ciel à plus de cent mètres de haut et, poussé par un vent léger, se déroula jusqu'à l'horizon dans la direction de Loon-Plage.

Le dernier obus de la journée tomba à 17 h. 35 sur un hangar au môle I, où il y eut plusieurs tués et une quinzaine de soldats blessés. Là encore, un incendie se déclara aussitôt dans des montagnes de balles de jute et de sacs de farine. Trois postes de pompiers, un bateau-pompe arrivent, bientôt il y a onze lances en activité. Les valeureux efforts des pompiers réussirent à préserver complètement plus de 4.000 sacs de farine et un important matériel du Service de Santé. Dès dix heures du soir, des équipes de déblaiement commençaient l'enlèvement des précieuses farines à la lueur de l'incendie qui dura toute la nuit et la journée du lendemain.

C'est par millions que se chiffrent les dégâts pour ces deux seuls sinistres.

L'Eglise Saint-Eloi, rebâtie au XVI^e siècle, sur les ruines de celle incendiée en 1558, pendant un siège resté fameux, avait déjà assisté à bien des bombardements, sans subir de graves dommages. Il n'en fut plus de même cette fois.

Ce jour là, vers onze heures, un obus défonça la voûte du bas-côté de droite, brisa plusieurs piliers, abat un large pan du mur de façade de la rue des Vieux-Remparts et bouleversa l'intérieur de l'Eglise en même temps qu'il communique le feu dans les combles. Cinq ou six personnes et deux enfants de chœur qui se trouvent dans



Les Magasins Généraux, quai de la Citadelle,
incendiés le 22 Juin 1915, à 5 h. 15 du matin, à la suite de l'explosion, d'un obus de 380 ^m/_m

la nef centrale sont miraculeusement épargnés par la chute des pierres et des éclats de l'obus.

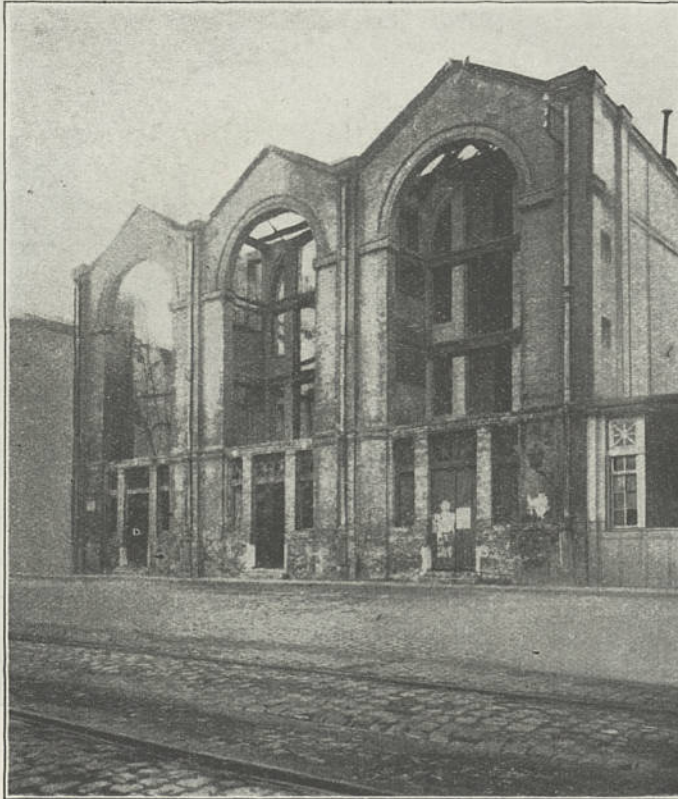
Prévenus, les pompiers accourent aussitôt, grimpent sur les toits, jettent dans la rue une partie de la charpente enflammée ; ils réussissent à éteindre rapidement le feu qui menaçait de se propager à tout l'édifice.

Ils sont à peine redescendus du toit et se trouvent encore chez le chanoine Brousse, doyen de Saint-Eloi, qui leur avait offert un peu de vin blanc, qu'un deuxième obus arrive à 13 h. 30. Il éclate à quinze mètres du précédent et achève de bouleverser le sanctuaire, abattant de nouvelles colonnades, dévastant la nef et les bas-côtés, saccageant les magnifiques vitraux. Le vin fut bu tout de même et parut d'autant meilleur que les pompiers venaient de l'échapper belle. Dix minutes après, un obus tombait à 50 mètres de l'église, sur une boulangerie de la rue des Vieux-Quartiers. Trois maisons s'écroulent, dans un fracas immense, sur une cave dans laquelle se trouvaient un grand nombre d'habitants. Heureusement, les voûtes ne cédèrent pas et les « rescapés » étourdis, couverts de plâtras, se hâtèrent de gagner un autre refuge.

Le lendemain, un avis collé sur la façade de l'Eglise Saint-Eloi annonçait que par ordre supérieur l'entrée de l'église était interdite au public. Quelques jours après, le service du culte était transféré dans l'ex-chapelle des Pères Rédemptoristes de la rue David-d'Angers (1).

(1) «... C'est vraiment pitoyable de voir ainsi disparaître le seul monument de valeur de Dunkerque et c'est un véritable désastre », écrivait le Maire, en signalant en haut lieu qu'il n'avait personne de compétent sous la main pour apprécier ce qui pouvait être utilement fait pour tenter de sauvegarder le reste de l'édifice.

En octobre 1916, un arrêté du Sous-Secrétaire d'Etat aux Beaux-Arts classait l'Eglise Saint-Eloi comme monument historique. Enfin, en mai 1919, la Commission des Monuments Historiques approuvait un devis des réparations établi par M. Paquet, architecte. Les travaux de restauration commencèrent peu après. On estime que les dépenses pour la réfection totale s'élèveront à 3.900.000 francs.



Façade des Magasins Généraux après l'incendie



Immeuble détruit rue Voltaire, à Rosendaël

L'Administration Municipale fit revêtir de sacs à terre le maître-autel et construire un mur pour clôturer et soutenir la grande nef qui pouvait s'écrouler à son tour par suite de la destruction de ses contreforts du bas côté de droite.

Les dégâts en ville étaient réellement importants et il faut renoncer, même dans un ouvrage comme celui-ci, à tenter la description. Un peu partout, les canalisations d'eau de gaz et d'électricité étaient détruites. Chose plus navrante encore, dans le cimetière, des tombeaux avaient été éventrés.

Ce fut au sens exact du mot une journée tragique. Le bombardement dépassait en violence tous ceux que la ville avait subis jusqu'alors.

En dépit de ces heures mortelles, la vie municipale ne fut pas interrompue. Sur le port même, si menacé, des équipes de dockers continuèrent à travailler.

Est-ce pur hasard ou suite d'informations de leur service d'espionnage, toujours est-il que les Allemands avaient exécuté ce bombardement le jour où le Conseil Général du département du Nord devait se réunir à l'Hôtel de Ville de Dunkerque. La séance eut lieu quand même sous la présidence de M. Vancauwenberghe, assisté de M. Poivert faisant fonction de préfet. Les parlementaires du Nord, MM. Trystram, Debierre, Hayez et l'abbé Lemire se firent un devoir d'y assister ainsi que le Maire de Dunkerque.

Le Conseil de Guerre avait audience au Palais de Justice. Les débats s'ouvrirent à l'heure fixée et les Dunkerquois applaudirent le geste d'un ancien bâtonnier du barreau de Dunkerque, M^e Georges Cavrois, qui traversant la ville d'un pas allègre, s'en alla défendre devant les juges militaires, un artilleur « coupable » d'avoir vendu ses « godillots » à un ouvrier agricole. Le client de M^e Cavrois fut d'ailleurs acquitté au son du canon, à défaut de celui du tambour.

Sans retard, de nombreuses équipes de sauvetage et de déblaiement travaillèrent dans les rues bombardées pour relever les décombres, déblayer les chaussées, combler les trous d'obus, réparer les canalisations. Deux jours après les tramways circulaient à nouveau.

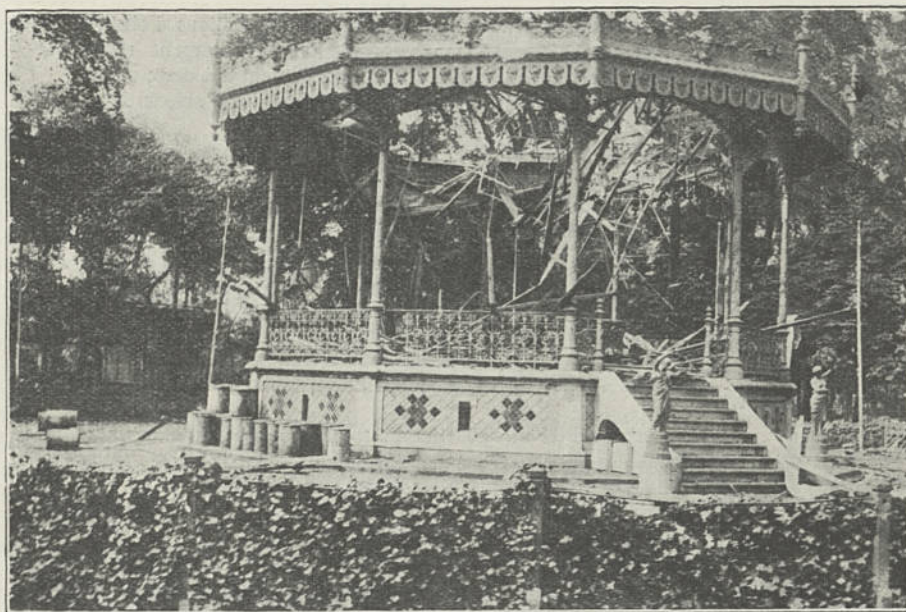
Tous les services municipaux restés imperturbablement à leurs postes fonctionnaient normalement.

Le général Eydcux, gouverneur, écrivait au Général commandant le 36^e C. A. :

«... Il ne semble pas que ce quatrième bombardement ait impressionné beaucoup la population, la ville a en effet à peu près repris aujourd'hui son activité des jours précédents... »

Et il concluait, superbement :

«... Somme toute, bombardement sans effet sérieux et dans tous



Le kiosque du jardin du parc de la Marine défoncé par une torpille (19 Mai 1916)

les cas sans portée sur le moral, du bluff... » (1) — Signé : EYDOUX.

C'est à la suite de ce bombardement que les journaux espagnols, à tendances germanophiles, annoncèrent à toutes les Espagnes, et en lettres énormes, que les Allemands venaient de prendre Dunkerque.

Le radio allemand avait transmis cette alléchante nouvelle : « Nous avons pris la place fortifiée de Dunkerque ainsi que les villes de Bergues, Hondschoote, Furnes et Cassel ».

Il fallait lire, beaucoup plus modestement : « Nous avons pris sous notre feu ». Cela n'empêcha pas un grand journal de Madrid de tirer cette conclusion limpide :

«... Par la conquête (hum' !...) de Dunkerque, les Allemands dominant maintenant toute la côte de la Manche. L'importance de cette victoire est telle qu'elle constitue le fait le plus important de la guerre et la plus grave atteinte à la puissance britannique... »

Aveu ingénu qui montrait pourquoi les Allemands firent tant d'efforts pour s'emparer, et à défaut pour détruire, la cité dunkerquoise.

Deux jours après ce sévère bombardement, le Maire écrivait une fois de plus à M. Trystram, sénateur. Il lui demandait de réunir une délégation des parlementaires du Nord se trouvant à Paris et de faire pression sur le gouvernement afin d'améliorer la défense du camp retranché.

«... La France, dans son intérêt même, écrivait-il avec véhémence, n'a pas le droit de nous laisser détruire. La démolition d'une ville telle qu'Arras ou Albert est très malheureuse, mais ce n'est pas un désastre comparable à ce que serait la mise hors d'état pour de longs mois, sinon plus, du port... »

« Vous dont le nom s'attache à sa grandeur, vous aurez plus à cœur que qui que ce soit de prendre avec moi toutes les initiatives pour défendre l'œuvre de votre père et la vôtre... » (Lettre du 24 avril 1915).

La liberté de trafic du port était d'autant plus importante à maintenir, notait de son côté l'amiral commandant les forces navales françaises de la Manche, qu'en avril 1915 il y a un encombrement formidable en rade du Havre où soixante-cinq transports attendent leur tour d'entrée dans les bassins.

Les Allemands ignoraient si peu le grand rôle de la base navale et militaire de Dunkerque qu'en avril 1922 le capitaine de corvette allemand, Kinzel, du service des pièces de marine tirant sur Dunkerque et Paris, écrivait dans son livre : « Auf-See Unbesiegt » :

«... Le 28 avril 1915, des obus de 380 tombèrent pour la première

fois dans Dunkerque et par la suite la ville n'eut guère de repos. Nous apprîmes bientôt que l'important trafic de ce port était presque paralysé (1), or ce port était très utile pour les transports de personnel, de munitions et de vivres... »

La riposte des batteries alliées

— Vous êtes le Maire de Dunkerque ?

— Oui, mon Général.

— Vous devez avoir le bras long !...

(Le Maire, se tenant subitement sur une réserve tout à fait territoriale) :

— Heu !... ça dépend.

— Bon, bon, cette pièce qui vous bombarde, elle vous embête, hein ?

— (Le Maire, rasséréiné) ça, oui.

— Faites-moi donner de quoi la détruire et je vous en débarrasse.

Et le Général d'expliquer au Maire que les canons dont il disposait n'étaient pas assez puissants et qu'il réclamait vainement deux pièces de marine de 240 mm qui se trouvaient inutilisées dans un fort de Toulon.

— Faites-les moi obtenir et la destruction de votre canon est assurée », disait le Général qui ajoutait prudemment, avant de s'éloigner :

— Ah ! maintenant que vous êtes au courant, vous n'avez jamais vu le général Nicolle et vous ne lui avez jamais parlé.

Tel était le dialogue échangé dans les derniers jours de juin, près de la batterie de Taverne-Plage, entre le capitaine Terquem, maire de Dunkerque et le général Nicolle commandant l'artillerie du 36^e C. A.

Le soir même, le Maire expédiait à Paris un rapport par courrier spécial et urgent à M. Trystram.

Quelques jours après, j'imagine assez volontiers qu'un des deux interlocuteurs dut avoir un léger sourire lorsqu'il apprit qu'un lieu-

(1) Notre Allemand exagère !...



Coiffeur militaire exerçant ses fonctions, en plein air, à Saint-Pol

(1) Arch. de la Sect. Hist. du Minist. de la Guerre.

tenant de vaisseau des batteries de Nieuport venait de recevoir l'ordre de se rendre à Toulon pour ramener sous Dunkerque les deux pièces désirées.

Les bombardements par avions s'accompagnaient régulièrement de l'immense fracas de l'artillerie de la D. C. A. qui pour les Dunkerquois réfugiés dans les caves était une preuve — par l'ouïe — de l'existence des batteries de protection.

Par contre, les obus du bombardement à longue portée arrivaient — si j'ose dire — sans accompagnement, presque silencieusement, mais le concert d'artillerie existait quand même, seulement il avait lieu au départ.

Le bombardement du 22 juin provoqua un formidable duel d'artillerie. Dès que la pièce ouvrit le feu, deux batteries françaises de 155 lourd, une batterie de 120 et un groupe d'obusiers belges entrèrent en action, réglant leur tir à l'aide de quatre escadrilles d'avions.

Bientôt quatre contre-batteries allemandes protégeant la grosse pièce ripostèrent à leur tour, lançant des obus de gros calibre.

La canonnade devint si intense que le parc d'artillerie de Dunkerque dut en toute hâte ravitailler en projectiles les batteries françaises.

Le bombardement de la position allemande continua les jours suivants. Pour la seconde fois, le canon fut atteint et l'on apprit par un prisonnier allemand que les dégâts étaient assez importants.

Pendant quarante-huit jours la pièce fut hors de combat.

Pendant que les Allemands remettaient leur 380 en état, nos artilleurs achevèrent l'aménagement des deux pièces de marine de 240, objet de la sollicitude du général Nicolle.

Le matériel arriva par chemin de fer jusque Furnes via Dunkerque. Tous les travaux de construction des plate-formes, des casemates, voies ferrées spéciales etc. furent exécutés *de nuit* à quelques kilomètres des tranchées de première ligne et parfois même presque sous le feu des canons de campagne allemands.

Les deux pièces, situées à 7 km l'une de l'autre, se trouvaient toutes deux en Belgique, l'une près de Polinhove, l'autre à Forthem. La première à dix kilomètres du but, la seconde à douze kilomètres.

Pour régler à cette distance un tir indirect de précision sur un but ayant à peine trente mètres de côté, sept observatoires terrestres

furent prévus. L'Armée belge « prête » deux ballons d'observation. Tous ces organismes étaient naturellement étroitement reliés téléphoniquement avec le poste de commandement des deux pièces.

Le P. C. disposait en outre d'une escadrille d'avions de surveillance et de protection munis de T. S. F.

Le 2 juillet « Polinhove » est enfin prêt à ouvrir le feu ; quatre jours après « Forthem » l'est également.

Le 9 août, la pièce de 380 rompit son silence et ouvrit le feu vers neuf heures du matin.

« Polinhove » et « Forthem » donnèrent aussitôt de la voix ! La terre en trembla à deux lieues à la ronde.

Un seul obus allemand tomba à Dunkerque dans le canal près de l'île Jeanty ; six autres s'égaillèrent par intermittence de neuf heures trente-cinq à midi dans les environs d'Hondschoote.

Nous étions loin du bombardement méthodique des mois précédents.

L'irrégularité et l'absence de toute précision dans le tir montra combien la batterie allemande fut paralysée par la riposte française.

En effet, dès les premiers obus, tout le mécanisme de protection s'était déclenché avec le rythme cadencé d'un mouvement d'horlogerie.

La sirène du bateau-feu donna l'alarme à Dunkerque environ 80 secondes avant l'arrivée de l'obus. En même temps l'alerte générale était donnée aux batteries de 240 et à tous les observatoires.

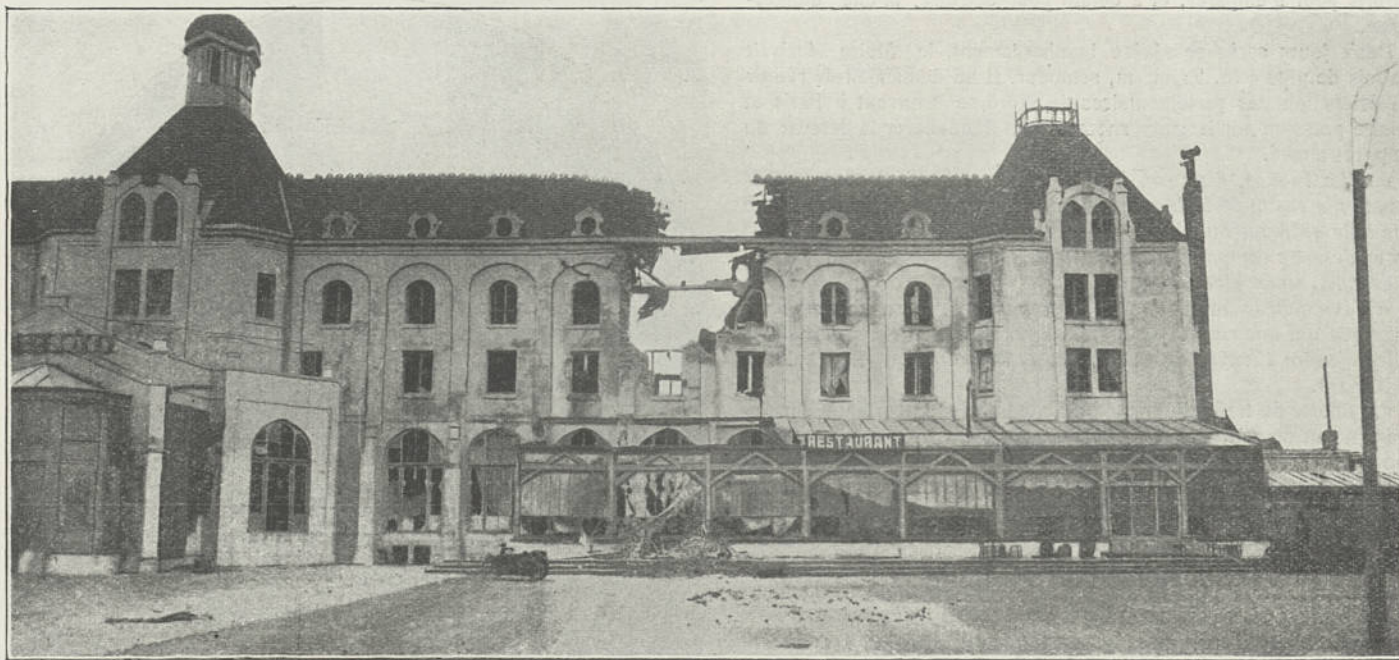
Le tir de riposte commença aussitôt. On en a vu plus haut l'effet immédiat. A midi moins le quart, le 380 cessait brusquement son tir. Une photographie prise par un aviateur montra qu'un obus avait éclaté sur la plate-forme même du 380, au fond de sa cavité, brisant le parapet en béton armé, mettant la pièce hors service.

La batterie française continua les 11, 12 et 18 août son tir. Vingt-quatre obus atteignirent les œuvres vives de la position qui fut complètement bouleversée (voir photo).

Le général Nicolle ne s'était pas vanté lorsque deux mois auparavant il disait au maire de Dunkerque : « Faites-moi obtenir les canons de 240 mm et la destruction de la pièce de 380 mm est assurée.. »

Le 25 août, le capitaine Hatt, commandant la 54^e batterie du 10^e régiment d'artillerie à pied qui avait effectué ce tir de « démolition » dont elle pouvait être fière, écrivait dans un rapport cette phrase définitive :

«... La position de *Predikboom* est devenue *intenable pour l'ennemi* ».



La brèche ouverte dans le Casino de Malo par le premier obus lancé par la pièce de Leugenboom le 27 Juin 1917

LA PIÈCE DE LEUGENBOOM

En 1916, les Allemands résolurent de recommencer le bombardement du camp retranché de Dunkerque avec une batterie tirant à longue portée.

Afin de détourner l'attention des reconnaissances aériennes, ils n'hésitèrent pas à entreprendre, vers octobre 1916, des travaux en apparence très importants sur l'ancien emplacement du canon de Predikboom que l'on savait abandonné par eux depuis de longs mois.

La section photographique de l'aviation ayant signalé cette recrudescence d'activité, des mesures furent prises immédiatement pour recommencer le bombardement de la batterie. Durant de longs mois, les grosses pièces alliées exécutèrent de nombreux tirs sur ces nouveaux travaux.

Pendant ce temps, avec une quiétude relative, les Allemands travaillaient à l'aménagement d'une nouvelle pièce à l'ouest de la route d'Ostende à Thourout, près de Leugenboom, à 44 kil. 500 de Dunkerque.

Nombreux sont les Dunkerquois qui, depuis l'armistice, allèrent visiter l'emplacement, aujourd'hui historique, de cette formidable batterie.

Je l'ai revu, en mai 1924.

Semblable à un chancre lépreux, son excavation circulaire boursoufflait encore ce coin paisible de la grande et uniforme plaine des moères flamandes où le printemps étalait les grâces de son éternelle jeunesse.

Le tube de son canon, démesurément long, qui se dressait jadis si fier pour tirer sur Dunkerque, gisait allongé, au niveau du sol. Vu de face, avec son camouflage jaune, vert et brun, il faisait penser à l'énorme dépouille d'un reptile dangereux, mais morte la bête, mort le venin.

★★

La Sous-Préfecture atteinte par une torpille (23 Septembre 1917)



Cette nouvelle batterie allait, à intervalles irréguliers, bombarder le camp retranché de Dunkerque du 27 juin 1917 au 15 octobre 1918.

Son emplacement savamment choisi était masqué à la vue des observateurs alliés, du front, par un bois qui en rendait le repérage particulièrement difficile.

Le canon de 380 mm de marine, comme celui de Predikboom, était du modèle Krupp 1914.

La pièce, longue de dix-sept mètres treize, avait une culasse de un mètre de diamètre et reposait sur un énorme affût, espèce de pont métallique à crémaillère, pivotant au fond d'une fosse en béton armé. Une cabine blindée, solidaire de l'affût, construite en tôle d'acier de cinq centimètres d'épaisseur, était destinée à la protection des servants et du mécanisme du canon.

Le poids total de la pièce approchait 80.000 kilos. Pour supporter un pareil fardeau et résister au choc formidable du départ de chaque coup de canon, le fond de la fosse, servant de plate-forme, consistait en une masse de béton armé ayant cinq mètres d'épaisseur sur vingt mètres de diamètre.

Un groupe électrogène placé en sous-sol sous quatre mètres de béton fournissait l'éclairage pour les tirs de nuit et permettait d'exécuter, à l'aide de moteurs électriques, les manœuvres de pointage en hauteur et en direction, opérations que les servants pouvaient également, le cas échéant, faire à la main.

De chaque côté de la pièce, deux vastes abris divisés en plusieurs compartiments servaient de soutes aux projectiles et aux gargousses. Ils étaient, eux aussi, protégés par un blindage en béton armé de quatre mètres d'épaisseur. Une voie ferrée de campagne facilitait le ravitaillement en munitions. A cent mètres de là, un autre abri blindé servait de refuge aux officiers et canoniers.

Un filet de camouflage pouvait en quelques minutes recouvrir toute l'installation et la masquer aux investigations de nos avions. Un faux emplacement, fort bien truqué, fut enfin installé à une certaine distance.

La batterie, munie de T. S. F., était reliée par téléphone à la côte, aux camps d'aviation chargés de guider son tir et aux postes d'observations du front.

A proximité l'on pouvait lire, en allemand, cette inscription commémorative : «... Fortification Impériale. Défense absolue d'entrer et de photographier... » (1)

La construction de cet imposant spécimen de la Kultur allemande dura neuf mois sous la direction de tout un état-major d'ingénieurs et artilleurs. Commencée en septembre 1916, elle s'acheva en mai 1917.

Les Allemands baptisèrent l'ouvrage : « batterie Pommern » et les Alliés l'appelèrent tout naturellement : « le canon de Leugenboom ».

★★

Le « Service de Renseignements » ayant fini par apprendre l'existence de travaux anormaux dans la région de

Ghistelles, l'Etat-Major du 36^e C. A. confia à l'aviation belge le soin de surveiller particulièrement la région. Le 7 mai 1917, le capitaine-aviateur Jaumotte et le lieutenant-observateur Wouters réussissaient enfin à prendre, à 4.400^m d'altitude, une photographie de l'emplacement de la nouvelle batterie.

L'alerte fut générale.

Dès le lendemain, une note du général Vincent-Duportal, commandant l'artillerie du 36^e C. A., signalait que les travaux paraissaient terminés et la pièce prête à entrer en action.

Il demandait l'envoi d'urgence de quatre pièces de 305 mm de l'A.L.V.F. (artillerie lourde sur voie ferrée) avec plusieurs centaines d'obus en acier (2).

Deux pièces étaient destinées spécialement à tirer sur Leugenboom et les deux autres à contrebalancer les quatre canons de marine de 280 mm installés au champ de course d'Ostende (batterie

(1) Interdiction fallacieuse qui n'empêcha pas l'armée belge de trouver le 28 janvier 1918 une photographie « très instructive » sur un allemand prisonnier. Et c'est ainsi que l'on posséda les premières précisions sur la pièce et son installation.

(2) Arch. de la Sect. Hist. du Minist. de la Guerre.

Tirpitz). La mission de ces derniers était, tout en surveillant la haute mer, de protéger la batterie de Leugenboom.

Un certain nombre de batteries lourdes alliées, en position dans le secteur, reçurent en outre l'ordre de riposter immédiatement à toute batterie allemande qui ouvrirait le feu contre nos pièces.

La précision des ordres donnés est, cette fois, aussi remarquable que la rapidité de leur exécution.

En trois jours les soldats du Génie français réussirent le tour de force d'achever de préparer les emplacements pour nos canons de 305.

En toute hâte, une équipe de téléphonistes, avec des camionnettes portant chacune douze kilomètres de fil, établirent la liaison entre tous les postes de commandement : observatoires, batteries, avions, etc.

Le 9 mai, à dix-sept heures, la liaison entre le front à l'observatoire de la gare de Pervyse et Dunkerque était rétablie et le service du guet assuré (1).

Le 11 mai, les deux premières pièces sur plates-formes spéciales passaient en gare de Dunkerque et étaient dirigées sur Bray-Dunes. C'étaient de magnifiques et puissants canons qui firent l'admiration des artilleurs anglais.

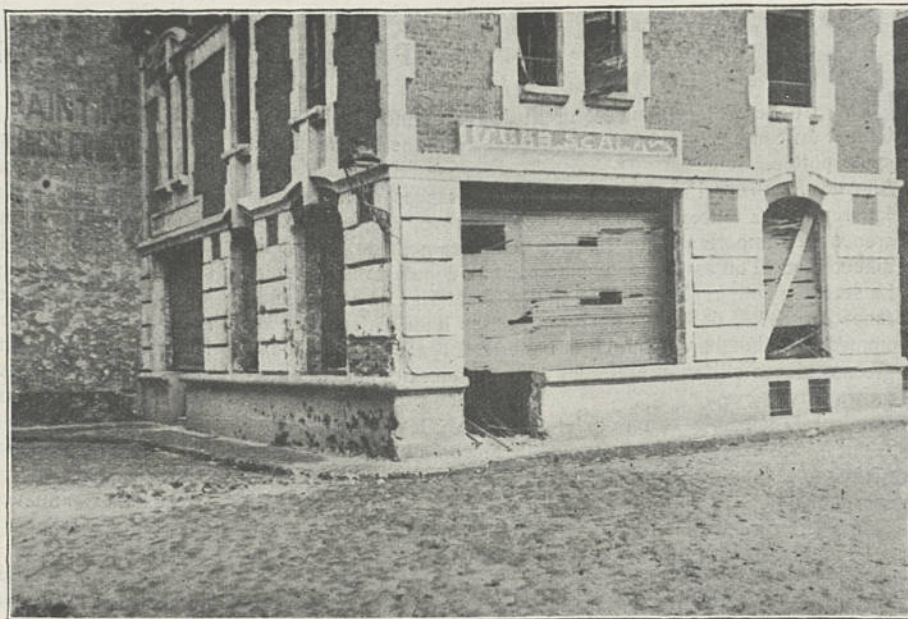
Le 12, ils étaient rendus à l'emplacement de tir à Eggewaerts-Cappelle, près de Furnes et l'on n'attendit pour commencer l'action qu'une belle journée de temps clair.

Le 20 mai, les conditions atmosphériques permirent enfin à l'A. L. V. F. d'entrer en action. L'ordre d'opération est ainsi rédigé :

«... Attaque de la position de Leugenboom : La position sera attaquée... Le tir ne sera arrêté qu'après que le résultat aura été obtenu ou si les conditions d'emploi du matériel sont jugées mauvaises. » (2)

A onze heures du matin, le bombardement commença. Dès les premiers obus, Leugenboom se masqua dans des écrans de fumée rendant le réglage du tir impossible. Cependant l'aviation put observer deux éclatements d'obus à moins de 50^m du but.

La riposte ennemie fut violente et précise. Toutes les batteries



Rue de la Tranquillité : façade mitraillée par l'explosion d'une torpille d'avion (29 Septembre 1917).

allemandes de soutien entrèrent en jeu. Les voies ferrées sur lesquelles se trouvaient les 305 furent démolies. Il y eut des artilleurs blessés. Néanmoins les opérations se poursuivirent les jours suivants.

Le 23 juin, en vertu d'un ordre de l'Etat-Major du G. Q. G., il fallait expédier la batterie A. L. V. F. sur une autre région et le tir contre le canon de Leugenboom était suspendu... Quatre jours après celui-ci exécutait son premier bombardement de Dunkerque...

Dans le synchronisme de ces deux faits, le lecteur pourra voir à son gré, une pure coïncidence ou le résultat d'un parfait service d'espionnage.

Le 27 juin 1917, à quatre heures cinquante-cinq, la batterie de Leugenboom ouvrit donc le feu contre le camp retranché de Dunkerque. Le bombardement dura six heures. Le premier obus, tiré dit-on, en présence du maréchal Von Hindenburg, tomba sur le Casino de Malo, où était installé le quartier-général du XV^e corps d'armée britannique.

Le bâtiment se trouva littéralement coupé en deux comme par un coup de hache gigantesque. L'on ne connut jamais exactement le nombre des victimes. Les Anglais avouèrent huit tués et douze blessés. Le bruit courut mais ne fut pas confirmé qu'il y avait certainement vingt-deux morts dont un général et que les plans et documents rassemblés pour l'étude de l'offensive que l'on préparait autour d'Ypres avaient été dispersés.

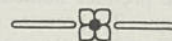
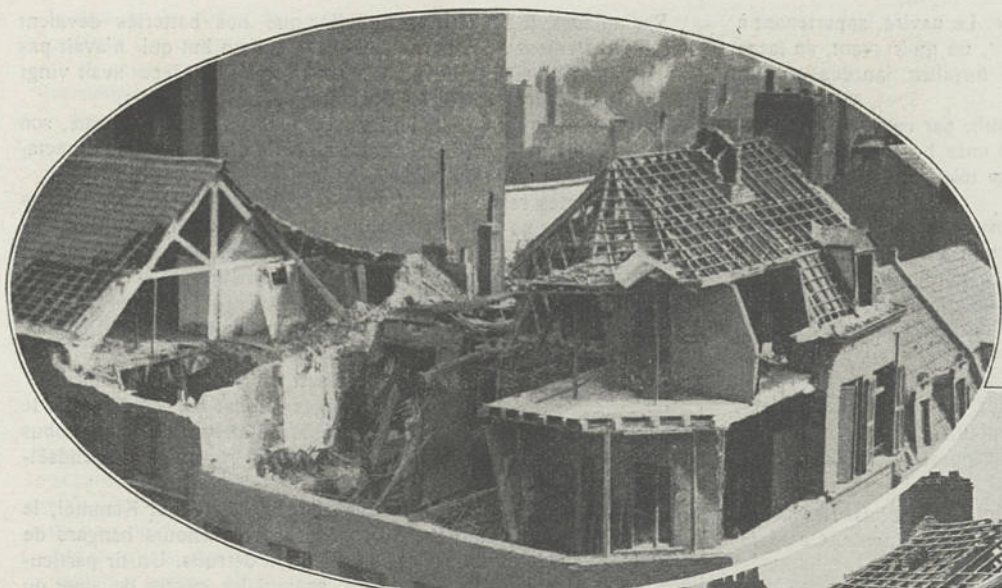
Dans les alentours du Casino, les équipes sanitaires retrouvèrent de nombreux fragments de soldats anglais projetés dans les airs par la violence de l'explosion. Une dame faillit mourir de saisissement en apercevant sur le seuil de sa porte une main complètement exsangue.

A Rosendaël, un obus éclata rue Victor-Hugo. On retrouva dans un jardin de la rue du Four-à-Chaux le culot entier à demi enfoui dans le sol. Lorsqu'on le découvrit le bruit courut qu'il s'agissait d'un obus entier. Rosendaël reçut ce matin là six obus qui n'eurent pour résultats que de faire fuir la population dans les dunes.



Sauvetage de deux jeunes filles dans les décombres d'une maison écroulée

(1) Arch. du Gouvern. de Dunkerque. Sect. Hist. Minist. Guerre.
(2) Arch. de la Sect. Hist. Minist. Guerre.



Rue Thiers N° 15
Explosion d'une torpille dans
la nuit du 2/3 Septembre 1917.

Les deux clichés montrent les
bizarres effets de l'explosion.

La maison semblait décapitée.

2/3 Septembre 1917



Un projectile tomba le long du front de mer, près des Chantiers de France, sur un wagon de munitions qui explosa, tuant trois soldats en blessant douze autres.

Un obus défonça une casemate, au bastion 20, dans laquelle se trouvait « à l'abri » le personnel des hydravions français. Là encore, il y eut deux tués et vingt et un blessés.

A Coudekerque, un fragment d'obus, pesant plus de 50 kilos, retomba, rue Carnot, à 400 mètres du lieu de l'explosion.

Le bombardement cessa à onze heures du matin, après le 47^e obus.

Environ 92 secondes avant l'arrivée de chaque projectile, les sirènes fonctionnaient.

La population entière passa la matinée dans les caves et abris et le marché de la place Jean-Bart n'eut pas lieu.

Au lendemain de cette reprise des bombardements à longue portée un Dunkerquois écrivait : « L'effet moral est bien différent de celui de 1915. Les obus produisent une détonation beaucoup moins forte et les dégâts paraissent moins considérables. »

Pendant que de sept en sept minutes Leugenboom envoyait ses obus, le général Anthoine, commandant la 1^{re} armée (de Belgique) lançait un message téléphonique à l'Etat-Major général à Compiègne.

«... Les pièces de 305, téléphonait-il, qui ont été enlevées le 22 juin sont seules en état de contre-battre la pièce allemande de gros calibre qui a tiré aujourd'hui sur Dunkerque et il conviendrait de leur faire réoccuper le plus tôt possible leur emplacement... »

De son côté, le Maire faisait placarder en ville un avis à la population dont on trouvera la photographie plus loin puis écrivait à Paris, en haut lieu, sans souci de la hiérarchie militaire :

«... Ces pièces (les 305) ont tiré, disait-il, une soixantaine de coups de canon et on s'est imaginé avoir fait une besogne utile. On a retiré les pièces sans plus insister et le bombardement a lieu sans qu'on puisse l'arrêter. Il est urgent qu'une démarche péremptoire soit faite pour obtenir que nous soyons défendus... On se moque de Dunkerque véritablement... » (1)

★★

Le 6 juillet, à cinq heures, la batterie était enfin de retour du camp de Mailly ! et s'installait sur une voie spécialement aménagée pour elle à Isamberghe. Trois jours après elle pouvait ouvrir le feu. Une note que j'ai eue sous les yeux, écrite au crayon — un crayon énergétique — par le général Nollet, commandant le 36^e C. A., mandait au général Anthoine, commandant la 1^{re} armée :

«... La mettre en batterie aussitôt et lui faire ouvrir le feu sans attendre de nouvelles manifestations de la pièce de Leugenboom... »

Mais en dépit de la contre-batterie solide et bien étudiée, la pièce de Leugenboom continua de tirer. Chaque fois que l'on commençait le tir elle disparaissait, presque instantanément, sous un véritable nuage de fumée.

Le 4 septembre, sans doute en l'honneur du *Sedanstag*, Dunkerque reçut quatre obus. Il faisait un orage épouvantable et le grondement du tonnerre renforça le fracas des explosions. Le vapeur *Ville de Cette*, touché par un projectile, coula dans le Freycinet IV mais

(1) Le communiqué allemand du 28 juin disait : « Nos batteries lourdes à longue portée ont bombardé hier avec un succès constaté le port fortifié anglo-français de Dunkerque. Plusieurs bâtiments quittèrent le port à grande vitesse (sic) »

fut renfloué peu après et mis en cale sèche. Le navire, appartenant à la C^{ie} des Bateaux à Vapeur du Nord, avait, un mois avant, au large de Calais, échappé de fort peu à quatre torpilles lancées par un hydravion allemand.

C'était le premier bombardement de nuit, par canon, que subissait Dunkerque. Le premier obus tomba à onze heures du soir et le Gouverneur se hâta d'envoyer un message téléphoné à la 1^{re} armée dont l'Etat-Major se trouvait à Rexpoëde :

«... Bombardé non seulement par avions mais par 380, demande que les pièces qui doivent contrebalancer entrent en action... »

Le lendemain, à onze heures trente, le général Anthoine donnait cet ordre secret dont on trouvera l'autographe à la page suivante :

«... La batterie de 305 détruira la pièce de Leugenboom dès que l'observation le permettra ».

Pour un ordre formel, c'était un ordre formel.

Or, on a vu plus haut que les Allemands savaient rendre « l'observation » impossible par l'émission de copieux nuages artificiels.

En voici un exemple extrait d'un bref rapport de tir du 9 septembre 1917 :

«... Tir commencé à quinze heures vingt. ... 28 obus. Les Allemands masquent la batterie sous des rideaux de fumée. Cessé le feu. »

Et la patrouille d'avions d'observation signale :

«... Obligée d'atterrir sans avoir pu observer aucun coup de tir. Fumée... » (1).

(1) Arch. du camp retranché de Dunk. Sect. Hist. Minist. Guerre.



A gauche : Brèche ouverte par une torpille dans un plancher en ciment armé à l'Entrepôt des Laines.

A droite : Les Magasins Saint Frères, détruits par une torpille incendiaire.

(2/3 Septembre 1917)



Par ailleurs, il ne faut pas oublier que nos batteries devaient tirer indirectement à 25.000^m de distance sur un but qui n'avait pas trente mètres de côté (l'alvéole où se trouvait la pièce avait vingt mètres de diamètre) et qui était camouflé derrière un bois.

Par contre, la batterie de Leugenboom, tirant sur Dunkerque, son port et sa banlieue immédiate, avait une cible d'une centaine d'hectares, soit environ un million de mètres carrés !...

A différentes reprises pourtant nos obus tombèrent à quelques mètres de l'énorme pièce, et les massifs de béton armé qui l'entourent portent encore les traces d'éclatement des bombes d'avions, l'une d'elles notamment tomba à l'intérieur même de la fosse.

Nos bombardements prolongés bouleversèrent maintes fois les travaux accessoires et les voies ferrées provoquant ainsi de longues interruptions dans les tirs.

A chacune des séances de tir le port était particulièrement visé.

Le 25 septembre, le vapeur anglais *Léonet* est coulé dans le Freycinet II. Cette nuit là, l'on remarque, à l'arrivée de chaque obus que des fusées indicatrices sont lancées de la région de Rosendaël-Tétéghem.

En mars 1918, lors de la grande offensive du Mont Kemmel, le bombardement dure cinq jours consécutifs et plusieurs hangars de la Chambre de Commerce sont partiellement détruits. Un tir particulièrement violent avait, au préalable, anéanti les postes de guet du front, qui alertait les sirènes de Dunkerque, et pendant huit jours la population ne put être alertée comme elle l'était précédemment.

Au cours des bombardements du 24/25 mars un autre vapeur anglais l'*Arabier*, chargé de charbon, fut éventré par un obus mais ne coula pas.

Il y eut aussi de fréquentes alertes où les sirènes annonçaient le départ d'obus qui n'étaient pas destinés à Dunkerque.

Les observateurs du front en voyant le coup « au départ » se dépêchaient de crier au téléphone : « Coup parti » mais on ne pouvait raisonnablement leur demander de savoir dans quelle direction...

La population n'en passait pas moins de longues heures dans les caves et abris. Sur les trottoirs, à l'entrée des caves-abris, les rassemblements de curieux avides de nouvelles, disparaissaient et reparaissaient, tels



le flux et le reflux de la mer, suivant la cadence des coups de sirènes.

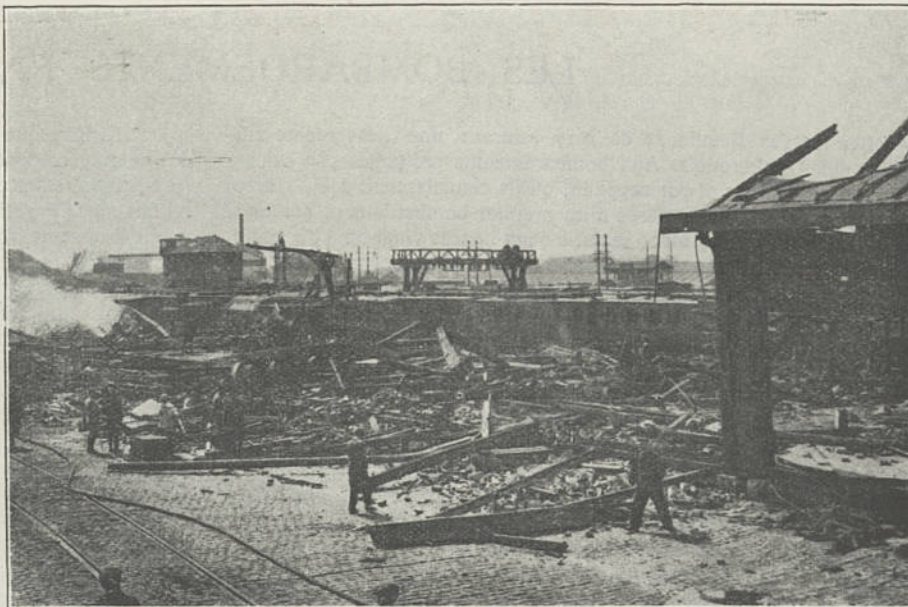
A cette époque, dans les notes du Gouverneur reviennent constamment ces mots : « Pas de victimes, peu de dégâts en ville... »

Le 14 avril 1918, une grue flottante, touchée par un projectile, sombra dans le Freycinet XI au milieu de la nuit et ses occupants eurent juste le temps de s'enfuir en chemise.

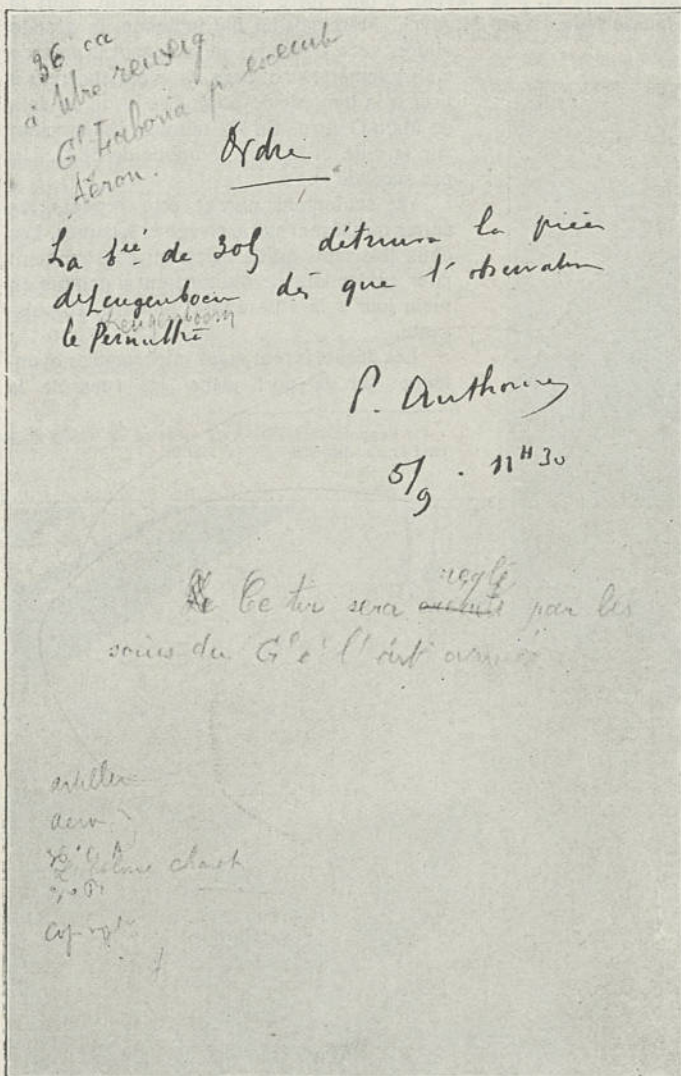
Le 21 août, cinq obus tombent sur la ville, à la caserne Guillemillot et rue du Colège. La crèche Alexis Joffroy subit cette nuit là des dégâts sérieux et le pont en bois de la Samaritaine fut enlevé par un autre obus.

A Rosendaël, la maison du secrétaire de la mairie est sérieusement endommagée ; il y a sept tués et deux blessés. Les victimes venaient de quitter un abri où elles s'étaient réfugiées. Le 1^{er} octobre, un bombardement du port provoqua, le matin, l'arrêt du travail sur les quais, mais l'après-midi l'on y travaillait « comme d'habitude ». Les ouvriers en arrivant y trouvèrent cent caisses de lard mises en capilotade par un obus.

Le 15 octobre eut lieu le dernier bombardement. De huit heures trente à dix heures



Ce qui reste d'un hangar du chemin de fer après l'incendie causé par l'explosion d'une torpille (2-3 Septembre 1917)



L'ordre de détruire la pièce de Leugenboom (5 Septembre 1917)

du soir, dix-neuf obus s'abattirent sur la paisible commune de Rosendaël, tuant et blessant plusieurs civils. De nombreuses maisons furent détruites ou gravement endommagées et l'Hospice Civil de Dunkerque subit d'importants dégâts.

L'on se demande encore dans quel but Rosendaël avait été aussi sévèrement bombardé. Peut-être s'agissait-il d'une erreur de pointage. Les Allemands devaient d'ailleurs commencer à « plier bagages ». Le front belge n'était plus qu'à quelques kilomètres de Leugenboom et le lendemain de cet ultime bombardement l'amiral Ronarc'h écrivait au Ministre de la Marine : « Il est possible que ce canon soit enlevé ou détruit à l'heure actuelle ».

Le 17 octobre, les troupes belges, poursuivant leur avance, prenaient enfin possession de la fameuse batterie. Pour essayer de détruire la pièce avant de l'abandonner aux mains des vainqueurs, les Allemands tirèrent un dernier obus en laissant le canon dans la position horizontale. Mais l'obus, au lieu d'éclater aussitôt contre la paroi, en béton armé de la fosse, éventra l'obstacle et alla éclater à huit cents mètres plus loin. La pièce resta intacte.

Dans les soutes à munitions l'on trouva encore cinquante projectiles.

Malgré de nombreuses démarches, l'Administration Municipale ne put obtenir du Gouvernement Belge l'autorisation de transférer le canon à Dunkerque (1) mais il consentit à donner un certain nombre d'obus. Ce sont ceux-là qui ornent maintenant le piédestal de la statue de Jean-Bart et le vestibule d'honneur de l'Hôtel de Ville.



(1) Si la ville avait obtenu la livraison du canon et qu'elle l'eût, par exemple, dressé verticalement sur la place de la gare, cette colonne « commémorative » eut été plus haute que presque toutes les maisons environnantes.

LES BOMBARDEMENTS PAR MER

Les marées d'équinoxe de 1917 valurent une désagréable surprise aux Dunkerquois. Aux bombardements prolongés par avions, à ceux par canons et par zeppelin, qu'ils connaissaient déjà, vinrent s'ajouter les minutes amères d'un premier bombardement par mer.

Dans la nuit du 25 au 26 mars, à deux heures vingt-cinq du matin, des torpilleurs allemands, profitant d'une grande marée qui leur permettait de passer impunément par-dessus les champs de mines, défilèrent de l'est à l'ouest, à 7.000 mètres au large. Filant à la vitesse de trente nœuds, ils bombardèrent pendant quatre minutes, à toute volée de leurs pièces de 88^{mm}, la ville et le port qu'ils illuminaient en même temps au moyen d'obus éclairants.

Une soixantaine de projectiles seulement sur 200 parvinrent à destination. Ils ne firent que fort peu de dégâts.

La surprise avait été si complète que nos artilleurs du front de mer n'eurent pas le temps de se précipiter à leurs pièces. Seule, la batterie de Zuydcoote aurait pu, paraît-il, ouvrir le feu. Elle ne le fit pas, m'écrivait le général de Coutanceau, alors gouverneur, parce que le Commandant de la batterie exécuta, à la lettre, le règlement disant que les batteries ne devaient tirer que sur l'ordre du Commandant du front de mer. A la suite de cet incident le Gouverneur, d'accord avec l'amiral Ronarc'h, fit paraître un ordre en vertu duquel tout commandant de batterie, voire même tout chef de pièce, devait en pareil cas ouvrir le feu immédiatement.

L'amiral Ronarc'h, qui en fait de bombardements en avait vu bien d'autres sur l'Yser, écrivait quelques jours après :

«... Dunkerque vient d'être bombardé pour la première fois par des destroyers dont le tir n'a pas duré quatre minutes, c'est-à-dire trop peu de temps pour qu'une riposte put être faite. Contre des opérations aussi fugitives, il est difficile d'agir préventivement... »

Et il ajoutait froidement, et peut-être non sans raison : «... Tant qu'il ne s'agira que de destroyers allemands il n'y a d'ailleurs pas lieu de s'inquiéter des dégâts qu'ils pourront faire et le résultat le plus ennuyeux d'entreprises de ce genre est d'aigrir la population civile qui devrait cependant ne pas s'étonner de recevoir des coups dans une place forte si proche des fronts de terre et de mer... » (1).

L'amiral Ronarc'h était même d'avis qu'il fallait utiliser les torpilleurs de Dunkerque à rechercher les sous-marins dans la Manche orientale.

Seulement, disait-il, « l'opinion publique ne comprendrait pas que des torpilleurs basés sur Dunkerque fussent employés à autre chose que la protection de Dunkerque et nous sommes bien obligés de subir ses exigences... »

..

Un mois après, le 25 avril, les destroyers allemands exécutèrent un nouveau raid...

Sortis de Zeebrugge sous les ordres du commandant Asseman, les destroyers allemands — six ou huit — firent un large crochet en mer et, à la faveur d'une forte marée, entrèrent dans la « fausse rade » vers Mardyck. Marchant en file indienne, à grande allure, vers Ostende, en se tenant à près de cinq kilomètres au large, ils commencèrent à tirer à la hauteur de Saint-Pol jusqu'au delà de Malo-Centre. En six minutes ils envoient sur la ville et le port 360 obus de 88^{mm}. Un par seconde !..

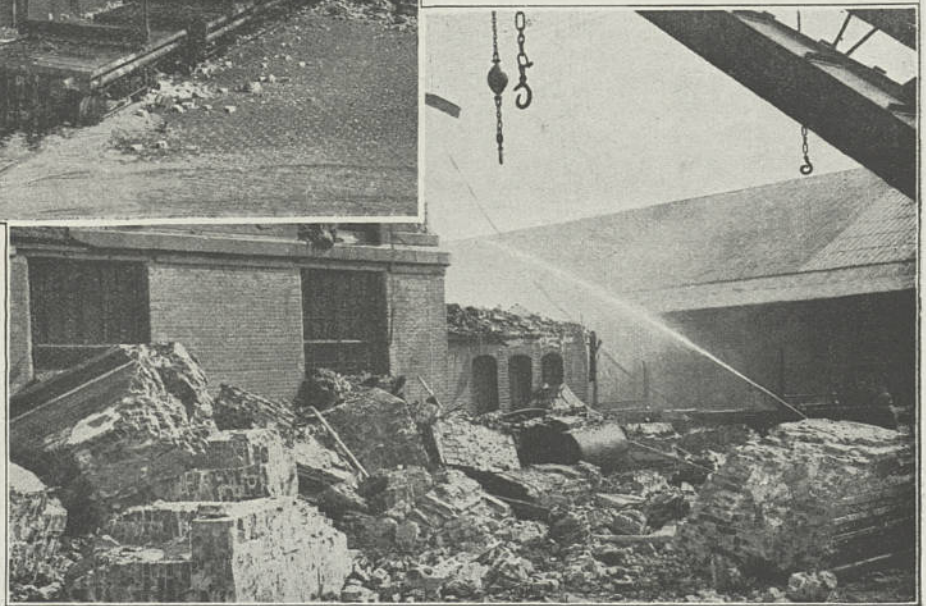
187 seulement purent être repérés, les autres tombèrent sur le rivage et à la mer. Les obus éclairants qu'ils lancèrent constamment pour guider leur tir illuminaient « comme en plein jour » la ville d'une lumière éblouissante.

Les dégâts furent assez importants, notamment sur le port, dans les rues de la

(1) Rapport du 5 avril 1917 adressé au Général en chef et au Ministre de la Marine.



Incendie de l'Entrepôt des Laines au cours du bombardement du 2-3 Septembre 1917.





Les ruines de l'Entrepôt des Laines

Tranquillité, Thévenet, Emmerly, des Vieux-Remparts, du Jeu de Paume, du Parc à Boulets, Saint-Jean, de la Douane, des Bassins, Nationale, Neuve, David-d'Angers, Caumartin, Fort-Louis, Marengo, de Soubise, de Beaumont, dans la cour de la Mairie, à l'Hôtel des Postes, etc... Il y eut un tué et onze blessés. Le commandant Deschodt, major de la garnison, souffrant depuis longtemps, mourut subitement en descendant rejoindre sa famille réfugiée dans la cave de sa maison, en face de laquelle venait d'exploser un obus.

Avenue du Kursaal à Malo, un obus pénétra dans un cantonnement rempli de territoriaux couchés, mais fort heureusement n'éclata pas.

Mais ce qui éclata — nous le verrons plus loin — ce fut la mauvaise humeur des Dunkerquois.

La perte de "l'Etendard"

La canonnade avait à peine cessé de quelques minutes sur la ville, qu'elle reprenait brève et violente sur mer.

En regagnant leur base, les destroyers allemands venaient de rencontrer le torpilleur *Etendard* (commandant lieutenant de vaisseau Mazaré), en patrouille de grand'garde, près de Zuydcoote, avec deux modestes chalutiers armés, le *N.D. de Lourdes* (enseigne de 1^{re} classe Le Marchand), et la *Nelly* (maître de timonerie Trohiart), appuyés par deux navires anglais, le monitor *Lord Clive* et le destroyer *Greyhound*.

La petite patrouille française ouvrit aussitôt bravement le feu contre les grands destroyers, qui ripostèrent de toutes leurs pièces. Une torpille allemande atteignit l'*Etendard* en plein dans une soute à munitions, provoquant une formidable explosion. Le torpilleur coula en quelques secondes entraînant tout son équipage. Le Commandant du *Lord Clive*, dont les canons de six pouces lâchaient de rapides bordées contre les fuyards, vit sombrer, dit-il, l'*Etendard* sous une colonne de flammes qui monta à 300 pieds

de haut, illuminant sinistrement les flots glauques de la mer du Nord.

En même temps, un destroyer allemand, sans ralentir sa fuite, tire à bout portant sur le malheureux chalutier *Notre-Dame de Lourdes*, qu'il a failli couler de son étrave et qu'il découvre tanguant effroyablement, comme un bouchon, dans le remous puissant de son sillage.

Avant même qu'il eût pu pointer son unique canon de 37, le chalutier, aveuglé par les projecteurs, recevait de formidables rafales d'obus qui s'abattaient sur le pont. Tout l'équipage, à l'exception de trois hommes, est hors de combat. Tués et blessés gisent sur le pont, le canon est démolé, le mât arrière s'effondre, la T. S. F. et le gouvernail sont avariés, c'est miracle que le navire ne coule pas. Il faudra trois heures aux survivants pour aveugler un peu les voies d'eau.

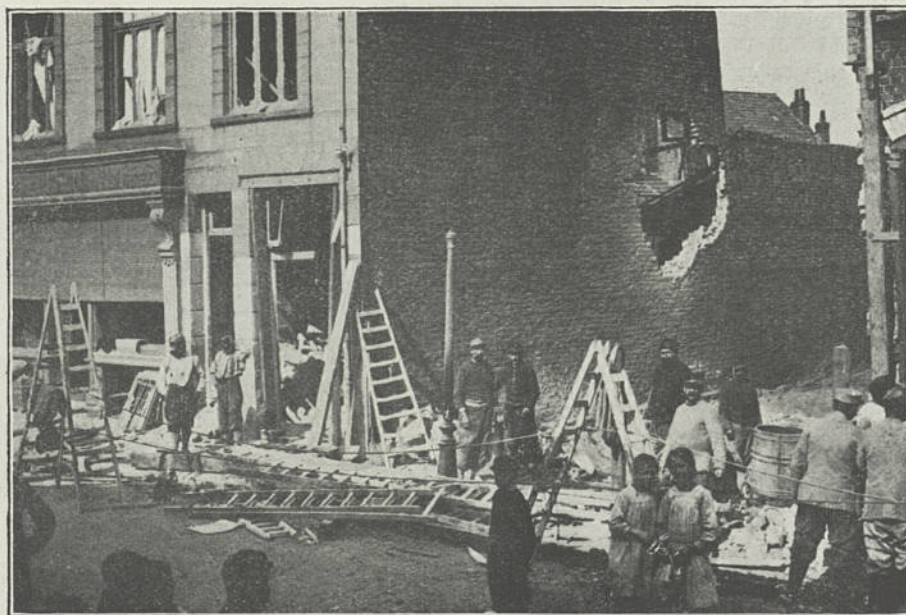
Le destroyer passa si près que l'équipage du *Notre-Dame de Lourdes* entendit les marins allemands en délire, pousser des cris et des hurras. « Ils semblaient ivres de joie », dira un survivant de cette nuit sanglante.

Au petit jour, le *Notre-Dame de Lourdes*, gouvernant avec ses palans entrainé lentement entre les jetées de Dunkerque. Morts et blessés furent transportés à l'Hôpital Lamartine.

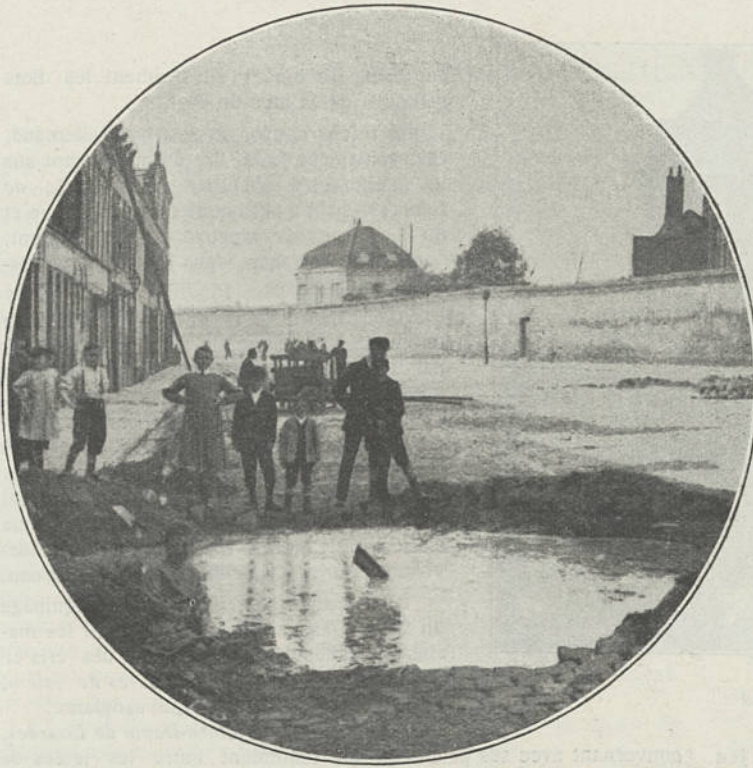
A l'aube, les recherches commencèrent pour retrouver l'épave du torpilleur. L'enseigne de vaisseau Guichard la découvrit : « Près d'un petit fond, a-t-il écrit, nous apercevons une ceinture de sauvetage. Trois cent mètres plus loin, une flèche de mât se dresse verticale, sa vergue de T.S.F. de travers émergeant de deux mètres au-dessus de l'eau.

« C'est là.

« Le torpilleur a coulé d'une pièce, il est descendu au fond droit sur la quille. En approchant, nous distinguons dans l'eau les remous sombres que font les sommets de ses cheminées. Pas un corps n'est jusqu'à présent remonté à la surface et devant cette tombe fraîche



Rosendaël. Rue Victor-Hugo, N° 44
Bombardement du 4 Septembre 1917



Place Jeanne-d'Arc à Dunkerque. — Une torpille de 100 kilos crève une canalisation des eaux de la Ville (4 Sept. 1917).

où soixante-quinze de nos camarades sont descendus d'un seul coup, mes hommes silencieux enlèvent leurs bonnets... »

Treize corps furent recueillis presque tout de suite, puis pendant trois semaines, presque chaque jour, l'on retrouva des corps flottants gonflés, la tête immergée semblant faire le gros dos, ou bien gisant sur le sable des dunes, dans le ciré qui contenait encore leurs chairs déchiquetées et blanches. Le 1^{er} juillet seulement la mer rejeta sur le sable, à Oye-Plage, le cadavre du lieutenant de vaisseau Mazaré. Il revenait le dernier, après tous ses hommes.

Les patrouilleurs réussirent peu à peu à sauver l'armement de l'*Etendard* et à ramener à Dunkerque les canons, mitrailleuses et tubes lance-torpille puis son pavillon de combat. Ce dernier se trouve aujourd'hui au Musée de la Marine, aux Invalides, entre le pavillon du sous-marin *Curie* glorieusement coulé dans le port de Pola et le pavillon de guerre du sous-marin *U-130*. Sur le pavillon tricolore aux couleurs délavées par les eaux de la Mer du Nord est épinglée la Croix de guerre. Une modeste inscription relate le texte de la citation à l'ordre de l'armée :

« A péri glorieusement dans un combat inégal contre plusieurs destroyers allemands dans la nuit du 24/25 avril 1917 ».

Les bases alliées du port de Dunkerque firent des obsèques solennelles aux victimes du combat naval. Au cimetière, l'amiral Ronarc'h prononça cette phrase toute militaire comme dernier adieu :

— Mes chers enfants, vous serez vengés !

**

Les Dunkerquois voulaient aussi être protégés. Dans le public, déclara un officier supérieur, on ignorait que si les batteries du front de mer n'avaient pas tiré davantage c'est qu'elles « ne pouvaient pourtant pas tirer dans le tas » où Français, Anglais et Allemands se trouvaient mélangés.

Par ailleurs les habitants avaient toujours considéré que les bancs de Flandres, au large de Dunkerque, protégeaient la ville du côté de la mer aussi efficacement que les inondations de terre contre l'ennemi.

C'était là une illusion qui s'évanouissait et les Dunkerquois considérèrent les raids sur mer comme une injure à leur sécurité traditionnelle.

Cependant les hautes autorités navales continuaient à juger comme méprisables les raids contre Dunkerque. Le capitaine de vaisseau Exelmans, chef de la division des flottilles de la Mer du Nord, disait dans un rapport que les manifestations bruyantes des torpilleurs ennemis sur les rives du Pas-de-Calais n'étaient que des diversions faites pour détourner nos torpilleurs de la chasse aux sous-marins et il ajoutait : « Le torpilleur qui par une action directe ou indirecte sauve un transport de matériel ou de vivres rend à l'heure présente un plus grand service que celui qui combat ses similaires sous les murs de Dunkerque... » (1).

L'amiral Ronarc'h précisait : « Il convient que les populations des grosses agglomérations du bord de la mer s'accoutument à l'idée qu'un bombardement par mer est possible sans qu'aucune organisation quelle qu'elle soit puisse avec certitude les mettre à l'abri de cette éventualité... »

Maire et Sénateur, interprètes des sentiments de la ville, ne partageaient pas tout à fait ces opinions et, munis de renseignements puisés à bonne source, intervenaient d'une façon pressante, près du Ministre de la Marine, pour que la défense du port fut renforcée. Dans une note du 28 avril, rédigée par le Maire, on lit : «... Il faut des grands contre-torpilleurs, des petites vedettes rapides et doter la défense côtière d'artilleurs plus exercés et de plusieurs batteries à tir rapide, autrement Dunkerque se trouvera exposée à des bombardements peut-être plus intenses encore, à mesure que l'ennemi s'enhardira, en constatant la facilité et le peu de risques de l'opération... »

Le 9 mai enfin, l'amiral Lacaze, ministre de la marine, qui à son passage à Dunkerque, quelques jours avant, avait eu une conférence

(1) Arch. de la Z. A. N. Sect. Hist. de la Marine.



Entonnoir creusé par une autre torpille sur la même Place, pendant le même bombardement



La *Ville de Cette*, de la Compagnie des Bateaux à Vapeur du Nord, coulée dans un bassin par un obus de 380 m/m (4 Septembre 1917)

avec le Maire, donnait en grande partie satisfaction à ces réclamations (1).

Le 3 mai 1917, une note de service du contre-espionnage informait la base de Dunkerque que «... les Allemands préparent pour le 15-25 mai un raid naval qui comprendra peut-être une vingtaine de contre-torpilleurs. L'attaque doit avoir lieu au petit jour. Dunkerque est particulièrement visé.. »

••

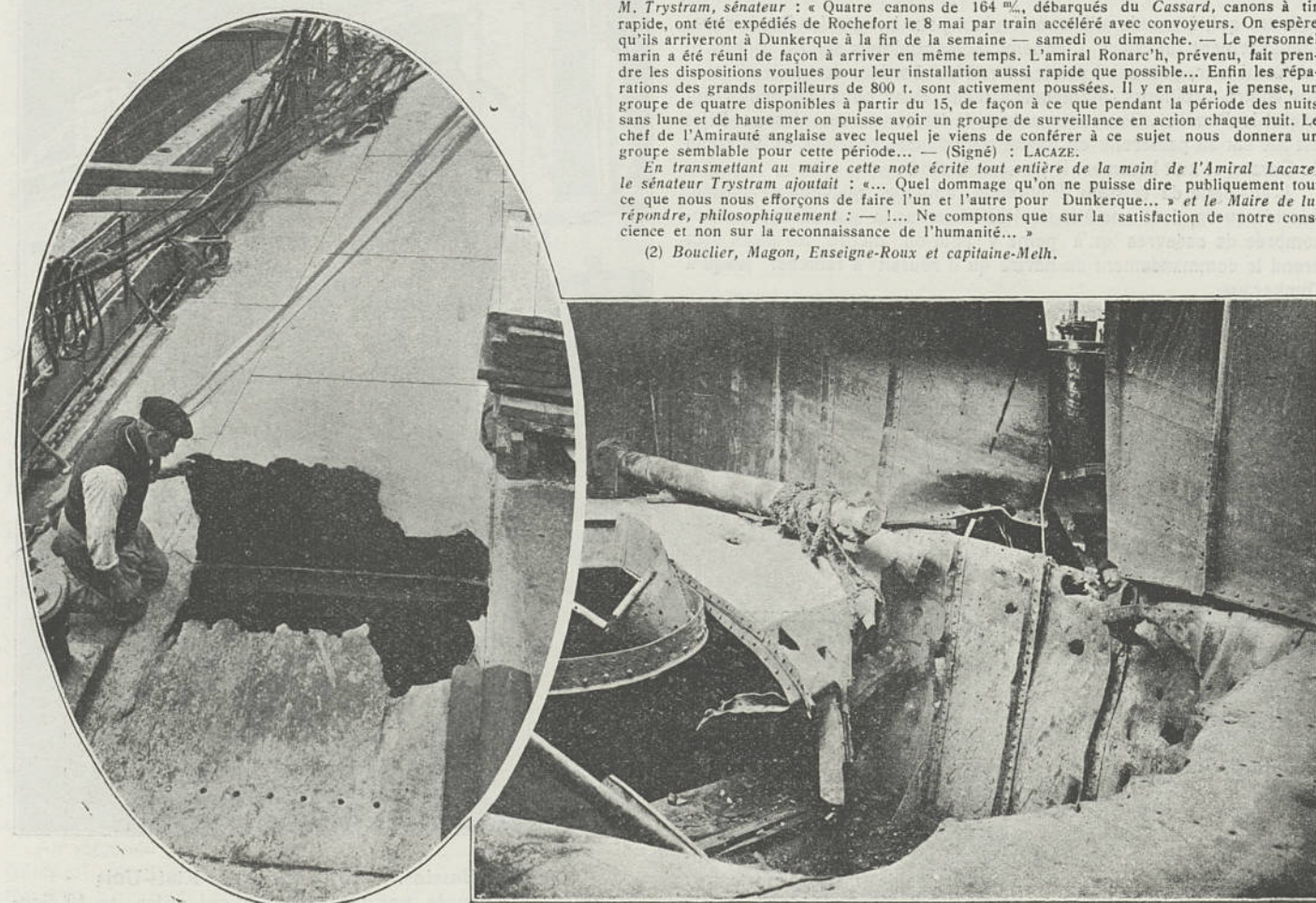
Dès le 16 mai, les grands torpilleurs de 800 T., annoncés par la note du Ministre sont arrivés. La base navale est réorganisée, un nouveau commandant du front de mer nommé. Des nouvelles dispositions sont adoptées pour barrer la route, le cas échéant, aux incursions de destroyers ennemis. Pendant les nuits sans lune, cinq destroyers venus de Harwick et deux moniteurs anglais, neuf contre-torpilleurs et torpilleurs français patrouillent au grand large.

Et c'est ainsi que le 20 mai, à une heure du matin, quatre torpilleurs français de 800 T. (2) sous les ordres du capitaine de frégate Guy, de patrouille près du Small Bank, tombent sur un groupe de destroyers allemands accompagnés de

(1) Voici copie de la note confidentielle datée du 9 mai, remise par l'amiral Lacaze à M. Trystram, sénateur : « Quatre canons de 164 m/m, débarqués du *Cassard*, canons à tir rapide, ont été expédiés de Rochefort le 8 mai par train accéléré avec convoyeurs. On espère qu'ils arriveront à Dunkerque à la fin de la semaine — samedi ou dimanche. — Le personnel marin a été réuni de façon à arriver en même temps. L'amiral Ronarc'h, prévenu, fait prendre les dispositions voulues pour leur installation aussi rapide que possible... Enfin les réparations des grands torpilleurs de 800 t. sont activement poussées. Il y en aura, je pense, un groupe de quatre disponibles à partir du 15, de façon à ce que pendant la période des nuits sans lune et de haute mer on puisse avoir un groupe de surveillance en action chaque nuit. Le chef de l'Amirauté anglaise avec lequel je viens de conférer à ce sujet nous donnera un groupe semblable pour cette période... — (Signé) : LACAZE.

En transmettant au maire cette note écrite tout entière de la main de l'Amiral Lacaze, le sénateur Trystram ajoutait : «... Quel dommage qu'on ne puisse dire publiquement tout ce que nous nous efforçons de faire l'un et l'autre pour Dunkerque... » et le Maire de lui répondre, philosophiquement : — « !... Ne comptons que sur la satisfaction de notre conscience et non sur la reconnaissance de l'humanité... »

(2) Bouclier, Magon, Enseigne-Roux et capitaine-Melh.



La brèche sur le pont en fer du navire et les dégâts à l'intérieur



Maison de la rue des Pêcheurs, à Rosendaël
après un raid d'avions

vedettes qui, à grande allure, arrivaient pour bombarder Dunkerque. L'engagement fut court. L'ennemi lâche quelques salves d'obus et fait demi-tour, poursuivi par les terribles bordées de projectiles de nos contre-torpilleurs. Malheureusement, deux obus allemands ont atteint le *Bouclier*. Son commandant, le lieutenant de vaisseau Bijot est tué sur sa passerelle en même temps que l'enseigne de vaisseau de Curzon et huit hommes. Il y a onze blessés.

L'enseigne de vaisseau Peyronnet, quoique grièvement blessé, (six blessures, dont une à la tête) se hisse sur la passerelle, « si encombrée de cadavres qu'à peine y peut-on mettre les pieds » et prend le commandement du navire qu'il réussit à ramener jusqu'à Dunkerque.

Les avaries des destroyers allemands restèrent inconnues.

Le jour des funérailles des marins tués au cours du combat une foule énorme se trouvait sur le parcours du cortège funèbre et notamment place Jean-Bart.

Les Dunkerquois saluèrent avec émotion les cercueils des officiers et marins morts pour la Patrie, morts en protégeant Dunkerque.

Dans la matinée du 18 octobre 1917, une vedette avait signalé un raid anormal de sept hydravions ennemis en reconnaissance à six milles au large de Dunkerque.

Allait-il y avoir du nouveau ?

L'on ne tarda pas à être fixé.

Dans la nuit du 18 au 19, à minuit quarante, trois destroyers ennemis, probablement soutenus par d'autres bâtiments plus petits, surgissent au large et défilent à grande vitesse entre le Dyck et le Dyck oriental.

Cette fois, les Allemands ouvrent le feu par l'ouest de la rade faisant route à l'Est.

En sept minutes, ils lancent des projectiles éclairants qui « font le plein jour » et 200 obus de 88 mm sur la ville et le port. Moins d'une centaine d'entre eux purent être repérés, les autres tombèrent à la mer, dans les bassins et dans la campagne environnante.

Les plus gros dégâts consistèrent en une bélandre anglaise coulée dans une darse et un nombre important de maisons fortement endommagées. Un soldat anglais fut tué, neuf autres blessés. Il n'y eut aucune victime dans la population.

Le grand monitor anglais *Terror* au mouillage dans le Brack-Deys, éclairé par un coup de projecteur, fut torpillé trois minutes

après les premières détonations. Malgré l'explosion de deux torpilles il réussit à se maintenir à flot, près de la plage de Malo. On le ramena le lendemain à Dunkerque et les Anglais le conduisirent ensuite à Douvres où il fut mis en cale sèche. Il revint à Dunkerque trois mois après.

L'Autorité Britannique se montra extrêmement mortifiée de ce coup de surprise. Le Front de mer alerté n'avait pu ouvrir le feu, le *Terror* se trouvant dans son champ de tir.

Au lendemain de ce troisième bombardement par mer, qui avait été précédé d'un autre par avions, un Dunkerquois notait paisiblement sur ses tablettes : «... La population ne cesse d'avoir des émo-

tions variées et vit de plus en plus dans les caves...»

La vigilance des patrouilles de la base navale permit, — la chance aidant — dans la nuit du 18/19 mars 1918, de faire échouer une nouvelle tentative de bombardement par mer.

Un groupe de quatre destroyers allemands parti de Zeebrugge s'avança au large jusqu'à Nieuport, marchant vers Dunkerque. Encore quelques minutes, quelques tours d'hélice et ils allaient pouvoir ouvrir le feu. Sans doute dans les soutes l'on préparait déjà les obus quand, brusquement, ils furent découverts par les patrouilles alliées.

Le bombardement par surprise était raté.

A grande allure les Allemands firent demi-tour et détalèrent dans les ténèbres (1). Il était trois heures quarante du matin.

(1) L'opération ne « payait pas » puisqu'il fallait faire courir le risque de perdre chaque fois une ou plusieurs unités.

Mais c'était aussi l'imitation de la vieille tactique des Corsaires dunkerquois qui cherchaient à faire des prises ou du dégât avec le minimum de pertes et évitaient le combat quand il n'était pas indispensable.



Rue des Bassins. — Le Consulat des Etats-Unis

Les dégâts causés par une torpille qui entra, le 10 Septembre 1917, par la cheminée. Le coiffeur Jacob continua à raser sa clientèle, imitant ainsi le célèbre barbier du siège de Lille en 1792, qui rasait ses clients en se servant d'un éclat de bombe en guise de savonnette.



L'éventrement de la rue de Suez, à Malo, par une torpille. (5 Septembre 1917)

A cette époque, pour le service des nuits sans lune, l'amiral Keyes avait reporté les forces légères anglaises à la protection du barrage Folkestone-Gris-Nez, ne laissant à Dunkerque que deux destroyers avec nos contre-torpilleurs. Cette division se tenait en rade de Malo, prête à appareiller, en cas de raid, pour couper la route de retour à l'ennemi.

★★

Le 21 mars, un groupe de quinze destroyers allemands apparaît au large, trois heures avant la pleine mer, avec mission de procéder « à une énergique destruction ». Six destroyers sous les ordres du commandant Assmann doivent lancer 600 obus sur Dunkerque. Six autres, sous les ordres du capitaine de vaisseau Donach, doivent bombarder les installations de Bray-Dunes (200 obus). Enfin un dernier groupe commandé par le capitaine de vaisseau Albrecht, doit tirer 400 obus sur La Panne-Adinkerque. Les instructions « très secrètes », trouvées sur un prisonnier, ajoutaient : « Le trafic des bâtiments de commerce rencontrés sera énergiquement combattu à la torpille. »

A quatre heures cinquante, les Allemands, qui ont réussi à passer, commencent le bombardement, guidé par des obus éclairants, à une vitesse vertigineuse tout en faisant route vers l'Est. La durée du tir est d'environ dix minutes à une distance de six mille mètres.

Sur les 600 obus que l'ennemi avait bien voulu réserver à Dunkerque, 172 seulement éclatèrent sur le camp retranché, les autres tombèrent dans l'eau des bassins ou en rade. Ce dont personne ne songea à se plaindre.

Des dégâts assez importants furent constatés dans plus de trente-cinq rues et places de la ville ainsi que sur les quais et hangars du port, sans omettre les communes de la banlieue.

Un des premiers obus tomba malheureusement dans le poste de sapeurs-pompiers de la place des Nations, y faisant dix victimes (2 morts et 8 blessés).

Au premier obus, les six destroyers Alliés (1) mouillés en rade de Malo, prêts à marcher, filent leurs chaînes, sortent par la

Le reste des deux équipages, soit cinquante officiers et marins, furent tués ou noyés.

Les navires rentrèrent au port le lendemain vers midi. La foule se rendit au-devant des vainqueurs de la nuit. La curiosité se concentrait autour du *Botha*, qui portait une large déchirure à babord et sur les prisonniers allemands. Aussitôt débarqués ceux-ci furent interrogés par le commandant du Front de mer (cap. de frégate Cura). Ils se montrèrent fort surpris de la violente canonnade qui les avait accueillis. A part deux officiers, dont l'un, nommé Müller, était avant la guerre officier-pilote de la *Hambourg-Amerika*, les marins allemands ne dissimulèrent, en aucune façon, la joie qu'ils éprouvaient de « voir enfin la guerre finie pour eux » (1).

Pour les Dunkerquois, l'ère des bombardements par mer était close.

(1) Interr. Arch. Sect. Hist. Marine.



Bombardement du 10 Septembre 1917. — Où l'on voit le magasin du "Pèle-Mêle" rue de la Couronne N° 8. mériter son titre d'une façon imprévue

(1) Le *Botha* et le *Morris* (anglais) ; Le *Bouclier*, l'*Obusier*, le *Magon* et le *Melh* (français).



Le bombardement de la Maternité.

A gauche : Le sauvetage du corps d'une femme retrouvée sous les décombres.



Le nouveau-né que l'on retrouva blessé dans les ruines le jour de sa naissance. Il porte sur sa robe le ruban des blessés de guerre.

Les ruines du Pavillon de la Maternité à Rosendaël (10 Septembre 1917)





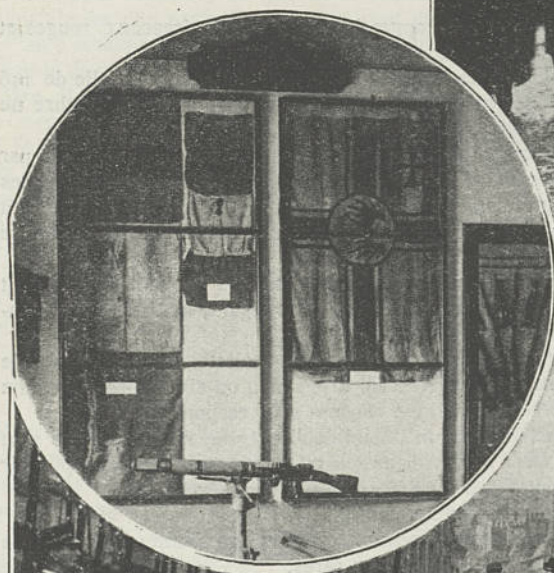
❀

Funérailles des marins
de l'*Etendard*

Le général Bibuyck, représentant le roi des Belges et l'amiral Ronarc'h, derrière les prolonges d'artillerie contenant les cercueils des marins.



Le cortège traverse la Place Jean-Bart



Les troupes de la Marine rendent les honneurs suprêmes
Dans le médaillon : Le pavillon de l'*Etendard* décoré de la Croix de Guerre, aux Invalides, entre le pavillon allemand de l'U-145 et du drapeau du sous-marin français *Curie*, coulé devant Pola

Mais les Allemands voulant sans doute venger leurs deux torpilleurs, coulés par les destroyers franco-anglais, recommencèrent le jour même le bombardement du camp retranché de Dunkerque avec leur pièce à longue portée (1).

Si bien qu'en moins de vingt-quatre heures, la région dunkerquoise fut bombardée par terre, par mer et par avion. C'est un record.

LES ABRIS

La lutte entre la cuirasse et le boulet, commencée dans les champs d'Azincourt, va revêtir ici une forme nouvelle.

Contre les obus, bombes et torpilles qui lui tombent du ciel la ville va se défendre et se cuirasser.

Après les premiers bombardements où les projectiles firent surtout des victimes dans la rue, le Maire indique à ses concitoyens qu'en cas d'attaque par dirigeables — à cette époque l'on craignait beaucoup les zeppelins — ou par avions il est prudent de se réfugier

à l'intérieur des maisons, derrière les murs, et surtout dans les caves (2).

Un arrêté du Gouverneur ordonne la suppression de toute lumière visible dès huit heures du soir dans toute l'étendue du camp retranché.

C'est le début d'une longue et mouvante réglementation de l'éclairage et de l'organisation des abris.

Le 22 janvier 1915, cinq jours après l'appel du Maire, une escadrille d'avions allemands survole la ville. Dès les premières explosions, les rues deviennent désertes. On ne voit plus que de rares et fugitifs passants. « La vie s'arrête ». L'appel à la prudence a été entendu.

Maison de la rue du Sud avec l'affiche et le drapeau indiquant un refuge en cas d'alerte.

La protection souterraine sera désormais au premier rang des préoccupations de la population.

Les caves sont aménagées dehors et dedans. A l'intérieur, elles se meublent de tables, de lits, voire de poêles. Dans la rue, portes et soupiraux se garnissent de plaques de tôle, de caisses de terre et les sacs de sable font leur apparition.

Les trottoirs se hérissent d'obstacles. La nuit, la circulation ressemble à un steeple-chase. Que de chutes ignorées de l'histoire !...

*Malheur donc à celui qu'une affaire imprévue
Engage un peu trop tard au détour d'une rue.*

Du moins, c'est Boileau qui l'a dit.

Dès huit heures du soir, la ville souffle ses chandelles avec un zèle auquel il faut reconnaître que la Maréchaussée ne reste pas étrangère. Les habitants dénoncent les imprudents dont les maisons ont « le derrière éclairé ». Après un raid de zeppelin sur Calais, plus de trois cents contraventions sont libéralement distribuées dans tous les quartiers de la ville.

Les bombardements, par canon à longue portée, jetèrent tout le monde dans les caves. Le 2 mai 1915 une note du Maire annonçait même que les archives municipales et les bureaux de la Mairie

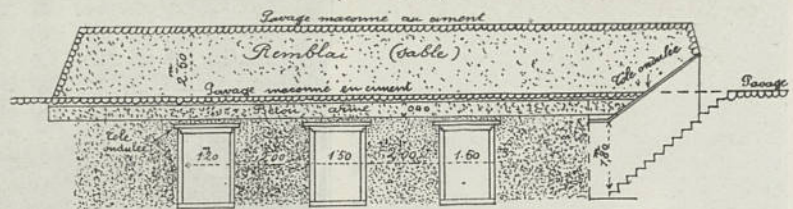
étaient transférés dans des caves de la rue Carnot. Quelques jours après les services municipaux retournaient à l'Hôtel de Ville dont les fenêtres furent protégées par des sacs de sable.

C'est de cette époque (mai-juin 1915) que date la première organisation des caves-refuges officielles.

La police fut chargée de rechercher dans chaque rue les caves « réputées » solides, pouvant servir d'abri aux passants surpris par un bombardement.

Abri de la Place de la Gare

Coupe (1/100)



Aux portes des caves apparaissent des petits drapeaux rouges et l'affiche restée populaire : « Refuge en cas d'alerte ».

En juillet 1915, les journaux publient une liste officielle de 146 caves-abris disséminées dans tous les quartiers mais le nombre ne fera que s'accroître.

Les petits drapeaux rouges disparurent peu à peu, emportés par les intempéries et les gamins. Il fallut les remplacer à différentes reprises, ce qui faisait dire avec humour : « Si la Municipalité avait pu prévoir que leur longue durée serait nécessaire peut-être eût-elle alloué un étendard en fer battu... »

Il ne faut pas croire pour cela que tout le monde disparaissait sous terre à la moindre détonation. A cet égard, un rapport de bombardement nous édifie. Oyez plutôt :

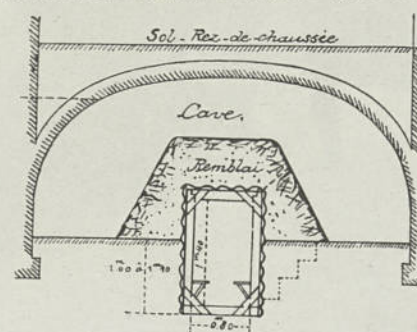
«... 10 février 1916, à minuit quarante, alerte. Les 75 en batterie sur la plage du Café du Kursaal tirent cinq ou six coups de canon ayant cru apercevoir quelque chose » et le rapport ajoute :

«... Un certain nombre d'habitants ont été réveillés et se sont mis à leur fenêtre pour voir ce qui allait se passer. Ils ont pu voir alors les projecteurs de la défense fouillant les nues... »

C'était toujours quelque chose !...

Avec la violence sans cesse croissante des bombardements, les curieux se feront de plus en plus rares.

Au début de 1917, le port est particulièrement repéré par les avions. Une dizaine de dockers ayant été tués par des éclats de torpilles, l'Administration des Ponts-et-Chaussées et les services militaires du port creusent de nombreuses tranchées-abris sur les quais, môles et terre-pleins.




Coupe d'une galerie de protection creusée sous un groupe de maisons

(1) Le 21 mars 1918, de quatre à seize heures, seize obus tombèrent dans les environs de Quaëdyne et de Warhem.

(2) La proclamation ajoutait encore : « Je compte sur la prudence des Dunkerquois pour suivre exactement ces prescriptions. Personne, ni homme, ni femme, ni enfant, n'a le droit, à l'heure actuelle, d'exposer inutilement sa vie et ce n'est pas faire acte de courage que de braver un danger sans nécessité. Le patriotisme bien entendu commande de faire tout au monde pour annuler l'effet des efforts de destruction de l'ennemi. — Le Maire : Henri TERQUEM.



—  —
 Une épicerie de la rue Maurice-Bertaux, à Saint-Pol, où l'on retrouva six morts et douze blessés. (Bombardement du 11 Septembre 1917).

Août, septembre, octobre 1917. Voici les grands bombardements par avions pendant lesquels les Allemands utilisent les premières grosses torpilles à grande puissance.

Les caves-refuges ne sont plus assez solides pour résister à de pareilles avalanches d'acier et d'explosifs. Dans la nuit du 1^{er} au 2 octobre, une voûte de cave, sous une maison de deux étages, est éventrée rue de la Gare. Il y a des morts, des blessés. Déjà, le 11 septembre, pareil accident s'était produit à Saint-Pol. Le 25 octobre c'est le désastre de la rue Caumartin où l'on retrouve, dans la cave effondrée, trente-cinq morts et de nombreux blessés, puis le 27 octobre, c'est l'effondrement d'une autre cave, rue du Jeu de Paume.

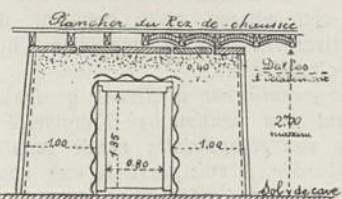


L'Autorité militaire n'a pas perdu de temps pour essayer de parer à ce nouveau danger. Le 18 septembre, un bataillon du 110^e d'infanterie (900 hommes) arrive et cantonne à l'Entrepôt des Sucres de la Chambre de Commerce. Il a pour mission de travailler à la construction d'abris dans le camp retranché et sur le port.

En même temps, le Gouverneur, d'accord avec l'Administration Municipale fait revisiter 215 caves-abris par des officiers du Génie. 68 dont la solidité n'est plus suffisante sont éliminées et l'on procède au renforcement des autres, à l'aide de poutres de soutènement, bétonnage, plaques d'éclatement, sacs de sable, etc...

Le général Laboria, gouverneur, invite même la Municipalité à lui signaler « les immeubles vides, pourvus de caves résistantes, que leurs propriétaires ont abandonnées pour aller se mettre en sécurité à l'intérieur... »

L'Administration Municipale s'empresse de faire dresser cette liste mais se trouve dans l'obligation de signaler aussi au Gouverneur qu'elle ne dispose pas du droit de réquisition pour forcer les mauvaises volontés qui pourraient se produire, ce droit étant exclusivement réservé à l'Autorité militaire par le Gouvernement.



Coupe d'abris construits dans une cave non voûtée

Les travaux d'étalement sont exécutés gratuitement par le service du Génie et une note publiée dans les journaux avise les habitants qui veulent faire aménager leurs caves d'avoir à écrire à la Mairie.

Les demandes ne tardèrent

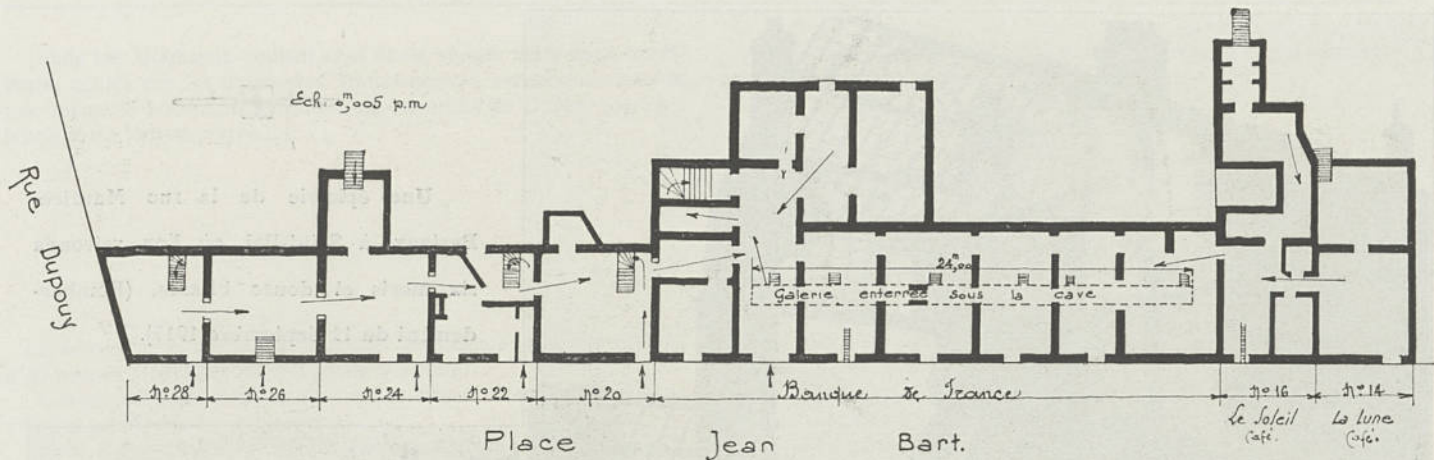
pas à se multiplier. Bientôt un arrêté municipal organisait la police des refuges et abris.

Dans le jour ceux-ci n'étaient ouverts au public que pendant la durée des alertes, mais le soir l'on pouvait y séjourner et y posséder un « matériel » de couchage. La Mairie délivrait des « cartes d'abris » de façon à éviter les désordres et répartir aussi équitablement que possible la population dans tous les refuges.

En novembre l'on commence la construction de tranchées couvertes, creusées dans les caves elles-mêmes, mettant en communication des groupes de maisons, avec plusieurs sorties de secours.



Soirée Récréative dans une cave-abri de la rue de l'Eglise



La tranchée-abris sous la Banque de France et les maisons contiguës

Elles n'étaient occupées qu'en cas d'alerte et pouvaient, suivant leur longueur, contenir de 50 à 150 personnes.

Le 1^{er} décembre 1917, le Commandant du Génie de la Place avise le Gouverneur et le Maire qu'un groupe d'abris, aux abords de la porte de Furnes, sera bientôt achevé. Il comprenait deux galeries souterraines. La première, longue de 125 mètres sous la courtine de la rue Saint-Charles, pouvait abriter 500 personnes ; la seconde, sous la face droite du bastion 17, d'une longueur de 90 mètres, était prévue pour 360 personnes.

Vers le 10 décembre, les galeries de la porte du Fort-Louis sont achevées. Elles ont 200 mètres de long et peuvent accueillir 800 personnes.

Dans les talus des fortifications, près du passage à niveau de la rue des Passerelles une galerie peut abriter 200 personnes.

Au début de février 1918, le groupe situé de part et d'autre de la porte de Rosendaël était mis à la disposition des habitants. Il y a place en théorie pour 450 personnes.

Il est certain que fréquemment les abris offrirent leur protection à un nombre beaucoup plus considérable d'habitants.

Le service municipal des abris publics et des tranchées-abris qui avait été confié à l'actif M. Saugrain, commissaire de police, fut dirigé avec une précision toute militaire.

En voici deux exemples :

Une mère de famille demeurant avec quatre enfants en bas-âge



Blindage de sacs à terre autour d'un poste d'observation à la batterie de Malo-Centre (1917)

rue des Vieux-Quartiers, effrayée par un bombardement demande qu'on lui trouve une place dans un abri. En marge de la requête on lit cette brève mention : «... Coucheront ce soir aux Arcades. Demain une petite cave sera mise à leur disposition à l'abri des Vieux-Quartiers » !

Un honnête dunkerquois réclame la construction d'un abri public dans sa cave. Rapide enquête et sur la réclamation on lit cette phrase : «... Maisons ne possédant qu'un étage. Bâtie en 1692, soit depuis 226 ans. Abri illusoire ».

Notre dunkerquois n'eut plus que la ressource d'aller s'abriter ailleurs.

En janvier 1918, vingt-huit tranchées couvertes creusées sous les caves de maisons particulières, étaient achevées. Une note, qui semble avoir été publiée, contient cette déclaration : « La construction serait poussée encore plus activement si certains propriétaires et locataires mettaient plus d'empressement à accorder les autorisations nécessaires... »

Il y avait donc des propriétaires et des locataires tentés de s'isoler non dans une tour d'ivoire mais dans leur « cave » ? Il faut reconnaître qu'ils formaient exception. Les plus récalcitrants finissaient toujours au bout de quelques pressantes démarches à s'incliner devant l'intérêt général, soucieux aussi de ne pas se différencier des autres propriétaires.

En mars 1918, quarante-et-un abris sous caves sont terminés et donnent toute satisfaction à la population. Mais leur nombre est encore insuffisant. Soixante sont prévus. La correspondance échangée entre l'Administration Municipale, les propriétaires et locataires est, sur ce sujet, extrêmement suggestive. Si le propriétaire était « absent » de Dunkerque, on lui écrivait pour obtenir l'autorisation de percer sa cave. C'était toujours la même formule. Elle est à conserver :

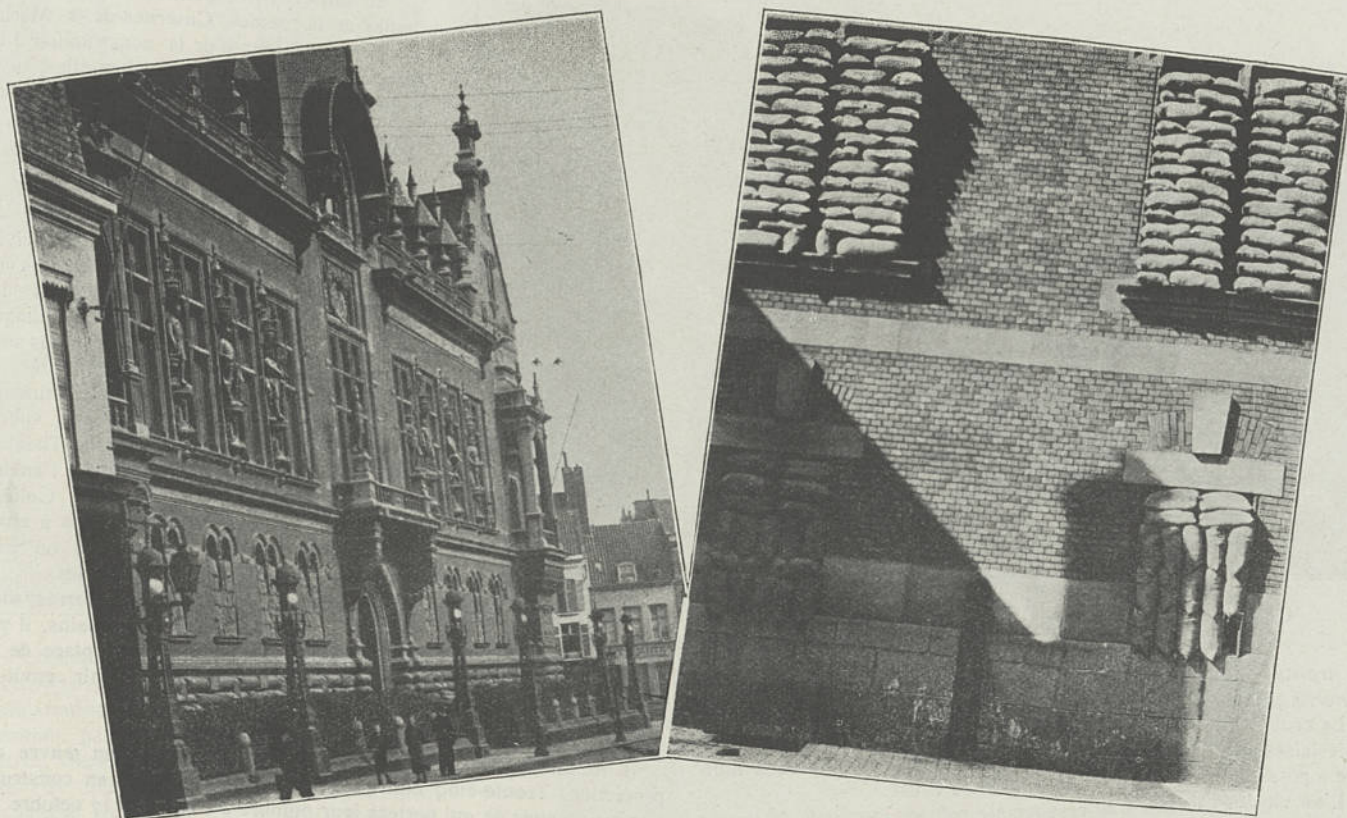
«... J'ai l'honneur de vous informer, lui disait-on, que le Génie militaire de la Place projette de construire un abri contre bombardement dans les caves de votre propriété, etc.

Puis on ajoutait cette déclaration rassurante :

«... Les travaux seraient effectués gratuitement en prenant toutes dispositions pour ne pas nuire à la solidité de votre immeuble...

Et enfin cette phrase qu'il convient de lire attentivement pour en apprécier l'humour involontaire !...

«... La mesure, est d'ailleurs générale, connaissant vos sentiments d'humanité à l'égard de vos compatriotes restés dans la ville bombardée, je suis persuadé que vous tiendrez à accorder l'autorisation d'exécuter



L'Hôtel de Ville de Dunkerque avec les sacs à terre pare-éclats aux fenêtres





Construction de l'abri bétonné sous la Place de la Gare (Octobre 1917)

les travaux, évitant ainsi une réquisition possible de la part de l'autorité militaire. Veuillez, etc... »

Le croirait-on, une lettre aussi éloquente où les fleurs de la courtoisie laissaient à peine entrevoir les épines de la réquisition militaire « possible » n'eut pas toujours gain de cause.

L'on vit deux dames très respectable refuser mordicus de laisser passer sous leur cave une tranchée-abri reliant tout un groupe de maisons et permettant d'abriter de nombreux enfants. Il fallut employer la réquisition « en bonne et due forme » et cela arrêta les travaux pendant plusieurs semaines.

Un autre propriétaire, se trouvant sous des cieux plus cléments, répondit au Maire qu'il refusait parce qu'il avait dans sa cave « une notable quantité de vins fins » et il lui conseillait :

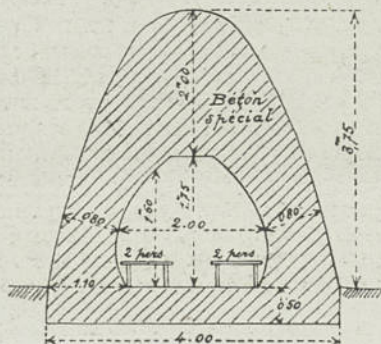
« Tachez donc de trouver d'autres caves pour établir « vos » tranchées-abris ; il n'y a pas que ma maison... »

Regrettons, avec le lecteur, de n'avoir pu contempler la physionomie de M. Terquem à la lecture de cette épître.

Ce fut, répétons-le, de rares et quasi-comiques exceptions. Presque tous les Dunkerquois firent comme l'un d'entre eux qui, mobilisé au front écrivait au Maire :

«... Mais certainement j'autorise le percement et avec mes remerciements des soins que vous avez pour la sécurité des habitants car j'ai une partie de ma famille restée à Dunkerque... »

Un autre envoyait son adhésion et ajoutait : « Il est tout naturel que chacun doit y mettre du sien ».



Coupe d'un abri public en béton

En juillet 1918, pétition curieuse : ces dames de la rue des Casernes de la Marine sollicitèrent à leur tour la construction d'un refuge particulier, car, disaient-elles, « la police spéciale interdit leur entrée dans un abri public avec leur personnel ! »

Ah ! qu'en termes galants ces choses là sont dites.

**

En août 1918, alors que la population civile était réduite à environ dix mille habitants (1), soixante-cinq galeries blindées sous les caves sont terminées et abritent à chaque alerte près de 4.300 personnes. Les abris sous les remparts peuvent en contenir près de 2.000. Les caves des grands bâtiments publics, aux murailles solides et aux voûtes épaisses, tel l'Hôtel des Postes, le Théâtre, le Minck, la Caserne des Douanes, l'ancien couvent des Carmélites, sous le Collège Jean-Bart, etc... servent de refuges à environ 800 personnes, fonctionnaires ou particuliers qui y ont installé des literies.

Outre les nombreux abris, enterrés sous les terre-pleins du port et des bassins, il y a deux grands abris publics, l'un place de la Gare et l'autre place Alfred-Petyt. Ils peuvent contenir environ 400 personnes chacun.

Soit un total général de 7.500 places.

L'Administration Municipale poursuit activement son œuvre de protection. Trente-cinq nouvelles tranchées-abris sont en construction ou prévues ce qui portera leur nombre à cent et le 17 octobre le Maire demande au Service de Santé de la Place qu'on lui remette deux cents paquets de pansements individuels pour répartir dans tous les abris, si toutefois l'on juge que cette précaution soit encore utile.

Pareille œuvre ne fut pas menée sans à-coups. Tantôt c'était la main-d'œuvre militaire qui faisait brusquement défaut, tantôt c'étaient les matériaux, rondins, tôles ondulées etc. qui menaçaient

(1) Avant la guerre Dunkerque comptait 38.900 habitants. Les premiers bombardements par 380 en avril-mai 1915 réduisirent la population à environ 5.500 âmes. En juillet 1916, après une période de calme relatif, on estimait qu'il y avait de 12 à 15.000 habitants dans Dunkerque mais en septembre-octobre 1917, après les violents bombardements par avions et 380, la population redescend à environ 7.000 habitants. C'est sur cette base que l'on étudia la construction des abris collectifs.



L'abri public du jardin de la Place Alfred-Petyt



Rue Sainte-Barbe. Bombardement du 10 Septembre 1917.

Enfants jouant à la porte d'une maison endommagée et prêts à descendre à la cave à la moindre alerte.

de manquer. L'abondante correspondance échangée entre les autorités militaires, l'Administration Municipale et même le Gouvernement, par l'intermédiaire des Parlementaires, constituerait un volume presque aussi copieux que celui de la correspondance échangée pour la D. C. A. et ce n'est pas peu dire...

Au moment de l'armistice il y avait soixante-douze tranchées-abris à la disposition du public, plusieurs d'entre elles étaient éclairées à l'électricité !... Le plan que nous publions en indique la répartition dans les quartiers de la ville.

Le Génie militaire en avait également construits dans presque toutes les communes de la banlieue dunkerquoise.

Aussitôt après l'armistice, les sacs à terre et autres systèmes de « blindage » des portes et soupiraux de caves, disparurent comme par enchantement.

Le 19 novembre, les pompiers procédèrent à l'enlèvement des énormes poutres et sacs à terre empilés devant la grande porte de l'escalier d'honneur de l'Hôtel de Ville. Le grand vitrail montrant le retour de Jean-Bart après une glorieuse croisière fut retrouvé presque intact sous l'épaisse carapace de bois qui le protégeait.

En décembre 1918, l'autorité militaire entreprend la démolition des tranchées-abris qui néanmoins resteront dans l'histoire du camp retranché. *Jean des Dunes* se chargea de leur nécrologie. « Le Dunkerque souterrain, dit-il, a vécu ; nous n'y retournerons probablement plus... »

Une brave et spirituelle petite Dunkerquoise confia un jour à une feuille de papier, tombée je ne sais plus comment entre mes mains, ses impressions de cave-abri. En voici quelques passages :

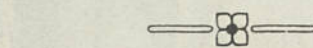
« Boumm ! je suis réveillée en sursaut,



La rue de l'Abreuvoir, après le raid du 29 Septembre 1917



Rosendaël. — Entonnoir sur l'emplacement de la maison de la garde-barrière qui eut ses trois enfants tués sous ses yeux (12 Septembre 1917).



A la Crèche Municipale de la rue Saint-Jean.

Au-dessous, les enfants se tenant soigneusement par la blouse, se rendent à la cave au signal d'une alerte.

Le retour au soleil après l'alerte

c'est une détonation qui ressemble beaucoup à un coup de canon. Il est quatre heures du matin. J'ai le cœur qui bat à se rompre. Deuxième détonation identique. Pas de D.C.A. C'est le bombardement à longue portée certainement. On se précipite à la cave et l'on y achève de s'habiller en même temps que les autres locataires accourus eux aussi.

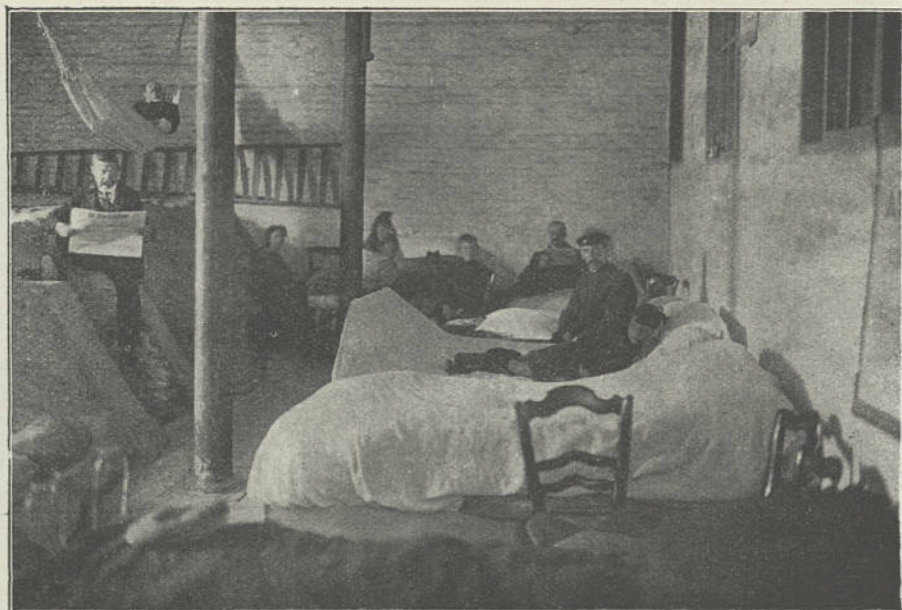
« Les détonations et les coups de sirènes se succèdent méthodiquement de sept en sept minutes... »

« A huit heures, nous prenons une vaste résolution : — Le prochain obus tombé on ira chercher de quoi faire une tasse de café. Chacun a son butin de désigné.

« Un obus à peine a-t-il éclaté que c'est une ruée générale dans l'escalier ; l'un se précipite sur le moulin à café, l'autre s'abat sur le sac au café, un troisième enlève les tasses, un quatrième d'un geste ultra-rapide rafle le pain, le beurre et le sucre puis l'on redégringole encore plus vite que l'on n'était grimpé. Ouf, nous revoici dans la cave, essoufflés mais riant aux éclats. Nous avons été trop vite, l'obus suivant n'éclate pas tout de suite.

« Pendant que le bombardement continue on allume un réchaud et au bout d'un instant l'on déjeûne sérieusement, ce qui nous remet un peu de nos émotions. A midi, nous pouvons enfin sortir, non de table, mais de cave.... Nous sommes allés tout de suite aux nouvelles... »

Dans les derniers mois de la guerre presque toute la population couchait dans les caves, à proximité des tranchées-abris. Là dix, vingt, trente personnes et plus dormaient côte à côte. Le plus souvent les lits étaient alignés les uns près des autres sans séparation et sous les voûtes humides de petites lampes fumeuses éclairaient des



Cave aménagée sous le Mont-de-Piété.

A gauche, l'on aperçoit l'entrée d'une tranchée-abri creusée sous la cave et dans laquelle les occupants se réfugiaient pendant les bombardements



Dans le médaillon : Le Directeur de la Banque de France dans son abri

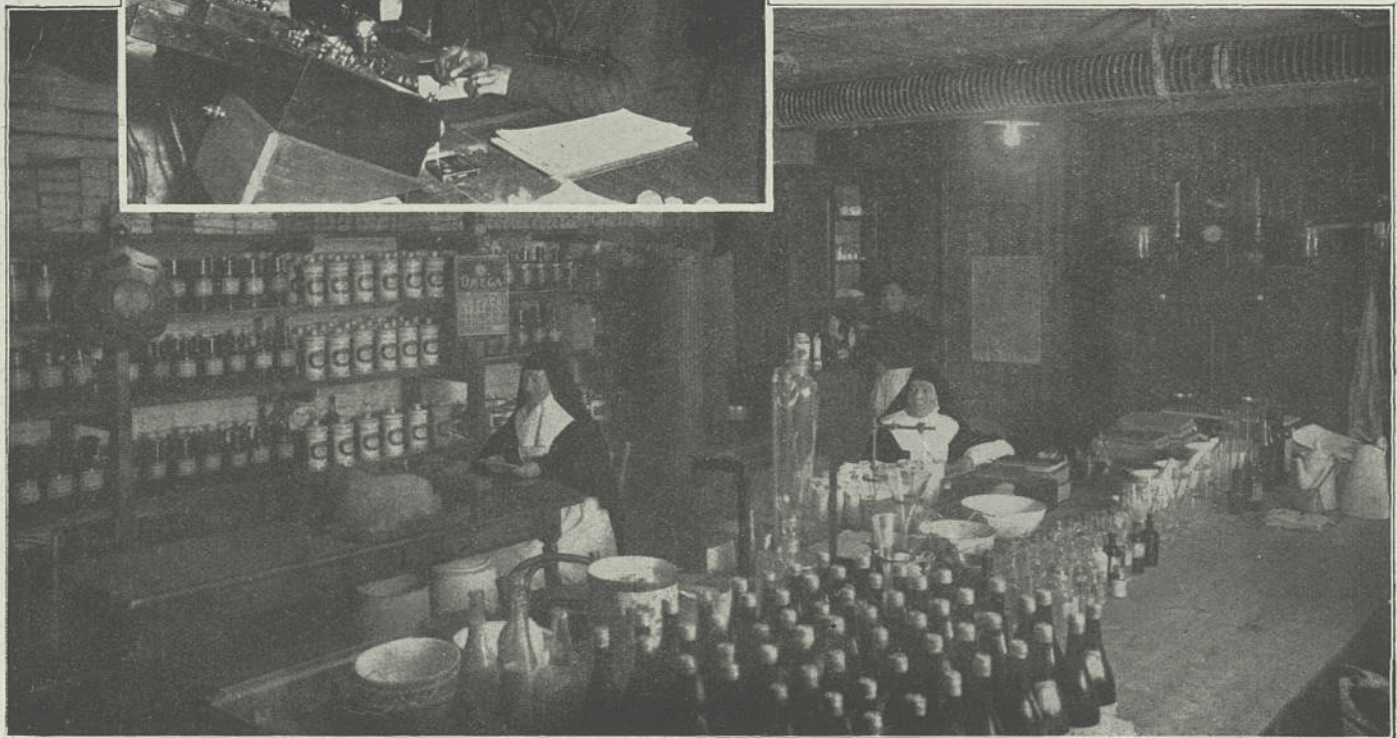


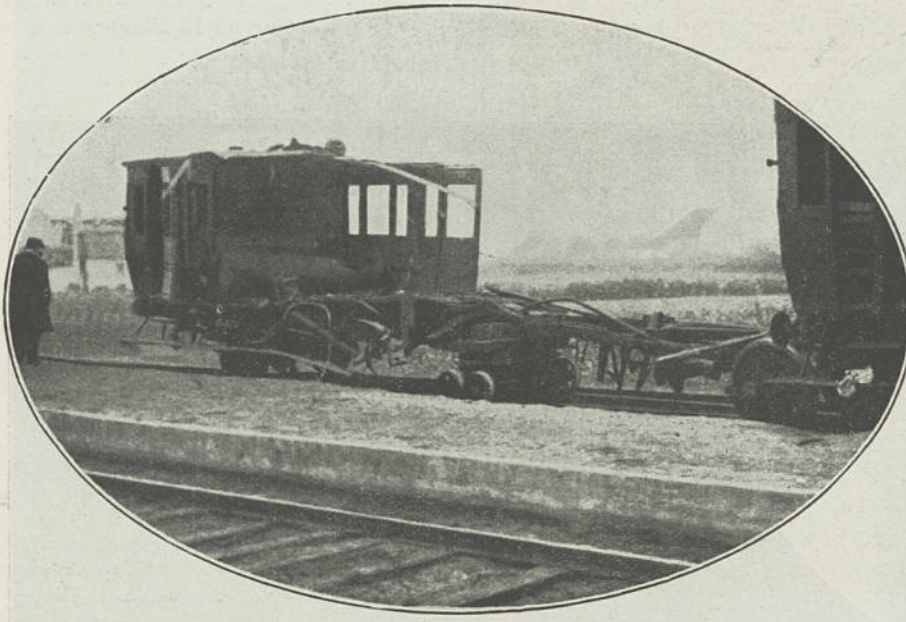
L'intérieur d'une galerie souterraine



A gauche : Poste téléphonique anglais dans une cave, à Rosendaël.

Au-dessous : La cave de l'Hôtel de Ville aménagée en pharmacie du Bureau de Bienfaisance.





Débris d'un wagon d'un train militaire bombardé en gare de Rosendaël
(12 Septembre 1917)

tableaux étranges... En général, l'accord régnait dans ces caves. Soumis aux mêmes inquiétudes, exposés aux mêmes dangers, tous ces gens dans la mesure du possible s'obligeaient mutuellement.

«... Quel remue-ménage au cri des sirènes, hommes, femmes, enfants se levant brusquement et cherchant un refuge dans la tranchée voisine ! Engourdi, les yeux encore gonflés de sommeil, chacun se recroquevillait dans son coin tandis que retentissaient les obus de la défense ou que la terre violée tremblait sous le choc puissant des torpilles... »

La protection des Archives et Œuvres d'Art

Dès les premiers bombardements, l'Administration Municipale, gardienne des richesses artistiques du passé, s'empressa de faire mettre en sécurité, dans les caves du musée, de solides caisses contenant les ouvrages les plus précieux de la Bibliothèque ; incunables datant du XV^e siècle, manuscrits de l'Abbaye de Saint-Winoc, etc. sans oublier les livres de haute valeur et les anciennes impressions dunkerquoises aujourd'hui rarissimes sinon introuvables.

Derrière les lourdes murailles de la Tour Saint-Eloi, l'on transporte les tableaux de l'Eglise Saint-Eloi, le grand triptyque de Porbus, du Musée (1), l'*Adoration des Bergers*, de Gaspard de Croyer (1584-1669) et la *Madeleine en extase* qui lui est attribué ; *Saint-Roch soignant les pestiférés* et les *quatre évangélistes couronnés* de Jean de Reyn ; l'*Ecce Homo*, attribué à Van Dyck.

Les tableaux de Rubens, orgueil du Musée, sont expédiés au Louvre, puis au moment de la menace allemande vers Paris, évacués sur Toulouse.

Au musée même, des panneaux de bois fixés à toutes les fenêtres sont renforcés en certains endroits par des sacs à terre pour protéger les collections intransportables contre les éclats de projectiles.

(1) Cette œuvre, l'une des plus importantes du Musée de Dunkerque, représente le Martyre de Saint-Georges, patron des Arbalétriers. C'est un superbe et solide spécimen de la grande peinture flamande de la fin du XVI^e siècle.

Le triptyque fut acheté en 1578 à Franz Porbus. L'artiste qui devait mourir deux ans après, était alors âgé de 38 ans et à l'apogée de son talent.

La Confrérie dunkerquoise de Saint-Georges qui en avait fait l'acquisition pour la somme de 1.500 livres l'offrit à l'Eglise Saint-Eloi. Placé dans la chapelle Saint-Georges il resta dans cette église jusqu'en 1852. La ville, à cette époque, le racheta pour 40.000 francs à la Fabrique et le transféra au Musée où il est encore. Il mesure 2^m70 de haut sur 3^m45 de large. Sa valeur est inestimable.

Si bien que lorsque l'inspecteur général des musées, M. Arsène Alexandre écrit pour demander que l'on prenne des précautions pour « sauvegarder les richesses artistiques qui appartiennent au monde civilisé », on lui répond le jour même que tout est aussi abrité que possible et qu'en cas de danger plus sérieux on pourrait rapidement les faire transférer à l'intérieur.

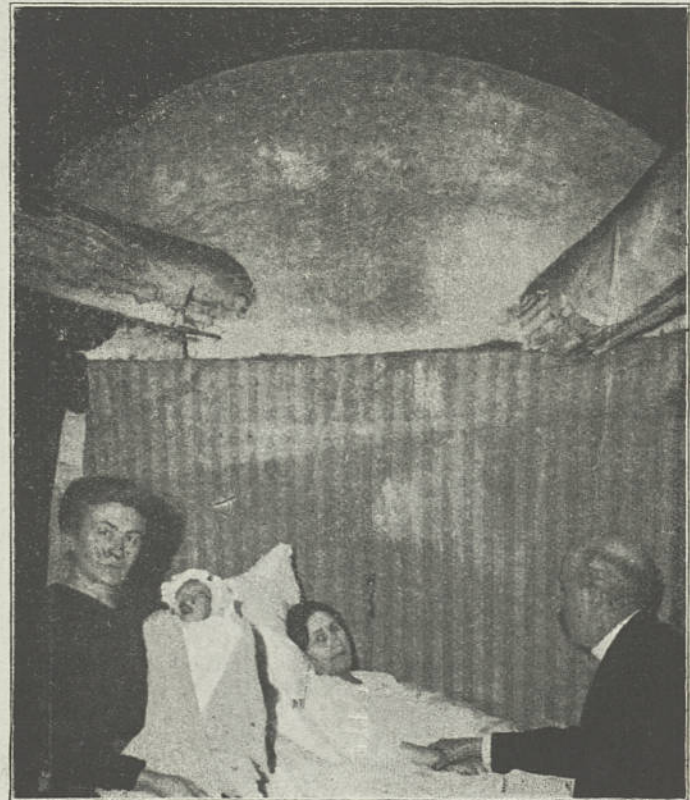
Dans le rez-de-chaussée du beffroi avait été également abrité un magnifique triptyque du XV^e siècle, provenant d'une église de Nieupoort. Sauvé lors de la retraite de 1914 par un officier français (commandant Quinton), il resta à Dunkerque jusqu'en 1918, époque à laquelle le Gouvernement belge en reprit possession.

Après les violents bombardements de septembre-octobre 1917, le Directeur des Archives Nationales et l'Inspecteur Général des Bibliothèques passent à Dunkerque examiner les œuvres d'art susceptibles d'être mises à l'abri.

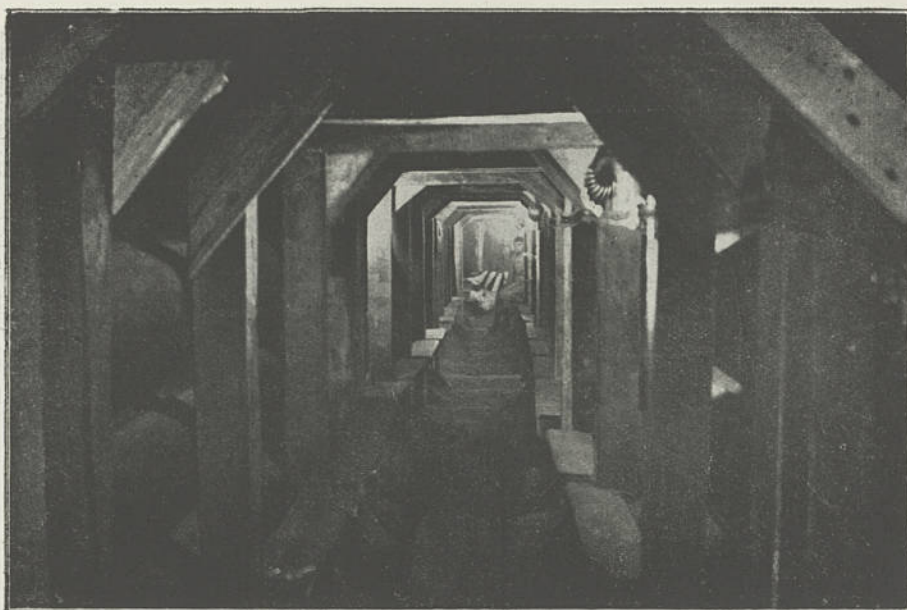
En janvier 1918, sur la demande du maire, arrive le lieutenant Sabaté, chef du service d'Evacuation des œuvres d'art de la région du Nord et l'on établit une première liste des tableaux et statues à évacuer.

En plus de ceux déjà énumérés ci-dessus, une centaine des meilleures toiles de maîtres, des primitifs flamands, divers tableaux flamands et hollandais du XVII^e siècle, quelques Corot, Vigée-Lebrun, Claude Vernet, Albert Dürer, etc.. etc. figurant dans les collections du Musée sont « désencadrés » et réunis sous la tour du Beffroi à l'Hôtel de Ville dont la grande porte reçoit une épaisse armature de poutres et de sacs à terre.

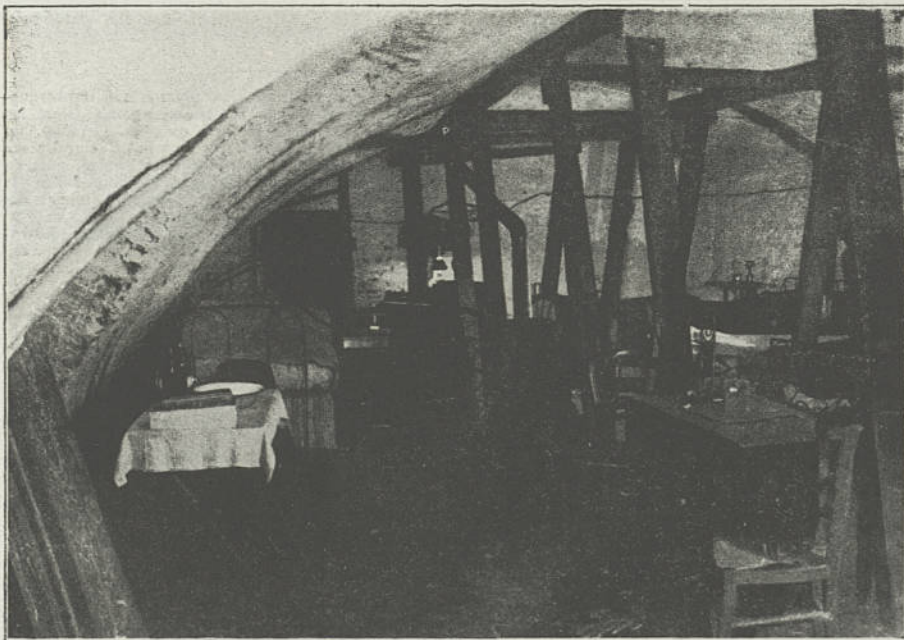
En février, tout est prêt pour l'évacuation, mais le Maire a des scrupules : « Est-il opportun de transporter les toiles au dehors ? Abbeville (où l'on doit les conduire) est-elle à l'abri des incursions



Un accouchement dans la cave du Palais de Justice (Octobre 1917)

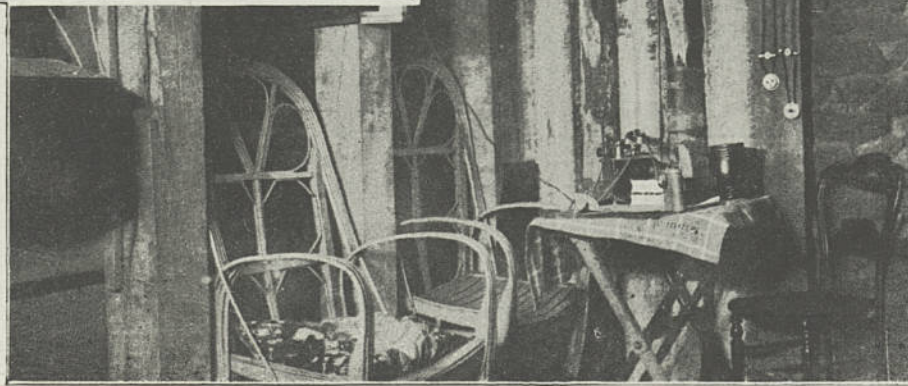


La tranchée-abri qui se trouvait sous le Mont-de-Piété



Une cave dont les voûtes sont solidement renforcées par des poutres de soutènement.

Au-dessous : le poste de commandement d'une notabilité dunkerquoise bien connue.



d'avions et le dépôt est-il à l'épreuve des bombes ? écrit-il au lieutenant Sabatté et il précise : « Vous comprenez mon hésitation. En l'état actuel de l'esprit de la population, je crains qu'un déménagement ne lui laisse croire à des éventualités plus graves... »

Mais l'offensive de mars-avril se déclenche formidable. Il n'y a plus à hésiter.

Le 2 avril, après maintes péripéties, les collections dunkerquoises sont enfin à l'abri à Abbeville. De là on les transporte à Eu au château de Martinville.

Presqu'aussitôt, l'Administration Municipale fait charger dans deux wagons les archives les plus précieuses de la ville. Les doyens de Saint-Eloi et de Saint-Jean-Baptiste y joignent les anciens registres de catholicité d'avant la Révolution (1).

Par ordre du gouvernement, l'expédition est faite sur la Préfecture de la Sarthe, où les wagons, prudemment convoyés par deux contremaitres des travaux municipaux, arrivent sans incident. Les archives devaient y rester plus d'un an. En mai 1919, le Maire réclamait encore au ministre compétent leur retour car la ville, disait-il, en avait le plus grand besoin. Trois mois après, il réclamait aussi le retour des œuvres d'art dont une partie se trouvait alors au dépôt du Panthéon, à Paris.

Finalement, archives et collections du Musée réintégrèrent Dunkerque sans trop d'avaries.

Les états de « dommages de guerre » établis pour les collections du Musée démontrent que les dégâts causés par les bombardements dans les collections furent réellement de minime importance, grâce aux mesures de précautions prises dès le début des hostilités.

(1) Les notaires évacuèrent également leurs minutes. Quant à celles de la conservation des hypothèques, elles avaient été mises en sécurité et étaient prêtes à être expédiées « en quelques instants ». A la porte de ce bureau se trouvait une pancarte où on lisait : « S'adresser à la cave ».

LES SAPEURS-POMPIERS

Avant la guerre, l'effectif des sapeurs-pompiers de Dunkerque se composait de 7 officiers et de 134 sous-officiers et sapeurs.

Il n'existait pas de poste permanent, le personnel, composé de volontaires, était appelé, au moment des incendies, par le tocsin ou le clairon.

Rosendaël, Malo, Saint-Pol et Coudekerque-Br. possédaient également des compagnies de sapeurs-pompiers.



La rue des Pêcheurs, à Rosendaël, dévastée par une torpille
(12 Septembre 1917)

Quoique complètement désorganisé par la mobilisation, le bataillon de sapeurs-pompiers de Dunkerque, au dévouement de qui l'on ne fit jamais appel en vain, créa un poste permanent de garde au dépôt du matériel.

Lorsqu'en octobre 1914, Dunkerque devint la grande base de ravitaillement des armées opérant en Belgique, les sapeurs-pompiers de la ville mirent à la disposition de la Gare Régulatrice et de la Station-Magasin une pompe à vapeur et une moto-pompe pour un détachement de pompiers militaires placé sous les ordres du sous-lieutenant Frère (1) de la gare régulatrice. Par les soins de ce dernier, deux postes permanents furent aménagés l'un à la gare même, l'autre place des Nations dans un entrepôt transformé en véritable poste-modèle sur le type de ceux des pompiers de Paris.

En janvier 1915, à la suite des premiers bombardements, le Général Gouverneur décide de fusionner les deux groupes, civils et militaires, et de les renforcer par des soldats de la garnison ayant servi dans les pompiers soit à Paris, soit dans les grandes villes. Le corps ainsi constitué prend le titre de « Sapeurs-pompiers militarisés du camp retranché de Dunkerque » et son effectif est de sept officiers et cent soixante-treize hommes.

Le camp retranché fut divisé en un certain nombre de secteurs, dotés chacun d'un poste de pompiers permanents, munis de matériel, et reliés par téléphone à l'Etat-Major du Gouverneur.

En mars 1917, l'organisation comprend onze postes avec départs de moto-pompes et pompes à bras, trois postes avec départ de pompes à vapeur et deux postes avec départs de bateaux-pompes. Un poste de renfort possède deux camions automobiles destinés à porter secours dans les communes du camp retranché. Le premier

est affecté au transport d'une moto-pompe et des pompiers ; le second à une équipe spéciale munie d'un matériel de déblaiement (1).

Bientôt, un fourgon-pompe automobile vient renforcer ce matériel qui comprend alors au total trois pompes à vapeur, cinq moto-pompes, deux bateaux-pompes, quatorze pompes à bras, une grande échelle et un matériel accessoire très important.

Le matériel de secours supplémentaire consistait en une puissante pompe à vapeur fixe à l'Usine Marchand, une pompe à vapeur de la gare, une autre aux Magasins Généraux rue de Lille et deux bateaux-pompes d'un grand débit, appartenant à la Société de Remorquage.

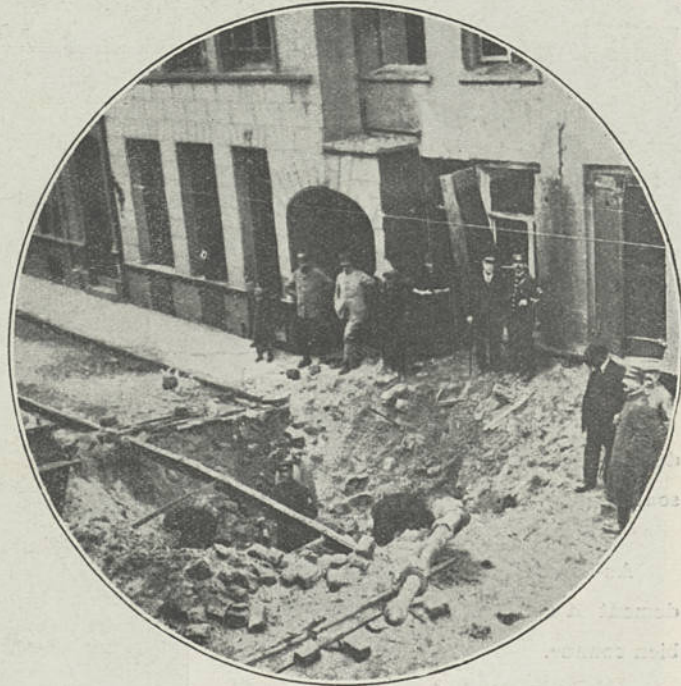
Les sapeurs-pompiers militarisés du camp retranché, ont ordre d'intervenir au premier appel, non seulement en ville et sur le port, mais aussi dans un rayon de vingt kilomètres environ.

Des équipes de soldats, choisis parmi les terrassiers, charpentiers, maçons, puisatiers, plombiers, etc., leur étaient adjoints pour les travaux de déblaiement et de sauvetage dans les rues bombardées.

La direction générale des secours passa sous les ordres du Commandant du Génie. Un officier de l'Etat-Major du Gouverneur (Commandant Terquem), fut chargé de l'inspection de l'enseignement technique et du contrôle du service.

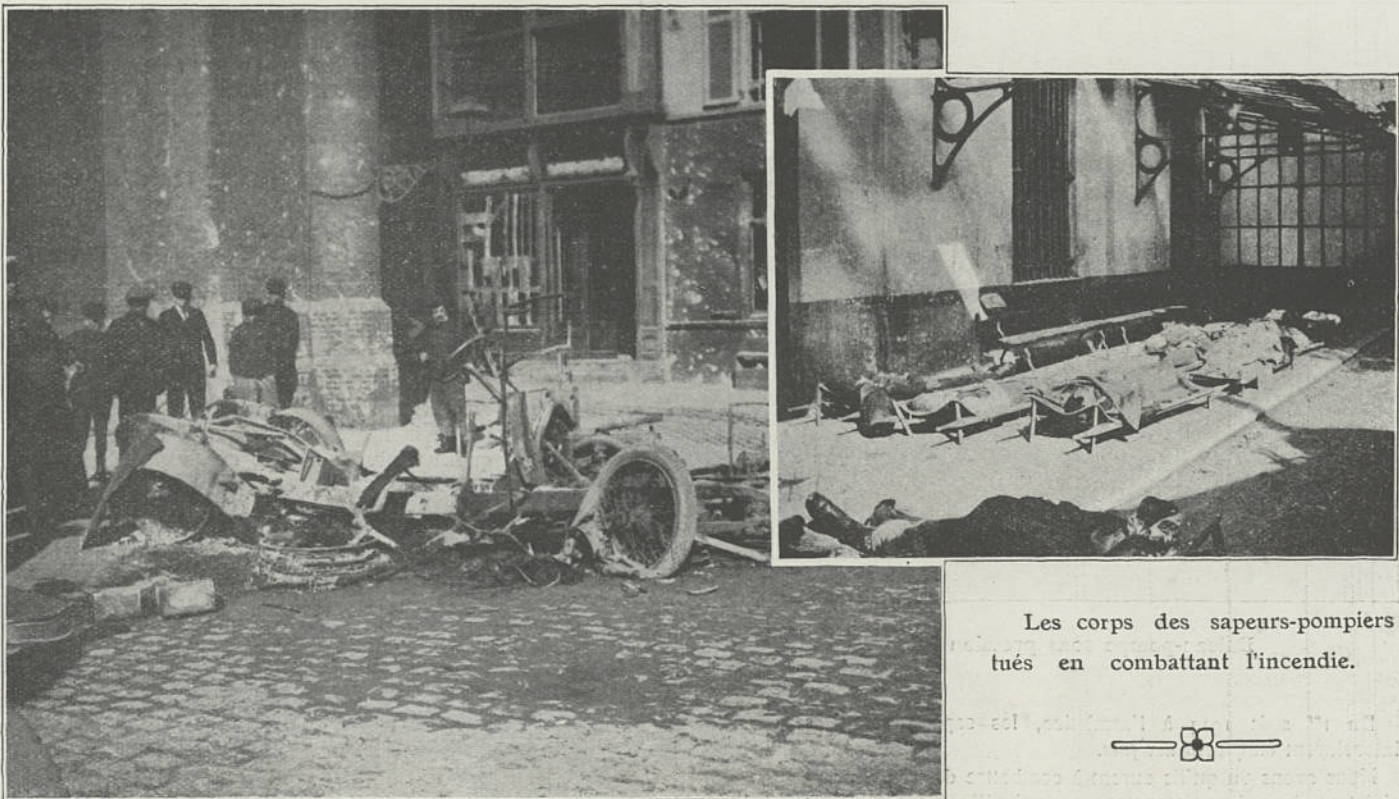
(1) Les postes étaient ainsi répartis : A Dunkerque-Ville un poste central rue du Fort-Louis (sous les ordres du lieutenant Lecroix, puis du lieutenant Gervois), un autre à la Bourse. Pour le port, un poste central place des Nations (sous les ordres du lieutenant Frère, puis de l'adjudant Bouvet). Au bassin du Commerce, à l'écluse de la Citadelle, à l'entrepôt des Laines, au hangar aux Textiles et à la gare des voyageurs.

Dans la banlieue des postes permanents existaient à : Malo-les-Bains, Rosendaël, Coudekerque-Br. avec poste d'alerte à la section B. — Petite-Synthe (centre), Petite-Synthe (Usine Trystram), Saint-Pol avec un deuxième poste à l'Aviation.



Explosion d'un obus sur la voie du tramway, rue des Arbres
(23 Septembre 1917)

(1) Le lieutenant Frère est aujourd'hui capitaine-commandant les sapeurs-pompiers de Clichy.



Les corps des sapeurs-pompiers
tués en combattant l'incendie.



Voiture automobile anglaise incendiée au pied du Beffroi
pendant le bombardement du 29 Septembre 1917



Funérailles des Sapeurs-Pompiers tués rue de l'Eglise le 29 Septembre 1917



Bateau-pompe sous pression

Du 1^{er} août 1914 à l'armistice, les sapeurs-pompiers intervinrent *cinq cent dix fois*.

Nous avons vu qu'ils eurent à combattre de très violents sinistres dans des circonstances particulièrement difficiles et dangereuses.

Au cours du bombardement nocturne du 2 septembre 1917 six incendies éclatèrent en ville et sur les quais (une ferme fut également incendiée à Leffrinckoucke), obligeant la mise en service de presque tout le matériel disponible pendant plusieurs jours.

En chaque circonstance, les sapeurs-pompiers réussirent à enrayer le développement des incendies et pour employer un terme technique, « l'arrêt du feu » fut toujours réalisé.

Le Colonel Commandant le régiment des sapeurs-pompiers de Paris vint examiner sur place cette minutieuse organisation et dans un rapport constatait :

« ...Les mesures prises pour protéger l'agglomération dunkerquoise sont remarquables et méritent d'être citées en exemple... »

Et il ajoutait : « *Les pompiers dunkerquois se montrèrent à la hauteur de la tâche gigantesque confiée à leur dévouement...* »

Au cours de ces multiples incendies, formant la nuit de précieux points de repères, les aviateurs allemands multiplièrent les attaques contre nos courageux soldats du feu n'hésitant pas, parfois, à les mitrailler ou les bombarder à courte distance. On en a vu de nombreux exemples dans les pages précédentes.

En octobre 1917, les sapeurs-pompiers, qui comptaient déjà de nombreux morts et blessés, furent renforcés par un détachement de vingt hommes et un adjudant prélevés dans les rangs des pompiers de Paris.

**

Onze sapeurs-pompiers tombèrent au champ d'honneur. En voici les noms :

Lieutenant *Lecroix* ; sergent-major *Platey* ; sergents *Norbert* et *Michon* ; caporaux *Duval, Fils* et *Lecossois*. Sapeurs : *Gouge, Marias, Riou* et *Spilliaert*.

Douze autres furent plus ou moins grièvement blessés. Ce sont :

Le caporal *Gakière* et les sapeurs : *Clayemann, Dhaene, Dransart, Ducoulombier, Guilloux, Mahieuw, Malivoir, Michaut, Priem, Simon* et *Vanmarck*.

Trois croix de la Légion d'Honneur, dix-sept médailles militaires, quinze croix de guerre, trente médailles d'hon-



Un départ attelé du poste de la Place des Nations

neur, quarante-trois médailles des sapeurs-pompiers et dix-neuf témoignages de félicitation au rapport de la Place, vinrent récompenser (pour quelques-uns, hélas ! à titre posthume), l'abnégation des pompiers de Dunkerque. Le corps fut cité tout entier à l'ordre du jour du camp retranché le 9 septembre 1917. Le drapeau des pompiers dunkerquois est l'un des rares décorés de la croix de guerre (1).

L'attribution de ces récompenses rencontra l'assentiment unanime de toute la population.

DESCRIPTION DES PROJECTILES LANCÉS SUR LA VILLE

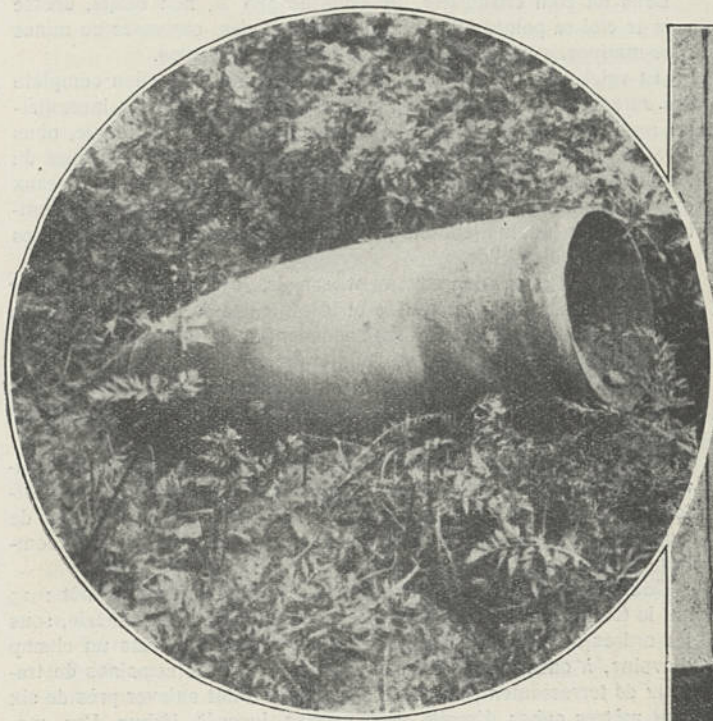
A droite de la porte de Rosendaël, près du corps de garde pittoresque et fleuri, au pied des remparts, le long du canal, le passant aperçoit avant de sortir de la ville un groupe de bâtiments bas, soigneusement espacés les uns des autres. Ce sont les salles d'artifices de l'Arsenal de Dunkerque. Là se trouvent des dépôts d'obus et de torpilles d'avions.

C'est là aussi que, pendant la guerre, le capitaine Blanchetête, chef-artificier, aidé d'une équipe dévouée d'artilleurs, procédait rude et périlleuse mission, au désamorçage et à l'examen des projectiles

que l'on retrouvait non éclatés, dans le camp retranché, après les bombardements.

Une visite au capitaine Blanchetête s'imposait. Haut sur jambes, guêtré, teint coloré, barbu, l'œil décidé, l'accent lorrain resté rebelle à l'emprise des intonations flamandes, trois galons d'or, la

(1) Dans toute la garnison du camp retranché, qui comprenait de nombreuses troupes et services administratifs, le Q. G. ne considérait comme troupes combattantes que la D. C. A. L'aviation, la marine de guerre et les sapeurs-pompiers.



Fragment d'une torpille de 100 kil.



Torpilles de 100 k., 55 k. et de 11 k. 500. Cette dernière entre les mains du capitaine Blanchetête, chef-artificier de la Place.



Groupe de maisons entre la rue de la Maurienne et la rue des Bassins, après l'explosion d'une torpille.



Le Quai de la Citadelle, face à la rue de l'En trepôt, après l'explosion d'un obus de 380 m/m, le 23 Septembre 1917.



Torpille de 300 kilos

Légion d'Honneur et la Croix de Guerre avec palme et étoile sur le dolman, le voici tel que tous les Dunkerquois l'ont connu.

Je l'ai trouvé dans une casemate manipulant, avec sang-froid et précision, d'impressionnantes torpilles aériennes munies de dispositifs ingénieux de son invention qu'il est inutile de décrire ici. Au milieu de ces engins si redoutables il est chez lui, comme le commerçant derrière son comptoir.

La visite et les explications ne manquent pas d'intérêt, certes, mais involontairement je songe à l'ami Michel Cazin, l'artiste de grand talent, qui sauta avec le torpilleur *La Rafale* dans le port de Boulogne tandis qu'on manipulait non loin de lui une grenade contre sous-marin.

.....
Nous revoici en plein air ! L'on respire un peu mieux. Dans le parc des salles d'artifices c'est un alignement de quelques centaines de fourgons, caissons d'artillerie, prolonges, voitures sanitaires aux bâches verdoyantes qui achèvent de pourrir dans l'herbe tandis que des plantes sauvages s'agrippent aux roues.

Non loin de là, se dressent d'énormes canons allemands au camouflage encore visible, trophées de guerre. Tels d'énormes crapauds, la gueule béante, ils sont là, courts, trapus, rugueux, immobiles, de vraies brutes.

Dans un coin champêtre, un obus de 380 mm, non éclaté, dresse vers le ciel sa pointe effilée à quelques pas des carcasses de mines sous-marines, ventruës comme des citrouilles géantes.

Et voici à l'intérieur d'un baraquement une collection complète des différents engins ramassés à travers la ville. Bombes incendiaires munies d'ailettes, bombes à shrapnells en forme de toupie, obus de 88 mm lancés par les destroyers allemands, bombes sphériques du Zeppelin et enfin toute la série des projectiles en forme de fuseaux que l'on dénomma torpilles pisciformes, depuis les plus petites, semblables à des jouets d'enfants jusqu'aux énormes et lourdes torpilles pesant trois cents kilos.

Ils sont là tous, bien sagement rangés, le ventre vidé de leur explosif, masse inerte, bigarrée et luisante, ne formant plus qu'une extraordinaire ferraille, méritant cependant de figurer dans les collections historiques du Musée de Dunkerque.

On évalue à environ trois cent cinquante le nombre des projectiles qui, sur cinq cent mille neuf cents, tombèrent sans éclater dans Dunkerque et sa banlieue.

Une statistique du Parc d'Artillerie en donne la répartition suivante : 36 bombes incendiaires de modèles divers. — 18 bombes piri-formes, 179 torpilles pisciformes de 11 k. 800 — 94 torpilles de 55 kgr. — 9 de 100 kgr. et 4 de 300 kgr. Ajoutez-y une ou deux bombes de Zeppelin et 25 obus de 88 mm tirés par mer.

Deux obus de 380 mm n'éclatèrent pas. Ils tombèrent le 9 août 1915 sur le territoire d'Hondschoote. Le service du Parc d'Artillerie, sous les ordres du capitaine Blanchetête, en repéra un, dans un champ d'avoine, à onze mètres de profondeur. Après six semaines de travaux de terrassement, au cours desquels il fallut enlever près de six cent mètres cubes d'argile, l'on parvint jusqu'à l'obus. Les manœuvres de désamorçage étaient déjà commencées et les artificiers Dunkerquois se préparaient à l'enlever pour l'examiner lorsque l'ordre vint de le détruire sur place. On le fit sauter au fond de la carrière. Le second obus ne fut pas recherché, l'autorité militaire estima qu'à une pareille profondeur il était complètement inoffensif.

Les premiers obus lancés par la pièce de Predikboom en 1915 ne possédaient pas de fausse ogive. Les obus mesuraient un mètre cinquante-cinq de hauteur. L'obus chargé pesait 748 kgr. avec 66 k. 500 d'explosifs (tolite).

Pour les derniers tirs de 1915 (22 juin et 9 août) ainsi que pour tous les tirs du canon de Leugenboom les Allemands munirent leurs obus d'une fausse ogive. Le projectile avait alors une hauteur totale de 2^m20. D'un poids de 800 kilos, il avait dans ses flancs 70 kilos d'explosifs.

200 kilos de poudre étaient nécessaires pour lancer l'obus dont la vitesse atteignait plus de 800 mètres à la seconde à la sortie du canon.

**

Les premières bombes lancées sur Dunkerque en 1914 ressemblaient vaguement à d'énormes poires d'où leur nom de bombes piri-formes. Elles pesaient quatre kilos. Hautes comme un obus de 75 mm, elles contenaient 600 grammes de tolite et environ 160 billes d'acier (shrapnells) de 12 mm de diamètre pesant chacun 12 grammes. C'étaient des projectiles peu volumineux mais d'un effet très meurtrier lorsqu'ils éclataient sur les pavés ou le macadam.

Une bombe de ce modèle tua rue Faulconnier, le 28 octobre 1914, une jeune femme de 24 ans et un enfant de 12 ans.

Les bombes incendiaires firent leur apparition sur le camp retranché dès janvier 1915. Elles se composaient au début d'une espèce de cylindre en tôle contenant la substance incendiaire constituée par un mélange de nitrate de potasse, soufre, charbon, aluminium et sulfure d'antimoine. Lorsque la bombe se vidait, sous la poussée des gaz, provoquée par la déflagration d'une petite charge de poudre, les produits enflammés se répandaient de tous côtés.

Le 29 avril 1915, au soir, les passants attardés dans la rue de l'Eglise, pendant un bombardement, eurent le spectacle rarissime de voir une bombe incendiaire dégringoler du ciel et venir « s'asseoir » sur la cheminée de l'épicerie *Au Chinois*. Le projectile brûlait comme un feu de bengale, illuminant la rue et causant un commencement d'incendie d'ailleurs rapidement éteint.

Ces engins « primitifs » ne tardèrent pas à se perfectionner ! Les

nouvelles bombes, d'un poids de 10 kilos avaient la forme des autres torpilles pisciformes. D'une hauteur de 81 ^m, elles consistaient en un réservoir de fer-blanc de 36 ^m de haut et d'un diamètre de 11 ^m, d'une contenance de trois litres, dans lequel se trouvait un mélange de pétrole, benzol, parfine, soufre et perchlorate de potasse. Il y avait à l'avant une fusée. « La queue » possédait un empennage. La durée de combustion était approximativement de dix minutes. Ce furent des engins incendiaires des plus dangereux. Ils causèrent de gros dégâts à Dunkerque. Une autre variété de cet engin en explosant projetait en gerbes le liquide enflammé.

A partir de 1916, la puissance offensive de l'aviation se perfectionne d'une façon redoutable des deux côtés de la ligne de feu et les torpilles commencent à faire leur apparition.

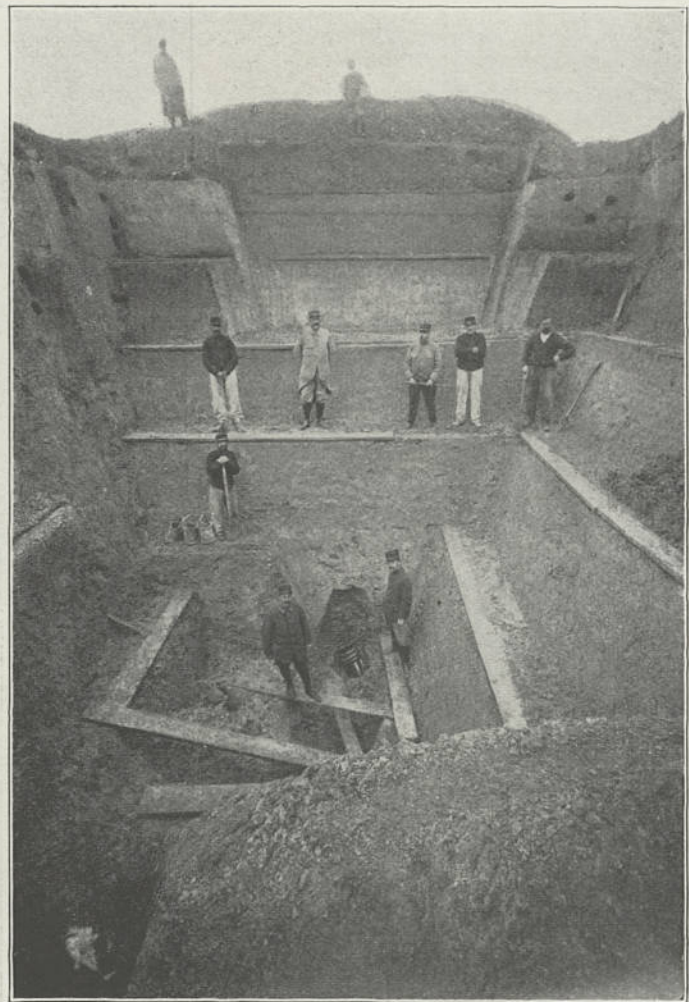
La première bombe-torpille dite « à personnel » pesait 11 k. 800 et contenait 1.200 grammes d'un mélange explosif. Le corps de la torpille était constitué par une sorte de tube profilé en acier coulé d'un diamètre maximum de 90 ^{mm} et d'une hauteur de 34 ^m. L'une de ses extrémités était munie d'une ogive rapportée avec fusée. L'autre avait un empennage, à trois pales inclinées, destiné au cours de la chute, à donner à l'engin un mouvement rotatif.

Cette petite torpille en éclatant se divisait en éclats très nombreux fort meurtriers. Lorsque sa fusée était réglée pour fonctionner instantanément au moindre choc, la trajectoire de ses éclats était « rasant » et l'on ne pouvait espérer s'en protéger en se couchant sur le sol.

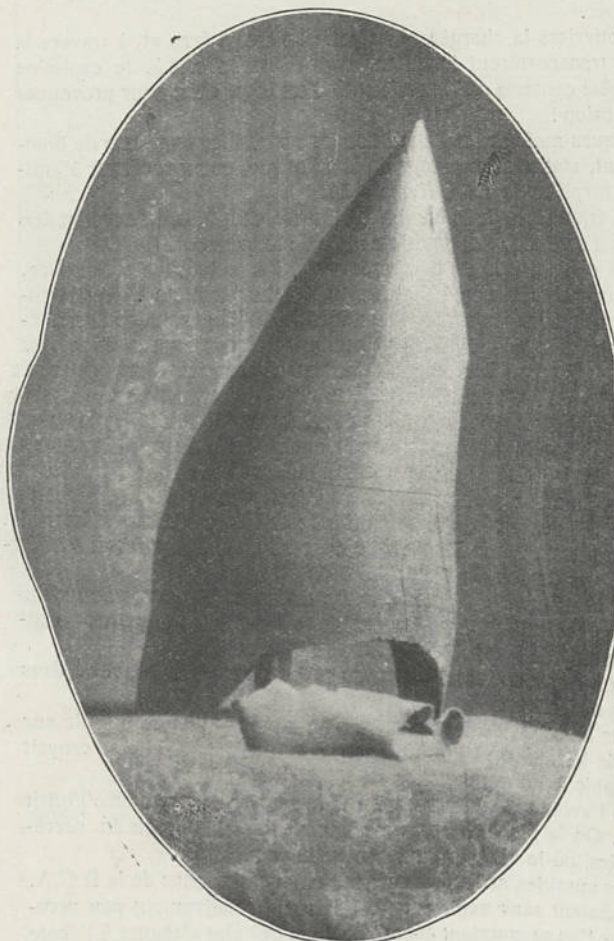
La torpille de 11 k. 800 ne tarda pas à se métamorphoser en torpille de 55 kilos puis de 100, puis de 300 kilos. Elles étaient toutes construites suivant le même principe.

La torpille de 55 kilos fit son apparition au cours de l'année 1916 (juin). D'un diamètre de 18 ^m elle mesurait 1^m20 et contenait 20 kilos d'explosif.

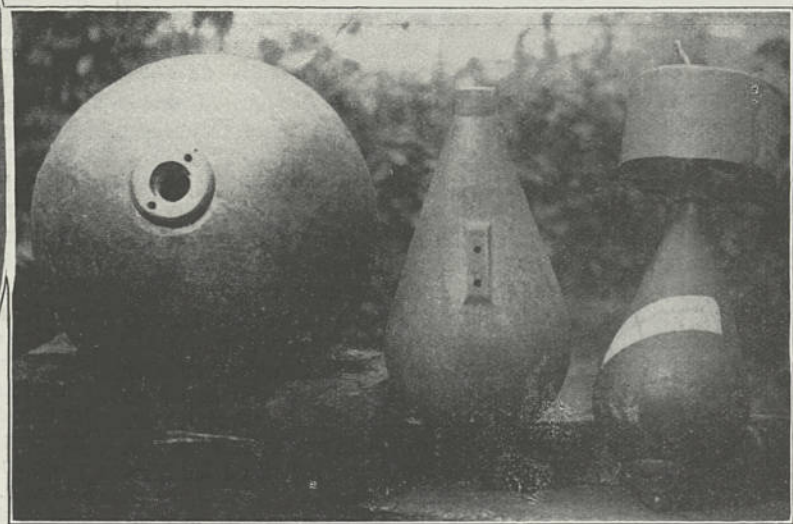
La torpille de 100 k. haute de 1^m80 renfermait 54 k. d'explosif



Obus de 380 tombé à Hondschoote, le 9 Août 1915, et retrouvé à 11 mètres de profondeur. Il fallut remuer six cents mètres cubes de glaise pour le découvrir. Le G. Q. G. donna l'ordre de le détruire sur place.



Ogive d'une torpille de 300 kilos



Bombe sphérique de Zeppelin, bombes piriformes et engins incendiaires



Obus de 380 ^m/_m avec sa fausse ogive. Celle de l'obus couché sur le sol a été dévissée et se trouve (debout) à sa gauche. A droite le culot d'un obus avec son système d'amorçage.

(tolite). Les premières furent lancées sur Dunkerque dès la fin de 1916.

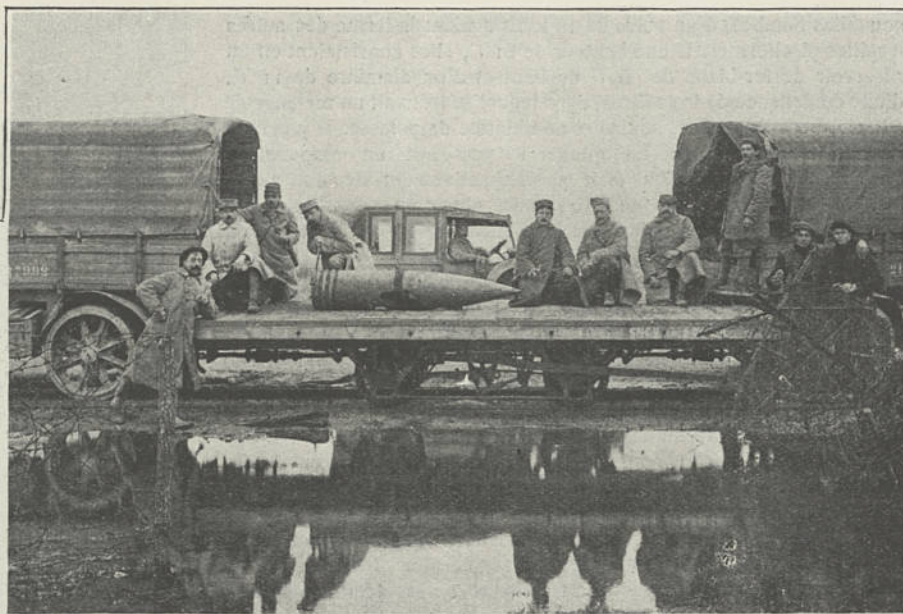
Les torpilles de 100 kilos causèrent des ravages épouvantables. Sous leur choc aucune voûte de cave ne pouvait résister.

Celles de 300 k. mesuraient 2^m80 de haut avec un diamètre de 360 ^m/_m et une charge de 170 k. d'un mélange de tolite et de « Hexanitrodiphénylamine », explosif aussi redoutable que son nom.

Le corps de l'engin possédait à l'avant une partie ogivale en acier coulé et à l'arrière une partie tronconique en tôle d'acier de 4 ^m/_m se terminant par un empennage hélicoïdal. La torpille avait deux fusées. Sa force explosive était considérable, c'est une torpille de ce calibre qui une nuit secoua toute la ville de Bourbourg le jour où les Allemands tentèrent de faire sauter les écluses (1).

Deux torpilles de 300 k. furent retrouvées, non éclatées, dans

(1) Les Allemands ont déclaré qu'il s'agissait non d'une torpille de 300 kilos mais d'une de 1.000 kilos du modèle de celles qu'ils lançaient sur Londres depuis mars 1918.



Un obus de 380 ^m/_m prêt à partir pour Dunkerque par une voie que les Allemands n'avait pas prévue pour lui

le port où l'on repêcha également de nombreux projectiles de moindre dimension.

Enfin, en septembre 1923, dans les décombres d'une maison bombardée de la place du Palais de Justice, des ouvriers retrouvèrent encore une torpille de 300 k. dont le système d'amorçage était prêt à fonctionner.

Les ouvriers la chargèrent sur une voiture à bras et, à travers la ville, la transportèrent jusqu'au Parc d'Artillerie. Là, le capitaine Blanchetête constata qu'il aurait suffi d'un léger choc pour provoquer son explosion !

Quelques mois avant l'armistice les escadrilles anglaises de bombardement, stationnées autour de Dunkerque, commencèrent à utiliser des torpilles de 1.600 livres ! !...

Nous étions loin de la bombe piriforme, de 4 kilos contenant 600 grammes d'explosif, des premiers mois de la guerre.

Après chaque raid de bombardement, les services de la police, les sapeurs-pompiers ou l'Etat-Major téléphonaient au Parc d'Artillerie pour signaler les projectiles non éclatés. Le capitaine Blanchetête et son équipe d'artificiers se rendaient alors en toute hâte aux endroits indiqués. Les engins étaient désamorçés sur place et transportés à l'Arsenal. Chaque fois que l'on trouvait un « modèle nouveau » il était soigneusement démonté, vidé, étudié, puis envoyé à Paris où le Gouvernement avait confié à M. Kling, directeur du Laboratoire municipal et à M. Daniel Florentin, chef du service des explosifs du Laboratoire, l'étude de l'évolution et de la composition du matériel de bombardement utilisé par l'aéronautique allemande. Le camp retranché de Dunkerque coopéra ainsi d'une façon très importante aux études du Laboratoire de Paris.

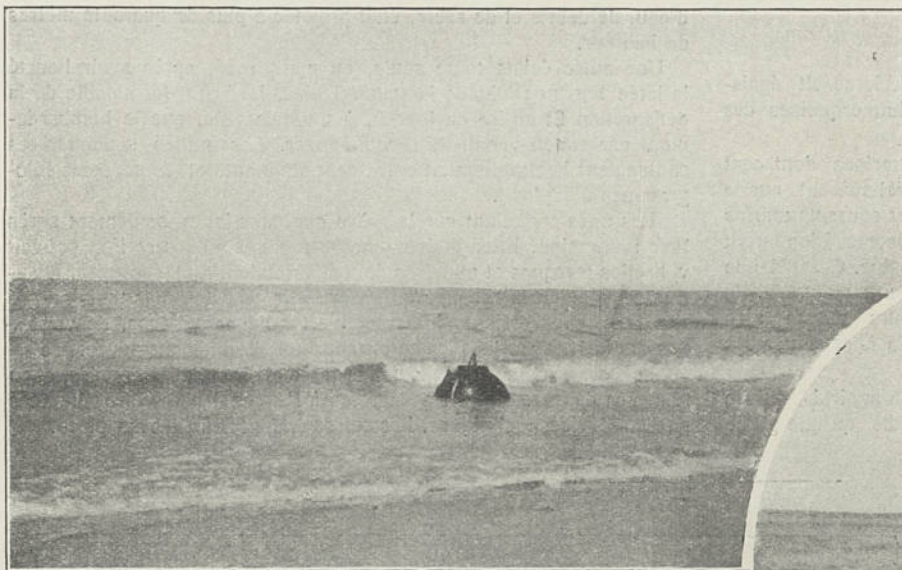
Est-il nécessaire d'ajouter que les artificiers dunkerquois retrouvèrent des projectiles dans les positions les plus saugrenues rendant les manipulations effroyablement dangereuses.

L'on en ramassait dans les caves et dans les greniers, voire dans les fosses d'aisances.

Un jour le capitaine Blanchetête s'en alla cueillir une torpille sur les toits de l'Hôtel de Ville où, ayant oublié d'éclater elle se croyait indispensable à l'ornementation de l'édifice communal.

Après l'avoir vidé de ses explosifs le service de l'artillerie l'offrit à la ville. On la plaça comme « souvenir » dans le bureau du secrétaire général où le visiteur peut encore la voir.

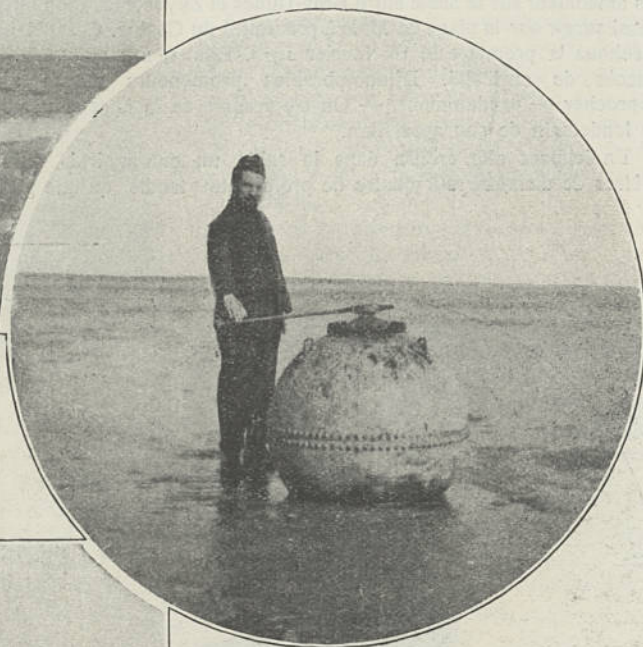
Parfois aussi les artificiers eurent à enlever des obus de la D.C.A. qui retombaient sans avoir éclaté. Ils furent relativement peu nombreux mais l'on se souvient encore de celui qui vint s'abattre à l'école Sévigné le 22 avril 1918 au milieu d'une classe enfantine.



Mine sous-marine que le courant amène sur la plage de Malo

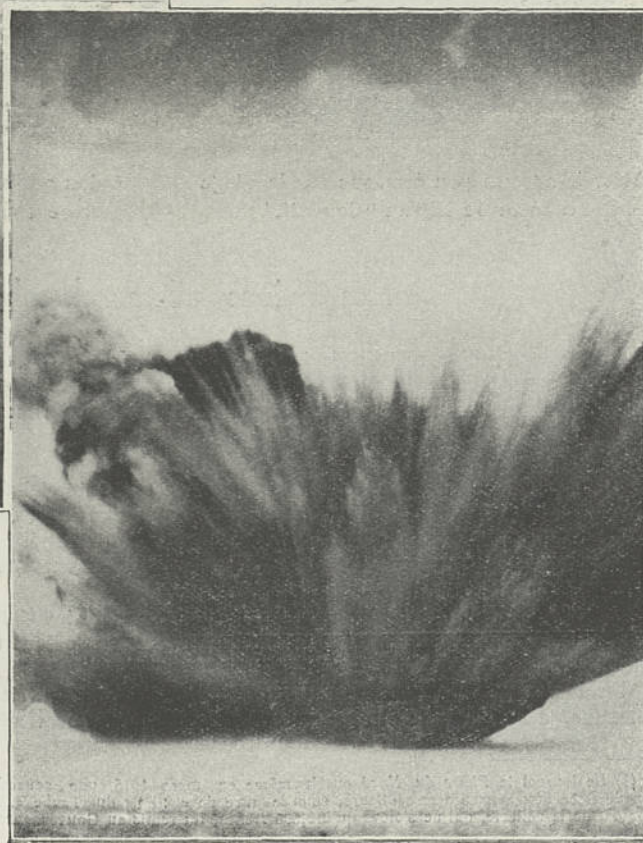


La mine est à sec !



Le capitaine Blanchetête se prépare à la faire exploser

L'explosion. — Vue prise à 45 mètres de distance, un quart de seconde après le commandement : Feu.



Les mines sous-marines

Le « Service de ramassage » du Parc d'Artillerie se vit également confier le soin de débarrasser les côtes dunkerquoises des mines sous-marines.

De 1915 à 1919, deux cent vingt mines sous-marines dont cent cinquante alliées, ayant rompu leurs amarres, s'échouèrent sur la plage entre Mardyck et Nieuport. Fréquemment, les courants marins les amenaient sur le sable entre Bray-Dunes et Zuydcoote. L'on en vit aussi surgir sur la plage de Malo à proximité du Casino. C'est là que s'échoua la première le 16 février 1915. Elle obtint un véritable succès de curiosité. D'innombrables promeneurs purent s'en approcher — prudemment. — On s'empessa de la faire sauter dès le lendemain de son apparition.

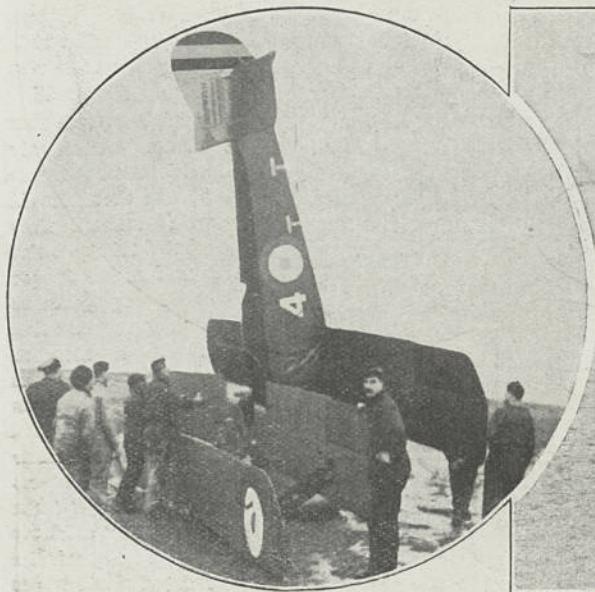
En éclatant elle creusa dans le sable un entonnoir de quinze mètres de diamètre sur quatre de profondeur tandis qu'une gerbe

d'eau, de débris et de sable, était projetée à plus de quarante mètres de hauteur.

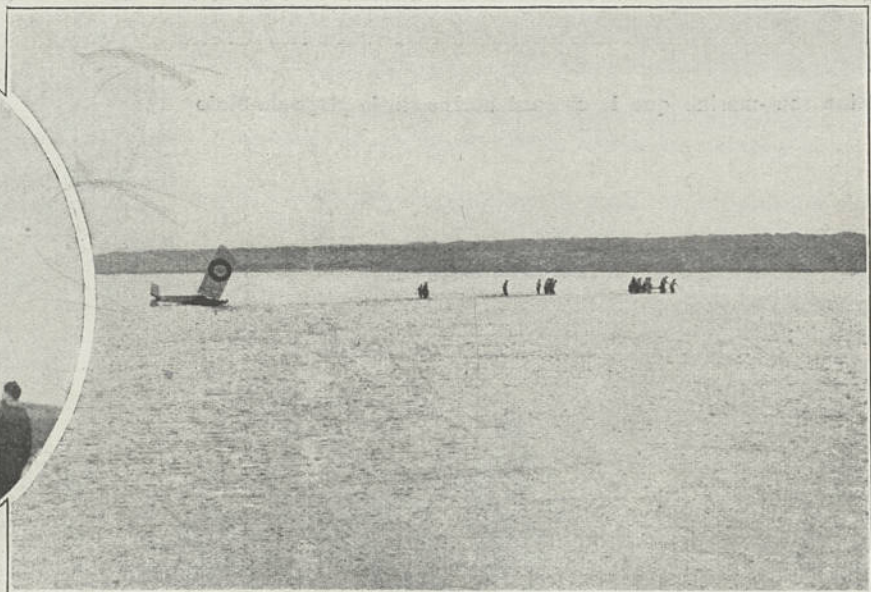
Une autre éclata toute seule, en mars 1916, après avoir heurté la jetée Est, non loin de la statue Tixier. Le bruit formidable de la déflagration fit croire ce jour-là, à toute la ville, que le bombardement par canon venait de recommencer. Les mines sous-marines contenaient habituellement entre cent cinquante et deux cents kilogrammes d'explosif.

Les unes arrivaient sur la grève quelques jours seulement après leur immersion. Elles étaient encore toutes fraîches et l'on pouvait y lire les marques et numéros dont elles étaient toutes munies. D'autres ne venaient s'échouer qu'après avoir erré de longs mois au gré des flots, elles étaient alors recouvertes de coquillages, de végétation et d'algues marines les entourant d'une humide chevelure.

Un certain nombre d'entre elles après avoir été désamorçées, et ce non sans danger, furent transportées à l'Arsenal pour être étudiées par les services techniques. Les autres étaient détruites sur place.



Atterrissage un peu brusque sur la plage d'un avion triplan "Sopwith"



Avion anglais tombé accidentellement sur la plage ouest. L'aviateur, blessé, est emporté en toute hâte sur un brancard, car la mer monte.

Les avions allemands abattus dans le camp retranché

Au lendemain d'un raid de l'aviation ennemie beaucoup d'habitants, des villes bombardées, se réveillaient avec la secrète espérance de trouver dans leurs rues quelques débris d'un avion ennemi abattu (1).

Il faut le dire, cet espoir fut souvent déçu.

Quoi d'étonnant ! Le jour, les avions formaient dans le ciel des « cibles » de dimensions très restreintes, extrêmement mobiles, évoluant en tous sens, à une vitesse variant entre quatre-vingt-dix et cent cinquante kilomètres à l'heure, et à des altitudes extraordinairement variables.

La nuit, en dépit des projecteurs ils restaient souvent invisibles et l'artillerie anti-aérienne dut inventer une nouvelle méthode de tir « au son ».

En dépit de ces difficultés dont les spécialistes seuls mesuraient l'étendue, la D. C. A. du camp retranché, si remarquablement mise

au point par le capitaine Ziégler, obtint des résultats que l'on peut, sans exagération, qualifier d'intéressants.

De longues et méticuleuses recherches scrupuleusement contrôlées aux Archives de la Section Historique du Ministère de la Guerre, l'examen des rapports de tir des batteries, des interrogatoires des aviateurs allemands capturés et des rapports spéciaux d'enlèvement des débris d'avions détruits, nous ont permis d'établir d'une façon aussi exacte que possible le tableau suivant :

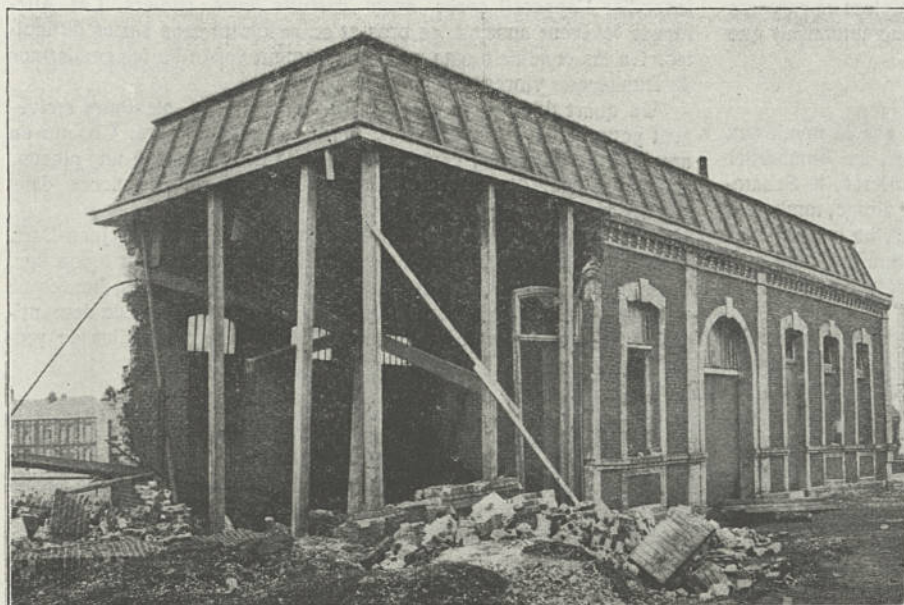
Quatorze avions ont été abattus par la D. C. A. du Camp retranché. (Quatre appareils sur lesquels les renseignements obtenus ne concordent pas, ne figurent pas dans ce total).

La défense anti-aérienne de Dunkerque peut ainsi revendiquer le premier rang parmi les D. C. A. des villes bombardées. Celle de Paris qui comprenait plus de cent pièces d'artillerie ne peut s'enorgueillir d'un pareil bilan.

Quel plus bel éloge peut-on faire des artilleurs du camp retranché ?

A ce chiffre, pour être complet, il conviendrait d'ajouter les hydravions allemands, ramenés au port, par les navires de guerre de la Base

(1) Le journal le *Phare du Nord* ouvrit même en mars 1915 une souscription destinée aux aviateurs et artilleurs, sous le titre de « Prix du Taube ». Le montant de la collecte, qui ne s'éleva qu'à 2.500 francs, fut remis au Gouverneur de la Place.



Hangar de la Chambre de Commerce complètement disloqué par l'explosion d'un obus de 380 m/m près de l'écluse Guillaïn

navale et tous les avions descendus par les escadrilles de chasse campées autour de Dunkerque. Dans cette dernière catégorie nous nous sommes vus dans l'obligation de nous borner à citer seulement ceux dont la destruction intéresse les opérations immédiates au-dessus du camp retranché.

Voici quelques détails sur leur destruction ou leur capture :

★★

Le 21 janvier 1915, un biplan « Albatros » qui venait de bombardier Dunkerque reçoit un éclat d'obus dans le moteur et un autre dans son réservoir à essence. L'appareil est obligé d'atterrir à Bray-Dunes. Les deux aviateurs, deux officiers d'artillerie, âgés à peine de 30 ans sont faits prisonniers par des soldats belges. L'avion qui commençait à s'enliser dans un champ inondé fut démonté, conduit à Dunkerque puis expédié vers l'arrière.

Au moment de sa chute l'appareil avait encore à bord huit bombes à shrapnells que son équipage n'avait pas eu le temps de lancer. Le Génie belge s'était chargé de les détruire sur place en les faisant sauter toutes ensemble. Malheureusement, l'une d'elles n'éclata pas. Deux jours après, quatre jeunes gens de Bray-Dunes la retrouvèrent et s'en emparèrent. L'engin fit explosion. L'on retrouva les quatre jeunes gens morts, affreusement déchiquetés.

★★

Le 22 septembre 1917, une note du général Anthoine, commandant la 1^{re} armée donne satisfaction à une demande du Maire : les avions abattus dans la région seront désormais exposés sur une place de Dunkerque pendant deux ou trois jours après leur chute. La D. C. A. anglaise prit la même décision. Les débris inutilisables étaient envoyés ensuite à la ferraille dans l'enclos de la Marine.

Cette décision, semblable à celle qui avait été mise en application à Nancy, paraît avoir été prise pour montrer à la population que ce n'était pas sans risques sérieux que les aviateurs allemands survolaient le camp retranché.

Dix jours auparavant, le 12 septembre, un

Gotha avait été abattu à l'Ouest de Dunkerque par un obus de 75. Les quatre aviateurs qui se trouvaient à bord, réussirent à se dégager aussitôt et à incendier leur appareil avant d'être faits prisonniers. C'était un avion bi-moteurs pouvant emporter cinq cents kilos de bombes. Il ne fut pas exposé à Dunkerque.

★★

Le 23 septembre 1917, l'on expose pour la première fois un avion sur la place Jean-Bart. C'était un bi-places « Rumpler », moteur Mercedes de 260 chevaux. Il avait reçu la veille un éclat d'obus dans l'hélice. L'appareil, presque intact, était peint en vert avec la Croix de Malte et possédait un solide fusil automatique.

La foule ne cessa de défilier devant lui en faisant force commentaires.

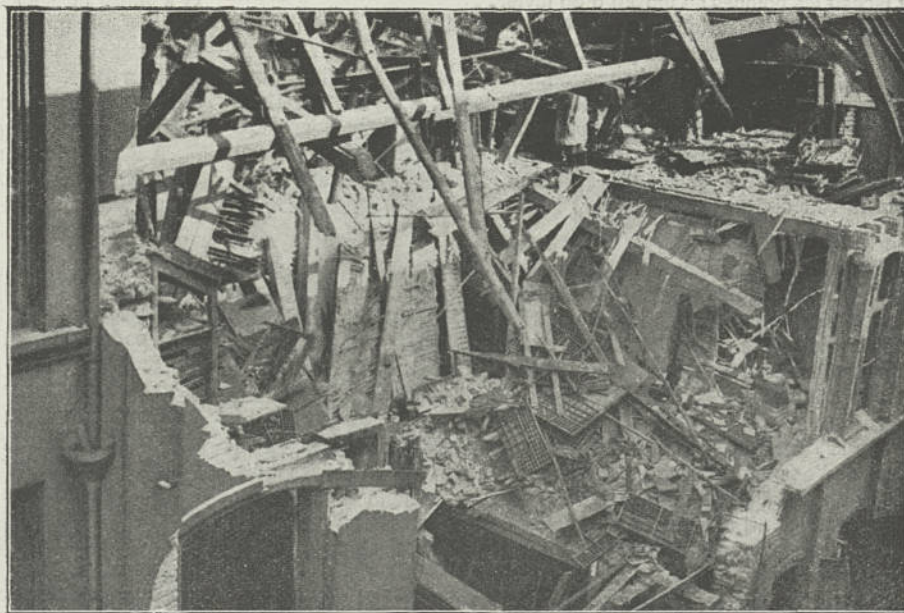
★★

Le 25 septembre 1917, vers huit heures quarante-cinq du soir, un grand biplan allemand atteint par une batterie aérienne s'abat en flammes sur la plage devant le poste de commandement du Front de Mer de Nieupoort. L'appareil était monté par trois aviateurs. L'on en ramassa deux grièvement blessés. L'un avait un shrapnell dans la tête et l'autre en avait plusieurs dans le ventre. Le troisième, un officier supérieur qui s'était jeté à la mer pour ne pas être brûlé vif, fut noyé. Les deux blessés, soignés par les Anglais, déclarèrent être arrivés en Belgique depuis trois jours et qu'ils en étaient à leur premier vol vers Dunkerque.

★★

Dans la nuit du 1^{er} novembre 1917, un Gotha après avoir bombardé Dunkerque, dans la soirée, est signalé comme étant en détresse et va s'abattre au pied de la falaise du Blanc-Nez, à deux heures du matin. Une patrouille le retrouve le lendemain matin, à huit heures, brisé en deux. Près des débris de l'appareil gisaient les quatre aviateurs morts.

L'appareil est exposé place Jean-Bart le 7 novembre, à neuf heu-



Le bouleversement d'une Imprimerie, rue des Sœurs-Blanches (Bombardement du 29 Septembre 1917)

res et demie du matin. De nombreux curieux contemplent sa carcasse disloquée au camouflage encore visible. Un écriteau annonçait que les aviateurs avaient été tués.

Le 25 janvier 1918, à dix heures du soir, touché par de nombreux éclats d'obus de la D. C. A., un Gotha qui venait de bombarder Dunkerque survole péniblement, à moins de 50 mètres, le Sanatorium de Zuydcoote puis brusquement, en faisant un virage, tombe sur la plage. Il avait à son bord un soldat pilote-aviateur, un sous-officier bombardier et un officier observateur. Les deux premiers furent aussitôt capturés et conduits au Sémaphore. L'observateur blessé est dégagé et transporté au Sanatorium.

Un officier de l'Etat-Major du Gouverneur, prévenu par téléphone arriva sur-le-champ, prit possession des documents trouvés et interrogea les prisonniers. Les deux premiers déclarèrent avec ensemble que s'ils avaient pu dégager l'officier avant l'arrivée des troupes ils se seraient empressés d'incendier l'appareil en mettant le feu à l'essence des réservoirs.

Le Gotha tout neuf n'avait fait que quelques sorties et en était à son premier raid. Ses réservoirs contenaient 1.500 litres d'essence et 100 litres d'huile, quantité suffisante pour un vol de six heures et demie. L'avion avait à bord trois mitrailleuses, une à l'avant, deux à l'arrière avec 1.200 cartouches. A cinq mille mètres d'altitude sa vitesse atteignait 140 kilomètres.

L'appareil, d'énormes dimensions, avait vingt-huit mètres d'envergure, deux moteurs Mercedes de 260 chevaux chacun. Il pouvait emporter à chaque voyage douze bombes de 11 kgr 500, six torpilles de 55 kgr et une de cent kilos. C'étaient ces dernières torpilles qui, à Dunkerque, remplaçaient une maison de quatre étages par un entonnoir ! Elles étaient accrochées entre les moteurs et sous le fuselage. L'observateur placé à l'avant de l'appareil, disposait d'un appareil de visée fixé à l'avion et lâchait les bombes au moyen d'un levier.

Construit à Friedrichshafen, le Gotha appartenait au camp d'aviation allemand de Gontrode près de Gand. Les cartes trouvées sur les aviateurs indiquaient très exactement les routes à suivre pour aller bombarder Dunkerque, Calais, Boulogne, Portsmouth, Douvres et Harwich, mais ne mentionnaient pas le chemin à prendre pour être exhibé au pied de Jean Bart. Il y fut quand même exposé dès le lendemain de sa capture et même photographié comme on peut le voir ci-dessus.

**

Dans la nuit du 26 au 27 mars 1918, un Gotha est touché par la D. C. A. alors qu'il lançait ses torpilles sur le centre de la ville. (Rues Faulconnier, Sœurs Blanches, Lion d'Or, etc.). Il faillit choir sur Dunkerque même mais réussit à se maintenir quelques minutes en l'air et alla même s'abattre à Petite-Synthe, après avoir fait quelques cabrioles involontaires, sous l'aveuglante lumière d'un projecteur du Banc-Vert.

De la route de Petite-Synthe l'on aperçut très distinctement la chute de l'appareil désarmé. Il était sur le sol que ses hélices tournaient encore à toute vitesse. Un Dunkerquois témoin de ce spectacle disait : « ...il cherchait à s'arracher du sol, comme un gros hanneton impuissant, sous les rayons éblouissants du projecteur qui ne le lâchait pas. »

Les soldats accoururent, on les vit comme des ombres chinoises galoper le mousqueton au poing à travers les nuages de poussière soulevés par les hélices. Ils tirèrent quelques coups de feu en l'air au moment où les trois aviateurs ayant sauté à terre s'apprêtaient à

incendier l'appareil après avoir détruits leurs papiers. Les Allemands levèrent aussitôt les bras et se rendirent sans autres difficultés. On les conduisit dans un cantonnement voisin où les gendarmes de Dunkerque vinrent les chercher.

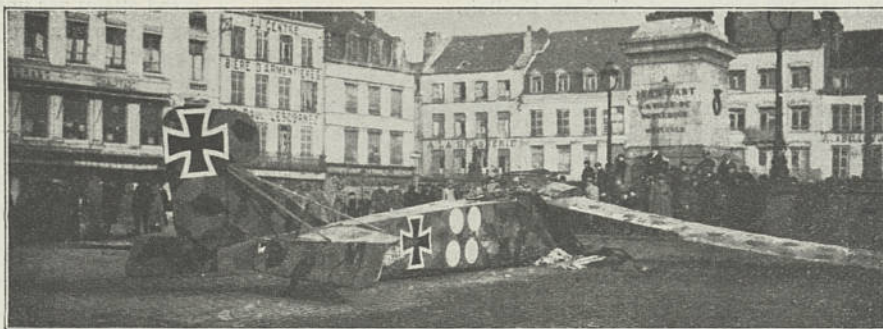
Un quart d'heure après tous les habitants des alentours arrivèrent pour voir « le monstre ». Il fut bientôt entouré. Chacun en arrachait un souvenir, comme on arrache des plumes à un pigeon, sans se soucier d'une torpille de 55 kilos qu'il portait encore dans ses flancs.

Dès le lendemain, on lui fit les honneurs de la Place Jean-Bart. C'était un énorme bi-moteur de 520 HP pesant à vide 2.500 kgr, camouflé en vert et noir et blanc, pouvant effectuer cinq heures de vol à la vitesse de 140 kilomètres à l'heure. Il était armé de deux mitrailleuses et emportait à chaque expédition cinq cents kilos de projectiles.

**

Le 16 mai 1918, vers midi et demi un avion d'observation allemand, l'hélice endommagée et le moteur avarié, descend en vitesse et capote à 150 mètres du camp d'aviation anglais du pont de Steendam. L'appareil portant les marques G.-VII.6.460-17 avait comme pilote un caporal et comme observateur un ober-leutnant. L'avion a peu près intact fut remis aux services de l'aviation et les aviateurs au Provost Marshall à Dunkerque.

**



Les débris du Gotha abattu à Zuydcoote, le 25 Janvier 1918

Tous les aviateurs allemands n'eurent pas la chance de se tirer indemnes de leur atterrissage imprévu. Lors du bombardement effectué dans la soirée du 1^{er} juillet 1918, au cours duquel une torpille explosa au pied de l'Hôtel de Ville et une autre rue des Bassins sur une tranchée-abri, un grand Gotha dernier modèle, touché par la D. C. A. à

vingt-trois heures quarante-cinq, alla s'abattre en feu à Tétéghem, au hameau de la Chapelle des Neiges. L'avion se retourna complètement en touchant le sol et s'enlisa aussitôt dans les Moères où les trois aviateurs restèrent écrasés et noyés dans la vase. Le lendemain, à cinq heures de l'après-midi, l'on commença à en amener les débris aux pieds de Jean Bart. L'on avait retrouvé le corps à demi-carbonisé d'un feldwebel. Un autre cadavre dont un pied seul émergeait resta plusieurs jours engagés sous le moteur.

A la suite de cet exploit de la D. C. A., le général Pauffin de Saint-Morel adressa des félicitations officielles « au personnel de l'artillerie anti-aérienne de la Place de Dunkerque pour la précision de ses tirs de barrage ».

**

Le 4 juillet, un Gotha qui avait pour mission de bombarder Dunkerque et la batterie contre-avion de Malo est descendu par un obus de la D. C. A. avant d'arriver à son but. Il s'abat comme une masse à 500 mètres de l'Eglise de Crochte. Les aviateurs qui se trouvaient à bord sont tués. Non loin des débris de l'appareil l'on retrouve ses cinq torpilles non explosées « plantées en terre ». L'on s'empressa de les détruire. Quant aux débris de l'avion, les Dunkerquois purent les contempler sur la place Jean-Bart. Coïncidence bizarre, il avait été « descendu » exactement à la même heure que celui qui précède (9^e avion).

L'appareil portait des petites cocardes tricolores peintes aux emplacements d'éclats d'obus reçus au cours d'un raid effectué le 6 juin 1918 sur Dunkerque.

**

Le 22 juillet 1918 une escadrille bombarde le port et la gare maritime ainsi que Bergues et Cappelle. A une heure un

quart du matin, un Gotha se trouve pris dans le faisceau lumineux d'un projecteur. Instantanément, une rafale de l'artillerie de la D. C. A. l'atteint et l'énorme avion s'abat entre Tétéghem et Warhem. Les trois aviateurs, observateurs, mitrailleurs et pilote (trois prussiens) mettent le feu à l'appareil, gagnent la grande route et tentent de se faire passer pour des anglais. Yes... mais une patrouille anglaise n'est pas dupe du stratagème. Les Allemands faits prisonniers sont conduits à l'aérodrome britannique de Notre-Dames des Neiges. Ils avouèrent avoir été « touché » alors qu'ils se trouvaient à une hauteur de trois mille mètres et prétendirent qu'ils revenaient de bombarder Calais. On exposa les débris de l'appareil devant Jean Bart.

**

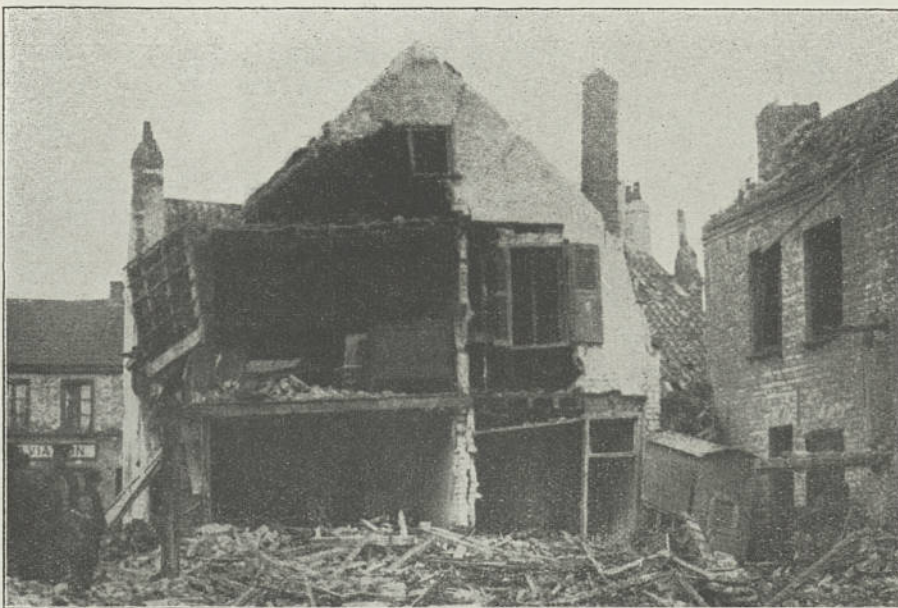
Un télégramme officiel adressé au Ministre de la Guerre le 23 juillet, à 17 heures, déclare :

« ...Un deuxième avion ennemi touché par le tir de la D. C. A. de Dunkerque, dans la nuit du 21 au 22 juillet, est tombé dans les terrains inondés près de Pervyse, entre les lignes belges et allemandes. Ce renseignement est confirmé par la Mission Française près de l'Armée Belge... » L'on ne posséda naturellement aucune autre indication sur cet appareil, dont la destruction fut achevée par le tir de l'artillerie alliée. Mais il fut porté au compte de la D. C. A. du camp retranché par le G. Q. G.

**

Le 31 juillet, vers six heures du soir, un avion de reconnaissance Rumpler survole Dunkerque à une très grande hauteur. La D. C. A. ouvre le feu et « décroche » l'appareil qui descend avec élégance et rapidité dans les environs de l'Ouvrage Ouest, près de Mardyck.

Les deux aviateurs, un sergent et un capitaine, eurent le temps d'incendier l'avion avant d'être capturés par le chef de poste des Salines. Ils furent conduits au camp d'aviation de Saint-Pol où on les interrogea. Tous deux parlaient très correctement le français et déclarèrent être chargés d'une « mission en Angleterre ». La Maréchaussée se chargea, elle, de les diriger sans plus de retard vers un camp de prisonniers et la « mission » fut ajournée *sine die*.



Saint-Pol. — Maison éventrée au cours du bombardement du 2 Octobre 1917



Le premier avion exposé sur la Place Jean-Bart (23 Septembre 1917)
Il avait été descendu par la D. C. A.

Les débris de l'appareil s'échouèrent dès le lendemain place Jean-Bart au lieu de traverser la mer.

**

Le dernier avion abattu dans la région par la D. C. A. le fut le 27 septembre 1918, à dix-sept heures vingt-cinq.

C'était un L. V. G. arrivant en reconnaissance avec mission de survoler Dunkerque. Il avait déjà passé Nieuport et se trouvait à une hauteur de 3.600 mètres lorsqu'une batterie de D. C. A. française, en position près d'Oost-Dunkerque-Bains, ouvrit le feu.

Le 27^e obus l'atteignit de plein fouet et l'avion tomba verticalement dans un sifflement épouvantable. Un artilleur écrivit chez lui qu'il avait cru entendre un vent de tempête passer dans les cordages d'un trois-mâts.

**

Un certain nombre d'avions sur lesquels nous n'avons pu réunir de renseignements concordants ne figurent pas dans cette rapide énumération. La D. C. A. du camp retranché pourrait sans doute en revendiquer quelques-uns. Parmi ces avions « douteux », il convient de citer comme exemple, un biplan de reconnaissance type Halberstadt, descendu le 20 juillet 1918. Touché dans ses organes essentiels, il s'écrasa dans un champ. Pilote et observateur furent tués dans une chute effroyable de trois mille mètres d'altitude.

Par qui fut-il abattu ? Une note le donne comme descendu par un avion de chasse belge d'un camp de Bray-Dunes, un rapport l'attribue à la D. C. A.

Quoi qu'il en soit, et cela était le principal, l'avion était bel et bien détruit. On l'exposa sur la place Jean-Bart.

L'avion allemand de Rosendaël

Nous verrons plus loin le rôle des escadrilles alliées campées autour de Dunkerque, mais ici, dans ce chapitre des avions abattus,

il nous faut mentionner le combat aérien du 2 mai 1917 qui se déroula sous les yeux de la population dunkerquoise.

Ce jour là, vers midi et demie un avion allemand type « Aviatik », monté par un sous-officier pilote et un lieutenant observateur, s'approchait de Dunkerque en se tenant à environ 5.000 mètres d'altitude. Il fut aperçut et pris en chasse par un avion anglais du camp de Hondschoote.

Un rapide combat eut lieu dans les nuages entre Bergues et le Fort de Castelneau, d'où l'on entendait distinctement le crépitement des mitrailleuses.

Atteint par plusieurs balles, l'appareil allemand pique violemment vers le sol. Une aile se détache, puis le gouvernail. Le tout tombe alors comme un bolide sans que le moteur cesse de fonctionner.

L'officier observateur qui portait la croix de Fer pour avoir déjà bombardé Dunkerque fut, à 4.800 mètres de hauteur (la hauteur du Mont-Blanc) projeté hors de l'appareil et vint s'écraser dans un champ près de la brasserie de l'Avenir à Coudekerque-Br. S'il faut en croire des témoins, il rebondit sur le sol en y arrivant. On le retrouva, les bras tendus, pas défiguré, un filet de sang coulait sous ses lunettes. Il avait une « figure distinguée et des mains très soi-

gnées » et pouvait avoir de 28 à 30 ans. A cinquante mètres de lui s'abattirent la mitrailleuse et l'appareil photographique de l'avion.

La partie principale de l'appareil avec le moteur alla s'effondrer à Rosendaël près de la sortie du square Jacobsen.

Ceux qui contemplèrent cette dégringolade terrifiante vécurent là quelques brèves secondes émouvantes. Un Dunkerquois disait : «... l'appareil déséquilibré ne tomba pas verticalement mais sous un angle de 35 à 40 degrés. Malgré le sifflement de l'hélice l'on entendit les cris d'effroi du pilote resté attaché sur son siège dans le fuselage ». On le retrouva enfoui sous les débris, formant un amoncellement de câbles, de poutrelles, de plaques d'acier, d'aluminium et de bois. Le cadavre avait les membres disloqués et la tête affreusement mutilée. Les yeux sortaient des orbites, la figure était d'une pâleur effrayante.

La foule accourue de toutes parts se partagea des lambeaux de l'appareil en guise de « souvenirs ». Il fallut placer des sentinelles. Les parcs d'aviation emportèrent moteur et mitrailleuses. Les documents et cartes militaires trouvés sur les cadavres furent transmis au Gouverneur.

Les deux aviateurs anglais, le commander John Newbury et le sub-lieutenant Frederick Hall, qui avaient descendu l'avion allemand vinrent saluer les cadavres de leurs adversaires que l'on ne tarda pas à transporter à l'Hôpital. On les enterra quarante-huit heures après.

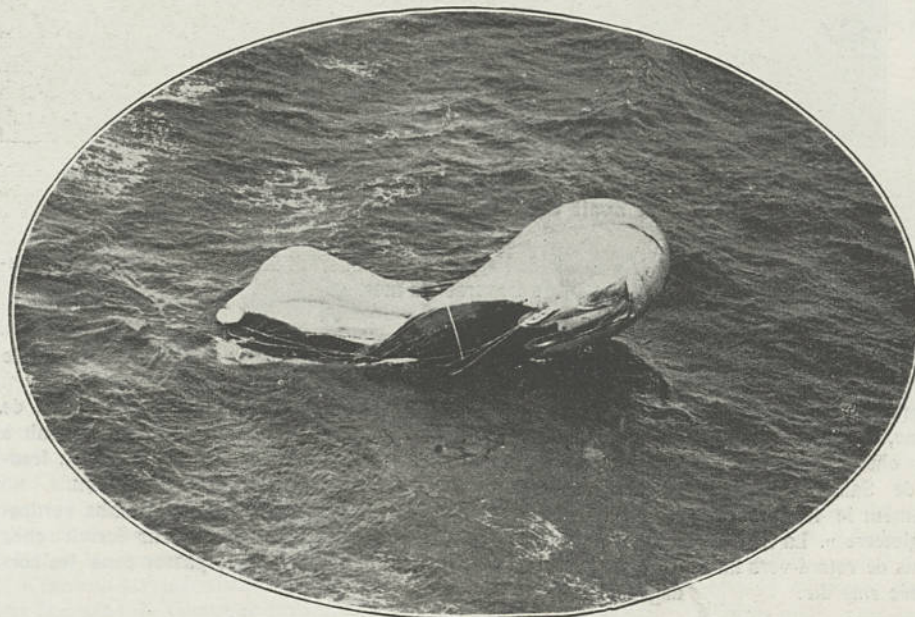
Dans les premiers jours de juin, l'Administration municipale offrit la Médaille d'argent de la ville aux deux aviateurs (1).

La cérémonie se déroula dans la salle d'honneur de l'Hôtel de Ville, en présence des notabilités alliées, civiles et militaires du camp retranché.

Capture de deux « drachen »

Enfin, ajoutons en terminant cette rubrique que le camp retranché enregistra le 29 février 1916, la capture de deux ballons allemands. Ce n'était pas, hélas ! des Zeppelins, mais de simples ballons d'observation. Un « Dra-

(1) L'un d'eux, de Chatham, écrivit au Maire de Dunkerque ce petit mot de remerciement : « ... Je la garderai toujours (la médaille) comme un trésor venant de vos si généreux citoyens pour avoir rendu un petit service (sic.) à la ville, tandis que je faisais mon devoir et il ajoutait : « Tout Anglais en aurait fait autant ; nous sommes fiers de combattre côte à côte avec les vaillants soldats de France... »



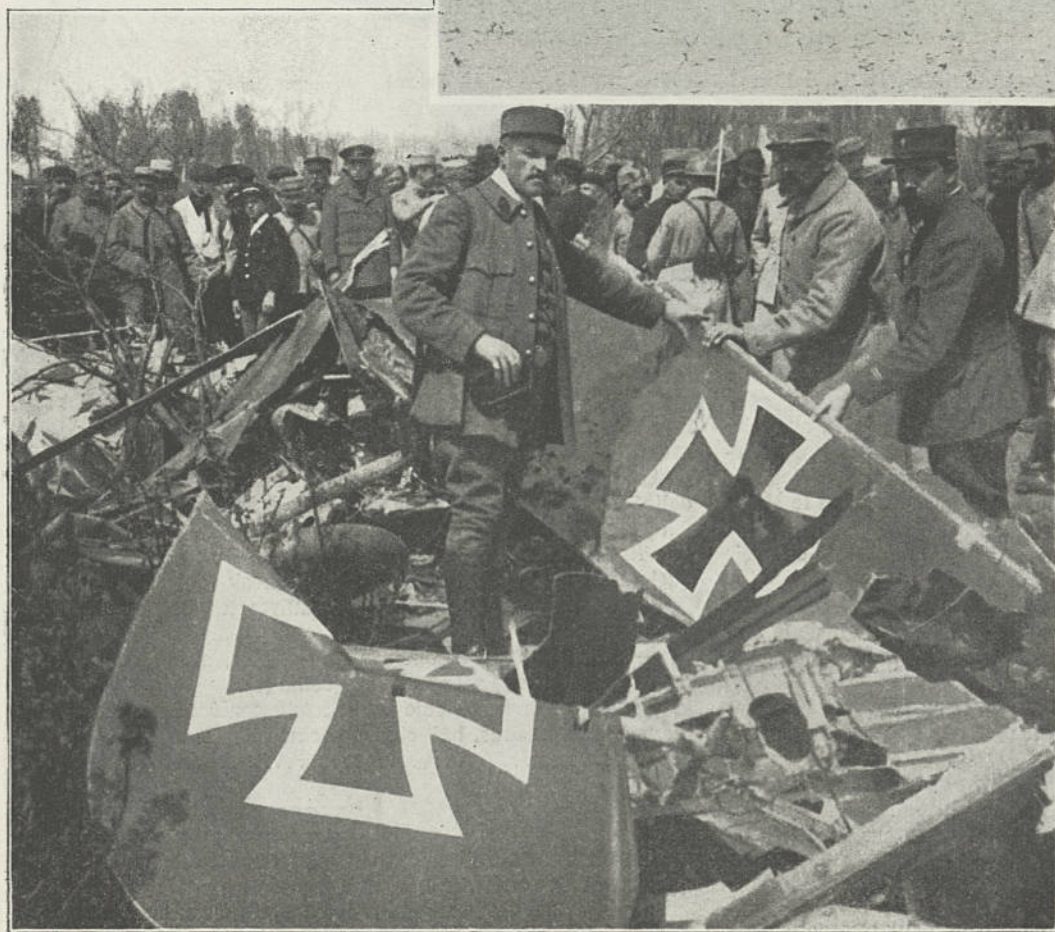
Rue de la Gare, à Dunkerque. — L'immeuble de deux étages qui fut traversé par une torpille qui éclata dans la cave (sept tués, cinq blessés). Pour la première fois une voûte de cave s'écroulait sous la puissance des torpilles.

Ballon d'observation allemand tombé à la mer au large de Coxyde et ramené à Dunkerque par un Patrouilleur.





Le corps de l'aviateur allemand que l'on aperçoit au premier plan sur la photo de droite.



Les débris de l'avion allemand abattu le 2 Mai 1917, près de la porte de Rosendaël par deux aviateurs anglais.

chen » ayant rompu son câble métallique (il en trainait encore un bout de 100 mètres de long), vint tout tranquillement descendre à Coudekerque. Les artilleurs s'en emparèrent. Il cubait 750 mètres. Sa nacelle, qui pouvait contenir trois observateurs, était complètement vide. Sur son enveloppe couleur bleu très clair, se trouvait une grande croix de Malte. Il fut dégonflé et envoyé à l'arrière et de là il ne tarda pas à retourner au front, cette fois sous les couleurs françaises et avec un câble plus solide.

L'autre « Drachen » tomba à la mer près de Coxyde. Deux torpilleurs tentèrent d'accoster le ballon mais les batteries allemandes de Westende et de Middelkerque ouvrirent un feu précis sur les bâtiments qui furent « encadrés ».

Finalement, le cordier *Annonciation* réussit à l'accoster et à le ramener triomphalement à Dunkerque. Il n'y avait dans la nacelle qu'un fusil automatique avec des cartouches. L'on n'eut jamais de nouvelles des aéronautes.



Un coin du camp d'aviation de Saint-Pol (vue prise en avion).

LES CAMPS D'AVIATION AUTOUR DE LA VILLE

Le camp d'aviation de Saint-Pol-sur-Mer, qui devait au cours des hostilités connaître une si extraordinaire activité, avait été organisé dès 1913 avec le produit d'une souscription ouverte par la Fédération des sociétés d'anciens militaires de Dunkerque. Une somme de 35.000 francs recueillie permit l'aménagement d'un terrain d'atterrissage et la construction d'un grand hangar pouvant contenir une vingtaine d'appareils.

Cette « station d'aéroplanes », comme l'on disait jadis, avait été brillamment inaugurée en 1913 devant 50.000 spectateurs qui assistèrent aux évolutions de plusieurs avions venus par la voie des airs de l'aérodrome de Douai. Le général Bidon, gouverneur et le Maire reçurent à cette occasion le baptême de l'air.

En fait d'évolutions d'avions, les Dunkerquois allaient en voir bien d'autres pendant la guerre.

Le 10 août 1914, ils aperçurent le premier appareil de guerre aérien allié. C'était un hydravion monté par deux officiers de la Marine Britannique allant de Douvres à Ostende. Victime d'une panne de moteur, il descendit sur la plage ouest.

Une quinzaine de jours après, sept avions anglais se rendant également à Ostende passèrent en vue des côtes. Les cocardes de nationalités n'existant pas encore, les appareils portaient de grands numéros d'ordre et le public crut un instant qu'il s'agissait d'une escadrille allemande.

Un des aviateurs obligé d'atterrir, alla se poser sur le terrain de l'aviation de Saint-Pol qui inaugura ainsi ses services de guerre.

Dans les premiers jours de septembre 1914, deux transports amenèrent au port le matériel de la première base aérienne anglaise.

Elle s'installa naturellement à Saint-Pol. Cette escadrille comprenait quatorze officiers, quatre-vingts hommes sous le commandement du capitaine de frégate Samson, dix avions de six types différents : Sopwiths, Blériot, Farman, etc... et un important détachement de camions, d'autobus et même d'autos sommairement blindés.

Après la chute d'Anvers et pendant l'avance allemande, quatre escadrilles belges campent pendant quelques mois à Saint-Pol sous les ordres du commandant Mathieu puis du lieutenant-colonel Wahis, et effectuent de nombreux raids sur les lignes ennemies.

Le 21 décembre, un biplan de cette escadrille, après avoir été obligé la veille d'atterrir dans un champ près de Ghyvelde, s'appretait à repartir en présence d'un groupe de curieux. Au cours des préparatifs un sous-officier belge, monté sur une aile de l'avion, montra à quelques civils l'unique bombe qui se trouvait encore à bord.

— Il n'y a pas de danger ? dit craintivement une jeune fille de dix-huit ans.

— Aucun danger, répondit le sous-officier, mais au même instant il tombait sur le sol avec le projectile (1).

Une explosion formidable se produisit, couchant sur le sol treize morts (cinq militaires, huit civils) et cinq blessés.

Les escadrilles françaises

Bientôt les escadrilles françaises des armées opérant en Belgique entre Ypres et l'Yser arrivent à Saint-Pol.

La brigade des fusiliers-marins de l'amiral Ronarc'h a quatre appa-

(1) Déposition d'un lieutenant-aviateur belge grièvement blessé dans l'explosion.



Une chambre à coucher après le passage de la torpille.

A droite : ce qu'il reste des ateliers de photographie.

Dans le fond l'on aperçoit l'immeuble intact du Nord Maritime.



Rue Sainte-Barbe

La maison de M. Nydegger, après le bombardement du 21 Octobre 1917.



Ce qu'il reste du Gotha bi-moteurs abattu le 25 Septembre 1917

reils à sa disposition. Ces avions monoplace, munis d'un moteur de 60 chevaux, n'ont qu'un rayon d'action de 250 kilomètres et peuvent emporter quelques obus de 90 mm.

C'est le début, bien modeste, de l'aviation de chasse et de bombardement. Son développement sera rapide.

En janvier 1915, après les premiers bombardements de Dunkerque, M. Millerand, ministre de la guerre, annonce à M. Trystram, sénateur, que les escadrilles de Saint-Pol vont être incessamment renforcées par d'autres unités plus puissantes.

Quelques semaines après, le chef d'escadron Burg prend le commandement des diverses formations du camp de Saint-Pol où se trouvent : deux escadrilles de reconnaissance rattachées aux groupements d'armées de Nieuport et de Rousbrugge, une escadrille de bombardement à la disposition de la 8^e armée et deux appareils spécialement affectés à la défense de la ville.

Presqu'aussitôt s'organisent les premiers raids de bombardement des bases ennemies en représailles des bombardements du camp retranché.

Le 12 février, quarante avions français et

anglais déversent deux cents obus et bombes de 40 kilos — poids important pour l'époque — sur Ostende, Zeebrugge et le parc d'aviation de Ghisteltes. Le départ eut lieu dans l'après-midi par un temps superbe. Les Dunkerquois virent défiler les avions l'un derrière l'autre comme des « canards sauvages ». Tous revinrent sain et sauf. Le soir, la gare d'Ostende brûlait encore et le communiqué officiel allemand avouait que les dégâts « étaient graves et déplorables ».

Les avions de chasse

Les avions de chasse qui se trouvaient à Saint-Pol ne tardèrent pas à faire parler d'eux et leurs exploits furent rapidement connus de toute l'Armée.

Le 1^{er} avril 1915, le sous-lieutenant aviateur Garros est envoyé de Saint-Pol à La Panne par ordre du général Foch avec mission «... de prendre en chasse les avions ennemis qui essaieraient de franchir les lignes et de survoler Dunkerque... »

Garros qui s'est entraîné longuement au Bourget et au camp de Saint-Pol sur un nouvel appareil permettant de tirer « à travers l'hélice » rencontre le jour même, à trois heures de l'après-midi, un avion allemand navigant à 1.800 mètres d'altitude entre Roulers et Dixmude. Au trente-cinquième coup de mitrailleuse l'avion ennemi va s'écraser dans un fossé près d'une ferme. Le pilote et l'officier-observateur sont tués. L'appareil, qui avait un dispositif lui permettant d'emporter quatre bombes, était chargé du réglage du tir d'une batterie allemande.

Garros arriva une heure après pour saluer ses ennemis que l'on enterra le soir même dans un cimetière voisin.

Le 15 avril, le même aviateur détruisit un second appareil au sud d'Ypres et trois jours après en descendait un troisième près de Longmarck. Malheureusement, le même soir, au cours d'un bombardement de la gare de Coutrai, l'appareil de Garros atteint par un éclat d'obus tombait dans les lignes ennemies. L'aviateur, cependant, avait eu le temps d'incendier son avion avant d'être fait prisonnier.

Les Dunkerquois commentèrent longuement ces exploits d'un des plus populaires aviateurs tombé en assurant la défense avancée de la ville.

Un énorme volume serait nécessaire pour essayer de relater l'immense besogne accomplie par l'aviation du camp retranché. Qui pourrait d'ailleurs dépeindre ces milliers d'heures passées en reconnaissance au-dessus des lignes, en bombardement des bases ennemies ou en patrouille de surveillance au-dessus de la région dunkerquoise. Mitrailleurs et mitraillés, chasseurs et gibiers tout à la fois, laissant descendre leurs torpilles en échange des obus qui montaient vers eux, risquant à chaque raid de s'écraser au coin d'un bois, les aviateurs accomplirent leur tâche par tous les temps sous l'éclatant soleil de Messidor comme aux plus mauvais jours de l'hiver au cours desquels l'on vit parfois l'huile geler dans les réservoirs des avions.

Il faut malheureusement nous borner à citer rapidement quelques-uns des épisodes les plus saillants.

Le 5 février 1916, un biplan du camp de Saint-Pol ayant à son bord l'enseigne de vaisseau - observateur Le Voyer et le pilote

Lallemant est attaqué au retour d'une reconnaissance au-dessus d'Ostende par un avion allemand L. V. G. Nos marins, sans perdre un instant, manœuvrèrent si bien qu'ils forcèrent l'appareil ennemi à descendre dans nos lignes où il fut capturé.

Le développement incessant de la base aérienne de Dunkerque rend le camp de Saint-Pol insuffisant ; les escadrilles anglaises sont de plus en plus nombreuses et deux nouveaux camps d'aviation sont créés à Petite-Synthe et à Coudekerque.

Le 22 mai 1916, Dunkerque est bombardée vers cinq heures du matin par un groupe d'avions. L'un est pris en chasse par un aviateur français de patrouille au-dessus de la ville. L'allemand prend la fuite au plus vite, pas assez toutefois pour être rejoint et abattu au nord-est de Cassel. Plusieurs balles de mitrailleuses provoquèrent l'explosion du réservoir d'essence, l'appareil « culbuta ». Les deux aviateurs dont un officier furent retrouvés broyés dans un champ à deux cent cinquante mètres des débris de l'avion.

Les patrouilles de surveillance au-dessus de la ville étaient parfois interrompues de tragique façon. En voici un exemple pris entre plusieurs : le 19 juillet 1916, vers midi, un avion se trouvait à mille mètres d'altitude lorsque l'aile droite se brisa. L'appareil se retourna et s'effondra à une vitesse effrayante à proximité du camp d'aviation. De toutes parts, l'on accourut. Les deux aviateurs, âgés de 19 et 21 ans, étaient affreusement broyés. On les transporta à l'Hôpital militaire, enveloppés dans la toile d'une aile. Le pilote était décoré de la Croix de Guerre et de la Médaille Militaire pour avoir abattu un « Fokker » près de Dunkerque.

Le 24 septembre 1916, un avion allemand s'aventure tout seul au-dessus du port et lâche trois bombes. Il y a trois morts et quatorze blessés. Une bombe explose sans grand dommage sur le pont du grand monitor anglais *Marshall Sout*. Tout fier de son exploit, notre Fritz regagnait sa base lorsqu'il eut la retraite coupée par cinq avions anglais qui l'abattirent en flammes non loin de son point de départ. Les aviateurs anglais se montrèrent ravis de leur victoire lorsqu'ils apprirent, a dit l'un d'eux, qu'ils avaient « attrapé un allemand qui avait osé injurier un vaisseau de guerre de S. M. Britannique ».

Le camouflage des avions

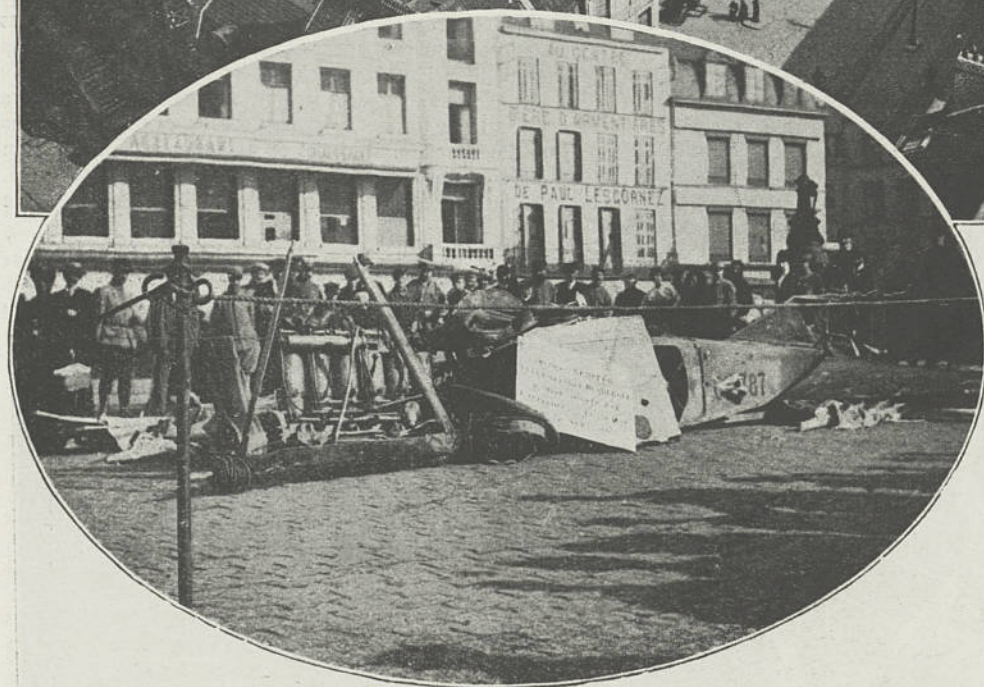
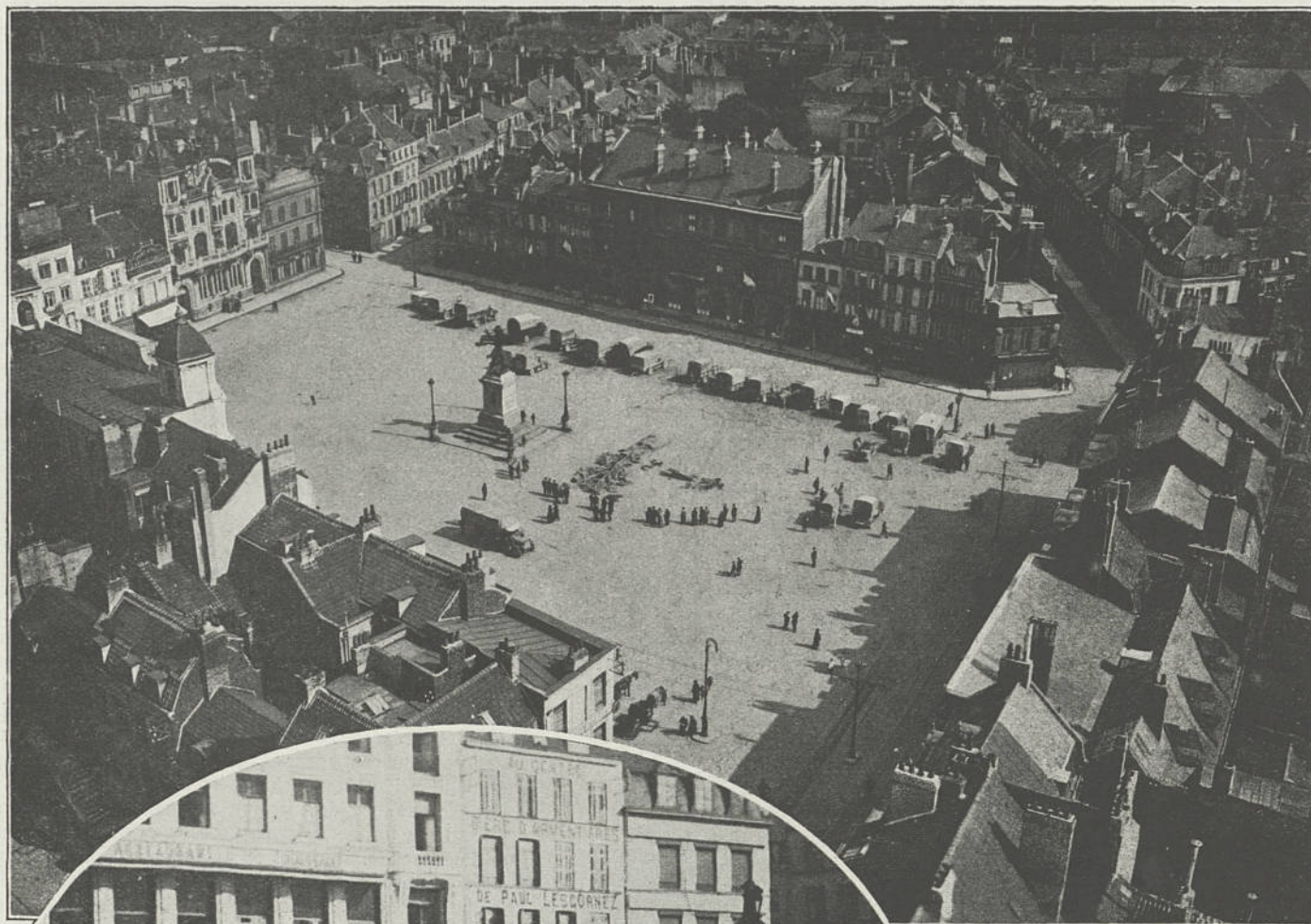
Les aviateurs allemands dans l'espoir de tromper leurs adversaires dans l'évaluation des distances et de rendre ainsi leur tir moins dangereux, commencèrent à camoufler leurs appareils. Le chef d'une escadrille anglaise envoya un beau jour, avec beaucoup de gravité, un rapport à ses chefs pour leur dire : « les appareils des Huns rencontrés étaient bariolés en blanc, rouge, vert ; l'un avait des ailes kaki et le fuselage gris-vert, un autre avait le fuselage vert, l'avant jaune, les ailes rouge-brun avec des bandes blanches ; un autre encore était couvert de disques d'argent avec le nez jaune et la queue bleue ».

Et il ajoutait : «... Ces arlequins de l'air offensèrent le sens artistique de mes pilotes ; ils eurent l'impression qu'ils combattaient des « oiseaux de paradis », jamais l'on n'avait vu dans le ciel une pareille orgie de couleurs aussi grossières » (1).



Avion allemand abattu près de Bergues. Au milieu, l'on aperçoit le corps d'un aviateur

(1) Arch. de l'Air Historical Branch. (Ministère de l'Aviation) Londres.



La Place Jean-Bart. Vue prise du haut de la Tour. Devant la statue de Jean-Bart, l'on aperçoit les débris d'un avion allemand.

Un groupe de Dunkerquois lit le communiqué officiel affiché sur la façade du *Nord Maritime*. Face à la Banque de France se trouve une section de camions automobiles.

Dans le médaillon : Avion allemand Rumpler abattu par la D. C. A., alors qu'il venait de survoler la ville (30 Septembre 1917).

Les exploits de l'aviateur Nungesser

En avril 1917, le camp d'aviation de Saint-Pol voit arriver une escadrille d'avions-canon. Elle se compose d'aviateurs d'élite et parmi eux se trouve le sous-lieutenant Nungesser qui possède déjà la Croix de Guerre avec seize palmes, la Légion d'Honneur, etc...

On a vu au chapitre des bombardements de 1915 que le canon de Predikboom, que Nungesser avait largement contribué au repérage de la pièce allemande. Il était à cette époque maréchal des logis pilote.

A son retour à Dunkerque il ne tarda pas à faire parler de lui. A peine est-il installé à Saint-Pol, qu'il commence de longues randonnées au-dessus du camp retranché et des lignes du front.

Le 1^{er} mai, il attaque à lui seul six avions, en descend un, contraint un autre à atterrir désespéré, et met les quatre autres en fuite. Le lendemain il livre combat à quatre avions et oblige l'un d'eux à atterrir; le surlendemain, il abat son vingt-quatrième avion et le 9 mai il remporte sa vingt-cinquième victoire en abattant un avion qui tombe en flammes. Enfin, le 26 juin, seul contre six, il descend coup sur coup, deux de ses adversaires, tandis que les autres s'empresent de détalé.

Le 11 juillet, le Maire de Dunkerque, entouré de ses adjoints et des notabilités civiles et militaires, remet à Nungesser une médaille d'argent aux armes de la ville en témoignage de reconnaissance pour ses exploits accomplis dans la région dunkerquoise.

La répartition des escadrilles alliées en 1917

Une note du général Nollet, commandant le 36^e corps d'armée, en date du 20 août 1917, montre que les rapports entre les différents groupes d'aviation stationnés autour de Dunkerque sont excellents. La coordination des efforts des divers éléments pour la police de l'air au-dessus de la région, dit-il, est particulièrement remarquable. Toutes les escadrilles se prêtent le plus fraternel concours.

L'aviation britannique est à Saint-Pol, Petite-Synthe et Coudekerque. L'aviation belge à Bray-Dunes et Hondshoote. L'aviation du 36^e C. A., qui comprend quatre escadrilles, est à Bray-Dunes et à Saint-Pol. Les bases d'hydravions franco-anglais sont dans l'avant-port de Dunkerque.

Une conférence pour la protection de Dunkerque, qui allait être si âprement bombardée quelques semaines plus tard, a lieu vers cette époque à Rexpoëde au Q. G. du général Anthoine afin de délimiter le rôle de l'aviation et de l'artillerie anti-aérienne. Tous les groupements sont représentés : aviation de chasse, de reconnaissance, de bombardement aussi bien terrestre que maritime. Le commandant de D. C. A. et le Maire de Dunkerque, dont la sécurité de la ville est en jeu ont été convoqués également. Un accord secret est conclu. Les canons de la D. C. A. pourront tirer jusqu'à trois mille mètres de hauteur. Au-dessus « le ciel appartiendra aux aviateurs ». Saisissante formule qui résumait une des phases de la défense de ce camp retranché devant lequel les allemands ont rassemblé quatre-vingt escadrilles !... A Blankenberghe existait une école de tir anti-aérien. A Gand une autre école avait jusqu'à 1.200 élèves spécialisés dans

l'étude des télémètres et la reconnaissance des avions. Enfin à Ostende se trouvait de vastes ateliers et une commission d'expérience pour la construction du matériel de l'aviation (1).

L'escadrille des "Cigognes" et Guynemer

Pour soutenir l'offensive des Flandres qui va se déclencher le 31 juillet 1917, le camp de Saint-Pol abrite les plus redoutables escadrilles de l'aviation française sous les ordres du commandant Brocard.

Au début de juillet, le 10, la fantastique escadrille des Cigognes accourt de Champagne ayant à sa tête le capitaine Heurtaux ; elle comprend quinze appareils et ses aviateurs sont tous illustres. Dans les rues de Dunkerque, les habitants se montrent les plus connus, les Dubonnet, d'Harcourt, Auger, Deullin, Bozon-Verduraz, de Marcy, Raymond, enfin Fonck et surtout Guynemer.

Faire le récit des exploits de l'aviation au cours de cette lourde bataille sortirait du cadre de ce travail ; cependant comment ne pas noter que du 5 août au 27 octobre, le sous-lieutenant Fonck abat treize avions entre Dixmude et Poperinghe. Le 28 juillet, le capitaine Auger, qui a sept avions à son actif, reçoit en cours de reconnaissance une balle dans la tête mais réussit à ramener quand même son appareil au terrain d'atterrissage avant de mourir.

Le 27 juillet, Guynemer entre en scène et de ronde avec le lieutenant Deullin abat son 49^e avion devant les lignes anglaises. Le lendemain il enregistre sa 50^e victoire. Le 17 juillet, en cinq minutes, il abat deux avions près de Dixmude ; les 18 et 20 juillet, deux autres avions vers Poperinghe tombent sous sa mitrailleuse. Mais son avion criblé de balles doit être envoyé à Paris pour être réparé. Le 11 septembre, Guynemer n'a pas encore reçu son appareil, cependant il part du camp de Saint-Pol sur son ancien avion « Le Vieux Charles » et c'est son envolée suprême. Guynemer ne reviendra plus. Il va trouver la mort dans un combat au-dessus de Poëcappelle. Il tombe en pleine zone de feu et son corps dispersé par les obus ne fut même pas retrouvé.

Le lieutenant-aviateur allemand Wissemann qui se

(1) Documents allemands du C' des forces aériennes des Flandres. (Général Van Hoëpner).



La catastrophe de la rue Caumartin. Les immeubles N° 10 et 12. C'est dans la cave du N° 10 que 35 personnes trouvèrent la mort



Place du Palais-de-Justice (22 Oct. 1917)

En Septembre 1923, l'on retrouva sous les décombres une torpille de 300 kilos non éclatée et tombée probablement au cours d'un bombardement postérieur.

vanta de l'avoir abattu, fut à son tour descendu et tué d'une balle dans la tête le 30 septembre, par le sous-lieutenant Fonck.

Le 30 novembre, avant de quitter les Flandres, le général Anthoine, en présence de tous les aviateurs survivants, passa en revue au camp de Saint-Pol, les vingt-quatre drapeaux de la 1^{re} Armée et du 2^e groupe de l'aéronautique, qui venaient de soutenir l'offensive britannique.

Il remit la rosette d'officier de la Légion d'Honneur au capitaine Heurtaux et la Croix de Chevalier au sous-lieutenant Fonck, puis prononça l'éloge funèbre de Guynemer (1) :

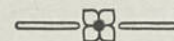
« ...En nous réunissant, dit-il, sur le terrain même d'où il s'est élancé vers l'infini, élevons nos cœurs unis en une pensée fraternelle d'admiration pour le héros dont la grande ombre planera toujours dans l'Histoire... »

La ville de Dunkerque, se souvenant que ce merveilleux héros de la jeunesse française, capitaine et officier de la Légion d'Honneur à 20 ans, avait passé les derniers jours de sa rapide existence dans ses murs, a consacré son souvenir en donnant le nom de Guynemer à une de ses avenues.

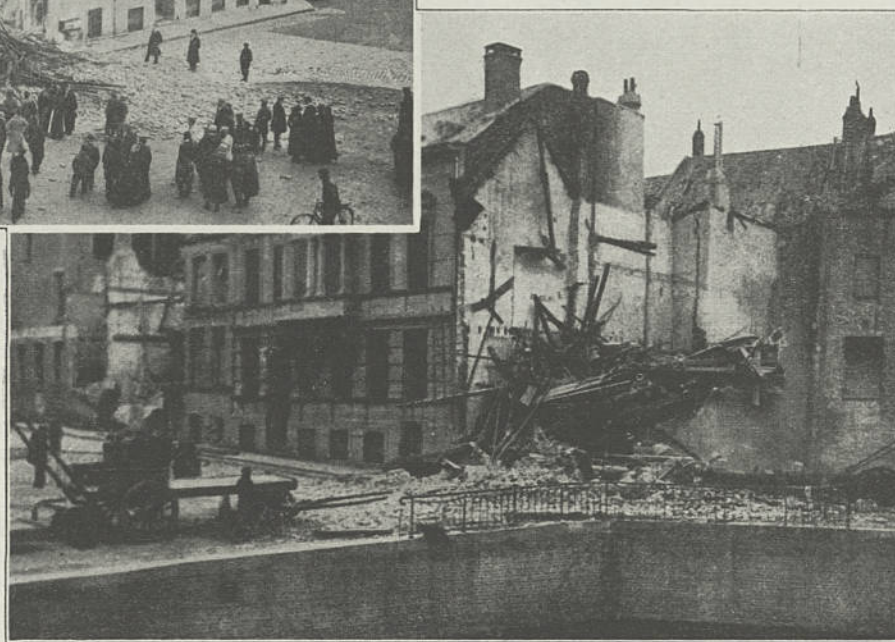
L'aviation anglaise en 1918

Dans les premiers mois de 1918, l'aviation britannique au service des armées anglo-belges opérant entre Ypres et la mer prend un développement très important.

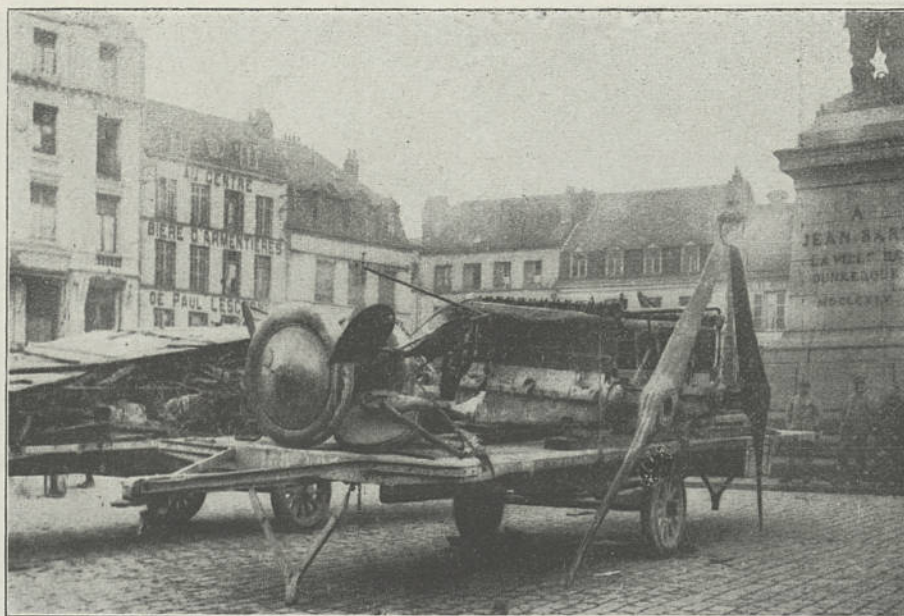
(1) Par une initiative sans doute sans précédent le général Anthoine en remettant les décorations, au lieu d'employer la formule traditionnelle : « Au nom du Président de la République, prononça cette phrase : « Au nom de Guynemer, etc. ».



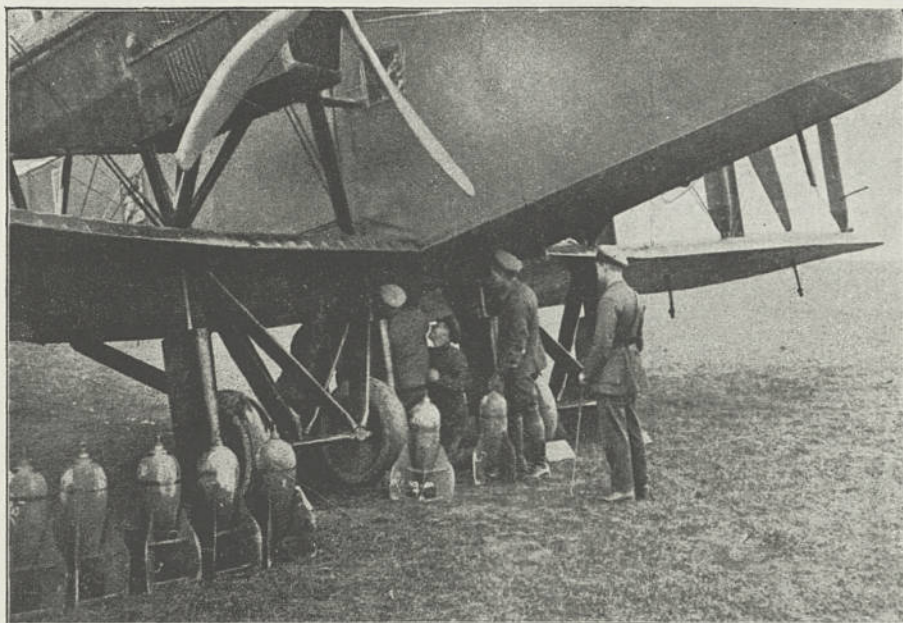
La Place du Palais de Justice et l'angle du Quai de la Concorde, après deux bombardements.



Place du Palais-de-Justice, nuit du 7-8 Juillet 1918



Grand avion de bombardement bi-moteurs. Touché par l'artillerie de la D.C.A. il alla s'abattre au pied du Blanc-Nez, Les quatre aviateurs furent tués (1^{er} Novembre 1917).



L'arrimage de la cargaison de torpilles avant le départ d'un avion anglais

Les Britanniques installent des camps d'aviation et des ateliers de réparation dans toute la région, à Tétéghem, Bray-Dunes, Petite-Synthe, Bergues, Coudekerque (Pont de Steendam, etc.) Ils disposent de près de deux cents appareils de chasse, de reconnaissance et de bombardement. Cinq mille hommes, dit un rapport de l'« Air Ministry », officiers, sous-officiers et soldats constituent le personnel de cette Armada aérienne.

Les appareils de reconnaissance exécutent leurs randonnées à des altitudes variant de 18 à 20.000 pieds. Les avions de bombardement dépassent en puissance les Gothas allemands et emportent avec eux des torpilles de 800 à 1.600 livres d'une puissance extraordinaire. En quelques mois, l'aviation anglaise lance 300.000 kilos de projectiles sur les bases et les camps anglais (1).

En avril 1918, il y a à Dunkerque, outre les bases d'hydravions que nous verrons plus loin, deux escadrilles de combat, une de reconnaissance et trois de bombardement. Elles sont alors renforcées par les escadrilles américaines.

Une telle organisation amène une réaction de la part de l'aviation ennemie, les escadrilles allemandes s'efforcent de détruire les camps alliés. En juin, la lutte devient sans merci. Les camps anglais reçoivent des centaines de torpilles, des hangars sont incendiés et mitraillés. De l'autre côté, les camps allemands d'Ostende à Bruges sont labourés par les projectiles alliés.

L'un des derniers avions abattu dans la région, le fut le 31 juillet 1918, par le lieutenant-aviateur Delesalle, fils du maire de Lille et chef d'escadrille à Saint-Pol, depuis député du Nord. Ce jour-là, un avion allemand de reconnaissance ayant survolé Dunkerque, le lieutenant Delesalle le prit en chasse et après une poursuite mouvementée réussit à l'abattre à proximité des lignes (2).

Dans un rapport officiel du Ministère de l'Aviation Britannique, on trouve cette note finale :

« ...Le 17 octobre 1918, un aviateur du camp retranché de Dunkerque, descend sur la place du Marché à Ostende, à onze heures quarante-cinq et est attaqué dans la rue par environ dix ennemis... »

C'étaient les derniers allemands restant dans

la ville. Les autres battaient en retraite.

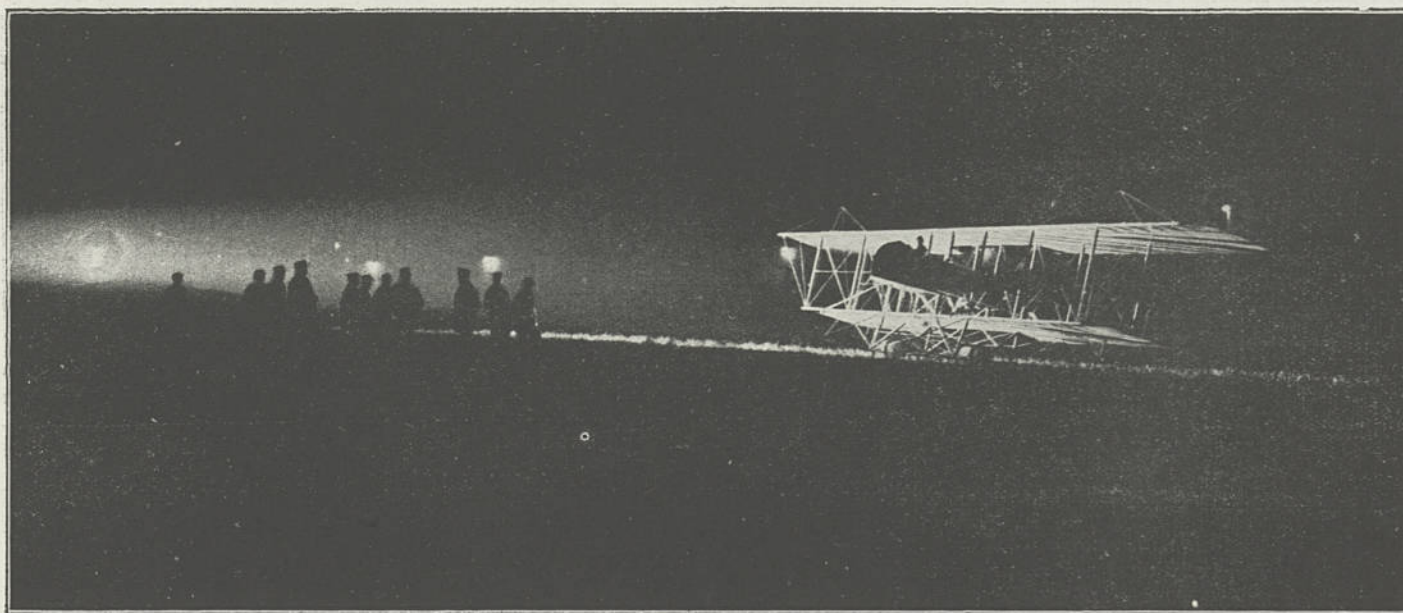
Les troupes françaises et belges avançaient en effet victorieusement en Belgique. L'aviation du camp retranché joua à ce moment un nouveau rôle, bien imprévu.

Les voies ferrées n'existaient plus, les chemins étaient défoncés par l'artillerie, le ravitaillement en vivres devint un problème angoissant. Les troupes en avant de la forêt d'Houthulst allaient manquer de vivres. On fit appel au service aérien pour les ravitailler.

Les services de l'arrière, installés à Dunkerque, préparèrent aussitôt 20.000 rations dans des sacs contenant chacun de 5 à 10 rations. Des camions automobiles les transportent dans les camps d'aviation. Les avions au lieu de partir avec des torpilles emportaient le maximum de sacs et sans toucher terre les lançaient, en

(1) Notes de la Sect. Hist. de « l'Air Ministry » à Londres.

(2) Le lieutenant Delesalle fut le premier aviateur à atterrir à Lille après le départ des Allemands.



Au camp de Saint-Pol. — Préparatifs de départ d'un biplan Farman pour un bombardement de nuit



Au camp de Saint-Pol le 2 Décembre 1917. — Le Roi et la Reine des Belges passent en revue les drapeaux de vingt-quatre régiments français qui prirent part à l'offensive des Flandres.



30 Novembre 1917. — Revue au Camp d'Aviation de Saint-Pol, en l'honneur de Guynemer (tué le 11 Septembre 1917). Le capitaine Heurteaux (en vareuse noire) et le sous-lieutenant Fonck décorés par le général Anthoine en présence des drapeaux de la 1^{re} Armée. (Dans le médaillon : l'aviateur Guynemer).

volant très bas, dans les cantonnements de nos troupes puis revenaient prendre une nouvelle cargaison. Quatre-vingts appareils de bombardement furent ainsi utilisés. Grâce à eux, le ravitaillement fut assuré et la marche en avant continua ininterrompue.

A partir du 17 octobre, les escadrilles d'aviation alliées s'avancèrent dans la Belgique libérée et occupèrent les anciens aérodromes allemands.

Le rôle du camp retranché de Dunkerque dans la lutte aérienne était terminé.

La base d'hydravions de Dunkerque

A côté des vastes organisations de l'aviation terrestre, le camp retranché de Dunkerque posséda jusqu'à la fin de la guerre une très importante base d'hydravions.

La Marine française et l'Amirauté britannique installèrent leurs hangars dans l'avant-port, non loin des cales de lancement des Chantiers de France. En 1918, les hydravions américains y vinrent apporter leur collaboration dans la lutte commune.

C'est en décembre 1914 qu'une décision du Ministre de la Marine créait la base aérienne navale de Dunkerque.

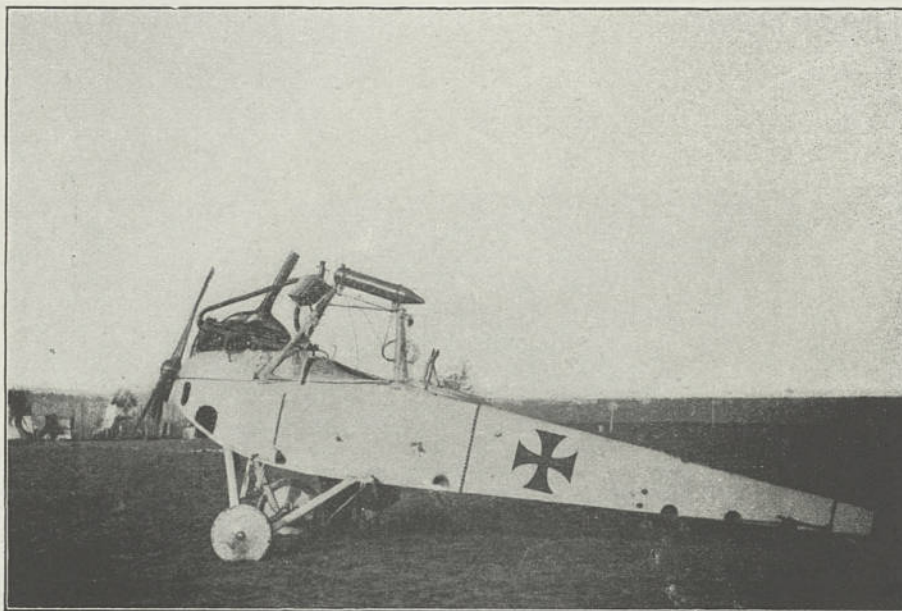
Elle eut pour mission de surveiller le large où les sous-marins allemands venaient de manifester leur présence, de signaler les navires suspects, de rechercher les mines sous-marines et de bombarder les bases maritimes ennemies.

De concert avec les navires alliés les hydravions devaient, en résumé, protéger le plus possible la navigation aux abords de la rade dunkerquoise.

Mission terriblement ingrate, périlleuse à l'extrême et encore fort peu connue.

Que de fois hélas, les comptes-rendus de ces patrouilles au-dessus des eaux de la Mer du Nord mentionnent laconiquement : « Un appareil perdu en mer n'est pas rentré... »

Certains coulèrent à pic et l'on ne retrouva jamais ni les hommes ni l'appareil. D'autres équipages en panne partirent à la dérive sur



Un avion allemand capturé intact. Les ailes de l'appareil ont été démontées

leur fragile assemblage de bois, de toile et de câbles d'acier. On les recueillait, à demi-morts de faim et de fatigue, en haute mer où sur les côtes d'Angleterre. Poussés quelquefois par les courants dans les eaux belges devenues zone allemande, ils étaient alors capturés par les vedettes ennemies.

Souvent aussi les équipages d'hydravions voyaient leur endurance et leur ténacité récompensés par quelques succès. Les traits d'héroïsme à l'actif des aviateurs de la Marine ne se comptent plus. Nous allons essayer d'en retracer un certain nombre :

L'aviation maritime française, au début de la guerre, n'existait elle aussi, qu'à l'état embryonnaire. Sur ce point, les autres marines, anglaises et allemandes, n'étaient pas plus avancées que nous, malgré les efforts plus grands qu'elles avaient fait. Elle ne tarda pas cependant à se développer rapidement et à devenir une arme redoutable notamment à Dunkerque où le lieutenant de vaisseau de Laborde assumait brillamment la lourde charge de sa mise au point.

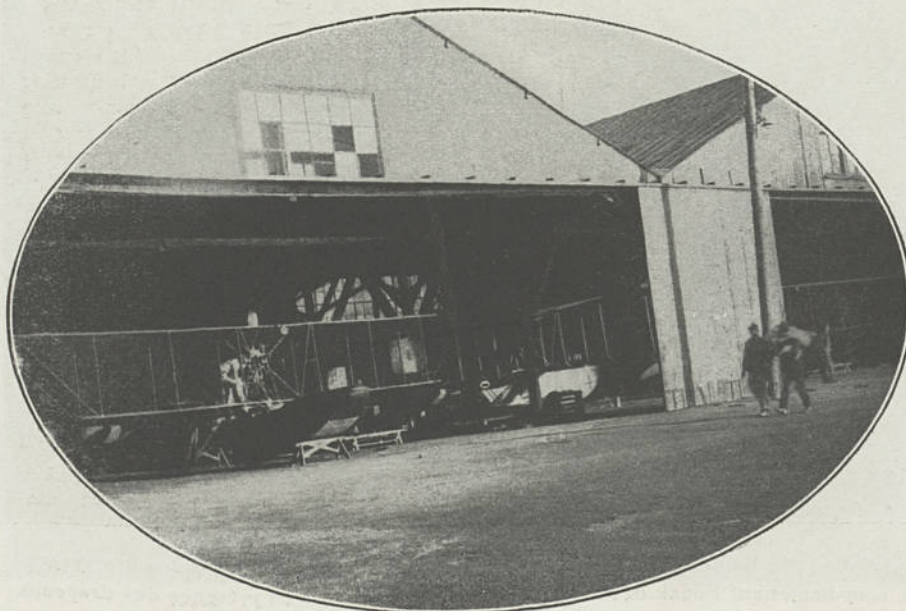
Le 10 août 1915 marqua une intervention décisive de nos hydravions.

Un Zeppelin, le L-12, au cours d'un raid sur l'Angleterre fut touché par les canons anti-aériens de Douvres. Cahin-caha, il avait regagné la côte belge. Il se croyait sauvé, lorsqu'une escadrille d'hydravions français de Dunkerque le découvrit en panne à Ostende. Quelle aubaine... Douze bombes incendiaires s'abattent aussitôt sur l'immense carcasse qui est complètement détruite (1).

Les hydravions allemands ne tardèrent pas à venir patrouiller au large. Le 17 décembre 1915, l'un d'eux ayant eu la bonne idée de s'approcher en rade trop près d'un « cordier » fut abattu par lui. L'appareil coula tandis que l'on s'efforçait de le repêcher. Les aviateurs, deux officiers de marine avaient été recueillis par un torpilleur français qui s'empressa de les amener à Dunkerque.

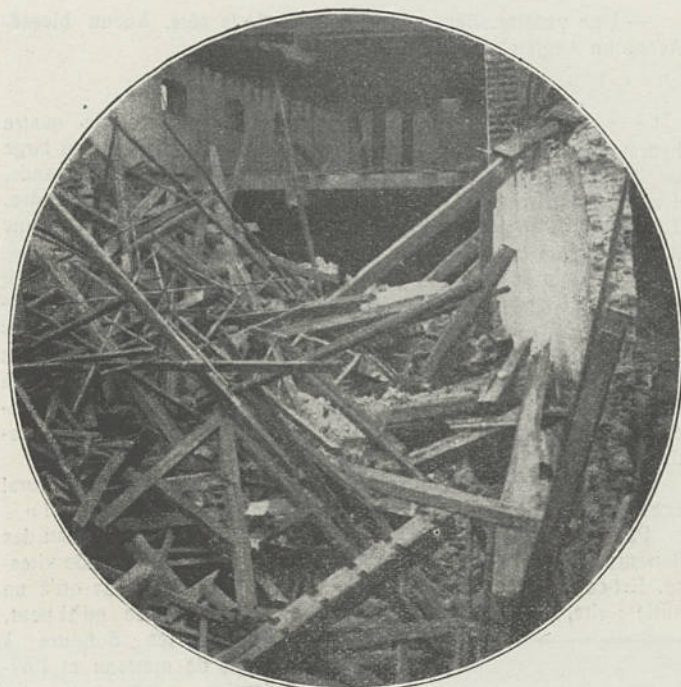
Mais l'aviation maritime alliée avait aussi à lutter contre les éléments. Il y eut des sauvetages angoissants tel celui opéré le 7 août 1915.

Deux hydravions en patrouille au large de la bouée de Nieuport, découvrent au loin deux



Les hangars de la base d'hydravions français en 1915

(1) Arch. de « l'Air Ministry » Londres.



L'écroulement des magasins Dewuf, rue de Calais
(bombardement du 27 Octobre 1917)

chalutiers portant en tête d'un mât un pavillon anglais de grande dimension. C'étaient deux bateaux allemands en train de mouiller des mines). A ce moment un appareil est obligé d'amerrir. En panne, il ne peut repartir et commence à dériver.

Sur la côte belge que l'on devine au loin, les aviateurs aperçoivent une brève lueur et tout aussitôt, près d'eux, jaillit une haute gerbe d'eau, puis le bruit d'une sèche détonation leur parvient. Ce sont les batteries allemandes qui ouvrent le feu contre l'appareil en perdition. Le second hydravion n'hésite pas, il vient amerrir près de son camarade pour sauver au moins l'équipage qu'il réussit à recueillir. Mais avec cette surcharge il ne peut reprendre son vol et tente vainement de sortir de la zone de feu des batteries en naviguant « au moteur ».

Heureusement les torpilleurs 320 et 321 accourent et malgré les obus qui tombent maintenant à moins de cinquante mètres les aviateurs sont sauvés. Les appareils pris en remorque ne tardent pas à rentrer à Dunkerque dans le sillage des torpilleurs (1).

A de nombreuses reprises, les bases d'hydravions furent touchées par les torpilles d'avions et les obus de 380 mm. Les bombes incendiaires provoquèrent également des dégâts sérieux. En décembre 1916, par un soir de violente tempête, un court-circuit causa la destruction de trois hangars. En vingt minutes, douze hydravions furent incendiés. Aidés par la troupe, les sapeurs-pompiers et les marins réussirent à préserver un hangar et sept appareils.

Pendant de longs mois, les hydravions participèrent aux raids de bombardements de la côte belge. Ces expéditions n'étaient pas sans risques, les Allemands avaient littéralement hérissé la côte belge d'un nombre infini de canons anti-aériens et c'est ainsi qu'au lendemain d'un bombardement de nuit sur Ostende, en avril 1916 un torpilleur retrouvait au large un hydravion atteint par des éclats d'obus. Les cadavres des aviateurs flottaient non loin des débris de leur appareil (2).

L'on vit aussi les torpilleurs de la base dunkerquoise rentrer au

port avec des hydravions allemands. Accrochés à des palans, le long mâts de charge, les appareils semblaient de monstrueux moustiques morts, désormais inoffensifs.

Le 2 mars 1916, dans les parages du banc de Middelkerque, le contre-torpilleur *Ori Flamme* en captura un en dérive sur lequel se tenait accroché un aviateur de la base d'Ostende. L'appareil ayant pris feu au retour d'un raid, les aviateurs n'avaient eu que le temps d'amerrir précipitamment pour éteindre l'incendie, au cours duquel d'ailleurs l'observateur s'était noyé. Le survivant était un officier pilote d'une compagnie de navigation de Brême. Il connaissait admirablement les routes maritimes de la Mer du Nord et du détroit. On l'envoya étudier les routes d'un camp de prisonniers.

Un mois après, un autre de nos torpilleurs, l'*Intrépide* aperçoit un hydravion en panne. Il se dirige immédiatement vers lui. Au moment où il va l'atteindre, les aviateurs lancent à la mer leurs mitrailleuses, leurs documents, mettent le feu à l'appareil et se jettent à l'eau.

La rapide intervention des matelots français permet d'éteindre l'incendie. Une embarcation repêche les aviateurs, deux officiers de la marine allemande. Ils furent débarqués à Dunkerque en même temps que leur avion, un superbe bi-moteurs tout neuf.

Après la perte de ces deux appareils, les Allemands apportèrent une très grande prudence dans leurs excursions au large de Dunkerque.

Une chute à la mer en plein été n'est peut-être pas chose trop désagréable surtout lorsqu'on est secouru rapidement, mais en hiver !...



L'Eglise Saint Jean-Baptiste atteinte par une torpille. (Dans l'excavation l'on trouva de nombreux ossements provenant d'anciennes sépultures (nuit du 1^{er} Novembre 1917).

(1) Arch. de la base d'hydravions de Dunkerque. Sect. Hist. Marine.

(2) Parfois aussi la mer ramenait les cadavres à la côte. En voici un exemple : — 30 juin 1917. La mer rejette sur la grève de Loon-Plage le cadavre d'un jeune officier-aviateur allemand âgé d'environ 20 ans et appartenant à la noblesse silésienne. Il lui manquait la moitié de la tête et une main. On trouva sur lui son brevet de pilote, 125 marks et un carnet de bons de pain. Il fut enterré à Loon-Plage. Le lendemain, sur le sable, l'on aperçoit un autre cadavre, c'est un officier aviateur anglais. Le corps affreusement mutilé est inhumé aussitôt dans le même cimetière, non loin de l'aviateur allemand.

Au cours de l'hiver si rigoureux de 1916, en novembre, un hydravion anglais tombe à la mer au retour d'une reconnaissance. Sous le vent qui souffle en tempête, l'appareil est happé, culbuté et retourné par une vague énorme. L'aviateur réussit à se hisser sur la partie non submergée mais constamment balayée par les flots. Il restera dans cette position critique pendant plus de cinq heures, par quinze degrés au-dessous du zéro, pour finalement être recueilli par un autre hydravion qu'il dut gagner à la nage. On devine dans quel état le malheureux aviateur se trouvait lorsqu'on le débarqua à Dunkerque, c'était, disait un infirmier, « un véritable bloc de glace vivant ».

**

A Oostdunkerque, sur la plage, se trouvait un poste d'observation relié par téléphone avec la base de Dunkerque. Il avait pour mission de surveiller le large. Le 26 avril 1917 il lança une série de messages qui résumait d'une façon saisissante les différentes phases d'un naufrage. Qu'on en juge plutôt :

Oostdunkerque, 15 h. 03. — Trois hydravions alliés viennent du N.-E. route Ouest.

15 h. 07. — A un mille, un hydro tombe à la mer.

(Au reçu de ce deuxième message deux appareils français et un anglais quittent les hangars et se portent au secours des naufragés).

Les messages continuent d'arriver.

15 h. 50. — Apercevons trois hommes sur l'appareil qui dérive au Nord-Est.

16 heures. — Les Allemands tirent sur l'avion.

16 h. 25. — Deux hydravions alliés sont amerris près du biplan. Les hommes sont embarqués. Les Allemands tirent dessus.

16 h. 30. — Un des hydros fait route Ouest sur l'eau avec des naufragés, mais le deuxième ne peut remettre son moteur en marche.

17 h. 15. — L'appareil dérive sur la côte allemande à 1.000 mètres au large de Westende, fortement canonné par les batteries.

Pendant ce temps, l'hydravion en détresse ayant à son bord l'enseigne de vaisseau de Jouffroy et un quartier-maître, lâchait des pigeons voyageurs qui apportèrent les messages suivants :

16 h. 50. — Impossible remettre en marche. Sommes canonnés, dérivons vers la côte. Peu d'espoir. Vive la France. — (Signé) : De Jouffroy.

17 h. 40. — Nous approchons toujours de terre. Deux hydros de chasse viennent de tirer sur nous à la mitrailleuse. Ils nous ont manqué, les maladroits. Avons jeté à l'eau tout ce que nous avons pu.

Enfin, un troisième pigeon, à 18 heures, apportait le dernier message :

— Une vedette allemande se détache de la côte. Aucun blessé. Avons un Anglais avec nous. Adieu (1).

**

Le 26 mai 1917, une reconnaissance, composée de quatre hydravions français est surprise à 20 milles de Dunkerque, au large de Zeebrugge, par trois puissants avions de chasse allemands, d'un nouveau modèle. Elle est obligée d'amerrir pour se défendre. Tous les aviateurs sont tués, blessés ou fait prisonniers après une lutte désespérée.

L'enseigne de vaisseau Teste engagea un combat extraordinaire contre un avion ennemi. Le pied de sa mitrailleuse brisé par un projectile, atteint lui-même de deux balles, il prit son arme dans les bras et tira comme il put jusqu'à sa dernière cartouche. Au moment où les Allemands ramassent les survivants il se cache, le corps à demi dans l'eau sous les réservoirs d'essence et ne sort de sa « cachette » que pour voir les appareils allemands s'éloigner. « J'ai distingué, dit-il, les têtes nues de mes camarades emportés ».

Il lâche alors un pigeon avec ce billet : « Suis à la dérive. Moral excellent mais appareil fait eau de toutes parts. Vive la France ! »

Pendant plus d'une heure, il tente d'aveugler les voies d'eau des flotteurs puis surgit un torpilleur qui se dirige vers lui à grande vitesse. Est-ce un Français ? C'est un Allemand. Il n'est plus qu'à un mille ; vite, l'enseigne de vaisseau Teste détruit tout ce qu'il peut,

défonce les flotteurs à coups de marteau et l'hydravion coule sous les yeux de l'ennemi.

A l'horizon dans l'Ouest, apparaissent quelques fumées. Ce sont les torpilleurs alliés qui arrivent...

Trop tard. Les Allemands recueillent le naufragé et prennent la fuite vers Zeebrugge.

En juin 1917, des hydravions bombardèrent vigoureusement les docks d'Ostende et réussirent à couler dans le port le sous-marin U-C.70 qui allait prendre la mer. On le renfloua difficilement (2).

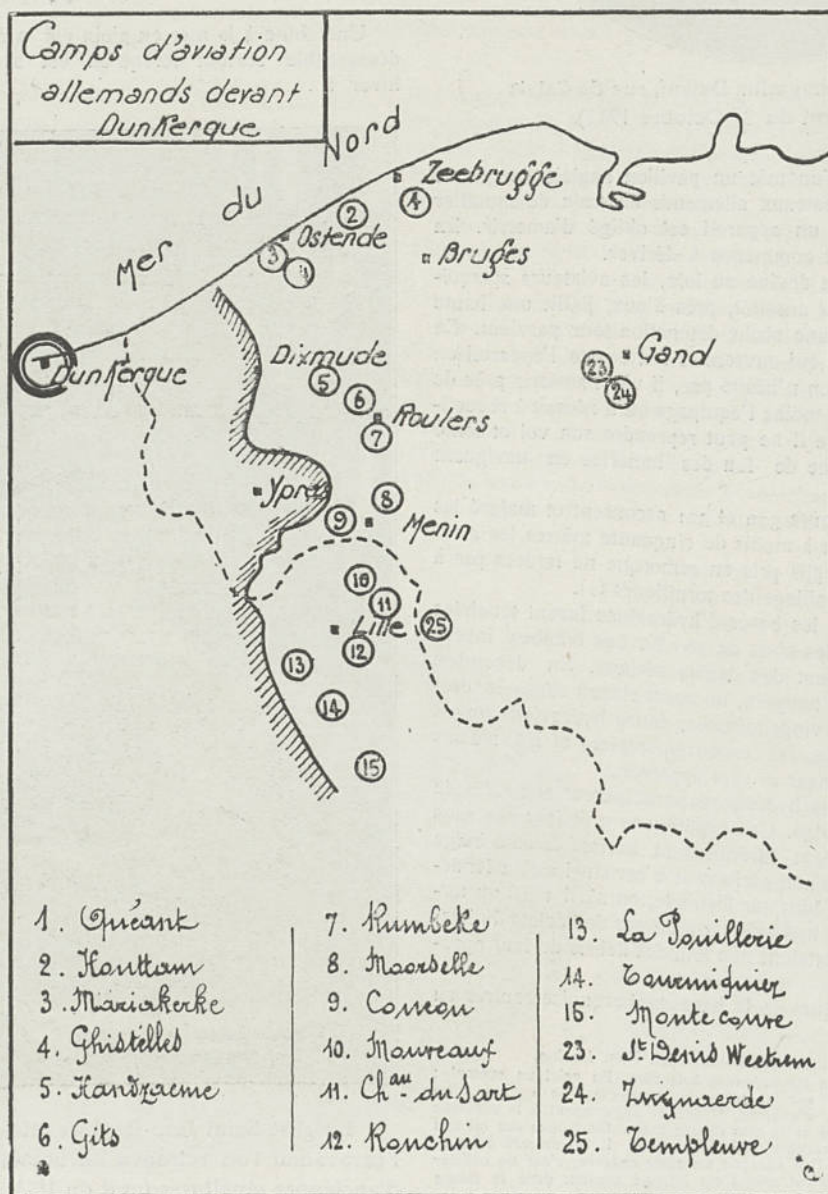
**

Dans les récits ci-dessus apparaît le rôle joué par les pigeons voyageurs comme agent de liaison.

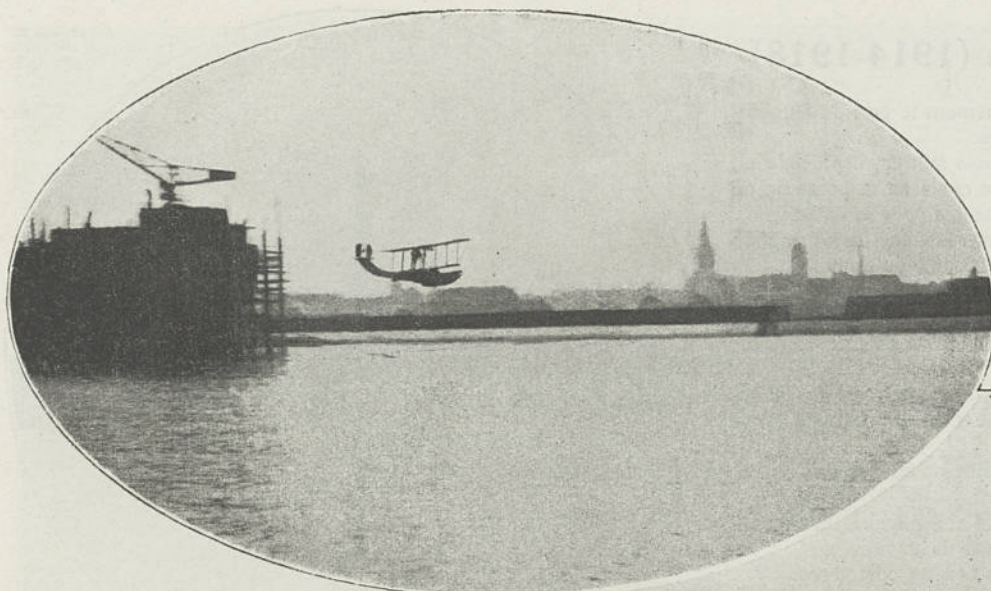
Chaque hydravion partant en reconnaissance en emportait toujours trois ou quatre.

Les chalutiers et cordiers qui montaient la garde au large de la rade et des bancs des Flandres en prirent également à leur bord en attendant d'être munis de postes de T. S. F.

En septembre 1917, les hangars de l'aviation maritime française abritaient près de 250 pigeons. En outre, une dizaine d'habitants de Dunkerque et de



(1) Arch. de la Z. A. N. Sect. Hist. Marine.
(2) Note allemande.



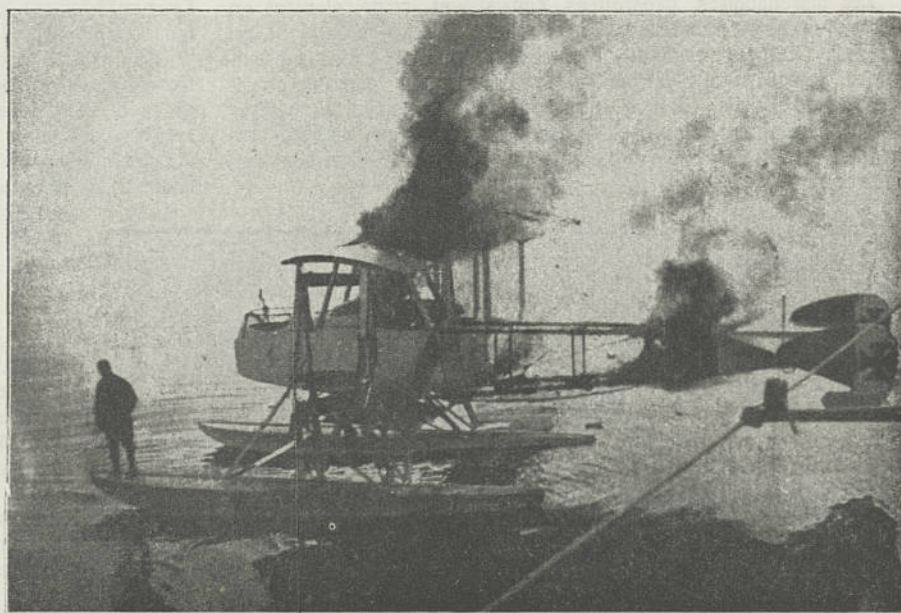
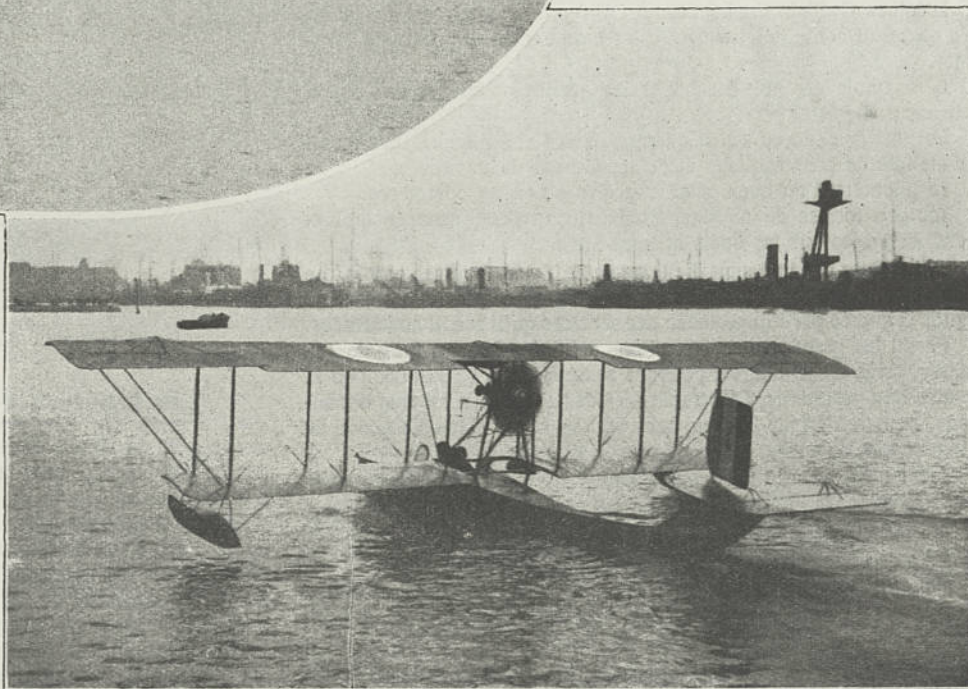
Evolution d'hydravions français dans l'avant-port de Dunkerque près des Chantiers de France.

Malo, membres de Société de colombophilie avaient mis gratuitement leurs pigeonniers à la disposition des autorités militaires et près de deux cents pigeons y étaient attentivement soignés et parfaitement entraînés.

Ils rendirent les plus grands services. Que de fois le petit étui d'aluminium attaché sous l'aile de ces messagers gracieux ne contenait que des appels tragiques. Nombreux furent les pigeons qui ne revinrent jamais, morts en mer, eux aussi, comme les grands oiseaux d'acier qui les emportaient dans les rafales de la Mer du Nord.

Au cours de 1918, les hydravions de Dunkerque furent largement utilisés pour la recherche des mines immergées jusque dans les passes de la rade par les sous-marins allemands. Grâce à l'activité incessante de ces patrouilles aériennes, un grand nombre de mines sous-marines furent repérées, draguées et détruites avant d'avoir accompli leur œuvre de mort.

La base d'hydravions participa aux opérations de l'embouteillage d'Ostende et de Zeebrugge. Ils eurent également de fréquents engagements avec les sous-marins. Vision extraordinaire de la guerre moderne, c'est au grand large de Dunkerque qu'un sous-marin allemand navigant en surface, répondit à coups de canon à quatre hydravions qui le mitraillèrent si bien qu'il se hâta de disparaître au plus vite. Nous le reverrons avec plusieurs autres dans un prochain chapitre.



Hydravion allemand incendié par son pilote au moment où il va être capturé par un torpilleur de la base de Dunkerque.

Le port de Dunkerque (1914-1918)

Il n'est pas nécessaire de décrire longuement le port de Dunkerque, troisième port de commerce de France.

Le chenal intérieur a une longueur de 950 mètres, il précède un avant-port et un port d'échouage bordés de quais en maçonnerie ou en charpente dont 2.000 mètres sont utilisables pour le trafic.

Le phare construit de 1838 à 1846 a une hauteur de 59 mètres au-dessus des hautes mers et une portée éclairante de 40 milles.

Trois écluses s'ouvrent dans l'avant-port.

L'écluse de la Citadelle, construite en 1853, donne accès aux bassins du Commerce, de l'arrière-port et de la Marine. Elle est aujourd'hui inutilisée.

L'écluse Guillain (inaugurée en 1880) et l'écluse Trystram (achevée en 1896) communiquent avec les cinq darses des bassins Freycinet.

L'ensemble des huit bassins et de l'avant-port couvre une superficie de 73 hectares.

Le port possède en outre quatre grandes cales sèches et de vastes ateliers de constructions et de réparations de navires.

12 kilomètres de quais sont à la disposition du commerce.

100.000 tonnes de marchandises peuvent être, sans encombrement, déposées sur les quais et terre-pleins.

28 hangars ont une superficie totale de 82.650 mètres carrés. Le plus vaste, celui des Textiles a 32.500 mètres carrés. Il est célèbre depuis la guerre par l'importance des services qu'il rendit aux armées.

Parmi les grands entrepôts, citons celui des Laines, long de 118 mètres, large de 38 mètres, pouvant contenir près de 140.000.000 k. de matières premières. L'entrepôt réel des sucres, de mêmes dimensions, peut renfermer 460.000 sacs de 100 kilos, soit 46.000.000 de kilogrammes de sucre !...

Les statistiques du port pour l'année 1913, la dernière de plein exercice avant la guerre, donnaient les chiffres suivants :

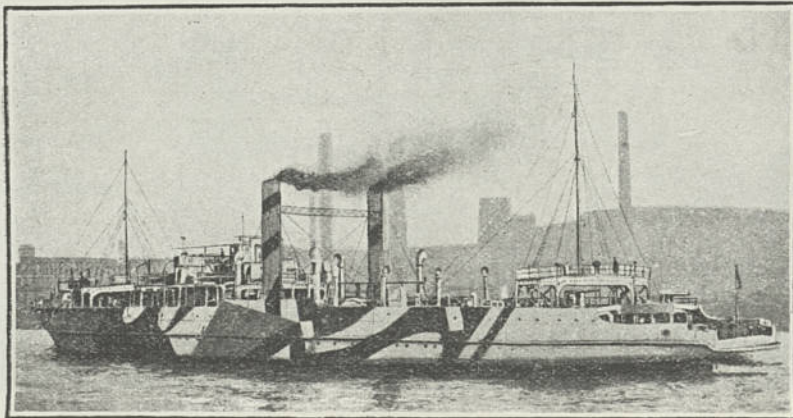
Mouvement des navires (entrées et sorties) : 4.523.

Tonnage des navires (jauge) : 5.086.300 tonnes.

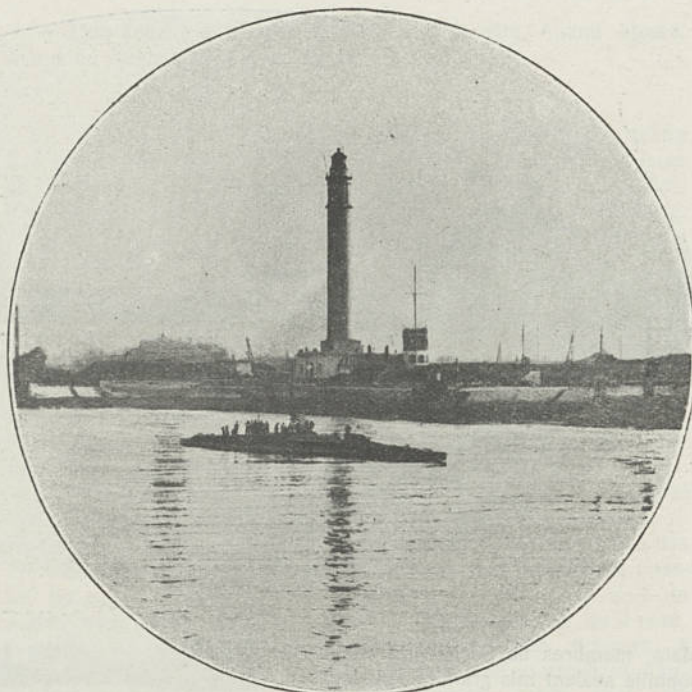
Tonnage des marchandises (débarquées et embarquées) : 3.584.144 tonnes, d'une valeur approximative de plus d'un milliard cent millions de francs (valeur d'avant-guerre).

En outre, les canaux de Bourbourg, de Furnes et de Bergues avaient livré passage à 10.878 péniches jaugeant en général 300 tonnes.

Les marchandises débarquées consistaient principalement en laines et matières premières pour les usines de textiles du Nord, en céréales, charbons, minerais, etc... Enfin les Etats-Unis, le Mexique et Mossoul envoyaient par bateaux-citernes des quantités considérables de pétrole, essence et mazout qui, des flancs des navires étaient directement refoulés dans des réservoirs situés à Petite-Synthe, à deux kilomètres à vol d'oiseau du port au moyen de canalisations souterraines.



Ferry-Boat camouflé de la ligne Dunkerque-Richeborough



Le sous-marin *Newton* passant devant le phare

Les travaux du Port pendant les hostilités

Le port de Dunkerque devint tout naturellement, dès le début des hostilités, une base navale de première importance pour les armées alliées.

Même aux heures où l'avance allemande la menaçait directement, son trafic ne fut jamais interrompu. Les bombardements les plus violents, par canons et par avions, n'auront pour résultat que de ralentir son activité et les sous-marins allemands n'arriveront pas, malgré leur audace à enrayer son développement.

Confiante en l'avenir, la Chambre de Commerce, présidée avec une rare clairvoyance par M. Marcel Hutter, courtier-maritime, continua au milieu de cette tourmente à développer la puissance économique du port. Elle ordonna la continuation des travaux en cours. Leur achèvement en pleine guerre apportera une aide précieuse au fonctionnement de la base navale.

En 1914, le réseau ferroviaire du port, qui possédait 82 kilomètres de voies, n'était rattaché à la Compagnie du Nord que par un groupement de voies traversant une partie de la ville. En 1920, la longueur des voies ferrées du port dépasse 146 kilomètres. Une deuxième « sortie » évitant l'agglomération dunkerquoise a été organisée et les trains s'aiguillent désormais directement sur les lignes de Calais, Lille ou Arras, permettant le départ quotidien de 1.400 wagons de dix tonnes.

Au cours de cette même période, le nombre de grues d'une force variant entre 1.000 et 16.000 kgr. passe de 108 à 164 et la Chambre de Commerce achève la mise au point de quatre ponts transbordeurs, de trois élévateurs pneumatiques à grains d'un rendement de 100 tonnes à l'heure et d'un silo pouvant contenir 900 tonnes de houille. Enfin, l'outillage flottant est renforcé par deux dragues nouvelles dont une à succion (1).

La cinquième darse était en cours de construction en août 1914. Allait-on l'abandonner? Les travaux furent poursuivis et achevés malgré les bombardements.

(1) Voici deux bilans qui se passent de commentaires : Avant la guerre les frais d'exploitation du port (entretien), s'élevaient en moyenne par an à 610.000 francs, dont 410.000 pour les dragages des passes et du chenal. En 1921, ces dépenses passaient à 3.870.000 francs, dont 2.840.000 francs pour les dragages.



Navire neutre dans le port. *Le Thyra*, vapeur suédois avec son nom et ses couleurs nationales peints sur ses flancs pour éviter les attaques des sous-marins

Dès le 25 février 1916, les Anglais l'utilisèrent. Les deux premiers navires, le *Kampschire* et l'*Einstad*, chargés de charbon, s'amarrèrent au quai Est et leur cargaison fut déchargée au moyen des grues de la Société de Manutention.

Pendant de longs mois, un chaland de l'Amirauté y demeura accosté, ayant à son bord un ballon captif qui fit de fréquentes ascensions pour l'entraînement des aviateurs.

Dans la nouvelle darse, les Anglais installèrent le service de leur ferry-boat. Un pont incliné, mobile, de 30 mètres de long, rattaché au quai par une solide charnière reliait les voies ferrées du port avec celles se trouvant sur le pont du navire.

La ligne possédait trois ferry-boat de 3.770 tonnes de jauge. Ces navires avaient 120 mètres de long, 20 mètres de large et filaient 17 nœuds. Ils possédaient chacun deux hélices, deux gouvernails, quatre canons et pouvaient emporter à chaque traversée 54 wagons de 12 à 20 tonnes.

Le point d'accostage en Angleterre se trouvait dans le petit port de Tegwel-Bay dominé par le château de Richeborough, près de Ramsgate. Les travaux d'aménagement dirigés par le War-Office et la C^{ie} du South Eastern avaient duré deux ans !...

Le premier voyage eut lieu le 14 juin 1918, le ferry-boat arriva avec 54 wagons chargés d'obus. Le pont incliné fut amarré à l'arrière du navire ; en moins de 20 minutes, le déchargement était terminé et les wagons prêts à partir pour le front. Un quart d'heure après le ferry-boat regagnait le large. Le vent assez fort gêna sa manœuvre et en sortant il endommagea trois bélandres inoffensives.

Après l'armistice, les ferry-boats servirent à l'évacuation du matériel anglais puis cessèrent leur service.

Les dockers Dunkerquois

En temps de paix quatre mille dockers solidement syndiqués assuraient le chargement et le déchargement des navires.

Dans les quarante-huit heures qui suivirent la mobilisation, quinze cents rejoignirent leur régiment sans qu'il se produisit dans leurs rangs une seule défaillance.

Le fameux *carnet B*, pour Dunkerque, contenait, paraît-il, les noms d'une douzaine de citoyens dockers qualifiés de « révolutionnaires suspects ». Or, le Sous-Préfet détenteur du carnet mystérieux pouvait écrire dès le 3 août au Préfet : «... La plupart ont déjà rejoint leur corps dès l'appel de la mobilisation. Il n'y a aucune note discor-

dante dans cet élan admirable de patriotisme et il ajoutait : « L'esprit de tous est excellent » (1).

Trois jours après, il rendait compte au Préfet : «... Le secrétaire de la Bourse du Travail, un des meneurs des plus ardents, vient de m'écrire pour me faire savoir qu'il mettait la salle de réunion à ma disposition pour une ambulance... »

La rude corporation des ouvriers du port, fière de son indépendance, venait de montrer une fois de plus qu'elle était composée de solides français et de braves dunkerquois.

Il fallait ne pas les connaître pour avoir pu penser un seul instant le contraire !

L'appel successif des classes de territoriaux viendra encore diminuer le nombre de dockers mais les chômeurs des autres métiers se mettent à travailler sur les quais où l'on réclame de la main-d'œuvre, car après une période de calme bien compréhensible, les navires recommencent à affluer dans les bassins.

★★

L'Amirauté Britannique ne tarda pas à transformer les quais, les immenses terre-pleins et les vastes entrepôts non utilisés par l'armée française, en un gigantesque arsenal pour ses troupes et sa marine.

Les armées anglaises opérant dans tout le Nord de la France et en Belgique ne cessèrent de s'y ravitailler en munitions, matériel, équipement et approvisionnements les plus divers que des centaines de navires de tout tonnage apportaient sans relâche. On y trouvait de tout : des caisses de cartouches et des boîtes de marmelade, des bibles de poche et des canons de quinze mètres de long et bien d'autres choses encore.

L'importance et la nature du matériel et des approvisionnements que l'on débarque par cargaisons entières pour les armées alliées nécessitent des mesures de précautions spéciales. Le port est déclaré « zone réservée », interdite au public, pour y circuler les travailleurs eux-mêmes doivent être munis d'une carte d'identité qu'il faut faire viser par la police tous les quinze jours.

A côté des transports affrétés pour les armées, le port ne cesse en 1915 de voir arriver d'énormes navires chargés de houille. Il

(1) La seule manifestation dont quelques dockers s'offrirent le régal — bien légitime — se borna à rosser copieusement un Allemand qui, le 2 août 1914, à deux heures du matin, s'attardait place Jean-Bart à crier : Vive l'Allemagne ». On devine dans quel état le teuton se retrouva au commissariat de police.

faut en effet suppléer aux mines du Nord qui se trouvent prises dans les lignes du front. L'importation est si importante qu'en quelques mois quatre cent mille tonnes de charbon sont transitées par Dunkerque.

Les dockers anglais

En fin 1915, il y a environ 1.300 dockers civils. Il en faudrait le double. La crise de la main-d'œuvre continue à s'aggraver. La gare régulatrice française se résoud alors à employer des corvées de soldats pour hâter le ravitaillement de sa Station-Magasin. De son côté, la Base anglaise décide d'aménager en caserne les magasins de l'Entrepôt des Tabacs, quai de la Citadelle, et de faire venir d'Angleterre des dockers « militarisés ». Ils n'étaient plus tout à fait civils et pas encore entièrement soldats. C'étaient des dockers *half and half*.

Un premier détachement d'une centaine d'ouvriers arriva dans les derniers jours de janvier 1916 et dès le lendemain ils commencèrent le déchargement de deux transports amarrés aux quais Freycinet 6 et 7. Malgré ce premier renfort, six autres grands navires doivent attendre.

Au problème de la main-d'œuvre venait souvent s'ajouter celui des wagons, au moment des grandes offensives il devenait impossible de s'en procurer. Dans une seule nuit, lors de l'offensive de Verdun, les services de la gare rafflèrent sur les quais tous les wagons vides et les expédièrent dans l'Est. Le lendemain, les dockers durent suspendre le déchargement d'une douzaine de navires de charbon et de coke. Ce n'était heureusement que des crises passagères.

En juillet 1916, la Gare régulatrice française emploie pour la première fois pour le déchargement de ses navires trois cents prisonniers allemands qui sont cantonnés à la rizerie Dewulf, rue de Calais.

La Base anglaise a continué de faire appel aux dockers des ports anglais. Elle a construit pour eux à Saint-Pol de vastes baraques qui prennent le nom de camp de la Samaritaine. En décembre 1916, les douze cents dockers qui s'y trouvent sont brusquement renforcés par une équipe de quatre cents hommes arrivant de Boulogne, où le port vient d'être embouteillé par un transport qui s'est brisé en s'échouant entre les jetées. Tous les navires à destination de Boulogne sont dirigés sur Dunkerque. Le port présente à ce moment une activité extraordinaire et 1.500 wagons de munitions partent chaque jour vers le front. La Base britannique, sous les ordres du colonel Marescaux, a réalisé là un véritable tour de force.

Les services du Port

En 1917, quatre grands services se partagent, suivant leur cargaison, les navires qui entrent au port. Ce sont :

La Base anglaise connue sous l'abréviation D. N. T. O. (Divisional Naval Transport Office) ;

Le Transit Maritime Français ;

Le Centre des Bois militaire Français ;

Les Négociants et Transitaires de la Place.

En mars 1917, une dépêche ministérielle ayant prescrit de ne faire passer par Dunkerque que des marchandises à destination de la zone située au nord de la Somme, le trafic commercial civil entra dans une courte période d'inaction. Au bout de trois mois cette décision était rapportée et la Compagnie du Gaz de Paris décidait de faire venir d'Angleterre, par le port de Dunkerque, 25.000 tonnes de charbon par mois.

Le D. N. T. O. emploie à lui seul en avril 1917 près de quatre mille dockers. Les autorités britanniques songent à les remplacer en partie par des travailleurs exotiques : Egyptiens, Cafres, Chinois, etc... et à verser les « récupérés » dans ses régiments du front.

Dockers égyptiens et chinois

Un beau jour, six cents égyptiens débarquèrent au camp de la Samaritaine. Habillés, comme disait Joseph Prudhomme, à la mode de leur pays, ils avaient quitté les paisibles bords du Nil et le soleil éclatant de la terre des Pharaons pour venir sous les cieux brumeux de la Mer du Nord.

Conduits en détachement ils allèrent au travail. Pas pour longtemps...

Le spectacle des faisceaux lumineux des projecteurs se promenant silencieusement dans les nues les plongea dans une stupeur émerveillée, mais avec les bombardements, les explosions de torpilles, les détonations des canons de la défense anti-aérienne, la stupeur émerveillée fit place à une peur bleue.

Un mois jour pour jour après leur arrivée, le 27 mai, un avion allemand bombarde, pendant la nuit, le camp où ils se trouvent. Il y a des morts, des blessés.

Cette fois, la peur fait place à une terreur irraisonnée, les égyptiens s'enfuient de tous côtés. Plusieurs en devinrent fous. L'un, enfermé dans un hôpital anglais de Malo s'évada un couteau à la main. Square Jacobsen il blessa plusieurs personnes. Comme il menaçait de faire d'autres victimes un douanier le tua d'un coup de fusil.



Travailleurs chinois

Ce premier essai d'emploi de travailleurs exotiques n'avait pas réussi.

La base navale s'empressa de faire repartir vers Marseille ou Bordeaux les descendants des sujets du roi Tout-Ank-Amon.

Le D. N. T. O. fit alors appel à la main-d'œuvre chinoise qui donna toute satisfaction ou presque.

Un train spécial amena le 7 juillet 1917 un premier contingent de 1.800 coolies. On les logea au camp de Saint-Pol. Il y en eut rapidement près de quatre mille presque tous originaires de la province de Wai-Hei-Wei. Ils travaillaient dix heures par jour, touchant une solde variant entre un franc et deux francs cinquante. Leur alimentation, à base de riz et de thé, était préparée suivant les coutumes chinoises.

Aux heures de repos ils ne pouvaient circuler que dans Saint-Pol. Leurs compatriotes qui travaillaient à l'Usine des Dunes, ne pouvaient franchir les limites de Rosendaël.

A plusieurs reprises, des bagarres se produisirent sur le port entre chinois et cafres. Sur le quai Freycinet n° 1 une collision éclata un jour entre dockers chinois et policemen anglais, elle menaçait de dégénérer en émeute lorsque l'équipage d'un navire anglais eut l'idée de tirer des coups de canon (à blanc, a-t-on dit) sur les émeutiers qui s'enfuirent éperduement jusque dans leurs cantonnements.

A côté de toute cette main-d'œuvre exotique, les maisons de commission et de transit de la place continuèrent à employer tous les dockers civils qu'ils pouvaient recruter et souvent les autorités militaires de la base navale durent aussi avoir recours à ces derniers pour activer le déchargement de leurs transports de guerre. On a vu au chapitre des bombardements l'attitude héroïque que les dockers dunkerquois eurent à maintes reprises.

Bilan du trafic du Port de 1914 à 1918

Une brève statistique va montrer l'ampleur du rôle joué par le port de Dunkerque pour le ravitaillement des populations et des armées de 1914 à 1918. Nous l'empruntons aux chiffres officiels des mouvements du port :

Année	Entrées et Sorties de Navires	Tonnage de Jauge	Tonnage des Marchandises débarquées ou embarquées
1913	4.523	5 086.376 tonnes	3.584.114 tonnes
1914	3.644	4.631.704 »	2.977.920 »
1915	3.266	4.713.233 »	1.577.112 »
1916	6.414	4.073.114 »	3.909.670 »
1917	4.772	4.631.845 »	3.080.480 »
1918	6.469	2.579.465 »	2.096.390 »

Ainsi donc, de 1914 à 1918, le port de Dunkerque, le plus menacé par les bases navales allemandes d'Ostende et de Zeebrugge, a enregistré plus de 24.500 entrées et sorties de navires.

reçoivent la visite du général Foch. Il vient y examiner les essais de construction de boucliers roulants, de lance-bombes, etc... (1).

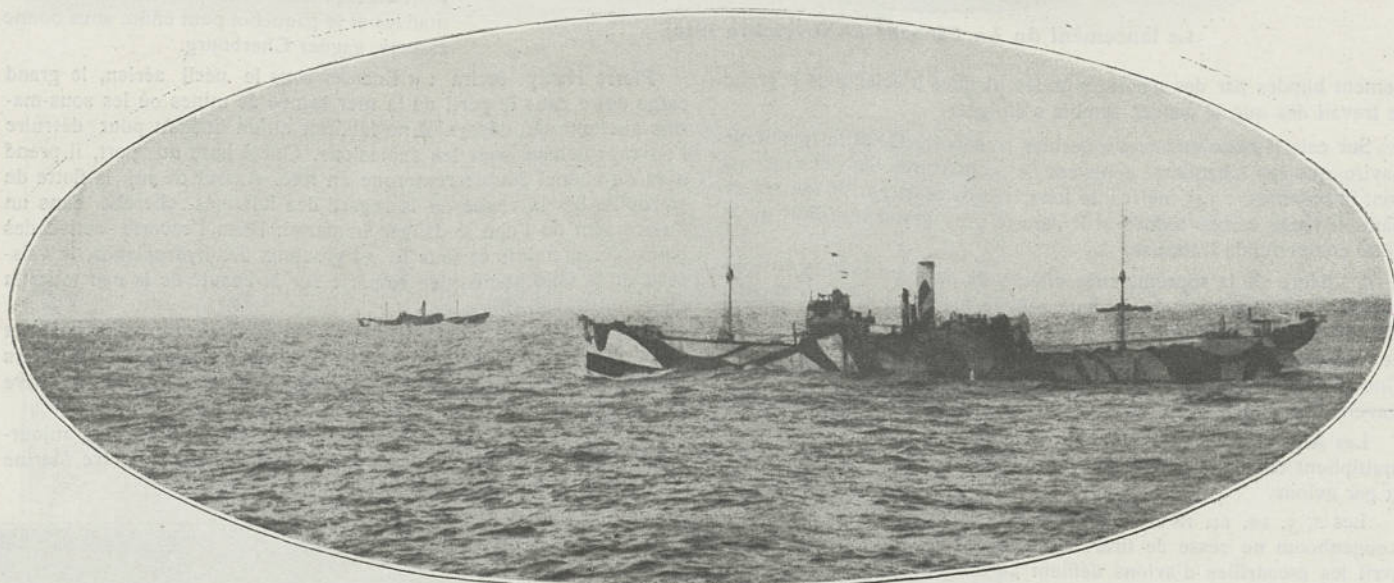
Cinq jours avant la déclaration de guerre, l'*Athos*, un paquebot de 19.500 tonnes venait d'être lancé pour la C^{ie} des Messageries Maritimes (2). Trois autres transports d'un même tonnage se trouvaient également en cours de construction sur les cales de lancement. Les Chantiers poursuivent leur achèvement au milieu de difficultés sans nombre, et en dépit des bombardements par avions qui commencent.

Le lendemain du premier bombardement par canon à longue portée, le 29 avril 1915, l'*Athos* qui achevait son armement dans les bassins est conduit à l'abri en rade, puis dirigé sur Brest, sous la protection de deux torpilleurs le *Melh* et le *Garnier*.

Le transport suivant — *the Devon* — prêt à être lancé pour le compte d'un armateur anglais est mis à l'eau dès la première marée favorable. Trainé par cinq remorqueurs envoyés par l'Amirauté Britannique, et escorté par deux destroyers, il est conduit à Londres.

Les Chantiers de France, à ce moment, commencent à récupérer un certain nombre d'ouvriers et le personnel compte environ sept cents ouvriers qui travaillent à l'achèvement des deux navires restant sur cales. Ainsi, les bombardements allemands auront ce résultat imprévu de décupler l'activité des chantiers dunkerquois.

Le 9 novembre 1916, à onze heures du matin, en présence de



Transport militaire camouflé en rade de Dunkerque

Si cette immense flotte commerciale pu naviguer librement et à peu près en sécurité, c'est uniquement grâce à la surveillance et à la protection incessante des destroyers, torpilleurs, chalutiers patrouilleurs et dragueurs de mines anglais et français dont nous allons essayer d'esquisser la rude besogne.

Les Chantiers de France

Les vastes ateliers et chantiers de constructions navales installés sur la rive Est du chenal devaient eux aussi rendre les plus grands services à la Base militaire du port de Dunkerque.

Les Chantiers de France occupaient avant la guerre environ deux mille ouvriers, ils partirent presque tous dès le premier jour de la mobilisation. Dans les ateliers la désorganisation fut immédiate et complète. Cependant au bout de quelques semaines la Direction réussit à réorganiser ses équipes grâce à quelques centaines d'ouvriers non mobilisés.

L'on y fabrique alors des engins de guerre. Les énormes tôles d'acier destinées à la carène des paquebots servent à blinder des auto-mitrailleuses, des locomotives et des wagons sur lesquels on installe des canons.

La guerre de tranchées est à peine entreprise que les Chantiers

nombreuses personnalités civiles et militaires, le troisième paquebot, portant le nom de l'illustre navigateur *La Pérouse*, est lancé tout armé, chaudières allumées, équipage à bord, si bien terminé qu'il fit son premier voyage pour la C^{ie} Générale Transatlantique moins d'un mois après sa mise à l'eau.

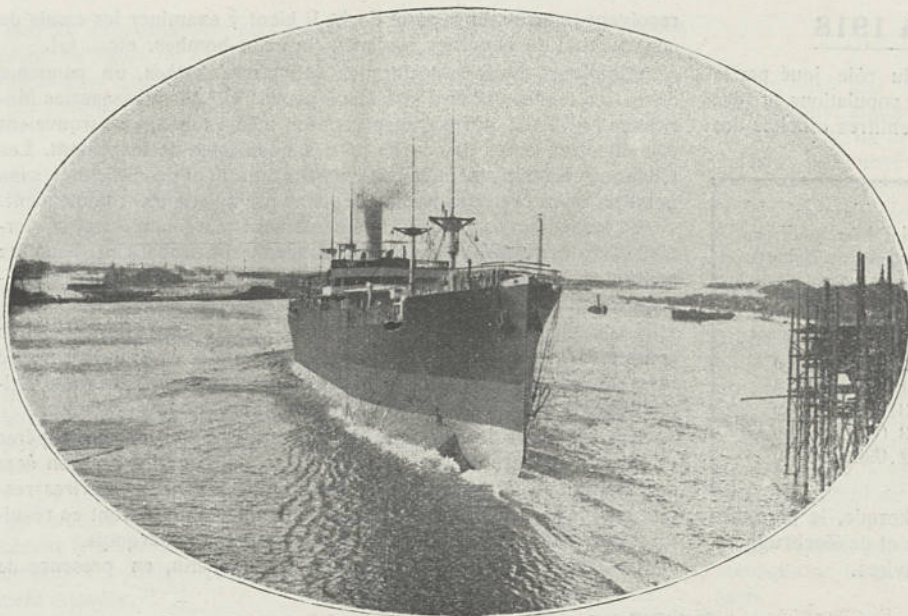
En 1917, malgré les incessants bombardements par avions, les Chantiers de France se transforment en un hôpital chirurgical où de nombreux navires de guerre, destroyers, torpilleurs, patrouilleurs et dragueurs alliés, viennent panser leurs énormes blessures causées par les obus, les explosions de mines ou plus prosaïquement par suite d'abordages.

L'on y procède aussi à l'armement des navires de commerce avec des canons de chasse contre sous-marins.

Les cales de lancement, les ateliers et bureaux portent de lourdes traces d'explosions d'une cinquantaine de torpilles d'avions et d'obus. A chaque alerte le personnel se réfugie dans des abris soli-

(1) Au cours des hostilités les Chantiers de France ont livré à l'armée de terre trois cent mille grenades, des milliers d'obus de 220 ^m/_m, cinq cents caissons de canons de 75, des affûts de canon de 155 ^m/_m, etc...

(2) Voir à la première page de ce volume: le torpillage de l'*Athos*. (Dans une note page 1 il a été dit, par suite d'une erreur d'impression, que ce torpillage avait provoqué la mort de 74 personnes. C'est 754 qu'il y a lieu de lire).

Le lancement du *La Pérouse* (9 Novembre 1916)

dement blindés par des madriers et des plaques d'acier puis reprend le travail dès que le danger semble s'éloigner.

Sur cale il reste encore un dernier transport. C'est le centième navire que les Chantiers achèvent de construire. Ses dimensions sont imposantes : 145 mètres de long, 18^m50 de large, 25 mètres de haut. Il jauge 20.000 tonnes et il sera le plus grand transport de la flotte commerciale française.

A l'heure de la suprême ruée allemande de mars-avril 1918 vers les Flandres, le navire est presque achevé mais il a déjà été touché directement par trois torpilles, d'autres ont explosé autour de la cale de lancement. Il faut se hâter. Dunkerque est à nouveau menacée. Le Gouvernement envoie les ouvriers de ses arsenaux pour activer le travail et le lancement va pouvoir être avancé de plusieurs semaines.

Les Allemands sentant que cette proie splendide va leur échapper multiplient contre le port et la ville les bombardements par canon et par avions.

Les 2, 3, 12, 14, 18 et 20 avril, la batterie de Leugenboom ne cesse de tirer. Les 20, 22, 24 avril les escadrilles d'avions défilent au-dessus de la ville et du port.

Vains efforts.

Le 20 avril, tout est enfin prêt pour la mise à l'eau et l'amiral Ronarc'h prend ses dispositions pour faire diriger sans délai le bâtiment sur Cherbourg (1).

Le 24, au matin, alors que le brouillard déroule ses humides nuées sur le port et que la ville vibre au son du canon, dont les puissantes rumeurs arrivent du front, le paquebot « sans nom », glisse lentement sur son ber et entre dans les flots en soulevant de vastes remous.

L'équipage, sous les ordres du capitaine Leroux et du pilote Leleu est à bord. A l'avant, deux pièces de canon montrent que le navire est déjà prêt à se défendre et sur l'arrière flotte au vent le drapeau tricolore.

(1) Ordre de l'amiral Ronarc'h : Dunkerque 20 avril 1918. Le cargo 100, qui doit être lancé le 24 avril à midi fera route pour Cherbourg aussitôt lancé, à la remorque de deux remorqueurs et escorté par le torpilleur d'escadre *Obusier* et six torpilleurs de flottille... Le personnel et le matériel qui doivent être à bord pour la traversée seront embarqués avant le lancement.

Une fois sorti du chenal des bouées du Gris-Nez, la formation d'escorte comportera l'*Obusier* en tête et trois torpilleurs de chaque bord. Le groupe fera route directe pour Cherbourg. — (Signé) : RONARC'H.

Cérémonie de guerre que les événements rendent encore plus impressionnante, il n'y a pas d'estrade, pas de multitudes de drapeaux, il n'y a ni marraine ni parrain, le baptême traditionnel n'a pas eu lieu, mais avant même son achèvement le paquebot n'avait-il pas reçu le baptême du feu ? Une foule de militaires en kaki et en bleu horizon a remplacé l'assistance élégante de jadis et c'est au milieu d'un grand silence que le doyen Chirouter, en surplis, avec les enfants de chœur en soutane rouge et surplis blanc a procédé à la bénédiction du navire qui flotte maintenant dans l'avant-port.

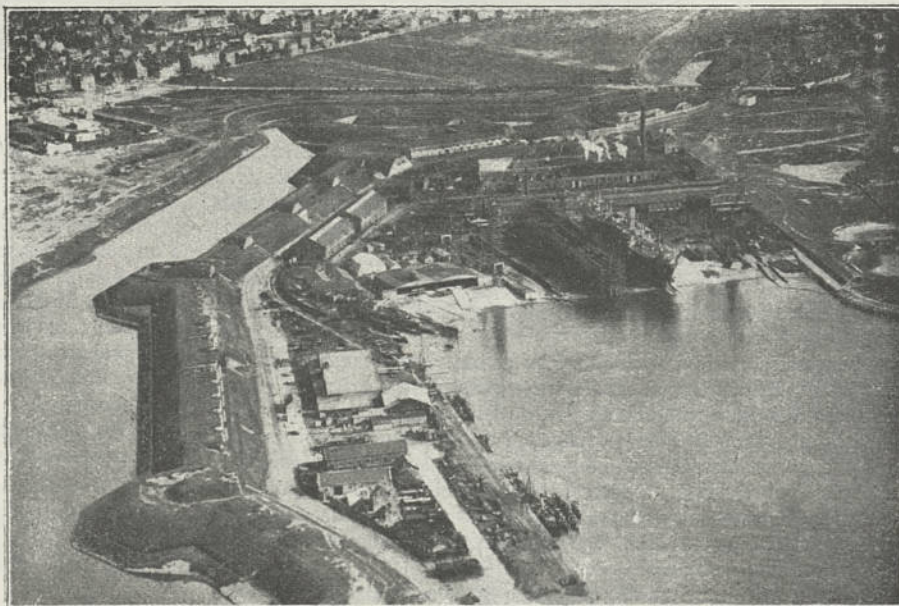
Mais contrairement à l'attente du public, le n° 100 ne gagne immédiatement pas le large. Le matin, à la première heure du jour les dragueurs de mines ont découvert dans les passes de la rade des champs de mines immergées par un sous-marin. Le départ est retardé.

Vingt heures suffisent aux dragueurs et aux patrouilleurs pour détruire les mines allemandes et le paquebot peut enfin, sous bonne escorte, gagner Cherbourg.

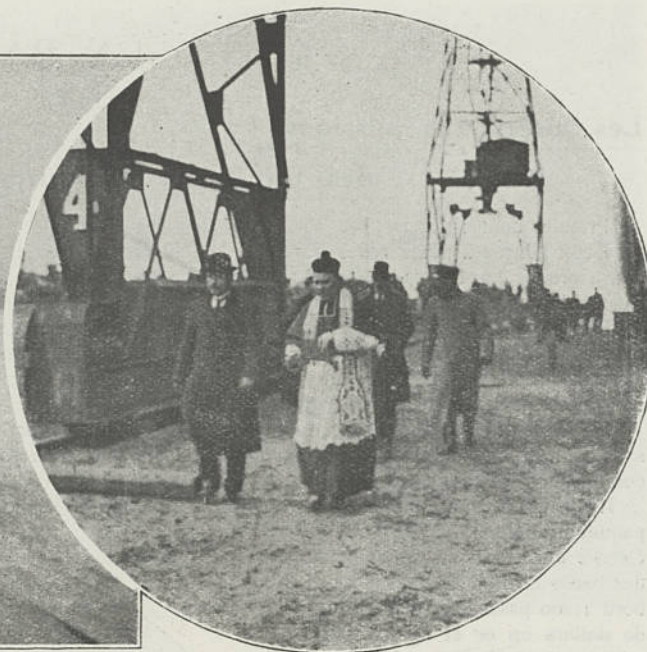
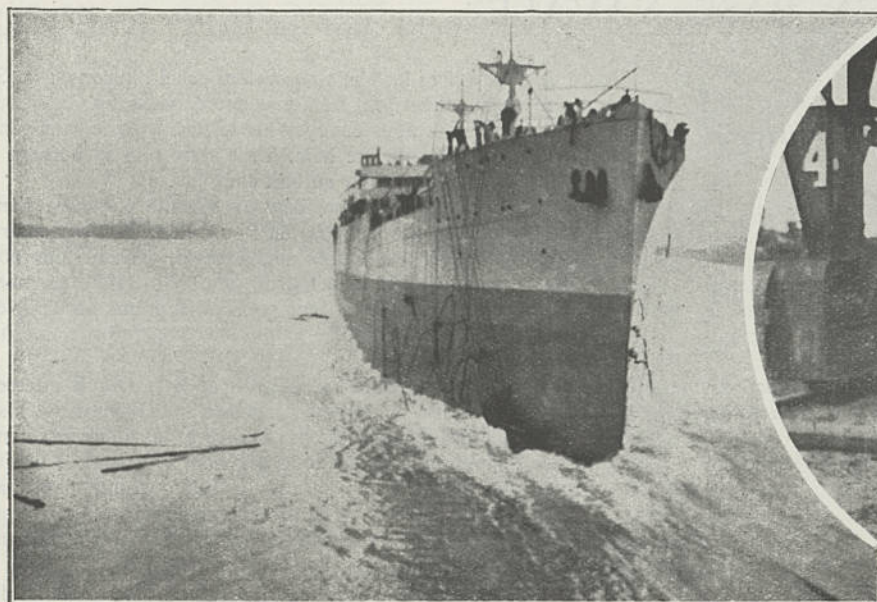
Pierre Hamp écrira : « Encore sous le péril aérien, le grand cargo entre dans le péril de la mer semée de mines où les sous-marins guettent son départ. Il ne faudrait qu'un instant pour détruire l'ouvrage achevé sous les explosions. Guidé hors du port, il prend hors du chenal double remorque en tête. Autour de lui, la flotte de patrouille bat la vague où le regard des hommes cherche dans un mouvement de l'eau le danger immergé. Dans l'escorte active des bateaux canonnières et sous le vol gracieux des hydroplanes, le vaisseau de la ville bombardée emporte sur la beauté de la mer toute la gloire du travail. »

Le jour même du lancement, l'amiral Ronarc'h remettait la Croix de Guerre à quatre contremaîtres, deux chefs d'équipe et six ouvriers pour le courage et l'entrain dont ils n'avaient cessé de faire preuve pendant la construction du paquebot.

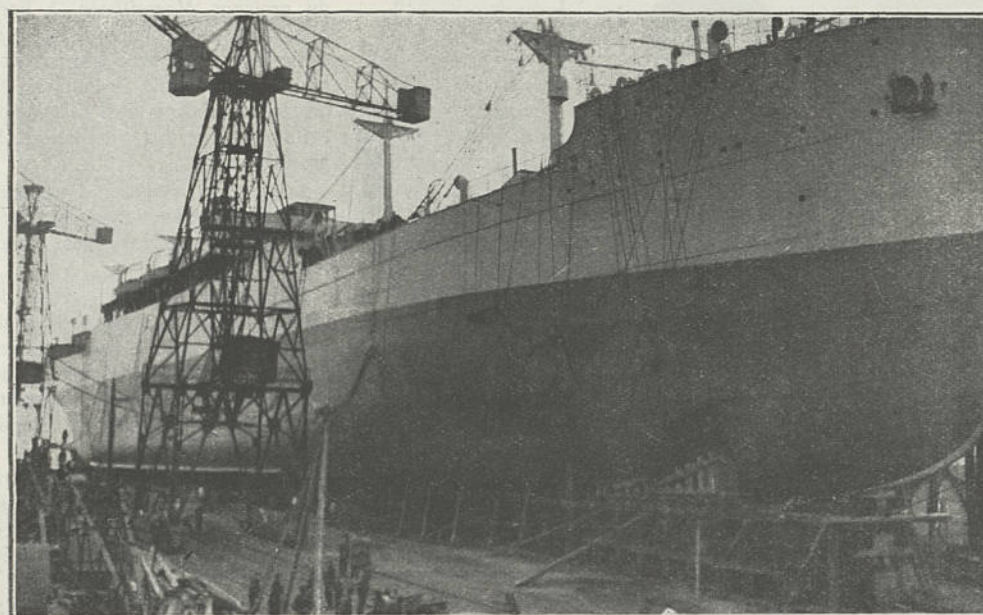
On sait que le « n° 100 » devenu le *Jacques-Cartier* est aujourd'hui le magnifique navire-école des élèves officiers de notre Marine Marchande.



Les Chantiers de France (vue prise en avion). — Sur les cales de lancement l'on aperçoit en cours d'achèvement le *La Pérouse* et le fameux cargo N° 100. A gauche des deux navires, se trouvent les hangars de l'aviation maritime.



Le lancement du cargo sans nom (24 Avril 1918)



Dans le médaillon : L'abbé Chirouter, doyen de Saint-Eloi, vient de procéder à la bénédiction du cargo 100.

A côté de lui, M. Delaeter, secrétaire général des Chantiers de France.



Le cargo quelques minutes avant sa mise à l'eau.

A droite : l'amiral Ronarc'h annonce aux administrateurs des Chantiers de France qu'un champ de mines, destiné à couler le navire, vient d'être découvert dans les passes de la rade.



LA BASE NAVALE

Les premières missions

des torpilleurs dunkerquois

Premier août 1914.

Deux heures à peine après l'arrivée du télégramme officiel, les douze grands torpilleurs de Dunkerque quittant le bassin de l'arrière-port venaient s'amarrer dans l'avant-port.

Le nez tourné vers la haute mer, les feux allumés, les soutes pleines ils étaient parés, les premiers de tous, prêts à gagner le large au premier signal du commandant Saillard, qui hissait son guidon de commandement sur le torpilleur *Simoun*.

Le lendemain, à une heure du matin, cinq torpilleurs sortirent sans bruit du chenal. Ils s'en allaient tenter une opération de police comme Jean-Bart aimait à en faire.

Il s'agissait, sur un ordre venu de Paris, de capturer l'énorme paquebot allemand *Kronprinzessin Cecilie* qui devait passer au large des bancs de Flandre, ayant à son bord 1.200 passagers, dix millions de dollars en or et quatre cents millions de dollars en argent.

Il n'y passa point. Le Gouvernement allemand lui avait donné l'ordre de faire demi-tour alors qu'il se trouvait en plein océan. Le paquebot regagna l'Amérique et alla se réfugier dans le port de Boston, où les Alliés n'eurent plus qu'à le cueillir ultérieurement.

.....

Dans la nuit du 2 au 3 août, le Gouvernement français fut informé que deux escadres allemandes venaient de franchir le canal de Kiel pour entrer dans la Mer du Nord. A une heure quarante du matin, le 3 août, l'amiral Rouyer, commandant la deuxième escadre légère, mobilisée à Cherbourg, recevait ce télégramme devenu historique :

« ...Appareillez immédiatement et défendez par les armes le passage de la flotte de guerre allemande partout, à l'exception des eaux territoriales anglaises... »

Presqu'aussitôt le même message était transmis au commandant de la base des torpilleurs dunkerquois.

A trois heures du matin, tous les torpilleurs du commandant Saillard se trouvaient à leur poste de combat par le travers de Dunkerque. Ils y furent bientôt renforcés par l'arrivée d'une escadrille de sous-marins venant de Calais.

L'attente de la flotte allemande

A quatre heures de l'après-midi, la deuxième escadre légère arrivant de Cherbourg apparaissait dans le détroit et commençait sa patrouille entre le cap Gris-Nez et les eaux anglaises.

Heures angoissantes pour la Marine.

La flotte allemande (42 dreadnoughts, 56 croiseurs, 180 destroyers et 50 sous-marins) peut surgir en trombe, écraser l'avant-garde des torpilleurs, disperser la deuxième escadre légère (55 navires) et ravager à son aise les ports de Dunkerque-Calais-Boulogne et même les autres.

Peu de personnes à Dunkerque soupçonnaient la gravité de la minute présente.

A bord de nos navires les chefs ne se font pas d'illusions : «.. Si les Anglais n'interviennent pas, dit l'enseigne de vaisseau Guichard, l'escadre allemande peut nous envoyer par le fond avec le sans-gêne d'un train passant à travers une haie. Tout notre rôle se bornera à faire payer le passage et à couler au bon endroit... »

L'amiral Le Cannellier, commandant en second l'escadre française, dans une note encore inédite, écrit : « Pendant vingt-quatre heures nous avons vécu des heures angoissantes, sachant que nos vieux croiseurs ne pourraient que fournir une bien faible défense, mais états-majors et équipages étaient prêts au suprême sacrifice et le souvenir de ce que l'on a appelé le glorieux appareillage mérite d'être conservé... »

Après avoir un instant hésité l'Angleterre se jette dans la guerre. Sa décision est prise, elle va défendre Londres et sa suprématie maritime dans les plaines du nord de la France et le Gouvernement Français avise l'amiral Rouyer de cette décision, le 3 août, à vingt-et-une heures quarante-cinq, par ce télégramme bref : « Vous pouvez communiquer avec commandant forces anglaises... »

Le 4 août, à onze heures du matin, au large de Boulogne, un destroyer anglais arrive, en ordre de bataille, à grande allure, près du croiseur *Marseillaise*, à bord duquel se trouve l'amiral Rouyer, salue le premier avec son pavillon national et envoie à l'amiral un officier de liaison de l'Etat-Major britannique et des timoniers-télégraphistes.

L'on peut imaginer l'ampleur des hourras frénétiques échangés par les équipages des deux navires.

C'était le premier geste de l'alliance pour la guerre. Il avait pour théâtre la rade même où les flottilles de l'amiral Nelson et de l'amiral Bruix s'étaient combattues sous les yeux de Napoléon I^{er}.

La deuxième escadre légère pouvait, à cinq heures du soir, quitter le détroit et aller avec

quelques croiseurs anglais établir une ligne de surveillance à l'entrée de la Manche et de l'Océan (1).

L'amiral Le Cannellier écrira : «... Ce n'est pas sans un certain regret que nos croiseurs en revenant vers l'ouest laissèrent derrière eux les bâtiments de la flottille de Dunkerque qui, eux, restaient aux postes d'avant-garde... »

Le commandant Saillard, à bord du *Simoun*, devenait le commandant supérieur des escadrilles des Flandres, mais les heures critiques étaient passées, là-haut à Scapa Flow, la « Grand Fleet » de sir John Jellicoe, l'orgueil de la nation britannique, ne tenait plus à ses bouées que par une amarre, elle était prête à se jeter sur la « Hochseeflotte », dès son premier mouvement offensif.

La « Hochseeflotte » resta prudemment enfermée dans les ports allemands.

Sous les flots livides, la guerre sous-marine allait bientôt commencer. Le port de Dunkerque va y jouer un rôle considérable.

(1) Elle y fera la visite de tous les navires de commerce entrant dans la Manche et procédera à de nombreuses captures de navires chargés de réserves allemandes et de contrebande de guerre. Lorsque par suite de la ruine totale de la navigation commerciale ennemie et de l'apparition des sous-marins allemands dans la Manche, la croisière de la deuxième escadre fut supprimée, certains bâtiments avaient parcouru, entre les côtes d'Ouessant et l'Angleterre près de quarante mille milles, presque deux fois le tour de la terre !..



Pendant les premières semaines de la mobilisation les torpilleurs assurèrent la surveillance aux abords des bancs de Flandre, vers le détroit du P.-de-C., et au large des passes donnant accès à la rade de Dunkerque.

Le 15 octobre, les Allemands sont à Zeebrugge et à Ostende.

Ni les Belges, ni les Français, ni même les Anglais n'ont songé à embouteiller les entrées de ces deux ports. A Ostende, deux vapeurs sont restés et l'obstruction du chenal n'eût demandé que quelques instants.

Les Allemands en profitent pour y installer sans retard la base de leurs sous-marins, mais en trois nuits les mouilleurs de mines français *Pluton* et *Cerbère* immergent au large d'Ostende un premier barrage de six cents mines sous-marines (1).

Premiers bombardements de la côte belge

Quarante-huit heures après cette opération, cinq contre-torpilleurs, sous les ordres du commandant Richard, arrivent à Dunkerque et par l'intermédiaire du Gouverneur se mettent à la disposition de l'armée pour le bombardement des positions allemandes de la côte belge. Les 21 et 22 octobre, les batteries ennemies de Westende et de Lombartzyde sont vigoureusement canonnées (2.000 obus de 100 mm) et la *Newhaven* arrive en toute hâte à Dunkerque avec une cargaison d'obus pour ravitailler les torpilleurs.

Le bombardement des positions allemandes continuera assez régulièrement, jusqu'à fin décembre, avec le concours d'une flottille de destroyers anglais venu de Douvres. Notons ce fait assez rare que le 31 octobre, l'amiral anglais Hood arbora son pavillon sur le torpilleur français *Intrépide* pour aller bombarder Westende.

Dans la nuit du 2 décembre, l'amiral Favereau, après une entrevue à Cassel avec le général Foch, procéda au premier bombarde-



Les Bureaux des "Ateliers des Chantiers de France" après le bombardement du 2 Octobre 1917

ment de nuit de la côte belge. A ce moment les Allemands ont déjà amené des pièces de marine qui à 13.000 mètres lancent leur obus sur les torpilleurs de la Défense Mobile patrouillant au large de Nieuport.

Le 15 décembre, l'amiral Hood arrive en rade de Dunkerque avec deux cuirassés, deux canonnières, six destroyers, des dragueurs et recommence à bombarder Westende et Middelkerke. Les grosses pièces allemandes répondent. Le cuirassé *Revenge* atteint par deux projectiles peut néanmoins regagner la rade de Dunkerque et de là Douvres.

Quatre jours après, le général Foch mande au capitaine de frégate Richard qu'une action par mer est aussi désirable que possible car l'armée du général de Mitry a l'intention « d'avancer tant qu'elle pourra ».

La puissance et la précision des batteries allemandes qui sont maintenant en position le long de la côte rend impossible l'emploi des torpilleurs pour cette tâche. Les bombardements par cuirassés et monitors anglais vont se poursuivre par intermittence pendant toute l'année 1915.

La base navale britannique

Les Anglais ont installé à Douvres une puissante base navale, placée sous l'autorité d'un vice-amiral. C'est la Dover-Patrol. Elle a la responsabilité des opérations contre la côte des Flandres, elle doit assurer la protection de la rade de Dunkerque, ainsi que la navigation à l'entrée du détroit du Pas-de-Calais.

Tous les bâtiments entre le Gris-Nez et Dunkerque n'opèrent que par son ordre ou avec son assentiment.

Le port et la rade de Dunkerque servent de grande base avancée à cette force navale.

La flottille des grands torpilleurs français a été renforcée par une division de torpilleurs d'escadre venue de Brest.

Le 25 avril 1915, onze destroyers anglais, accompagnés de dragueurs de mines s'amarent dans l'avant-port, c'est l'escorte de pro-



Aux Chantiers de France. La fabrication des obus

(1) C'est sur ce barrage fort probablement que sautèrent les sous-marins U-5 (C' Lemmer) et U-11 (C' Von Sucholdite) que les Allemands avouèrent avoir perdu en 1914 « en Flandres ».

tection du cuirassé *Vénéral* qui arrive pour bombarder Westende avec ses canons de 305 mm. Au cours de sa traversée, le cuirassé avait été vainement attaqué par un sous-marin allemand.

Pendant les tirs du *Vénéral*, destroyers anglais et français patrouillent autour de lui et à grande distance pour le protéger contre une attaque éventuelle de sous-marins. Trois jours après l'énorme bâtiment regagnait Douvres avec précaution.

A partir du mois d'août 1915, les escadrilles de torpilleurs français exécutent pendant le jour des patrouilles au grand large des côtes belges et la nuit à l'entrée des passes de la rade de Dunkerque.

Dans la matinée du 9 août, les destroyers allemands tentent vainement de couler deux torpilleurs français en patrouille dans le West Deep. Les Allemands s'avancent même jusqu'au Small Bank.

Un torpilleur allemand risqua à son tour, dans la nuit du 22 au 23 août, une reconnaissance dans les garages du banc de Middelkerque. Il est découvert à 19 milles de Dunkerque par deux torpilleurs, le *Branlebas* (C^t lieutenant de vaisseau Wackernie) et l'*Ori flamme* (C^t lieutenant de vaisseau Le Gall).

Instantanément les pièces furent prêtes à ouvrir le feu. Par mesure de prudence, l'*Ori flamme* lance un signal de reconnaissance. A la première lueur, l'ennemi répond par ses canons. Les deux torpilleurs ouvrent le feu à 1.800 mètres et atteignent leur adversaire en pleine coque. Désarmé, le pont en feu, l'allemand force de vitesse et tente de gagner Ostende, mais une torpille l'atteint à l'arrière et il sombre dans une gerbe de flammes et d'eau.

Les bâtiments français, violemment canonnés par les pièces allemandes d'Ostende et de Middelkerque, dont le tir était guidé par des obus éclairants, ne purent repêcher les Allemands qui appelaient au secours. A bord de nos navires, il n'y avait ni un blessé, ni une avarie. Le lendemain une patrouille navale ne retrouva sur le théâtre du combat que quelques misérables épaves.

En débarquant à Dunkerque, un officier de l'*Ori flamme*, disait : « Nous n'avions qu'un regret, c'est de n'avoir pu recueillir les survivants... »

Les monitors anglais

En septembre, la base d'opérations navales prit un grand développement. Les monitors — les fameux monitors — anglais font leur apparition en compagnie d'un nombre considérable de bâtiments auxiliaires et de destroyers de la Dover Patrol. Les escadrilles françaises sont à ce moment placées sous les ordres du capitaine de vaisseau Exelmans. L'amiral Bacon qui prend la direction des opérations séjourne à Dunkerque (1).

Dans la nuit du 6 au 7 septembre, l'escadre anglaise arrive en rade. Elle comprend le cuirassé *Revenge*, quatre monitors armés de canons de 12 et 15 pouces, le croiseur cuirassé *Attentive*, plusieurs

destroyers et un grand nombre de dragueurs de mines. Il y a même un bâtiment porte-avions et un autre qui remorque un ballon-captif. En tout près de soixante navires !...

Le 7 septembre, de grand matin, la flotte prend ses dispositions de combat dans le West Deep et au nord du Small Bank (1).

Toute la matinée, un bombardement méthodique des installations militaires et des batteries allemandes de Westende et de Middelkerque, où se trouve le poste de combat de l'amiral allemand Schoëder, se poursuivit. A midi, une partie de l'escadre rentra en rade de Dunkerque puis regagnait Douvres.

L'après-midi le reste de la flotte s'avancait au nord d'Ostende dont le port, les docks et le phare furent sévèrement bombardés.

Pendant les tirs, destroyers, torpilleurs et chalutiers protégeaient les cuirassés et les monitors prêts à prendre l'offensive contre le moindre périscope de sous-marin.

Les hydravions et le ballon captif avaient été utilisés pour le réglage du tir.

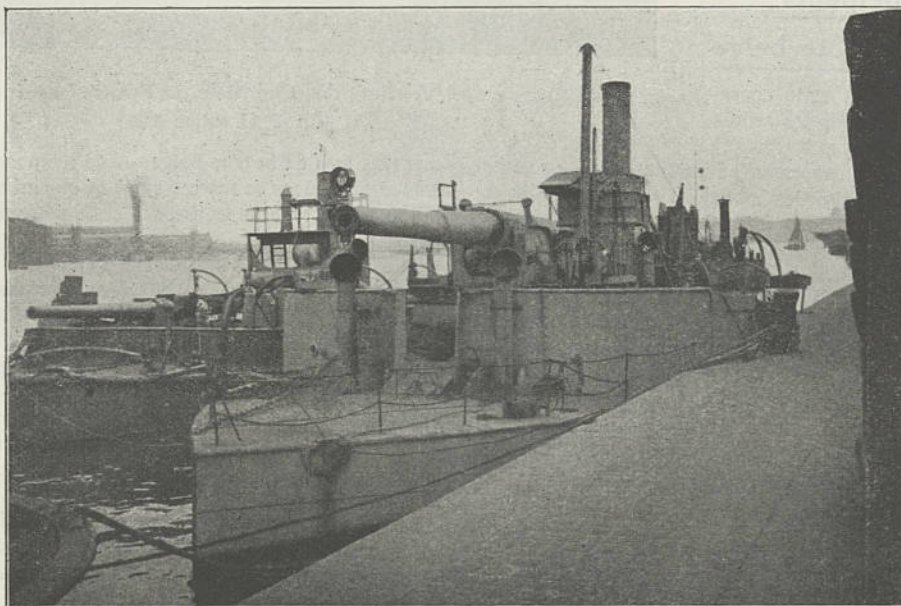
Le soir, le croiseur *Attentive* rentra à Dunkerque, il avait à son bord une dizaine de marins tués ou blessés dans l'explosion d'une bombe lancée par un avion ennemi.

Dix jours après, toute la flotte anglaise revient en rade, monitors

et destroyers entrent au port, les gros bâtiments mouillent devant Zuydcoote sous la protection de puissantes patrouilles

Les destroyers et bâtiments auxiliaires font un va-et-vient incessant entre le port de Dunkerque, la rade et le port de Douvres. Les torpilleurs français surveillent au large dans l'Est.

Le 19 septembre 1914, cinq monitors *Lord Clive* (battant pavillon de l'amiral Bacon) *Marshall-Ney*, *Prince-Eugène*, *Général-Crawford* et *Sir John-Moore*, tirent contre les batteries allemandes de la côte (2).



« Excellent » petit monitor anglais

Un sixième monitor, *Prince-Rupert* et une canonnière armée d'une pièce de 234 mm arrivent en renfort le 24.

Les bombardements continuent incessants jusqu'au 18 octobre contre Westende, Middelkerque, Ostende et Zeebrugge.

L'escadre de dragueurs de mines, torpilleurs, remorqueurs de filets de protection, smoke-difter produisant des nuages de fumée, accompagnait toujours les monitors veillant sur eux avec une sollicitude inlassable. Chaque fois, les Allemands ripostèrent avec violence. Ils ne réussirent dans toute cette flotte, qu'à couler un bâtiment auxiliaire.

Les Anglais se montrèrent d'une discrétion remarquable sur le résultat de leurs « tirs de démolition ».

De la digue de Malo-les-Bains, les Dunkerquois assistaient au spectacle impressionnant de ces bombardements à grande distance.

Ce fut le cas notamment le 19 septembre 1915. La Musique des Canonnières sédentaires donnait un concert sur la digue de Malo devant une foule nombreuse. Le temps était magnifique et la mer paisible.

L'attention des auditeurs fut brusquement attirée vers le large. Les monitors sortaient du port, accompagnés d'une nuée de patrouilleurs de protection tandis que de nombreux avions évoluaient dans le ciel.

(1) L'amiral Bacon dit dans ses mémoires : « ...Souvent en passant devant la statue de Jean Bart, à Dunkerque, je me suis félicité pour mon pays, que Tirpitz et non lui, ait gouverné la Marine allemande... » L'amiral anglais reprochait à la flotte allemande de haute mer, son manque d'audace.

(1) Arch. de l'Amirauté britannique.

(2) Notons au passage que quelques monitors tiraient avec des canons allemands de 380 mm provenant, disait-on, des forts de Kia-Tchéou.

Les énormes pièces de 15 pouces ne tardèrent pas à se faire entendre. De la digue de Malo l'on apercevait sur les monitors l'éclair de la déflagration et les lourds nuages de fumée noire de chaque coup de canon, puis quelques secondes après parvenait le bruit formidable de la détonation.

Au bout de deux heures, les monitors firent demi-tour et lentement — avec la satisfaction du devoir accompli — revinrent s'amarrer dans le port.

Pendant les tirs, les maisons de la ville et de la banlieue tremblaient sur leurs fondations et portes et fenêtres claquaient éperdue-ment.

Les monitors, tout neufs, avaient un très faible tirant d'eau (1) leur permettant de naviguer près des côtes et sur les bancs de Flandre, sans craintes d'échouage (2). Ils avaient une longueur de cent à cent quinze mètres, une largeur de vingt-cinq mètres et possédaient de très larges cloisons pour protéger leurs flancs contre les torpilles. Véritables pontons flottant très bas sur l'eau, leur vitesse ne pouvait guère dépasser huit à dix nœuds. Sur le pont blindé se trouvait une vaste tourelle d'acier laissant passer d'énormes canons. Ils avaient en outre quelques pièces de D. C. A. et des groupes de mitrailleuses pour se défendre contre les attaques des hydravions.

Jusqu'en 1918, à intervalles irréguliers, les monitors procédèrent à des bombardements de la côte belge, réussissant parfois à détruire les installations ennemies signalées par les armées du front de Belgique.

Entre temps, petits et grands monitors participèrent à la défense de la rade et du port, contre les raids possibles des destroyers allemands, en allant s'emboîser de nuit dans les passes et en rade de Malo-Zuydcoote.

Le 26 janvier 1916, lors d'un bombardement de Westende par cinq monitors anglais, le contre-amiral de Marliave, commandant les flottilles de la Manche et de la Mer du Nord, hissa son pavillon sur le *Lord Clive*. L'amiral Bacon, dans ses mémoires, en relatant le fait, ajoute : « ...C'est sans doute la seule fois dans l'Histoire qu'un amiral français a pris le commandement d'une division navale anglaise en action... »

En 1918, au mois d'août, les Anglais envoyèrent à Dunkerque un monitor *Le Wolfe*, armé d'un énorme canon de dix-huit pouces (450 mm) pouvant lancer à 27 kilomètres un projectile de 1.500 kilos.

Il eut pour mission spéciale d'exécuter des tirs de précision à très grande distance contre les écluses de Zeebrugge.

(1) Le commandant du sous-marin allemand « U-B-17 » déclara qu'une nuit d'octobre 1915 il se trouvait en plongée-affût près du banc de Middelkerque lorsqu'il lança ses deux torpilles contre un monitor anglais, sans succès, ajoute-t-il, à cause du trop faible tirant d'eau de ces bâtiments.

(2) Le 22 novembre 1915, le cuirassé anglais *Revenge* pour aller effectuer un bombardement de Middelkerque, demandé par le général Joffre, avait dû franchir à dix heures du soir la passe de Zuydcoote en ayant moins d'un mètre d'eau sous la quille.

L'opération extrêmement délicate réussit à merveille et fut toute à l'honneur d'un pilote dont il est regrettable de ne pas connaître le nom. Mais c'était là des tours de force exceptionnels.

L'amiral Ronarc'h et la Z. A. N.

En avril 1916, le Gouvernement décide la création d'un commandement supérieur de la Marine dans la zone des armées du Nord et place sous ses ordres toutes les flottilles des escadres françaises et les bases d'hydravions échelonnées depuis Dunkerque jusqu'au Cap d'Antifer.

En collaboration étroite avec les grandes bases navales anglaises il était chargé d'assurer la surveillance et la défense du littoral contre « les insultes de l'ennemi » (1).

C'est la dernière étape de l'organisation du front maritime des Flandres et du Pas-de-Calais.

Le vice-amiral Ronarc'h est désigné pour ce poste important. En lui notifiant sa nomination, l'amiral Lacaze, ministre de la Marine, lui écrira : «... Vous exercerez le commandement en chef d'une force navale indépendante ; votre objectif sera de vous opposer par tous les moyens en votre pouvoir aux entreprises de l'ennemi... »

Le chef des flottilles de la mer du Nord dont les bureaux sont à l'Hôtel des Chargeurs Réunis, rue l'Hermite, et qui a sous ses ordres une vingtaine de torpilleurs d'escadre et un grand nombre de patrouilleurs, dragueurs, etc., basés à Dunkerque, relève désormais directement de l'amiral Ronarc'h et de la Dover Patrol.

Les capitaines de vaisseau Exelmans (décembre 1915-juin 1917) et de Boisanger (juin 1917-décembre 1918) assumèrent successivement et d'une façon particulièrement brillante ces lourdes fonctions.

Le 1^{er} mai 1916, l'amiral Ronarc'h arbore son pavillon sur le *Trouville* et installe ses services à l'Hôtel de la Marine à Dunkerque.

L'amiral Ronarc'h sera dans l'Histoire, avec ses hommes, le héros de la résistance

de Dixmude, mais l'historique de l'œuvre accomplie sous ses ordres, dans la Mer du Nord et dans le détroit par notre marine, reste encore à écrire.

Dans Dunkerque, il circulait en vareuse noire, sans aucune décoration n'ayant pour insigne de son grade que trois petites étoiles sur sa casquette.

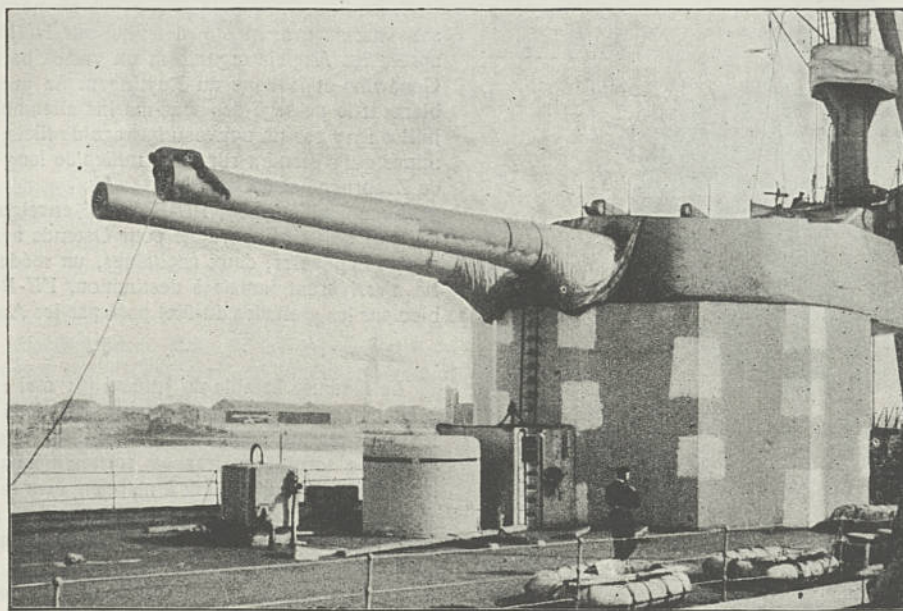
Les étrangers étaient loin de se douter qu'ils coudoyaient parfois dans les rues l'une des plus nobles figures de la grande guerre.

L'amiral Bacon, l'organisateur de la Dover Patrol, a dit de lui : «... Il faisait preuve d'expérience et de finesse peu ordinaires et nos relations étaient des plus heureuses dans les circonstances les plus difficiles... »

Les barrages de filets contre sous-marins

Pour gêner le passage des sous-marins allemands, les Anglais mouillèrent en 1915 un nombre considérable de mines au large des

(1) Rapport du Ministre de la Marine au Président de la République (Arch. Sect. Hist.).



La tourelle blindée et les canons jumelés de 15 pouces du grand monitor « Marshall-Ney ». (Grimpé à l'extrémité d'une pièce, un marin procède au nettoyage de l'énorme canon).

bancs du Ruytingen (1) puis tentèrent le barrage du Pas-de-Calais à l'aide d'immenses filets d'acier aux mailles rectangulaires de près de quatre mètres de côté. Les filets qui avaient jusqu'à 1.200 mètres de long étaient immergés à des profondeurs variant de 25 à 45 mètres. Solidement ancrés sur le fond du détroit ils étaient supportés par d'énormes coffres de bois.

Le principe était bon mais les Anglais avaient oublié de compter avec les courants et les coups de mer, si bien qu'en réalité ce barrage ne fut jamais complet.

Il subsistait encore en partie au début de 1916. A cette époque, l'on renonça à l'entretenir et on le remplaça par des filets dérivants remorqués par des chalutiers.



L'AMIRAL RONARC'H

*Dunkerque le 9^{ème} 1916
Le Vice amiral C^{te} sup^{er} ZAN
Monarç'h*

L'arrivée de l'amiral Ronarc'h comme commandant supérieur de la marine dans la Z. A. N. coïncida avec une opération de grande envergure tentée par l'amiral Bacon, qui venait de succéder à l'amiral Hood à la tête de la Dover Patrol.

L'amiral anglais s'efforçait de réaliser le blocus de la côte belge entre Nieupoort et les bouches de la Meuse, avec un vaste dispositif de mines et de filets minés d'une longueur de 42 kilomètres. La mise en place, par les chalutiers de la Dover Patrol, de la partie la plus importante et la plus étendue du barrage eut lieu le 24 avril 1916.

Commencée à cinq heures du matin, sous la protection des torpilleurs et destroyers des bases de Dunkerque et d'Harwich, elle était achevée à midi le jour même. Véritable tour de force qui constituait une preuve saisissante de l'admirable entraînement des patrouilleurs.

Le torpilleur *Obusier* (C^{te} capitaine de frégate Yvon) en surveillance près du Cliff d'Islande toucha une mine qui en explosant dans ses hélices lui causa de graves avaries à l'arrière. Il resta néanmoins

(1) Dès la fin mars 1915 l'« U-33 » avait repéré l'emplacement de la zone minée entre le Ruytingen et les bancs du Sandtetti et trouvé une passe pour la franchir en plongée. (Note d'origine allemande).

à flot. Le *Carquois* le remorqua à Dunkerque où il arriva en même temps que le destroyer anglais *Melpomène* atteint sous sa ligne de flottaison par un obus allemand d'une batterie de la côte. Enfin, au cours de l'opération, un chalutier anglais avait sauté sur les grenades de ses propres filets.

Le barrage, achevé le 30 avril, fut placé sous la surveillance — tâche immense — des destroyers anglais et français de Dunkerque. Mais les Allemands, au cours des nuits sans lune, ne tardèrent à y faire des brèches. Les Anglais le complétèrent alors en mouillant un nouveau barrage de 1.500 mines sous-marines dans des passes qu'il est encore utile de ne pas indiquer exactement.

Le sous-marin allemand *U-C-7* (C^{te} lieutenant de vaisseau Haag) qui revenait de mouiller douze mines sur la côte anglaise aperçut les destroyers et les mouilleurs de mines. Il s'empessa d'alerter la base de Zeebrugge. Quelques destroyers sortirent mais, devant l'importance des forces alliées, s'empressèrent de faire demi-tour.

Le soir même, l'*U-B-10* (C^{te} lieutenant de vaisseau Nitzsche) se prit dans les filets et y resta emprisonné pendant huit heures. Après de multiples manœuvres, il réussit à se dégager non sans avoir fait sauter de nombreuses grenades accrochées dans les filets. Il fit péniblement demi-tour et regagna Ostende avec de graves avaries (1).

L'Amirauté britannique annonça bientôt officiellement que quatre sous-marins avaient été détruits sur le barrage. Quelques mois après, les Anglais organisent un vaste barrage explosif entre les Goodwins et le banc du Ruytingen. Sa présence gênera considérablement le passage des sous-marins allemands. Il sera remplacé en juillet 1917 par un nouveau barrage de filets armés de grenades et de mines qui s'étendra sur vingt milles de long par le travers de la rade de Zeebrugge et d'Ostende.

Le 29 juillet 1917, l'*U-B-20* (C^{te} enseigne de vaisseau Hermann Glimpf) quittait Zeebrugge pour Ostende ayant à son bord trois passagers bénévoles, deux capitaines, un médecin de l'armée de terre. Ils n'arrivèrent jamais à destination, l'*U-B-20* se perdit corps et bien sur les grenades du filet posé par les Anglais cinq jours avant.

La fameuse bataille du Jutland (31 mai 1916) eut sa répercussion à Dunkerque. A l'annonce du combat, tous les grands destroyers et les sous-marins anglais rallièrent leur base, tandis que les escadrilles de torpilleurs français sortaient tous des bassins, poussaient leurs feux et s'apprétaient à marcher vers le large au premier signal.

En octobre 1916, à la suite d'un raid de destroyers allemands, au cours duquel le paquebot *Queen* fut coulé au large de Boulogne, la base Dunkerque-Douvres est renforcée par trois divisions de destroyers anglais envoyés par la Grand Fleet.

Tous les préparatifs d'opérations navales avaient lieu naturellement dans le plus grand secret.

En septembre 1916, des préparatifs militaires d'un genre nouveau eurent lieu cependant ostensiblement et les Dunkerquois ne tardèrent pas à être très au courant de ce qui allait se passer.

En rade et dans les bassins, cent cinquante chalutiers se trouvaient rassemblés. Une brigade d'infanterie anglaise cantonnée aux portes de la ville défilait chaque jour dans les rues avec son artillerie de campagne. Des manœuvres d'embarquement de troupes et de canons avaient lieu dans le sport, dans les canaux.

Au large, les patrouilles des destroyers se montrèrent extrême-

(1) Extraits du journal de bord du commandant du sous-marin allemand.

Vice Admiral,
Dover Patrol.

Autographe de l'amiral BACON



Manœuvres de troupes anglaises destinées à tromper les espions allemands

ment actives et les monitors firent de nombreux tirs contre la côte belge.

Tout le monde avait deviné.

Le 12 septembre, la police constatait : «... le bruit court en ville qu'un débarquement serait projeté sur la côte belge... »

C'était un bluff, mais il faut avouer qu'il était magistralement organisé.

Le général Haig avait en effet demandé à l'amiral Bacon de simuler les préparatifs d'un débarquement afin que les Allemands envoient des troupes de renfort, sur la côte belge, au lieu de les diriger dans le secteur où les troupes anglaises combattaient.

L'amiral Ronarc'h disait dans un rapport :

«... Le général Haig et l'amiral Bacon escomptent que ce remue-ménage attirera l'attention des Allemands, au moins, ajoutait-il, celle des espions et les inquiétera... »

Le but recherché fut, paraît-il, largement atteint.

★★

Jusqu'au début de 1916, la défense du camp retranché contre une tentative de débarquement avait été considérée comme question secondaire. Mais le général Coutanceau, nommé gouverneur de Dunkerque en mars 1916, se mit d'accord avec l'amiral Ronarc'h pour remédier à la situation.

En cas d'attaque générale par mer, suivie d'un débarquement, il était admis que la flotte anglaise de haute mer ne pouvait secourir Dunkerque que dans un minimum de huit heures. Or en huit heures un bataillon de troupes d'élite, jeté par surprise sur la plage de Malo, pouvait causer d'immenses dégâts au port avant d'être rejeté à la mer ou détruit à son tour.

Les réseaux de fils de fer barbelés coururent le long des plages, des postes de mitrailleuses s'appuyant sur des centres de résistance furent aménagés dans les dunes. L'on construisit des emplacements bétonnés pour canons de 95 et de 75. L'entrée du port se vit armée de deux pièces à tir rapide occupant chacune l'extrémité des jetées, puis des positions de repli solidement retranchées furent prévues.

En octobre 1916, des « renseignements sûrs » signalent justement la présence dans les ports belges de groupes nombreux de chalands pouvant faire croire à une prochaine tentative de débarquement de troupes allemandes sur les plages dunkerquoises.

C'était peut-être la réponse du berger à la bergère, les Anglais ayant comme nous venons de le voir fait un simulacre de ce genre le mois précédent. Les Allemands, sans doute, se piquèrent d'honneur d'en faire autant.

Quoiqu'il en fut, par une belle nuit d'octobre le bruit se répandit

brusquement que la flotte allemande était sortie en Mer du Nord. Les gens à l'ouï fine prétendaient déjà entendre la canonnade au loin.

L'Etat-Major du Gouverneur donna aussitôt l'alerte à toutes les formations et services militaires de la Place. Les troupes se rendirent aux tranchées et ouvrages de défense établis le long de la côte. Celle-ci était partagée en deux secteurs. La plage Est et la place Ouest, cette dernière « beaucoup moins menacée ».

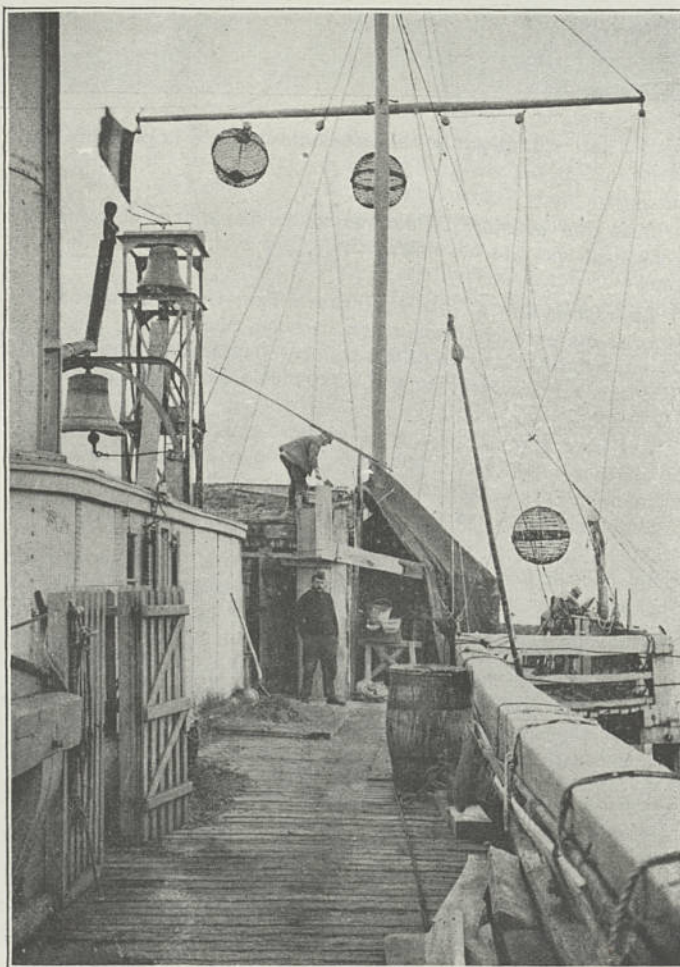
Les douaniers, un bataillon d'infanterie et une compagnie de mitrailleuses occupèrent les positions de la plage Est.

Les éléments peu nombreux et disparates fournis par la gare régulatrice et la D. E. S. se préparèrent à défendre les abords de la plage Ouest.

Comme effectif, c'était maigre!... Si maigre que le maire écrivait à Paris pour attirer l'attention de la Commission de l'Armée sur la situation (1).

(1) « ...Nous n'avons plus aucune troupe digne de ce nom, écrivait-il, rien de sérieux, un maigre dépôt, des auxiliaires, aucune réserve pour parer à un à-coup quelconque... Il faudrait qu'il y eût toujours autour de la ville des troupes sous la main dont le Gouvernement en cas de graves événements pourrait disposer... il serait utile d'obtenir satisfaction, voyez à quelle porte il faudrait frapper pour être entendu (lettre du 4 novembre 1916). L'idée était bonne au point de vue militaire et ne pouvait déplaire au commerce dunkerquois.

Le camp retranché obtint satisfaction dans les premiers mois de 1917.



Poste de guet à l'extrémité de la jetée



L'élégante clientèle balnéaire de la plage de Malo remplacée par la troupe et les fils de fer barbelés...

Mais pour défendre Dunkerque contre une attaque de haute mer il n'y avait pas que des mitrailleuses, il y avait aussi l'artillerie de côte.

Le front de mer d'Oost-Dunkerque à Bray-Dunes comprenait six batteries qui portaient les noms de *Lorraine*, *Marseillaise*, *Elisabeth*, *Girard*, *Saint-Louis* et *Etendard*, pointant vers le large une douzaine de canons à grande puissance et à tir rapide d'un calibre de 100 à 160 mm.

Les trois premières batteries tenaient sous leur feu les canons de toutes les batteries allemandes situées à l'ouest d'Ostende et notamment les fameuses pièces de « Tirpitz », chaque fois que celles-ci essayaient de tirer sur les destroyers et patrouilleurs passant au large.

Le front de mer de Zuydcoote au Clipont était armé de soixante pièces d'artillerie allant du 240 mm à grande puissance jusqu'au 95 mm à tir rapide. Le lecteur sait très bien pourquoi il ne trouvera pas ici la désignation précise de l'emplacement de toutes ces batteries, distinctes naturellement de celles de la D. C. A.

Enfin à Gravelines, un superbe canon de 140 et trois canons de 95 pouvaient parer de ce côté à tout événement. Le poste central de commandement installé près de l'entrée du port était constitué par un solide blockhaus blindé que l'on avait débarqué du croiseur *Alger*. Il avait été en outre recouvert d'un épais revêtement de sacs de sable et de ciment puis camouflé.

À l'intérieur des officiers de marine prenaient la veille chaque nuit ayant à portée de la main les fusées destinées à alerter en quelques secondes toutes les batteries en cas d'attaque allemande.

Quoiqu'en pensât le Maire de Dunkerque c'était là un imposante organisation de défense. Les Allemands ne risquèrent jamais de venir s'y frotter.

L'année 1917 commença par un nouvel exploit des bâtiments de la base dunkerquoise.

Dans la nuit du 22 au 23 janvier, deux destroyers anglais *Undaunted* et *Penelope*, détachés à Dunkerque par la base d'Harwich patrouillaient en file indienne à grande allure au large de Zeebrugge lorsqu'ils découvrirent droit devant eux un destroyer allemand.

La *Penelope* s'éclaira brusquement sous la décharge de tous ses canons. Deux rafales d'obus s'abattirent en trombe sur l'Allemand qui sauta aussitôt, illuminant le ciel et la mer d'une colonne de flammes.

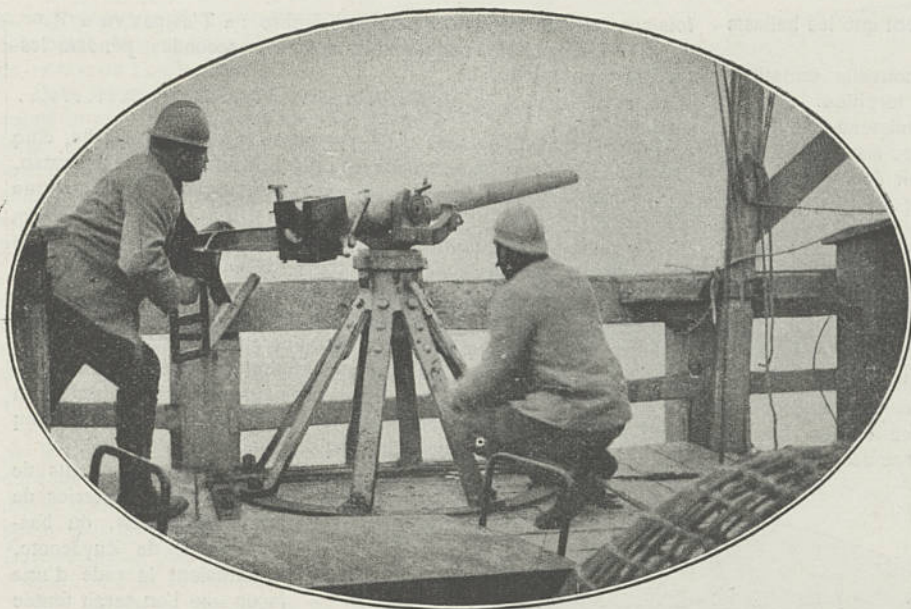
Emportés par leur vitesse les Anglais passèrent à travers les épaves. L'*Undaunted* qui suivait aperçut de nombreux marins allemands surnageant à la dérive. Fallait-il les secourir ? Le commandant de la patrouille, jugeant que cet acte de générosité exposerait ses deux navires aux plus graves dangers, refusa et la patrouille continua sa ronde nocturne.

**

Le 25 février, à vingt-deux heures quarante-cinq, le destroyer anglais *Landrail*, sorti quelques heures auparavant de Dunkerque, rencontre au large du barrage un groupe de torpilleurs allemands qui tentent de le détruire. Le *Landrail* répond par le feu de toute son artillerie et les allemands font demi-tour. Avaient-ils été touchés par les canons anglais ? la question resta posée pendant un mois.

Puis le 22 mars l'on repêchait en mer le cadavre d'un marin allemand du torpilleur « V-45 ». On trouva sur lui un carnet de notes avec cette brève mention :

«... 25 février, en mer à sept heures 15 du soir nous voulions bombarder Douvres, nous ne sommes pas arrivés si loin, une demi-heure avant, combat avec des destroyers, avons à peine tiré. Nous n'avons presque pas perdu d'hommes. Demi-tour. Arrivé à Zeebrugge à neuf heures dix, à Bruges onze heures quarante... »



Canon de 47^{m/m} installé à l'extrémité de la jetée

Le destroyer anglais avait donc tiré juste. On ne sut jamais comment le marin allemand avait ultérieurement trouvé la mort.

Les "Explosive Motor Boat" allemand et les "Coastal Motor Boat" anglais

En 1917, les Allemands inaugurèrent sans succès un nouveau mode d'attaque par mer à l'aide de canots conduits à distance.

Le 2 mars, vers cinq heures de l'après-midi, les guetteurs de Nieupoort-Bains virent s'avancer à grande vitesse dans la direction des jetées une embarcation qui leur sembla miraculeuse car il n'y avait *personne à bord*.

Après quelques embardées le canot mystérieux vint heurter la jetée Est et disparut... dans une formidable explosion qui détruisit une dizaine de mètres de la jetée et souleva à plus de cinquante mètres de hauteur une immense gerbe d'eau et de sable.

La gorge sèche d'émotion et de surprise, les guetteurs se regardèrent, interloqués.

Ce moderne brûlot était un canot en acier de douze à quinze mètres de long sur un mètre de large et deux de profondeur. Il contenait à l'avant trois cents kilos d'explosifs avec un dispositif de mise de feu ressemblant à un pistolet qui fonctionnait lorsque l'étrave éperonnait le but. Il possédait un moteur type Zeppelin de 100 chevaux et marchait à une vitesse de 34 nœuds.

Le canot était relié à son point de départ au moyen d'un câble très souple, de petit diamètre, de trente kilomètres de long, enroulé sur une énorme bobine occupant tout l'arrière de l'embarcation et permettant de le faire évoluer électriquement de terre suivant les indications de T. S. F. transmises par un hydravion-pilote (1).

(1) Renseignements fournis par un matelot allemand ayant appartenu à la base d'Ostende et fait prisonnier. Ses déclarations, contrôlées ultérieurement, furent reconnues exactes. (Arch. de la Sect. Hist. Minist. Marine).

Le câble très solide, isolé à la gutta, renfermait quatre fils de cuivre et trois en acier. Les Anglais en utilisèrent plusieurs kilomètres pour installer l'éclairage électrique dans leurs abris! Ce qui prouve qu'ils savaient parfois être économes!...

Les débris du canot furent transportés à Dunkerque et soigneusement examinés par les techniciens de la flottille des torpilleurs.

L'engin était certainement destiné à un des navires gardant les passes de la rade. Lorsqu'il fut aperçu il faisait de grandes embardées provoquées par un dérèglement.

A l'apparition de ces engins scientifiques, les Anglais ripostèrent en amenant à Dunkerque des C. M. B. (Coastal Motor boat). Ces « glisseurs lance-torpilles », étaient de petites embarcations extrêmement rapides, à fond plat, presque invisibles sur l'eau, armées de deux torpilles et n'ayant que deux hommes d'équipage. Véritables moustiques de mer dont la piqure était fort dangereuse.

A l'une de ses premières sorties, un C. M. B. réussit le 30 avril 1917 à torpiller et à couler un destroyer allemand au large d'Ostende.

Chaque nuit, par temps calme, les C. M. B. remontaient la côte belge à la recherche des torpilleurs, destroyers ou sous-marins ennemis. Le 22 août, un groupe d'entre eux parvint à pénétrer à l'intérieur de la rade de Zeebrugge et à lancer leurs torpilles au jugé contre le poste d'amarrage des torpilleurs.

Le commandant Schulze, officier d'Etat-Major des sous-marins de Zeebrugge, disait dans un article publié par un grand journal allemand : «... Au printemps 1917 nous eûmes de grandes craintes avec les petits torpilleurs à moteurs (C. M. B.) de nos ennemis anglais, qui, grâce à leur vitesse et à leur faible visibilité étaient très dangereux, non seulement pour nos destroyers mais aussi pour nos sous-marins obligés de naviguer en surface le long des côtes ».

En septembre, un monitor anglais qui se trouvait en surveillance au large de la rade d'Ostende vit arriver un glisseur allemand survolé par un groupe de sept avions dont un chargé de le guider.

Le brûlot filait droit sur le monitor. Avec une grande rapidité, ce dernier ouvrit le feu et au septième coup de canon atteignit le canot. Il était temps. L'engin, qui n'était plus qu'à quatre cents mètres du monitor, sombra dans une explosion retentissante pendant que les avions allemands déçus se hâtaient de disparaître.

Le mois suivant, le monitor *Erebus* est atteint au large d'Ostende par un « glisseur » allemand guidé à distance par un groupe d'avions.



Les fils de fer barbelés sur la plage

L'explosion très violente ne creva fort heureusement que les ballasts de protection et l'*Erebus* rentra à Dunkerque.

Le 3 novembre 1917, les Allemands font une nouvelle tentative, cette fois avec moins de succès encore, contre le torpilleur d'escadre français *Capitaine-Melh* (C^t lieutenant de vaisseau Guy). Le *Capitaine-Melh* patrouillait au large d'Ostende avec six destroyers. A l'arrivée du glisseur le torpilleur déclenche un tir de barrage avec ses pièces de 65 mm et l'équipage peut voir le canot stopper, prendre feu et sauter.

Désormais, les Allemands renonceront à ce genre d'attaque. Comme les Alliés ils emploieront des vedettes.

Les escadrilles de vedettes

En 1916 et 1917, la base de Dunkerque s'enrichit d'une nouvelle variété de bâtiments légers. Ce sont les vedettes canadiennes et les chasseurs de sous-marins chargés du service de soutien des hydravions, de la recherche des mines et de la surveillance des abords immédiats de la rade. Ils sont munis de grenades contre sous-marins et d'appareils d'écoute permettant de « repérer au son » la marche des sous-marins immergés.

Presque tous possèdent également des appareils lance-torpilles et sont à tour de rôle de garde la nuit sur les routes maritimes pour protéger Dunkerque contre les raids possibles de destroyers ennemis.

Dans les souvenirs de l'enseigne de vaisseau Guichard, nous trouvons ce passage sur les patrouilles de nuit des vedettes :

« ...T'as pas vu ? — Où ça ? — A droite, il me semble que j'ai aperçu quelque chose. Trois paires d'yeux se braquent dans la direction indiquée : on stoppe les moteurs pour écouter. Rien. Nous repartons très doucement. Un quart d'heure après, même dialogue à voix basse, même manœuvre : ce n'est rien encore. La consigne est formelle : pas un bruit, pas une lueur de cigarette, un torpilleur ennemi ne nous découvrirait pas à 400 mètres. Et s'il nous découvrait ?

« Tout est prévu. L'homme que vous distinguez sur la plage avant manœuvrerait le levier du tube à mon commandement et la torpille partirait.

« L'ennemi pointerait sur nous ses projecteurs, tirerait trois salves, quatre au maximum et nous descendrions au fond.

« Vous comprenez maintenant pourquoi ces trois hommes sur le pont sont tellement attentifs dès que l'un d'eux croit voir quelque chose.

« L'eau est si froide en cette saison.

« Songez aussi que si nous avons affaire à un sous-marin c'est peut-être la gloire pour la vedette.

« Toutes ces causes nous font voir bien plus de formes noires que n'en fournirait toute la marine allemande échelonnée entre Ostende et nous.

« — Cela ne vous décourage pas, nous demande-t-on, d'avoir passé vainement tant de nuits sans sommeil, d'avoir entendu tant de

fois vos veilleurs demander pour une ombre : « T'as pas vu » ?

« — Quelquefois, mais songez aux dix secondes pendant lesquelles « on verra ».

Dans la nuit du 23 août 1918, par un clair de lune superbe, cinq vedettes allemandes placées sous les ordres du commandant Asseman, un spécialiste des attaques navales contre Dunkerque, virent « quelque chose... »

Vers une heure du matin, elles réussirent à s'approcher à moins de huit cents mètres de l'*Obusier* (lieut. de vaisseau Le Gallon) et du torpilleur 321 (lieut. de vaiss. Tanguy) qui se trouvaient en rade de Malo, les équipages aux postes de veille, les canons chargés.

Aussitôt que nos torpilleurs eurent aperçu les allemands, ils lancèrent une fusée verte signifiant : « Ennemi en vue ». Immédiatement, les batteries de terre et les navires sur rade déclenchèrent un tir de barrage extrêmement violent et le maintinrent pendant cinq minutes à toute vitesse (près de cinq cents obus furent tirés).

Les obus éclairants de 155 court des batteries de l'Ouvrage Ouest, du bastion 31 et de Zuydcoote, illuminaient la rade d'une façon que l'on serait tenté de qualifier de splendide.

Au moment où une vedette lance sa torpille contre l'*Obusier*. On entend sur le torpilleur deux cris, deux commandements :

« — La barre à droite toute, les machines en avant toute ». Instantanément, l'*Obusier* se cabre et vire presque sur place. La torpille passe à moins de quinze mètres sur l'arrière. Les autres vedettes manquent également leur attaque et deux torpilles éclatent en touchant le fond vers le rivage.

Les deux navires en évoluant à grande vitesse ne cessent de faire feu de toutes pièces. Sous les obus éclairants lancés par les batteries du front de mer on aperçoit les vedettes fuyant vers Ostende. L'une, atteinte par un obus, saute et disparaît sous les flots.

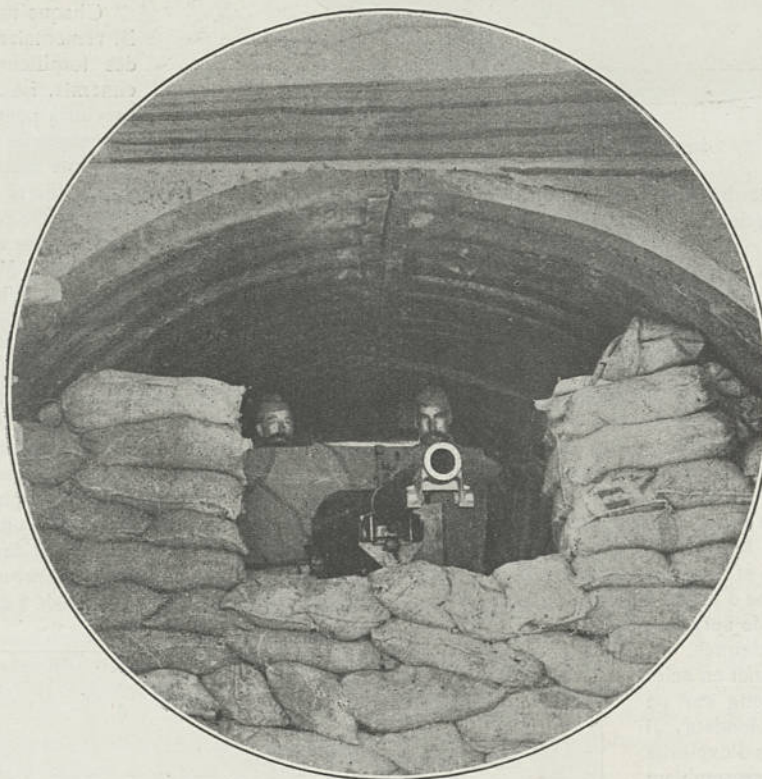
A Dunkerque, la population réveillée brusquement par les sirènes se de-

mandait, en courant aux abris, s'il s'agissait d'un nouveau bombardement par mer.

Six jours après, les vedettes allemandes essayaient à nouveau d'attaquer les torpilleurs de garde dans les passes de la rade. Le raid avortait complètement une fois de plus. Les tentatives de ce genre ne furent plus renouvelées.

Destruction de deux destroyers allemands

Il est impossible de relater ici les très nombreux engagements qui se produisirent entre les patrouilles alliées et les bâtiments de guerre ennemis basés sur Ostende et Zeebrugge. Les destroyers allemands refusaient généralement le combat ; ils exécutaient leurs raids par surprise, tentaient fréquemment de s'approcher de la rade de Dunkerque mais faisaient demi-tour, aussitôt découverts, pour filer



Canon de 75 sous abri blindé pour protéger Dunkerque contre une tentative de débarquement

se mettre sous la protection des batteries de la côte belge, lançant leurs obus à des distances de 12.000 ou 15.000 mètres.

Dans les pages qui précèdent, nous avons donné le récit de quelques brefs combats au large, et au chapitre des bombardements, le lecteur a pu voir que les patrouilles navales alliées évitèrent à différentes reprises à la ville de Dunkerque, d'être bombardée par mer.

Dans la nuit du 20 au 21 avril 1917, vers minuit, cinq destroyers allemands réussirent à franchir le barrage de la côte d'Ostende sans être signalés. Filant à grande vitesse, ils s'en vont lancer des obus sur Douvres et sur Calais.

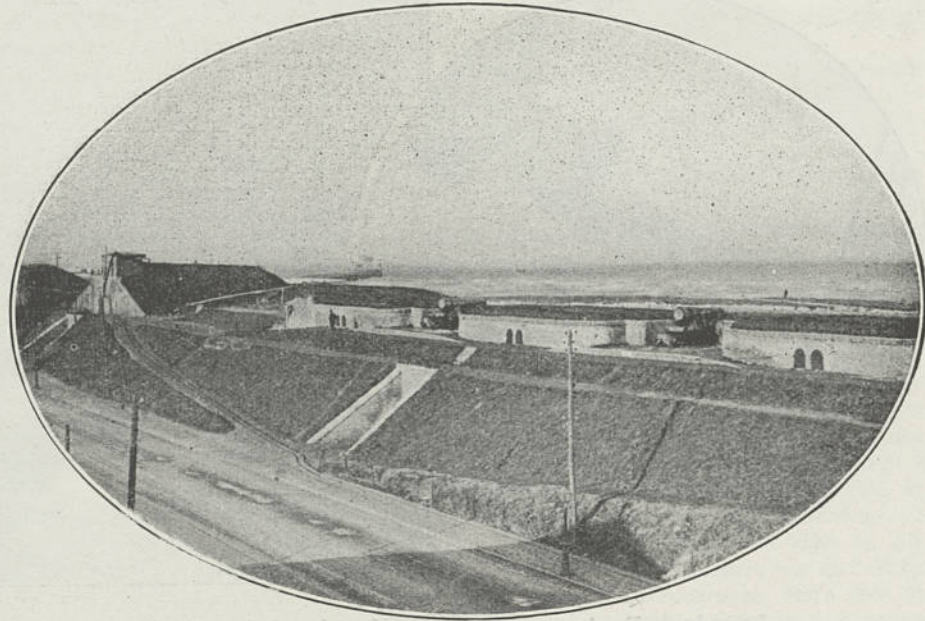
Les Dunkerquois, tirés de leur sommeil par le fracas du bombardement de Calais, qui dure cinq minutes, se tinrent prêts à subir le même sort. Les navires allemands en regagnant leur base pouvaient fort bien saluer Dunkerque au passage par quelques rafales d'obus, ils n'en eurent pas le loisir.

Les torpilleurs français et les destroyers anglais, en surveillance au large, manœuvraient déjà pour leur couper la retraite.

Les cinq destroyers allemands vinrent se jeter dans la zone où deux destroyers anglais, armés chacun de six canons de 105 et de six tubes lance-torpilles, le *Broke* (C^e Evens) et le *Swift* (C^e Peck), se tenaient à l'affût.

Le combat ne dure que quelques minutes : le *Broke* éperonne un allemand et en torpille un autre puis se porte au secours d'un destroyer ennemi en flammes dont l'équipage poussait des appels de détresse ; il s'en approchait lorsque l'allemand recommence à tirer. Ce ne fut pas long, l'anglais stoppe, lui envoie quelques salves d'obus bien ajustées et l'achève par une torpille qui le fait disparaître. Un officier anglais qui participa au combat me dira flegmatiquement : «... Ce n'était pas un gentleman... »

Dans la nuit noire, le *Swift*, faisant feu de toute son artillerie, aperçut soudain la silhouette d'un bâtiment immobile. Il avança prudemment les canons pointés vers ce bateau muet dans le tonnerre de la bataille. C'était le destroyer allemand éperonné par le *Broke*. Il sombrait rapidement et son équipage criait : «... nous nous rendons, nous nous rendons », mais le *Swift*, méfiant, attendit la suite... L'allemand coula par l'arrière dressant verticalement son étrave et jetant



Une batterie du front de mer près des Chantiers de France

ses marins à la mer, alors l'anglais alluma ses projecteurs et envoya ses canots recueillir les survivants.

Le matin, au petit jour, les vainqueurs débarquaient à Douvres 10 officiers et 108 hommes prisonniers appartenant aux destroyers allemands « G-85 » et « G-42 ».

Tous les torpilleurs de Dunkerque patrouillaient au grand large dans l'espoir de découvrir les trois navires ennemis échappés au combat.

Le *Bouclier* et le *Magon* en entendant gronder le canon sortirent des limites de leur zone de patrouille et coururent à la bataille, mais celle-ci avait été si rapide qu'ils ne purent intervenir à temps.

Dans un rapport rédigé par l'un de nos grands chefs de la Z. A.N. on lit ce passage :

«... En manœuvrant comme il a manœuvré le commandant du *Bouclier* (lieut. de vaiss. Bijot) eût pu recueillir pour notre pavillon la gloire acquise par le *Swift* et le *Broke*. Il pouvait aussi déterminer une méprise déplorable en tombant au milieu d'un groupe anglais... et le grand chef ajoute avec émotion : « Je n'ai pu faire de reproches bien vifs. Les officiers de sa trempe sont tout de même ceux que je préfère (1). »

Pour détruire Zeebrugge

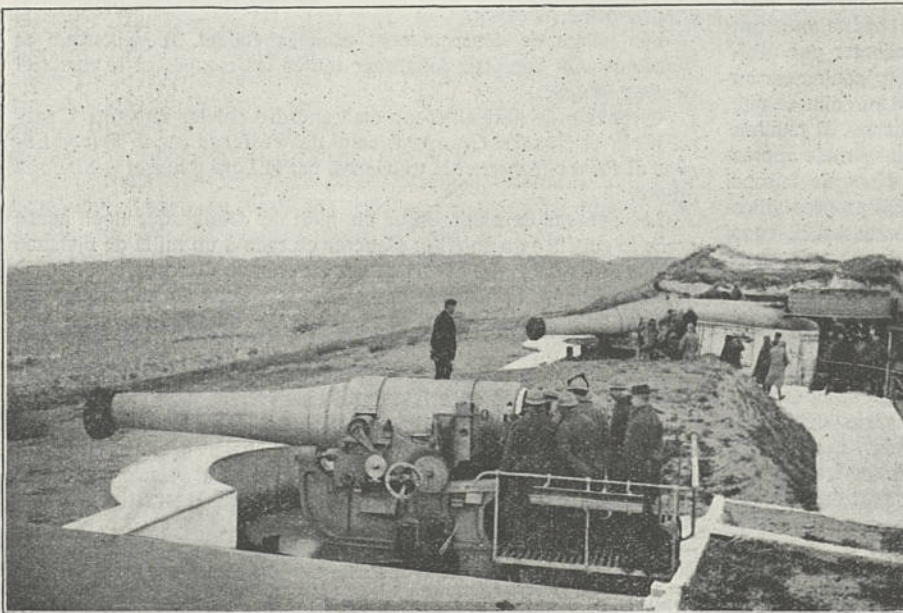
et Ostende

Avec le développement de la guerre sous-marine Ostende et Zeebrugge devinrent les grandes bases des sous-marins allemands navigant autour de l'Angleterre, dans la Manche et dans l'Atlantique.

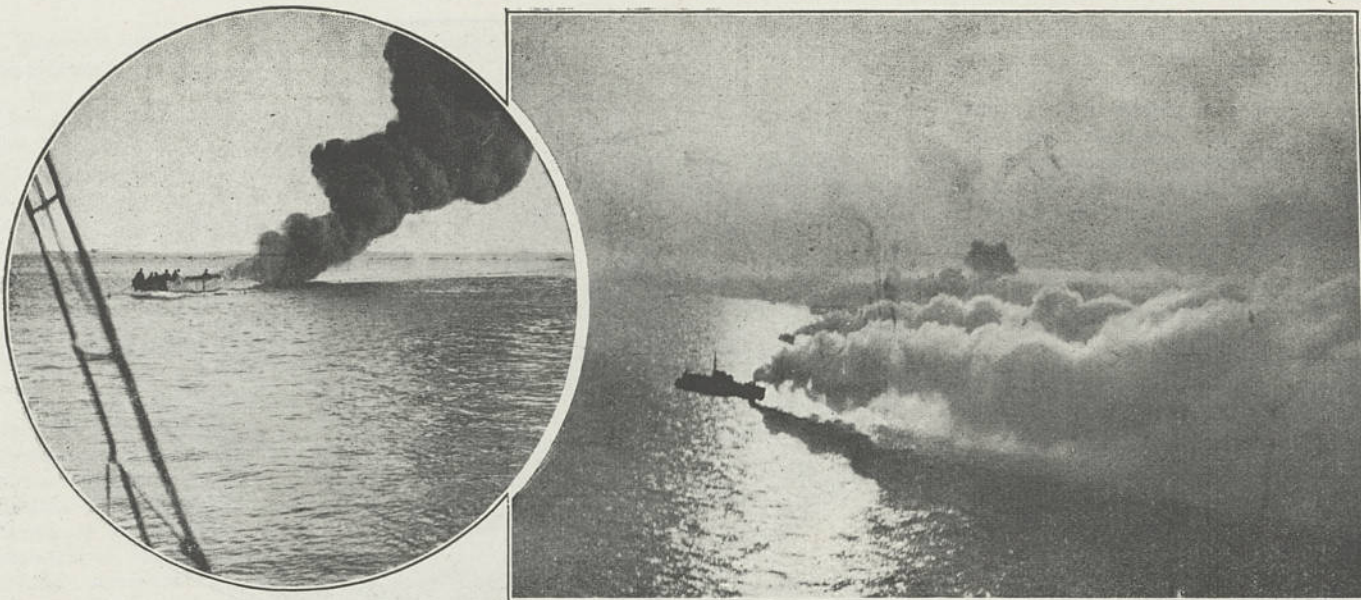
Les barrages de mines profondes, les immenses filets avec grenades, les patrouilles de surveillance au large des bancs de Flandre, ne réussissaient qu'à apporter une gêne dans la navigation des sous-marins aux abords de leurs bases.

De mois en mois, la guerre sous-marine

(1) Le lieutenant de vaisseau Bijot devait être tué un mois après, le 20 mai, sur la passerelle de son navire au cours d'un combat où il barra victorieusement la route aux destroyers allemands qui essayaient de venir bombarder Dunkerque (Voir récit du combat au chapitre des bombardements par mer, page 81).



Pièces de 240 m/m protégeant la rade



La rade de Dunkerque sous un coucher de soleil pendant des essais de nuages artificiels (Mai 1917)

s'intensifiait, les sous-marins, développant leur puissance offensive et leur rayon d'action, opéraient en haute mer et aux atterrages des ports (1).

Jusque dans les passes de Dunkerque, de nombreux champs de mines avaient été immergés par eux et la ville entendait les sourdes et puissantes détonations des torpillages effectués au large.

Il était évident que pour obtenir une solution efficace il fallait se résoudre à s'emparer des deux ports ou les détruire par surprise.

Dès le 31 décembre 1914, le capitaine de vaisseau français Noël établissait un plan d'embouteillage d'Ostende. Mais le Ministre de la Marine ne donna aucune suite à ce rapport.

Le Maire de Dunkerque écrivait le 6 mai 1917 à ce sujet à M. Trystram, sénateur :

«... La solution réelle à laquelle il faudra se résoudre et qu'il est regrettable de ne pas voir adopter plus tôt, c'est la destruction systématique des bases navales d'Ostende et de Zeebrugge. Il se poserait, dit-on, une question internationale. Le Roi des Belges hésiterait à donner carte blanche aux Alliés. Mais il faudrait bien pourtant que l'on se mette dans la tête que si ce n'est pas nous qui le détruisons dans un intérêt militaire de premier ordre, les Allemands ne mettront pas autant de gants quand ils partiront. Cette opération serait d'un intérêt considérable et la timidité qu'on met à adopter une décision énergique peut coûter extrêmement cher non seulement au point de vue dunkerquois proprement dit, mais aussi au point de vue des facilités que ces bases navales donnent aux ennemis. Il faudrait une très énergique intervention de la Commission de l'Armée auprès du Gouvernement pour obtenir la liberté d'action. Nous ne faisons pas tant de cérémonies en France pour bombarder nos propres villes et aucune n'offre un intérêt aussi primordial que ces bases. Si vous arriviez à attacher le grelot à cette question et à la faire aboutir, vous auriez rendu aux Alliés et à Dunkerque un service inestimable ».

L'embouteillage d'Ostende et de Zeebrugge ne devait être tenté qu'un an plus tard par les Anglais.

En attendant, l'amiral Bacon méditait une opération de grande envergure pour s'emparer d'abord d'Ostende et ensuite peut-être de toute la côte belge. Cette fois, l'organisation d'un vaste débarquement n'est plus un bluff comme le projet de septembre 1916.

L'amiral Bacon dans ses mémoires nous en a retracé les grandes lignes. Nous allons voir le rôle qui était réservé au port de Dunkerque.

L'idée, écrit-il, était de jeter un corps de débarquement sur la plage d'Ostende afin de faire évacuer tout le littoral par l'ennemi.

On construisit d'abord un ponton de 167 mètres de long, large de 9 mètres, avec un tirant d'eau de 2.75 à l'arrière et de 0.45 à l'avant (pour suivre la déclivité de la plage) et jaugeant 2.500 tonnes. Les essais se firent à l'embouchure de la Tamise. L'arrière du ponton fut fortement amarré entre deux monitors à l'aide de câbles d'acier. Ceux-ci se brisant lors des manœuvres on les remplaça par d'énormes chaînes qui donnèrent toute satisfaction. Deux autres pontons furent aussitôt mis en chantiers.

Trois tanks devaient participer à l'attaque. L'on construisit pour eux en France au « quartier général des tanks » une reproduction exacte de la digue d'Ostende et ils s'entraînèrent à l'aide d'un matériel spécial à franchir l'obstacle. Ils furent ensuite expédiés en Angleterre, prêts à être embarqués.

Quatre-vingt vedettes destinées à produire un écran de fumée étaient réparties à Dunkerque, Calais et Douvres, chaque escadrille devant quitter sa base la veille du soir de l'attaque. Lorsque les pontons arriveraient à Dunkerque les six monitors embarqueraient près de 14.000 hommes et le matériel d'assaut qui seraient cantonnés et entraînés à Mardyck.

Les points de débarquement projetés étaient Middelkerque et Westende. On comptait débarquer toutes les troupes et le matériel en vingt minutes.

Le ponton de Middelkerque était encadré par les monitors *General Wolff* et *General Crewford*, celui de Westende par le *Prince-Eugène* et *Prince-Rupert* et le troisième, par le *Lord Clive* et le *Sir John Moore*.

Les pontons devaient sortir du port de Dunkerque une heure après le coucher du soleil et s'ancrent en rade à un mille de distance les uns des autres. Le départ devait être donné de façon à arriver à la pointe du jour et à marée haute sur les lieux de débarquement pendant qu'une puissante diversion navale aurait lieu vers Zeebrugge.

Cette fois, les plus grandes précautions avaient été prises pour assurer le secret des opérations projetées (1).

A la fin de l'automne 1917, matériel, navires, corps de débarquement, tout était prêt, mais le gouvernement anglais hésita et craignant que l'échec d'une opération aussi délicate et de si grande envergure eût un effet désastreux retarda puis décommanda la tentative.

(1) Cruel démenti au *Times* qui écrivait en octobre 1914 « ... l'entrée des allemands à Ostende n'a pas plus d'importance au point de vue naval qu'un concert donné sur la plage de Bruges... »

(1) Un rapport au Ministère de la Marine française dit : Les Allemands ont dû être au courant de ces projets car sur la côte et notamment à Ostende les fils de fer barbelés sont défendus par des chevaux de frises formés de rails inclinés émergeant de trois mètres du sol.

En décembre 1917, l'amiral Bacon, promoteur de ce plan hardi, était appelé à « d'autres fonctions » et le 1^{er} janvier 1918 l'amiral Keyes prenait la direction de la Dover Patrol. Il sera, avec le commodore Hubert Lynes chef des forces britanniques de Dunkerque, le héros de l'embouteillage de Zeebrugge et d'Ostende.

L'embouteillage

En avril 1918, l'Amirauté Britannique se résolut à tenter l'embouteillage de Zeebrugge et d'Ostende que préconisait déjà un an auparavant le Maire de Dunkerque. A cette époque la base allemande des Flandres comprenait 19 destroyers, 16 torpilleurs, 28 dragueurs, 34 sous-marins (22 du type U-B et 12 U-C poseurs de mines) et un certain nombre de bâtiments auxiliaires (1).

D'incessants dragages furent opérés, dans le West Deep et aux environs des bancs de Middelkerque, par les dragueurs français et anglais pour assurer la sécurité de la route des forces navales alliées.

Vers le 10 avril, la rade et le port de Dunkerque regorgent de navires de tous genres, croiseurs, destroyers, monitors, patrouilleurs, vedettes,

Soixante-quinze unités doivent tenter le raid contre Zeebrugge et soixante-cinq contre Ostende. Les bases de l'aviation y participent également. Le point de rendez-vous de chaque escadre était fixé à soixante milles devant chaque port.

L'opération était prévue pour la nuit du 11 au 12, contre-ordre arriva à minuit, alors que les bâtiments ne se trouvaient plus qu'à treize milles de la côte. Remise au lendemain, elle fut empêchée par le mauvais temps.

Dans la nuit du 22 au 23, la tentative d'embouteillage se produisit. Les bâtiments groupés en rade de Dunkerque gagnèrent le large, se dirigeant sur Ostende, tandis que d'importantes forces navales venues de Douvres, gagnaient directement Zeebrugge.

Les résultats de ces deux expéditions sont connus « la Marine britannique ayant su, beaucoup mieux que la nôtre, donner aux exploits des siens, la publicité qu'ils méritaient... » (2)

La force navale chargée d'opérer à Ostende comprenait les navires basés sur Dunkerque, soit 7 monitors, 3 croiseurs, 15 destroyers et torpilleurs, 32 vedettes et C. M. B., une escadrille d'avions et deux navires bloqueurs, les vieux croiseurs *Sirius* et *Brillant*, remplis de ciment à prise rapide.

Le commodore Lynes, chef des forces britanniques à Dunkerque, arborait son pavillon sur le *Faulknor* et le capitaine de vaisseau de Parceval, commandant les bâtiments français se trouvait à bord du torpilleur d'escadre *Lestin*.

On sait que l'opération échoua par suite du déplacement, resté ignoré, d'une bouée et d'une saute de vent qui refoula au large le banc de fumée produit par vingt-quatre vedettes pour masquer l'arrivée des navires alliés. Les deux block-ships, perdus dans

le brouillard artificiel, manquèrent la passe d'Ostende, s'échouèrent à 1.500 mètres de l'entrée et se firent couler.

Malgré le feu très violent des batteries de côte, les équipages des navires embouteilleurs furent recueillis par les vedettes et tous les bâtiments et embarcations rentrèrent en rade de Dunkerque sans avaries (1).

Les monitors anglais tirèrent contre les batteries d'Ostende près de quatre cents obus de 12 et 15 pouces.

A Zeebrugge l'opération, beaucoup plus rude et plus sanglante (176 tués, 412 blessés et 49 manquants sur 1.800 marins, tous volontaires) fut mieux favorisée par le vent et deux bloqueurs sur trois se firent sauter en plein chenal, ne laissant qu'un étroit passage à marée haute pour les sous-marins (2).

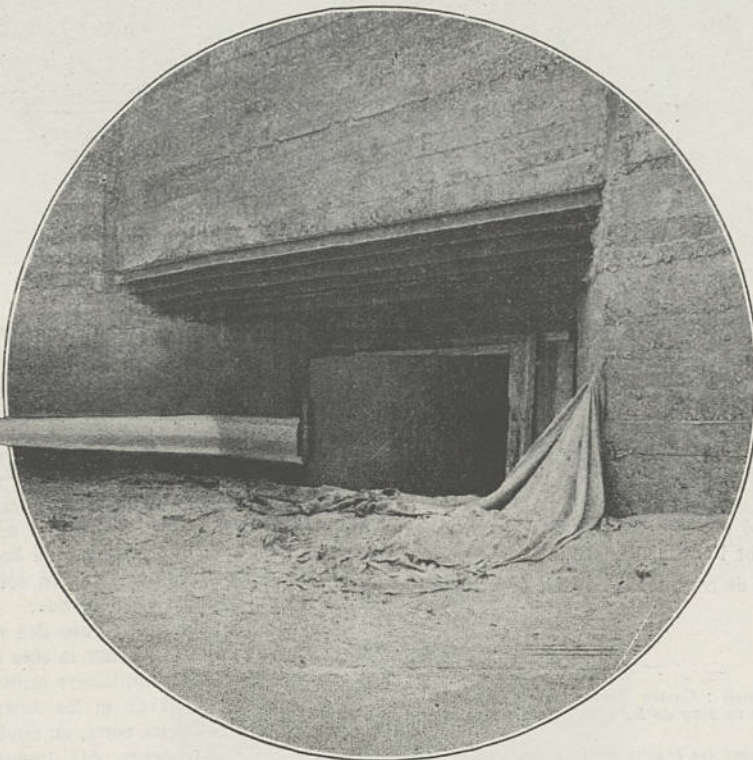
Dans la nuit du 9 au 10 mai, le commodore Lynes renouvela sa tentative contre Ostende. La flottille anglo-française quitta la rade de Dunkerque avec les deux block-ships *Vindictive* et *Sappho*, mais à peine ce dernier navire avait-il quitté son mouillage qu'une de ses

chaudières sautait; il revint à Dunkerque et l'opération se poursuivit. Le *Vindictive*, cuirassé qui avait reçu de glorieuses avaries lors de l'affaire de Zeebrugge, entra dans le chenal d'Ostende, à 2 heures du matin, sous un feu violent des batteries allemandes et se fit sauter. Des vedettes recueillirent l'équipage sous la protection des destroyers dont les canons tiraient à toute volée (3). Il y eut de nombreux tués et blessés que les navires débarquèrent à Dunkerque le lendemain matin.

L'amiral Keyes, avec une puissante division de croiseurs, patrouillait au large pour protéger les forces du commodore Lynes contre une offensive possible des destroyers allemands, mais ceux-ci ne se montrèrent pas. Le croiseur *Warwick*, battant pavillon amiral, recueillit un certain nombre de blessés provenant de l'équipage du *Vindictive*, réfugié à bord d'une vedette; celle-ci, atteinte par des éclats d'obus et le feu des mitrailleuses allemandes commençait à couler.

Au moment où il allait franchir les passes des bancs de Flandre, le *Warwick* toucha une mine. Le navire prit une bande considérable, s'enfonça de l'arrière, mais ne coula pas. Remorqué avec précaution par deux destroyers, il fut conduit à Douvres.

L'amiral Keyes, commandant la Dover Patrol, envoya à l'amiral



Canon de marine de 140 mm sous casemate blindée dans les dunes, près de Oostdunkerque (1917)

(1) Rapport de l'Amirauté Britannique.

(2) Le bombardement fut distinctement entendu de tout Dunkerque. Le sol était agité d'un frémissement continu semblant être précurseur d'un tremblement de terre. Le formidable grondement du canon déferlait sous la voûte céleste. A un certain moment, une détonation plus puissante encore secoua la ville, c'était les Anglais qui venaient de faire exploser un sous-marin entièrement chargé d'explosif (le C-3, C^e lieutenant Sandfort) contre la jetée à claire-voie du môle. Sur une longueur de trente mètres la jetée sauta en l'air. Un jet des flammes monta jusqu'à 1.500 mètres de hauteur. Sur la Tour Saint-Eloi, les guetteurs médusés crurent à une éruption volcanique. Les officiers anglais décrivent l'explosion comme étant la plus forte qu'ils aient jamais entendue... (L'équipage du sous-marin avait pu être recueilli à temps par une vedette anglaise). (Rapport officiel de l'Amirauté Britannique).

(3) La canonnade était extraordinairement intense. A la lutte navale les grosses pièces du front de Nieuport mêlaient leur voix puissante et les Dunkerquois réveillés par le fracas des décharges d'artillerie pouvaient apercevoir à l'horizon le ciel littéralement embrasé par les lueurs fulgurantes des coups de canons.

(1) Arch. de l'Amirauté allemande.

(2) (C^e Emile Vedel).

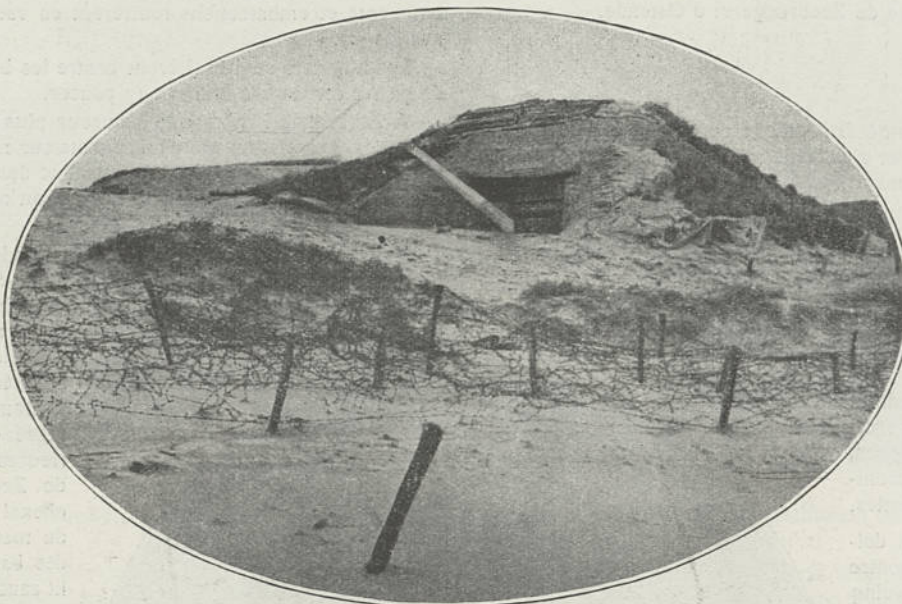
Ronarc'h un télégramme de félicitation pour la coopération des destroyers, torpilleurs et navires auxiliaires français, on y lisait :

« Le fait que les forces navales françaises ont pris part à l'entreprise est un honneur dont la Marine britannique est très fière ».

Le surlendemain, Dunkerque faisait des funérailles imposantes aux marins anglais tués au cours de ce combat. Le 13 août, le Roi d'Angleterre arrive à Dunkerque. Il est salué sur le quai des monitors par les Autorités britanniques, le Général Gouverneur, le Maire et les Officiers supérieurs de la Marine française.

A bord du monitor *Terror*, il procède à la remise de décorations à des officiers et marins, français et anglais, qui s'étaient distingués lors du raid sur Ostende (1).

Le Roi s'embarquait peu après, pour Douvres, sur un destroyer anglais, salué au départ par les hurrahs frénétiques de ses marins.



Canon de marine à tir rapide de la batterie « Alsace-Lorraine »

trouver sur rade après le coucher du soleil. Ceux qui n'auront pu entrer au port avant la chute du jour devront aller au mouillage dans la fosse de Mardyck. Les navires de guerre au large doivent prendre position pour dégager le champ de tir des canons du front de mer.

Un monitor est mouillé à six cents mètres du musoir ouest, un torpilleur croise devant la passe avec l'ordre impératif de torpiller tout navire arrivant qui ne répondrait pas sur-le-champ aux signaux de reconnaissance.

Toutes les batteries du front de mer et tous les navires de guerre ont ordre de procéder à la destruction des bâtiments suspects essayant de pénétrer en rade.

Enfin, des mesures très importantes furent également prises pour renforcer la défense du front de mer contre une tentative de débarquement ennemi entre La Panne et Gravelines.

tative de débarquement ennemi entre La Panne et Gravelines.

Les navires de la base de Dunkerque

entrent à Ostende et Zeebrugge

En septembre et octobre 1918, les monitors anglais, sous la traditionnelle protection des torpilleurs de la base de Dunkerque, collaborèrent à l'offensive générale en bombardant activement toutes les positions allemandes de la région côtière et notamment les grandes batteries qui entouraient Ostende.

Devant l'avance victorieuse des armées alliées, les Allemands se préparent enfin à évacuer la côte belge. Dans les premiers jours d'octobre, vingt-cinq torpilleurs quittent Ostende et Zeebrugge pour regagner Wilhelmshaven et les Allemands achèvent d'embouteiller complètement ces deux ports, en coulant près des épaves des navires anglais, des remorqueurs, des dragues et des chalutiers.

Quatre sous-marins et deux grands torpilleurs en réparations ne purent être évacués et furent détruits sur place. Les vedettes porte-torpilles avaient été expédiées par chemin de fer à Kiel.

Le 17 octobre, à midi, une reconnaissance de quatre destroyers

L'on ne sera pas surpris d'apprendre qu'après ces opérations des précautions exceptionnelles furent prises pour éviter à Dunkerque de subir le même sort.

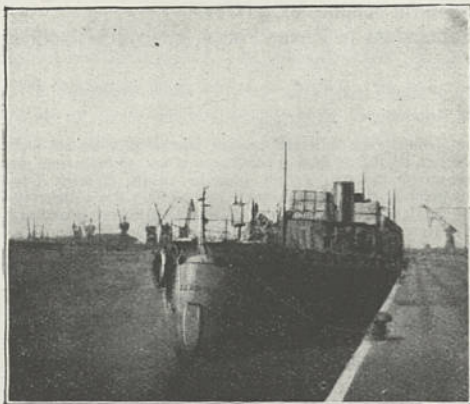
Le 20 mai, un accord est passé entre le Gouverneur de Dunkerque, le Commodore britannique et l'amiral Ronarc'h.

Pendant la nuit, aucun navire de commerce ne doit désormais se

(1) Il n'y a rien de neuf sous le soleil : Contre Zeebrugge et Ostende les Anglais venaient de réussir héroïquement un coup de force qu'ils avaient vainement tenté jadis contre Dunkerque.

«... Le 11 août 1615 les Anglais amènent des brûlots pleins de substances composées pour dégager une quantité de fumée épaisse, les vaisseaux de guerre en profiteront pour s'avancer en rade et battre les forts et le port... (Henri Malo, les Corsaires Dunkerquois).

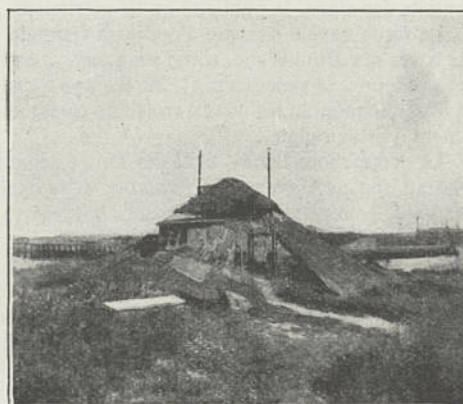
D'autre part, Faulconnier dans sa *Descrip. Hist. de Dunkerque* relate qu'en 1692 Guillaume d'Orange charge l'amiral Russel de couler dans le chenal de Dunkerque des vaisseaux maçonnés. La tentative échoua.



A gauche : Le block-ships *Sappho*, amarré dans le port après l'accident qui l'empêcha de participer au raid contre Ostende (v. page 139).

A droite : Le poste du commandement du front de mer aménagé avec une tourelle du croiseur *Alger*.

(Août 1918)



anglais peut s'avancer jusqu'à Mariakerque sans avoir essuyé un seul coup de canon mais elle est peu après bombardée par deux puissantes batteries qui se trouvent près de Zeebrugge.

L'amiral Keyes, à bord d'une vedette automobile, se rendit avec quelques officiers anglais, à Ostende, mais ne resta à terre que quelques minutes pour ne pas donner aux Allemands, déclara-t-il, un prétexte de tirer, à leur tour, sur la ville.

Le 18 octobre, à trois heures de l'après-midi, le front de mer allemand de la côte belge tira son dernier coup de canon. L'obus tomba à la mer à moins de quinze mètres de l'avant d'un destroyer anglais, l'inondant complètement d'une immense gerbe d'eau. Il avait été lancé par la batterie Kaiser-Wilhelm II, située à Knocke, qui se composait de quatre canons de marine de 305 mm, tirant à 38 kilomètres un projectile de 400 kilos (1).

Le lendemain, la batterie était aux mains des troupes belges.

Dans la nuit du 18 au 19, les Allemands faisaient sauter les dernières batteries de côte et évacuaient Zeebrugge. Les derniers Allemands quittaient ce port, le 19 octobre, à huit heures du matin.

Le même jour, à treize heures trente-cinq, le capitaine de vaisseau

Bréard de Boisanger, venu en hydravion de Dunkerque, amerrissait à Zeebrugge. Une heure après arrivaient deux vedettes françaises et un nouveau groupe d'hydravions avec le capitaine de frégate de Laborde, commandant les patrouilles aériennes maritimes de la Z. A. R.

Toute la journée les dépôts de munitions ne cessèrent de sauter.

A cinq heures du soir, l'amiral Keyes arrivait enfin avec un nombreux état-major et fut reçu par le commandant de Boisanger, qui lui exprima ses excuses de l'avoir précédé sur le môle où les marins anglais s'étaient couverts de gloire...

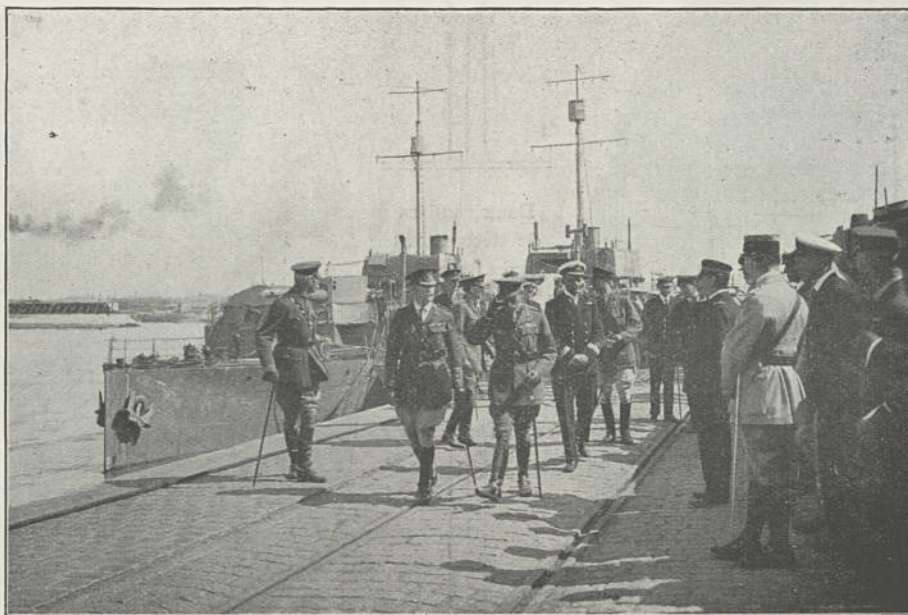
Après une rapide inspection, l'amiral anglais reprit la mer et regagna Dunkerque. Le lendemain matin il rendit visite à l'amiral Ronarc'h et lui déclara qu'il regrettait de n'avoir pas emmené avec lui des officiers français lors de sa descente,

quarante-huit heures avant à Ostende.

L'amiral Ronarc'h, enchanté sans doute que ses officiers eussent été les premiers à débarquer à Zeebrugge, réserva à l'Amiral britannique un accueil extrêmement cordial...

Le 20 octobre, tous les bâtiments de guerre anglais basés sur Dunkerque regagnaient l'Angleterre.

Dix jours après une base française était installée à Ostende. Le rôle de la grande base navale dunkerquoise était terminé.



Le Roi d'Angleterre venant de féliciter les équipages des navires qui prirent part à l'embouteillage de Zeebrugge et d'Ostende

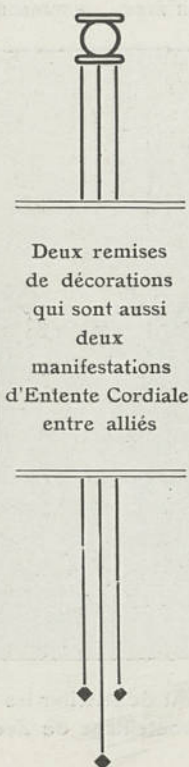
(1) Note de l'Amirauté allemande.



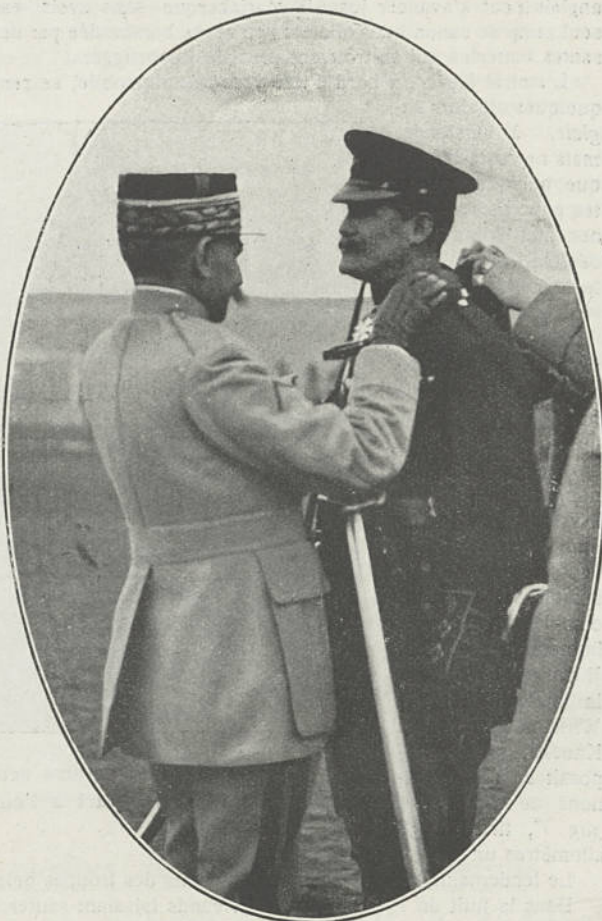
Affiche de propagande anglaise éditée après le torpillage du paquebot *Lusitania* (1.178 victimes)



Devant les troupes franco-anglaises de la garnison, massées Place Jean-Bart, le colonel Marescaux, commandant la base britannique, remet la *Military Cross* au commandant Terquem, maire de Dunkerque (8 Avril 1915).



Deux remises de décorations qui sont aussi deux manifestations d'Entente Cordiale entre alliés



Le général Putz, commandant la Région du Nord, remet la cravate de Commandeur de la Légion d'Honneur au colonel Marescaux, commandant la base britannique de Dunkerque (2 Février 1918).

LA GUERRE SOUS-MARINE AU LARGE

Pendant que monitors, destroyers et torpilleurs montaient inlassablement la garde, au large des bancs de Flandre, pour protéger la navigation et la rade de Dunkerque contre les raids de surface des bâtiments allemands, d'autres escadrilles plus humbles, mais d'un héroïsme aussi grand, accomplissaient une tâche des plus périlleuses. Chaque jour, ou presque, patrouilleurs et dragueurs de mines — hier encore modestes chalutiers du temps de paix — luttèrent de toute leur énergie contre les sous-marins ennemis.

Dès la fin décembre 1914, les Allemands commencèrent à employer pour le mouillage des mines devant nos ports une série de sous-marins spécialement construits dans ce but et dont les Alliés ne soupçonnaient guère l'existence.

D'autre part, les torpillages de navires de commerce dans la Manche préluèrent au fameux blocus que l'Allemagne annonçait devoir entrer en vigueur le 18 février 1915 et en vertu duquel « tout navire rencontré dans les eaux de l'Angleterre et de l'Irlande ou dans la Manche serait coulé sans avertissement » (1).

(1) C'est le 25 octobre 1914 que se produisit le premier torpillage sur les côtes françaises.

Le croiseur anglais *Hermès*, de 5.700 tonnes, transformé en navire porte-hydravions, venait de quitter Dunkerque pour Douvres lorsqu'au large de Gravelines le sous-marin « U-27 » (C' lieutenant de vaisseau Wegener) lui envoya, à courte distance, deux torpilles, la première dans les hélices et la seconde en plein travers.

Près de la moitié de l'équipage sombra avec le navire.

Le lendemain, l'« U-27 » torpillait, au large de Boulogne, le transport *Amiral Ganteaume*, qui avait à son bord 2.500 réfugiés. Le navire heureusement ne coula pas, mais il y eut de nombreux tués.

L'« U-27 » fut coulé à son tour à coups de canon par le bateau-piège anglais, *Baralong* le 19 août 1915.

Pour cette lutte nouvelle l'Angleterre arme ses chalutiers et le gouvernement français charge le capitaine de vaisseau Merveilleux du Vignaux (aujourd'hui vice-amiral et membre du Conseil Supérieur de la Marine) de l'organisation d'une grande flottille de patrouilleurs et de dragueurs de mines.

Soixante chalutiers sont immédiatement réquisitionnés dans les ports du détroit et de l'Océan.

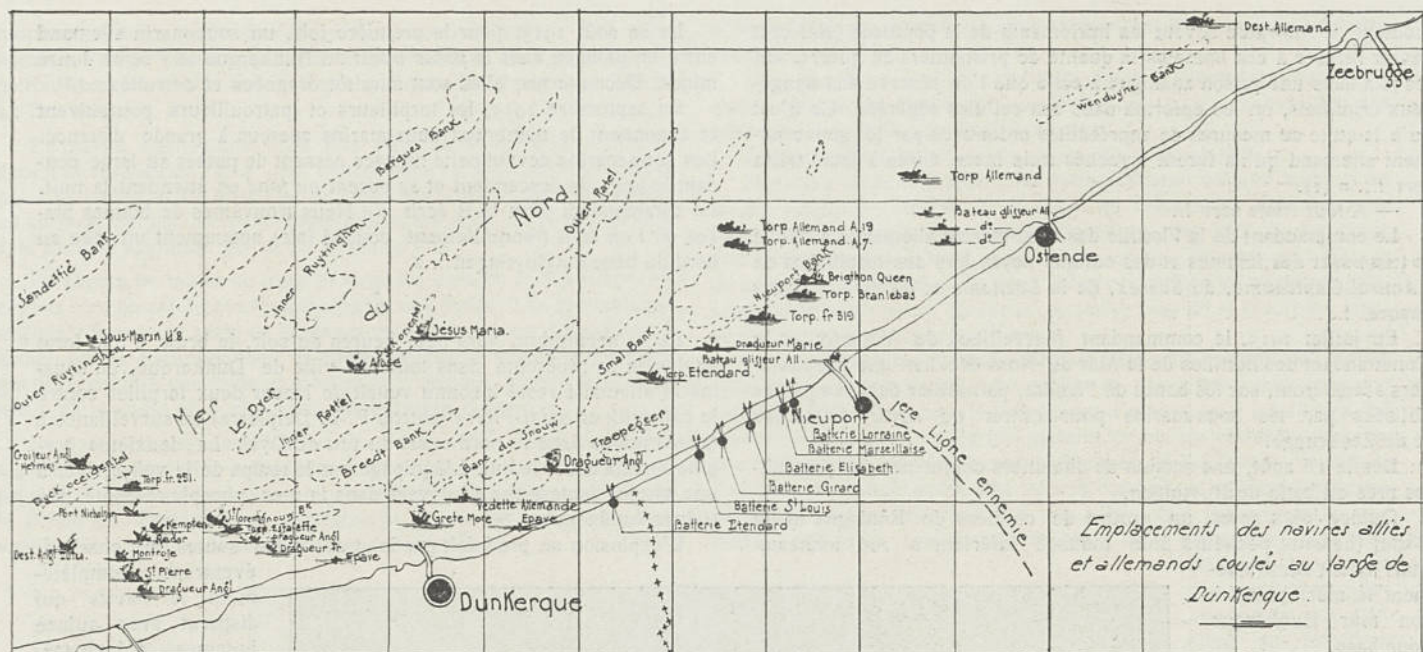
Le 16 février 1915, une première escadrille de six chalutiers armés de canons de 47 mm quitte Cherbourg pour Dunkerque. Les autres ne tardent pas à prendre la mer avec des équipages renforcés par des marins pris dans les dépôts de la Flotte.

Les patrouilleurs naviguent par groupe de six à la recherche du moindre sillage de périscope. Les dragueurs de mines s'en vont par deux traînant derrière eux une drague destinée à repêcher les mines sous-marines.

Cette organisation complexe et délicate, admirablement conçue par le commandant Merveilleux du Vignaux, ne cessera de se modifier au fur et à mesure des événements et son armement se perfectionnera constamment.

Patrouilleurs et dragueurs, dont le nombre devient de plus en plus important, reçoivent des postes de T.S.F., des fusils, des revolvers, des mitrailleuses. Ils auront bientôt aussi un deuxième canon, d'un calibre allant du 47 mm au 105 mm, puis des grenades spéciales contre les sous-marins.

Ainsi équipés, nos marins se montreront en chaque circonstance



les dignes descendants des grands corsaires d'autrefois et l'amiral Merveilleux du Vignaux me dira plus tard :

«... Sans eux, sans leur endurance à la mer, sans leur courage héroïque et obscur, le service des patrouilles eut été quasi impossible. C'est grâce à eux que patrouilleurs et dragueurs de mines ont pu rendre des services exceptionnels en assurant une sécurité relative aux communications entre la France et l'Angleterre... »

On conçoit aisément que les dragueurs de mines n'eurent pas seulement à rechercher et à détruire les mines allemandes, mais aussi celles des marines anglaises et françaises qui, rompant leurs amarres pendant les mauvais temps, partaient à la dérive et devenaient alors autant de volcans errants prêts à faire éruption au moindre choc.

Pendant la durée des hostilités, près de trois mille mines de toutes origines, furent détruites au large de Dunkerque, par les patrouilleurs et dragueurs français et les Drifters de la Dover Patrol. Celles qui vinrent s'échouer sur les plages du camp retranché ne figurent pas dans cette statistique officielle.

**

Avant même la constitution de ces escadrilles spéciales, la base navale de Dunkerque avait dû, en toute hâte, faire appel aux dragueurs de la deuxième escadre légère de Cherbourg car en décembre 1914 les premières mines sous-marines étaient découvertes par un torpilleur, en rade de Nieupoort, où l'amiral Hood devait venir embosser ses cuirassés pour bombarder les positions allemandes.

Le 19 janvier 1915, le torpilleur 319 sautait à neuf heures du matin sur une mine à deux milles au sud de la bouée de Nieupoort. C'est le premier d'une série d'une quinzaine de bâtiments, torpilleurs, patrouilleurs, dragueurs, etc., détruits au large de Dunkerque pendant toute la durée des hostilités en assurant la protection de la navigation. Protection efficace puisqu'en face de ce bilan il convient de se souvenir que Dunkerque a enregistré 24.500 entrées et sorties de navires pendant la même période.

Le torpilleur 319 qui venait de heurter une mine avait eu l'avant complètement déchiqueté et coulait rapidement. Son commandant (premier maître Ledru) avait la mâchoire arrachée et restait debout près de la passerelle sans avoir, déclara-t-il ensuite, rien vu ni entendu de l'explosion. A côté de lui, retomba la moitié du corps d'un matelot. Les secours qui arrivèrent immédiatement permirent de recueillir les survivants de l'équipage qui comptait cinq tués et quatre blessés.

Les dragages poursuivis amenèrent la découverte de vingt-trois mines.

Un mois après, le 20 février, nouvelle perte d'un dragueur. Le chalutier *Marie* du front de mer de Dunkerque touche une mine. Atteint à l'arrière, le bâtiment se dresse verticalement et glisse sous l'eau, en moins d'une minute, dans un immense nuage de vapeur d'eau provenant de l'explosion des chaudières.

Deux torpilleurs qui se trouvaient à proximité recueillirent douze survivants dont neuf blessés (l'enseigne de vaisseau Littaye qui commandait la *Marie* fut repêché avec une jambe brisée). Le sauvetage dura vingt minutes sous le feu des batteries allemandes tirant à une distance de 12.000 mètres.

Destruction du sous-marin U-8

Le 4 mars 1915, dans la soirée, une bonne nouvelle se répandit dans les milieux de la base navale dunkerquoise et fut confirmée peu après officiellement par une note du Consul d'Angleterre.

Une patrouille de destroyers de la Dover Patrol venait de couler un sous-marin.

Il avait été aperçu une première fois vers une heure de l'après-midi, par le destroyer *Viking*, au large de la bouée du banc du Varne. L'alerte était aussitôt donnée et huit destroyers commencèrent une croisière minutieuse.

Deux heures et demi après le *Maori* et le *Ghurka* apercevaient un périscope et tentaient de le prendre dans une drague explosive. La tentative échoua.

A cinq heures, entre les bancs du Sandettié et du Ruytingen, le *Ghurka* l'apercevait à nouveau et réussissait à faire éclater une grenade en bonne place. Quarante secondes après, l'arrière du sous-marin sortait de l'eau, sous un angle de 40°, et revenait peu à peu dans la position horizontale. Le *Maori* et le *Ghurka* ouvrirent aussitôt le feu et atteignirent le blockhaus. L'équipage sortit sur le pont et se rendit. Cinq officiers et vingt-quatre hommes furent fait prisonniers pendant que l'« U-8 » (C^e lieu. de vaiss. Stoes) coulait à fond. Il rentra d'une croisière au cours de laquelle il avait coulé cinq vapeurs représentant 15.000 tonnes.

Le Commandant de la Flottille allemande des Flandres écrit dans ses mémoires que l'« U-8 » avait été repéré par une trace de mazout, qu'il laissait derrière lui et il ajoute :

« La colère accumulée par nos sous-marins se manifesta à ce

moment. L'Amirauté devant les hurlements de la populace (sic) crut devoir refuser à ces hommes la qualité de prisonniers de guerre. On les jeta dans une prison analogue à celle que l'on réserve aux dangereux criminels, on les enferma dans des cellules séparées. Ce n'est qu'à la suite de mesures de représailles ordonnées par le gouvernement allemand qu'ils furent arrachés trois mois après à leur triste sort !... » (1).

— A leur triste sort !..

Le commandant de la Flottille des sous-marins allemands a oublié le triste sort des femmes et des enfants noyés lors des torpillages de l'*Amiral-Ganteaume*, du *Sussex*, de la *Lusitania* et de bien d'autres encore !..

En juillet 1915, le commandant Merveilleux du Vignaux et le Commandant des flottilles de la Mer du Nord décident que les chalutiers armés iront, sur les bancs de Flandre, patrouiller dans les passes utilisées par les sous-marins pour entrer ou sortir d'Ostende et de Zeebrugge.

Dès le 1^{er} août, une section de chalutiers commence les patrouilles près du banc de Ruytingen.

Quinze jours après, un groupe de cordiers de Boulogne et du Portel (bateaux pêcheurs d'un tonnage inférieur à 100 tonneaux mais tenant admirablement la mer) prend à son tour Dunkerque pour base.

Dans leur mission extrêmement pénible, ils vont gêner considérablement le passage des sous-marins. Si bien que les Allemands n'hésiteront pas à venir, avec des hydravions, les attaquer à coups de bombes et de mitrailleuses, puis ils essaieront de les couler à la torpille.

Le commandant Gayer, commandant de la Flottille des Flandres, puis chef de la section des sous-marins à l'Amirauté à Berlin, constatait avec amertume :

« ...Les patrouilles furent bientôt des adversaires bien désagréables, lorsque ces « cavaliers de la mer », dans toute l'acception du terme, employèrent d'autres moyens que l'abordage. Soit en plongée, soit en surface, nous essayâmes souvent d'en venir aux mains avec eux, mais on déconseilla bientôt les attaques contre ces bâtiments de surface, sauf dans les cas très favorables, car en un clin d'œil le patrouilleur se dirige vers le sous-marin, si bien qu'il ne reste à celui-ci qu'à plonger à grand-peine pour échapper au danger » (2).

N'est-ce pas là un hommage involontaire de l'ennemi aux héroïques équipages de nos chalutiers ?

Je ne sais si on se rend bien compte, dira le commandant Vedel, de la trempe d'âme toute spéciale que demande un métier pareil consistant à battre environ vingt-huit jours par mois une mer partout minée, en perpétuel danger de recevoir la torpille subreptice, ou de heurter la marmite invisible, dont la rencontre enverra la barque par le fond et tout l'équipage à la noyade.

(1) Travail publié par l'Amirauté allemande.

(2) Extrait d'un ouvrage publié par le commandant Gayer. Ce travail auquel nous ferons quelques emprunts au sujet de la destruction des sous-marins au large de Dunkerque, devait comprendre quatre parties. Trois seulement ont été achevées. La publication a été suspendue par ordre de l'Amirauté allemande comme dévoilant avec trop de précision les secrets des opérations navales. (Ces notes confidentielles sont encore inédites en France).

Le 20 août 1915, pour la première fois, un sous-marin allemand entre en plongée dans la passe ouest de Dunkerque et y sème douze mines. Découvertes, elles sont aussitôt draguées et détruites.

En septembre 1915, les torpilleurs et patrouilleurs poursuivent et canonent de nombreux sous-marins aperçus à grande distance. Les sous-marins devant cette menace cessent de passer au large pendant le jour, ils descendent et se posent au fond en attendant la nuit. Le commandant d'un U-B écrit : « Nous trouvâmes de bonnes places où l'on était tranquillement couché (sic) notamment un peu au nord du banc du Ruytingen... »

**

Le 22 septembre, vers neuf heures du soir, le bruit d'une forte explosion se répercuta dans toute la ville de Dunkerque, un sous-marin allemand resté inconnu venait de lancer deux torpilles contre le patrouilleur *Saint-Pierre* (patron P.-F. Delpierre) en surveillance à quatre milles dans le nord-ouest du feu du Dyck. La deuxième torpille toucha seule le but. L'équipage eut le temps de la voir arriver à une vitesse fantastique soulevant dans la mer phosphorescente une traînée lumineuse.

L'explosion se produisit par le travers des soutes au charbon,

éventrant complètement le navire qui disparut avec quinze hommes d'équipage. Deux matelots sont retrouvés vivants, un autre meurt sur le pont du chalutier qui le recueille. Quatorze heures après l'explosion, le lendemain vers onze heures, un bateau de pêche de Grave-lines repêche le patron du *Saint-Pierre*, dérivant accroché à une bouée et luttant encore contre la noyade. On le ramena à Dunkerque, où il fut transporté à l'hôpital. Le patron Delpierre ne tarda pas à se rétablir.

Dans la nuit du 28 au 29 septembre, le torpilleur *Branlebas*,

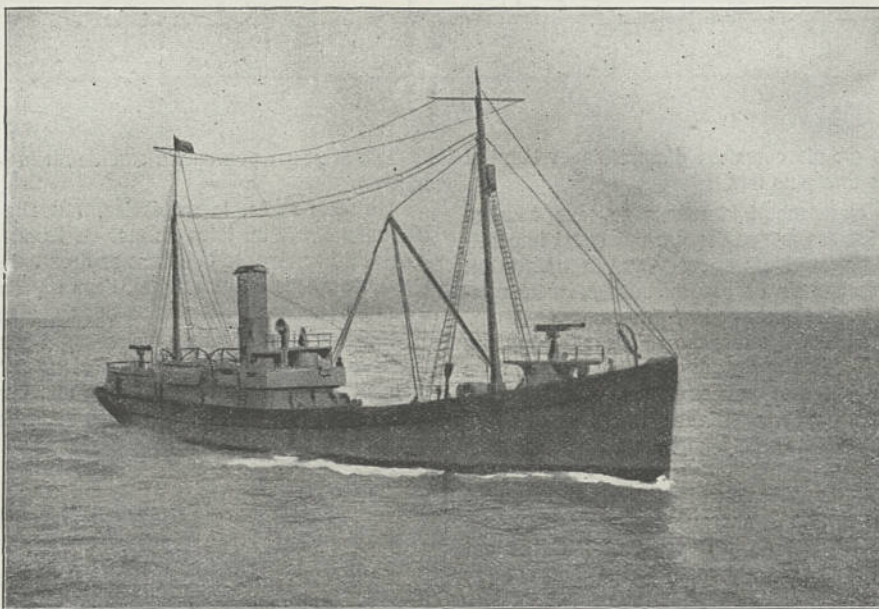
en compagnie de l'*Obusier* effectuait une croisière au large de Nieuport lorsqu'il « raccrocha une mine » avec ses hélices. L'arrière défoncé, le torpilleur ne tarda à couler en dépit des efforts de l'équipage sous le commandement du lieutenant de vaisseau Wackerne (originaire de Cassel). Cinq officiers-mariniers avaient été tués et deux hommes blessés. L'*Obusier* prit à son bord les survivants, acheva sa patrouille puis rentra à Dunkerque.

Quarante-huit heures après les dragages faisaient découvrir un champ de mines près de l'épave.

L'amiral Bacon adressa à l'amiral Ronarc'h un télégramme de condoléances pour la perte du bâtiment qui un mois auparavant avait coulé un destroyer allemand en rade d'Ostende.

**

Six jours après la perte du *Branlebas*, le 5 octobre, le dragueur de mines *Alose* (patron Ringot) explorait les passes sud du Ruytingen, en compagnie d'un autre chalutier, sous la protection de deux torpilleurs, lorsqu'à quatorze heures trente-cinq son étrave heurte une mine. Détail qui peut donner une idée de la violence des explosions des mines et torpilles, les hommes du torpilleur 341 (C^e lieu. de vais. Lorfèvre), qui se trouvait à quelques encablures, aperçurent une très haute gerbe d'eau et de fumée. Elle dura sept à



Chalutier transformé en patrouilleur armé de deux canons de 75

huit secondes. La gerbe dissipée, l'*Alose* avait disparu... Sur seize hommes l'on ne retrouva que quatre survivants et deux cadavres. Le patrouilleur *Blanc-Nez* les débarqua quelques heures après à l'Écluse Trystram (1).

Le navire avait sauté dans une zone de douze mines immergées à intervalles de 150 à 200 mètres dans la nuit du 2-3 octobre par l'« U-C-5 » (C^t enseigne de vais. Morhbutter) qui opéra *étant en surface*. Sur son journal de bord l'allemand nota : « Je fus dérangé à la fin de l'opération par deux torpilleurs ».

Le champ de mines se trouvait dans les parages où les bâtiments anglais s'embossaient pour bombarder la côte belge. Les patrouilleurs anglais y firent une série de dragages de nuit au cours desquelles un ancien bateau-excursionniste, le *Brigthon-Queen*, transformé en dragueur, rencontra une mine et sombra le 6 octobre, à deux heures du matin au moment où il effectuait une dernière « passe ».

Le destroyer anglais *Viking* rentra le matin à Dunkerque avec sept tués et vingt-trois survivants, dont plusieurs blessés de l'équipage du *Brighton Queen* qui avait coulé presque au même endroit que le *Branlebas*. Pendant une quinzaine de jours, les mâts restèrent visibles puis un soir de tempête la mer les emporta.

..

Dans la nuit du 9 au 10 novembre, trois cordiers, dont le *Jésus-Maria*, étaient en croisière, à l'entrée nord-ouest du Dyck oriental, par une mer démontée et un temps tournant à la tempête lorsque l'« U-B-17 » (C^t lieut. de vais. Weninger) venant de Zeebrugge, s'approcha en demi-plongée du *Jésus-Maria* et lui lança une torpille. L'explosion fut formidable, les deux autres cordiers qui venaient de croiser leur camarade de patrouille, ne se rendirent pas compte de la nature de la déflagration et ce n'est qu'au petit jour, en constatant la disparition du bâtiment, qu'ils entreprirent des recherches ; elles ne donnèrent aucun résultat. On ne retrouva ni une épave, ni un cadavre. Le cordier était perdu corps et biens. La tempête de plus en plus violente mit fin aux recherches.

Quelques jours après, le communiqué allemand publiait un compte-rendu du « combat » et métamorphosait l'humble cordier en un torpilleur de haute-mer !

En mai 1918, un officier mécanicien du « U-B-17 », capturé à bord d'un grand sous-marin (U-103) donna quelques détails. Le *Jésus-Maria* avait coulé en trente secondes, sous les yeux de l'équipage du « U-B-17 ».

..

Torpilleurs, patrouilleurs et cordiers menaient la vie dure aux sous-marins ; le moindre sillage suspect était canonné furieusement

(1) Rapport du lieutenant de vaisseau Lorfèvre. Il faut mentionner l'acte héroïque du marin boulonnais J.-B. Rouvillois qui se sacrifia en lâchant volontairement une épave où il se trouvait accroché avec deux autres matelots. L'épave était trop faible pour maintenir les trois hommes à la surface. Rouvillois paya de sa vie son dévouement envers ses camarades.

et les périscopes poursuivis avec acharnement. En voici quelques exemples :

Le 3 octobre 1915, le torpilleur 320 (C^t Lieury) rencontra à quatre heures du matin un sous-marin qui venait de mouiller des mines près de la bouée de Gravelines.

L'allemand navigait à petite allure, en demi-plongée.

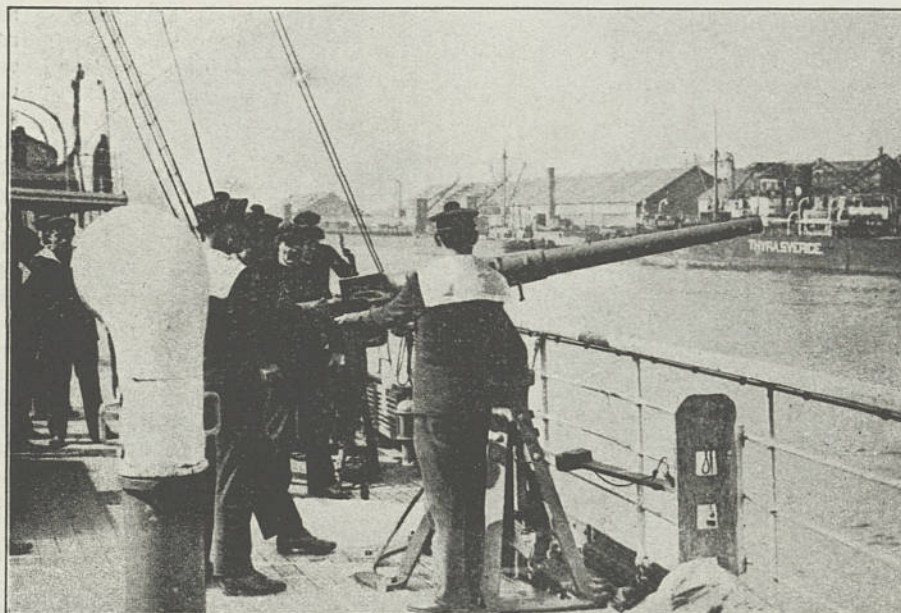
Marchant en sens inverse, les deux bâtiments se sont aperçus en même temps — comme deux autos se croisant la nuit sur une route. Tandis que le sous-marin plonge au plus vite, le torpilleur vire complètement de bord et lance une torpille. Elle passe *au-dessus* du sous-marin immergé, à deux mètres derrière le périscopie qui, seul, est encore visible. Quelques secondes plus tôt et la torpille atteignait le sous-marin en pleine coque.

Le 28 décembre, le vapeur anglais *Alberton*, venant de quitter Dunkerque, rencontre près des passes de Gravelines deux sous-marins mouilleurs de mines. Il s'empresse d'alerter deux torpilleurs. Le *Tromblon* et le *Francis-Garnier* partent en chasse et découvrent les deux allemands près des bancs de Bergues. Il est quatre heures de l'après-midi, la nuit arrive vite mais le combat est extrêmement rapide. Le *Tromblon* (C^t lieut. de vais. Guy) met le cap sur le long fuseau gris d'un sous-marin et lance trois grenades ; l'allemand

riposte à 1.000 mètres par une torpille ; elle passe sur l'arrière du torpilleur qui ouvre le feu au même instant contre le second sous-marin. En trente secondes, dix coups de canon partent et encadrent le périscopie. Ce dernier disparaît avec une telle vitesse qu'aucune torpille ne peut plus être lancée et les sous-marins peuvent s'échapper.

..

Avec le printemps 1916, la guerre de mines va prendre en rade de Dunkerque une importance nouvelle. Une escadrille de sous-marins allemands sera à peu



La manœuvre du canon à bord d'un patrouilleur dans le port

près spécialement affectée au mouillage des mines.

En mars, l'« U-C-10 » (C^t lieut. de vais. Nitzsche) mouille trente-six mines dans les passes du Ruytingen. En même temps, les « U-C-1 », « U-C-5 », « U-C-6 », « U-C-7 » et « U-C-10 » mouillent des mines dans toutes les passes sur les bancs de la Mer du Nord et à l'entrée du détroit du Pas-de-Calais (1).

Dans la nuit du 4 avril, la Marine à Dunkerque reçoit un télégramme secret et chiffré du Ministre de la Marine disant :

«..... départ 6 avril de Zeebrugge d'un sous-marin ayant à bord douze mines qu'il mouillera en rade de Dunkerque... »

C'est encore l'« U-C-5 » (C^t enseign. de vais. Morhbutter). Il est découvert et poursuivi par des torpilleurs alors qu'il venait d'immerger sa cargaison d'explosifs près du bateau-feu du Dyck. Il réussit à s'échapper mais sa perte est prochaine.

La Marine française pour assurer la liberté de navigation aux abords de Dunkerque organise de nouvelles sections de dragueurs de mines. Quatre bâtiments sur les bancs de Flandre « nettoient » régulièrement les routes utilisées, par nos patrouilles de torpilleurs, de destroyers et moniteurs de bombardement, dans l'Out-Ratel, le Small

(1) Arch. Sect. Hist. de la Marine.

Bank et le West Deep. Une autre participe aux dragages des champs de mines découverts sur la route de Dunkerque-Calais.

**

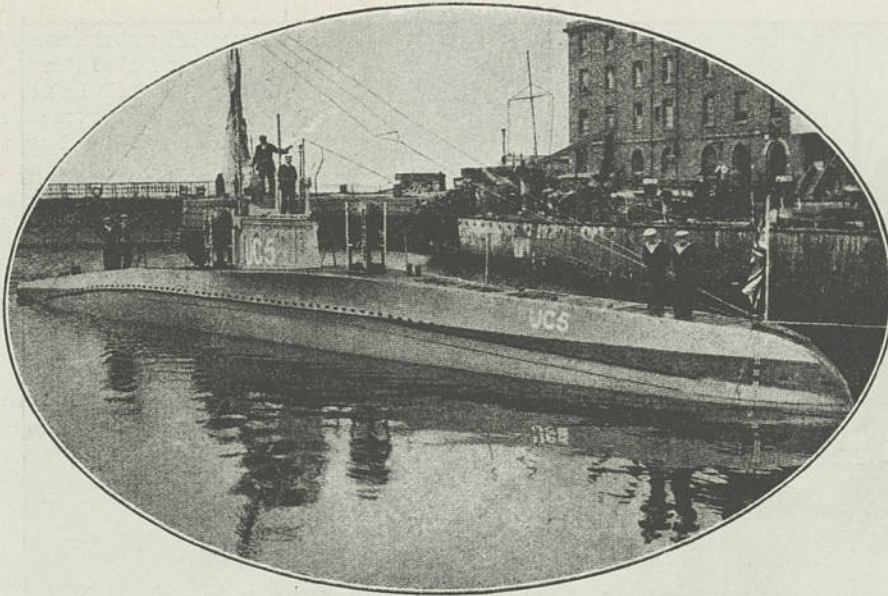
Dans la nuit du 20-21 avril, l'« U-C-6 » (C^t Comte de Chmettow) opère un nouveau mouillage de douze mines près du bateau-feu du Dyck.

A huit heures du matin, le garde-pêche *Estafette* (C^t lieut. de vais. Lefebvre) arraisonneur du front de mer de Dunkerque s'engage dans le champ de mines et saute. Quelques minutes avant il venait de faire détruire deux mines par des dragueurs anglais. Sur vingt-neuf hommes d'équipage, seize sont sauvés, y compris le commandant, grâce aux prompts secours d'une vedette de l'aviation maritime.

A mer basse l'épave reste visible et l'amiral de Marliave télégraphie à Cherbourg pour avoir le matériel nécessaire à son renflouement. Le 12 mai, le dock de relevage pour sous-marin arrive à Dunkerque, escorté par une flottille composée de torpilleurs et chalutiers. Les travaux vont commencer lorsqu'on aperçoit un sous-marin en embuscade à 300 mètres de l'épave attendant sans doute l'occasion de torpiller le dock. Le sous-marin pris en chasse disparaît. L'on drague dans les parages et treize mines sont découvertes.

Le 15 mai, l'*Estafette* est soulevée par le dock, à l'aide de chaînes, mais celles-ci se brisent une à une et l'opération doit être abandonnée. L'épave fut achevée à l'aide de charge de dynamite, après que les scaphandriers eurent remonté tout son matériel d'armement.

Le 29 avril, à sept heures du soir, huit jours après l'*Estafette* et à 400 mètres de son épave, le patrouilleur *Saint-Corentin*, saute à son tour sur un nouveau champ de mines. Dix hommes d'équipage sont recueillis par l'arraisonneur *France*.

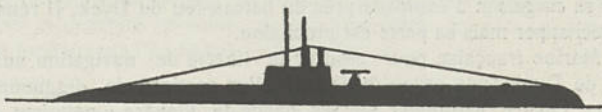


L'U-C-5 renfloué et interné dans un port anglais

Destruction de l'U. C.-5

Le sous-marin mouilleur de mines « U-C-5 », dont le commandant Morhrbutter semblait si bien connaître les passes de Dunkerque, ne tarda pas à quitter Zeebrugge pour son dernier voyage.

Le lundi de Pâques (24 avril 1916), il quittait Bruges, où les officiers de sous-marins menaient joyeuse vie, et gagnait le large. Ayant vu deux destroyers à l'horizon, notre « U-C-5 » rentra à Zeebrugge prudemment et attendit le lendemain pour ressortir. Une nouvelle surprise désagréable l'attendait, les Anglais venaient d'achever la pose de leur grand barrage de filets armés de grenades. Il faillit s'y faire prendre tout de suite, mais le vit à temps et fit demi-tour pour la seconde fois.



Décidément, la croisière s'annonçait sous de fâcheux auspices. Enfin le mercredi il prend le large « définitivement » en passant sous le barrage non sans toutefois s'y faire fort probablement des

avaries dans les gouvernails de direction, si bien que vers minuit, alors qu'il marchait à bonne allure il se trouva tout à coup échoué sur le fond... et obligé de lâcher ses plombs de sécurité afin de pouvoir remonter. Assez inquiet, il se remit en route et à neuf heures du matin, à la mer baissante, le sous-marin éperdu s'échouait à nouveau sur le banc de Shiphead !... Cette fois plus de plomb de sécurité à lâcher, il n'y avait plus qu'à attendre la marée montante. Avant que celle-ci n'arrivât un destroyer survint...

En le voyant, le commandant prend ses dispositions pour détruire le sous-marin et l'équipage se jette à la mer où les embarcations du destroyer n'eurent qu'à le cueillir. Le commandant avait eu également l'idée d'armer ses mines, afin qu'elles puissent éclater lorsqu'on essaierait de renflouer le navire et causer ainsi la destruction des bâtiments et des équipages de renflouement. Cette machiavélique pensée ne donna aucun résultat car un marin allemand prévint les officiers anglais du danger.

L'« U-C-5 » fut rapidement conduit en cale sèche, tandis que l'équipage gagnait, sous bonne escorte, un camp spécial de prisonniers.

Le navire avait 33 mètres de long, son équipage comprenait quinze hommes et trois officiers. Comme tous les autres sous-marins mouilleurs de mines, il emportait à chaque voyage douze mines placées deux par deux dans six puits situés à l'avant. Chaque mine contenait une centaine de kilos d'explosif (trinitrotoluol); elles étaient reliées au « crapaud » destiné à les ancrer sur le fond, par un câble dont la longueur était réglée suivant les profondeurs où le champ de mines devait être immergé, de façon que les mines viennent flotter presque à la surface de l'eau.

Au cours de ses vingt croisières, l'« U-C-5 » avait mouillé environ 240 mines.

**

En octobre 1916, les autorités du port eurent une belle émotion : un patrouilleur en rade signalait à onze heures du soir qu'il venait d'apercevoir « un petit bateau à voiles fuyant devant lui et marchant, le vent debout, tellement vite que ce ne pouvait être qu'un sous-marin camouflé cherchant, sinon à pénétrer dans le port, tout au moins à torpiller les gros navires de guerre anglais mouillés en rade de Malo ». Pour une belle alerte ce fut une belle alerte, patrouilleurs et torpilleurs s'élançèrent de tous côtés, les projecteurs s'allumèrent et rien n'apparut à l'horizon... peut-être que la vigie du patrouilleur n'en avait pas vu davantage.

**

Le 8 novembre, le destroyer anglais *Zulu* venant de Douvres saute à quatorze heures trente sur une mine à deux milles au nord-ouest de Gravelines. Le navire est à peu près coupé en deux, la partie arrière sur une longueur de 25 mètres ne tient plus à l'avant que par quelques tôles du pont. Heureusement, les cloisons étanches de l'avant résistent. Le torpilleur 322 et le *Melh* ainsi que deux patrouilleurs se portent tout de suite à son secours. La plus grande partie de l'équipage et les blessés sont ramenés à Dunkerque.

Le patrouilleur français *Nelly* prend le *Zulu* en remorque et

gagne Calais, mais en cours de route l'arrière se détache de l'avant et coule. L'on vit alors ce spectacle peu ordinaire : la moitié d'un bateau continuer à naviguer et entrer dans un port. Le commandant du *Zulu* n'avait pas quitté sa passerelle. En débarquant, il déclara que c'était la première fois qu'il perdait une « chose aussi importante au cours d'un voyage » (1).

Détail authentique, un autre destroyer, frère du *Zulu*, le *Nubian*, frappé par une torpille au cours d'un raid de destroyers allemands et ayant eu son avant enlevé, les Anglais firent des deux tronçons un seul destroyer qui porta le nom de *Zu-bian*. C'était presque de l'humour. Les deux noms, eux aussi, n'en formaient plus qu'un seul.

Ce destroyer « improvisé » s'illustra le 4 février 1918 en coulant le sous-marin U-C-50 (C^e ensig. de vais. Seuffer).

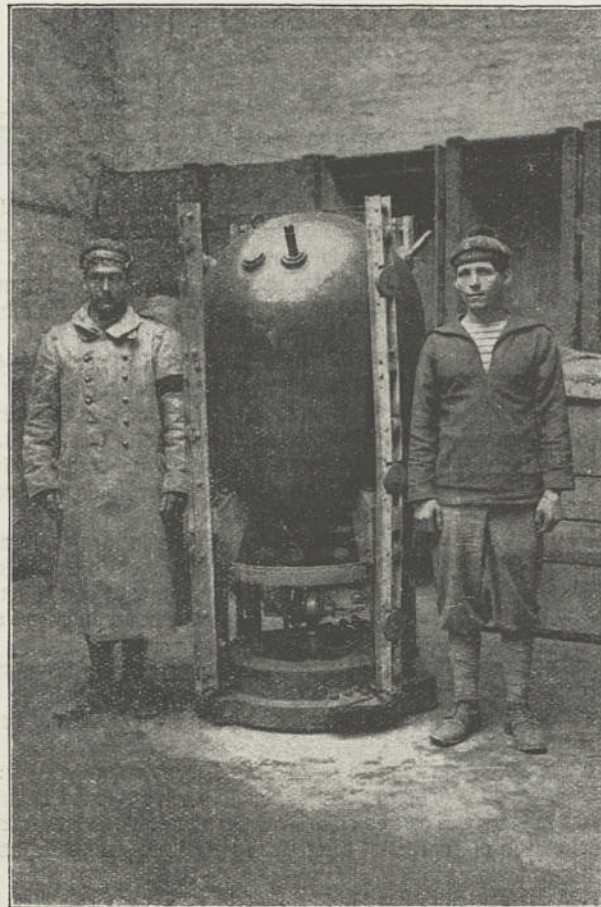
Le 28 décembre 1916, le *torpilleur 317* de la base de Dunkerque est coulé par une mine entre Gravelines et Calais, à cinq heures du matin. Le commandant (1^{er} maître Bouleau) et deux hommes sont recueillis par le patrouilleur *Lorientais*. En coulant, le bâtiment entraîne avec lui dix-huit hommes de l'équipage.

Le dernier jour de l'année le grand vapeur anglais *Sussex* (1) arrivait vers minuit en vue de la bouée de Gravelines. Il venait d'Australie avec une grosse cargaison de marchandises pour Dunkerque. La traversée avait été heureuse. Le lendemain à l'aube, après de longues semaines, le voyage serait terminé sans incident. Tout à coup deux formidables explosions se produisent. Le *Sussex* vient de toucher deux mines. Quoique fort atteint, il se maintient à flot et les remorqueurs envoyés de Dunkerque réussissent à le rentrer au port devant lequel il venait de manquer de sombrer. Il y avait à bord soixante-trois hommes d'équipage, pas un ne fut blessé. Ils débarquèrent le 1^{er} janvier et je vous prie de croire qu'ils fêtèrent copieusement ce premier jour de l'an qu'ils avaient bien failli ne pas voir.

Quinze jours après un vapeur anglais, le *Port-Nicolson*, de 8.500 tonnes, était éventré par une mine devant Gravelines. Il se trouvait

(1) Dix jours après, le 18 novembre, l'amiral Bacon écrivait à l'amiral Ronarc'h : «... Vos bâtiments de guerre et de patrouille ont rendu grand service en nous permettant par leur aide opportune d'amener au bassin la portion sauvée du *Zulu* et cela sans pertes de vies considérables... J'apprécie les beaux efforts de ces marins français officiers et hommes, et vous prie de vouloir bien leur communiquer l'expression de ma haute reconnaissance ». — Signé : BACON (Archives de la Z. A. N. Section Historique de la Marine).

(1) Qu'il ne faut pas confondre avec la malle anglaise du même nom torpillée au large de Boulogne.



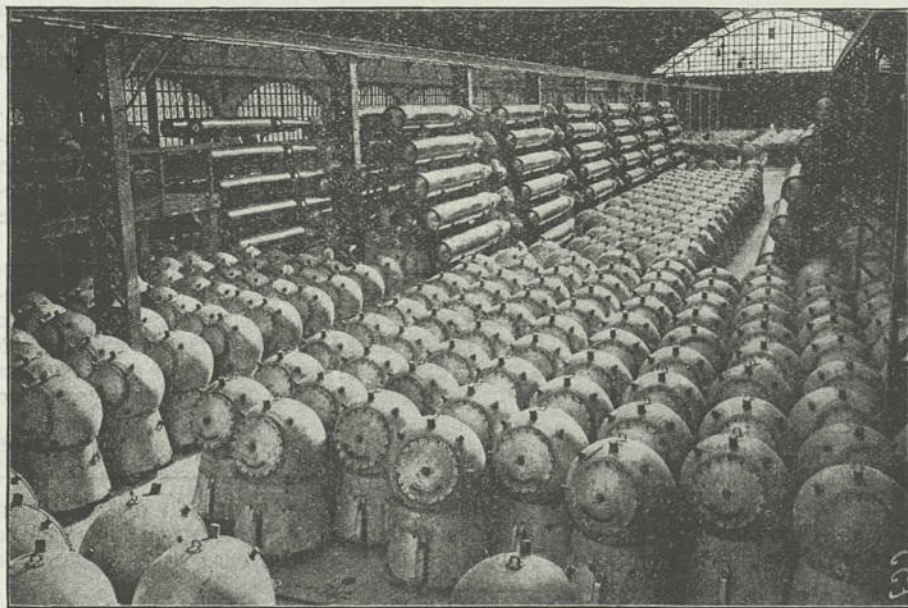
Mine provenant d'un sous-marin allemand. Elle est encore munie de son dispositif d'ancrage. Sur le fond de la mer, les montants en acier que l'on voit autour de la mine, se rabattaient dans la position horizontale.

alors à 1.200 mètres de la route qui lui avait été indiquée par les dragueurs opérant de Calais à Dunkerque.

En mars-avril, la Dover Patrol perdit plusieurs dragueurs de mines qui « nettoyaient » les routes commerciales. Le 18 mars notamment, la *Duchess of Montrose* disparut à deux milles au nord-ouest de l'entrée de la passe de Gravelines.

Le 20 avril 1917, les postes de T. S. F. enregistrèrent une émission d'un sous-marin allemand se trouvant dans les parages du phare du Walde et faisant route au nord. Il cherchait à entrer en communication avec Zeebrugge. Avec ensemble, tous nos postes émetteurs s'efforcèrent de troubler la « conversation chiffrée ».

A une heure trente, le sous-marin était repéré à 13 milles dans le nord-ouest du phare de Dunkerque. C'était un mouilleur de mines. Mais où s'était-il délesté de sa cargaison ? On se le demandait avec inquiétude lorsqu'à huit heures trente du matin un dragueur à roues anglaises saute en pleine passe de Dunkerque, dans le Dyck, sur une mine apparue à fleur d'eau. L'on retrouva dix tués et blessés. Dans la journée, les dragages amenèrent la découverte de tout un champ de mines. Elles furent détruites et la navigation un moment interrompue, recommença « normalement ».



400 mines sous-marines françaises photographiées avant leur départ pour les bancs de Flandre

Destruction de l'U-C-26



Le lieutenant de vaisseau Comte Von Schmettow, enhardi par ses exercices sur les bancs de Flandre et en rade de Dunkerque, où ses mines avaient provoqué la perte de l'*Estafette*, obtint le commandement d'un sous-marin mouilleur de mines plus important, armé d'un canon de 88 mm et pouvant emporter un certain nombre de torpilles.

Les trois premières croisières du nouveau bâtiment, l'*U-C-26*, furent « courtes et décevantes » dit un document allemand.

La quatrième tourna au désastre grâce à la judicieuse intervention du destroyer britannique le *Milne* (Commander Campbell).

L'*U-C-26* après avoir passé au large de Dunkerque était allé mouiller des mines devant le Havre et Cherbourg, puis avait essayé vainement de torpiller quelques navires.

Le 9 mai, à une heure du matin, le sous-marin navigant en surface se trouvait à l'entrée des bancs du Sandettié et du Ruytingen, il regagnait Zeebrugge. Le commandant Schmettow et son pilote, le lieutenant de réserve Pétersen, étaient sur la passerelle quand apparurent les masses sombres de trois destroyers anglais.

Schmettow hésita un instant avant de donner l'ordre de plonger. Ce fut sa perte. Le kiosque de l'*U-C-26* était encore hors de l'eau lorsque le *Milne* passe en trombe par-dessus, l'éperonne juste à l'avant et le culbute.

Voici maintenant ce qui se passa à l'intérieur du sous-marin :

L'*U-C-26*, les ballasts éventrés, coule à pic et vient violemment heurter le fond à 50 mètres au-dessous du niveau de la mer (presque la hauteur de la Tour Saint-Eloi). L'eau pénètre à bord, la lumière électrique s'éteignit.

Néanmoins, la plus grande discipline règne. Avec des lampes électriques de poche pour unique éclairage, on essaya inutilement de chasser, à l'air comprimé, l'eau des ballasts. A l'intérieur de la coque l'eau continue de monter. L'équipage dut se diviser en deux groupes, l'un dans le kiosque, l'autre près d'un panneau d'évacuation, puis ils tentent d'ouvrir. L'énorme pression extérieure s'y oppose. Le Commandant déclara alors « que les choses allaient mal et que le moment était venu d'honorer l'Empereur par trois hurras ». L'ordre fut exécuté ponctuellement (1).

Un mécanicien eut l'idée de lâcher de l'air comprimé à l'intérieur du sous-marin et ouvrit un des robinets des tubes lance-torpilles. L'eau cessa de monter et lorsque la pression intérieure fut à cinq atmosphères, c'est-à-dire supérieure à celle extérieure, on put ouvrir les panneaux.

Les premiers marins expulsés remontèrent avec une vitesse excessive et moururent aussitôt. Le commandant ne revint pas à la surface. L'officier en second qui portait de lourds vêtements de mer huilés et des bottes pesantes remonta assez lentement, un chauffeur qui s'était accroché à une bouée de sauvetage déclara que sa remontée lui parut interminable (1).

Le *Milne* avait fait demi-tour et attendait...

Dix minutes s'écoulèrent entre l'abordage et l'arrivée de ces deux seuls survivants.

Lorsque l'on put procéder à leur interrogatoire, l'officier refusa de parler, mais le chauffeur se montra plus expansif.

Une note allemande dit que la mort du comte von Schmettow (qui était fort populaire en Allemagne) et la perte de son sous-marin, causèrent une grande émotion dans les flottilles allemandes des Flandres.

A partir de cette époque, les flottilles de Zeebrugge commencèrent à porter le nom de *Absaufkommando für Seestenerlante* (poste de noyade pour officier de la Marine Marchande).

(1) Extrait de l'interrogatoire d'un survivant de l'*U-C-26*. Arch. de l'Amirauté Britannique.

Le 15 juillet 1917, le destroyer anglais mouilleur de mines *Tarpon* en posant un champ de mines au large de Dunkerque, engage dans ses hélices une mine allemande qui explose à peu de distance de sa carène, l'arrière du bâtiment est gravement endommagé. Le *Tarpon* est immédiatement remorqué à Dunkerque, mis en cale sèche et trois jours après conduit en Angleterre où l'on achève les réparations. Il ne tardait pas à reprendre son poste dans la Dover Patrol.

Destruction de l'U-C-36

En janvier 1916, trois sous-marin français, *Brumaire*, *Newton* et *Euler* avaient pris Dunkerque pour base avec mission d'opérer des plongées-affûts dans certaines régions des bancs de Flandre.

Les plongées-affûts ne donnèrent pas de résultats immédiats mais les Anglais — gens tenaces — continuèrent à employer cette tactique et n'eurent pas à s'en plaindre.

Le 1^{er} novembre 1917, le sous-marin allemand *U-C-63* (C^t lieutenant de vais. Von Heybreck), dont la spécialité était de mouiller des mines au large de Dunkerque-Boulogne puis dans la Manche et d'aller ensuite torpiller des navires sur les côtes de l'Atlantique, rentrait d'une croisière de quinze jours, au cours de laquelle il avait failli plusieurs fois être détruit par des patrouilleurs.

Déjà il avait franchi en plongée le barrage du détroit et navigait en surface, au plus vite, vers Zeebrugge. Il faisait un clair de lune magnifique mais un froid rigoureux. Sur le pont de l'*U-C-63* un officier et deux timoniers guidaient la marche du sous-marin. Tout à coup, il virent apparaître le sous-marin anglais *E-52* qui évoluait pour pointer son tube d'étrave. L'officier allemand n'avait pas encore fini de crier « alerte » qu'il était trop tard. L'*U-C-63* frappé par une torpille disparaissait dans un vaste remous, entraînant avec lui 25 hommes d'équipage plus 8 volontaires en croisière d'instruction.



Un des timoniers qui se trouvaient sur le pont, le sous-officier Fritz Marshal, *seul survivant*, fut recueilli par les Anglais. Ce n'était pas un marin de profession. Avant la guerre, il exerçait celle de boucher. On l'expédia dans les cuisines d'un camp de prisonniers.

Avant de quitter le sous-marin anglais qui l'avait repêché, le « rescapé » exprima au commandant sa gratitude pour l'humanité avec laquelle il avait été traité. Il déclara que pendant la dernière croisière, l'*U-C-63*, par suite d'une fausse manœuvre, était descendu jusqu'à 80 mètres de profondeur et qu'il avait bien cru que tout était fini (1).

Le 3 novembre, un autre sous-marin anglais coulait dans la Manche le sous-marin allemand *U-C-65*. Cinq hommes, dont le commandant (L^t de vais. Claus Laffrenz) furent recueillis sur 29 hommes d'équipage. Le Commandant que les Anglais traitèrent en « gentlemen » était sorti second de l'École navale allemande et le Kaiser le considérait comme un officier de grand avenir.

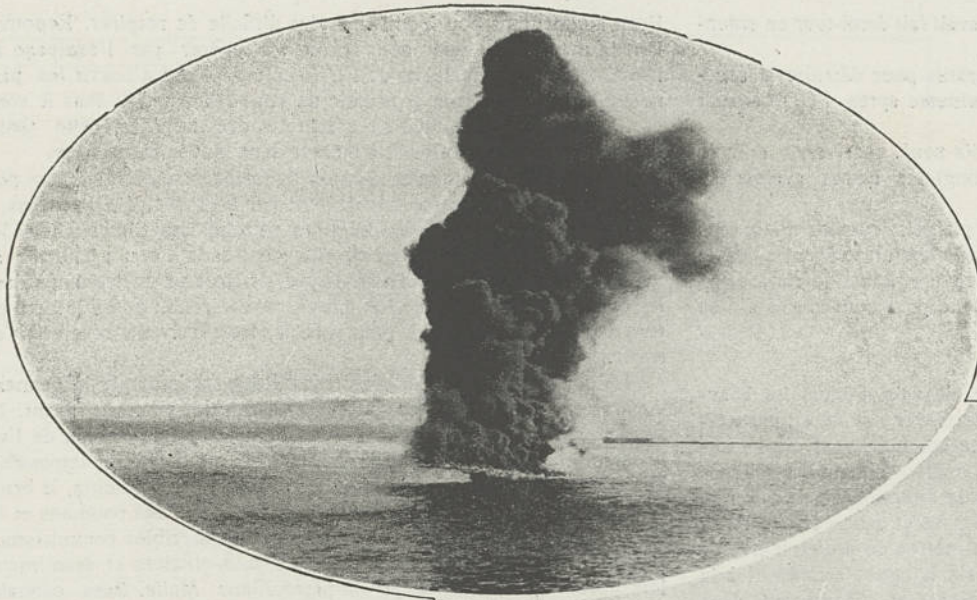
C'était la seconde « sortie » de l'*U-C-65*. Au retour de sa première croisière, le sous-marin s'était « entortillé » dans un filet protégeant la côte dunkerquoise (2) il avait réussi à se dégager. Dans les débris du filet le commandant Laffrenz trouva deux grenades non éclatées. Il les ramena avec lui et les fit transformer en « récipients à punch ». Les Anglais ne devaient guère lui laisser le temps de s'en servir.

La fin de l'U-48 et de l'U-B-35

L'*U-48* n'était pas un petit bateau de rien du tout. C'était un véritable destroyer sous-marin possédant deux canons à tir rapide de 105 et 88 mm, six tubes lance-torpilles, deux moteurs Diesel de

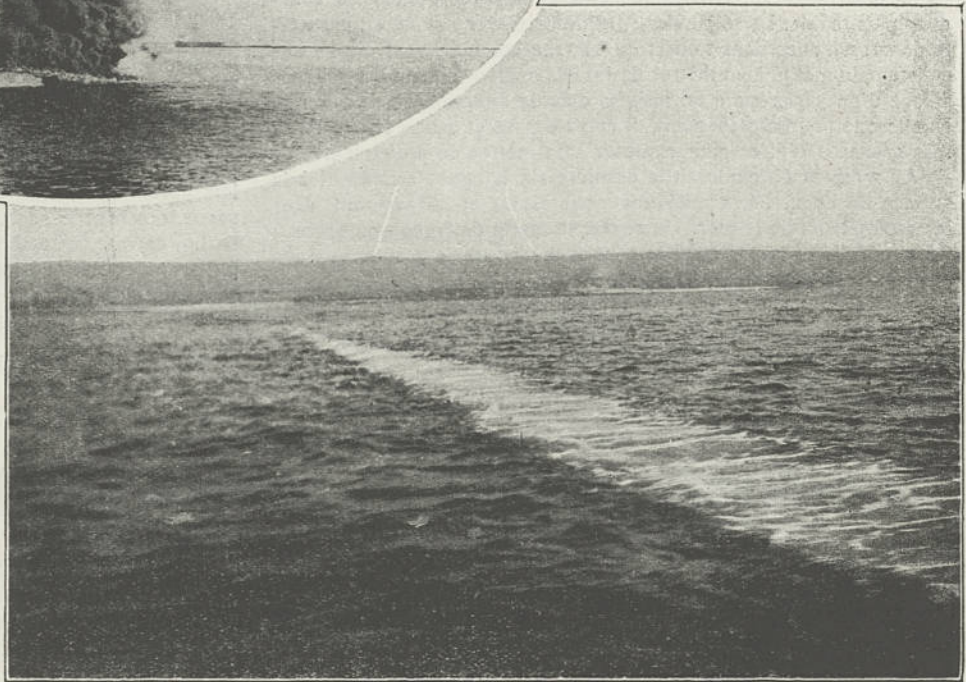
(1) Extrait de l'interrogatoire de l'unique survivant de l'*U-C-63* (Archives de l'Amirauté Britannique).

(2) Extrait de l'interrogatoire des survivants de l'équipage du sous-marin *U-C-65*. (Archives de l'Amirauté Britannique).



Explosion d'une mine sous-marine en rade (détruite à coups de mitrailleuse).

Au-dessous : Sillage d'une torpille lancée par un sous-marin et passant à l'avant d'un torpilleur.



de 2.000 HP, des moteurs électriques et filait en surface près de 18 nœuds. Il emportait 500 obus, 12 torpilles ayant chacune 220 kilos d'explosifs, des mitrailleuses, des appareils fumigènes, etc. L'équipage comprenait quarante-trois hommes, dont cinq officiers.

Lorsqu'il était en surface, il lui suffisait de 90 secondes pour plonger et naviguer au périscope. Il pouvait descendre jusqu'à une profondeur de 90 mètres.

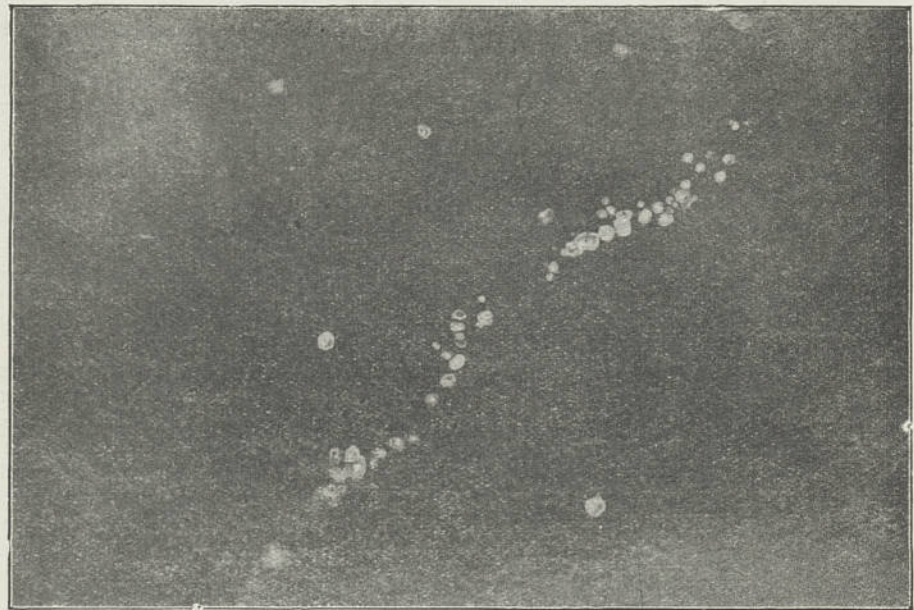
L'*U-48* avait déjà fait neuf croisières, la plus longue, autour du cap Nord, pour couler les navires ravitaillant la Russie, dura 34 jours. Il avait à son actif plus de 50.000 tonnes de navires détruits.

Le 23 novembre 1917, il arrivait au grand large de Dunkerque, partant pour une grande croisière, lorsque dans l'après-midi il fut brusquement attaqué par un hydravion qui lança des grenades juste au-dessus de lui. La secousse fut rude. L'*U-48* n'insista pas, il alla se « poser » au fond dans les passes du Sandettié et ne bougea plus...

Dans la nuit il revint à la surface et s'apprêtait à franchir le barrage anglais devant lequel il croyait se trouver lorsque, ô stupeur, il s'échoua brusquement, en pleine vitesse, à quatre heures du matin, sur le banc des Goodwins.

L'équipage tenta tout d'abord de le déséchouer en se servant des machines, puis soixante mille litres de pétrole et une grande partie de la provision d'eau douce furent jetés à la mer, les obus et trois torpilles suivirent la même direction. Toutes ces mesures ne réussirent pas à le sortir de la souille dans laquelle il s'était enfoncé. La mer baissait, il était perdu.

A sept heures du matin, un destroyer anglais passa sans l'apercevoir, il faisait encore sombre. Peu de temps après, cinq patrouilleurs chalutiers de la Dover Patrol, l'aperçurent et ouvrirent le feu. L'*U-48*, malgré sa position désespérée, répliqua avec son 105 ^m, mais les obus firent défaut, presque tous ayant été jetés à la mer.



Nappe de pétrole arrivant à la surface après la destruction d'un sous-marin (Photo prise en avion à 1.100 mètres d'altitude)

Le destroyer, qui allait à Dunkerque, avait fait demi-tour en entendant le canon et rallia le lieu du combat.

Les Allemands firent alors des préparatifs pour détruire le sous-marin et se jetèrent à la mer. Quelques minutes après, l'*U-48* sautait sur ses torpilles.

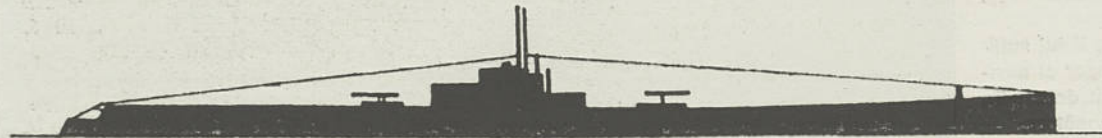
Les chalutiers ne repêchèrent que dix-neuf survivants dont le commandant (enseig. de vaiss. Karl Edeling) les autres avaient été tués ou noyés.

Dans son interrogatoire, Edeling se plaignit que les bâtiments anglais avaient continué le feu après que ses hommes eurent quitté le sous-marin. En marge on lit cette note brève et hautaine : « L'*U-48* n'ayant hissé aucun pavillon, les Anglais ne pouvaient savoir s'il se rendait ou non... » (1).

La destruction du *U-B-35* (C^t enseig. de vais. Stöler) fut beaucoup plus rapide. Le 26 janvier 1918, le destroyer *Leven*, en patrouille de surveillance dans l'ouest du barrage aperçoit, vers dix heures et demie du matin, à 40 mètres de lui à la hauteur de sa passerelle, le sillage d'un périscope « en marche dans la direction des passes de Dunkerque ». Instantanément, il court dessus et lance quatre énormes grenades réglées pour exploser à 15 mètres de profondeur.

Au moment où explosait la dernière six hommes arrivèrent à la surface de l'eau, firent quelques soubresauts et disparurent dans les profondeurs de la mer. Un septième marin émergea peu après ; il fut repêché et remonté sur le pont du *Leven* mais y mourut sans avoir pu prononcer une parole (2).

Destruction tragique de l'*U-B-55*



L'on se souvient qu'à la fin de 1915 et au début de 1916 le lieutenant de vaisseau Ralph Wenninger (âgé de 25 ans) commandant l'*U-B-17* semblait être affecté spécialement aux patrouilles sous-marines au large de Dunkerque et il avait notamment à son actif le torpillage du cordier *Jésus-Maria* qu'il avait envoyé par le fond, corps et biens, à l'entrée du Dyck oriental par une nuit de tempête.

Wenninger en octobre 1917 obtint le commandement d'un sous-marin plus important, l'*U-B-55* avec lequel il fit cinq croisières en Manche.

Le 21 avril il quitta Zeebrugge le soir pour sa sixième et ultime mission et fit route vers la Manche, navigant en surface entre les bancs de Flandre. A quatre heures du matin, à l'aube naissante, le commandant décida de poursuivre le voyage en plongée et donna l'ordre de descendre à douze mètres afin de ne pas être vu par les patrouilles de chalutiers. L'*U-B* venait à peine d'atteindre cette profondeur que l'équipage eut l'impression que le bâtiment entrait « dans un filet ». Quelques secondes après une très forte explosion se fit entendre à tribord.

Le sous-marin commença à couler par l'arrière, descendant sous les flots avec la rapidité d'un ascenseur !.. L'eau envahissait le compartiment où se trouvaient les torpilles. Pour rétablir l'équilibre, l'équipage reçut l'ordre de se porter vers l'avant mais cette manœuvre resta inutile. La porte étanche entre le compartiment arrière et la chambre des moteurs ne résista pas à la pression de l'eau. Un officier mécanicien tenta vainement de vider les ballasts arrière à l'aide d'air comprimé. La chambre des moteurs se remplissant d'eau on ferma sa porte étanche et les hommes se réfugièrent dans le poste d'équipage tandis que l'*U-B-55* s'échouait sur le fond par une profondeur de vingt-quatre mètres.

A l'intérieur, l'eau continuait de pénétrer, les accumulateurs se mirent à dégager des gaz délétères. La pression de l'air refoulé par

l'eau augmentant peu à peu il devint difficile de respirer. Renouveau la manœuvre que nous avons vu opérer par l'équipage de l'« *U-C-26* », les matelots de l'*U-B-55* essayèrent d'ouvrir les panneaux de sortie et pour y réussir un sous-officier vida dans le compartiment les réservoirs d'air comprimé des torpilles, cette tentative échoua, l'eau continuait à monter dans tout le sous-marin.

Les hommes comprirent alors qu'ils étaient irrémédiablement perdus. Pour éviter de mourir lentement par asphyxie, quelques-uns, à demi-fous de terreur, se suicidèrent en se remplissant la bouche et les narines avec de l'ouate et en se plongeant dans l'eau ; d'autres se tirèrent des coups de revolvers. Il y avait alors un mètre d'eau dans le sous-marin et la surpression qui en résulta rendit possible l'ouverture des panneaux. Mourir pour mourir, les survivants résolurent de sortir.

Le commandant et l'officier mécanicien sortirent par le panneau du kiosque et une vingtaine d'hommes par le panneau avant. Ils remontèrent à la surface comme des bouchons. La pression de l'air accumulé dans leurs poumons était si forte qu'il leur fut impossible de fermer la bouche en arrivant à la surface. Chez plusieurs, la brusque diminution de pression provoqua l'éclatement des poumons et ils disparurent rapidement sous les flots après d'horribles convulsions.

Six seulement, deux officiers, deux sous-officiers et deux matelots purent être recueillis par le patrouilleur *Malte*. Sans connaissance, crachant le sang, on les transporta mourants à l'hôpital mais ils finirent par se rétablir d'une aussi rude aventure et lorsque l'on put procéder à leur interrogatoire ils firent le récit qui précède (1).

Le Commandant Wenninger était au nombre des survivants.

Nous avons vu au chapitre de la base d'hydravions que les aviateurs de la base navale de Dunkerque lancèrent de nombreuses grenades contre les sous-marins ennemis aperçus au large. Le lecteur comprendra qu'il est impossible de citer tous ces

engagements qui se déroulaient entre ciel et mer.

Cependant il faut encore en citer deux pour essayer de noter un aspect de la guerre moderne :

Le 16 avril 1918, un hydravion de reconnaissance parti quelques instants auparavant de Dunkerque, rencontra et bombardait un sous-marin allemand l'« *U-26* », qui regagnait Ostende.

Une bombe éclata sur le pont tuant le commandant (lieut. de vais. Wintzerberg) et deux canonnières, quatre hommes d'équipage furent grièvement blessés.

L'« *U-26* » fortement avarié faisait eau de toutes parts ; il allait couler définitivement lorsqu'un torpilleur allemand, le « *G-15* » arriva et le prit en remorque jusqu'à Ostende (2).

Le 13 août 1918, à cinq heures vingt-cinq, un hydravion de reconnaissance, escorté de trois appareils de chasse, quittait le chenal de Dunkerque. Une heure après, la patrouille découvrait un grand sous-marin navigant en surface près du banc du Sandettié. Aucune marque de reconnaissance n'étant visible, l'hydravion lança une fusée de reconnaissance ; le sous-marin répondit à coups de canon de sa pièce avant.

Les aviateurs ripostèrent à coups de mitrailleuses. Sur le pont du sous-marin, quelques hommes tombèrent. Le reste de l'équipage se précipita à l'intérieur et le bâtiment plongea au moment même où l'hydravion arrivait au-dessus de lui, lançait plusieurs bombes dans le remous encore visible.

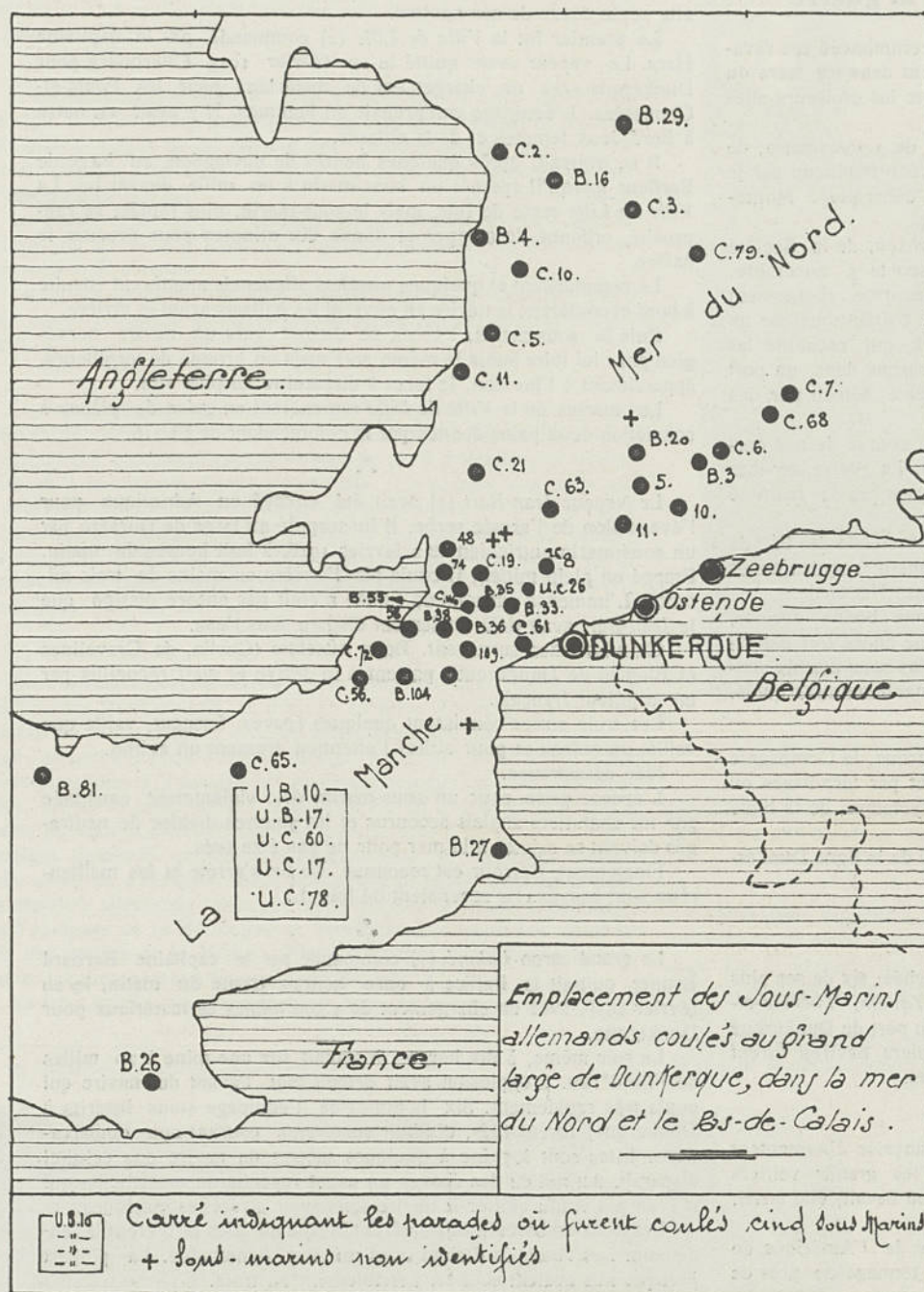
Quatre minutes après, l'avant du sous-marin émerge très incliné puis redescend « paraissant glisser en arrière », ne laissant derrière lui qu'une vaste traînée d'huile et une ceinture de sauvetage que la mer démontée ne permit pas de ramasser. Le sous-marin avait été

(1) Note de l'Amirauté Britannique au Ministère de la Marine française.

(2) Arch. de l'Amirauté Britannique.

(1) Note sur la destruction de l'*U-B-55* (Archives de la Section Historique de la Marine).

(2) Déclaration d'un marin de *U-26* fait prisonnier en Italie en juin 1918 (Arch. de la S. H. du Minist. de la Guerre).



certainement touché. On espérait même qu'il était détruit mais l'on retrouva sa trace un peu plus tard par la radiogonométrie (1). En rentrant à Dunkerque les aviateurs trouvèrent plusieurs éclats d'obus dans le fuselage de leur hydravion.

Parfois aussi destroyers et patrouilleurs tiraient à toute volée contre des périscope se montrant ostensiblement et lorsqu'on se précipitait vers eux l'on découvrait qu'il s'agissait de bidons, de bouées ou de bouteilles en dérive.

En août 1918, deux torpilleurs de la base de Dunkerque, le *Roux* et le *Majon* eurent une déconvenue de ce genre.

En patrouille dans les passes de la rade, les hommes de vigie,

(1) Examen critique des opérations de guerre de l'aéronautique (Archives off. de la guerre sous-marine).

puis les officiers de quart distinguent nettement à 800 mètres un sillage bien visible, puis un périscope. Tout le monde a vu en même temps, le doute n'est pas permis. Alerte et branle-bas de combat !

Le *Roux*, la barre toute à droite, fonce en soulevant une vaste gerbe d'écume sur le sillage que l'on continue à apercevoir. Tout l'équipage est aux grenades. Un commandement bref. Huit grenades de 75 kilos d'explosifs partent de cinq en cinq secondes, explosant entre 15 et 25 mètres de profondeur, sur des fonds de 30 mètres. Détonations sourdes, remous formidables, l'ennemi remonte à la surface le ventre en l'air. Hélas ! ce n'est qu'un poisson, un souffleur, grand cétacé de plusieurs mètres de long et dont les ébats à fleur d'eau venaient de causer une belle émotion aux destroyers. Un marin chargé du lancement des grenades se consolait en répétant à ses voisins :

— Tout de même, si ç'en avait été un !...

Le 5 octobre 1918, douze jours avant l'entrée des Alliés à Ostende, un dernier sous-marin allemand était aperçu près du Cliff d'Islande par une patrouille d'hydravions de Dunkerque. Il semblait attendre le passage de destroyers alliés. Quelques bombes bien lancées le mirent en fuite.

C'était la fin, nos patrouilles dunkerquoises ne devaient plus revoir de sous-marins.

La Flottille des sous-marins allemands des Flandres, créée le 29 mars 1915, n'avait cessé de s'accroître jusqu'en octobre 1917, date à laquelle elle possédait trente-huit U-B et U-C en activité. Les bâtiments ne rentrant pas de croisière étaient remplacés au fur et à mesure par des unités venant d'Allemagne.

Les pertes de cette base furent de 80 sous-marins avec 145 officiers et un millier de matelots (1).

Entre les bancs de Flandre, depuis Zeebrugge jusqu'à la côte anglaise (Harwich) et dans le détroit du Pas-de-Calais jusqu'à la hauteur de Boulogne,

vingt-deux sous-marins ont été coulés, quatre seulement n'ont pu être identifiés. Sur ce nombre nous venons de voir que plusieurs d'entre eux pouvaient et devaient figurer dans l'histoire de la base navale de Dunkerque (2).

(1) Pertes avouées par le commandant Schulze, officier d'état-major de la base de Zeebrugge dans une étude publiée, après la guerre, par la revue allemande « Marine Rundschau ».

(2) L'amiral Scheer, Ct en chef de la Flotte allemande pendant la guerre, avoue dans ses Mémoires : « Nous avons perdu en opérations de guerre 50 % de nos bateaux. Il y eut en tout 360 sous-marins et croiseurs utilisés. Cent quatre-vingt-quatre ne revinrent jamais. »

D'autre part, les statistiques officielles établies avec une rare précision par le capitaine de corvette Laurens, l'éminent Directeur de la Section Historique du Ministère de la Marine à Paris, indiquent d'une façon certaine que les pertes allemandes furent de : 178 sous-marins coulés en opérations de guerre, plus 7 internés et 14 détruits par leurs équipages. Au total 199 sous-marins.

Les navires dunkerquois pendant la guerre

Avant même que la guerre sous-marine eut commencée ses ravages, les grands voiliers dunkerquois qui voguaient dans les mers du Sud et sur les océans étaient déjà aux prises avec les croiseurs allemands transformés en corsaires.

Le 21 octobre 1914, le quatre-mâts *l'Union*, de 3.300 tonnes, de la maison Bordes, est capturé et coulé dans l'Océan Pacifique par le croiseur *Kronprinz-Wilhelm*. Son équipage est débarqué à Montevideo.

Le 23 janvier 1915, le trois-mâts en fer *Jacobsen*, de la Société des Voiliers Dunkerquois, parti de San-Francisco le 5 novembre, sous les ordres du capitaine Leroux, avec un énorme chargement d'orge pour l'Angleterre, est coulé au milieu de l'Atlantique par un autre croiseur allemand, le *Prinz-Eitel-Frederick*, qui recueille les 23 hommes de l'équipage et finalement les débarque dans un port d'Amérique où il se fait interner pour éviter d'être détruit par les croiseurs de bataille anglais.

Aux croiseurs allemands imitant la guerre de course de nos corsaires d'autrefois, les sous-marins vont succéder. La guerre sur mer va devenir plus redoutable. Les Allemands n'ayant pas la maîtrise sur l'eau, tenteront de l'avoir dessous.

Les grands voiliers et vapeurs de la flotte commerciale des C^{ies} de navigation du port de Dunkerque furent rapidement réquisitionnés par le gouvernement pour les besoins de la Défense Nationale.

Courir l'Océan et la Méditerranée, même sous bonne escorte, avec des cargaisons pour les armées était devenue chose fort dangereuse et sur les listes des bâtiments détruits par les sous-marins allemands figurent une partie importante des beaux navires dunkerquois.

..

Outre l'*Athos* qui avait été construit à Dunkerque, la Compagnie des Messageries Maritimes perdit successivement par torpillages ou sur mines l'*Yunnam*, le *Gange*, le *Sontay* et l'*Himalaya*, de la ligne Dunkerque-Extrême-Orient.

Le *Memphis*, le *Sinai*, le *Breton* et le *Mossoul* de la ligne Dunkerque-Mer Noire.

Au total huit grands transports.

..

La Compagnie Worms ne fut guère moins touchée, six de ses plus grands vapeurs, l'*Emma*, le *Michel*, *Château-Yquem*, *Thérèse-et-Marie*, *Barsac* et *Château-Lafite*, tous habitués du port de Dunkerque sombrèrent l'un après l'autre. Les deux derniers navires furent torpillés en janvier 1918, en moins de 48 heures.

..

La « maison Bordes », aujourd'hui « C^{ie} Française d'Armement et d'Importation de Nitrate de Soude », dont les grands voiliers étaient l'orgueil des bassins du port de Dunkerque devait, elle aussi, payer un lourd tribut à la guerre sur mer.

Depuis l'entrée de la Manche jusqu'au large de l'Amérique du Sud, vingt-trois de ses navires, représentant un tonnage de près de 80.000 tonnes, disparurent sous les coups de l'ennemi.

En voici la liste :

Les croiseurs allemands coulèrent les quatre-mâts *l'Union* (21-10-1914), *Valentine* (3-11-14) et *l'Antonin* (3-2-17).

Le trois-mâts *Coquimbo* sauta sur une mine le 11 juillet 1917.

Les sous-marins coulèrent avec des bombes ou à la torpille : le vapeur *Magellan* (28-12-17) ; dix quatre-mâts : *Chanaral* (22-4-16), *Madeleine* (31-7-17), *Alexandre* (1-8-17), *Marthe* (2-8-17), *Tarapaca* (1-9-17), *Blanche* (19-9-17), *Europe* (24-9-17) *Persévérance* (24-9-17) *Jacqueline* (25-9-17) *Tijuca* (22-11-17) et six trois-mâts : *Aconcagua* (1-1-17), *Brénn* (16-1-17), *Cambronne* (8-7-17), *Amiral-Troude* (30-9-17), *Victorine* (6-10-17) et le *Chili* (13-12-17).

Le *Rancagua*, un trois-mâts de 3.100 tonnes disparut corps et bien vers le 20 janvier 1917. L'on ne connut jamais les causes de sa destruction.

Enfin pour comble de malchance le trois-mâts *Quillota* de 3.000 tonnes fut canonné et coulé à la suite d'une effroyable méprise, le 6 octobre 1917 par le croiseur auxiliaire anglais *Nantua*.

La puissante Compagnie des Bateaux à Vapeur du Nord perdit à elle seule douze de ses navires.

Le premier fut la *Ville de Lille* (1) commandé par le capitaine Hars. Le vapeur avait quitté le 16 février 1915 Cherbourg pour Dunkerque avec un chargement de matériaux pour les Ponts-et-Chaussées. L'équipage comprenait 20 hommes. Il y avait en outre à bord deux femmes et deux enfants.

Il se trouvait, après quelques heures de navigation, au large de Barfleur lorsqu'il aperçut un sous-marin à un mille devant lui. La *Ville de Lille* tenta de fuir, mais le sous-marin, plus rapide, se rapproche, ordonne de stopper et donne dix minutes pour évacuer le navire.

Le commandant et quelques matelots allemands montèrent ensuite à bord et coulèrent le navire en ouvrant les ballasts avant et arrière.

Puis le sous-marin, l'U-16, se dirigea vers un navire norvégien pour lui faire subir le même sort mais un groupe de torpilleurs, apparaissant à l'horizon, le força à disparaître au plus vite.

Les marins de la *Ville de Lille* ramenèrent en guise de pièces à conviction deux pains donnés par le commandant de l'U-16.

..

Le vapeur *Jean-Bart* (1) avait été envoyé en Adriatique pour l'évacuation de l'armée serbe. Il fut torpillé au large de Durazzo par un sous-marin autrichien le 2 février 1916, à huit heures du matin. Frappé en plein milieu, il coula par l'arrière en moins de trois minutes. L'immense panache de fumée n'était pas encore dissipé que le *Jean-Bart* avait déjà totalement disparu sous l'eau.

Cinq hommes surnagent. Deux matelots (Goslin, de Gravelines et Blondel de Dunkerque) partent à la dérive et sont recueillis par un torpilleur français.

Les trois autres réunissent quelques épaves forment, vaille que vaille, un radeau et pour attirer l'attention dressent un aviron.

Idee désastreuse.

L'épave, prise pour un sous-marin, est violemment canonnée par les chalutiers anglais accourus et les pauvres diables de naufragés doivent se rejeter à la mer pour ne pas être tués.

Finalement, l'erreur est reconnue. Le tir s'arrête et les malheureux sont sauvés. Ils revenaient de loin !..

..

Le grand cargo *Lakmé* (1) commandé par le capitaine Bernard Brunet, quittait la Pallice à onze heures trente du matin, le 29 février 1916, avec un chargement de 4.500 tonnes de matériaux pour Dunkerque.

Le soir même, à dix heures, il sautait sur une mine à 20 milles de l'île d'Yeu. L'explosion avait détruit tout l'avant du navire qui coula très rapidement. Six hommes de l'équipage (tous inscrits à Dunkerque) furent tués, dix-huit survivants courent aux embarcations. Elles sont à peine à quelques mètres du navire que celui-ci disparaît. Au milieu des épaves un canot repêcha un mécanicien qui n'avait pas voulu quitter le navire sans avoir arrêté les machines.

Les deux embarcations gagnèrent la côte où elles arrivèrent le lendemain. Les rescapés étaient dans un état lamentable. La plupart presque nus avaient souffert horriblement du froid.

..

Le 10 août, le vapeur *Marie* (1) allait rejoindre, par cinquante mètres de profondeur, la *Ville de Lille* au large de la pointe de Barfleur.

A dix heures du matin, par très beau temps, la *Marie* avait rencontré un sous-marin qui hissa les couleurs allemandes et le força à stopper, tirant trois coups de canon à moins de mille mètres, suivis immédiatement du signal : « abandonnez le navire ».

Le capitaine J.-B. Wills (de Dunkerque) et son équipage, complètement désarmés, durent obéir et les embarcations mises à la mer. Les marins allemands montèrent à bord du vapeur, y placèrent deux bombes et le navire sauta aussitôt.

Le commandant du sous-marin parlant très correctement l'anglais se vanta d'avoir déjà coulé quinze navires et annonça qu'il rentrait à sa base.

L'équipage de la *Marie* fut recueilli par un vapeur danois qui ne

(1) De la Compagnie des Bateaux à Vapeur du Nord.

« craignait pas les sous-marins » car il était, avoua son capitaine, possesseur d'un sauf-conduit délivré par le consul allemand d'un port de Danemark (1).

**

C'est également à l'aide de deux bombes qu'un autre sous-marin détruisit, le 21 octobre 1916, au large du Cap de la Hague, le superbe trois-mâts *Brizeux*, de la Société des Voiliers Dunkerquois qui se rendait sur lest du Havre à Buenos-Ayres, sous le commandement du capitaine Bourgneuf.

Le sous-marin après l'explosion des bombes, trouvant que le *Brizeux* ne coulait pas assez vite, lui lança quinze obus à moins de cent mètres de distance.

En quinze minutes, tout était terminé. Les 24 hommes de l'équipage furent recueillis quelques heures après par un navire norvégien.

**

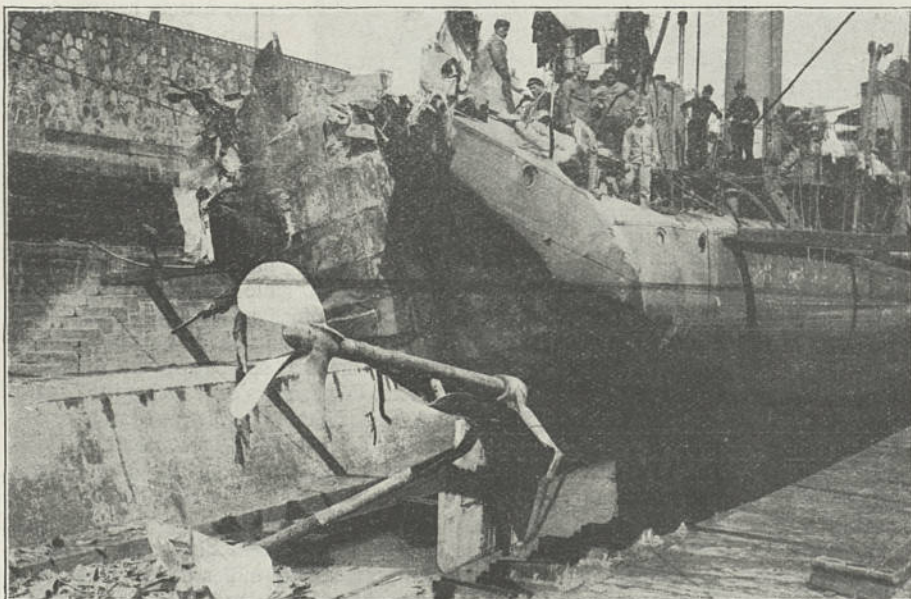
Le vapeur anglais *Alhama* avait été spécialisé au transport de poteaux de mines entre Bayonne et Dunkerque. En avril 1917 il effectuait son quatrième voyage lorsque le 26, à treize heures trente, alors qu'il se trouvait au large de Calais, il rencontra une mine qui le coula sur place en sept minutes. Les 26 hommes qui se trouvaient à bord furent recueillis par trois vedettes qui arrivaient pour renforcer les patrouilles de la base dunkerquoise. Quelques heures après les naufragés étaient hospitalisés à Dunkerque par les soins de M. Duchâteau, courtier de l'*Alhama*.

**

Le trois-mâts *Bérenghère*, capitaine Thomas Guéno, de la Société des Voiliers Dunkerquois, se trouvait en plein *Atlantique*, allant de Buenos-Ayres au Havre, avec un chargement de bois de Quobrach pour l'aviation, lorsqu'il fut accosté par un grand sous-marin armé de deux canons. L'équipage (22 hommes) réfugié dans les embarcations, assista le cœur serré à la destruction du trois-mâts canoné à courte distance. Le sous-marin vint ensuite près d'un canot. Le commandant demanda quelques renseignements au capitaine Guéno puis, avant de s'éloigner, salua militairement tandis que sur le pont les matelots allemands retiraient leurs bonnets. Pendant trente heures l'équipage de la *Bérenghère* se demanda s'il n'allait pas subir le sort des marins de la *Méduse*. Finalement des patrouilleurs arrivèrent et les ramenèrent à Queenstown (Irlande).

Le trois-mâts avait quitté Buenos-Ayres le 29 janvier 1917. Il fut

(1) Déposition du capitaine Wills. (Archives de la Marine).



L'arrière du torpilleur *Obusier* démoli par l'explosion d'une mine (24 Avril 1916)



Une fameuse brèche dans la coque d'un cargo

torpillé le 10 mai, à 108 milles S. W. de la pointe de Fasnet, après quatre mois et demie de traversée en dehors des routes habituelles.

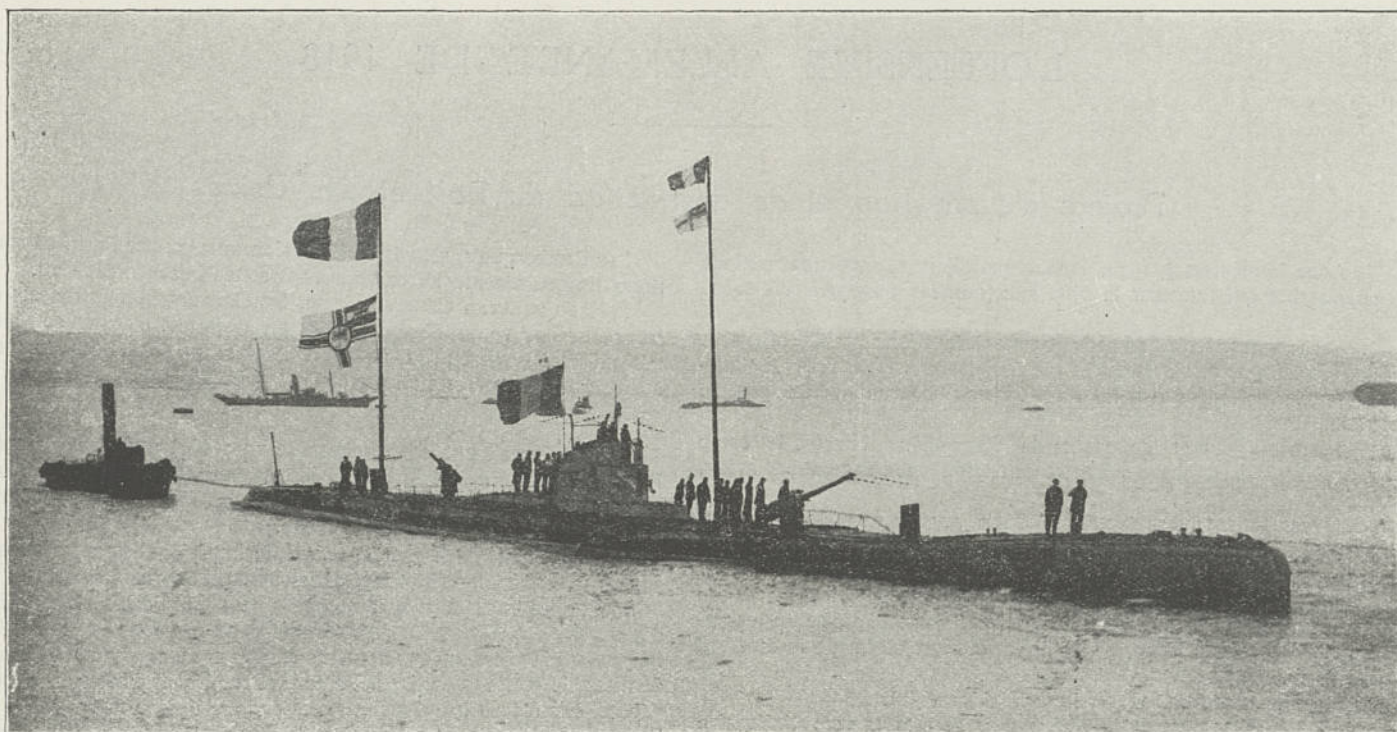
**

Chose assez étonnante, je n'ai trouvé aucun rapport officiel sur la destruction du grand cargo *Tunisie* (1). Une brève note communiquée par la Section Historique de la Marine déclare simplement : « Supposé coulé entre Brest et Arkhangel, probablement le 19 juin 1917 ».

Depuis les premiers mois de 1916, le vapeur *Tunisie* était en effet sous le commandement du capitaine au long-cours Claeysen de Dunkerque, affecté au ravitaillement militaire de la Russie par cette seule voie restée libre. Un témoignage officiel de satisfaction inséré au *Journal Officiel* à fin mars 1917, cite le vapeur pour « l'endurance et le dévouement dont son équipage a fait preuve dans le service que la *Tunisie* accomplit depuis un an sur la ligne d'Arkhangel... »

Au cours d'une traversée, le 13 février 1917, la *Tunisie* avait déjà été rencontrée par un sous-marin, navigant en surface et maquillé en chalutier, à trente mille au nord des côtes d'Ecosse. Le sous-marin abattant brusquement sa fausse voilure avait ouvert le feu à une distance de six mille mètres et malgré les obus qui tombaient près de lui, notre vapeur dunkerquois, qui était armé, avait commencé lui aussi à tirer le canon, tout en lançant par T. S. F. l'appel S. O. S. L'allemand désagréablement surpris de cette défense, s'empressa de plonger et la *Tunisie* arrivait à Newcastle, cette fois-là sans autre incident. Elle rentrait sur lest de Kola (Lapo-

(1) De la Compagnie des Bateaux à Vapeur du Nord.



Le sous-marin U-57 livré à la France par les Allemands après l'armistice.
Le drapeau français arboré au-dessus du pavillon allemand

trouvèrent asile à bord d'un destroyer anglais. L'on ne sut jamais si le navire avait été détruit par une torpille ou sur une mine. Son commandant était le capitaine J.-B. Wills qui commandait le vapeur *Marie* lorsque ce dernier fut coulé près de Barfleur. Une fois encore, il venait d'échapper à la noyade.

Le vapeur *Président Leroy-Lallier*, capitaine Lucien Girou, armé de deux canons, faisait partie d'un convoi de quinze navires escorté de six patrouilleurs lorsqu'il fut, à 15 milles au nord-ouest d'Ouessant, coupé en deux par une torpille le 9 avril, à onze heures du soir. Sept hommes seulement purent être sauvés par des patrouilleurs anglais. Le bâtiment entraînait avec lui plus de vingt matelots. Il avait à bord une cargaison de poteaux de mines pour Cardiff.

Parti de Bilbao avec plus de 3.000 tonnes de minerai de fer pour l'Angleterre, le vapeur *Afrique*, capitaine Pierre Vandenbrouck, sauta, le 12 juin 1918 à six heures du soir, sur une mine à dix milles de la côte anglaise. Sous l'explosion, tout le côté tribord depuis la chaudière jusqu'à l'arrière fut déchiété. Onze hommes disparurent avec le bâtiment. Vingt-deux réussirent à se sauver dans les canots du bord. Ils déclarèrent que l'*Afrique* avait sombré à une vitesse extraordinaire.

Enfin, le 3 août 1918, la Compagnie des Bateaux à Vapeur du Nord enregistrait courageusement la destruction d'un douzième navire.

Le *Cambrai*, parti sur lest de Rouen, le 31 juillet, sous les ordres du capitaine Victor Dormaël, se trouvait le 3 août au large du cap de Flamborough. Le temps pluvieux et la mer agitée rendaient difficile l'observation assurée par cinq hommes de veille expérimentés, car le *Cambrai* avait déjà rencontré à différentes reprises des sous-marins.

Tout à coup un homme cria :

— Torpille à...

Il n'eut pas le temps d'achever, le navire coupé en deux par deux torpilles successives coulait instantanément. Sur vingt-sept hommes d'équipage, un patrouilleur anglais survint deux heures après ne retrouva que deux survivants, un canonier et le second du bord Lucien Gens. Trois autres qui s'étaient accrochés à une épave avaient été happés successivement par la mer.

Outre ces douze navires détruits, la C^{ie} des Bateaux à Vapeur du

Nord eut la *Ville de Cette* coulé (mais rapidement renfloué) dans un bassin du port de Dunkerque lors d'un bombardement par obus de 380 (1).

Enfin son grand cargo *Nord* jaugeant environ 4.500 tonnes fut attaqué deux fois en Méditerranée les 21 juin et 4 octobre 1917. Mais chaque fois il fut ramené dans un port. A l'heure actuelle il navigue encore avec la nouvelle flotte commerciale que la C^{ie} a reconstituée aussitôt après la guerre et qui comprend neuf grands vapeurs pour un tonnage total de 40.000 tonnes.

Les goëlettes islandaises

En 1915, aucun bateau n'avait armé pour la grande pêche d'Islande. L'année suivante MM. Briche et Ecolin, de Dunkerque, décidèrent d'y envoyer leur goëlette *Ernestine*.

Elle quitta le port le 15 mars, le pavillon tricolore flottant fièrement au vent, à peu près en même temps que trois bâtiments de Gravelines et était de retour à fin août avec 600 barils de morues salées. Son capitaine, Pierre Le Deist, de Fort-Mardyck, déclara qu'il avait vu quelques semaines auparavant au large des côtes d'Islande, un sous-marin d'au moins deux cents mètres de long !...

(C'était sans doute le sous-marin commercial *Deutschland* faisant son premier voyage en Amérique).

En 1917, dix goëlettes (sept de Dunkerque, trois de Gravelines) partirent fin mars pour Islande.

Sur ces modestes embarcations jaugeant de 100 à 120 tonneaux, un sous-marin allemand remporta une grande victoire navale. Les 5 et 6 avril, il coula à l'aide de bombes la *Marie-Ernestine*, armateur M. Daullé, de Gravelines, l'*Amiral Lhermitte*, la *Dunkerquoise* et le *Rolland*, de la Société d'Armement à la Grande Pêche (président M. Lemmens). Les équipages fort heureusement furent sauvés. Les hommes de la *Dunkerquoise* n'ayant qu'un peu d'eau et quelques biscuits errèrent pendant trente-six heures sur les flots avant d'être recueillis.

En 1918, huit goëlettes reprenaient quand même la mer à destination de la grande pêche, sans se soucier des mines et des sous-marins. Les courageux équipages collaboraient ainsi dans la limite de leurs forces au ravitaillement du pays.

(1) Voir chapitre des bombardements par terre.

L'OFFENSIVE ALLEMANDE DE 1918

Projets d'évacuation et de destruction du Port et des Usines

Avec le printemps 1918, Dunkerque allait revivre une période angoissante qui ramenait la ville aux journées tragiques d'octobre 1914.

Le 21 mars, les Allemands commençaient leur grande offensive dans la Somme et s'avançaient par une large trouée vers Amiens-Abbeville, refoulant vers la côte l'armée britannique du général Haig.

Le même jour et en moins de vingt-quatre heures, le camp retranché de Dunkerque subissait un triple bombardement par avion, par mer et par terre.

Quarante-huit heures après (1) Paris, pour la première fois, était à son tour bombardé par un canon tirant à 120 kilomètres de distance.

La nouvelle du bombardement de la capitale fut bientôt connue des Dunkerquois qui se refusèrent tout d'abord à croire au « communiqué » affiché, avec le visa de la censure, à la porte du *Nord Maritime*.

Il fallut cependant se rendre à l'évidence (2).

Bientôt l'attention de la ville entière se reporta vers l'offensive de la Somme. L'avance allemande menaçait de couper le Nord et le Pas-de-Calais de toutes communications avec le reste de la France. Fort heureusement l'offensive ennemie se brisait à partir du 26 mars contre deux armées françaises accourues sous les ordres du général Fayolle au secours des Anglais.

Aux environs d'Amiens la voie ferrée, bombardée chaque jour, était inutilisable. Pour gagner Paris il fallait maintenant passer par Le Tréport, Eu et Abancourt. Il n'y avait plus qu'un seul train par jour venant cahin-caha de Calais. Lettres et journaux de Paris n'arrivaient plus. L'unique train quittant Dunkerque à quatre heures du soir arrivait à Paris à neuf heures et demie du matin le lendemain. Au retour, le départ de Paris avait lieu à neuf heures et demie du soir avec arrivée à Dunkerque à onze heures et demie le lendemain matin. Mais ces horaires invraisemblables s'allongeaient encore de retards fantastiques (3).

Une affiche apposée le 27 mars convoquait tous les jeunes gens des classes de 1919 à 1921 et les hommes en sursis, à se présenter trois jours après au bureau de recrutement, porteurs chacun d'une couverture et de vivres pour deux jours.

Une lettre officielle du Préfet au maire présentait la mesure comme une simple précaution ne comportant rien d'alarmant par elle-même, mais la population déjà anxieuse ne fut pas tout à fait de cet avis.

Des groupes nombreux ne cessent de stationner devant le *Nord Maritime* en attendant l'affichage des communiqués.

Dans Dunkerque, les bruits les plus extraordinaires recommencèrent une fois de plus à circuler. Tant et si bien que le 29 mars le Maire lançait à la population l'appel énergique que voici :

A Doullens le 26 mars, le Gouvernement britannique, devant l'échec de ses troupes, acceptait le principe du commandement unique. Le général Foch, à la suite d'une « conférence historique » était chargé, disait un communiqué officiel, « de coordonner l'action des armées alliées sur le front ouest ».

Les Dunkerquois, sauvés de l'invasion en 1914 par Foch, se sentirent un peu réconfortés en apprenant cette heureuse décision.

Près du nouveau Généralissime, les Gouvernements français et anglais avaient voulu, disait-on, créer un « contrôle » et l'on se répétait ce mot superbe du nouveau général en chef des armées alliées (1) : « ...Je veux être le seul responsable ».

**

Foch préparait une contre-offensive pour dégager la voie ferrée Paris-Boulogne lorsque le 9 avril les Allemands, haletants, déclanchèrent une nouvelle attaque sur le front des Flandres. La bataille se rapprochait des murs de Dunkerque.

Entre Ypres et La Bassée le G. Q. G. Impérial allemand a massé 350.000 hommes, les vingt-sept divisions du kronprinz bavarois et la 4^e armée du général Von Arnim. Après une formidable préparation d'artillerie, les Allemands anéantissent deux divisions portugaises, bousculent à nouveau des régiments anglais et s'emparent le 11 avril de Merville et d'Armentières. Ypres et Cassel sont directement menacées. L'armée britannique encore épuisée de son désastre de la Somme recule, elle ne pourra jamais aveugler seule, a dit le commandant Madelin, la déchirure qui se faisait à son front.

Que les Anglais continuent de reculer et les Allemands triomphants submergeront Ypres et entreront à Dunkerque.

Événement formidable par sa répercussion sur l'issue même de la guerre.

Le Kaiser apparaît à Armentières, dont les ruines fument encore, sa présence va galvaniser ses troupes. Il sera bientôt, croit-il, à Dunkerque même, ce port orgueilleux de la Mer du Nord. Les Anglais n'ont-ils pas en quelques jours perdu quatre cents canons, des milliers de mitrailleuses et vingt mille prisonniers ? Cette fois, l'Empereur d'Allemagne est certain d'atteindre le détroit (2).

Cependant Foch arrive, il passe à Blendecques au Q. G. anglais du général Plumer et a une entrevue à Houthem avec le Roi des Belges. En un formidable effort il réussit à jeter un corps d'armée dans la bataille. En moins de trois jours, du 12 au 15 avril, deux, quatre, puis cinq divisions françaises débarquent en toute hâte.

A Cassel, à Steenwoorde, dans tous les villages nos régiments « bleu horizon » défilent pendant des journées entières pour « monter en ligne », accueillis par des acclamations et des cris d'allégresse : « Voilà les Français, voilà nos soldats ! » C'est le 2^e corps de cavalerie, général Robillot, qui vient de franchir 200 kilomètres en moins de 67 heures, puis les divisions d'infanterie Valentin et Madelin. Et les soldats anglais applaudissent, eux aussi, ceux qui arrivent une fois de plus à leur secours.

Bientôt dix divisions françaises seront dans la région du Mont Kemmel sous les ordres du général de Mitry. La bataille va s'étendre sur un front de 80 kilomètres.

A Dunkerque, le grondement du canon se fait entendre sans interruption faisant vibrer ce qui reste de carreaux aux façades dévastées par les bombardements.

Malgré toutes ces émotions et ces menaces, malgré l'incertitude du lendemain, la vie de Dunkerque continue. On travaille au port, on travaille aux usines, on travaille dans les ateliers.

Et l'on travaille aussi à secourir les milliers de fuyards provenant des villages tombés dans la zone de combat.

(1) Le bombardement de Paris a commencé par canon à longue portée, le 23 mars 1918, à sept heures vingt du matin. Le premier obus tomba quai de Seine.

(2) Dans les notes inédites d'un dunkerquois on trouve ce passage qui ne déborde pas de charité chrétienne mais qui reflète bien cependant un état d'esprit « de guerre » :

« Cela (le bombardement de Paris) soulève une certaine émotion. Pourtant bien des personnes trouvent qu'il n'est pas mauvais que les Parisiens goûtent un peu des émotions qui nous sont si largement octroyées. La pensée vole surtout vers ceux qui sont partis dans la capitale pour s'y mettre à l'abri... »

(3) Les trains entre Dunkerque-Paris, par Amiens, ne recommencèrent à circuler que dans les premiers jours de septembre 1918.

(1) C'est le 14 avril que ce titre lui fut donné officiellement. Le 2 mai, ses pouvoirs furent étendus aux armées belge et italienne. A ce moment, Foch commande dix-huit armées et six millions d'hommes. C'est un fait sans précédent dans l'histoire.

(2) Le général Von Hœppner commandant en chef des forces aériennes allemandes a avoué dans son livre déjà cité : « ...Les terrains d'atterrissage de la zone adverse purent être répartis d'avance entre les groupements de l'aviation (allemande) ». C'est ce qui s'appelle vendre la peau de l'ours !...

LES REPRESENTANS DU PEUPLE

Envoyés près l'Armée du Nord, aux Habitans de
Dunkerque & à sa Garnison.

CITOYENS,

L'Ennemi est à vos portes, il vous menace; déjà vous lui avez prouvé que des Républicains qui connaissent le prix de l'honneur & de la Liberté, ne comptent point avec des esclaves; mais il en est un autre bien plus à craindre, il existe parmi vous; c'est celui que Pitt foudroya dans votre sein: il est que les efforts de ses lieutenans ne référeront pas au courage de nos braves Républicains, il a recours aux moyens de l'intrigue & de la corruption, il a des agens en grand nombre; surveillez, vous les découvrirez, & vous briserez les ressorts de ses infâmes manœuvres.

La France a les yeux fixés sur vous; elle attend son fait de votre fermeté & de votre courage; des forces considérables viendront à votre secours, ne perdez pas de vue que si Dunkerque tombe au pouvoir des Anglois, il deviendront le théâtre de la guerre la plus sanglante, vos propriétés seroient exposées à toutes sortes de dévaluations, car les Français le reprendroient à tel prix que ce fût.

Si donc il se trouve parmi vous quelqu'un assez lâche, ou assez scélérat pour proposer de rendre la Place à l'ennemi, qu'il soit livré sur-le-champ au glaive de la Loi, & que sa tête tombe sans autre forme de procès; la Liberté ou la Mort; voilà vos sermens, vous ne ferez pas parjures, & la République sera sauvée.

Signés, COLLOMBEL, DUQUESNOY & HENTZ.

A Dunkerque, de l'Imprimerie de BRASSART, rue de l'Union.

1793. — La proclamation contre l'intrigue et la corruption de l'ennemi.

Grâce aux mesures prises par l'Administration Municipale, différens bâtimens et notamment les écoles sont transformés en refuges. Cinq mille lits y sont aménagés. Les évacués après avoir été réconfortés étaient dirigés vers l'intérieur. Le dévouement des organisateurs fit que l'on ne vit plus des bandes de femmes, d'enfants, de vieillards errer à l'aventure à la recherche d'un gîte ou d'un morceau de pain.

Les évacuations agricoles

Dans les villages abandonnés en toute hâte se trouvaient d'importans stocks de grains et de nombreux bestiaux.

Trois jours après le déclenchement de l'offensive, le 11 avril, le général gouverneur Pauffin de Saint-Morel confiait à M. Paul Dufour, avocat, président du Syndicat Agricole de l'arrondissement de Dunkerque, la mission périlleuse de diriger ce sauvetage.

M. Paul Dufour, secondé par quelques collaborateurs dévoués et notamment par M. Hovaere, secrétaire du Syndicat, se rendit aussitôt dans la zone menacée avec des sections de camions automobiles et des équipes de soldats du camp retranché.

En dix jours, plus de 2.700 bœufs, vaches, etc. étaient récupérés au prix de grands dangers, conduits à Bergues puis à Saint-Pol-sur-Mer, où ils furent abattus et expédiés aux Armées par le service de l'Intendance.

La « mission Dufour » prit fin le 16 mai, après avoir ramené à l'arrière près de six mille bestiaux, un million six cent mille kilogr. de blé, deux millions trois cent mille kilogr. d'avoine, orge, haricots, etc. et un million trois cent soixante mille kilogrammes de pommes de terre !... Ces chiffres se passent de commentaires.

L'Intendance militaire de la région du Nord, dirigée par l'intendant Gauthier, poursuivit pendant de longues semaines ce service

VILLE DE DUNKERQUE

BOUCHEZ VOS OREILLES

Tous les jours, des nouvelles sensationnelles, bonnes ou mauvaises, sont lancées en Ville, on ne sait jamais par qui, et colportées par des gens de bonne foi.

**NE LES ÉCOUTEZ PAS,
NE LES RÉPÉTEZ PAS.**

Les bonnes nouvelles sensationnelles dépriment quand on apprend le lendemain leur fausseté, les mauvaises ont le même résultat immédiat.

Ceux qui lancent ou colportent les unes et les autres se font les complices de l'ennemi qui veut atteindre notre force morale, **il n'y parviendra pas.**

Personne, même les mieux informés, n'en sait plus que le contenu des communiqués ou ce qui se dit dans la presse. **N'ÉCOUTEZ PAS CEUX QUI SE PRETENDENT BIEN INFORMÉS.**

Au moment où le combat est soutenu par des soldats aussi admirables que ceux de France et d'Angleterre, un seul sentiment s'impose : l'Attente confiante dans l'issue de la plus Grande Bataille de l'Histoire du Monde.

ATTENDEZ AVEC CALME et BOUCHEZ VOS OREILLES.

Dunkerque, le 29 Mars 1918.

Le Maire,

Henri TERQUEM.

1918. — L'affiche contre les fausses nouvelles et complices de l'ennemi.

d'évacuation qui permit de récupérer des quantités considérables de denrées et de matériel jusque dans les villages qui se trouvaient dans la zone de feu.

Les plans d'évacuation..

Dans la nuit du 14 au 15 avril Bailleul était tombée aux mains des Allemands. Dunkerque semblait plus menacé que jamais. L'ordre arriva de « prévoir et de préparer l'évacuation civile et militaire de la ville, du port et du camp retranché ».

Le plan général d'évacuation du Service de la Préfecture englobait quarante-trois communes (1) depuis Gravelines jusqu'à Bray-Dunes. Il comprenait une population de cent mille personnes avec plus de quatre mille enfants ou vieillards.

Les maires reçurent la mission de prévoir en outre l'évacuation du cheptel. Ils devaient emmener sur des chariots les archives, cadastres, états-civils. Les vieillards et les enfants seraient transportés dans des voitures portant à la craie le nom de la commune. Les habitants devaient rester groupés autour du maire ou d'un chef de groupe. On avait même prévu des pancartes clouées en haut d'un bâton pour servir de point de ralliement !..

C'était une véritable migration de tout un peuple que l'on préparait sur le papier où tout était administrativement prévu !..

Le 13 avril, un message télégraphique du Ministre des Travaux

(1) En voici la liste : Armours-Cappel, Bergues, Bierne, Bourbourg, Bray-Dunes, Brouckerque, Cappel, Cappelbrouck, Coudekerque, Coudekerque-Branches, Cravwick, Crotche, Drincham, Dunkerque, Fort-Mardyck, Ghyvelde, Grande-Synthe, Grand-Fort-Philippe, Gravelines, Hondschoote, Hoymille, Killem, Lef-frinckoucke, Les Moères, Looberghe, Loon-Plage, Malo-les-Bains, Mardyck, Petite-Synthe, Pitgam, Quaedypre, Rexpoëde, Rosendaël, Saint-Georges, St-Pierrebrouck, Saint-Pol-sur-Mer, Socx, Spycker, Steene, Tétéghem, Uxem, Warhem et Zuyd-coote.

Publics prescrit de faire immédiatement un inventaire des marchandises en souffrance dans les ports de Dunkerque et de Gravelines.

A Dunkerque, sur les quais et dans les hangars, il y a environ trente mille tonnes de marchandises d'une valeur de près de soixante millions.

Le « Transit Maritime », énergiquement dirigé par M. André Giraud, officier d'administration, en entreprend l'évacuation à l'aide de quatre vapeurs (1) de la C^o Worms, de chalands et de péniches (2).

Ordre est ensuite donné d'opérer un recensement aussi exact que possible des stocks d'approvisionnements de toute nature existant dans les docks entrepôts, usines et magasins. C'est un travail énorme que les services de la Chambre de Commerce et les administrations civiles s'efforcent de faire aboutir.

**

Après quelques semaines d'enquêtes, une statistique approximative peut cependant être dressée. Suivant les renseignements fournis par la Chambre de Commerce on l'établit comme suit :

<i>Industries métallurgiques.</i> — Chantiers de France, Chantiers Ziegler frères, Usine de Firminy, etc. Matériel et matières premières	44.345 tonnes
Filatures et tissages (dont toutes les machines sont non transportables) Usines Weill, Filature de Saint-Pol, Société Dunkerquoise de Toiles et Bâches, etc.	8.331 —
<i>Distilleries</i> : Trystram, Collette, Duriez, Bonvarlet, etc.	6.553 —
<i>Brasseries</i> : de Dunkerque, Rosendaël, Coudekerque, Malo, Saint-Pol, Bergues	1.587 —
Autres industries	7.258 —

Au total (très approximatif) 68.074 tonnes

Dans les communes du camp retranché il restait mille tonnes de céréales, trois cents tonnes de graines et trois mille tonnes de marchandises diverses.

Il y a encore près de 13.000 bovins sans compter les moutons, les porcs et autres volailles et deux mille huit cent voitures y compris celles de Dunkerque.

Les archives communales et administratives sont évaluées à un poids de 50.000 kilogrammes.

Une conférence interministérielle a lieu, sans résultats, sous la présidence de l'amiral Ronarc'h pour essayer d'établir un programme éventuel d'évacuation et l'intendant militaire Gauthier est désigné au Président du Conseil comme pouvant être chargé de la direction des évacuations générales.

Les semaines se passent. En juin, nouvelle enquête de la Chambre de Commerce près de cent dix-huit industriels. Soixante-huit seulement répondent.

Et l'amiral Ronarc'h écrit imperturbablement au Président du Conseil :

«... On ne peut être assuré de la sincérité des industriels. Les détenteurs de marchandises changent d'avis du jour au lendemain suivant les variations du cours de leurs marchandises, suivant l'allure des communiqués militaires, les exigences des assureurs, etc... » (3).

Le 24 avril, avait eu lieu le lancement du cargo 100. On en a trouvé le récit dans les pages qui précèdent.

Entre temps, l'Administration municipale de Dunkerque, conformément aux instructions de la Préfecture, s'efforçait elle aussi de mettre sur pied un programme rationnel d'évacuation de la population de toute la ville.

Dans ces pages, où j'ai volontairement écarté tout effet de vaine rhétorique, l'on ne peut cependant s'empêcher d'évoquer la poi-

(1) Ces vapeurs étaient : Le *Fronsac*, *Bidassoa*, le *Château-Latour* et le *Château-Palmer*.

(2) Pour le 15 juillet 23.000 tonnes environ avaient été évacuées sur Bordeaux, La Pallice, Nantes, Le Havre et Rouen.

(3) Lettre secrète sur l'évacuation des ports de la Z. A. N. (Archives Section Hist. de la Mari.:).

gnante émotion qui dut étreindre le Maire en se voyant obligé d'envisager une telle éventualité.

— Eh quoi ! après plus de trois années de résistance aux bombardements, après avoir lutté inlassablement pour tenter de donner aux habitants une impossible protection, après avoir multiplié les démarches pour assurer la vie économique de la ville et ce en dépit d'incroyables difficultés, en arriver à l'impitoyable minute où il faut organiser la ruine de la cité bien-aimée que le Gouvernement avait donné en exemple à la nation toute entière...

Besogne capable de décourager une volonté moins ferme que celle du premier magistrat que Dunkerque possédait en ces heures de détresse.

**

Cependant, dès les premiers jours de mai le recensement des marchandises « évacuables » que les négociants possédaient encore est à peu près achevé. La statistique assez curieuse (1) évaluait les stocks à six mille mètres cubes pesant très approximativement deux millions de kilogrammes !

Un délai de huit jours était demandé pour l'évacuation de ces marchandises à condition toutefois, disait-on, d'avoir la *main-d'œuvre nécessaire* et des *moyens importants de transport*.

Il est probable que si l'heure critique eût sonnée, ces deux conditions n'eussent pas été remplies.

Restait à prévoir — événement encore plus douloureux — l'évacuation de la population. Un rapport officiel disait non sans raison : «... Ce sera une opération très délicate avec une population comme celle de Dunkerque qui subit depuis quatre années les horreurs des bombardements et ne quittera ses pénates que contrainte et forcée... » (2).

Le Maire, qui avait préparé ce plan avec la précision d'un travail d'état-major, divisa la ville en neuf secteurs (3). Dans chaque secteur un point de rassemblement fut désigné d'avance. Les habitants à l'heure fixée devaient s'y réunir sous les indications des gradés de la police municipale, de quelques agents et de « citoyens de bonne volonté » (4) pour être dirigés vers les points d'embarquement.

L'ordre d'évacuation aurait été porté à la connaissance du public par le tocsin et l'apposition dans tous les secteurs d'affiches manuscrites. A ce moment, la police aurait reçu la mission de faire fermer sur-le-champ tous les cafés et débits de boissons. Des employés municipaux désignés d'avance, accompagnés des voitures de la ville étaient chargés d'enlever le pain dans toutes les boulangeries et toutes les denrées ou conserves alimentaires dans les vingt-

(1) Le recensement indiquait : *Epiceries en gros et en détail* : 220.000 k. (une grande épicerie de la rue Alexandre III en avait à elle seule 50.000 k.) — *Brasseries* : 115.000 k. de malts et 14.000 k. de houblons. — *Commerce de vins en gros* : 604.000 k. (il est évident que ces approvisionnements avaient été encore plus fréquemment que les autres renouvelés plusieurs fois depuis 1914). — *Tissus, confections, ameublement et chaussures* : 214.000 k. — *Quincaillerie et métaux* : 285.000 k. (Un seul négociant de la rue Alexandre III s'inscrivait pour 140.000 k.) — *Produits pharmaceutiques* : 10.000 k. — *Une huilerie* avait 250.000 k. d'huile dont l'évacuation nécessiterait 1.400 fûts de 180 k. — Les marchandises diverses étaient évaluées à 285.000 k. et les collections du Musée et de la Bibliothèque à 80.000 k. En outre, il restait encore en ville : 170 chevaux, 240 camions et voitures, 48.000 quintaux de blé, 149 quintaux de farine et 28 vaches fournissant le lait aux malades et aux enfants en bas-âge.

(2) Rapport du Commissaire central au Maire de Dunkerque (Arch. municipales).

(3) Voici à titre documentaire la composition des neuf secteurs :

SECTEUR 1. — Citadelle. Nord de la ville à partir de et y compris la rue Saint-Jean. *Rassemblement au Minck*. — SECTEUR 2 délimité par la rue des Vieux-Remparts jusqu'à la place du Théâtre, rues Jean-Bart, de la Couronne, des Seurs-Blanches et des Pierres, y compris ces rues. *Rassemblement au Collège*. — SECTEUR 3 délimité par la rue des Vieux-Remparts, non compris cette rue, la rue Royer, non compris cette rue, la rue Sainte Barbe, les fortifications et la caserne Guillemot. *Rassemblement au Jardin de la Ville*. — SECTEUR 4, délimité par le Bassin du Commerce, rues des Pierres, des Seurs-Blanches, de la Couronne, non compris ces rues, les rues Royer, Sainte Barbe, la place Jean-Bart, rue de la Marine, y compris ces rues. *Rassemblement à l'église Saint-Eloi*. — SECTEUR 5, délimité par la place Jean-Bart, les rues de la Marine, Sainte-Barbe non compris ces rues, la rue du Sud, place de la République et la rue Neuve jusqu'à la rue de la Marine. *Rassemblement au Louvencourt*. — SECTEUR 6. Le quartier de l'île Jeanty, le quartier de la gare plus le quai au Bois, les rues Thiers, du Lion-d'Or, place Jeanne d'Arc, rue Dampierre et place d'Abondance. *Rassemblement au Parc de la Marine*. — SECTEUR 7, délimité par la rue de l'Esplanade, le quai de la Cunette, les quais des Jardins, de la Concorde, place du Palais de Justice et rue du Sud, cette dernière rue non comprise. *Rassemblement à la Caserne des Douanes*. — SECTEUR 8. La Basse-Ville. *Rassemblement à l'Abattoir*. — SECTEUR 9, le quartier du Jeu de Mail rue de Calais. *Rassemblement à la Rizerie Dewulf*.

(4) Des brassards en toile aux couleurs de la ville avec le numéro du secteur avaient été préparés pour être distribués. Ils existent encore aux archives de la ville.

sept épiceries encore ouvertes, puis de les répartir aux divers points de rassemblement. Toutes les boîtes de lait condensé de « la Goutte de Lait » seraient distribuées pour les enfants en bas-âge. Le receveur du Bureau de Bienfaisance devait également distribuer les couvertures dont il possédait un stock important.

L'Intendance Militaire Française de la Place ne conservait que deux jours de vivres et avait ordre, le cas échéant de les distribuer aux troupes et à la population. Le vin et l'alcool devaient être répandus dans les bassins ou les ruisseaux.

Pendant la durée de ces opérations, le maire assisté de ses adjoints, du secrétaire général et du commissaire central se tiendrait en permanence à l'Hôtel de Ville, dont les employés devaient assurer l'évacuation de tous les dossiers et documents. Le service d'ordre minutieusement organisé, comprenait les trois commissaires de police, MM. Saugrain, Devigne et Lacroix, neuf brigadiers ou sous-brigadiers faisant fonction de chefs de secteurs, huit agents cyclistes, vingt-quatre gardiens de la paix et neuf agents de liaison.

En y ajoutant les habitants de Bergues, Coudekerque-Br., Malo, Rosendaël, St-Pol, etc. qui auraient probablement reflué à « l'abri » des remparts de la ville, cet exode terrifiant pouvait comprendre près de trente mille personnes. L'on craignait que la gare ne fût prise d'assaut. Il est probable aussi que beaucoup d'habitants auraient catégoriquement refusé de quitter leur demeure et seraient stoïquement restés chez eux.

Ce qu'il y avait de plus inquiétant, c'est que l'on ignorait totalement le mode d'évacuation qui serait utilisable. Par chemin de fer ? en camions ? à pied ? par mer ? nul n'en savait rien. Les autorités militaires et préfectorales restaient parfaitement muettes sur ce point important.

Les vieillards de l'hospice qui avaient été évacués le 2 septembre 1914 à Bourbourg et Gravelines furent transportés le 8 juin 1918 à Nogent-le-Rotrou par train spécial. Le convoi comprenait 98 hommes et 93 femmes. M. Monteuis, vice-président de la Commission des Hospices se rendit à Nogent-le-Rotrou pour assister à l'installation de ces infortunés (1).

(1) Le retour ne s'effectua que le 22 octobre 1919.



La rue de la Maurienne après le bombardement du 5 Décembre 1917

Dans le cas où les évacuations s'effectueraient par mer, le Ministre de la Marine avait fait expédier huit mille ceintures de sauvetage. L'amiral Ronarc'h proposait « pour aller plus vite » d'évacuer tout le monde sur Douvres et Folkestone, sauf à transborder ultérieurement d'Angleterre en France par la ligne Portsmouth-Cherbourg. Mais les autorités britanniques se refusèrent à envisager cette solution pratique.

La mer fermée, les chemins de fer probablement coupés, il ne serait resté pour fuir que les chemins longeant la côte. L'armature la plus puissante de n'importe quel service d'ordre aurait été submergée dans le tohu-bohu d'une panique inévitable.

Le 11 septembre 1918, au cours d'une séance du conseil municipal, le Maire mettait les conseillers municipaux au courant de ces dispositions restées strictement secrètes et il ajoutait :

«... L'évacuation de Dunkerque est maintenant définitivement écartée... Le projet ainsi minutieusement élaboré et réglé n'a plus heureusement qu'une valeur documentaire historique... »

Un édile, en rentrant chez lui (dans sa cave, à cause d'une alerte) écrivit dans ses notes que le conseil municipal « se sentit soulagé d'un grand poids ».

La destruction du Port

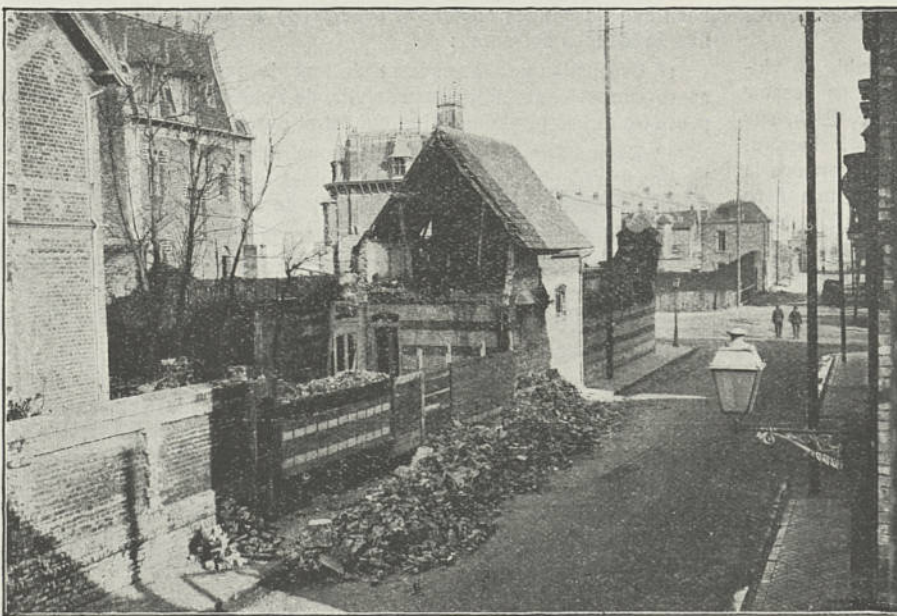
est envisagée par les Anglais

Pendant que l'Autorité préfectorale et l'Administration municipale s'occupaient de l'évacuation éventuelle des marchandises et de la population, l'Autorité Britannique se préoccupait de préparer la destruction du port.

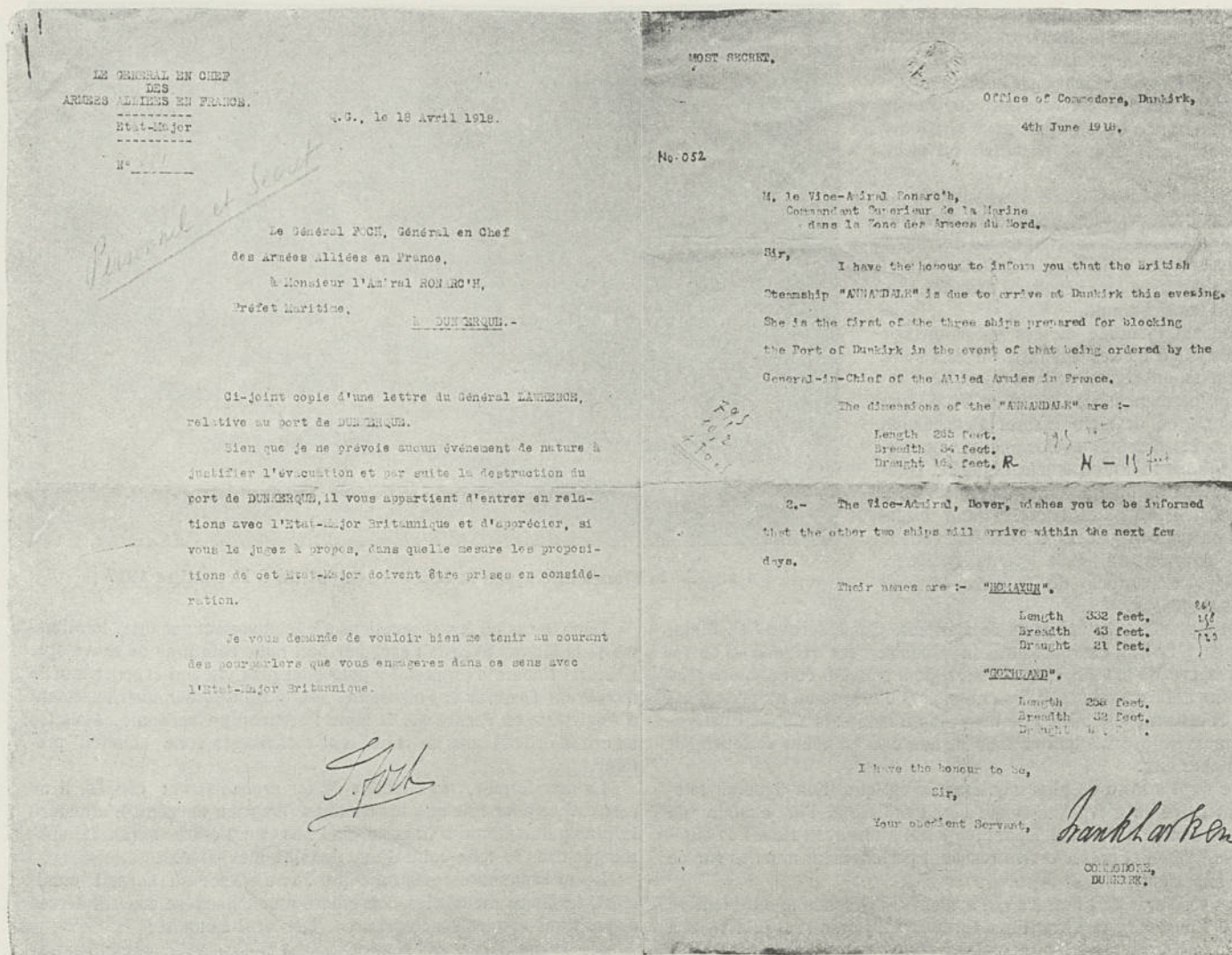
Dès le 16 avril, le général Lawrence, au nom du maréchal Haig, commandant en chef les armées anglaises, écrivait au général Foch la lettre suivante, portant en marge : « Très secret ».

« ...En prévision d'événements nécessitant l'évacuation du port de Dunkerque, il est d'importance tout à fait primordiale que l'état dans lequel serait laissé le port rende impossible son utilisation par l'ennemi.

« Des dispositions sont donc prises en Angleterre pour tenir prêts le matériel ainsi que le personnel qui serait éventuellement chargé d'opérer les destructions... »



Un immeuble coupé en deux à Malo (25 Octobre 1917)



Fac-simile de deux lettres historiques au sujet des projets de destruction du port de Dunkerque en 1918

« Je vous demanderais aussi que le G. H. Q. (1) puisse être avisé dès que la décision serait prise d'entreprendre les destructions envisagées, afin qu'aucune perte de temps ne survienne pour l'envoi d'Angleterre du personnel et du matériel ».

Le 18 avril, au moment où la bataille de la Lys redouble de violence, à l'heure où le Kaiser s'avance à Armentières dans l'espoir d'entrer quelques jours plus tard dans Dunkerque même, Foch, sûr désormais de barrer la route aux Allemands, écrit à l'amiral Ronarc'h cette lettre admirable de sang-froid dont nous donnons la photographie ci-dessus et dans laquelle il déclare avec une fière assurance qu'il ne prévoit « aucun événement de nature à justifier l'évacuation et par suite la destruction du port de Dunkerque... »

Cependant il invite l'amiral Ronarc'h à entrer en relation avec les Anglais pour connaître leur plan de démolition (2).

(1) G. H. Q. : Grand quartier général britannique.

(2) Le Général en Chef des Armées alliées en France
Etat-Major
N° 251
Personnel et secret

Q. G., le 18 avril 1918.
Le Général Foch, général en chef des Armées alliées en France
à Monsieur l'amiral Ronarc'h
Préfet Maritime
à Dunkerque.

Ci-joint copie d'une lettre du Général Lawrence relative au port de Dunkerque. Bien que je ne prévois aucun événement de nature à justifier l'évacuation et par suite la destruction du port de Dunkerque, il vous appartient d'entrer en relation avec l'Etat-Major britannique et d'apprécier, si vous le jugez à propos, dans quelle mesure les propositions de cet Etat-Major doivent être prises en considération.

Je vous demande de vouloir bien me tenir au courant des pourparlers que vous engagerez dans ce sens avec l'Etat-major britannique.

(Signé) : F. FOCH.

Détail assez curieux, la lettre du général Foch donne à l'amiral Ronarc'h le titre imprévu de Préfet Maritime de Dunkerque.

A la suite d'une entrevue avec les représentants de l'Amirauté Britannique, l'amiral Ronarc'h rendait compte le 26 avril au général Foch que l'ordre des opérations éventuelles de destruction avait été fixé de la façon suivante :

- 1° Evacuation des bateaux et de tout le matériel flottant, des approvisionnements militaires et civils, de l'outillage des ateliers qui peut être utilisé par l'ennemi et qui serait évacuable par mer ;
- 2° Destruction des chantiers de construction : des pompes des bassins de radoub, des grues, des machines hydrauliques des bassins de radoub, bateaux de halage et des grils de carénage ;
- 3° Destruction des écluses et des divers ponts du port ;
- 4° Embouteillage du chenal d'entrée par des bateaux de commerce remplis de ciment ;
- 5° Destruction des écluses reliant les réseaux des canaux à la mer et des écluses commandant les inondations (1).

6° Tous les bateaux qui resteront dans le port après son évacuation devront, si l'on en a le temps, être amenés dans les écluses et à l'entrée du port et coulés avant la démolition des écluses (2).

D'autre part, le Gouverneur recevait des instructions pour prescrire à chaque « service » l'enlèvement de tout ce qui n'était pas indispensable et prévoir la destruction et l'incendie de ce qu'on ne pourra emporter. « Rien ne doit rester utilisable par l'ennemi ». L'ordre est formel.

(1) L'on prévoyait en outre la destruction du pertuis de Steendam, des quatre machines d'épuisement et leurs moulins à vent des moères françaises et belges.

(2) Projet de destruction du port de Dunkerque (Arch. secrète de la Z. A. N., Historique Marine).

Les destructions à opérer au dernier moment consistaient notamment :

1° *Par explosifs* : Usines de refoulement à Houlle, réservoir en haut de Watten, les châteaux d'eau de Dunkerque, les vannes à l'ancienne usine rue des Passerelles, réservoir Guilleminot.

2° *Par incendie* : Les usines à gaz de Coudekerque-Br., Bergues, Bourbourg, Gravelines, Loon-Plage.

3° *Par explosifs et incendie* : La Centrale Electrique de Coudekerque-Br., les dix postes de transformateurs de Dunkerque et ceux de Rosendaël, Malo et Coudekerque.

4° *Par incendie* : Les dépôts de pétrole, les distilleries d'alcool, les scieries et huileries.

Dans toutes les usines et chantiers, les machines devaient être brisées à coup de masse et les bâtiments incendiés. Une partie des destructions devait être effectuée par les industriels eux-mêmes ! Les autres par le Génie militaire.

Le Génie devait enfin organiser la destruction des gares, ponts, voies ferrées, routes, etc. (1).

Cet effroyable projet de destruction ruinait Dunkerque d'une façon aussi désastreuse que le néfaste traité d'Utrecht en 1713 (2).

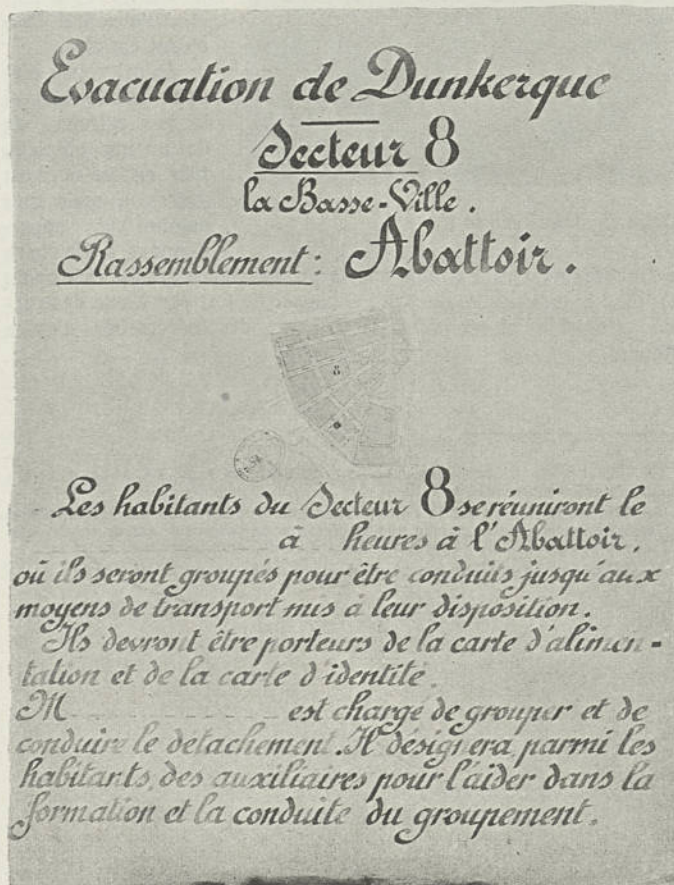
Le 30 avril, le général Foch envoyait au maréchal Haig le compte-rendu de la réunion à laquelle avait assisté l'amiral Ronarc'h et il ajoutait de sa haute et calme écriture cette précision importante :

«... L'ordre de mise à exécution de ce programme serait donné par mes soins au vice-amiral Ronarc'h et au général gouverneur de

(1) Arch. du Gouver. de Dunkerque. Sect. Hist. Minist. Guerre.

(2) M. R. Poincaré dans son discours lors de l'inauguration du monument aux Dunkerquois morts pour la France disait :

«... Le traité d'Utrecht consacrait la ruine de Dunkerque, les fortifications devaient être rasées, les jetées abaissées au niveau de l'estran, les écluses détruites, le bassin du Roi comblé, le port fermé par un batardeau ; et pour que tout ce qui faisait la richesse et la sécurité de votre ville fût bien définitivement aboli, deux commissaires britanniques étaient autorisés à s'installer en permanence dans la ville... »



Une proclamation qui fort heureusement ne fut pas affichée

Dunkerque. Le vice-amiral Ronarc'h communiquerait cet ordre aux autorités navales britanniques et françaises.

(Signé) : FOCH. »

L'annotation était catégorique, le général Foch voulait rester maître de la suprême décision.

Le 4 juin, alors que l'offensive allemande en Flandre était complètement brisée, le vice-amiral Ronarc'h recevait la lettre dont nous donnons la photographie ci-contre (1).

Le vapeur *An-*
nandale, chargé de
ciment, n'eut pas
de chance. Il était
à peine arrivé de
quarante-huit heu-
res à Dunkerque
qu'une torpille alle-
mande tomba
dans le Freycinet
I où il se
trouvait amarré et
éclata sous l'eau à
moins d'un mètre
de sa coque dont
les tôles furent
enfoncées. Le ba-
teau embouteil-
leur coula sur
place. Renfloué il
passa en cale sèche
et après réparations, regagna l'Angleterre.



L'Annandale coulé par une torpille dans le Freycinet I

Le 27 juillet, l'Etat-major Impérial Britannique présentait à nouveau un plan de destruction des ports de la Z. A. N. et de Dunkerque en particulier (2).

Par ce memorandum l'on apprenait que des détachements militaires étaient organisés et à l'entraînement en Angleterre pour détruire les ports français (3).

«... Le but, disait-il, est d'avoir à sa disposition des détachements parfaitement instruits, des bateaux embouteilleurs et tout ce qui est nécessaire pour interdire à l'ennemi l'utilisation des ports... De ces mesures dépend le maintien des communications maritimes à la fois des forces britanniques et américaines, l'Amirauté Britannique est par conséquent intéressée au premier chef à cette question... »

Et l'Autorité britannique sollicitait le Général en chef des armées alliées (Foch) de bien vouloir approuver le projet déclarant que :

« Les autorités militaires et navales britanniques seraient responsables :

(1) En voici la traduction :

Très secret
N° 052

Bureau du Commodore, Dunkerque
4 juin 1918.
M. le Vice-Amiral Ronarc'h,
Commandant Supérieur de la Marine
dans la zone des Armées du Nord.

Sir,

J'ai l'honneur de vous informer que le navire *Annandale* doit arriver à Dunkerque ce soir. C'est le premier des trois navires préparés pour bloquer le port de Dunkerque dans le cas où l'ordre en serait donné par le général en chef des armées alliées en France. Les dimensions du *Annandale* sont :

Long : 265 pieds (79^m50) ; larg. 34 pieds ; tirant d'eau : 16 pieds 3/4.

2° Le Vice-Amiral de Douvres désire que vous soyez informé que les deux autres bateaux arriveront d'ici quelques jours.

Leurs noms sont :

Homayun : long 332 pieds (99^m60) ; larg. 43 pieds ; tirant d'eau 21 pieds.

Gothland : long 258 pieds (77^m40) ; larg. 32 pieds ; tirant d'eau 18 pieds 1/2.

J'ai l'honneur d'être, Sir, votre obéissant serviteur.

(Signé) : Franck LARKEN.

Commodore, Dunkerque.

(2) Arch. du Minist. de la Marine. Destruction et évacuation de Dunkerque. Plan F. P. dossier secret.

(3) Voici la liste des ports dont les Anglais — par nécessités militaires — envisageaient la « mise hors service » :
Dunkerque, *Gravelines*, *Calais*, *Boulogne*, *St-Valéry-sur-Somme*, *Le Tréport*, *Dieppe*, *St-Valéry-en-Caux*, *Fécamp*, *Le Havre*, *Harfleur*, *Honfleur*, *Trouville*, *Caen*, *Ouistreham* et *Courseulles* !...

« Du choix des points à détruire ou à endommager dans chaque port ;

« De la réunion de la quantité nécessaire d'explosifs, des outils, du matériel et du personnel pour l'exécution du plan de destruction ;

« De l'exécution des destructions dans le cas où cela deviendrait nécessaire ;

« De la mise en place et du coulage des bateaux-embouteilleurs ».

La note longue de cinq grandes pages se terminait par le rappel des instructions détaillées sur la destruction du port de Dunkerque.

Les réponses de Foch et de l'amiral Ronarc'h

Foch donna sans retard son avis avec un laconisme terriblement éloquent.

« La note, écrit-il, arrive quatre mois trop tard et ne répond plus à la situation actuelle ».

Et il transmit à l'Etat-Major de la Marine pour avoir son opinion. Celle-ci est non moins énergique.

Le 9 août, le Ministre de la Marine écrit au maréchal Foch (Il était maréchal de France depuis deux jours) :

« ...L'Etat-Major général de la Marine est au moins aussi intéressé que l'Amirauté Britannique à ce que si les ports du Nord tombent entre les mains de l'ennemi, ces ports soient rendus inutilisables. Le choix des points à détruire ou à endommager dans chaque port ne doit pas être laissé aux autorités britanniques... »

Et l'amiral Ronarc'h de sa petite écriture nerveuse avait à son tour annoté le plan anglais par les lignes suivantes :

«... Les instructions du général Foch portent que l'ordre d'exécution du programme d'évacuation et de destruction du port de Dunkerque serait donné par lui au Général Gouverneur et à moi. Pour ce qui concerne la partie maritime, c'est-à-dire le port, c'est moi qui règle l'exécution... »

Ce qu'allait faire le Gouverneur

Cet ordre de transformer méthodiquement Dunkerque et son port en un monceau de ruines eût-il été exécuté par le gouverneur

du camp retranché et par l'amiral Ronarc'h ?

En mai 1923, le général Pauffin de Saint-Morel à qui je posais cette question répondit aussitôt :

« Jamais de la vie je n'aurais laissé détruire le port et les usines de Dunkerque sans les défendre. Pendant la bataille du Mont Kemmel si l'armée du général Nollet a pu tenir ce fut grâce à l'arrivée des munitions de Dunkerque ; j'avais fait vider les casernes comme je n'avais pas hésité à faire passer à l'armée du général Degoutte toute l'artillerie disponible du front de mer ».

Et avec un frémissement involontaire dans la voix, l'ancien gouverneur de Dunkerque ajoutait :

«... Les Allemands n'auraient pu s'emparer de la ville. J'aurais fait partir de gré ou de force le plus de civils possible, toutes les femmes, enfants, vieillards et avec mes troupes, et même avec les Dunkerquois restés volontairement, Dunkerque, fidèle à sa glorieuse histoire aurait lutté jusque la dernière pierre de ses remparts, mais elle n'aurait jamais connu la honte d'être détruite sans combat, même par un allié ! »

Dans la journée la plus critique d'avril 1918, l'amiral Ronarc'h en communion d'idées avec le Gouverneur, disait à ce dernier : « Je sais ce que vous ferez, je resterai avec vous » (1).

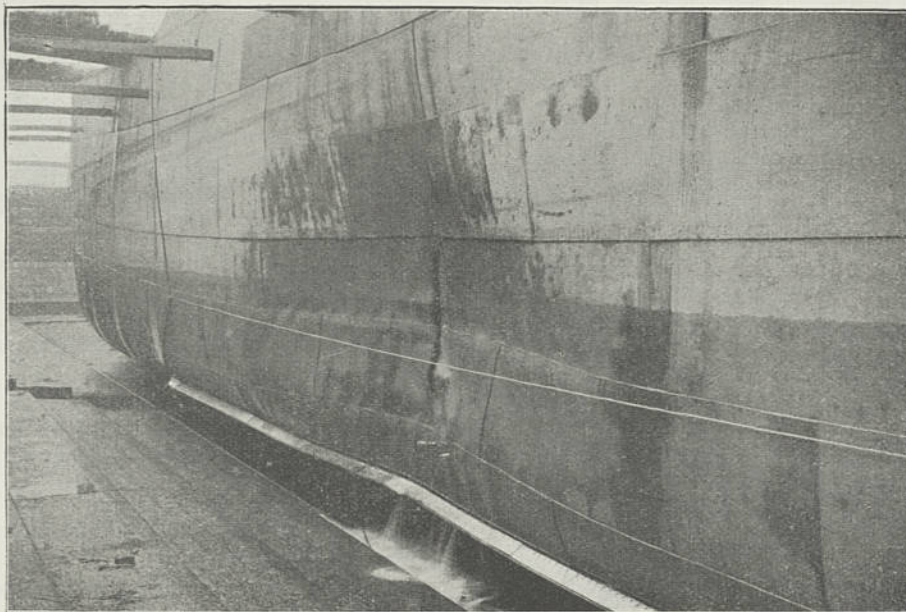
Aujourd'hui l'incident est clos. Je m'excuse d'avoir publié de si longs extraits de documents officiels, hier encore « most secret », mais qui, aujourd'hui, appartiennent à l'histoire

de Dunkerque. Grâce à eux, l'on a pu voir notre grande métropole maritime et industrielle du Nord échapper de fort peu à une destruction effroyable placée sous le couvert des nécessités d'ordre militaire.

(1) Ces projets d'évacuation montrent combien les « méthodes de guerre » avaient évoluées entre 1914 et 1918.

En 1914 les ordres de repli ne prévoyaient que la destruction des munitions et des approvisionnements de guerre que les troupes ne pouvaient emporter. On laissait sur place populations, approvisionnement civils, outillages industriels, etc..

En 1918, tout ce qui est transportable est évacué. Le reste est détruit.



L'Annandale en cale sèche à Dunkerque



LA PRESSE ET LA CENSURE

“ Le Phare du Nord ”

Les deux principaux journaux que Dunkerque possédait en août 1914 étaient le *Nord Maritime* et le *Phare du Nord*, jadis le *Phare de Dunkerque*.

Le *Phare du Nord* avait comme directeur M. Charles Bolvin qui s'engagea dès les premiers jours des hostilités et ne tarda pas à se distinguer au front, à être promu lieutenant et décoré.

Au lendemain des premiers bombardements par canon à longue portée (avril-mai 1915) ce journal cessa de paraître. « Nos ouvriers, disait le rédacteur en chef dans son article d'adieu, ont obéi au louable souci de mettre en sécurité ceux qui leur sont chers. Ceux de nos concitoyens que nulle fonction civile n'attachait à la cité et qui ont mis leurs familles en sécurité ont agi de façon louable. Le mot devoir est un grand mot qu'il faut réserver non aux choses matérielles et contingentes mais aux choses sacrées de la Patrie... »

Le *Phare du Nord* reparut pendant un mois (juin-juillet 1915) et cessa à nouveau jusqu'en août 1919, pour disparaître définitivement en novembre 1922.

“ Le Nord Maritime ”

Le *Nord Maritime* dont le superbe hôtel s'érige sur la place Jean-Bart eut le rare mérite de ne pas cesser de paraître pendant toute la durée de la guerre, même au cours de la période des plus sévères bombardements.

Son directeur, M. Chiroutré-Gauvry et son rédacteur en chef M. Francis Carlier, activement secondés par M. Gaspard Chiroutré fils, eurent à faire face à des difficultés incroyables pour assurer la parution de cet organe dont le tirage s'éleva parfois jusqu'au chiffre imposant de cent dix mille exemplaires !

Le journal affichait quotidiennement à sa porte le communiqué officiel et pendant de longs mois au début de la guerre, puis ensuite au moment des grandes offensives les Dunkerquois s'attroupaient devant la façade pour apprendre au plus vite les nouvelles du front de bataille.

Nous avons vu au chapitre des bombardements que le *Nord Maritime* parfois privé de force motrice, les câbles électriques rompus par les explosions de torpilles, ayant ses machines endommagées continuait « quand même », comme disait Déroutède, à paraître à l'heure dite. Certain jour l'on fut obligé de tirer le journal sur des presses à bras, tour de force que les gens de métier peuvent seuls apprécier.

En mai 1916, en dépit d'une série de trois bombardements consécutifs qui durèrent de sept heures du matin à deux heures de l'après-midi, le *Nord Maritime* fut courageusement composé, imprimé et distribué comme de coutume, apportant à la population un précieux réconfort moral. Le lendemain, le Gouverneur (général Eydoux) se rendit dans les ateliers pour féliciter le personnel de sa courageuse attitude.

Le cas l'e fut pas unique. En mars 1918, le journal publiait sans émoi cet entrefilet peu ordinaire :

ET ÇA CONTINUE ?...

...Cet après-midi, lundi (1) vers deux heures, en pleine mise en page, c'est-à-dire une heure avant notre mise sous presse, le formidable coup de 380 se fait à nouveau entendre. La sirène fait suivre cette chute de ses appels lugubres et stridents. Le bombardement continue et... nous aussi continuons...

(1) 25 mars 1918.

Quotidiennement son rédacteur en chef, dans des notes très brèves, résumait la situation militaire et affirmait sa confiance absolue dans l'heureuse issue de la tourmente ; c'est ainsi — simple exemple entre cent — que M. Carlier écrivait à l'occasion de la fête nationale en 1918, cette phrase prophétique :

«... Ce sera sans doute le dernier 14 juillet de guerre, l'autre celui de 1919 va être plus beau encore, il se fêtera sous le souffle de la Victoire... »

Le 24 octobre 1918, le Ministre de l'Intérieur adressait les félicitations du Gouvernement de la République au personnel du *Nord Maritime*.

En voici le texte :

République Française.
Ministère de l'Intérieur, Cabinet du Ministre
Paris, le 24 octobre 1918.

Au Personnel du journal *Le Nord Maritime* de Dunkerque.

Messieurs,

M. le Président du Conseil, ministre de la guerre, m'a signalé l'attitude courageuse dont vous avez fait preuve depuis le début des hostilités.

Je vous adresse les félicitations du Gouvernement de la République et je suis heureux d'y joindre mes félicitations personnelles.

Veuillez agréer, etc...

Le Ministre de l'Intérieur,
E. PAMS.

La Presse locale et la Censure

Dès les premiers jours de la guerre, la fameuse liberté de la presse et sa charté la loi de 1881 cessèrent d'exister en fait.

La loi du 5 août 1914 votée par le Parlement interdisait la publication de tous renseignements ou informations sur les opérations militaires, sauf ceux communiqués par le Gouvernement.

L'état de siège proclamé sur toute l'étendue du territoire permettait au besoin de saisir et de suspendre la publication des journaux jugés dangereux par l'autorité militaire.

Dès le 4 août le Sous-Préfet avisait le préfet du Nord qu'il avait pris la veille les mesures nécessaires pour que les journaux ne publient aucune nouvelle militaire sans un visa de lui ou du gouverneur.

C'était la résurrection de la censure politique et militaire jadis tant vilipendée.

Quelques jours après, dame Censure fit son apparition à Dunkerque. Elle courait éperduement après un correspondant — cette race est sans pitié — du *Daily Telegraph* qui avait quitté Paris malgré la défense du Ministre de la Guerre pour se rendre aux Armées en passant, croyait-elle, par Dunkerque.

Dans un télégramme officiel aussi impératif qu'édifiant la censure disait aux autorités : (1)

«... Prenez disposition pour vous saisir de sa personne, le garder (sic) quatre ou cinq jours interné et le renvoyer ensuite à Paris sous escorte. Confisquez son automobile... Signalerai de même tout correspondant de guerre qui quittera Paris et vous engage à exercer une police très rigoureuse... »

La censure était à peine née qu'elle montrait déjà les dents.

Le 23 septembre, le Ministre de l'Intérieur avisait le Sous-Préfet de Dunkerque qu'il le chargeait « spécialement » de la censure des articles ou écrits politiques paraissant dans les journaux de l'arrondissement (2).

Le jour même où il recevait ces instructions, M. de Lavenay prit l'initiative de faire saisir par la police municipale tous les exem-

(1) Arch. de la Sous-Préfect. de Dunkerque. Télégr. off.

(2) « Voici mes instructions, disait le Ministre : Laisser à la presse la plus grande liberté possible ! ! supprimer les articles portant atteinte à la défense nationale ainsi que ceux qui attaquent les membres du gouvernement au point de les discréditer devant l'opinion publique ».

Le sous-préfet dut ouvrir l'œil pour bien apercevoir le point fameux où apparaissait le discrédit.

plaires d'un journal belge *Le Peuple Gantois* portant la date du 21 septembre 1914 et qui en lettres énormes annonçait triomphalement :

*L'Allemagne s'avoue vaincue ! (1)
Le Kronprinz en fuite !*

Le 29 septembre, le général Couturier commandant la région notifie au *Nord Maritime* et au *Phare du Nord* que désormais « les morasses de tous les journaux devront avant impression être examinées et approuvées « ne varietur » par les commandants d'armes et à défaut par les officiers de gendarmerie locaux (!) ». Le Sous-Préfet, qui se charge de transmettre la note, ajoute de sa main : « A Dunkerque par le sous-préfet ».

Pendant quelque temps M. de Lavenay manœuvra délicatement les ciseaux d'Anasthasie puis les passa à l'Etat-Major du Gouverneur.

La presse dunkerquoise entretenait de bonnes relations avec les censeurs civils et militaires.

Lorsque les Dunkerquois voyaient un blanc dans le journal, ils s'écriaient, suivant leur état d'esprit : « On nous cache des victoires ou on nous cache des défaites ». Il s'agissait bien souvent d'entrefilets inoffensifs. Le *Nord Maritime* avait fait connaissance pour la première fois avec les « ciseaux » le 8 septembre. Le numéro parut ce jour-là avec six lignes supprimées dans sa rubrique régionale.

Par la suite, des informations beaucoup plus longues furent « caviardées ». Il y eut des « coupures » injustifiées, inutiles, voire amusantes. Il arriva que le lecteur avide de nouvelles pouvait se régaler d'informations de ce genre (textuel) :

BOMBARDEMENTS DANS LA REGION

Nous apprenons qu'à Boulogne...

Censuré

Le public maintenant au courant pourra conclure en connaissance de cause...

Il y avait aussi des incidents avec la censure : En mars 1917 le *Nord Maritime* n'ayant pas « échappé » d'une façon assez complète un entrefilet donnant quelques détails sur un bombardement de la ville, les numéros du journal sont saisis par ordre de l'autorité militaire.

Quelques mois après autre mésaventure. Sur un ordre téléphonique venu de Paris (?) gendarmes et agents de police parcourent toute la ville avec ordre de confisquer le journal qui avait eu « l'imprudence » disait-on d'insérer un communiqué russe annonçant un échec.

Cette fois, la rédaction se fâche et dans le numéro du lendemain se trouvent les lignes suivantes :

«... Mais pour qui nous prend-on ? Nos vaillantes populations qui s'endorment chaque jour au son du canon ont encore de solides estomacs et peuvent connaître la vérité... »

Les annonces de guerre

Les événements locaux se reflétaient dans les colonnes du journal et jusque dans la partie réservée aux annonces.

Celles-ci sont extrêmement typiques à relire. L'on y voit dans les numéros des 29 juin, 12 et 20 juillet 1915, qu'à la requête de divers courtiers maritimes l'on met en vente sur les quais de la Citadelle 300.000 kilos de farine de blé, 80.000 kilos de graines de

lin, 216.000 kilos de lin de Russie, 10.000 kilos de blé d'Australie. Le tout, plus ou moins brûlé ou mouillé, provient de l'incendie des « Magasins Bourdon ». La censure ne s'aperçoit pas en visant l'annonce qu'elle laisse passer de précieux renseignements sur les résultats d'un raid d'avions.

Un entrefilet avise que l'on va procéder à l'Entrepôt des Douanes à la vente aux enchères de fûts d'huile lourde, à la requête de M. J. V..., négociant, rue des Vieux-Remparts, séquestre de la marchandise appartenant à une maison allemande, dont le siège est à Hambourg. Toutes les marchandises subirent le même sort.

Au lendemain des terribles bombardements de septembre-octobre 1917 les annonces du journal ne sont pas moins éloquentes. En voici quelques spécimens :

«... X..., entrepreneur à Bergues offre des voitures de déménagement capitonnées... »

«... Les personnes qui désirent se faire véhiculer par automobiles au dehors de la ville peuvent s'adresser à M. D..., rue de la République, à Saint-Pol. »

«... On désire acheter voitures à ressort avec cheval. »

Le mode de locomotion trouvé les « partants » pouvaient se préoccuper de choisir leur destination et en ouvrant le journal ils y trouvaient :

«...A vendre ou à louer en Bretagne (ou ailleurs) jolie villa ».

Le prix, généralement n'était pas indiqué et bien souvent les « évacués volontaires » étaient rançonnés à merveille.

PROCLAMATION AUX HABITANS DE DUNKERQUE.

LE CONSEIL GENERAL de la Commune en permanence, en vertu de la Requisition expresse & par écrit du Conseil de Guerre permanent dans la Place de Dunkerque, prévient les Habitans de cette Ville, que pour concourir de leur part aux moyens de défense à opposer aux Ennemis de la Patrie, il est nécessaire qu'ils se conforment strictement aux dispositions suivantes :

1.° Il est expressément défendu à toutes Femmes, Filles & Enfants des deux sexes, de parler le fait dans les Rues, Carrefours & Places publiques, après la Retraite militaire tombée.

2.° Il est pareillement défendu à toutes Femmes, Filles & Enfants des deux sexes, d'être dans les Rues, Carrefours & Places publiques pendant le jour, lorsqu'il y aura eu une Générale aura été battue.

3.° Il est très-expressement défendu aux Habitans de former, en aucun temps, & à aucune heure, des rassemblemens ou stroupemens dans les Rues, Carrefours & Places publiques.

4.° Il est enjoint, en vertu de l'Article II. de la Loi du 21 Septembre 1791, aux Patrouilles de surveillance militaires & citoyennes, tant de jour que de nuit, de faire exécuter de vive force & militairement les dispositions ci-dessus par l'enlèvement & emprisonnement des Délinquans.

5.° Les Cabaretiers, Hôteliers, Aubergistes & Liqueurs, qui souffriront que des Militaires, soit de la Garnison, soit des Cantonemens, soit du Camp, s'ennivrent chez eux, ou qui donneront à boire à aucuns Militaires qui se présenteront chez eux étant ivres, seront poursuivis pardevant le Tribunal de la Police correctionnelle, comme favorisant la débauche & l'indiscipline.

6.° Les Habitans de cette Commune & les Militaires qui s'y trouvent, sont invités de se tenir en garde contre tous les rapports vagues ou hasardés ; & de n'ajouter foi qu'aux détails officiels & proclamés aux Séances du Conseil-général de la Commune.

Fait & arrêté, ouï & ce requérant le Procureur de la Commune. A l'Assemblée du 23 Août 1793, l'an deuxième de la République Française, à deux heures du matin.

Signé, EMMERY, Maire.

Et MAEYENS, Secrétaire-Greffier.

Collationné,

Signé, MAEYENS, Secrétaire Greffier.

De l'imprimerie de B. WYANS.

Une affiche de 1793 invitant les habitans à ne croire qu'aux « détails officiels ».

(1) L'ambassadeur allemand à Washington, disait ce journal, annonce que l'Allemagne est prête... à faire la paix pourvu que le territoire d'Allemagne en Europe ne soit pas démembré. L'Allemagne abandonnerait donc toutes ses colonies aux Alliés...

C'était hélas une fausse nouvelle de grande envergure sinon une nouvelle prématurée de quatre années.

AUX COLPORTEURS DE FAUSSES NOUVELLES

Le bruit a couru, hier, à Dunkerque, qu'une Ville de notre région aurait subi un sérieux bombardement aérien. Renseignements pris à la Ville même, **le fait est radicalement faux, il n'y a eu aucune attaque.**

Il est rappelé que les personnes qui répètent, **même de bonne foi**, des bruits semblables, se rendent coupables du délit de fausses nouvelles.

L'autorité militaire a donné les ordres les plus sévères à la police et à la gendarmerie pour rechercher et délorer **IMPITOYABLEMENT** aux tribunaux les personnes qui répètent des nouvelles de ce genre.

Le Maire de Dunkerque rappelle ses concitoyens à la stricte application de la formule : « **MÉFIEZ-VOUS ! TAISEZ-VOUS !** »

Ceux qui se font un plaisir de raconter des nouvelles dramatiques doivent se rendre compte qu'en enervant ainsi la population **ils se font les complices de l'ennemi.**

Dunkerque, le 11 Novembre 1916.

Le Maire,
Henri TERQUEM

Une proclamation énergique !

Il est vrai que ceux-ci avant de quitter Dunkerque faisaient publier :

...On demande à vendre piano, salle à manger, etc...

La « réserve » d'argent ainsi constituée ne tardait pas à disparaître.

Pour ceux qui restent. — « M. D..., rue du Collège, se charge de l'assurance contre tous dommages de guerre (attaque et défense), bâtiments, mobiliers, marchandises, personnes ».

Un autre agent d'assurances, M. S..., rue Faulconnier, était plus bref : « Assurez-vous contre tous risques de bombardements » disait-il.

Et le commerce local lui-même mettait de l'actualité dans sa publicité :

M. C..., place du Palais-de-Justice, annonce qu'il est dépositaire d'une invention intéressante : « La vitre incassable, solide, légère, économique ». Incassable!... les gens aux carreaux de bois durent en rêver!...

« La maison X... (bonneterie) en prévision d'un départ possible invite son estimée clientèle à hâter ses achats... »

Son concurrent dit dans la colonne à côté :

«... Encore quelques jours et la chemiserie X..., rue de l'Eglise, fermera. Hâtez-vous d'y aller faire vos provisions... »

Un droguiste annonce triomphalement :

« Sous peu arrivage de soixante caisses de verres à vitres et de verre cathédrale... »

Il manque en ville cent mille vitres et les fenêtres sont aveuglées par des étoffes, du carton ou des planches. Les soixante caisses ne suffiront pas à satisfaire tout le monde (1). Notre commerçant ajoute :

...Retenir ce dont on a besoin.

Et l'annonce que voici n'est-elle pas particulièrement évocatrice ?

«... Chez B..., rue de l'Eglise : Très intéressant : En ces temps d'alertes et de bombardements, pour hommes comme pour dames rien n'est plus pratique, plus agréable et plus décent que de mettre un pyjama pour se coucher (et pour descendre plus vite à la cave). Cela se fait en soie et même en molleton... »

(1) Il est vrai que les habitants s'étaient habitués aux « vitres de bois » à cause de leur solidité.

Enfin, pour terminer, citons cet avis d'un épicier qui songe plus à attirer la clientèle qu'à partir :

« ...Profitez, ce sont les derniers jours où le reste des articles d'épicerie est vendu au rabais ».

Au 11 novembre 1918, l'épicier n'avait pas encore eu le temps de fermer et la vente continuait toujours, au rabais, espérons-le.

Le contrôle postal

A côté de la censure de presse, il y avait aussi le « contrôle postal ». De nombreux arrêtés et avis dans les journaux avaient informé le public qu'il était formellement défendu d'indiquer dans les correspondances les mouvements de troupes, les résultats des bombardements, etc.

La censure postale, digne héritière du fameux « cabinet noir » opérait des prélèvements au hasard dans les sacs des courriers postaux dont l'acheminement subissait des retards systématiques de plusieurs jours et même d'une semaine au moment des offensives.

Les lettres ouvertes étaient examinées attentivement. Les censeurs — des militaires — n'hésitaient pas à passer impitoyablement un large coup de pinceau de vernis noir, bien

opaque, sur tous les passages jugés délictueux.

Les correspondances suspectes — elles étaient rares — se voyaient transmises à la « haute police ». A Dunkerque il y avait trois services de « haute police » : anglaise, belge et française.

Les autres missives étaient refermées par une bande de papier portant indifféremment ces mots : « Censure, contrôle postal ; ouvert par l'autorité militaire, etc. »

En mars 1915, un arrêté du Gouverneur informait les dunkerquois que l'achat, la vente, l'usage et même le prêt d'encre et de crayons dits invisibles étaient rigoureusement interdits. Les contrevenants pouvaient être immédiatement expulsés du camp retranché, passer au Conseil de Guerre, etc...

Les fausses nouvelles

Le Sous-Préfet de son côté avait reçu des ordres du Gouvernement pour surveiller l'état d'esprit de la population et réprimer la propagation des fausses nouvelles.

Dans une population rendue nerveuse par les événements, qui avait les nerfs surexcités par de rudes bombardements, les nouvelles les plus extraordinaires se propageaient avec une rapidité déconcertante et trouvaient toujours créance.

En veut-on un exemple ?

Dans les premiers jours de juillet 1915, un bruit ayant pris naissance l'on ne sait où se répandit dans toute la ville.

Les gens les plus sensés annonçaient que le 14 juillet les Allemands enverraient une puissante escadre de Zeppelins au-dessus de Dunkerque, d'autres que les obus de 380 pleuvraient drus comme grêle et que la ville serait mise à feu à sang d'une façon définitive.

La veille, des milliers d'habitants emportant leurs objets les plus précieux, des couvertures, des provisions — certains emportèrent même leur mobilier — allèrent passer la nuit dans les dunes de Saint-Pol. Il faisait fort heureusement un temps superbe (un temps idéal d'ailleurs pour un raid aérien).

Toute la nuit et bien longtemps après l'aurore cette foule d'émigrants attendit que l'ouragan de fer s'abattît sur la cité, ainsi qu'on l'avait prédit.

L'aube de la fête nationale se leva resplendissante dans un ciel d'azur. Le calme le plus reconfortant régnait toujours. A peine si



Sur la route de Dunkerque à Bergues
Gendarmes demandant les "Laisser-Passer"

un avion allemand s'en vint faire quelques cabrioles au-dessus du port pour disparaître au plus vite.

Les émigrants nocturnes reprenant leurs couvertures et leur saint-frusquin regagnèrent Dunkerque (1) où ils furent accueillis par le sourire des citoyens qui n'avaient pas bougé.

Le sous-préfet ouvrit une enquête sur l'origine de cette panique. Comme beaucoup d'autres, elle démontra que le moral restait excellent et que la confiance n'était nullement ébranlée !... (textuel).

Le commissaire de police de Gravelines répondit qu'il ne circulait pas de nouvelles alarmistes dans sa commune et même il déclarait :

« ...Quant au moral de la population, l'état de guerre ne paraît pas l'affecter profondément. Certaines femmes de mobilisés n'ont jamais reçu autant d'argent qu'en ce moment, leur mari en dissipant d'ordinaire une bonne partie.

« Chacun ne paraît penser qu'à profiter de la hausse factice et exagérée des loyers et des vivres résultant de l'agglomération des troupes belges et de l'afflux des réfugiés dans une aussi petite ville... »

Laissons à M. le commissaire la responsabilité de son affirmation pour nous souvenir qu'avant la guerre Courteline écrivait déjà : *Le gendarme est sans pitié.*

La chasse aux espions

En décembre 1914, l'Ambassadeur d'Angleterre avisait le gouvernement français que l'Amirauté Britannique avait des raisons de croire que les Allemands obtenaient des ren-

seignements sur les forces alliées par des agents opérant à Dunkerque ou dans les environs.

Les recherches les plus minutieuses furent vainement effectuées à l'improviste un peu partout et jusque dans les maisons tout à fait... publiques. — Je n'invente rien — en vue de découvrir ces agents entretenus par l'ennemi.

L'on prit les mesures les plus sévères pour contrôler la circulation aux portes de la ville. On sait que celles-ci étaient fermées chaque soir jusqu'au matin. Un arrêté du Gouverneur défendit en outre de circuler la nuit, même à pied, sur le rivage avec ou sans lanterne.

Quelques mois après, le chef du service de contre-espionnage prévenait secrètement le Gouverneur qu'il devait exister un poste secret de T. S. F. fonctionnant seulement lorsque l'ennemi avait un intérêt supérieur à être renseigné. Cette intermittence dans les communications démontrait, disait-il, l'extrême prudence de l'espion qu'il croyait installé dans les parages de Malo.

Aussitôt tous les immeubles possédant le courant électrique sont minutieusement et discrètement visités par des ingénieurs et des policiers mués en électriciens. Rien de suspect n'est découvert.

Les mystérieuses émissions de T. S. F. provenaient probablement de sous-marins allemands qui, au large des bancs de la rade communiquaient avec leur base d'Ostende.

Pareilles alertes se renouvelèrent à différentes reprises.

En avril 1915, le commandant de l'Armée belge fit plaquer en ville une affiche imprimée en lettres rouges. Le texte, en flamand et en français, invitait la population à se mettre en garde contre « les espions » au service de l'Allemagne circulant dans la région.

Les Anglais craignaient tout autant le service d'espionnage allemand. C'est ainsi que le chef de l'« Intelligence Office » n'hésitait pas à écrire « qu'il y avait lieu de présumer qu'en raison de l'importance du port et des gares de Dunkerque, l'ennemi devait entretenir dans la place un ou plusieurs agents... » et il ajoutait avec prévoyance :

« Si cette hypothèse est erronée on peut toutefois craindre qu'un tel agent ne soit un jour ou l'autre recruté ».

La phobie des espions existait à l'état latent non seulement dans les milieux militaires et policiers mais aussi dans la population.

Dans les premiers mois de la guerre deux honorables boulangers qui rentraient de promenade avaient été signalés par un incon-



Soldats Belges, Anglais et Français de garde aux portes de la ville
(Photo prise à la porte des Dunes)

(1) Jean des Dunes.

nu au poste de garde de la porte de Saint-Pol comme étant deux espions.

Arrêtés aussitôt les « suspects » furent conduits entre quatre soldats baïonnette au canon, à l'Etat-Major, non sans avoir été roués de coups et avoir failli être massacrés en cours de route par une foule furieuse.

Un officier belge interviewé par le correspondant de guerre de la *Tribuna* (1) le grand journal de Rome, disait : «... un grand nombre de prussiens ont endossé les uniformes de nos soldats belges et circulent tranquillement dans les rues de Dunkerque. » La déclaration est si extraordinaire que l'on peut croire l'interview forgé de toutes pièces par un journaliste plein d'imagination.

Certain soir, rue de l'Eglise, des citoyens s'attroupèrent. Ils avaient vu, disaient-ils, sur le toit de l'Hôtel de Ville un individu faisant des signaux lumineux et lançant des fusées !

Sur le toit de l'Hôtel de Ville, ô profanation !...

La police franco-anglaise accourt, grimpe illico sur la toiture pour constater... qu'un fil télégraphique rompu touchait par intervalles un autre câble aérien, ce qui provoquait quelques étincelles.

Le 4 avril 1915, à Watten Saint-Jean, l'on arrête des cultivateurs pour émission de signaux optiques destinés à renseigner les Allemands. Des soldats, un officier sont formels « ils ont vu » les signaux à la lucarne d'une ferme.

Les cultivateurs se défendent désespérément. L'on contrôle minutieusement les déclarations de ceux qui « ont vu ». Il est reconnu que les signaux n'ont jamais existé et même que la lucarne n'était pas située du côté des lignes ennemies. Les cultivateurs qui l'ont échappé belle sont relâchés (2).

Une quinzaine de jours après — le 22 avril — nouvelles arrestations dans les environs d'Herzele. Des douaniers capturent une voiture contenant du tabac et des allumettes de contrebande. Les occupants de la voiture, deux hommes et une femme, les nommés Geraert et Cauvelier et la femme de ce dernier, s'enfuient. Ils sont poursuivis et arrêtés. Tout de suite on les accuse de s'être débarrassés de deux fusées allemandes retrouvées entre les mains d'enfants qui jouaient sur la route où ils venaient de passer.

Deux jours après un homme et une femme allaient les rejoindre en prison sous l'inculpation d'avoir tenté de faire disparaître une lanterne de fabrication allemande que le trio précédent avait abandonnée dans une auberge.

Depuis six semaines le bombardement de Dunkerque par canon à longue portée était commencé, l'on voyait des espions partout. Il fallait faire un exemple.

Le 15 juin suivant les cinq inculpés passèrent devant le Conseil de guerre siégeant au Palais de Justice sous la présidence du lieutenant-colonel Henry.

Les débats du procès durèrent six heures. Cauvelier semblait avoir des accès de folie, sa femme avait des crises nerveuses, un médecin se tenait à ses côtés; le troisième, Geraert, commençait toutes ses réponses par ce cri : « Je suis innocent ». Ils reconurent être contrebandiers mais tous nièrent éperduement être des espions. Après l'audition de onze témoins à charge et de quatre à décharge, le commissaire du Gouvernement dressa un réquisitoire impitoyable. « L'enquête a établi, dit-il, que les époux Cauvelier et Henri Geraert s'étaient rendus ensemble dans une commune du front où étaient cantonnées des troupes et y avaient lancé la nuit des fusées lumineuses pour permettre à l'artillerie de régler son tir ».

Deux éminents avocats du barreau de Dunkerque, M^e Cavrois et M^e Bouly de Lesdain présentèrent la défense des accusés.

M^e Bouly de Lesdain termina son émouvante plaidoirie par ces mots : « Vous ne pouvez condamner qu' si vous avez une certitude absolue. Or, elle n'existe pas, l'on a que des présomptions insuffisantes. »

Elles furent jugées suffisantes.

A huit heures du soir et après une heure de délibération le Conseil de guerre condamnait à l'unanimité Cauvelier, 33 ans, sa femme 28 ans, tous deux sujets belges et Henri Geraert, 38 ans, père de quatre enfants, à la peine de mort pour actes d'espionnage et

pour avoir entretenu des intelligences avec l'ennemi dans le but de favoriser ses entreprises.

L'homme et la femme qui avaient été arrêtés pour complicité furent acquittés et dirigés le jour même sur un camp de concentration du Midi.

Le lendemain à six heures du soir, Henri Geraert était fusillé dans les fortifications entre la porte de Rosendaël et la porte des Dunes. Le condamné arriva sur les lieux de l'exécution dans un fourgon et fut accompagné jusqu'au poteau par l'aumônier de la prison. Un spectateur nota qu'il marcha sans faiblesse et que plein de sang-froid il s'agenouilla sur le sol pendant qu'on lui bandait les yeux. A l'officier d'administration Simon, greffier du Conseil de guerre qui donna lecture du jugement, il répondit d'une voix ferme : « Je meurs innocent ». Il n'avait pas achevé sa phrase que le peloton de douze douaniers faisait feu. Le médecin-major constata qu'il avait le cœur atteint de neuf balles.

Le dossier des époux Cauvelier avait été communiqué au Gouvernement belge. Celui-ci ne mit aucune opposition à l'exécution du jugement.

Le 8 juillet, le commandant Deschodt, major de la garnison, informait l'administration municipale d'avoir à faire préparer deux fosses au cimetière et à délivrer les permis d'inhumer pour les deux condamnés à mort. « Ils seront exécutés ce soir à dix-huit heures » dit la note.

A dix-sept heures quarante-cinq les condamnés étaient extraits de la prison et montaient dans une voiture d'ambulance fermée accompagnés de gendarmes et par l'aumônier de la prison qui leur donna l'absolution.

L'homme qui était fou depuis plusieurs semaines n'opposa aucune résistance mais les gendarmes furent obligés de faire monter de force la femme qui poussait des cris déchirants.

Escortée par des gendarmes à cheval, la voiture fila au grand trot jusqu'au lieu de l'exécution. Un deuxième poteau avait été dressé à dix mètres de celui qui avait servi quinze jours avant pour le premier fusillé.

Les deux condamnés furent traînés jusqu'au poteau. Cauvelier était « inconscient » de ce qui se passait. Sa femme ne cessait de crier d'une façon effrayante et de dire qu'elle était innocente. Pendant qu'on les ligottait le jugement fut lu rapidement et aussitôt après les deux pelotons de chacun douze douaniers firent feu à une distance de six mètres.

L'homme remuait encore il fallut tirer deux coups de revolver pour l'achever.

Dix minutes ne s'étaient pas écoulées entre la sortie de prison et l'exécution. Les deux corps furent inhumés dans la même fosse dans un coin du cimetière.

Un service d'ordre rigoureux maintenait loin des fortifications quelques centaines de curieux. Ceux-ci ne purent rien voir de la tragique cérémonie mais ils entendirent les cris de la femme et les détonations brèves de la fusillade.

Un des grands chefs de la police inscrivit dans ses mémoires : « Ce procès sensationnel montra à l'opinion publique que le service du contre-espionnage était à la hauteur de sa tâche... »

**

Au fur et à mesure que les hostilités se prolongeaient, le réseau de surveillance du service de contre-espionnage ne cessait de se perfectionner. Bientôt chaque dunkerquois se vit obligé par ordre du Gouverneur, de posséder une carte d'identité, avec photographie, visée par la police. Nul ne pouvait franchir les postes de garde de la ville ou de la gare sans être muni de cette pièce.

Les personnes arrivant à Dunkerque, devaient pour entrer en ville, avoir des papiers en règle, revêtus d'un nombre imposant de cachets civils et militaires, justifiant le motif du voyage.

Un service de contrôle pour les navires fonctionnait sévèrement sur les quais où les équipages neutres n'étaient pas admis à débarquer.

Mais toutes ces mesures de rigueur furent-elles suffisantes pour permettre au service de contre-espionnage d'accomplir complètement son œuvre de protection ? Il est permis d'en douter, les espions allemands, les vrais c'est-à-dire les plus redoutables, possédaient

(1) Numéro du 20 octobre 1914.

(2) Arch. Sect. Hist. du Minist. de la Guerre.

des pièces d'identité souvent plus en règle que celles des simples particuliers. Et l'on peut citer comme exemple le séjour d'un officier allemand à Boulogne et Calais et peut-être à Dunkerque. Habillé en officier anglais il circula librement et examina longuement tout ce qui l'intéressait. Rentré en Allemagne il publia le récit de son voyage avec photographies à l'appui dans la *Gazette de Francfort*.

Quelques séances des Conseils de Guerre

Les conseils de guerre siégèrent à Dunkerque pendant toute la durée des hostilités. La première séance eut lieu le 8 septembre pour réprimer les actes d'indiscipline qui avaient marqué le départ d'un « bataillon d'Afrique » caserné à Bergues.

L'un de ces soldats nommé Cnudde et défendu par M^e Tizot fut condamné à mort dès la première séance, pour avoir frappé un lieutenant en pleine figure. Le jugement fut cassé, mais le 1^{er} mars 1915, l'accusé était à nouveau condamné à mort. Une décision présidentielle le sauva du peloton d'exécution en transformant sa peine en une détention perpétuelle.

Le 12 juin de la même année un conseil de guerre siégeant à Bergues condamnait à mort un soldat du 14^e régiment territorial d'infanterie. Puni de quatre jours de prison il avait la veille au soir, à quatre heures, dans un cantonnement de la rue du Collège, tiré un coup de fusil Lebel sur un lieutenant qui eut la jambe traversée par la balle.

Le lendemain — un dimanche — à cinq heures du matin, le condamné fut passé par les armes au champ de tir de la garnison.

L'autorité militaire observa le plus grand silence sur ce drame rapide.

Fort heureusement les Conseils de guerre n'eurent pas toujours des affaires aussi graves à examiner, presque toutes consistaient en des délits de peu de gravité. Il y en eut de comiques.

Les Dunkerquois ont conservé le souvenir de celle d'un faux major nommé Fabvre.

Ce n'était qu'un vague professeur de beauté de Bruxelles, originaire de Marseille qui en arrivant à Dunkerque se fit passer pour médecin. Il réussit à se faire nommer médecin aide-major. On l'affecta au fort des Dunes où se trouvait un détachement d'infanterie.

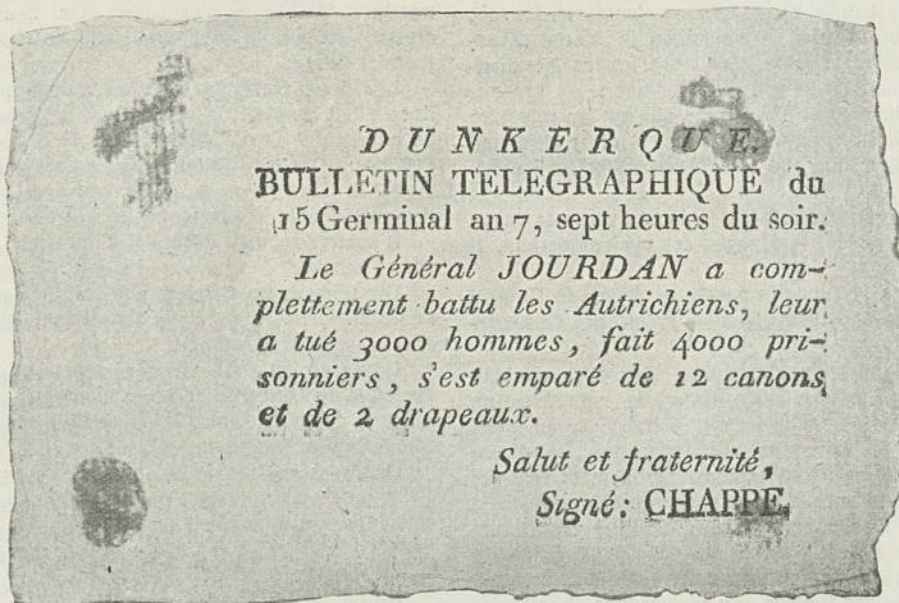
Notre gaillard avait fort belle prestance et parlait bien ; il parla même trop. Au cours de conversations avec d'autres médecins-majors il formula quelques diagnostics tellement ahurissants qu'un soupçon commença à naître. Un médecin inspecteur l'interrogea et découvrit la vérité. On ouvrit une enquête.

Horreur ! c'était un aimable repris de justice dont le casier judiciaire s'ornait de treize ans de prison.

La suite, vous la devinez. Le faux major passa le 21 avril 1915 devant le Conseil de guerre pour escroquerie et exercice illégal de la médecine.

En vain M^e Bouly de Lesdain, son avocat, déploya sa verve spirituelle. Comme suprême argument, il déclara que l'accusé n'avait tué personne « ce qui, pour un médecin, dit-il, est déjà quelque chose » et rien que pour ce fait, au milieu des rires, il réclama l'acquittement de son client occasionnel.

Le Conseil de guerre condamna l'aventurier à cinq ans de prison.



Un communiqué "officiel" de la Révolution

LA VIE MUNICIPALE

Lors de l'étude des innombrables dossiers des archives de guerre de la Ville, une comparaison, peut-être hardie, s'est imposée à mon esprit.

La ville de Dunkerque ressemblait étrangement à un de ces riches et solides navires de la Compagnie des Indes de jadis, emporté dans une tempête sans pareille.

La Ville, derrière les remparts de Vauban, me semblait un vaisseau de haut bord dont les passagers eussent été remplacés par la population, l'équipage par les services municipaux, l'Etat-Major par l'Administration Municipale et, à la tête du tout, un chef, et quel chef extraordinaire de ténacité était ce maire que la postérité, certainement, mettra au même rang que le maire Emmerly.

Même aux heures les plus troubles, le sang-froid n'abandonnera jamais cet homme. On lui a confié la direction de la galère municipale — et quelle galère ! — quoiqu'il arrive il la dirigea imperturbablement.

Si le navire doit aller à la côte, tous les moyens seront employés pour en retarder l'heure ! Si les ressources du bâtiment et celles des passagers doivent être anéanties, cela se produira le plus tard possible ! Lorsque le navire chassera sur ses ancres et que celles-ci se briseront, l'on en mouillera d'autres pour retarder la course vers les ultimes écueils. Elles déraperont peut-être à leur tour, qu'importe, tout aura été mis en œuvre pour la sauvegarde des intérêts communs !

N'est-ce pas là l'image de cette lutte municipale, pour la protection de la population contre les bombardements, que le lecteur a pu voir dans les chapitres précédents ?

N'est-ce pas encore celle de sa lutte contre la marée montante de la vie chère ?

N'est-ce pas celle de ses efforts pour atténuer les crises du ravitaillement, pour assurer le fonctionnement des œuvres sociales ou d'assistance, etc. ?

Ah certes ! bien piètre serait l'historien qui s'attarderait à tresser d'éphémères couronnes de lauriers que l'avenir se hâterait de flétrir et de recouvrir des cendres de l'oubli.

Les hommes passent, ils ne sont que fort peu de chose, ce qu'il faut juger, ce sont leurs actes. Or, l'administration de cette ville de 40.000 âmes, à trente kilomètres de la ligne de bataille, soumise à des bombardements nombreux et variés a été une véritable épopée dont le maire, M. Henri Terquem, fut l'animateur.

Tenaillé et harcelé d'une part, par les besoins de sa ville et les doléances souvent justifiées de ses administrés ; jugulé, d'autre part, par l'autorité militaire qui s'était emparée de presque tous les pouvoirs, paralysé enfin par les rigueurs de l'état de siège, le maire, avec sa franchise coutumière, risquait à chaque incident d'être broyé entre le marteau de l'autorité militaire et l'enclume des passions populaires exacerbées par la rigueur des bombardements.

S'il ne le fut pas c'est parce que tous les Gouverneurs qui se succédèrent à la tête du camp retranché voyaient en lui non seulement l'officier d'Etat-Major, mais surtout le premier magistrat d'une grande cité, ayant une grande expérience des affaires municipales et aussi de nombreuses et puissantes relations en haut lieu.

Bien souvent ils eurent recours à lui pour mettre au point les questions délicates qu'il importait de résoudre au mieux des intérêts parfois divergents de la Défense Nationale et de la population. Consacrant tout son temps entre ses devoirs de maire (1) et ses obligations militaires, qu'il sut accomplir brillamment, M. Terquem n'hésita jamais à prendre des initiatives hardies — que d'autres villes imitent.

Avec le fidèle concours de ses adjoints, constamment appuyé par ce qui restait de son Conseil Municipal, auquel il faisait ratifier des décisions énergiques, il réussit à faire face aux multiples problèmes qui se posaient chaque jour et qui bien souvent exigeaient des solutions immédiates.

Rendons-lui impartialement justice : le maire de guerre de la vieille citadelle française dans les Flandres restera, aux yeux de l'Histoire, comme l'expression la plus fidèle du courage et de la ténacité dunkerquoises mises au service de la Patrie.

..

En juillet 1914, le Conseil Municipal de Dunkerque se composait comme suit :

Maire : M. Henri Terquem.

1^{er} Adjoint : Dr Georges Ruysse.

2^{em} Adjoint : M. Henri Lemaire.

3^{em} Adjoint : M. G. Deryckssen.

Conseillers Municipaux : MM. Ayello ; A. Belle ; G. Bérode ; M. Berquin ; Blanckaert ; A. Boone ; A. Bossaert ; E. Boutoille ; E. Carpentier ; A. Detraux ; Dorine ; Dupuy ; Docteur G. Duval ; E. Fesquet (2) ; R. Fichaux ; C. Fréno ; L. Gilbert ; A. Grandy ; E. Haeuw ; C. Lemmens ; E. Leroy ; L. Lesage ; J. Monteuuis ; C. Rose ; J. Trystram et Walker.

Au cours des hostilités, onze d'entre eux furent appelés sous les drapeaux. Leurs noms sont imprimés en « italique » dans la liste ci-dessus. On sait que le maire était attaché en qualité d'officier d'Etat-Major au Gouvernement Militaire du Camp retranché.

Malgré les événements et les bombardements les plus graves, les Conseillers municipaux, non mobilisés, ne cessèrent jamais de siéger

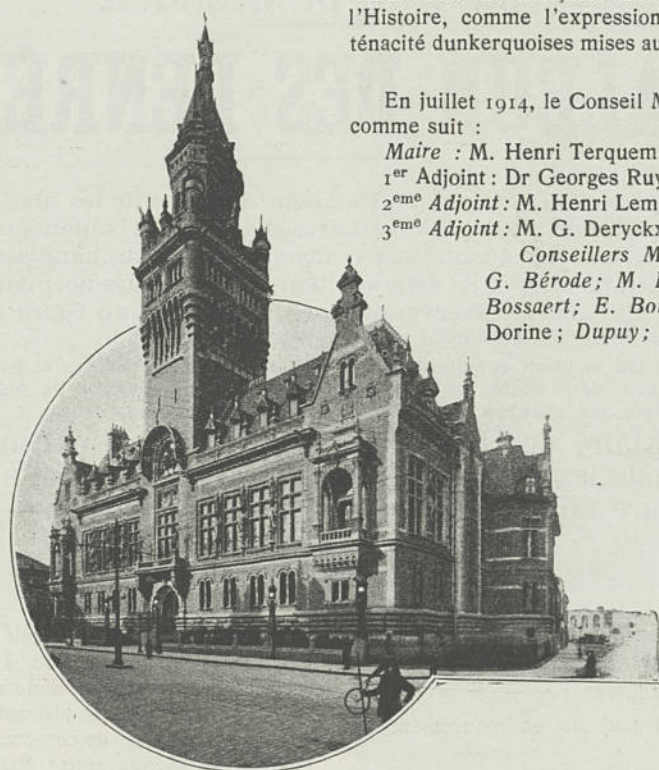
régulièrement et de délibérer avec un zèle resté inconnu du grand public, sur toutes les questions éditaires.

Au cours d'une cinquantaine de séances, plus de cinq cents affaires importantes furent discutées, mises au point et transmises à l'autorité supérieure. Rares ont été celles qui n'aboutirent point dans un sens favorable aux intérêts de la ville.

Certaines grandes Municipalités ont imprimé, après la guerre, le compte-rendu détaillé de leurs travaux administratifs, accomplis au cours des hostilités.

Si Dunkerque s'était livrée à un même travail, il lui aurait fallu publier plusieurs volumes. L'ouvrage reste à écrire. Il ne manquera point d'intérêt.

La mobilisation était à peine annoncée que les employés et



(1) Invité en janvier 1918 à assister à la Sorbonne à une conférence de M. Viviani, ancien président du Conseil, sur les Villes Martyres, M. Terquem répondait par cette lettre émouvante :

« ... Ce n'est pas quand la Cité est menacée, quand mes concitoyens courent chaque jour des dangers, que je puis accepter l'idée d'être un instant éloigné d'eux. Mon devoir est de montrer l'exemple et de partager tous les dangers que peuvent encourir les Dunkerquois. Je regrette de ne pouvoir entendre l'éloquente parole des orateurs, mais je ne saurais les écouter la conscience en repos. Ma pensée serait ailleurs... » (Arch. Municipales, lettre du 24 janvier 1918).

(2) M. Emile Fesquet, conseiller municipal fut délégué dans les fonctions d'adjoint au maire, le 12 octobre 1917.

ouvriers municipaux mobilisables vinrent faire leurs adieux au maire et celui-ci eut la touchante idée de remettre à chaque partant une médaille aux armes de la Ville portant la fameuse devise : « Dunkerque a bien mérité de la Patrie ».

Le 1^{er} août 1914 au soir, le Conseil Municipal, en séance extraordinaire, donnait pleins pouvoirs au maire pour prendre toutes les mesures que pourraient nécessiter les événements, puis décidait la création immédiate d'une commission municipale chargée de distribuer des secours en nature aux familles privées de ressources dont les soutiens étaient mobilisés.

M. Isidore Monteuis, vice-président de la Commission des Hospices de Dunkerque, en fut nommé président, M. Lemmens vice-président, M. Georges d'Arras, notaire, se vit confier les fonctions de trésorier et M. Picard en devint le secrétaire.

Ces personnalités dunkerquoises apportèrent un tel dévouement à cette œuvre philanthropique et l'élan de générosité de la population fut tel que le Comité, lorsqu'il cessa de fonctionner, avait recueilli plus d'un demi-million.

Un magasin de distribution de charbon et de pommes de terre était installé dans un immeuble de la rue Emmery. Il fonctionna d'une façon parfaite, grâce à l'activité de MM. Lemmens, Boutoille et Picard.

Le Comité de secours distribua 760.000 kilos de pain ; 1.161.500 kilos de charbon ; 955.000 kilos de pommes de terre ; 10.000 litres de soupe, etc.

En évoquant les bienfaits de cette œuvre charitable, un vieux Dunkerquois écrivait ces phrases désabusées :

« Les grandes calamités mettent toujours en mouvement les mêmes catégories de citoyens ;

» Les riches et généreux donateurs qui paient de leur bel argent ;

» Les actifs, qui font parfois aussi partie de la catégorie précédente, organisent, installent, se débrouillent et se dévouent.

» Les critiques qui regardent faire les précédents, bénéficient de leurs efforts, et déclarent ensuite : « Tout ça c'est fait par ostentation et ambition... »

Dès le 3 août 1914, le maire avait lancé un appel aux commerçants dunkerquois les avisant qu'il compte sur

leur patriotisme pour qu'ils ne vendent pas leurs marchandises à des « prix non justifiés et en disproportion avec les cours normaux ». Pour ceux qui auraient été tentés de ne pas comprendre, le Gouverneur fait ajouter à la proclamation qu'il se réserve le droit de réquisitionner les marchandises des commerçants vendant au-dessus des cours.

Quarante-huit heures après, la Municipalité entrait en relations avec la Chambre de Commerce et le Général Gouverneur pour la constitution d'une Commission chargée d'établir un cours officieux des denrées.

Deux membres de la Chambre de Commerce, MM. Ambrosius et Pyl, et le Président de l'Union Commerciale, M. Gossiaux, composèrent cette Commission, qui fonctionna très régulièrement. Mais l'affichage des prix fixés ne donna aucun résultat, les commerçants étant bien obligés de vendre en proportion avec leurs prix d'achat.

Des démarches furent ensuite inutilement tentées, par la Municipalité et la Chambre de Commerce, avec l'appui d'une grande banque locale, près des commerçants de détail, en vue de constituer de « gros approvisionnements ».

Une nouvelle intervention du Général Gouverneur, pour réaliser des stocks de charbon et de farines, échoua également.

Les temps n'étaient pas encore révolus pour la constitution des grands magasins municipaux de ravitaillement. Par ailleurs, tout le monde était

persuadé que la guerre serait de courte durée. Le général Joffre n'avait-il pas dit, lui-même, à Dunkerque, que la guerre durerait six mois !... Il n'y avait donc qu'à attendre. Tout allait s'arranger. En attendant, la Presse plaisantait ferme les Allemands réduits « au pain KK, aux cartes de consommation », etc., etc. Quant à nous, les produits du Monde entier étaient à notre disposition et personne n'envisageait comme possible un « rationnement quelconque ».

Pendant toute l'année 1915, le prix des denrées et marchandises

— sauf de rares exceptions — resta à peu près normal et le commerce connut une ère de prospérité inattendue.

Dunkerque était devenue une grande base navale et militaire. Les nombreuses troupes campées dans la région venaient s'y ravitailler largement. La ville elle-même était le siège de nombreux Etats-Majors.

Toutes les branches du commerce local firent des affaires

VILLE DE DUNKERQUE

VALEUR DES DENRÉES

Le Maire de Dunkerque a l'honneur de prévenir les marchands de céréales de denrées alimentaires et autres, les boulangers, charcutiers, épiciers, etc. que s'ils vendaient leurs marchandises à des prix non justifiés et en disproportion avec les cours normaux l'Autorité Militaire se réserverait de réquisitionner au cours du jour toutes les denrées et marchandises.

Elle les vendrait ensuite au cours normal aux frais, risques et périls des marchands de la Place. Le fait serait porté à la connaissance du public par voie d'affiches avec les noms des commerçants qui auraient fauté.

Le Maire de Dunkerque compte sur le patriotisme de tous les Commerçants de la Ville pour que cette mesure ne reçoive pas d'application.

Dunkerque le 3 Août 1914.

INDICATION DU SERVICE	Nombre d'employés de la Ville de Dunkerque								
	en 1914	Mobilisés	Morts pour la France	Blessés	Prisonniers	Décorés			
						Légion d'honneur	Médaille Militaire	Croix de Guerre	Ordres étrangers
Mairie (Secrétariat, Etat-Civil, Hygiène, Voirie, Bâtiments, etc.)	128	56	10	3	6	1	1	11	2
Police	92	33	6	14	5	»	1	20	7
Octroi	63	35	11	2	5	»	»	4	1
Bureau du Pesage	125	57	12	2	1	»	2	»	»
Total	408	181	39	21	17	1	4	35	10

Le Livre d'Or du Personnel Municipal

splendides. Les usines de la banlieue travaillaient pour la Défense Nationale. Les maçons, charpentiers, menuisiers, vitriers, plombiers, ne savaient où donner de la tête pour faire aux immeubles endommagés par les bombardements, les réparations urgentes.

L'ouvrier non mobilisé gagnait largement sa vie. Les femmes des mobilisés touchaient des allocations, recevaient des secours en nature, et ne payaient pas leur loyer ! Somme toute, constatait un Dunkerquois, jusqu'en 1916, la misère ne se faisait sentir nulle part, sauf chez les petits propriétaires et modestes rentiers qui commencèrent alors à souffrir sérieusement du « droit » que les locataires avaient de ne pas payer leur loyer.

Les premiers bombardements par canon, « vidèrent la ville de toute la population superflue ». Ceux qui restaient allaient-ils être ravitaillés par le commerce local, se demanda le maire ? Une enquête fit constater, le 3 mai 1915, que la moitié des boulangeries, boucheries, épiceries, étaient restées ouvertes avec des approvisionnements suffisants pour plusieurs semaines. Mais le marché de la place Jean-Bart est alors quasi désert ; il n'y a plus que 16 marchands de beurre sur 40 ! Au lendemain du grand bombardement du 22 juin de la même année, le marché sera même réduit « à un marchand d'œufs et à deux fermières des environs, offrant quelques lapins et des oignons, qu'elles vendront en hâte, le nez en l'air pour guetter l'arrivée possible des avions ennemis ». Ce maigre marché se tiendra contre le trottoir des « Arcades », pour être — ô illusion ! — à l'abri des gros obus.

En 1917, un abri est aménagé au rez-de-chaussée du café « Au brave Jean-Bart », afin de permettre aux ménagères de s'abriter rapidement en cas d'alerte.

La hausse des denrées de première nécessité continuant lentement mais sans arrêt, les consommateurs commencèrent à réclamer la taxation. C'était la liberté du commerce compromise. L'affaire était délicate, le Gouvernement ne se hâtait pas d'intervenir.

Le 9 octobre, le général Eydoux signe un arrêté créant une Commission chargée d'étudier cette question complexe. Elle comprenait notamment le sous-préfet de l'arrondissement, le major de la garnison, les maires de Dunkerque et de Saint-Pol, MM. Hutter, président de la Chambre de Commerce, Dorine, négociant, et Flament d'Assigny, directeur de la Banque de France.

Quinze jours après, le Gouverneur oblige les commerçants à afficher les prix de vente. Les boulangers doivent peser obligatoirement le pain devant les clients ; enfin, toutes les marchandises apportées sur le marché, doivent être mises en vente.

C'est naturellement encore un coup d'épée dans l'eau.

La Commission du Gouverneur est obligée de constater que si les prix montent, c'est parce que les producteurs et les marchands en gros vendent trop cher, et que les soldats achètent en grande quantité et « sans marchander ».

Le 16 octobre 1915, M. Lesage, conseiller municipal, demande la création d'un Magasin Municipal « pour obliger, par une concurrence loyale, les détaillants à baisser leurs prix ».

La crainte légitime de créer un organe qui pourrait subsister après la guerre et serait de nature à amener la ruine du petit commerce, fait ajourner le projet. Cependant le Conseil décide d'étudier si au point de vue légal, le projet pourrait aboutir car, en principe, une administration municipale n'a pas le droit de faire du commerce.

Avec l'année 1916 la lutte contre la hausse des denrées commence à devenir effective.

C'est ainsi qu'en janvier, un commissaire de police expulse du marché de la place Jean-Bart une marchande de Coudekerque, coupable d'avoir vendu du beurre 3 fr. 50 la livre (1), alors que le cours « officiel » était de 2 fr. 70. A cette époque, treize œufs valent 2 fr. 75 et le litre de lait 0 fr. 40.

En mars 1916, trois conseillers municipaux, MM. Dorine, Rose et Lesage reconnaissent, après examen de la question, « qu'en dépit de la hausse les bénéfices réalisés par les commerçants, bien loin



Une torpille éclate devant l'Hôtel de Ville (Rue Faulconnier)
(Nuit du 1/2 Juillet 1918)

(1) Si, en janvier 1925, cette marchande revenait place Jean-Bart, vendre son beurre à 3 fr. 50 la livre, nul doute qu'elle provoquerait une nouvelle manifestation, mais de sympathie, cette fois.



(1) Docteur GEORGES RUYSEN ; (2) M. HENRI LEMAIRE ; (3) M. G. DERYCKXSEN, Adjoints au Maire pendant la Guerre
 (4) M. JEAN TRYSTRAM, sénateur de 1905 à 1924
 (5) M. HUTTER, Président de la Chambre de Commerce de 1914 à 1924
 En haut, dans le médaillon : EMMERY, Maire de Dunkerque pendant le siège de 1793



Henri Terquem

COMMANDANT HENRI TERQUEM
MAIRE DE DUNKERQUE

Les Citations de l'Administration Municipale

A L'ORDRE DE L'ARMÉE

Terquem (Henri-Charles-Olry), *Chef de Bataillon d'Infanterie territoriale à l'Etat-Major du Gouvernement de Dunkerque : Maire de Dunkerque, mobilisé depuis la guerre comme officier à l'Etat-Major du Gouvernement de Dunkerque bien que libéré par son âge de toute obligation militaire. Alors que la place était isolée en 1914, a organisé des patrouilles à longue distance dans des conditions hasardeuses. Assure dans des condi-*

tions exceptionnelles la collaboration étroite des services militaires et civils. Belle conduite lors des nombreux bombardements de Dunkerque par avions et par pièces à longue portée, au cours desquels il a constamment fait preuve d'initiative, de calme et de sang-froid, notamment dans les nuits du 3 au 4 Juin et du 2 au 3 Septembre 1917 (Ordre du 30 Septembre 1917, Journal Officiel du 17 Décembre 1917).

A L'ORDRE DU PAYS

M. Terquem, *maire de Dunkerque (Nord) : à la tête de la Municipalité d'une ville fréquemment bombardée, a en toutes circonstances, montré un dévouement et une activité remarquables. Sa présence constante au milieu de ses concitoyens et son administration prévoyante ont contribué à maintenir un calme et un ordre parfaits dans une importante agglomération. Sous son impulsion et aux moments les plus critiques, les œuvres sociales ont fonctionné régulièrement. A organisé notamment des ateliers d'adultes travaillant pour les usines de guerre. (Journal Officiel, 27 Octobre 1917).*

tombaient aux abords immédiats de la table d'opération, montrant un sang-froid et une maîtrise de soi remarquables (Journal Officiel, 24 Octobre 1918).

..

M. Deryckxen (Georges-Edgard), *adjoint au maire de Dunkerque (Nord) : a depuis le début de la mobilisation et au cours des nombreux bombardements, montré un dévouement de tous les instants et une haute conscience des devoirs de sa fonction ; a su, en toutes circonstances, faire preuve d'initiative et de décision, particulièrement en Août, Septembre et Octobre 1914, où il a réussi, grâce à une activité toujours en éveil, à assurer dans des conditions particulièrement dangereuses, l'hébergement rapide des milliers de réfugiés du Nord et de la Belgique qui refluaient sur Dunkerque. (Journal Officiel, 24 Octobre 1918).*

..

A ces citations, il convient d'ajouter que **M. Lemaire** (Henri), *adjoint au maire, fut mobilisé avec le grade de capitaine au 8^e Régiment Territorial et dans différents services de la zone des armées.*

A L'ORDRE DU PAYS

« Le Personnel de la Mairie de Dunkerque a donné depuis le début des hostilités et au cours de circonstances très difficiles, des preuves constantes de courage et de sang-froid, malgré les multiples bombardements dont la ville a souffert ». (Journal Officiel du 24 Octobre 1918).

« Le Personnel de la Police Municipale de Dunkerque a montré le plus grand courage dans l'exercice de ses délicates fonctions, en assurant de jour et de nuit la sécurité de la Ville fréquemment bombardée ». (Journal Officiel du 24 Octobre 1918).

Un certain nombre de personnalités dunkerquoises furent également citées à l'Ordre du Pays pour leur courageuse attitude au cours des bombardements.

LES GOUVERNEURS DU CAMP RETRANCÉ



Général PLANTEY, gouverneur-adjoint
(5 Août 1914-12 Décembre 1915)
Gouverneur intérimaire
(du 13 Octobre au 24 Novembre 1914)



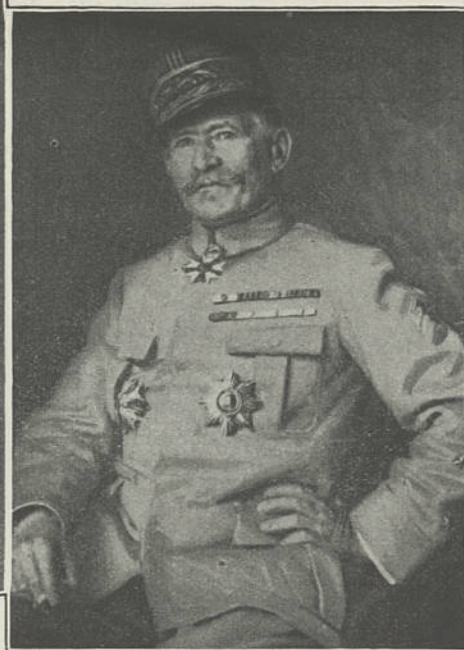
Général BIDON. (1912 au 9 Février 1915)



Général COUTANCEAU
(21 Mars 1916-24 Septembre 1917)



Général LABORIA
(25 Septembre - 8 Décembre 1917)



Général EYDOUX
(10 Février 1915-20 Mars 1916)



Général PAUFFIN DE SAINT-MOREL
(9 Décembre 1917 - 11 Avril 1919)

d'être exagérés, sont encore inférieurs aux bénéfiques admis en temps normal ». A la suite de ces conclusions, l'idée d'un magasin municipal est abandonnée.

Il faudra cependant y revenir à la fin de l'année. A ce moment, la situation n'est plus la même. La création d'un magasin municipal « de ravitaillement » aura pour but immédiat, non plus de concurrencer les commerçants dunkerquois, mais comme son nom l'indiquera, d'assurer le ravitaillement de la population en denrées que les simples commerçants commencent à être dans l'impossibilité de se procurer.

Le 17 novembre, la séance du Conseil municipal porte comme ordre du jour : *Projet de création d'un magasin de ravitaillement municipal. — Décision à prendre.*

Le maire présente enfin un projet complet, précis, mis au point et organisé ad-mi-nis-tra-tive-ment — formalité qui, même pendant la guerre, était indispensable pour l'Autorité Supérieure !

Un magasin pour la vente des pommes de terre serait créé, étant entendu que cet organisme pourrait s'étendre à toutes autres denrées dont les prix d'acquisition en gros permettraient de réaliser les prix de la taxe (1).

Les bénéficiaires des lois d'assistance et d'allocations militaires, les assistés du Bureau de Bienfaisance, profiteraient de réductions spéciales.

Pour couvrir les premières dépenses d'installation, le Conseil municipal vote à l'unanimité une somme de dix mille francs.

Un local vacant a été trouvé rue Royale et M. Victor Rose, conseiller municipal, accepte la lourde charge de diriger ce service qui devait prendre un développement considérable.

Le lendemain du vote créant le magasin de Ravitaillement, trente mille kilos de pommes de terre sont achetés au président du Syndicat Agricole d'Eecke.

(1) Une loi du 20 avril 1916 avait réglementé la taxation des denrées de première nécessité, mais fournisseurs en gros, marchands au détail et la majorité des consommateurs s'en souciaient comme un poisson d'une pomme.



Le Magasin de la Commission Municipale de secours aux familles des mobilisés

Le 11 décembre, le « Magasin Municipal » ouvre ses portes pour la première fois aux ménagères. Son succès est tel qu'en moins de quinze jours, 50.000 kilos de pommes de terre sont vendus à 0 fr. 20 le kilo. Mais à la fin de décembre, le Magasin est obligé de fermer provisoirement, car des spéculateurs, pour enrayer la tentative municipale contre la vie chère, achètent à un prix excessif les pommes de terre dans l'arrondissement d'Hazebrouck, où la ville se fournissait. Le Maire se tourne aussitôt vers le Préfet et lui demande de faire réquisitionner chez les producteurs et marchands en gros trente mille kilos de pommes de terre par semaine, pour permettre à son Magasin de fonctionner normalement. C'était la première fois qu'une municipalité faisait appel aux rigueurs de la loi pour vaincre la spéculation. Ce procédé fut efficace et l'on vit le sous-préfet d'Hazebrouck faire capturer sur une route un convoi de 10.000 kilos de pommes de terre qui s'en allait clandestinement... Mis en wagon, il fut dirigé d'office sur Dunkerque. D'autres réquisitions eurent lieu et le ravitaillement de la ville fut ainsi assuré cahin-caha.

Dans les premiers mois de 1917, l'hiver se montra particulièrement rigoureux. Le froid fut si vif que le port était encombré de glaçons. Les expéditions de pommes de terre devinrent impossibles. Des rassemblements de ménagères se formèrent devant les marchands de légumes, soupçonnés de détériorer des stocks de ces précieux tubercules, et la police dut intervenir à différentes reprises. Puis la crise s'atténua. En mars, un avis prévenait la population que le Magasin de Ravitaillement reprenait la vente au détail, par quantité de cinq kilos.

Au cours de l'année 1917, la ville assura ainsi la distribution de 509.000 kilos de pommes de terre; 97.000 kilos lui furent livrés par les jardins des écoles, créés notamment dans les glacis des fortifications. Elle tenta également de mettre en vente diverses marchandises chaque fois qu'elle put s'en procurer à des prix lui permettant de les revendre à bon marché.

C'est ainsi que l'on vendit 47.000 kilos de haricots, 2.500 kilos de pois cassés, 2.000 kilos de pommes et de navets. En août, un



Au seuil d'une maison détruite (Avenue Thiers à Rosendaël)

essai de vente d'œufs et de beurre, ne donna pas de résultats favorables (1).

En avril 1918, le Magasin de Ravitaillement possédait une « réserve » de 70.000 kilos de pommes de terre et de 5.000 kilos de haricots, entreposés près de Strazeele. En présence de l'avance ennemie dans cette région, le maire tente de faire ramener, par camions automobiles, ces stocks à Dunkerque, mais ne peut y parvenir en raison de l'encombrement des routes résultant de l'offensive. Il demande alors au Quartier Général Britannique d'en assurer l'évacuation ou au besoin la consommation par l'armée anglaise, et à toute extrémité leur destruction, pour éviter qu'ils ne tombent aux mains des Allemands.

Mais avant qu'une décision fut prise, un bombardement d'une violence extrême détruisit les approvisionnements dunkerquois et au titre des dommages de guerre la ville toucha de ce chef, 38.200 francs d'indemnité.

Le Charbon

En décembre 1916, un rapport officiel signale « ...le manque de charbon commence à se faire sentir en ville et la situation ne semble pas devoir s'améliorer... » Quinze jours se passent et la situation s'est aggravée au point que les ménagères, qui ont l'habitude d'aller en acheter un sac de 50 kilos à la fois à bord des bélandres en déchargement, au

(1) Dès que la Municipalité peut s'assurer le concours d'un professionnel habile et des possibilités d'approvisionnement en viande, une boucherie est ouverte et annexée au Magasin municipal. Elle ne cessera de fonctionner qu'en mars 1919, après avoir débité, à des prix extrêmement réduits, jusqu'à quatre mille kilos de viande frigorifiée par semaine.

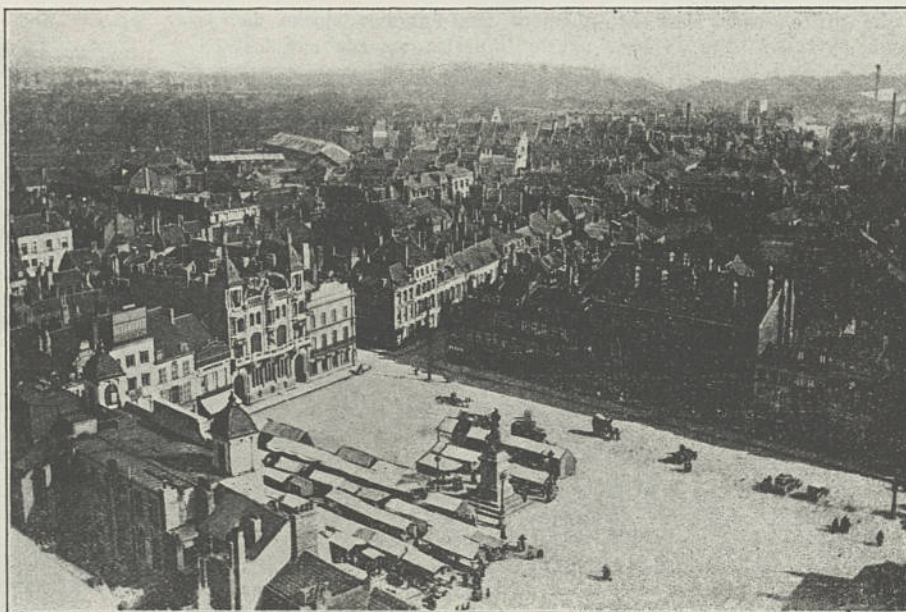
En même temps, l'Administration municipale assure le ravitaillement en viande congelée des boucheries de la ville et d'un grand nombre de communes du camp retranché. Les ventes dépassent cent vingt mille kilos par mois. Cette vaste opération laissa un bénéfice de 212.800 francs au budget municipal.

Au cours de l'année 1918, le Magasin Municipal de Ravitaillement a vendu notamment :

Pommes de terre, 338.000 k. — Charbon, 314.500 k. — Coke, 134.600 k. — Sucre, 56.400 k. — Haricots, 6.480 k. — Pâtes alimentaires, 3.630 k. — Oignons, 1.750 k. — Saindoux, 1.220 k. — Chocolat, 1.080 k. — Savon, 610 k. — Vinaigre, 3.350 litres, et 1.420 paires de chaussures « nationales ».

Les achats s'élevèrent pour 198 à 652.700 francs et les ventes à 669.500 francs. Le montant des frais généraux n'atteignit que 1,58 %.

Lorsque le Magasin de Ravitaillement ferma ses portes, en septembre 1920, le montant total de ses bénéfices se chiffrait à 212.800 francs.



Le marché de la Place Jean-Bart en Juin 1915

quai au Bois, doivent s'en retourner sans avoir pu s'en procurer.

L'Administration Municipale se hâte d'intervenir ; le Maire, par l'intermédiaire de M. Deroo, négociant, achète d'urgence 280 tonnes de charbon aux Mines de Bruay et obtient une bélandre militaire pour son transport accéléré jusque Dunkerque.

Fatalité ! un froid rigoureux s'abat sur la région. La bélandre est prise dans les glaces. La population va-t-elle manquer de combustible au plus fort de l'hiver ?

Le Maire téléphone de tous côtés pour avoir le droit de se faire expédier du charbon par chemin de fer. La réponse n'arrive pas immédiatement et lorsqu'elle arrive c'est pour annoncer que la pénurie de wagons et de locomotives oblige de porter tout l'effort du ravitaillement sur Paris.

Cinq bélandres chargées de charbon destinées à des usines de guerre sont immobilisées dans le port, le maire entreprend des démarches pour faire réquisitionner leur cargaison. Avant qu'elles aboutissent, les propriétaires obtiennent l'autorisation d'expédier leur charbon !

On envisage alors d'aller chercher avec des camions automobiles le chargement des bélandres au milieu des canaux gelés, mais c'est une solution effroyablement coûteuse.

Restait une dernière ressource : les stocks militaires du camp retranché. Le maire use de son influence dans les milieux militaires et obtient du Gouverneur l'autorisation de prélever sur les approvisionnements de l'Armée une quantité de 283.000 kilos, à condition de rendre la même quantité lors de l'arrivée de la fameuse bélandre.

Le 29 janvier, alors que le thermomètre ne cesse de descendre, des rouleurs, escortés d'agents de police, peuvent enfin parcourir la ville. Ils vendent le charbon sac par sac. Le premier jour 600 sacs sont vendus. En neuf jours, 5.800 sacs pourront être distribués de la même façon dans toute la ville.

Le Ministère, ému des protestations véhémentes du maire, se décide enfin à autoriser l'envoi par voie ferrée de 200 tonnes de charbon des Mines de Bruay. Ces quatre mille sacs ne tardent pas à être insuffisants et la situation continue à être extrêmement critique.

Le Gouverneur ne peut plus « prêter » de charbon.



La clientèle militaire des marchandes de poisson

Le maire songe alors brusquement aux énormes stocks de charbons anglais que la base navale française possède sur les terre-pleins du Freycinet IX pour ses destroyers et patrouilleurs. Il prend aussitôt rendez-vous avec l'Amiral Ronarc'h, avec qui il est en excellents termes, lui démontre la situation angoissante de la population, elle va être sans combustible alors qu'il règne de 4 à 18 degrés de froid et que la neige tombe. L'Amiral se laisse convaincre et signe l'autorisation de prélever sur les stocks de l'Intendance Maritime (1) mille tonnes de charbon. A titre tout à fait bienveillant, la Ville pourrait ultérieurement remplacer le charbon anglais, qu'elle allait prendre, par du charbon français.

Ce n'est pas tout.

Le Freycinet IX est loin du centre de la ville, les rouleurs vont perdre un temps précieux pour y aller. Le maire obtient alors du Quartier Général du 36^e C. A. des camions automobiles, qui amènent le charbon au Bureau de Pesage où les rouleurs n'ont qu'à charger les sacs.

En vingt jours dix mille cinq cents sacs de charbon sont distribués sur les vingt mille dont la ville dispose. Quelques arrivages en gare améliorent encore la situation et lorsque le dégel survient enfin le ravitaillement de la ville reprend régulièrement. Le service municipal cesse alors de fonctionner; grâce à lui, Dunkerque est l'une des rares villes de la région du Nord qui ne connut pas une crise complète de combustible par un froid exceptionnel.

Pour éviter le retour de pareilles alarmes, des pourparlers sont engagés avec les mines de Bruay et un stock de réserve de 1.300 tonnes (2) est constitué dans un terrain municipal près de l'Abattoir.

Il convient d'ajouter que grâce à toutes ces combinaisons, les Dunkerquois continuèrent à payer le charbon le prix surprenant de 60 à 62 frs les 1.000 kilos, tandis que les Parisiens les payaient déjà de 180 à 200 francs, dans les premiers mois de 1917.

En juin 1917, le prix du charbon est encore de 70 frs la tonne. Mais la péréquation des charbons, que le Gouvernement étudie,

(1) L'Intendance Maritime joua un rôle considérable dans le fonctionnement de la base navale française de Dunkerque. Elle fut brillamment dirigée pendant les années 1914-1915-1916 par M. Albert Allemès, notaire à Dunkerque, qui appartenait au cadre de réserve de la Marine. C'est à lui qu'incomba la mise sur le pied de guerre, de ce lourd service devant assurer le ravitaillement complet de tout le Front de mer, de Calais à la frontière belge et celui des bâtiments de notre flottille de guerre. Le Ministère de la Marine promut M. Allemès au grade d'officier de la Légion d'honneur en novembre 1916.

(2) La précaution ne fut pas inutile, et en décembre 1918, d'importants prélèvements y sont effectués pour parer à l'insuffisance des arrivages officiels.



Débit de tabacs éventré par une torpille tombée sur le trottoir, à l'angle de la rue du Rempart et du quai de la Citadelle (29-30 Janvier 1918).

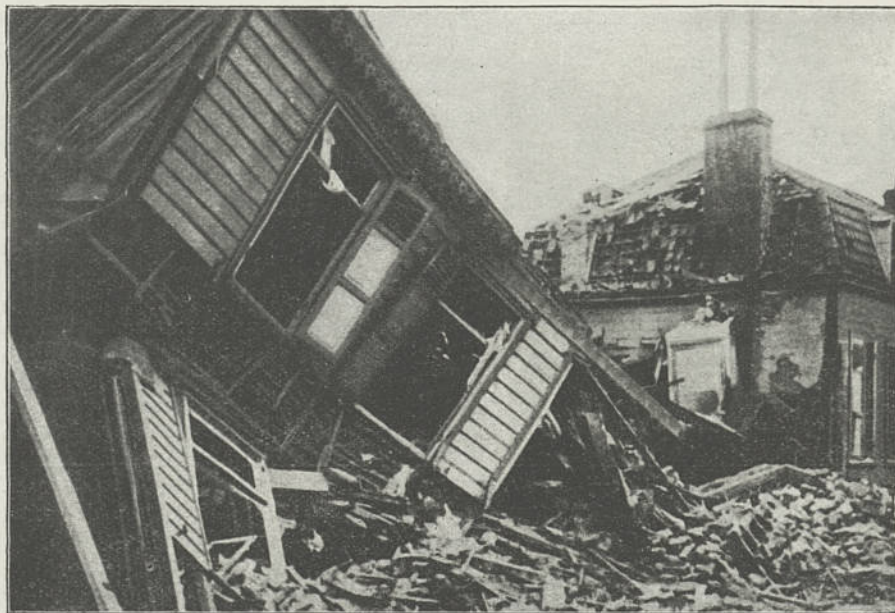
établirait un prix uniforme pour toute la France et aurait pour résultat, à Dunkerque, de provoquer une hausse énorme.

L'Administration municipale s'émeut et le maire n'hésite pas à protester près du Ministre du Ravitaillement (1) :

La réclamation du Maire de Dunkerque profita au département tout entier. La péréquation ne joua pas intégralement et le cours des charbons dans le Nord ne s'éleva, à ce moment, qu'aux environs de 75 francs la tonne.

En août 1917, le Gouvernement décide de rationner la consommation du charbon, mais la répartition est si mal faite que les habitants du Nord non envahi n'ont droit qu'à 28 kilos par tête pour le mois d'août, tandis que dans le Pas-de-Calais, le quotient est de 41 kilos par personne.

Pour le mois d'août, Dunkerque ne reçoit que 722 tonnes, dont la moitié est à conserver pour le stock d'hiver. Les ménages de une à cinq personnes ont droit à 75 kilos et au-dessus à 100 kilos, tandis que le maire de Calais peut distribuer 200 kilos par ménage.



Rosendaël. — Maisons de bois effondrées au cours d'un bombardement

(1) « ...Le prix du charbon qui, avant la guerre, était d'environ 38 frs, écrivait-il, a actuellement doublé, ayant suivi, par une progression lente, l'augmentation des prix des autres denrées. L'application de la péréquation à Dunkerque aurait pour résultat de tripler ou même peut-être de quadrupler brusquement et sans raison apparente, les prix du temps de paix. »

» Notre devoir est donc de dégager nettement notre responsabilité des conséquences que pourrait entraîner un pareil état de choses.

» Notre population est courageuse, travailleuse et endurante, mais elle tolère difficilement ce qui lui paraît injuste; nous ne saurions répondre de son calme devant une telle mesure.

» La guerre fait supporter à la Flandre un fardeau plus lourd qu'à la plus grande partie de la France, elle a le droit de demander qu'il y soit ajouté le moins possible.

» Et c'est pourquoi, si des charges nouvelles doivent nécessairement peser sur ces admirables populations, elles ne doivent leur être imposées qu'avec la plus grande équité pour ne pas détruire, à leur détriment, le principe de l'égalité des sacrifices ».

Ce qui arrive, on le devine sans peine, le maire de Dunkerque se fâche tout net et il écrit à M. Loucheur, sous-secrétaire d'Etat, responsable, une lettre de protestation (1) que M. Trystram se charge aussitôt de remettre en mains propres. En même temps, il en transmet copie au Préfet, en lui annonçant par surcroît, qu'il se refuse à maintenir des distributions aussi minimes et qu'à partir de septembre, il distribuera d'office 100 kilos par famille jusqu'à cinq personnes et 150 kilos par familles plus nombreuses (2).

Le résultat d'une correspondance aussi comminatoire ne se fit point attendre. Le 10 septembre, M. Loucheur assure à M. Trystram qu'il relève le contingent du département de 7.000 à 12.000 tonnes, soit une augmentation de 50 %. Et Dunkerque reçoit 1.036 tonnes au lieu de 722.

En octobre, la carte officielle de charbon remplace celle provisoire distribuée par la ville. A ce moment, 4.817 cartes ont été mises en circulation. C'est donc le nombre de ménages qui existent encore dans la ville au moment des plus violents bombardements.

L'année 1918 se passa, au point de vue « charbon », sans incidents

(1) « ...Ayant conscience de mes devoirs et de mes responsabilités écrit le maire, je viens protester hautement contre la situation inique qui nous est faite. Nos populations ont fait preuve, en toutes circonstances, d'un sang-froid admirable; elles travaillent ardemment dans une ville fréquemment sujette aux attaques de l'ennemi, mais si elles admettent patriotiquement toutes les restrictions nécessitées pour la Défense Nationale, elles ne sauraient accepter, avec calme, d'être plus mal traitées que d'autres populations françaises qui ne paient pas, personnellement, leur tribut de souffrances à la guerre et dont la situation climatérique est plus favorable. Je compte donc très fermement, M. le Ministre, sur votre esprit et votre désir d'équité pour porter remède à cet état de choses dans le plus bref délai, etc... » (Lettre du 28 août 1917.)

(2) Et il ajoutait: « Il est vraisemblable que si le contingent de septembre n'est pas relevé dans des proportions très sérieuses, je ne pourrai pas faire face à toutes les demandes. Je tiens à vous en prévenir dès maintenant pour que vous puissiez aviser le Ministère. Je crois de mon devoir d'engager ainsi l'avenir pour donner à mes concitoyens les satisfactions minimum auxquelles ils ont droit et je me permets de compter sur votre intervention pour qu'au moment voulu je sois à même de tenir l'engagement que j'ai pris ». (Lettre du 28 août 1917.)



L'Hôtel de la Chambre de Commerce après le bombardement du 15 Mai 1918

graves. Il y eut cependant un qui, par son ampleur, tourna au comique.

En juin, une briqueterie voisine de la gare de Rosendaël, reçut deux wagons contenant 15.000 kilos de charbon pour la cuisson de ses briques. Le jour de l'arrivée des wagons, 5.000 kilos sont conduits de la gare à l'usine. Le lendemain, lorsque les ouvriers arrivent, stupéfaction!... les deux wagons sont vides, et même soigneusement balayés!... Pendant la nuit, plus de deux cents personnes avec chariots, brouettes, sacs, seaux, etc., etc., avaient râflé les 25.000 kilos restants! Un policier chargé de l'enquête, qui fut très difficile, disait avec admiration: « Ce fut un beau et grand pillage!... »

Le rationnement ne devait disparaître qu'avec les étrennes de 1921. Le nombre de cartes distribuées dans Dunkerque, était alors de 10.637. Mais la population pouvait déjà se procurer du charbon un peu partout sans cartes et sans imiter les flibustiers de Rosendaël, qui n'étaient peut-être pas tous de Rosendaël!...

Le Pain

Dès 1915, l'insuffisance de notre production en blé, obligea le Gouvernement à prendre quelques mesures de précaution. Le blutage des farines fut autorisé jusqu'à 74 %, ce qui laissait dans la dite farine une importante proportion de son. On ne manqua pas, naturellement, de présenter cette décision comme une heureuse réforme. C'était, disait-on, revenir à un pain plus hygiénique, plus substantiel, plus succulent, etc.

Après la récolte de 1916 et pour réduire les importations de farines étrangères, de nouvelles mesures s'imposèrent, afin d'assurer la « soudure » avec la récolte de 1917.

A partir du 1^{er} février 1917, les pâtisseries doivent fermer les mardis et mercredis de chaque semaine. Trois mois après apparaît l'interdiction de vendre de la pâtisserie fraîche.

Sous le titre « Economies nécessaires », la Municipalité lance un appel à la population le 1^{er} juin 1917.

« Si vous voulez éviter des restrictions, des réglementations et échapper à la carte de



Aux Sept-Planètes, route de Bergues, maison bombardée et incendiée. Les voûtes de la cave s'effondrèrent, il y eut 16 morts. Nuit du 5 Juin 1918 (v. page 56).

pain, dit-elle, économisez le pain, n'en jetez aucune parcelle, n'en gaspillez d'aucune manière, n'en donnez pas aux animaux.

« Observez strictement et loyalement les deux jours sans viande et ne vous approvisionnez pas pour tourner la prescription, que votre foi patriotique vous dicte pendant quelques semaines un sacrifice que nombre d'entre vous acceptent toute leur vie par foi religieuse. Il y va de l'intérêt de la Défense Nationale... »

Mais la crise étreignait toutes les nations en guerre et avec l'année 1918, le ravitaillement en farine devint extrêmement pénible.

Le 28 février, nouvelle affiche du maire. Il demande que les Dunkerquois se soumettent volontairement aux restrictions et économisent sur les quantités habituelles pour éviter tout gaspillage... « Si d'ici quelques jours il était constaté que le système de la restriction volontaire ne donnait pas les résultats attendus, l'Administration se verrait, à son grand regret, dans l'obligation d'imposer un rationnement et de créer la carte de pain... »

« La clairvoyance des Dunkerquois et le sentiment de leurs devoirs, envers le pays leur dicteront leur conduite; leur esprit de prévoyance et leur patriotisme leur éviteront, quant à présent, la carte de pain... »

Au début de mars, le Gouvernement décide la mise en application des cartes de pain.

Le 24 du même mois, les services municipaux les distribuent dans le local du Bureau de Bienfaisance, rue Faulconnier. Cependant elles ne seront rendues obligatoires, à Dunkerque, qu'à partir du 1^{er} juillet.

Les travailleurs ont droit à 500 grammes par jour.

Les adultes, les femmes et enfants au-dessus de 3 ans, 400 gr., les vieillards, 300 gr. et les enfants de moins de 3 ans, 100 gr.

Du 1^{er} juillet au 31 décembre 1918, 326.400 feuilles de tickets de pain sont distribuées à la population.

Encore fallait-il pouvoir échanger ces tickets contre du pain.

Le 28 juin, le Maire est avisé qu'il ne sera livré que 30 quintaux de farine au lieu des 50 nécessaires par jour. Inquiet à juste titre, il envoie au Ministre du Ravitaillement et à l'infatigable sénateur Trystram, un télégramme qu'il n'est pas exagéré de qualifier de tragique et où on lit : « ...serons partiellement demain sans pain et totalement dimanche... »

A la suite de cet appel, un message du Gouvernement annonce à la municipalité :

« Vingt tonnes farine partent aujourd'hui du Havre pour Dunkerque. Trente tonnes suivront demain même voie... »

Mais en attendant que ces trains arrivent, la ville va-t-elle être complètement affamée ? Déjà des boulangeries et non des moindres n'ont pu faire de pain.

Sur les instances du maire, la Station-Magasin reçoit de Paris l'ordre téléphonique de mettre à la disposition de la Municipalité, les farines strictement nécessaires. Elles sont aussitôt distribuées en camions automobiles chez les boulangers.

Dans les premiers jours de juillet, la situation se résume dans une phrase brève : les Dunkerquois manquent de pain, et aux interventions du maire, le Sous-Secrétaire d'Etat au Ravitaillement écrit catégoriquement :

« ...L'état actuel de nos ressources ne me permet pas d'envisager la constitution de stocks de précaution — réclamés par M. Terquem — d'autre part, l'obligation où sont les caboteurs de s'arrêter à Boulogne et l'intensité du trafic militaire sur les voies disponibles du réseau du Nord, entraînent forcément des retards et des irrégularités dans l'exécution des transports des blés et des farines qui vous sont destinés.

» Tant que les circonstances ne seront pas modifiées, le ravitaillement de votre ville ne pourra être assuré qu'au jour le jour et dans des conditions dont je reconnais le caractère défectueux.

» Il m'a paru préférable de vous exprimer franchement cette situation qui tient aux événements, etc., etc. »

Il fallut s'incliner et vivre au jour le jour.

« Nous étions à la merci d'un retard ou d'un accident de chemin de fer, notait un Dunkerquois, et il ajoutait :

« D'une journée à l'autre, le pain changeait du tout au tout ; vers la fin juillet nous en eûmes qui était gluant et qui présentait,

dès qu'il était rassis, des taches bleues peu appétissantes. Il était fabriqué avec un grand renfort de fécule de pommes de terre, de farines de riz, de haricots, etc. ; par contre, deux jours après, il était presque blanc, puis nous en manquâmes sérieusement. Les 1^{er} et 2^e août, il fut presque impossible de s'en procurer. Les trois quarts des habitants durent s'en passer. Privation pénible qu'il faut avoir subie pour bien la comprendre. Elle produisit un effet moral très fâcheux. Pourtant nos concitoyens ne se plaignaient pas trop. Ils supportaient cette famine générale avec courage, mais dans les grandes familles, là où cinq ou six petites bouches réclamaient « une tartine, maman ! », plus d'une mère eut le cœur serré et maudit en pleurant l'horrible guerre... »

A la porte de chaque boulangerie et dès six heures du matin, de pauvres femmes attendaient patiemment, par n'importe quel temps, le pain tant désiré.

Elles étaient, hâves et pitoyables, en groupes compacts, et ne se résignaient à partir qu'à la chute du jour. Ces longues stations, n'allaient pas toujours sans incidents. Les personnes les plus bruyantes étaient celles des communes environnantes, qui venaient à Dunkerque dans l'espoir d'obtenir le pain qu'elles ne pouvaient se procurer chez elles. A la porte de certaines boulangeries, des agents de police durent être placés pour maintenir l'ordre...

Peu à peu la situation s'améliora et la crise du pain ne fut plus qu'un mauvais souvenir que les Dunkerquois ajoutèrent à beaucoup d'autres...

Les années 1917 et 1918 virent aussi l'épanouissement de bien d'autres restrictions.

La « carte de sucre » entra en application en février 1917. Elle donnait droit à 750 grammes de sucre par tête et par mois ; l'on eut également la carte de pétrole et d'essence d'un débit variable... suivant que l'on possédait ou non, chez soi, le gaz ou l'électricité.

A partir du 3 mai 1917, le Gouvernement décide qu'il y aura par semaine, deux jours « sans viande ». Tout d'abord le jeudi et le vendredi sont désignés, puis ils sont remplacés par le lundi et le mardi.

Depuis février, les restaurants ne devaient servir qu'un seul plat de viande par repas.

A Dunkerque, l'application de ces décrets amène une économie sensible. Du 12 au 18 avril (avant la réglementation), la consommation était, en sept jours, de 30.227 kilos de viande. Or, du 3 au 9 mai, elle n'était plus que de 20.209 kilos, soit une diminution de plus de 10.000 kilos. Les bouchers et charcutiers doivent naturellement vendre au prix de la taxe officielle, dont le barème doit également être affiché dans leur magasin.

Un beau jour, le Gouverneur donne l'ordre à la police de vérifier si ces prescriptions sont observées. La réponse ne tarde pas. Dans un rapport se trouve cette phrase typique :

« ...Le commissaire, soussigné... n'a pas cru devoir visiter tous les bouchers et charcutiers, de crainte de se voir obligé de dresser procès-verbal contre tous... »

La carte générale d'alimentation ne fut rendue obligatoire à Dunkerque qu'en mars 1918. Pour faciliter sa distribution, six guichets fonctionnèrent simultanément et la population se vit rattachée à l'un ou l'autre, suivant la lettre initiale du nom du chef de ménage ; douze mille huit cents cartes furent ainsi mises en circulation.

Elles se composaient d'une couverture pouvant servir de pièce d'identité et d'un encartage de feuilles de coupons. Chaque feuille comprenait des tickets et correspondait à des denrées rationnées. Le numéro un, était pour le pain, le numéro deux pour le sucre, le numéro cinq, pour le pétrole, etc., etc.

Au récit de toutes ces difficultés du ravitaillement de la Ville, le lecteur sera tenté de croire que les habitants étaient chaque jour menacés d'une famine complète, ce serait là une erreur et un extrait des statistiques de l'octroi pour les denrées entrées en ville au cours de ces quatre années, montrera au contraire que les Dunkerquois manquèrent rarement du nécessaire et surent même, fort heureusement, se procurer le superflu, qu'on en juge plutôt par le tableau de la page suivante :

NATURE DES PRODUITS		1914	1915	1916	1917	1918
ENTRÉES A L'ABATTOIR	Vaches, bœufs, etc..	4 148	2.856	3.526	2 629	2.446
	Moutons	6.071	8.401	14 572	5.571	3.593
	Veaux.....	2.369	1.762	1.880	1.477	988
	Porcs.....	6.093	5 545	4.259	3 406	1.848
	Chèvres	76	66	52	45	20
Poids de viande fraîche (kilos)....	2 112.831	1 838.337	1.660.398	1.335.469	954.806	
Nombre de lapins	53.985	39.175	26.988	20.000	16.049	
Volailles (au poids).....	104.570	46.402	32 605	20.000	13.000	
Homards et langoustes (kil).....	6.574	11.933	6.782	4.315	1.736	
Nombre d'huîtres.....	365.213	492.201	463.603	250 000	275.639	
Produit de l'octroi sur le beurre..	39.463	26.701	23.933	16.000	10.388	

L'Alcool

L'alcool, comme bien l'on pense, n'échappe pas aux restrictions mais la réglementation sévère de sa consommation fut supportée allègrement par la population.

Dès les premières semaines de la guerre le Gouverneur avait pris l'excellente mesure d'interdire la vente de l'absinthe. En mars de l'année suivante, la vente de l'alcool sous toutes ses formes, aux troupes du Camp Retranché, est interdite. Les cafés surpris en contravention, seront fermés. Les boissons dites hygiéniques, vin, bière et apéritifs de moins de 23 degrés, sont seuls autorisés.

En mai, aggravation du régime : interdiction formelle aux cafés et restaurants de Dunkerque, de vendre de l'alcool ou des boissons alcoolisées, même aux civils. Toute femme de mobilisé, surprise consommant une boisson alcoolisée, dans un lieu public, pourra être privée de son allocation.

Enfin, en janvier 1916, le Gouverneur prenait un arrêté resté fameux dans les annales dunkerquoises :

« Interdiction formelle est faite aux patrons de cafés, restaurants, etc., de placer à leur devanture des rideaux ou autres obstacles empêchant la vue à l'intérieur des établissements. Les patrouilles qui circulent dans les rues doivent pouvoir regarder librement ce qui se passe à l'intérieur ».

La décision gêna considérablement les « Peckbroucks » (1), disait en riant un Dunkerquois, c'est-à-dire ceux qui aimaient à rester longuement au café.

En août 1917, le Préfet du Nord mettait en vigueur cet arrêté dans toute l'étendue non envahie du département du Nord.

Ces restrictions « sévères » dans la consommation de l'alcool donnèrent des résultats assez inattendus. C'est ainsi que du 1^{er} février au 1^{er} novembre 1914, 217.960 litres d'alcool pur avaient été consommés dans Dunkerque. Pour la même période de l'année 1915, c'est-à-dire malgré la réglementation, la consommation augmenta de 46.098 litres!...

Au cours de l'année 1916, la diminution est de 89.373 litres. Mais il est vrai que la population avait considérablement diminué, elle aussi!...

Avant de clore ce chapitre du ravitaillement, il convient de rappeler que le Gouvernement, qui croyait à une très prochaine délivrance des pays envahis, avait confié à la Chambre de Commerce, en septembre 1914, la mission extrêmement délicate de constituer d'importants stocks d'approvisionnements pour leur ravitaillement.

Le 19 septembre 1914, M. Thomson, ministre du Commerce, accompagné de MM. Trystram, Jonnart et Hayez, sénateurs, présidait à la Sous-Préfecture, une réunion de la Chambre de Commerce. A

(1) Peckbrouck, amusante dénomination flamande : Peck = poix et brouck = pantalon. Ceux qui restent collés à leur chaise.

cette conférence assistaient également MM. Défossé, député : Vancauwenberghe, président du Conseil Général ; Terquem, maire, etc.

Le 1^{er} octobre un décret ouvrait un crédit de cinq millions à la Chambre de Commerce (1). La constitution des stocks nécessita un travail considérable, que dirigèrent avec un dévouement rare M. Hutter, président, et M. Debaecque, secrétaire général.

L'Hôtel de la Chambre de Commerce et ses dépendances se virent littéralement transformés en entrepôt de farines, légumes secs, pâtes alimentaires, chocolats, lait condensé, conserves de toutes sortes, etc.

Les cinq millions furent bientôt insuffisants. Par augmentations progressives, le crédit passait en 1916 à dix-sept millions. Entre temps, la Chambre de Commerce revendait aux populations de la zone des armées pour près de douze millions de denrées, et ses réserves d'approvisionnements pouvaient suffire à ravitailler pendant 20 jours une population d'un million quatre cent mille personnes.

La liquidation d'une entreprise aussi vaste se heurta, l'on s'en doute bien, à des difficultés incroyables, notamment au point de vue administratif.

Nous donnons ci-dessous, à titre documentaire, une statistique montrant la hausse incessante des denrées depuis 1914. Il convient de noter que dans certaines villes la crise de la vie chère apparut bien plus rapidement qu'à Dunkerque.

(1) En juillet 1914, la composition de la Chambre de Commerce était la suivante: Présidents honoraires, MM. Trystram, sénateur et L. Herbart. Président, M. Hutter; Vice-Présidents, MM. L. Woussen et M. Duchâteau; Secrétaire, M. F. Bernard; Trésorier, M. A. Ambrosius; Membres, MM. E. Barbion, G. Beck, E. Buseine, L. Cappellet, G. Gombert, J. Hovelt, A. Landron, L. Lecomte, M. Marchand, C. Masson, A. Pyl, F. Schipman, J. Trystram fils, G. Vancauwenberghe et D. Vanhamme.

UN TABLEAU SUGGESTIF POUR LES MÉNAGÈRES

Quelques prix des denrées et marchandises en 1914, 1918 et 1924.

NATURE DES DENRÉES OU MARCHANDISES	Unité	PRIX MOYENS		
		en Juillet 1914	en Décemb. 1918	en Décemb. 1924
Pain.....	kilo	0 40	0 55	1 50
Pommes de terre.....	100 k.	12 50	35 »	55 »
Charbons.....	1.000 k.	40 »	80 »	150 »
Beurre.....	kilo	3 80	11 »	18 »
Lait.....	litre	0 30	0 80	1 30
Bière.....	»	0 20	0 50	0 70
Œufs.....	les 13	1 50	5 40	14 30
Bœuf (prix moyen).....	kilo	2 »	6 »	10 55
Veau (— id. —).....	»	3 »	6 »	14 40
Mouton (— id. —).....	»	3 60	7 »	14 70
Porc (— id. —).....	»	2 40	6 40	12 90
Saucisson.....	»	2 40	6 »	10 »
Morue.....	»	1 40	8 »	5 50
Fromage de Gruyère.....	»	3 »	15 »	14 »
Poivre.....	»	6 20	6 »	14 »
Sucre.....	»	0 75	3 50	3 »
Café.....	»	5 60	12 »	18 »
Chicorée.....	»	0 75	3 20	3 20
Chocolat.....	»	3 60	5 60	8 »
Savon de Marseille.....	»	1 »	4 50	4 20
Pétrole.....	litre	0 35	0 65	1 40
Essence à brûler.....	»	0 50	3 50	1 50
Poulet.....	la pièce	4 »	20 à 30 fr.	20 à 25 fr.
Canard.....	»	3 50	12 à 15 fr.	15 à 20 fr.

La protection de l'Enfance pendant la Guerre

Depuis 1910, l'Administration municipale avait entrepris méthodiquement la lutte contre la mortalité infantile, par la création d'œuvres tendant à améliorer l'hygiène et l'alimentation des enfants.

En 1914, il existe deux crèches toutes modernes (1), une consultation de nourrissons avec Goutte de Lait, un dispensaire « Marin » pour l'application de la méthode Quinton par les piqûres d'eau de mer (traitement de l'entérite, troubles du tube digestif, athrepsie, etc.).

Le bouleversement général provoqué par la guerre et les immenses préoccupations de l'Administration municipale, pouvaient avoir pour résultat immédiat de ruiner toutes ces œuvres.

Il n'en fut rien et ce sera l'un des plus beaux titres à la reconnaissance publique, mérité avec beaucoup d'autres, par la municipalité, d'avoir pu assurer leur fonctionnement intégral pendant toute la durée des hostilités.

En dépit des dégâts causés à maintes reprises par les obus et les torpilles, les crèches ne fermèrent pas.

Pendant ces quatre années, le lait ne fera jamais défaut aux nourrissons et le bref tableau ci-dessous montrera l'importance de la tâche humanitaire accomplie :

NATURE DES ŒUVRES	1914	1915	1916	1917	1918	TOTAL
<i>Dispensaire marin :</i>						
Nombre d'enfants traités	89	90	48	40	28	289
Nombre d'enfants ayant fréquenté la Consultation de nourrissons	274	261	247	329	245	1.356
Nombre de litres de lait distribués par l'œuvre de la Goutte de Lait.....	57.659	51.354	37.059	39.472	22.351	207.895
<i>Crèche de la rue Vauban :</i>						
Nombre de jours d'ouverture.	242	253	277	278	281	
Nombre d'enfants	144	79	73	62	36	414
Nombre de litres de lait distribués	2.986	2.745	3.540	2.720	1.407	13.368
<i>Crèche Alexis-Joffroy :</i>						
Nombre de jours d'ouverture.	253	253	259	279	283	
Nombre d'enfants	136	88	83	59	47	413
Nombre de litres de lait distribués	5.079	3.453	3.334	3.122	2.243	17.231

En résumé, les œuvres infantiles dunkerquoises ont donné de 1914 à 1918, des soins à 2.472 enfants. Parmi eux, 171 décès ont été constatés, soit un coefficient d'environ 6.9 %. La mortalité moyenne des enfants en bas âge, s'était élevée en 1913, à Dunkerque, à 20 %. Ces chiffres montrent d'une façon saisissante l'importance de ces œuvres qui ont distribué au cours des quatre années, 238.500 litres de lait pur. Au début de 1915, la Goutte de Lait fournissait jusqu'à 1.500 biberons de lait par jour.

Pendant les premiers et violents bombardements par canon à longue portée, la Goutte de Lait, installée rue des Arbres, continua à fonctionner et à répartir chaque jour les 150 litres de lait indispensables à la vie est tout petits dunkerquois, grâce au dévouement inlassable du docteur Huyghe, médecin-chef de la Consultation des

(1) La crèche Alexis-Joffroy, rue Saint-Jean, dirigée par Mme Goetghebeur et la crèche de la rue Vauban, dirigée par Mme Drouin.



Les dégâts rue de la Paix, après le raid aérien du 13/14 Juin 1918

nourrissons, en remplacement du docteur Duval, mobilisé, assisté de Madame Terquem, présidente de l'œuvre et de Mademoiselle Francioni.

La consultation de nourrissons, où les enfants étaient examinés et pesés, sous la surveillance du docteur, continua régulièrement ses deux consultations par semaine, sauf deux jours où le bombardement par obus dura toute la journée et ne permit pas aux mères de famille de sortir. Le lait ne manqua que deux fois et encore un des jours de bombardement a-t-on pu le fournir à la fin de la journée.

Un jour une consultation fut interrompue par une alerte. Il restait une dizaine de nouveaux-nés à visiter, lorsqu'un coup de sirène annonça l'arrivée prochaine d'un obus. L'émoi fut vif parmi les mères de famille. Le maire qui se trouvait présent, tira sa montre et invita les femmes à descendre à la cave. Madame Terquem et M. Deschamp, gérant de la Goutte de Lait, descendent dans l'escalier, font « la chaîne » pour mettre les enfants plus rapidement à l'abri.

A la 50^e seconde, il restait encore cinq bébés!... « Allons, Mesdames, un peu plus vite », dit le maire. A la 75^e seconde, tout le monde était descendu. Le docteur Huyghe et le maire descendent à leur tour et à la 85^e seconde tombe l'obus.

Il serait fastidieux d'accumuler les descriptions d'incidents de ce genre, qui furent très fréquents au cours des bombardements.

..

Voici les statistiques de l'Etat-Civil pour ces quatre années de guerre :

NOMBRE DE :	1914	1915	1916	1917	1918
Naissances.....	702	379	341	241	80
Mariages.....	255	155	226	235	128
Divorces.....	18	4	2	7	7
Décès	613	547	447	444	216

Il convient de signaler que de 1919 à 1921, le nombre des divorces s'est élevé à 136!

Enfin, les décès indiqués, ne concernent que la population civile.

Les Ecoles pendant la guerre

Les écoles eurent une existence agitée. L'Administration municipale fit tout son possible pour les maintenir ouvertes afin de ne pas laisser les enfants circuler dans les rues.

Dans toutes les écoles, communales et libres, professeurs et instituteurs donnèrent l'exemple du calme et du sang-froid afin d'inspirer la confiance aux élèves.

Dans les écoles communales, en octobre 1914, les enfants confectionnent des vêtements chauds pour nos soldats.

Lors de l'organisation des Journées : « du Drapeau Belge, des Eprouvés de la Guerre, du Poilu, de la Presse, du 75, etc., etc. » (il y en eut une quinzaine), les quêtes faites en ville par les élèves des écoles rapportèrent des sommes très importantes, toutes à l'honneur de la générosité dunkerquoise et du dévouement des jeunes quêteurs et quêteuses.

A partir de 1915, les enfants des écoles décident de ne plus recevoir de livres de prix pour que la Ville puisse affecter les crédits, destinés à leur acquisition, à l'envoi de vivres et d'objets divers aux Dunkerquois prisonniers de guerre en Allemagne. Pour 1915, les ressources ainsi mises à la disposition du maire dépassent huit mille francs.

Le 31 janvier 1916, l'Administration municipale crée l'œuvre de l'envoi de pain aux prisonniers

Tous les jours, à tour de rôle, les jeunes filles du Collège Lamartine, de l'école de couture et des écoles communales, confectionnent des paquets contenant chacun un pain recuit.

Les colis sont envoyés par la poste et la Mairie y joint en même temps une carte postale invitant le militaire en captivité à accuser réception de l'envoi.

Les institutrices profitent de la circonstance pour faire à leurs élèves des conférences sur les devoirs de solidarité qui s'imposent à tous les Français et notamment à ceux qui ne combattent pas.

En juillet 1916, le Maire fait passer sous les yeux du Conseil Municipal une statistique éloquentة :

Six mille pains (2.500 kilos) ont été envoyés. Les pains superposés auraient atteint une hauteur de 720 mètres, mis bout à bout ils représentaient une longueur de quinze cents mètres. Il a fallu plus de mille mètres carrés de papier et six kilomètres de ficelles pour les emballer.

Les envois de pains ayant été supprimés par ordre de l'autorité supérieure, le Maire fait alors envoyer des colis contenant des victuailles et des objets divers. On devine avec quelle joie les

prisonniers recevaient ces témoignages de solidarité et d'affection de la jeunesse dunkerquoise (1).

Pour assurer un meilleur acheminement des colis, l'Administration Municipale chargea ensuite le groupement central du « Prisonnier de Guerre », à Paris, de faire les envois. En 1917, plus de mille paquets étaient ainsi expédiés. En 1918, il y en eut mille sept cents.

Un envoi très important avait été préparé au début de novembre 1918, il fut décommandé au moment de l'Armistice et l'on décida que la valeur des colis serait remise aux prisonniers à leur retour de captivité.

Le montant total de la valeur des prix abandonnés par les enfants au profit de cette œuvre dépasse 25.600 francs. En remplacement de ces livres, l'Administration Municipale fit remettre aux élèves des diplômes portant cette noble dédicace :

« Les élèves des écoles communales, dans une généreuse pensée, ayant fait abandon de leurs prix au profit d'œuvres de prisonniers de guerre, ce certificat de récompense sera pour eux un souvenir de leur travail pendant cette année de guerre et de leur geste patriotique ».

Le maire, accompagné de M. Derycksen, adjoint, et de M. Chapuis, inspecteur primaire, présida dans les écoles à la remise de ces diplômes.

Les effectifs des écoles communales filles et garçons, des collèges Jean-Bart et Lamartine, des écoles pratiques et des écoles maternelles, étaient en 1913 (dans le premier trimestre de l'année scolaire), de 5.599 élèves. En 1914, il y en avait 4.485. En 1915 et 1916, les chiffres sont stationnaires, 3.364 et 3.716 élèves. Mais les grands bombardements de 1917 et 1918 amènent une diminution sensible. En 1917, il n'y a

plus que 2.050 élèves et 1.306 en 1918. Il est vrai que par suite de la crise de la natalité le nombre d'enfants fréquentant les écoles maternelles était descendu de 1.962 en 1913 à 284 en 1918. Une seule école avait maintenu ses effectifs, l'école pratique de garçons qui n'avait que 97 élèves en 1913 en avait 112 en 1918, après en avoir compté 200 en 1916.

Dans un esprit d'impartialité, indispensable à un semblable travail, il est juste d'enregistrer que toutes les écoles libres, filles et garçons, s'efforcèrent également de continuer leurs classes. Bien peu d'entre elles fermèrent leurs portes. Citons notamment qu'au collège libre de Notre-Dame des Dunes l'instruction continua sans interruption en dépit des graves dégâts causés dans les bâtiments par l'explosion de plusieurs projectiles.



Dans les écoles, les jeunes filles préparent les colis de pain pour les Dunkerquois prisonniers

(1) Les archives municipales contiennent à ce sujet un grand nombre de lettres conçues en termes émouvants. Voici, par exemple, un extrait d'une lettre que l'on ne pourra lire sans émotion. Elle est datée du camp de prisonniers : Kriegsgefangenen-lager, dans le Limburg (Allemagne). « M. le Maire. Je me permets de vous écrire pour vous demander si vous pourriez faire quelque chose pour moi. Je suis orphelin et j'ai été élevé à l'hôpital de Rosendaël. Je n'ai aucune ressource. J'ai été blessé et fait prisonnier à... Alors, Monsieur le Maire, je vous demande, s'il vous plaît, un petit secours. Recevez, de l'un de vos enfants, les meilleurs salutations. — X... »



Un coin du Quai des Hollandais après le bombardement du 1-2 Juillet 1918.



Enfants jouant avec les débris d'une horloge dans les ruines de leur maison.



Dans le médaillon : L'effondrement d'une façade sous l'explosion d'une torpille

Les Colonies Scolaires de 1918

En mai-juin 1918, au moment où le sort de Dunkerque est à nouveau en jeu, le Maire qui n'ignore rien de la gravité des événements demande au Sous-Préfet d'étudier un projet d'évacuation des enfants des écoles et lui demande que les dépenses, qui doivent en résulter, soient mises à la charge de l'Etat « car les finances de la Ville sont fort obérées par l'état de guerre pesant lourdement sur elle ». Cette nécessité, écrit-il, est apparue à Paris où la ville, pour sauvegarder l'élément juvénile, a organisé des colonies de vacances où les élèves seront envoyés.

Dunkerque n'avait cependant pas attendu cet exemple, déjà une centaine d'enfants indigents de la ville avait été envoyés dans une colonie scolaire, à l'abri des bombardements, mais le maire désirait que la mesure soit étendue à tous les enfants.

« Au cours d'un bombardement récent, précisait-il, une torpille d'avion a tué dans une même cave, douze enfants... Le problème est urgent ».

Je n'ai pas trouvé trace de la réponse sous-préfectorale, mais des groupes d'enfants continuèrent à être envoyés sous des cieux moins meurtriers.



Rue Sainte-Barbe. — Les Services Municipaux procèdent sans retard à l'enlèvement des décombres des maisons bombardées.

Avec l'armistice, ils ne tarderont pas à revenir joyeux de retrouver leur petite patrie et leur famille.

En juillet 1918, le Ministre de l'Instruction Publique vint apporter les félicitations du Gouvernement à tous les membres de l'enseignement restés fidèlement à leur poste et félicita vivement le Maire et l'Administration Municipale « de l'admirable effort soutenu en dépit des événements... » (1)

L'Ecole Pratique de Garçons

L'Ecole Pratique de Commerce et d'Industrie, sous la direction de M. Yéni, achevait sa première année scolaire lorsque la guerre éclata.

Dès le 3 août, les élèves sont en quelque sorte « mobilisés » et travaillent pour la Défense Nationale dans les ateliers qui sont utilisés d'une façon permanente pour la construction et la réparation du matériel de guerre (2).

A partir de l'année 1917, l'école travaille pour l'usine de Firminy et pour les Chantiers de France. Elle tourne 9.000 obus en acier de 155 mm et travaille à l'usinage de pièces détachées pour 500 caissons de canon de 75.

En deux ans, le montant des sommes payées à l'Ecole pour les travaux de guerre atteint soixante mille francs et après répartition de salaires, gratifications, etc., un reliquat de 13.400 francs peut être employé à l'achat de matériel pour les ateliers. «...Ainsi, dit le Maire dans un rapport au Conseil Municipal, l'école s'enrichit et se perfectionne par le fruit du travail même de ses élèves... »

Le 21 mai 1916, un projectile tombe sur l'école, causant de sérieux dégâts, le lendemain, une centaine d'élèves sont présents à l'ouverture des portes, ils travaillent d'abord à déblayer les ruines puis reprennent leur tâche avec un calme parfait. Le même « incident » se reproduit à quatre reprises.

Les félicitations officielles ne manquèrent pas aux directeurs, chefs d'ateliers et élèves-ouvriers.

En février 1917, notamment le général Lyautey, ministre de la guerre, de passage à Dunkerque, visite les ateliers et aux élèves et professeurs assemblés, déclare « qu'ils donnent un exemple réconfortant à la France ».

Pendant de longs mois, le maire multiplie ses interventions près de l'autorité supérieure pour obtenir que tant d'efforts soient l'objet d'une citation à l'Ordre du Pays. Sur sa demande, M. Trystram fait également plusieurs démarches à Paris.

Le 24 octobre 1918, l'Ecole entière est enfin citée à l'Ordre du Pays, en même temps que le Directeur (3).

La citation, gravée dans une plaque de marbre placée dans le vestibule de l'école, rappelle maintenant aux nouvelles générations d'élèves le rôle glorieux de leurs aînés.

L'Ecole Professionnelle de Jeunes Filles

L'Administration Municipale, non contente d'assurer la bonne marche de toutes les écoles existantes, voulut faire encore plus. En 1916 elle créait une école professionnelle pour les jeunes filles.

Dans ce but elle fusionnait : une école de couture qui avait été

(1) En avril 1915 la ville avait organisé dans les salons de la Mairie une exposition des plans, photographies et documents qu'elle avait fait figurer à une exposition à Lyon et montrant en détail le fonctionnement des œuvres de protection de l'enfance, des écoles professionnelles et des services municipaux. Cette exposition faite entre deux bombardements avait eu un retentissement considérable. Les journaux de Paris en parlèrent longuement. Le grand journal *Le Temps* disait notamment : « ...Cette exposition ouverte, en pleine guerre, à deux pas du front, sous la menace de l'ennemi est un fait nouveau qui doit s'ajouter à ceux qui ont déterminé dans Dunkerque, cette situation remarquable que tous les visiteurs n'ont pas manqué de signaler. Le sang-froid naturel des habitants a permis de maintenir tout en place et le zèle des autorités municipales facilite à chacun de ses concitoyens l'accomplissement de ses devoirs... »

(2) Au cours des hostilités, les élèves de l'Ecole pratique ont notamment confectionné 3.000 lits en bois, 1.200 tables de nuit, 200 tables, etc., 1.300 obus ont été transformés en bombes d'avions, près de 470.000 pièces détachées pour grenades, fusées, bombes, appareils de repérage de tir, etc., ont été confectionnées. La réparation et l'entretien des pompes à incendie ont été assurés pendant toute la guerre par leurs soins.

(3) La citation disait notamment : « ...Bien que les ateliers aient été plusieurs fois atteints par les bombardements, (les professeurs et élèves) ont volontairement travaillé pour la Défense Nationale, donnant à la fois le plus bel exemple d'un complet dévouement à la patrie, de la confiance la plus absolue en son avenir, d'un calme, d'un sang-froid, d'un mépris du danger aussi remarquable chez les maîtres que chez les élèves... »

ouverte en 1910, rue Vauban, sous la direction de Mme Angelo, les cours d'enseignement ménager qui avaient lieu chaque samedi dans les cantines scolaires et enfin le cours d'enseignement maternel, avec leçons pratiques aux œuvres infantiles, que donnait le docteur Duval.

Le nouveau cours d'enseignement professionnel et commercial pour jeunes filles fut divisé en deux sections. La première comprenait la couture, lingerie, confections, notions générales de français, enseignement ménager et maternel, etc. La seconde se spécialisait dans la comptabilité, l'anglais, la correspondance commerciale, la sténo-dactylographie, avec en outre l'enseignement ménager et maternel. « Ainsi, disait le maire, l'école pourra former des femmes capables de bien remplir, en même temps que leurs devoirs professionnels, leurs devoirs de mères de famille et de ménagères... »

Et M. Monteuis, rapporteur, « déclarait au Conseil Municipal en septembre 1916 : « Grâce aux études de l'Administration Municipale, nous allons pouvoir réaliser dès maintenant, en pleine guerre, une création qui sera prête à porter son premier fruit au moment où le besoin de la collaboration féminine se fera le plus sentir... »

Le succès de cette nouvelle organisation scolaire créée sous les bombardements fut si complet que pendant les vacances de 1917, le Maire se vit dans l'obligation d'en faire agrandir les locaux.

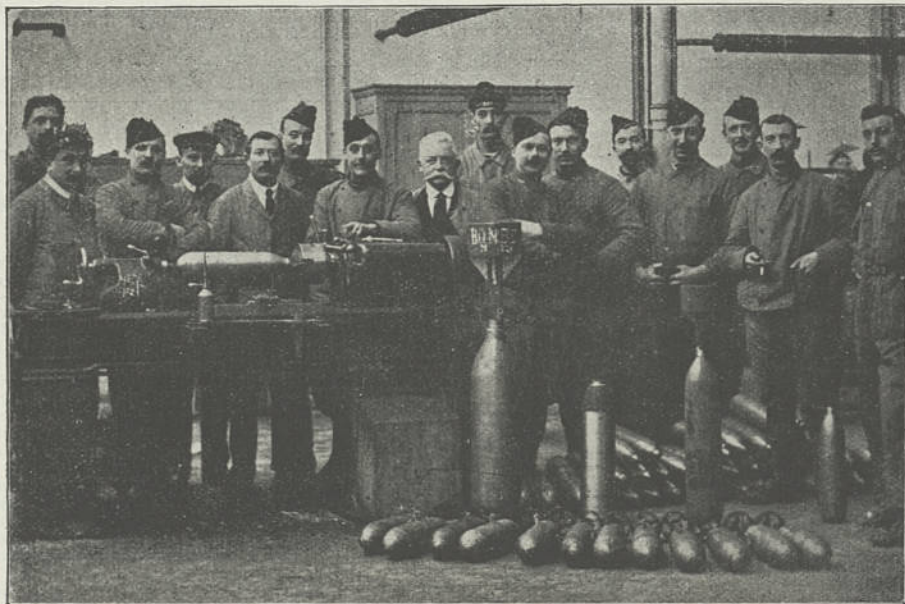
En décembre 1918, plus de soixante jeunes filles en suivaient les cours.

Les jardins potagers, scolaires et municipaux

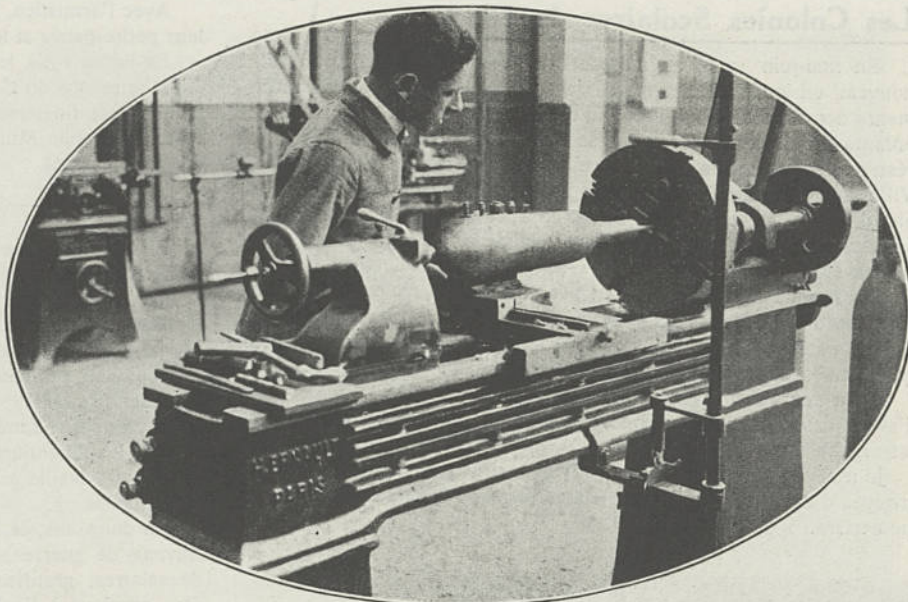
Dans le journal de guerre d'un Dunkerquois se trouve, à la date du 8 février 1917, cette note typique :

« Vers 5 h. 30 du soir, au moment de l'alerte (1), se discutait à la Mairie un projet de création de jardins scolaires. Le Maire fit un exposé auquel les assistants, émus par le bruit des bombes, n'en-

(1) Bombardement par avions à 17 h. 50 — Quatre torpilles, rue du Gouvernement, Quai de la Citadelle, à la Gare : il y eut quatre blessés.



A l'École Pratique de Garçons. — La fabrication des premières bombes d'avions utilisées sur le front de Belgique.



Elève de l'École Pratique travaillant à la fabrication de bombes d'avion

tendirent rien. M. Terquem, à un moment donné, dit : Ce n'est rien (sic) et il continua avec lucidité au milieu de la distraction générale... »

La note est exacte en ce sens que ce jour-là les directeurs et directrices des écoles et collègues mirent au point, avec le Maire et le Directeur des Services Agricoles de la Préfecture, la coopération des enfants des écoles à l'œuvre de culture des terrains inutilisés.

Les écoles de jeunes filles se chargèrent de la section horticole, dont les fleurs étaient destinées à l'ornementation des tombes militaires.

Les écoles de garçons se virent réserver la culture des pommes de terre et de légumes divers, dans le Jardin de la Ville, le square Jacobsen et le parc de la Marine (1). Le tout d'une superficie d'environ 7 hectares.

Vingt-et-un mille mètres carrés de terrain furent mis à la disposition de 151 fonctionnaires et ouvriers municipaux. Il y eut 176 bénéficiaires en 1918, chacun d'eux disposait d'un terrain variant entre 170 et 200 mètres carrés.

Les terrains militaires près des deux bastions de la rue Saint-Charles avaient été « partagés » entre les habitants du voisinage.

La Ville assumait la mise en culture d'un ensemble de terrains militaires d'une superficie totale de plus de 60.000 mètres carrés. Les jardiniers municipaux en assurèrent l'exploitation avec le concours bénévole des élèves des écoles.

Le bilan de ce bel effort fut présenté au Conseil Municipal en février 1918 par le maire.

Le collègue Jean-Bart, qui avait en charge les pelouses du square Jacobsen et l'ancienne pépinière, obtint de très beaux résultats. Les écoles J.-B. Trystram et Pasteur qui cultivèrent le Jardin de la Ville, eurent d'assez belles récoltes, mais les écoles Frédéric-Duriau et Victor-Hugo, auxquelles étaient échues les pelouses du Parc de la Marine, n'obtinrent presque rien, les terrains étaient trop ombragés.

(1) Vers le milieu du mois de février 1917, les soldats de la Réserve Sanitaire du 36^e C. A., cantonnés dans un magasin de la Chambre de Commerce transformèrent, au profit de leurs cuisines, le square Alfred-Petyt en un jardin potager.

VILLE DE DUNKERQUE

Emprunt de la Défense Nationale

APPEL

du Conseil Municipal

DUNKERQUOIS.

Il y a un an, dans un mouvement de magnifique confiance et de foi patriotique, vous souscriviez largement à l'emprunt qui devait permettre, après la résistance héroïque à l'invasion, de préparer l'offensive libératrice.

Depuis, grâce aux canons formidables et sans nombre que le crédit de la France a permis de construire, grâce aux munitions illimitées dont dispose notre glorieuse armée, l'ennemi s'est brisé devant notre front de Verdun, et actuellement nous le brisons sur la Somme.

La victoire ne peut nous échapper mais nous ne pouvons et ne devons compter que sur notre force pour l'acquiescer.

Comme l'a dit avec tant d'autorité Monsieur BRIAND :

« L'ennemi est encore puissant : il se défendra avec acharnement jusqu'au bout, il ne peut succomber que sous des coups répétés. Rien ne doit donc être négligé pour en avoir raison. Nous devons redoubler d'efforts ; nous appliquons à mettre en œuvre TOUTES les ressources du pays... »

Dunkerquois ! vous avez donné, avec le plus noble esprit d'abnégation, le sang de vos enfants, il faut limiter ce sacrifice. L'obus est plus puissant que la baïonnette, quand vous souscrivez à l'emprunt, calculez combien de coups de canon vaut votre souscription, combien elle représente d'ennemis tués ou de soldats français épargnés.

Dunkerquois ! qui avez senti passer si près de vous le souffle de l'invasion, pensez que d'autres, aux souffrances des pays envahis et avez la volonté d'aider à leur libération.

Prêtez à la France en prêtant à ceux qui souffrent comme vous auriez souffert vous-mêmes ! **Prêtez à la France** en prêtant à vos glorieux enfants qui combattent pour écraser définitivement l'ennemi ! **Prêtez à la France** pour pouvoir acheter vos fils qui rentreront victorieux que vous avez, vous aussi, combattus avec eux, et de ceux dont le nom restera inscrit au livre d'or de la Patrie, prêtez leur encore pour mieux venger leur mémoire.

Dunkerque, le 4 Octobre 1916.

Maire : **YVES LEBLANC**
Adjoint au Maire : **FICHAUX, Charles LEBRENS, LARDELLE, Charles LEBRENS, CARPENTIER, Léon GRANDI, Léon FICHAUX, Victor ROSE, Édouard LEBROT, Édouard BOUVIER, Louis LEBLANC, Auguste WALKER, Conseillers Municipaux.**

La collecte de l'Or et les Emprunts

La ville de Dunkerque, en dépit de sa situation spéciale, répondit magnifiquement aux appels du Gouvernement lorsque celui-ci demanda aux Français de verser leur or et de souscrire aux différents emprunts.

Pour « l'appel de l'or », en juillet 1915, la Banque de France, place Jean-Bart, avait installé le service d'échange dans ses caves. Pendant les premières semaines, l'on vit un défilé interminable de braves gens. Quelques-uns apportaient des petits sacs d'un poids respectable. D'autres, plus nombreux, venaient avec quelques louis d'or. Petits rentiers et humbles artisans formaient la grande masse des déposants.

La Banque Petyt et C^{ie} faisait également l'échange de l'or contre des billets de banque, à Bourbourg et à Gravelines. Des fondés de pouvoirs de la Banque de France visitaient à dates fixes les communes importantes de l'arrondissement. Les notaires et les fonctionnaires de l'administration des finances recueillirent, eux aussi, les versements de la population.

Le 14 juillet, le *Nord Maritime* disait : « ...Un louis d'or vaut un obus, donner son or c'est servir la France, c'est abrégé la guerre, c'est rendre la France plus forte ».

En septembre, le maire lançait un appel à ses concitoyens pour leur demander de faire encore un effort afin que Dunkerque reste en tête des villes de France ayant versé le plus d'or : *Prêtez votre or à la Patrie*, recommandait-il, *et vous aurez la joie d'avoir contribué à la libération, à la grandeur et à la gloire de la France...* »

Tant d'efforts ne restent pas inutiles. Le 20 juillet, la Banque de France a centralisé un million six cent mille francs. Le troisième million est atteint le 3 août. Moins d'un mois après, le sixième million est dépassé et à la fin de novembre Dunkerque et sa banlieue pouvaient s'enorgueillir d'avoir versé pour la Défense Nationale, plus de huit millions.

Les Dunkerquois apportèrent le même empressement à souscrire aux emprunts de guerre.

Dans toutes les écoles libres ou laïques, des souscriptions furent ouvertes pour constituer finalement une rente de 556 francs. Tous les ans, après une composition sur la guerre, le montant en est distribué proportionnellement au nombre d'enfants de chaque école, sous forme de prix portant le nom de « Prix de la Défense Nationale ».

Le Comité de propagande, constitué par MM. Isidore Monteuis, Jean Trystram, Victor Rose et Edouard Carpentier, comprenait

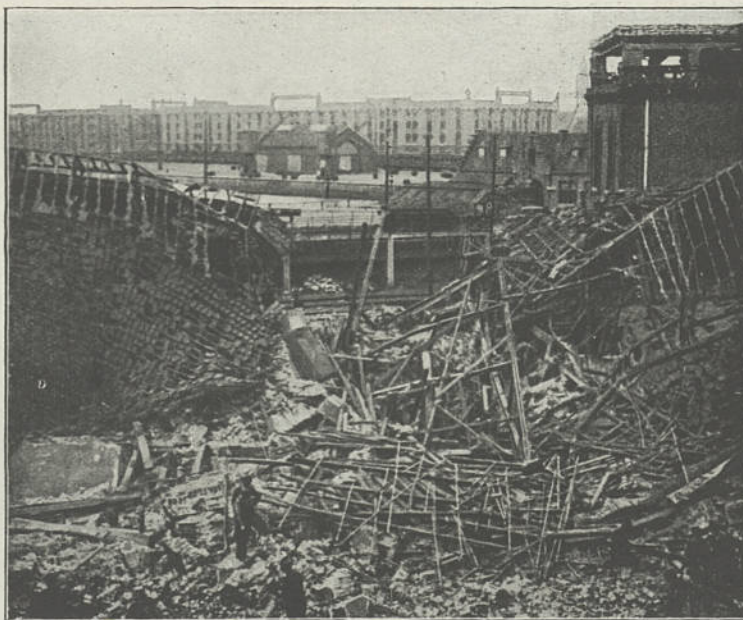
Les légumes des cultures scolaires vendus au prix de la taxe, produisirent 550 francs. C'était peu, mais c'était un exemple donné par la jeunesse des écoles. Sur la proposition du maire, cette somme fut versée à l'œuvre des Pupilles des écoles publiques. « Ainsi constata-t-il, le travail des enfants aura servi dans une certaine mesure à améliorer la situation de leurs camarades devenus orphelins par la guerre ».

Le produit des jardins municipaux dépassa toute attente. Le poids total des pommes de terre atteignit 97.000 kilos, qui furent vendus par le Magasin Municipal.

Le rapport au Conseil Municipal ajoute froidement : « ... On peut estimer que le défaut de clôture facilita le grappillage d'au moins quatre à cinq mille kilos » et il conclut avec philosophie : « ...par l'initiative municipale il a donc été mis à la disposition de la population plus de 100.000 kilos de pommes de terre ».

Les plantations de haricots permirent d'en recueillir 740 kilos.

En 1918, les jardins municipaux récoltèrent encore 80.000 kilos de pommes de terre dont la vente fut également assurée, au prix de la taxe par le Magasin de Ravitaillement. Le bénéfice total de ces cultures s'éleva, tous frais payés, à 21.003 francs. La ville les versa à la caisse des *Jardins Ouvriers* en vue de l'acquisition de nouveaux terrains de cultures.



Bâtiment de l'usine hydraulique de la Samaritaine écrasé par une torpille (2 Juillet 1918)

également parmi ses membres les représentants les plus qualifiés du clergé, du commerce et de la magistrature. Il joignit ses appels à ceux de la Chambre de Commerce et de la Municipalité.

Il faut renoncer à reproduire toutes les affiches éditées à l'occasion des emprunts. Elles étaient toutes empreintes du plus pur patriotisme et l'on trouvera à titre de spécimen, la photographie de l'appel du Conseil Municipal pour le deuxième emprunt de la Défense Nationale (octobre 1916). L'affiche de papier blanc était traversée par de larges bandes bleues et rouges, formant ainsi les couleurs nationales.

A la séance du Conseil Municipal de novembre 1916, le maire pouvait annoncer qu'à cet emprunt l'arrondissement de Dunkerque avait souscrit pour environ cinquante millions.

Les autres emprunts rencontrèrent le même succès dans toutes les communes du camp retranché, notamment ceux de la *Libération* (1918) et de la *Victoire* (1920).



Rue de Paris. — Façade de la Direction des Douanes après le bombardement de la nuit du 7/8 Juillet 1918

Le Comité des réfugiés dunkerquois

En avril 1915, après les premiers bombardements par canon à longue portée, de nombreux Dunkerquois se retrouvèrent à Paris. « Par une sorte d'instinct naturel, a dit l'un d'eux, et aussi dans l'espoir d'obtenir des nouvelles de notre ville, nous errions aux abords de la gare du Nord et l'on se retrouvait dans les cafés environnants pour parler du pays ».

C'est alors que M. Albert Picard (1) eut l'idée de créer un bureau de secours pour les réfugiés infortunés de la région de Dunkerque.

Le projet fut immédiatement réalisé. MM. Trystram, sénateur, et Alfred Dumont, ancien député et ancien maire, en devinrent présidents d'honneur et M. Alb. Picard, président effectif. Ce dernier

(1) Aujourd'hui président du Comité d'Initiative de Dunkerque-Malo, Président du Syndicat des Commerçants de l'arrondissement de Dunkerque et membre du Tribunal de Commerce.



Baraquements militaires, près de la caserne Jean-Bart, détruits par une torpille (20 Juillet 1918)

apporta une incessante activité au développement de l'œuvre qui prit le titre de « Groupe amical des réfugiés de la région de Dunkerque », et ne tarda pas à être affilié à la puissante *Association des Réfugiés du Nord*.

Grâce à la générosité de tous, le Comité possède bientôt les ressources nécessaires à l'accomplissement de sa noble tâche. Il s'installe au premier étage d'un café, face à la gare du Nord. Un « vestiaire » gratuit distribue des vêtements, des chaussures ; l'on assure même en certains cas des soins gratuits aux malades. Enfin des colis de ravitaillement sont envoyés aux prisonniers de guerre de Dunkerque.

Par l'intermédiaire du bureau, plus de trois mille personnes réussirent à se procurer des emplois, de nombreux orphelins sont admis dans des institutions spéciales, trois cents familles indigentes sont recueillies, logées et nourries temporairement à la salle Wagram.

Près de deux mille bons de repas gratuits purent être distribués en moins d'un an.

Lorsque l'œuvre cessa d'exister, en avril 1919, son budget dépassait cent mille francs et le reliquat fut réparti entre les Municipalités de Dunkerque et de sa banlieue.

**

Pour la population laborieuse et les indigents restés dans Dunkerque, le maire multipliait les démarches en vue d'obtenir l'allocation dite des « sinistrés sur place », prévues pour certaines régions placées sous le feu direct de l'ennemi.

Dans une lettre au Préfet, il disait avec raison : « Ceux qui restent au travail sous le feu de l'ennemi pour maintenir, malgré l'ennemi, la prospérité des parties les plus exposées de la France, risquent, comme les soldats, obscurément leur vie pour le pays... »

Pendant quatre mois, les démarches seront renouvelées à Paris, dans les ministères. Le sénateur Trystram interviendra lui aussi de nombreuses fois, mais sans pouvoir faire aboutir la question dans un sens favorable. C'est une des très rares fois où, au cours de ces quatre années, la Municipalité ne réussit pas à faire adopter ses propositions par les autorités supérieures.



Rue de l'Eglise. — Le magasin "Paris-Confection" après le raid de la nuit du 25/26 Juillet 1918.

Les Ouvrières Dunkerquoises

Tandis que l'activité se maintient au port et dans tous les chantiers, les grandes usines, travaillant le jute et employant une nombreuse main-d'œuvre féminine, redoublent leurs efforts pour satisfaire aux besoins des armées.

En janvier 1915, les tissages, fabriquant les sacs à terre, occupent près de 5.000 femmes en usines, et 2.000 ouvrières à domicile. C'est par millions que l'Intendance passe des commandes de sacs à terre.

Souvent les ateliers furent atteints par les projectiles. Un soir quatre bombes tombent dans l'un d'eux et l'on emporte des morts et des blessés. Le lendemain, l'usine travaille, les ouvriers réparent les brèches dans les murs et les toitures, et les vitriers remettent les milliers de vitres brisées, tandis que la première tisseuse est au travail à quelques mètres de l'endroit où ses compagnes ont été tuées la veille. Une autre dit à un inspecteur du travail: « Que des bombes soient tombées hier sur l'usine, c'est un malheur, mais si l'usine n'avait ouvert ce matin, c'était un autre malheur. Il faut donner à manger aux enfants qui sont à la maison ».

Une grande filature, à Dunkerque, a été encadrée par les lourds obus de 380 mm. Quatre cents personnes y continuent le travail. Les ouvriers ont blindé l'usine avec cinq mille sacs à terre. Toutes les fenêtres en sont garnies. Les ateliers sont devenus des casemates. On travaille au rez-de-chaussée à la lueur de l'électricité, les étages supérieurs ont été abandonnés par mesure de précaution.

Pendant les premiers grands bombardements, l'effectif des ouvrières en jute est à peine diminué de 20 % et le travail continuait toujours.

Le Magasin d'Habillement de l'Intendance de Boulogne, ouvre rue de Soubise des ateliers dirigés par un industriel lillois mobilisé, M. May. Ils distribuent du travail aux ménagères qui ne peuvent aller aux usines. Les Dunkerquoises confectionnent près de 500.000 caleçons, 200.000 mouchoirs, 400.000 chemises, 300.000 pantalons-culottes, 100.000 bandes molletières, 100.000 capotes d'infanterie.

Les femmes de Dunkerque travaillent ainsi fiévreusement au ravitaillement de nos armées où combattent les êtres qui leur sont chers. Et la ville peut être fière de ses vaillantes ouvrières.

Tant de courage évite à la population de connaître la misère. Les statistiques de la Caisse d'Epargne se montrent à ce sujet particulièrement instructives.

En 1914, la Caisse d'Epargne comptait plus de 27.000 déposants avec un capital de près de onze millions deux cent mille francs.

Au 31 décembre 1914, l'encaisse diminue de 98.000 francs ; en 1915, de 572.000 francs et en 1916, de 1.364.000 francs. Mais à partir de 1917, la situation change, le maximum que chaque livret peut contenir passe de 1.500 francs à 3.000 francs et au 31 décembre de la même année, le bilan accuse une augmentation de 215.000 fr. et en 1918 de 286.000 francs. (1)

Le Budget d'une ville bombardée

Ainsi donc voilà une grande ville qui, sous le feu de l'ennemi et au milieu de péripéties incroyables, continue à « administrer » ses affaires comme en temps de paix.

Tous les services municipaux, mairie, octroi, police, etc., fonctionnent normalement, grâce au dévouement des fonctionnaires et employés non mobilisés, renforcés par des auxiliaires pleins de bonne volonté.

Outre le nettoyage de la voie publique qui n'est jamais abandonné, le service de la voirie a la mission de remettre sans cesse en bon état de viabilité les rues bouleversées par les obus et les torpilles et il arrive fréquemment que la destruction des égouts oblige à des travaux longs et délicats en raison de la nature du sol.

Dans les bâtiments municipaux bombardés, les réparations indispensables sont effectuées sans délai. Plus encore, le service procède

(1) En 1919, il y a 412 livrets nouveaux et les dépôts augmentent de 2.536.000 francs. L'augmentation sera de 1.903.000 francs en 1920.



Rue de l'Eglise. — Le "Comptoir d'Escompte" (nuit du 25/26 Juillet 1916)

à l'étaçonnage et à la clôture des propriétés effondrées sous les projectiles et ce n'est qu'exceptionnellement que l'autorité militaire fournit des tombereaux ou de la main-d'œuvre pour déblayer les rues lorsque celles-ci sont complètement obstruées par les ruines des maisons démolies.

Cependant, lors des grands bombardements de septembre-novembre 1916 il devint visible que les services municipaux n'arrivaient plus à déblayer assez rapidement les rues obstruées.

En rendant compte de cette situation critique au Gouverneur, le maire lui signale qu'un régiment de zouaves et de tirailleurs cantonné dans les environs pouvait fournir de nombreuses équipes de déblaiement et des tombereaux. Le chef de cette unité consulté déclara que pour simplifier les formalités, il n'y avait qu'à mettre en permanence un bataillon aux ordres du commandant-maire Terquem, ce qui fut fait et permit d'obtenir le déblaiement rapide de toutes les ruines.

Le Bureau d'Hygiène assure le contrôle sanitaire de la ville. Les séances de vaccination et de revaccination se déroulent comme de coutume.

L'octroi monte une garde vigilante aux portes de la ville pour le plus grand profit de la caisse municipale qui est dans une grande désolation.

Nous avons vu plus haut la tâche accomplie par les œuvres protectrices de l'enfance. Cantines scolaires et fourneaux économiques distribuent régulièrement leurs secours.

Il en est de même des œuvres d'assistance aux familles nombreuses, aux femmes en couches, aux filles-mères, aux orphelins, aux dockers en période de chômage, etc.

Le Bureau de Bienfaisance dont les ressources s'accroissent, fort heureusement parfois, des dons de généreux dunkerquois pourvoit aux besoins urgents de plusieurs centaines de familles indigentes.

La marche des différents services hospitaliers est assurée à l'hôpital de Rosendaël malgré des circonstances difficiles.

La ville assure le traitement à tous ses employés et ouvriers mobilisés.



A Malo. — Après un bombardement, ruines qui pouvaient donner l'illusion des suites d'un tremblement de terre.

En 1916, elle accorde à ceux non mobilisés dont le traitement ne dépasse pas 2.400 francs, une indemnité mensuelle. L'année suivante, ceux qui ne touchent pas plus de 4.000 francs reçoivent à leur tour des indemnités de « vie chère » et des allocations supplémentaires s'ils ont des enfants à leur charge.

Bref, — pour rappeler un mot célèbre — la vie municipale continue aussi normalement que possible et cependant de 1915 à 1918 la population a oscillé entre 40.000 et 6.000 habitants. Sur les 3.000 immeubles que la ville possède en ses murailles, 410 ont été totalement ou en grande partie détruits et 2.370 maisons ont été endommagées. Sur la totalité, il n'y en a pas plus de trois cents intactes !

Dans une semblable tourmente, que pouvait devenir le budget d'une ville ? Les dépenses restaient nécessairement sensiblement les mêmes, mais les recettes ?...

La diminution de la population entraîne *ipso facto* une dégringolade des recettes de toute nature : droits de place au marché, droits d'abattage, octroi, tout va en décroissant.

Les taxes de péage perçues au port au profit de la ville accusent de 1914 à 1918, un déficit de plus de deux millions (2.056.462 fr.)

En 1913, le bilan des finances de la Ville faisait apparaître un actif de 10.561.974 francs et un passif de 10.419.838 francs. Il se soldait donc par un excédent de plus de 142.000 francs. Celui-ci n'est plus que de 13.400 frs en 1914 et à partir de l'année suivante, le déficit, inévitable, apparaît. En 1916, les dépenses budgétaires s'élèvent à 9.708.000 francs et le déficit dépasse 1.760.000 francs.

Pour équilibrer le budget en 1917, il manque 3.352.000 francs et pour celui de 1918, 4.647.000 francs.

Jusqu'à cette époque la situation de trésorerie a permis d'acquitter les dépenses courantes, grâce à d'importantes disponibilités dont la ville disposait à la veille de la guerre (1) mais qui devaient être réservées à des buts définis.



L'Hôtel Pyl à Malo (Nuit du 11 au 12 Août 1918)

(1) Les fonds disponibles dépassaient trois millions et provenaient en grande partie d'emprunts réalisés et non encore complètement utilisés.

Dans la première séance du Conseil Municipal après l'Armistice, le 16 novembre 1918, le Maire résumait l'œuvre de l'Administration Municipale en cette phrase :

« L'administration a été régulière, l'administration s'est montrée prévoyante; tout tient dans ces deux qualificatifs. Tout, tous les services, toutes les institutions, toutes les organisations, n'ont cessé de fonctionner ».

En 1919, la ville doit restituer ces « disponibilités » aux affectations prévues, et elle se trouve à la veille d'être dans l'impossibilité absolue d'équilibrer son budget car le déficit est cette fois de plus de six millions.

En octobre 1919, l'Administration Municipale se tourne vers le Gouvernement et invoquant son titre de « Commune directement atteinte par les événements de guerre », demande une subvention destinée à assurer l'équilibre de ses finances.

Le Maire, dans un rapport bourré de chiffres impressionnants et d'arguments décisifs, démontrait que la ville avait droit à une subvention de 3.397.000 francs et quelques centimes... absolument indispensables pour permettre d'établir le budget de 1920 dans des conditions normales ».

Il obtint gain de cause près du Ministre de l'Intérieur.

Finalement, la ville bombardée liquide son déficit par : 1° une

subvention de l'Etat de 3.000.000 frs ; 2° le remboursement par l'Etat des avances faites par la ville pour réparations de dommages de guerre, soit : 407.000 francs ; 3° une avance de l'Etat de 397.000 francs ; 4° un emprunt de 240.000 francs et un grand emprunt de consolidation de 2.056.000 francs gagé sur les péages du port pour rembourser le déficit spécial des droits de tonnage.

Avec une situation financière épurée d'une façon aussi décisive, la ville enregistrait à nouveau en 1920, et pour la première fois depuis 1914, un excédent de recette à son budget.

Cette année-là, le compte administratif s'élève à la somme respectable de 20.053.000 francs et l'excédent de recette à 109.000 francs.

En 1923, l'administration municipale présentait un compte administratif de 16.780.000 francs, en économie de plus de 3.300.000 francs sur celui de l'année précédente.

Or, à la fin de l'exercice, le Conseil Municipal enregistrait que la situation financière laissait encore en caisse un excédent de 416.000 francs.

Cette fois, il n'y avait plus de doute possible, l'ère des difficultés budgétaires était close définitivement et l'Administration Municipale pouvait commencer l'étude grands travaux pour l'embellissement et le développement de la vieille cité qui venait de conquérir si vaillamment de nouveaux titres de gloire au cours de la guerre.

LE PAPIER-MONNAIE

Le 31 juillet 1914, la Banque de France mettait en circulation à Dunkerque les billets de cinq et de vingt francs, dont certains étaient en réserve depuis 1872 dans ses caves.

Les premiers billets imprimés en bleu et noir furent naturellement l'objet de la curiosité générale. Ils étaient neufs, ils semblaient beaux, ils étaient nouveaux.

Après les avoir bien examinés, les ménagères se hâtèrent d'aller les échanger contre des provisions de toutes sortes.

Le nouveau papier-monnaie du gouvernement ne tarda pas à être insuffisant. Les pièces d'or et d'argent devenaient rarissimes. Il fallut aviser.

Le 11 août 1914, la Chambre de Commerce adoptait le principe de faire imprimer quatre cent mille « coupures » de deux francs, un franc et cinquante centimes.

Après de nombreuses démarches de son président, M. Hutter, et de MM. Hovelt et Duchâteau, membres de sa commission des finances, la Chambre de Commerce obtenait en décembre 1914 l'autorisation ministérielle de procéder à l'émission, mais dès le 21 août elle avait déjà pu mettre en circulation trente mille billets de un franc provenant d'une banque d'émission de Lille (1).

L'impression des billets de la Chambre de Commerce fut confiée à l'Imprimerie Chaix à Paris.

Les premiers apparurent dans le public en novembre 1915. A la fin de l'année, il y en avait déjà pour 375.000 francs en circulation.

Les billets de deux francs étaient imprimés en rouge, ceux de un franc en bleu et ceux de cinquante centimes en vert. Ils portaient la signature de M. Hutter, président et de M. F. Bernard, trésorier de la Chambre de Commerce.

En principe, ils n'avaient cours que dans l'arrondissement mais peu à peu l'on en retrouva partout depuis Gravelines jusqu'à Marseille.

Devant cette dispersion quasi-générale la Chambre de Commerce constata que son premier tirage avait été insuffisant.

Les émissions commencèrent à se succéder. En voici la liste complète :

26 novembre	1915	187.500 francs
18 décembre	1915	187.500 —
11 février	1916	625.000 —
7 mars	1917	1.000.000 —
15 juin	1917	1.000.000 —
28 novembre	1919	1.000.000 —
16 avril	1920	500.000 —
31 août	1920	500.000 —
17 décembre	1920	1.000.000 —

Le montant de ces huit émissions s'élève à six millions. En octobre 1923 il en restait encore pour huit cent mille francs en circulation et en janvier 1925 pour 650.000 francs.

Dans les coffres de la Banque de France, place Jean-Bart, sont soigneusement conservés quelques centaines de mille francs en billets tout neufs de la dernière émission. Ils sont désormais « en réserve » pour l'avenir ou des crises économiques imprévues. Espérons qu'ils ne verront jamais la lumière du jour.

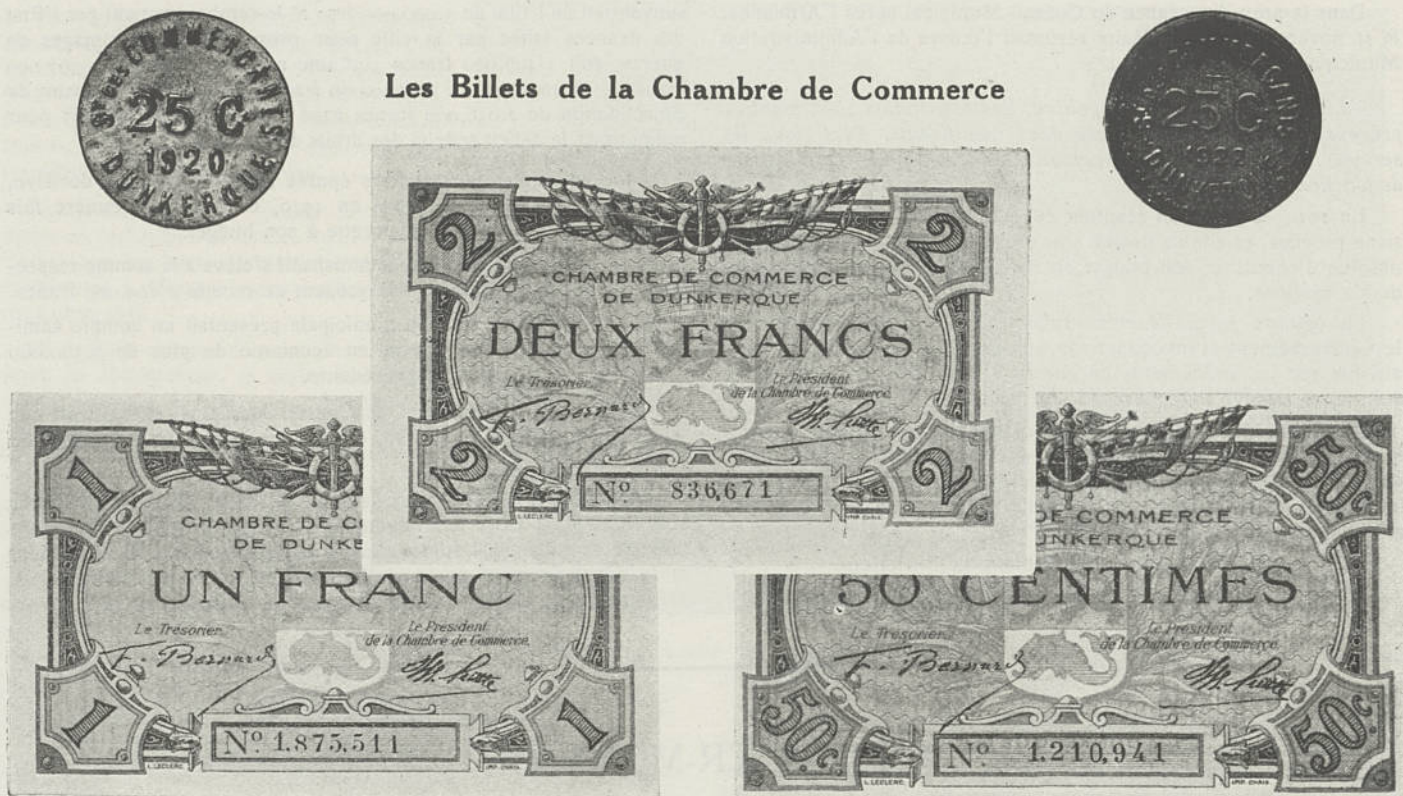
Les photos que nous reproduisons montrent avec cruauté le sort qui attendait ces jolis billets neufs que le public avait commencé par trouver charmants.

D'accord avec la Chambre de Commerce, les grandes administrations publiques et les banques décidèrent de ne plus remettre en circulation les billets qui avaient le plus souffert « des gens d'irréparables outrages ». On les échangea contre des billets neufs des nouvelles émissions.

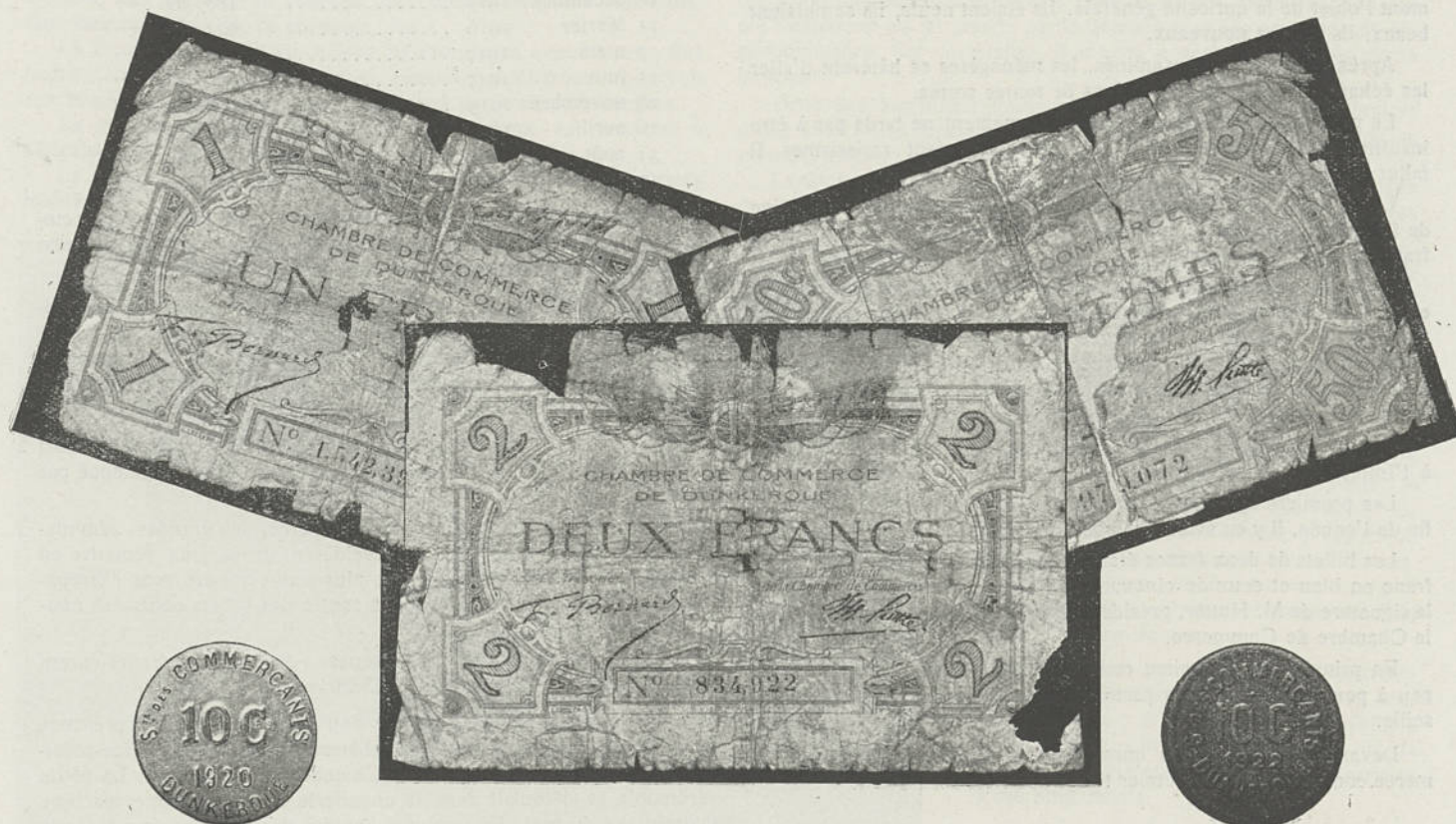
Les billets hors service, par « paquets » de cent mille francs eurent les honneurs de l'incinération purificatrice.

L'opération crématoire avait lieu généralement en présence du président Hutter, de MM. Duchâteau et F. Bernard, vice-présidents et Cappelle, trésorier de la Chambre de Commerce. La petite cérémonie se déroulait dans la chaufferie de la puissante machine hydraulique du port. En quelques rapides flambées les épaves de la circulation étaient détruites avec les milliards de microbes et de supermicrobes qu'elles abritaient.

(1) Arch. de la Sous-Préf. Lettre du 22 août 1914 du Président de la Chambre de Commerce au Sous-Préfet.



Lors de leur mise en circulation, les billets, d'un dessin très heureux, ne manquaient pas d'une certaine élégance...



...Mais après avoir circulé pendant quelques mois, ils étaient généralement en fort piteux état ainsi qu'on peut en juger par les spécimens ci-dessus

Avant de clore ce chapitre de la « monnaie de guerre » il convient de mentionner qu'en octobre 1914, lorsque Dunkerque recevait des milliers de réfugiés belges et voyait débarquer les premiers régiments britanniques, le général Bidon pour résoudre une crise aiguë du change dut prendre un arrêté quasi-illégal, afin de donner cours « légal » aux monnaies étrangères que les commerçants hésitaient à accepter.

Cet arrêté imprévu disait dans son unique article :

«... Les billets de banque belges et anglais... les monnaies d'or et d'argent anglaises, les pièces belges... auront cours jusqu'à nouvel ordre dans toute l'étendue du camp retranché de Dunkerque au même titre et dans les mêmes conditions que les billets de la Banque de France et les monnaies habituellement reçues dans les caisses publiques. »

(Signé) : BIDON.

En février 1915 le bruit se répandit que les Allemands fabriquaient de « faux billets belges ». Les caisses publiques et la poste commencèrent à refuser le papier-monnaie de Belgique et les commerçants s'empêchèrent de les imiter. L'arrêté du Gouverneur fut rapporté en ce qui concerne les billets belges en mars 1915. Quatre mois après il était complètement annulé.

Dans les premières pages de ce volume, nous avons vu que le billet de banque français de dix francs avait fait son apparition à Dunkerque au mois de mai 1916.

Les Bleck'jes

Contrairement à ce que l'on aurait pu croire, l'armistice n'avait pas apporté une amélioration dans la circulation fiduciaire. Dans les premiers mois de 1919 le commerce dunkerquois se plaignait amè-

rement du manque de monnaie de billon, les pièces de cinq, de dix et de vingt-cinq centimes — qui l'eût cru — devenaient à leur tour invisibles.

Le Syndicat des Commerçants, présidé par M. Picard, décida, tout comme les seigneurs féodaux de jadis, et à l'instar de la Chambre de Commerce, de « battre monnaie » et de frapper des « sous ».

Il y eut deux émissions. La première comprenait cent cinquante mille francs de jetons en *fer blanc* d'une valeur de 25 c., 10 c. et 5 c. La frappe en fut confiée à une usine de Boulogne. La municipalité participa aux frais de fabrication qui s'élevèrent à sept mille francs.

Les sous en fer-blanc remportèrent un vif succès de curiosité et rendirent de grands services. Les Dunkerquois les baptisèrent unanimement de « b'eck'jes » (1).

En 1920, le Syndicat des Commerçants décidait de les retirer de la circulation. *Il en manqua pour cinquante mille francs à l'appel.* Ce bénéfice inespéré entra dans la caisse du Syndicat. Il ne fallait pas songer à brûler les *bleck'jes* démonétisés. L'on trouva une solution élégante. Le comité d'émission alla faire un tour en mer à bord d'un remorqueur. Au large les jetons furent jetés en pâture aux poissons.

La deuxième émission faite en 1922 se composait également de 150.000 francs de jetons de même valeur frappés dans une usine de Dunkerque. Cette fois, ils étaient en cuivre, ce qui leur donnait une allure plus séduisante. Au moment où cet ouvrage est mis sous presse l'on annonce qu'ils cesseront d'avoir cours en mars 1925. Il est probable qu'une quantité importante d'entr'eux ne sera pas récupérée. Un certain nombre restera dans les collections des numismates, les autres perdus au cours de mille pérégrinations lointaines ne reverrons jamais les cieus dunkerquois. Nous donnons ci-contre la reproduction des jetons de 0.25 et 0.10, et ci-dessous ceux de 0.05.

(1) Mot du patois flamand signifiant « fer-blanc ».



Cavalerie Belge en route vers Dunkerque

L'ARMISTICE

Au soir du 28 septembre 1918, le bruit se répandit dans Dunkerque que l'Armée de Belgique avait le matin même commencé son offensive générale et que les Allemands reculaient entre Ypres et Dixmude.

La joie fut générale et la population attendit plus impatiemment que jamais les nouvelles du front.

Bientôt l'on apprit que la forêt d'Houthulst était tombée entre les mains des Alliés en même temps que l'emplacement fameux de la première pièce de 380 mm qui avait bombardé le camp retranché.

Désormais les nouvelles les plus retentissantes ne cessent d'arriver de toutes parts. La débâcle des armées allemandes commence, nos armées progressent en Champagne. Cambrai, Saint-Quentin vont être délivrées. La Bulgarie implore un armistice. Les Anglais sont enfin devant Lille.

Le 6 octobre, à la première heure, le *Nord Maritime* pavoise. Sur sa façade, où tant de communiqués nébuleux se sont succédés, il affiche un télégramme prestigieux, visé par la censure : « ...La Turquie, l'Autriche et l'Allemagne demandent un armistice en vue de négocier une paix générale... »

L'émotion en ville est intense. Chaque jour l'on attend l'arrivée des journaux avec une impatience fébrile.

Pendant ce temps, l'offensive se poursuit sans relâche sur tous les fronts.

En Belgique, Belges, Français et Anglais avancent vers Ostende et Bruges.

Le 15 octobre, le canon allemand de Leugenboom tire pour la dernière fois contre Dunkerque et le lendemain il tombe au pouvoir des Belges victorieux.

Le 17 octobre dans la matinée, l'on apprend que Lille vient d'être libérée : Dunkerque se pavoise de plus en plus. La Tour arbore ses pavillons des jours de fête, dans le port les navires de la base navale hissent les couleurs alliées et dans les communes environnantes, les cloches sonnent à toutes volées pour saluer cet événement important.

Deux jours après, les correspondances postales sont rétablies avec le chef-lieu du département.

Le Maire de Dunkerque se rend à Lille. Il emporte en automobile tout un chargement de biscuits, chocolats, confitures, fruits, etc., pour les malades dans les hôpitaux et les enfants des écoles.

Reçu à l'Hôtel-de-Ville par l'Administration Municipale lilloise, il remet à celle-ci un drapeau aux couleurs dunkerquoises pour

sceller, dit-il, par un geste patriotique la solidarité qui unit les deux villes (1).

Le 26 octobre, le Roi Albert, la Reine Elisabeth, accompagnés du général Degoutte, de l'amiral Ronarc'h et d'un brillant état-major, entrent solennellement dans Bruges qui, pendant quatre années, avait été l'arsenal des sous-marins d'Ostende et de Zeebrugge.

Déjà les Dunkerquois réfugiés dans les communes environnantes, à Loon-Plage, Bourbourg, Gravelines, etc., commencent à rentrer en masse.

Le 4 novembre a lieu la dernière alerte contre un avion allemand qui ne jette d'ailleurs aucune bombe.

Le 7 novembre, le bruit court que l'armistice serait signé, mais la nouvelle est prématurée.

Les heures historiques se multiplient. La Révolution gronde en Allemagne. Guillaume II abandonne son armée et s'enfuit en Hollande.

Enfin paraît l'aube du lundi 11 novembre (2), ce jour fameux qui allait être le plus beau jour de la paix.

Les journaux, le *Nord Maritime* en tête, paraissent depuis huit jours avec des titres énormes clamant la joie de la Nation.

Cette joie indicible étreint toute la population dunkerquoise qui voit s'évanouir l'effroyable cauchemar des bombardements.

Dès les premières heures du jour, tous les habitants sont dans les rues et lorsqu'arrive la nouvelle tant attendue que l'armistice a été signé à cinq heures du matin et que les hostilités prennent fin à onze heures, une émotion indescriptible s'empare de tous, l'on s'embrasse, l'on chante. Les minutes qui s'écoulent sont des minutes inoubliables.

Dunkerquois !

L'Armistice est signé et bientôt ce sera la Paix. Vous avez manifesté hier votre joie du triomphe de nos armes. La France, flambeau immortel de la civilisation, avec l'aide de ses alliés, est sortie victorieuse d'une lutte formidable.

Et dans cette lutte, vous avez glorieusement tenu le rôle que vous ont assigné les événements.

Nous vous disions le 1^{er} Août 1914 :

« Les Enfants de Jean-Bart ne feront pas mentir la tradition de leurs ancêtres, **Dunkerque se prépare à bien mériter à nouveau de la Patrie.** »

Vous avez répondu à l'appel de votre Municipalité et le Gouvernement de la République l'a reconnu par la magnifique citation qu'il vous a conférée :

" Ville héroïque sert d'exemple à toute la Nation. "

Tout ce que la Patrie a demandé, vous le lui avez donné : vos enfants, votre travail, votre énergie, votre confiance indéfectible, l'acceptation simple de toutes les restrictions, de tous les sacrifices, de tous les dangers.

Et maintenant, Dunkerquois, au travail pour la Paix :

Comme maintes fois au cours de notre histoire, nous nous sommes redressés après les désastres, avec quelle joie nous relèverons nos ruines, nous restaurerons nos forces économiques après la victoire : **et surtout soyons unis**, comme l'a dit Clemenceau.

La France le veut ! la France le veut !

Vive Dunkerque ! Vive la France !

Henri TERQUEM, Maire ;
Georges RUYSEEN, Georges DERVCKSEN, Adjoints au Maire.

12 Novembre 1918

L'Affiche de l'Armistice

(1) De retour à Dunkerque, M. Terquem écrit au maire de Lille : « ...Depuis l'occupation, Dunkerque était devenue Préfecture du Nord ; c'est une fierté pour notre ville. Capitale de la Flandre, elle a, comme Lille en 1793, subi sans broncher les injures de l'ennemi. Son rôle est aujourd'hui terminé. Nous avons estimé que le souvenir de cet événement historique devait se perpétuer et je vous ai apporté, en hommage de notre ville, un drapeau aux couleurs de Dunkerque. — (Lettre du 29 octobre 1918).

M. Delesalle, maire de Lille, répondait :

« ...Mes concitoyens ont admiré la fraternité qui existe entre les villes du Nord. Ils ont été heureux et fiers des Dunkerquois et de leur maire... Aussi Dunkerque était bien digne de remplacer Lille comme capitale des Flandres pendant l'occupation... Je vous informe que nous ferons faire un drapeau spécial aux armes de Lille pour l'offrir à votre cité... » — (Lettre du 18 novembre 1918).

(2) Le 11 novembre était le 1.561^{er} jour de la guerre.

A partir de 10 heures 30, les sirènes des bâtiments ancrés dans le port commencent à mugir et tous les bâtiments hissent leurs couleurs (1).

A ce moment, le cortège funèbre d'un soldat anglais traverse la place Jean-Bart et, devant ce cercueil recouvert du drapeau britannique, la foule devient brusquement immobile et silencieuse, les hommes se découvrent et des femmes se mettent à pleurer, en songeant que là-bas au fond de l'Ecosse ou de l'Irlande, une mère, une épouse, va apprendre la mort de celui dont le retour était attendu depuis longtemps et cela au moment même où l'horrible guerre prend fin.

A onze heures — l'heure solennelle — les cloches de la Tour et de toutes les églises se mettent en branle. C'est un vacarme d'une ampleur extraordinaire.

Dans toutes les rues flottent les drapeaux alliés. En haut du beffroi, le grand pavois et sa flamme claquent au vent, la façade de l'Hôtel-de-Ville arbore l'immense drapeau tricolore que l'on n'avait pas vu depuis la victoire de la Marne.

Les deux châteaux d'eau sont surmontés des couleurs nationales et dunkerquoises.

Au port, le travail cesse instantanément et les ouvriers se rendent en ville.

Les Chantiers de France, les usines, les filatures sont abandonnés par leur personnel qui s'en va renforcer joyeusement les manifestants.

Marins et soldats anglais, belges, américains, français, Dunkerquois et Dunkerquoises fraternisent et circulent en cortège joyeux, agitant des drapeaux. De nombreux soldats anglais arrivent en camions automobiles des camps environnants, acclamant Jean Bart, Dunkerque et la France.

Le monument aux Dunkerquois morts pour la France, situé place de la République, se couvre de fleurs et des Anglais arborent même des drapeaux sur la statue de Jean Bart.

A 1 heure de l'après-midi, le canon mêle sa voix puissante aux cris stridents des sirènes qui recommencent leur concert tonitruant tandis que les cloches s'ébranlent à nouveau.

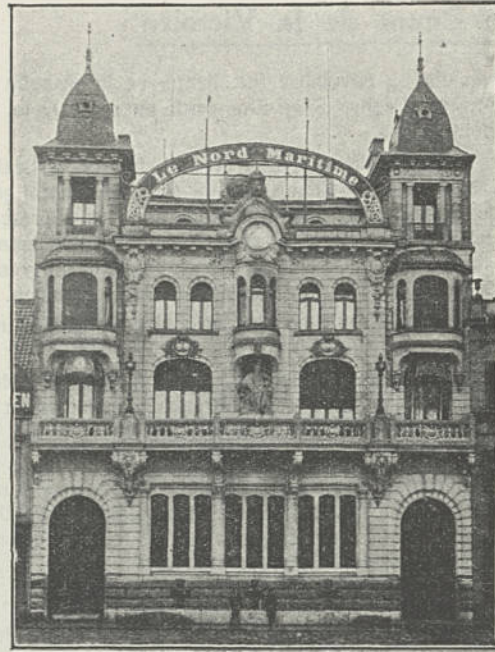
L'après-midi, une fanfare défile en ville, escortée par une foule immense et par des soldats anglais et français, poussant de formidables hurras.

Déjà le Gouverneur a annulé les arrêtés concernant l'interdiction de l'éclairage public, et pour la première fois depuis de longues années, quelques becs de gaz s'allumèrent le soir au coin des rues (2).

Le Nord Maritime s'efforça d'illuminer sa façade comme au soir

(1) Au port travaillaient de nombreuses équipes de prisonniers allemands. Devant ces démonstrations, ils comprirent que c'était l'annonce de la défaite complète de leur pays. Ils avaient sous les yeux la preuve qu'ils étaient bien vaincus et beaucoup se mirent à pleurer.

(2) Le premier soir, 27 becs de gaz purent être allumés. Le lendemain il y en eut 52 et la situation continua à s'améliorer.



La façade du journal *Le Nord Maritime*

des fêtes d'avant-guerre, des particuliers, des commerçants, tentèrent eux aussi d'illuminer, avec des moyens de fortune

Dès la chute du jour, les projecteurs du front de mer, des bâtiments de guerre, de la D. C. A., projetèrent en sarabandes dans le ciel leurs faisceaux lumineux. Le brouillard léger qui couvrait la ville semblait tomber en une pluie d'or.

Le phare lui-même se remet à tourner, et son immense pinceau lumineux reprend à nouveau paisiblement sa vaste ronde sur la rade dunkerquoise, tandis que de la ville en fête montaient de vastes rumeurs d'allégresse, faites de chants, de cris et de musiques et de danses improvisées.

Tard dans la nuit, Dunkerque s'endormit.

Le lendemain, ce fut la même joie. Toutes les Administrations, le port, les usines, les écoles continuèrent à chômer.

Les rues sont encore envahies par les promeneurs, on attend les journaux et l'on s'attroupe pour les lire au plus vite.

Des groupes se forment devant la proclamation du maire dont on a vu ci-contre la reproduction.

Le soir, de nombreuses fusées lumineuses jaillissent du haut de la Tour. Dans les rues et sur les places, la jeunesse lance des pétards. Leurs détonations restent impuissantes à effrayer les habitants qui en ont entendu bien d'autres.

Après ces journées de joie sans limite, la population dunkerquoise retourna peu à peu à ses travaux.

Le 16 novembre, le maire, se faisant l'interprète de tous les édiles, résumait devant le Conseil Municipal, au cours d'une émouvante allocution, le rôle héroïque de la ville, et il ajoutait :

« Notre joie est si profonde qu'il est à peine de mots pour l'exprimer mais ne pensons pas qu'à cette joie, ne pensons pas seulement à l'avenir glorieux qui sera la récompense du magnifique effort de notre pays; reportons, avec émotion, notre pensée sur nos morts, avec cet espoir qu'ils ne sont pas tombés pour rien et qu'ayant sacrifié leur vie pour la victoire, la victoire est venue consacrer leur sacrifice... »

Au cours de la même séance, le Conseil Municipal décidait de changer les noms d'un certain nombre de rues afin de rendre hommage aux vainqueurs (1).

(1) En vertu de cette décision, la rue de l'Eglise prit le nom de rue Clémenceau, la rue Neuve devint la rue du Président Wilson, — la rue Royale, rue du Roi Albert I^{er}, — la rue du Sud, rue du Maréchal Foch, — la rue Saint-Jean, rue du Maréchal Joffre, — la rue des Pierres, rue du Maréchal French, — la rue des Bassins, rue de l'Amiral Ronarc'h, — la rue des Arbres, rue des Poilus, — le Quai de la Visite reprit son ancien nom de Quai des Américains, et la rue Nationale se transforma en rue Léon-Gambetta.

Les rues des Vieux-Quartiers et du Magasin-à-Poudre, prirent le nom de rue du Président-Poincaré. Enfin la rue de l'Abreuvoir devint la rue du 110^e.



Flirt interallié !

Le Te Deum de la Victoire

Le dimanche 24 novembre fut chanté, en la chapelle de la rue David-d'Angers (l'église Saint-Eloi étant en ruines), le *Te Deum* de la Victoire.

Toutes les notabilités civiles et militaires y assistaient. Aux premiers rangs, dans le chœur, prirent place le général gouverneur Pauffin de Saint-Morel; l'Amiral Ronarc'h, les représentants de l'Administration Municipale et de la Chambre de Commerce, les Officiers de la base anglaise et de la base belge, et un grand nombre d'officiers, de sous-officiers et de soldats de la garnison.

Une foule considérable ne put entrer dans le sanctuaire et resta massée dans la rue.

L'église, brillamment illuminée, était superbement décorée aux couleurs alliées, la chaire et les orgues disparaissaient sous les draperies tricolores.

Et ce fut une minute émouvante lorsqu'à l'issue de la messe, M. l'abbé Chirouter, doyen de Saint-Eloi, entonna avec toute l'assistance le chant triomphal, majestueux et séculaire du *Te Deum*, que les voûtes de Saint-Eloi avaient jadis tant de fois entendues.

..

En décembre 1918, la population commença à être délivrée de toutes les servitudes résultant de l'état de siège.

Les « arrêtés de guerre » s'effondrent comme des châteaux de cartes et disparaissent sans laisser de regrets.

L'arrêté sur les lumières avait été rapporté dès le jour de l'armistice. Bientôt furent supprimés :

Les arrêtés prescrivant la fermeture des théâtres, cafés-concerts, cinémas, bals ; interdisant de battre du tambour, de sonner du clairon ou de jouer de la trompette ; relatif à l'enlèvement sur les quais du port des marchandises inflammables ; fixant les quantités maxima des matières inflammables pouvant être entreposées chez les commerçants ou les particuliers ; réglant l'usage des sirènes et autres appareils phoniques ; relatif à la fermeture des portes de la ville ; interdisant dans les débits l'usage d'instruments de musique, les exercices d'acrobatie, prestidigitation, hypnotisme ; concernant les permis de séjour, les laisser-passer, etc., etc.

Et nous avons à cœur de signaler aussi la suppression de l'arrêté interdisant l'exercice de la photographie, et même le port de tout appareil photographique dans le camp retranché. Cet arrêté datait du 27 mars 1915.

Les quelques documents photographiques reproduits dans ce volume autorisent le lecteur à penser que cet arrêté — et quelques autres — ne furent pas, fort heureusement, strictement observés par la population qui sut s'accorder d'elle-même de sages dérogations.

Le rapatriement des Prisonniers de Guerre

A peine l'armistice est-il signé que Dunkerque s'apprête à jouer un rôle important dans le rapatriement des prisonniers de guerre et des civils du Nord évacués par les Allemands dans les camps de Belgique et d'Allemagne.

Le service sanitaire de la Place organise des « Centres de triage » aux casernes Jean-Bart et Guillemot. Les arrivants, dont on examine l'identité, y reçoivent les soins les plus urgents.

Des cantonnements sont aménagés à l'Entrepôt des Tabacs, au hangar Bourdon, à l'usine Marchand, etc.

En principe, deux mille rapatriés militaires doivent débarquer chaque jour par bateaux. Le port de Dunkerque a été désigné afin d'éviter une trop longue traversée sur les mers parsemées de mines.

Le 23 novembre, les trains de Belgique commencent à ramener des prisonniers libérés : Anglais, Russes, Italiens et même Portugais, échappés de la région d'Anvers.

Entre temps, le Maire lance une proclamation aux habitants pour leur demander de réserver un accueil chaleureux et fraternel

aux rapatriés (1). Un groupe de Dunkerquois lui écrivait : « ...Les rues où nos chers prisonniers défilèrent, ne devraient être qu'un tapis immense de drapeaux alliés... »

Le 27 novembre, vers midi, le drapeau est arboré en haut du beffroi et les cloches sonnent pour annoncer le retour du premier convoi de prisonniers français.

A une heure, le vapeur *Nord* accoste face aux Chantiers de France, venant de Flessingue. Sur le quai se trouvent de nombreuses personnalités civiles et militaires et au premier rang le Maire et le Gouverneur. Sur le pont du navire l'on aperçoit un millier de prisonniers. Dès que les manœuvres d'accostage sont terminées, le Gouverneur monte à bord et prononce une brève allocution, puis le débarquement commence, tandis qu'une fanfare militaire sonne « Aux champs ».

Il y a là des artilleurs, des fantassins, des chasseurs à pied, des jeunes et des vieux à cheveux blancs. Un certain nombre de soldats possèdent encore la tenue militaire d'avant la guerre. La foule contemple avec émotion ces revenants portant encore la culotte rouge.

Les quais ont reçu une décoration spéciale et de nombreux pavillons aux couleurs nationales et dunkerquoises flottent en haut des mâts dressés par les soldats du génie.

Les rues sont également pavoisées de drapeaux.

Des centaines de familles guettent avidement les soldats au passage, dans l'espoir de retrouver un parent.

Vers le soir, un train venant de Belgique, amena environ 600 prisonniers provenant des camps de représailles.

Désormais, chaque jour de nouveaux convois arriveront par mer et par voie ferrée.

Au début de décembre 1918, Dunkerque voit arriver à l'improviste huit mille prisonniers russes que le Service de Santé de la Place héberge au camp de Rousbrughe pendant plusieurs semaines.

Un centre de triage et d'hospitalisation est organisé dans les vastes bâtiments du sanatorium de Zuydcoote, pour recueillir les rapatriés civils, vieillards, femmes et enfants, en attendant que l'on puisse les diriger vers les régions qu'ils habitaient avant la guerre.

Un lazaret avait été aménagé au camp de Ghyvelde en cas où des détachements de rapatriés eussent été atteints de maladies contagieuses : choléra, typhus, typhoïde, etc.

En janvier, plusieurs vapeurs hollandais amènent des centaines de civils embarqués à Rotterdam. Originaires du Nord et du Pas-de-Calais, ces infortunés avaient été évacués par les Allemands sur la Hollande au moment de l'avance des armées alliées. Parmi eux se trouvaient de nombreux malades et infirmes, que l'on transporta au moyen des ambulances de la Croix-Rouge, dans les cantonnements préparés pour eux. Un groupe de prisonniers allemands assuraient le déchargement des bagages.

Le centre de rapatriement de Dunkerque fonctionna d'une façon aussi parfaite que possible de novembre 1918 à mai 1919. Une note du docteur Beigneux, médecin-chef du Service de Santé de la Place, constate qu'au cours de cette période, environ sept cent mille rapatriés militaires, prisonniers français ou alliés, évacués civils, rentrèrent en France par le port et les gares de Dunkerque.

Le Ravitaillement du Nord

Après la débâcle allemande, les populations du Nord se trouvèrent libérées et il fallut songer aussitôt à les ravitailler.

Sur toute l'étendue de l'ancien front il n'existait plus ni routes, ni canaux, ni chemins de fer, ni télégraphe, ni téléphone.

(1) On y lisait notamment : « ... Vous leur ferez sentir avec quelle joie la France ouvre ses bras à ceux de ses enfants qui ont si cruellement et si injustement souffert pour elle.

» Vous irez au-devant d'eux, vous les accompagnerez le long du chemin qui les mène du bateau au lieu d'hébergement, vous tendrez la main aux enfants et leur apporterez des douceurs, vous donnerez le bras aux vieillards et aux malades, vous soulagerez les faibles qui ne peuvent porter aisément leurs paquets et par toutes vos attentions pleines de délicatesse, vous leur montrerez qu'ils sont accueillis comme des frères aimés revenus au foyer.

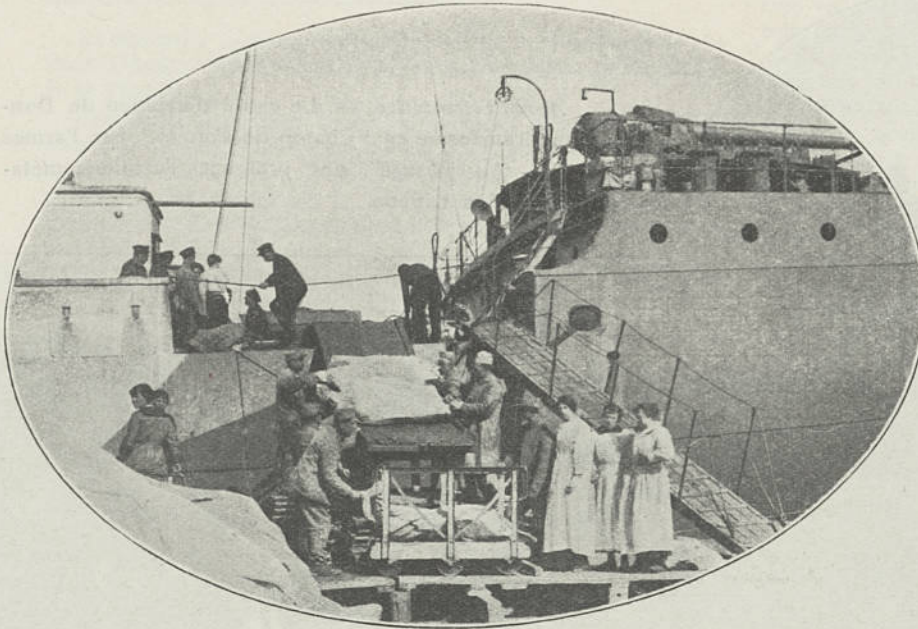
» Dunkerque prouvera une fois de plus que si son patriotisme est fait de force et d'énergie, il est fait aussi de cœur et de bonté ».



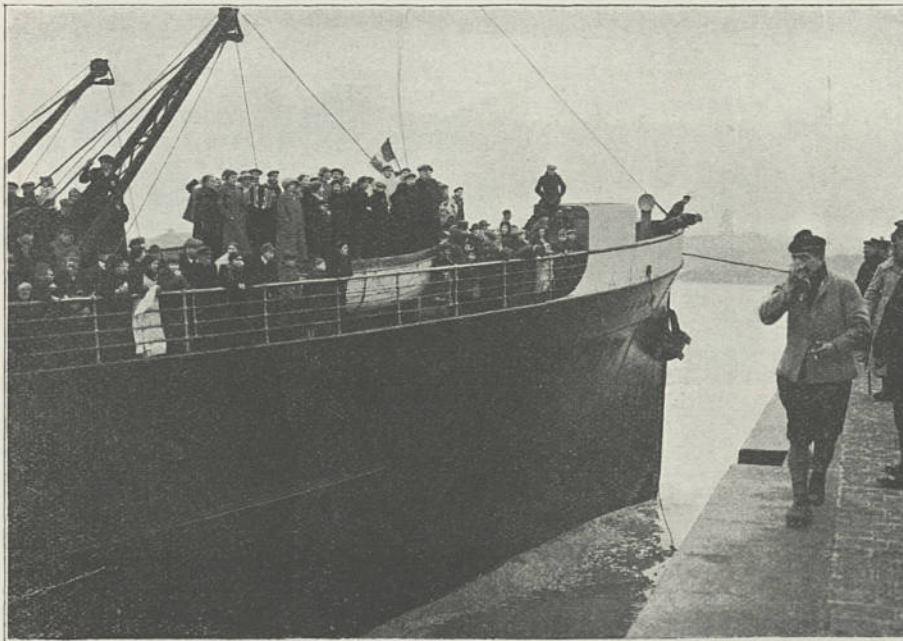
Après l'Armistice. — Le camp d'aviation de Dunkerque transformé en "Champ de Course" par l'armée anglaise. Au "pesage", une prolonge d'artillerie métamorphosée en tribune.



Au milieu : L'arrivée d'une course. — *En bas :* Le Pari-Mutuel (Tote), surmonté du drapeau dunkerquois



Le déchargement d'un navire de viande frigorifiée pour l'Armée



Les premiers rapatriés civils après l'Armistice.

Débarquement des premiers prisonniers de guerre libérés.



En toute hâte, les voies ferrées et les routes furent rétablies, pendant que s'accroissait rapidement la population rentrant dans ses foyers. Un mois après l'armistice, Lille à elle seule dépassait 200.000 habitants.

Pour assurer leur ravitaillement, deux organismes fonctionnent à Dunkerque. Le Transit Maritime, qui reçoit les marchandises amenées par les vapeurs, et la gare régulatrice qui en assure l'expédition, sur les centres de Lille, Cambrai, Valenciennes, etc., suivant les demandes et indications qui lui sont adressées par le *Comité Général du Ravitaillement des Régions Libérées*, dont le siège est à Lille. L'action de ce Comité est parallèle à celle de la célèbre *Commission for relief in Belgium*.

Dès les premiers jours de janvier, Dunkerque expédie journellement environ 600.000 kilos de denrées.

En quinze jours, Lille reçoit 700.000 kilos de sucre, 260.000 kilos de saindoux, 150.000 kilos de savon, 125.000 kilos de riz et une même quantité de lait condensé. Le ravitaillement en viande permet de distribuer en moyenne 100 grammes par jour et par habitant.

A Dunkerque, les navires venant d'Amérique et d'Angleterre, ne cessent de débarquer des cargaisons entières de pommes de terre, de farines et de conserves de toute nature.

Les navires frigorifiques débarquent des viandes congelées, venant en ligne droite de Buenos-Ayres. L'un d'eux, aux dimensions imposantes, amène en un seul voyage quarante mille quartiers de bœuf et cinq mille moutons frigorifiés.

La crise de main-d'œuvre, le manque de camions, de wagons, obligent les services expéditeurs à réaliser chaque jour des efforts incroyables pour accomplir leur tâche et assurer le départ rapide des denrées. L'on peut dire que c'est grâce au port de Dunkerque que les régions libérées ont pu être aussi rapidement ravitaillées.

LES CITATIONS DU 110^{me} RÉGIMENT D'INFANTERIE

Le 110^e Régiment d'infanterie — le célèbre régiment de Dunkerque, — avec un effectif de 58 officiers et 3.366 hommes s'était, nous l'avons vu dans les premières pages de ce volume, embarqué le sept août 1914 pour la région d'Hirson. Huit jours après, sur la Meuse, il recevait le baptême du feu.

Le 28 juin 1915, le colonel Lévi commandant le 110^e et le 8^e Régiment d'Infanterie, écrivait au Maire de Dunkerque, pour l'informer que le Président de la République avait tenu à épinglez lui-même la Croix de guerre au drapeau du 110^e.

Après avoir pris part à toutes les grandes offensives de la guerre, le 110^e se trouvait, en novembre 1918, en Lorraine et s'apprêtait à participer à une nouvelle bataille.

Le 27 novembre il entre en Allemagne, à la suite de l'armée allemande qui se replie en désordre et cantonne, non loin de Sarrelouis, la ville de Louis XIV fortifiée, comme Dunkerque, par Vauban.

Le 14 décembre, le fier régiment des Flandres, fait son entrée triomphale à Mayence. Il défile devant les généraux Fayolle, Gouraud et Mangin, puis il franchit le Rhin et va cantonner à Wiesbaden. C'est là, que le 20 décembre, le Maréchal Pétain épingle la fourragère à son drapeau qui flottait déjà à Zurich et à Hoenlinden.

Dans les premiers jours de février 1919, le 110^e rentrait, par échelon, à Dunkerque.

Le dimanche 9 mars, à neuf heures du matin, il était solennellement passé en revue, sur la place Jean-Bart, par le général d'Ambly, commandant la quatrième brigade, en présence de toutes les autorités civiles et d'un grand nombre d'officiers alliés.

Le régiment fut longuement acclamé par toute la population, massée autour de l'immense place, que domine l'altière statue de l'illustre Jean-Bart.

Au cours de ces quatre lourdes années de batailles, le régiment avait perdu 190 officiers et 2.619 sous-officiers, caporaux et soldats, morts pour la France. Le chiffre des blessés n'a pas été publié.

Voici maintenant les cinq citations qui furent successivement décernées au 110^e Régiment d'infanterie.

Lisons-les avec recueillement, en songeant, devant leur terrible éloquence, à tout ce qu'elles représentent de gloires inconnues, de souffrances obscures, de morts tragiques et de deuils inconsolables.

♦♦

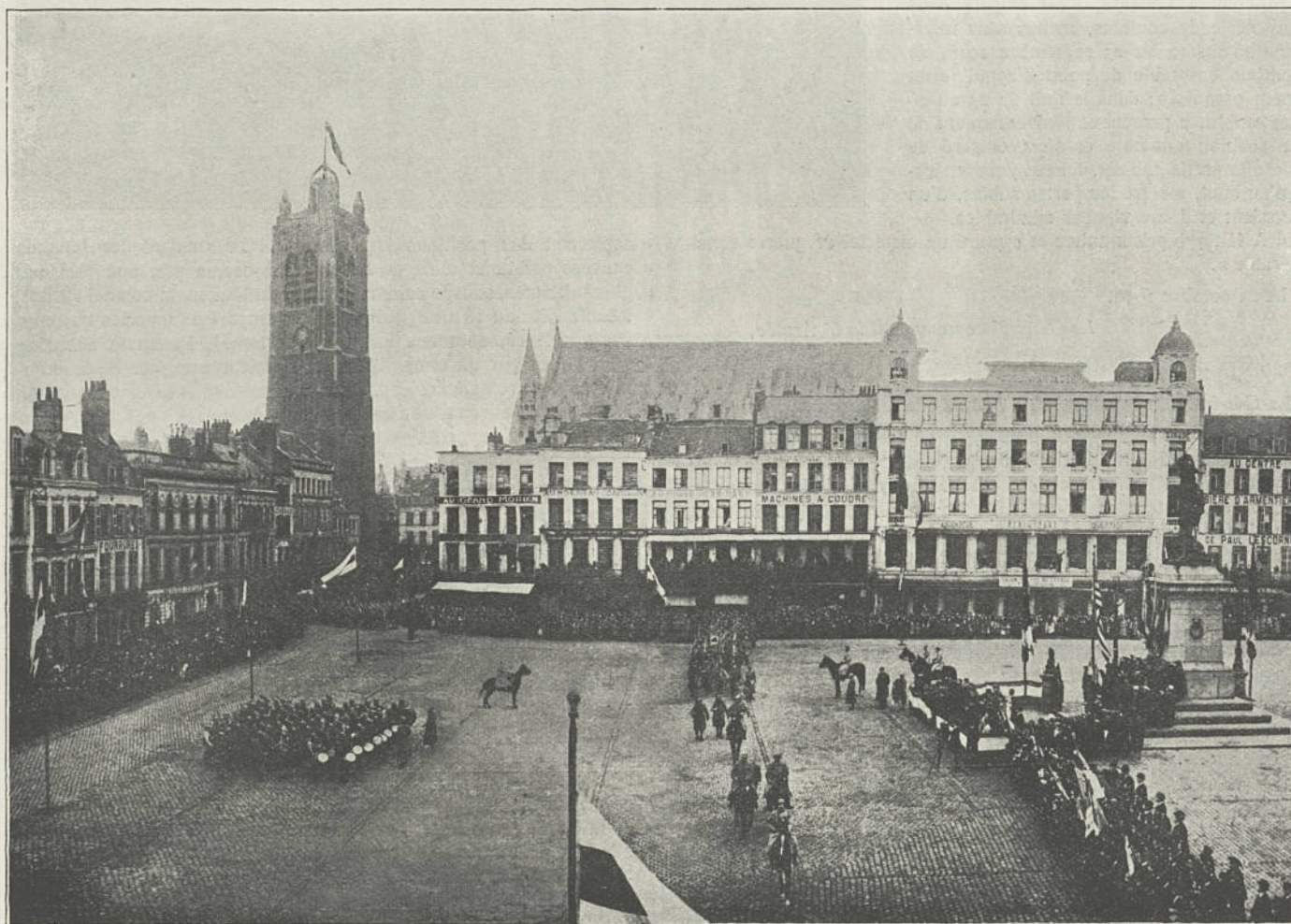
Le Général commandant la 5^e Armée cite à l'ordre de l'Armée le 110^e Régiment d'infanterie :

« Au contact de l'ennemi pendant trente jours, a constamment suivi l'impulsion de ses chefs, le colonel Lévi, commandant la Brigade, et le colonel Buffet, commandant le Régiment; s'est ainsi avancé jusqu'au pied des retranchements ennemis contre lesquels il a mené une attaque vigoureuse ».

Le 23 octobre 1914.

Le Général commandant la 5^e Armée,

Signé : FRANCHET D'ESPEREY.



La revue du 110^{me} Régiment d'Infanterie, en l'honneur de son retour à Dunkerque

Le retour du 110^{me} à Dunkerque

La foule massée devant la caserne Jean-Bart.

...Et la musique joue la *Marseillaise* au moment où le drapeau entre dans la cour de la caserne.



Le Général commandant la 6^e Armée cite à l'Ordre de l'Armée le 110^e Régiment d'infanterie :

« Le 110^e Régiment d'infanterie, sous l'ardente impulsion de son chef, le lieutenant-colonel Lehagre, s'est emparé dans une série de combats, menés sans interruption du 12 au 25 septembre 1916, de tout un ensemble de point d'appui fortement organisés ; dans la nuit du 25 au 26 septembre, a parachevé l'encercllement de la position ennemie et s'est emparé de toute la partie sud-est, faisant preuve, jusqu'au bout, malgré les pertes subies, d'un mordant et d'une vigueur admirables.

« A fait 770 prisonniers et capturé un matériel de guerre considérable ».

Le 21 octobre 1916.

Le Général commandant la 6^e Armée,

Signé : FAYOLLE.

Le Général commandant la 1^{re} Armée cite à l'ordre de l'Armée le 110^e Régiment d'infanterie :

« Régiment d'élite, fidèle à son glorieux passé, qui a participé joyeusement à l'offensive du 9 octobre 1917. Sous les ordres de son chef, le lieutenant-colonel Rollet, a établi en quelques instants, sous le feu de l'ennemi, des passages de fortune sur un ruisseau très marécageux qui le séparait de celui-ci et qui constituait un obstacle très sérieux dès sa base de départ. S'est emparé de tous ses objectifs, réduisant à la grenade de nombreux points de résistance énergiquement défendus. S'est cramponné sur le terrain conquis qu'il a rapidement organisé malgré de furieuses contre-attaques de l'ennemi. A capturé 4 officiers, 200 prisonniers, 14 mitrailleuses, 3 canons de tranchée et un nombreux matériel ».

« Le 8 décembre 1917.

Le Général commandant la 1^{re} Armée,

Signé : ANTHOINE.

Le Général commandant la 6^e Armée cite à l'ordre de l'Armée le 110^e Régiment d'infanterie :

« Régiment au brillant passé. Lancé dans la bataille défensive de fin mai 1918, a puissamment contribué à l'arrêt de l'ennemi ; n'a cessé de le harceler dans un secteur défensif très actif, lui

« reprenant des positions importantes. Puis, malgré les fatigues causées par deux mois de lutttes continues, a pris une part des plus brillantes, sous le commandement du lieutenant-colonel Paillot à l'offensive du 18 au 25 juillet ; s'est emparé de tous ses objectifs (trois villages, dont une localité importante), âprement défendus pied à pied par un ennemi tenace. A fait une avance de 21 kilomètres en profondeur, capturant 234 prisonniers, 21 canons, 60 mitrailleuses avec un très nombreux matériel ».

Le 9 septembre 1918.

Le Général commandant la 6^e Armée,

Signé : DEGOUTTE.

Le Général commandant la 10^e Armée cite à l'ordre de l'Armée le 110^e Régiment d'infanterie :

« Régiment d'élite qui vient de prouver une fois de plus son ardeur offensive, son endurance et sa vigoureuse ténacité. Sous le commandement du lieutenant-colonel Paillot, du 20 au 31 août 1918 a pris part à la bataille ; s'est élancé à l'attaque de positions redoutables, les a enlevées, refoulant l'ennemi à 12 kilomètres, capturant à lui seul plus de 800 prisonniers, 11 canons, 130 mitrailleuses, et malgré les fatigues accablantes, après quatre jours de combats acharnés, a brisé net les attaques de la première Division de la Garde prussienne, que l'ennemi avait été contraint d'amener à la hâte pour enrayer la marche victorieuse de la 2^e Division ».

Le 9 décembre 1918.

Le Général commandant la 10^e Armée,

Signé : MANGIN.

Les Citations et Décorations de la ville de Dunkerque

Le décret de la Convention Nationale

Dans ce chapitre consacré aux citations glorieuses dont la ville a été l'objet, au cours de la guerre 1914-1918, nous avons cru qu'il était juste d'évoquer le décret historique par lequel la Convention Nationale reconnaissait que Dunkerque avait bien mérité de la Patrie (1) au cours des événements militaires que l'on connaît.

**

Le 22 août 1793, l'armée des coalisés, forte d'environ 42.000 hommes, sous les ordres du duc d'York, s'était présentée devant Dunkerque et Bergues, dans l'espoir d'y entrer sans coup férir.

A l'annonce de la marche de l'armée ennemie le Conseil de guerre de la ville fait ouvrir les écluses, pour tendre les inondations, et en quelques jours l'eau monte de seize pieds au-dessus du radier de l'écluse de Bergues.

Le 23, le duc d'York dont les troupes commencent à cerner la ville, adresse au Général et à la Municipalité une sommation d'avoir à capituler dans les vingt-quatre heures.

Au reçu de cet ultimatum la Municipalité, sur l'initiative du maire, Emmery, décide la résistance à outrance. Le général qui commande les troupes de la garnison répond : «... J'ai reçu votre sommation de rendre une ville importante, j'y répondrai en vous assurant que je saurai la défendre avec les braves républicains que j'ai l'honneur de commander. »

Le lendemain, York continue son offensive. Ses troupes s'emparent de Rosendaël où l'on se bat de maison en maison.

Devant la gravité des événements la Municipalité se déclare en permanence et ses membres s'engagent « à ne pas quitter leur écharpe tant que la ville sera en danger ».

Le maire, Jean-Marie-Joseph Emmery, imbu des idées nouvelles, est un des plus notables armateurs de la ville. Il est alors âgé de 38 ans. C'est un patriote éprouvé qui a été chargé d'organiser la Garde Nationale dont il devint colonel.

Nommé maire en 1792, — et il le restera jusqu'en 1805, — il s'oppose, au risque de passer pour suspect, à l'enlèvement des grains et grâce à ce refus, la ville approvisionnée peut résister au duc d'York sans connaître les affres de la famine.

Nous avons donné au cours de ce volume quelques-unes de ses proclamations à la population de Dunkerque. Leur texte est à rapprocher des proclamations du Maire de la guerre de 1914-1918. Elles sont, à cent vingt ans de distance, empreinte du même souffle de patriotisme (2).

(1) On sait que Louis XIV en 1671 pour perpétuer le souvenir des travaux considérables exécutés pour fortifier Dunkerque et la rendre imprenable, avait fait frapper une médaille dont la reproduction existe dans le bel ouvrage de M. Durin.

Le revers de cette médaille représentait la ville personnifiée par une femme couronnée de tours, ayant à côté d'elle une proue de vaisseau et tenant d'une main une ancre et de l'autre un gouvernail. En exergue, on lisait notamment : « *Fretii Gallici decus et securitas. L'Honneur et la Sécurité de la France* ».

(2) Le 26 novembre 1803, le premier Consul nommait Emmery chevalier de la Légion d'honneur, il était depuis l'année précédente, membre du Conseil Général du Commerce près du ministre de l'Intérieur.

Il reçut la Croix de la Légion d'Honneur des mains même de l'Empereur, le 16 août 1804 à Boulogne, en présence des 150.000 hommes formant le corps expéditionnaire d'Angleterre. Napoléon remit ce jour-là, à un millier de héros, vétérans des guerres de la Révolution et de l'Empire, l'insigne du nouvel ordre de chevalerie. Douze civils seulement, Emmery, maire de Dunkerque, était du nombre, furent décorés au cours de cette prise d'armes, qui se déroula sous les yeux de la Flotte anglaise bloquant la Flottille dans la rade de Boulogne.

L'illustre maire révolutionnaire fut donc le premier dunkerquois et le premier maire de France décoré de la Légion d'Honneur.

Le portrait d'Emmery, que l'on trouvera plus loin, est la reproduction inédite du tableau exécuté par Ruyl en 1789. Il se trouve au Musée de la Ville et figure au catalogue avec cette mention au moins curieuse : « Offert par l'auteur à la Loge... l'Amitié et la Fraternité de Dunkerque, en témoignage de reconnaissance ». Le dit catalogue n'indique pas dans quelles circonstances le portrait devint la propriété de la Ville. Emmery qui, en 1806, avait été député par Dunkerque à l'Assemblée législative, mourut le 11 février en 1825, à l'âge de 71 ans.

Le 6 septembre, l'armée du général Houchard attaque l'armée du duc d'York et c'est la victoire d'Hondschoote qui délivre Dunkerque.

Le 17 septembre, la Convention Nationale, présidée par Billaud-Varenne ratifiait le décret suivant, sur la proposition de Barère de Vieuzac, membre du Comité de Salut Public :

« La Convention Nationale, après avoir entendu son Comité de Salut Public sur les journées mémorables qui ont délivré Bergues et Dunkerque des attaques des tyrans coalisés, décrète :

« Art. I^{er}. — L'armée du Nord a bien mérité de la Patrie.

« Art. II. — Il sera écrit par le Président de la Convention Nationale une lettre de satisfaction aux citoyens de Bergues et de Dunkerque, à l'armée du Nord, aux généraux Jourdan et Collaud qui ont été grièvement blessés après avoir contribué à la victoire, au soldat qui, après avoir eu un bras emporté par un boulet de canon, s'est écrié : « J'en ai encore un pour la République » ainsi qu'au volontaire national — un dunkerquois — qui a emporté un drapeau défendu par douze esclaves des tyrans.

« Art. III. — Les représentants du peuple près les armées sont chargés de recueillir et de transmettre à la Convention Nationale les traits de bravoure et les actions héroïques des défenseurs de la République. »

Dès le 11 septembre, la Municipalité avait envoyé à la Convention copie d'une éloquente attestation civique que le général Ferrand, quittant Dunkerque, après la fuite de l'ennemi, avait décerné, à la Garde Nationale dunkerquoise, et dans laquelle, avec le style ampoulé de l'époque, il rendait hommage à la vaillance des citoyens de Dunkerque :

« *Ni le danger, ni les fatigues n'ont pu les rebuter de se porter aux remparts*, disait-il.

« *Une pareille conduite ne peut être puisée que dans un ardent attachement à la République. Le calme et le bon ordre qui ont régné dans la place sont tout à la fois l'éloge des habitants en général et de l'Administration civile qui les gouverne et qui a mérité à si juste titre leur confiance...* »

Les membres du comité de Salut Public, chargés de la correspondance, répondirent le 30 septembre par la lettre dont nous publions la photographie en hors-texte. C'est la première fois que ce document important pour l'histoire locale est reproduit en fac-similé. Il convient de remarquer que la phrase historique « *Et elle a décrété que cette cité a bien mérité de la Patrie* » n'est pas de la même écriture que le reste de la lettre.

C'est le président de la Convention Nationale lui-même, qui l'a ajoutée de sa propre main. La comparaison entre le paraphe de Billaud-Varenne et ladite phrase ne laisse aucun doute à ce sujet. C'est lui également qui a daté la pièce du 30 (septembre). Cependant pour les sceptiques qui seraient tentés de croire que la mention est apocryphe, j'ai cru devoir en vérifier l'authenticité. Elle est indiscutable. L'une des preuves existe à Dunkerque « au registre des arrêtés du Conseil Général de la Commune » pour la période du 29 novembre 1792 au 1^{er} ventôse an II de la République.

Le 7 octobre de l'an II le Conseil Général de la Commune assemblé en séance publique, inscrivait à son registre la lettre de la Convention. La phrase ajoutée par Billaud-Varenne y figure à sa place sans rature ni surcharge. La copie du document est immédiatement suivie de celle *in extenso* du décret de la Convention.

Détail amusant, dans sa délibération la Municipalité décida de faire observer au Comité de Salut Public qu'elle n'avait pas encore reçu la lettre du Président de la Convention. La Municipalité dunkerquoise ne s'était pas aperçue que cette lettre était celle signée de Carnot, de Collot-d'Herbois et de Billaud-Varenne qu'elle venait de faire transcrire solennellement sur son registre des arrêtés municipaux.

22.

siège No. 84. Paris le 30. Septembre 1793.

L'an 2 de la République Française.

Les Représentans du peuple, Membres
du Comité de Salut public.

Qui Procureur de la Commune de
la ville de Dunkerque.

Nous avons reçu, Citoyen, votre Lettre du 11 du
Courant et les divers récépissaires de l'attestation
donnée par le général Ferrand à la Ville de
Dunkerque; la Convention Nationale n'a point
attendu cette nouvelle preuve du Civisme de vos
concitoyens pour leur témoigner sa satisfaction;
par son décret du 17 de ce mois, elle a chargé
son Président d'écrire à la Ville de Dunkerque
pour la féliciter sur le courage et le Civisme
qu'elle vient de manifester d'une manière si
Energique, et elle a décrété que cette cité a bien
mérité de la Patrie.

Les Membres du Comité de Salut
public, chargés de la correspondance.

Carnot Collot-Dherbain Billaut-Vareuse

Dunkerque est citée à l'Ordre de l'Armée

A la suite des rudes bombardements de septembre 1917, les maires de Dunkerque et des communes suburbaines résolurent, en principe, de se réunir le dimanche matin pour discuter les questions d'intérêt général (1). Devant l'émotion qui s'était emparée de la population (2) ce groupement décida d'envoyer près du Gouvernement une délégation chargée de remettre au président du Conseil, M. Painlevé, une vigoureuse protestation pour réclamer le renforcement de la D. C. A. de la région dunkerquoise, et M. Hutter, président de la Chambre de Commerce, fut sollicité de donner sa collaboration et son appui à ces justes doléances.

De son côté, M. Trystram, sénateur, multipliait les démarches près de M. Painlevé pour que celui-ci se rendit à Dunkerque lors d'un voyage qu'il devait faire à Londres.

Le 9 octobre, le président du Conseil retardé à Boulogne dans son départ pour l'Angleterre, par suite des mines que l'on venait de découvrir en rade, décida brusquement de venir jusque Dunkerque se rendre compte sur place des conséquences des bombardements.

Il arriva le matin, vers dix heures, par train spécial, accompagné de deux ministres, MM. Loucheur et Franklin-Bouillon, et du général Foch. Un coup de téléphone prévint quelques instants avant l'arrivée du train le Gouverneur et le Maire de la décision prise par le Chef du Gouvernement.

Le Président du Conseil se rendit immédiatement à l'Hôtel de Ville où le maire, tant en son nom qu'au nom du président de la Chambre de Commerce et des maires de Malo, Rosendaël, Coudekerque-Branche, Petite-Synthe et Saint-Pol, lui donna lecture du document ne comprenant pas moins de sept pages, non encore signé, que la délégation aurait dû lui remettre à Paris.

On y lisait :

«... Aucune ville des pays actuellement en guerre ne possède une situation aussi dangereuse que Dunkerque. Placée à trente kilomètres du front, elle est sous le feu des canons à longue portée de l'ennemi ; les avions la survolent en quelques instants, arrivant soit par terre soit plutôt par mer, ils peuvent se livrer à leurs attaques et s'enfuir sans que leur arrivée ait pu être signalée, elle est en outre exposée aux attaques des navires ennemis.

« En dépit des bombardements la vie économique de Dunkerque et de sa région a été maintenue dans des conditions remarquables.

« Les bombardements de septembre 1917, par leur violence, leur fréquence et les résultats obtenus ont complètement changé l'aspect des choses. L'exode se fait de jour en jour, sans hâte, sans panique, mais irrésistiblement... La ville se vide, plus encore que les communes voisines... les magasins se ferment... On manquait déjà de main-d'œuvre au port, la pénurie se fera sentir plus durement encore... La défense aérienne de Dunkerque est de beaucoup inférieure à ce qu'ont fait les Allemands pour la défense aérienne d'Ostende et nous sommes obligés de conclure que les moyens mis entre les mains des autorités chargées de notre défense sont nettement insuffisants ».

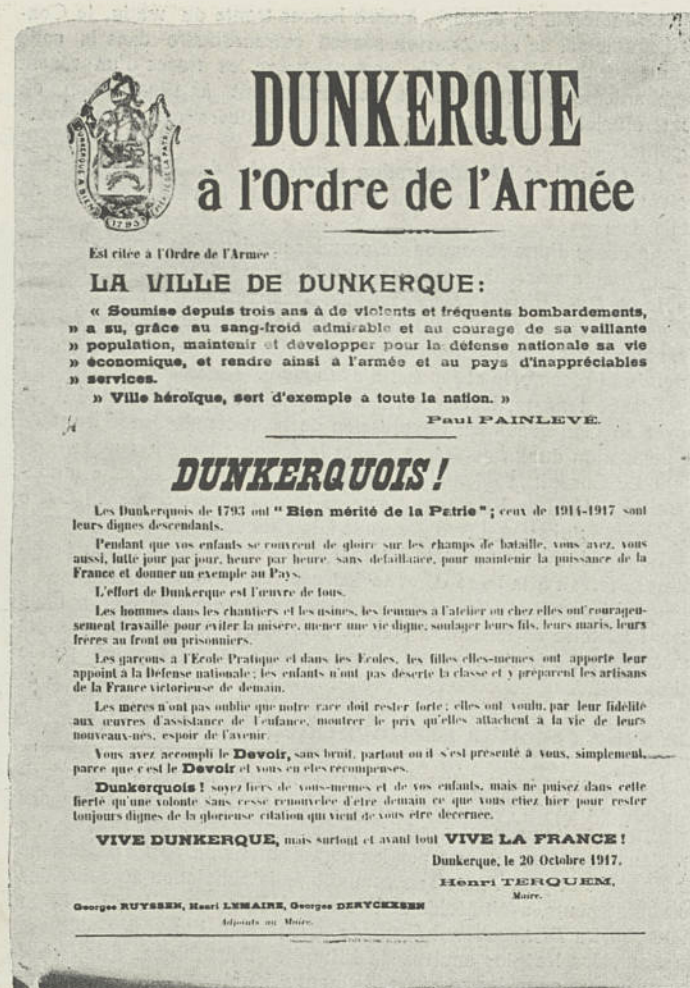
Puis dans un langage profondément émouvant, M. Terquem traça un tableau saisissant de ce qu'avait voulu faire Dunkerque pour apporter son tribut de travail et d'effort à la Défense Nationale. Il montra ensuite la violence des bombardements menaçant de ruiner toute la région dunkerquoise en dépit de la ténacité et du courage de ses habitants.

«... Vous conviendrez, Monsieur le Président, dit-il en terminant, que le cœur d'un maire doit saigner profondément quand il doit vous faire un pareil tableau de l'écroulement de ses rêves.

« Alors que depuis trois ans nous avons « tenu », que nous pensions tenir jusqu'à la fin, notre œuvre aujourd'hui semble nous glis-

(1) Le Groupement des maires avait notamment pour but de rechercher les moyens pratiques à employer pour la sauvegarde des habitants pendant la guerre. Il était présidé par M. Marquis, maire de Saint-Pol et se composait de MM. Terquem (Dunkerque), Coquelle (Rosendaël), Castelain, adjoint (Malo), Fontaine (Coudekerque-Branche) et Ardaens (Petite-Synthe).

(2) Du 3 au 29 septembre l'on avait enregistré quinze bombardements dont trois par canon. Neuf cents projectiles avaient causé des ravages épouvantables dans toute la ville, sur le port et dans les communes environnantes. Enfin il y avait eu 129 morts et 186 blessés.



ser entre les mains, nous subissons maintenant la volonté de l'ennemi et nous en ressentons comme l'impression d'une défaite... »

L'émotion qui étreignait le Maire au récit des souffrances supportées par ses concitoyens se communiqua aux assistants de cette scène dramatique. M. Painlevé avait les larmes aux yeux, — dira plus tard le Général Gouverneur — lorsqu'il répondit à M. Terquem en l'assurant que la population dunkerquoise avait fait l'admiration de la France entière et que l'impossible serait fait pour augmenter ses moyens de protection.

« La date de ma visite à Dunkerque doit être une date historique », déclara le chef du Gouvernement, et il ajouta qu'il citait Dunkerque à l'ordre de l'armée pour sa belle attitude au cours de la guerre (1).

Le premier magistrat de la ville remercia le Président du Conseil de l'honneur insigne qu'il venait de faire à Dunkerque et qui montrait que ses habitants étaient les dignes héritiers de leurs ancêtres du siège de 1793.

Le 19 octobre le *Journal Officiel* publiait la citation suivante :

« Est citée à l'Ordre de l'Armée :

« La ville de Dunkerque, soumise depuis trois ans à de violents et fréquents bombardements a su, grâce au sang-froid admirable et au courage de sa vaillante population, maintenir et développer pour la Défense Nationale sa vie économique, et rendre ainsi à l'Armée et au Pays d'inappréciables services.

« Ville héroïque, sert d'exemple à toute la nation. »

(Signé) : Paul PAINLEVÉ.

Quelques heures après le Président du Conseil quittait Dunkerque pour Londres (2).

(1) A cette date aucune ville n'avait encore été l'objet d'une semblable distinction.

(2) Pour le récit de sa visite, voir le chapitre de l'organisation de la D. C. A.

Le mercredi 23 octobre, à onze heures trente du matin, le Conseil municipal se réunissait en séance extraordinaire dans la salle d'honneur de l'Hôtel de Ville, portant encore les traces d'un récent bombardement, et procédait solennellement à l'inscription du texte officiel de la citation au registre des délibérations de la Municipalité.

Le Conseil et l'Administration municipale de Dunkerque pouvaient l'inscrire avec fierté au Livre d'Or de la ville à la suite de celle de 1793.

Au cours d'une allocution, le premier magistrat de la ville disait :

« Nous avons subi trois ans d'une guerre atroce, nous l'avons subie en Dunkerquois et en Français. Jurons-nous ici d'être dignes de notre passé de toujours et d'hier. Jurons-nous de ne nous laisser ébranler par aucun événement, jurons-nous de rester pour la nation la cité qui reconforte et lui sert d'exemple ».

Séance tenante, le Conseil municipal décida à l'unanimité d'envoyer au Gouvernement l'expression de la reconnaissance de toute la population dunkerquoise et adopta la délibération suivante :

« Le Conseil Municipal de Dunkerque réuni dans la salle d'honneur de l'Hôtel de Ville prend acte de la glorieuse citation à l'Ordre de l'Armée qui vient d'être décernée à la ville de Dunkerque ».

Le Nord Maritime, fidèle interprète des sentiments de la population, écrivait à la suite de cette journée mémorable :

« Le Conseil Municipal élu en 1912 a désormais sa place fixée dans l'Histoire de la Cité, à côté de celui de 1793 et à son mandat restera attaché le souvenir de la glorieuse citation méritée par la ville... »

La ville reçoit la Distinguished Services Cross

Dans les premiers jours de mars 1919, les Dunkerquois apprirent que le Roi d'Angleterre, en témoignage de reconnaissance des brillants services rendus par la ville de Dunkerque à ses troupes, du précieux concours apporté par les organisations du port à la Marine Britannique et pour l'héroïque conduite de la population au cours des bombardements, avait décidé de décerner à Dunkerque la « Croix de Mérite ». La *Distinguished Services Cross* est l'une des décorations navales les plus enviées de l'Empire Britannique. Elle n'est accordée que pour des services distingués doublés de bravoure personnelle en face de l'ennemi.

Dunkerque fut la seule ville française honorée de cette distinction.

La population se montra légitimement fière de la décision du Roi George V.

Ce fut l'amiral Keyes, le héros d'Ostende et de Zeebrugge, qui fut chargé de remettre la décoration.

La cérémonie se déroula le 18 mars 1919 sur la place Jean-Bart. La ville entière était pavoisée. Au sommet de la Tour flottait le grand pavois. La statue de l'immortel corsaire était encadrée de drapeaux aux couleurs anglo-françaises et du pavillon dunkerquois.

Une foule considérable se pressait derrière le service d'ordre, assuré par la police et la troupe.

L'amiral arrivé de Londres à bord d'un rapide destroyer, se rendit à onze heures sur la place Jean-Bart où se trouvaient rassemblées les troupes de la garnison, bataillons du 110^e, marins de la Défense mobile et détachements de l'Armée et de la Marine britanniques. Autour d'une enceinte réservée aux notabilités civiles et militaires étaient groupées les délégations des écoles avec leurs drapeaux.

Après que la musique eut exécuté la Marseillaise et le *God save the King*, l'amiral Keyes en grand uniforme, la poitrine constellée de décorations, prononça une brève allocution.

« Le personnel de la Marine britannique, qui a eu le privilège de vivre et d'avoir sa base à Dunkerque, se souviendra toujours du courage merveilleux déployé par ses habitants, continuellement menacés par le canon et les attaques aériennes.

« ...C'est avec une satisfaction réelle, dit-il, que je vous remets, Monsieur le Maire, au nom de Sa Majesté le Roi George V, cette décoration maritime avec l'assurance que le nom de Dunkerque sera toujours dans toute la Marine britannique synonyme de valeur... »

Tambours et clairons ouvrirent alors le ban. Aussitôt, au pied même de la statue de Jean-Bart, l'envoyé du Roi épingla la croix anglaise, ornée d'un ruban bleu et blanc, à côté de la croix de

Dunkerquois,

Un nouvel et grand honneur vous est fait :

S. M. Le Roi d'Angleterre
vient de décerner à la Ville de
Dunkerque la D. S. C. (Croix de
Mérite).

Par une délicate attention, dans notre Ville Maritime, pépinière de grands marins, il délègue l'Amiral KEYES, le vainqueur d'Ostende et de Zeebrugge, pour remettre cette décoration.

Vous viendrez demain Mardi,
sur la Place Jean-Bart, à onze
heures, assister à cette Cérémonie,
et acclamer les glorieuses
troupes Françaises et Alliées
qui rendront les honneurs à la
Ville de Dunkerque.

Dunkerque, le 17 Mars 1919.

Henri TERQUEM, Maire.

Georges RUYSSSEN, Georges DERYCKXSEN, Adjoints au Maire.

guerre française, sur le coussin aux armes de la ville que, devant les troupes, lui présentait le maire de Dunkerque, entouré de MM. Deryckxen et Fesquet, représentant l'Administration municipale.

En quelques phrases émues le premier magistrat de la cité remercia au nom de la ville et pria l'amiral Keyes de « vouloir bien transmettre à S. M. le Roi George V les remerciements de la population ».

« Vous avez voulu vous souvenir, lui dit-il, que plusieurs fois la cité avait reçu des témoignages de sa valeur. Il lui manquait un fleuron, vous le lui avez apporté aujourd'hui.

« Nous sommes particulièrement sensibles à cette manifestation de la part de nos héroïques adversaires de jadis, nos fidèles amis d'aujourd'hui... »

Le brevet envoyé par le Roi d'Angleterre est ainsi conçu :

GEORGE R. I.

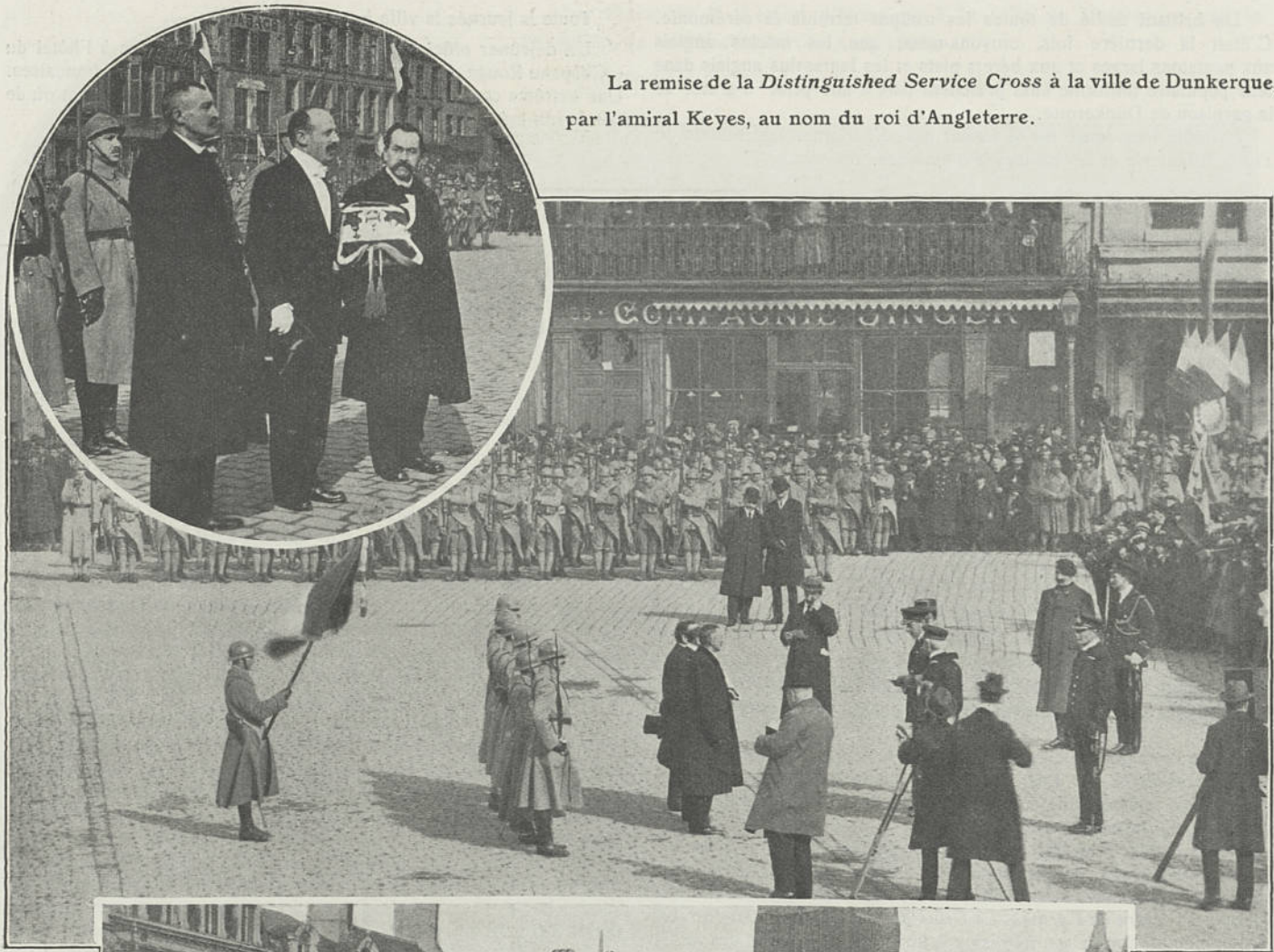
GEORGE V, par la Grâce de Dieu, Roi des Etats de Grande-Bretagne et d'Irlande et des Colonies anglaises au-delà des mers, Défenseur de la Foi, aux Citoyens de la Ville de Dunkerque, salut ;

Sur le rapport de notre Lord Commissaire de l'Amirauté, conférons notre décoration de la « *Distinguished Service Cross* », à la Ville de Dunkerque, afin de lui marquer notre reconnaissance des services distingués rendus aux forces navales britanniques par ses habitants et pour l'esprit de bravoure et la force d'âme avec lesquels ils ont supporté les souffrances infligées par les attaques ennemies auxquelles ils étaient exposés.

Nous accordons par les présentes à ladite ville notre décoration de la « *Distinguished Service Cross* » avec les prérogatives y attachées.

Donné, à notre Cour, à Saint-James, sous notre signature, ce 22 Novembre 1922, dans la treizième année de notre règne.

La remise de la *Distinguished Service Cross* à la ville de Dunkerque, par l'amiral Keyes, au nom du roi d'Angleterre.



Dans le médaillon : Le coussin aux armes de la Ville présenté par M. TERQUEM, maire entouré de MM. DERYCKXSEM et FESQUET, adjoints au maire
 Au milieu : L'amiral KEYES prononçant son discours. — En bas : Les troupes anglo-françaises rendant les honneurs

Un brillant défilé de toutes les troupes termina la cérémonie. C'était la dernière fois, croyons-nous, que les marins anglais aux pantalons larges et aux bérets plats et les fantassins anglais dans leur populaire uniforme kaki prenaient part à une prise d'armes de la garnison de Dunkerque.

La foule très dense ne se lassait pas d'acclamer les soldats du 110^e d'infanterie et les troupes britanniques.

Toute la journée la ville fut en fête.

Un déjeuner officiel offert par la ville avait réuni à l'hôtel du « Chapeau Rouge » les autorités civiles et militaires anglo-françaises. Une extrême cordialité ne cessa de régner au cours du banquet où de nombreux toasts furent échangés.

Le Gouvernement de la République décerne la Croix de la Légion d'Honneur à la Ville de Dunkerque

Le 28 juin 1919, le Maire de Dunkerque écrivait à M. Georges Clémenceau, président du Conseil et ministre de la guerre, une lettre dans laquelle il demandait pour la ville la Croix de la Légion d'honneur.

« Le Gouvernement de la République, disait-il, voudra sans doute, après les bons Français qui se sont sacrifiés pour le salut de la Patrie, récompenser aussi quelques-unes des villes qui ont le plus stoïquement souffert en travaillant pour elle.

« La nôtre est de celles-ci et le Maire de Dunkerque trahirait son devoir vis-à-vis d'elle et vis-à-vis de ses concitoyens s'il ne venait vous demander, en suprême récompense de son courage, la Croix de la Légion d'honneur pour ses armes... »

La grande cité industrielle et maritime du Nord de la France avait en effet tous les titres nécessaires pour obtenir cette suprême distinction.

Avant cette guerre elle avait déjà la glorieuse histoire que l'on connaît : assiégée six fois, bombardée quatorze, pillée ou incendiée à trois reprises, elle s'enorgueillissait de cette pléiade de hardis marins qui illustrèrent pendant plus de deux siècles notre histoire maritime et dont Jean-Bart est resté le type légendaire.

« ...Dunkerque, disait encore le maire, est la seule ville de France à s'honorer à la fois d'un décret de la Convention et d'une citation à l'Ordre de l'Armée. La Croix de la Légion d'honneur sera la commémoration de son héroïsme à travers les âges... »

Cette légitime requête ne devait pas tarder à aboutir.

Le 9 août, le président du Conseil et M. Pams, ministre de l'Intérieur, demandèrent au Président de la République « l'attribution de la Croix de la Légion d'honneur à la ville de Dunkerque pour récompenser la conduite admirable de ses habitants au cours de la guerre ».

Le jour même, le Président de la République signait le décret suivant :

« ... La Croix de Chevalier de la Légion d'honneur est conférée à la ville de Dunkerque pour le motif suivant :

« Soumise pendant quatre ans à de violents et fréquents bombardements a su, grâce au sang-froid admirable et au courage de sa vaillante population maintenir et développer pour la défense nationale sa vie économique et rendre ainsi à l'armée et au pays d'inappréciables services.

« Ville héroïque qui a servi d'exemple à toute la nation... »

Le dimanche 10 août, M. Poincaré, président de la République, accompagné d'une suite nombreuse (1) arrive par train spécial à Dunkerque, à deux heures de l'après-midi pour remettre solennellement la Croix de la Légion d'honneur à la ville.

Il est reçu sur le quai de la gare par l'Administration Municipale, M. Terquem, maire, MM. Ruysen, Deryckssen et Lemaire adjoints, entourés de M. Leygues, ministre de la Marine, de l'amiral Ronarc'h, de MM. Défosse, député, Hutter, président de la Chambre de Commerce, de Lavenay, sous-préfet de l'arrondissement, etc.

Les honneurs militaires sont rendus par le 110^e régiment d'infan-

terie. Le canon qui tonne tout près fait vibrer les vitres de la gare pendant que retentit la *Marseillaise*.

Sur le parcours que doit suivre le cortège officiel, la troupe forme la haie et une foule énorme accourue de toute la région, se presse pour acclamer le Chef de l'Etat.

Un soleil splendide illumine d'une façon radieuse la ville entière. Toutes les maisons sont pavées aux couleurs nationales et alliées. Dans toutes les rues flottent au vent d'innombrables drapeaux.

Au milieu d'ovations frénétiques le Président monte dans la voiture présidentielle en compagnie de MM. Leygues et Terquem puis le cortège, qui comprend une vingtaine d'automobiles, gagne la place Jean-Bart par l'avenue Thiers, la rue de l'Ecluse de Bergues, la rue de Paris, la rue Albert I^{er}, la place de la République et la rue Alexandre III.

M. Poincaré descend au pied de la statue de Jean-Bart. Les cloches sonnent à toutes volées dans le vieux beffroi. De la foule massée autour de la place, aux fenêtres, sur les balcons et jusque sur les toits des maisons, monte une immense clameur enthousiaste et c'est au milieu d'une formidable acclamation couvrant le bruit des musiques militaires que le Président de la République passe en revue les troupes comprenant le 110^e régiment d'infanterie avec les héroïques drapeaux des 8^e, 110^e et 310^e, les fusiliers-marins et la Musique de la Flotte, le 88^e régiment d'artillerie lourde dont les énormes canons placés à gauche et à droite de la statue de Jean-Bart dominent la foule, un groupe important d'officiers anglais de la Base britannique et une délégation d'officiers polonais, etc.

Un soleil de plus en plus ardent brûle les façades et de tout le fourmillement d'uniformes militaires, des casques, des sabres, des baïonnettes, jaillit un scintillement qui illumine l'immense place.

Après avoir remis, avec le cérémonial habituel, un certain nombre de décorations, le Chef de l'Etat et sa suite gagnent à pied l'Hôtel de Ville.

M. Poincaré s'arrête quelques instants à l'église Saint-Eloi où il est reçu, sous le portail dévasté, par Mgr Scalbert, archiprêtre de Dunkerque, Denys, doyen de Saint-Martin et Chirouter, doyen de Saint-Eloi.

Ce dernier remercie M. Poincaré d'avoir bien voulu visiter l'église Saint-Eloi. Elle est, lui dit-il, une blessée de la grande guerre et avec ses plaies immenses et béantes, elle symbolise le douloureux martyre de la cité.

A Mgr Scalbert qui lui présentait le clergé dunkerquois, M. Poincaré déclare qu'il n'aurait pas voulu venir à Dunkerque sans entrer dans cette malheureuse église mutilée et affirme que le Gouvernement fera tout le nécessaire pour relever les ruines de ce monument historique, souvenir impérissable du passé.

Jusqu'à l'Hôtel de Ville le cortège continue ensuite, à pied, sa marche triomphale sous les applaudissements d'une foule considérable.

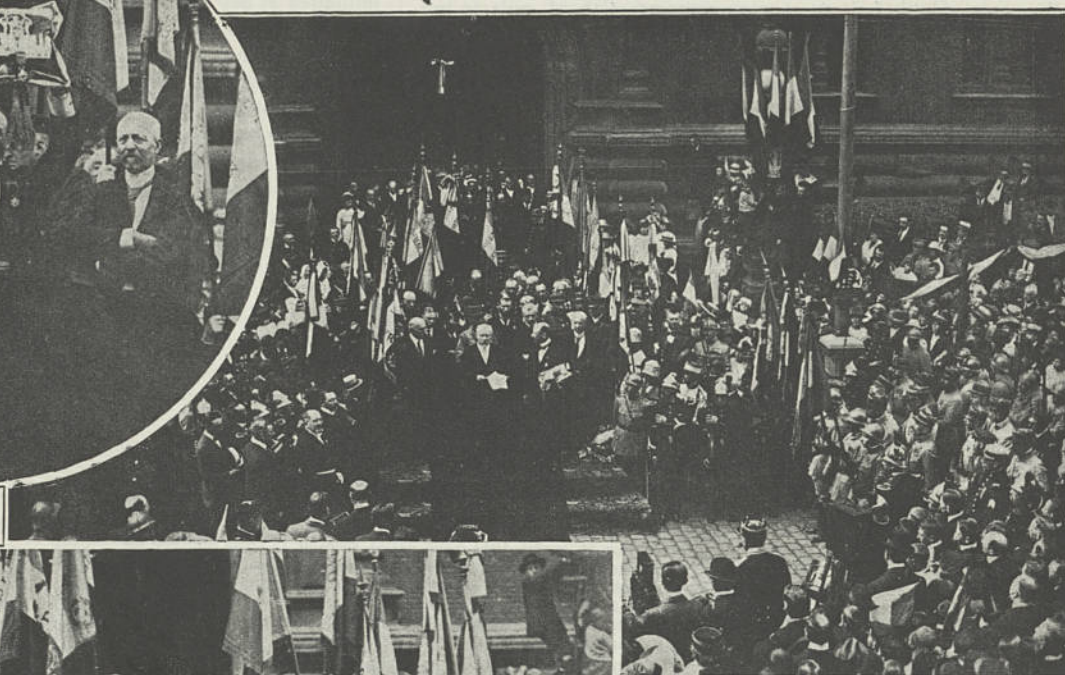
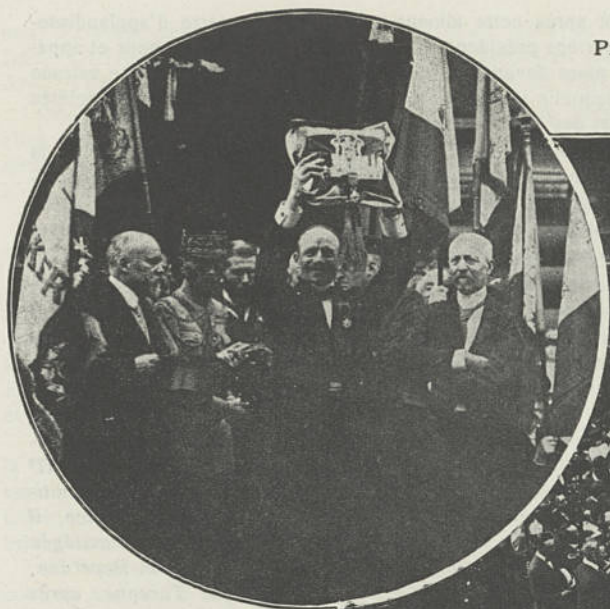
Devant la Maison Commune se trouvaient massées les délégations des enfants des écoles, les Sociétés militaires groupées autour de leurs drapeaux.

Par une heureuse idée ce sont les sapeurs-pompiers dunkerquois avec leur drapeau décoré de la Croix de guerre qui rendent les honneurs.

(1) Dans le train présidentiel se trouvaient notamment : les généraux Pénélon, Grégoire et Lévi, gouverneur de Dunkerque, l'amiral Grandclément, le commandant Féquant, MM. Trystram, Potié, Bersez, Hayez et Debierre, sénateurs, l'abbé Lemire, Inghels, Goniaux, Vandamme, Grousseau, Pascal, Leroy et Guislain, députés ; Vancauwenberghé, président du Conseil Général ; Naudin, préfet du Nord, etc...

La remise de la Légion d'Honneur à la ville de Dunkerque par le Président de la République (10 Août 1924).

La foule devant l'Hôtel de Ville pendant le discours de M. Poincaré



Dans le médaillon : Le maire montre au public le coussin aux armes de la Ville sur lequel M. Poincaré vient d'épingler la Croix de la Légion d'Honneur. — En bas : M. Poincaré prononçant son discours.

Les marchandes de poisson — les bazinen — dans leur pittoresque costume présentent au Président des fleurs et un petit bateau méticuleusement exécuté avec des perles multicolores. Des fleurs lui sont également offertes par les Anciens Chasseurs à pied.

Entre une double haie de sapeurs-pompiers d'abord, puis de mutilés, décorés de la Légion d'honneur, de la médaille militaire ou de la Croix de guerre, le chef de l'Etat monte le grand escalier d'honneur de la Mairie et pénètre dans la salle des fêtes où tout ce que Dunkerque compte de notabilités se trouvait réuni autour du Conseil Municipal et des maires des communes environnantes.

M. Henri Terquem salue le Président de la République en un émouvant discours. Il lui rappelle son passage tragique de juillet 1914, la réception officielle devenue impossible et le chef de l'Etat de retour de Russie accourant à Paris où toute la France l'attendait.

Ce jour-là, l'âme de Dunkerque était soulevée d'un émoi patriotique et le salut que la ville entière adressa au premier magistrat de la République devait permettre plus tard à celui-ci de dire qu'en arrivant à Dunkerque il avait senti battre le cœur de la France.

Puis le remerciant de la Croix de la Légion d'honneur qu'il apporte à la Ville, le Maire ajoute non sans orgueil :

« Autrefois, lorsque Louis XIV annonça à Jean-Bart sa nomination de Chef d'Escadre, le rude corsaire sachant ce qu'il valait et les services qu'il pouvait rendre répondit en remerciant. « Sire, vous avez bien fait ». Les Dunkerquois du XX^e siècle, descendants de cet illustre marin, seraient tentés de vous dire à leur tour, avec un peu de cette rudesse maritime et flamande, que vous avez bien fait de décorer leur ville.

« La suprême récompense qu'ils reçoivent aujourd'hui leur confère de nouveaux devoirs, ils n'y failliront pas et ce sera encore et toujours pour la France, ce sera encore et toujours pour la République... »

Les applaudissements qui ponctuent ces phrases ont à peine cessé que M. Poincaré dans un aperçu rapide, fait l'éloge de la ville héroïque et il ajoute en s'adressant au Maire, pâle d'émotion :

« ...Pendant la longue durée des hostilités, vous n'avez cessé de parler et d'agir avec le courage et la sérénité d'un magistrat municipal qui est, en même temps, officier de chasseurs. Aux heures de périls, vous avez donné un exemple de calme et de sang-froid, vous avez veillé à la sécurité des habitants, vous avez maintenu intacte la vie municipale, développé les œuvres d'assistance, garanti les intérêts matériels et moraux de votre grande cité.

« C'est un vif plaisir pour moi de vous remettre aujourd'hui la rosette de la Légion d'honneur que le Gouvernement de la République vous a décernée en reconnaissance de votre noble conduite » (1).

(1) Le Maire de Dunkerque était chevalier de la Légion d'honneur depuis le 9 janvier 1914.

Aussitôt après cette allocution, qui est couverte d'applaudissements, le cortège présidentiel redescend l'escalier d'honneur et apparaît sur la place devant l'Hôtel de Ville où a été dressée une estrade autour de laquelle viennent se grouper tous les drapeaux des Sociétés militaires et des écoles de la ville.

C'est là, qu'en présence d'une foule énorme, le Président de la République va épingler la Croix de la Légion d'honneur sur le coussin aux armes de la ville, près de la Croix de guerre et de la croix anglaise, non sans avoir au préalable rendu un nouvel et solennel hommage à la Ville.

« ...De toutes les villes de France, dit-il, Dunkerque est une de celles dont la vie a été des plus tourmentées. Les siècles l'ont fait passer successivement sous les dominations les plus diverses. Tour à tour, flamande, anglaise, espagnole, hollandaise, française, elle est constamment prise par les uns et reprise par les autres. Elle est condamnée à un perpétuel qui-vive. Même au XVII^e siècle, pour qu'elle soit définitivement réunie à la France, il faut encore qu'elle soit assiégée et enlevée par Condé. Reperdue, reconquise par Turenne, après la bataille des Dunes, et cédée à l'Angleterre; il faut en un mot qu'elle traverse mille vicissitudes avant de voir sa destinée se fixer en 1662, suivant les vœux séculaires des habitants.

« Aguerrie par les luttes incessantes, l'âme des Dunkerquois est toujours restée forte comme celle de l'illustre marin qui a défendu sa ville natale en 1694 et 1695; et, lorsque, près de cent ans plus tard, en 1793, la Convention proclame que Dunkerque vainement assiégée pendant plusieurs semaines et sauvée, cette fois, par Hoche, a bien mérité de la Patrie, c'est toujours aux mêmes conditions de courage, au même esprit de sacrifice, à la même fermeté de caractère que s'adresse l'hommage solennel de la Nation.

« Toutes ses vertus héréditaires se sont retrouvées plus grandes encore et plus belles dans le long martyre que la guerre récente a infligé à votre vaillante cité. Je ne parle pas par oui-dire. J'ai été maintes

fois, depuis cinq ans, le témoin de l'admirable tenue morale qu'a toujours gardée votre population...

« Chaque fois que je suis revenu en 1915, en 1916, en 1917 et jusqu'à la fin de la guerre j'ai revu votre ville de plus en plus endommagée, mais ayant la charmante coquetterie de cacher ses blessures et de parer ses ruines. Et toujours la population m'est apparue aussi confiante, aussi calme, aussi froidement résolue.

« C'est donc un témoignage direct que je puis apporter aujourd'hui à Dunkerque enfin délivrée. Elle a presque autant souffert depuis cinq ans que pendant toute la durée de son existence si troublée. Ses tortures passées se sont renouvelées en celles qu'elle vient encore de supporter. La bravoure qu'elle avait opposée, le long des siècles, au caprice du destin, s'est retrouvée aussi généreuse et plus tenace que jamais dans la crise redoutable que vous avez traversée.

« En décorant de la Légion d'honneur la ville de Dunkerque, le Gouvernement de la République a voulu reconnaître surtout le magnifique exemple qu'elle a donné durant ces quatre années de guerre,

Dunkerquois,

Le 31 Juillet 1914 vous deviez recevoir la visite officielle de Monsieur le Président de la République et lui préparer une réception chaleureuse. Les événements ne l'ont pas permis, et vous avez à ce moment accepté cette déception avec une patriotique résignation, c'était, nous vous le disions alors, le commencement de vos sacrifices.

Depuis, vous avez traversé les plus tragiques circonstances avec un courage, une tenacité au travail, un mépris du danger qui vous ont fait citer en exemple à toute la Nation.

Le Gouvernement a estimé que la Croix de Guerre ne suffisait pas à reconnaître vos mérites et Monsieur le Président de la République, en venant le 10 Août vous rendre la visite ajournée en 1914, accrochera au blason de notre Cité la Croix de la Légion d'Honneur; cette date s'inscrit en lettres d'or dans l'Histoire de notre Cité.

DUNKERQUOIS,

En ces solennelles circonstances uniques dans nos annales, vous ferez au premier magistrat de la République l'accueil enthousiaste que vous dictent à la fois vos sentiments patriotiques, votre fidélité indéfectible à la République victorieuse et votre profonde reconnaissance.

Vive Dunkerque!
Vive la République!
Vive la France!

Le Maire,

Henri TERQUEM.

Georges RUYSEEM, Henri LEMAIRE,
Georges DRYCKSEEM, Adjointe au Maire.

DUNKERQUE, le 8 Août 1919.

mais il a songé aussi à honorer tout votre passé de labeur et de vaillance. DUNKERQUOIS VOUS AVEZ ÉTÉ DIGNES DE VOS ANCÊTRES, VOS ENFANTS SERONT DIGNES DE VOUS! »

Des acclamations sans fin saluent cette magnifique péroraison, elles redoublent encore lorsque le Maire élevant le coussin aux armes de la ville le montre à la foule.

**

A travers les rues pavées, M. Poincaré, accompagné de M. Leygues, ministre de la Marine et de M. Terquem, maire, se rendit à pied à l'Institut Dunkerquois (1) où il visita les ateliers en pleine activité, puis monta en automobile pour aller à la Chambre de Commerce où un lunch était préparé à son intention. Il y fut reçu par MM. Hutter, président; Duchâteau, vice-président; Lecomte, secrétaire et Lucien Cappelle, trésorier.

Dans la salle d'honneur où se trouvaient les nombreux invités de la Chambre de Commerce, M. Hutter adressa ses souhaits de bienvenue au Chef de l'Etat. Dans un brillant exposé, il montra l'importance du port de Dunkerque et l'ampleur des travaux projetés pour lui donner une nouvelle ère de prospérité.

M. Poincaré assura la Chambre de Commerce qu'elle pouvait compter sur tout le concours du Gouvernement.

Aux applaudissements de l'assistance, il remit alors la Croix de la Légion d'Honneur à M. Cordier, doyen des pilotes du port, titulaire déjà de la Croix de guerre.

Après le lunch, le Chef de l'Etat se rendit à Zuydcoote pour visiter le Sanatorium fondé par M. Vancauwenbergh, à qui il remit la croix d'Officier de la Légion d'Honneur (2).

A six heures du soir, M. Poincaré était de retour à Dunkerque et regagnait son train spécial. Sur le quai se trouvaient l'Administration municipale et les personnages officiels. Avant son départ le chef de l'Etat remit une somme de 5.000 francs au maire pour les pauvres de la ville et le remercia de l'accueil chaleureux que lui avait réservé la population dunkerquoise (3).

(1) En cours de route, un attaché au protocole vint faire remarquer au Président qu'il marchait un peu vite pour le reste du cortège.

— Le Président pour s'excuser, déclara au maire: « Ce n'est pas surprenant, je suis un ancien officier de chasseurs à pied.

— Moi aussi, dit le maire.

— Moi également, ajouta le ministre de la Marine.

Le Président de la République se mit à rire de la coïncidence mais, « obéissant » à l'attaché du protocole, marcha moins vite.

(2) Le sanatorium de Zuydcoote construit sur un terrain de cent dix hectares a pour but d'hospitaliser les enfants tuberculeux à qui le séjour à la mer a été reconnu nécessaire.

Ouvert en 1910, il succédait au Sanatorium de Saint-Pol. A Saint-Pol, de 1888 à 1910, dix mille cinq cents enfants avaient été recueillis. Zuydcoote en reçut plus de sept mille de 1910 à août 1914. Pendant la guerre, plus de cent mille soldats blessés ou malades furent soignés dans les formations sanitaires du sanatorium.

(3) Singulière coïncidence: pendant que la ville était en liesse, que les cloches s'ébranlaient et que les canons tonnaient en l'honneur de la décoration de la ville, entrant au port un navire sans pavillon de nationalité. C'était le vapeur allemand *Nenes*, venant de Las Palmas. Il regagnait l'Allemagne après être resté interné au Japon pendant cinq ans. Lorsqu'ils connurent le motif de ces rumeurs de fête, des hommes de l'équipage se mirent à pleurer.

Quelques minutes après, le train présidentiel quittait Dunkerque, tandis que retentissaient les dernières salves d'artillerie.

Toute la soirée l'animation en ville fut considérable. La place Jean-Bart était brillamment illuminée. Au Parc de la Marine un bal et un immense feu d'artifice clôturèrent cette journée historique (1).

**

En septembre 1919, M. Terquem écrivait à M. Clémenceau, Président du Conseil:

« ...Si Dunkerque est restée inviolée, si notre territoire n'a pas été dévasté, d'autres ont payé pour nous. Furnes, seule ville restée libre et debout en Belgique, a été glorieusement blessée; Nieupoort a été rasée; Dixmude anéantie.

» Les noms de ces trois villes resteront comme le symbole de l'opiniâtre résistance des Flandres... La Croix de guerre viendrait commémorer avec justice le long martyre de ces trois villes...

» Il appartenait, ajoutait-il, au maire de Dunkerque, capitale de la Flandre Maritime, de prendre l'initiative de cette proposition.

» La Ville croit donc acquitter une dette de reconnaissance en demandant qu'on honore les villes qui ont été sa rançon et qui ont couvert de leur corps la frontière française... »

Le Gouvernement de la République, faisant droit à cette noble demande, accordait en janvier 1920 la Croix de guerre aux villes de Furnes, Nieupoort, Dixmude et Ypres.

Le 28 janvier, le Président de la République, accompagné du maréchal Foch, de l'amiral Ronarc'h, de M. Terquem, maire de Dunkerque, et d'une suite nombreuse, procédait à la remise solennelle des décorations. A Furnes, lors de l'arrivée du train présidentiel, le Roi des Belges souhaita la bienvenue à M. Poincaré.

Les quatre villes martyres reçurent successivement la visite des deux chefs d'Etat et suivant le cérémonial habituel eut lieu la remise des décorations au milieu de l'enthousiasme des populations. Au nom de Dunkerque, M. Terquem remit aux bourgmestres des quatre cités, la Médaille d'argent de la ville.

Avant de prendre congé des personnalités, le Roi s'avança vers le maire de Dunkerque et lui exprima toute sa gratitude pour les soins prodigués par les Dunkerquois aux réfugiés belges en 1914 et le remercia de l'initiative qu'il avait prise de demander la Croix de guerre pour les villes belges.

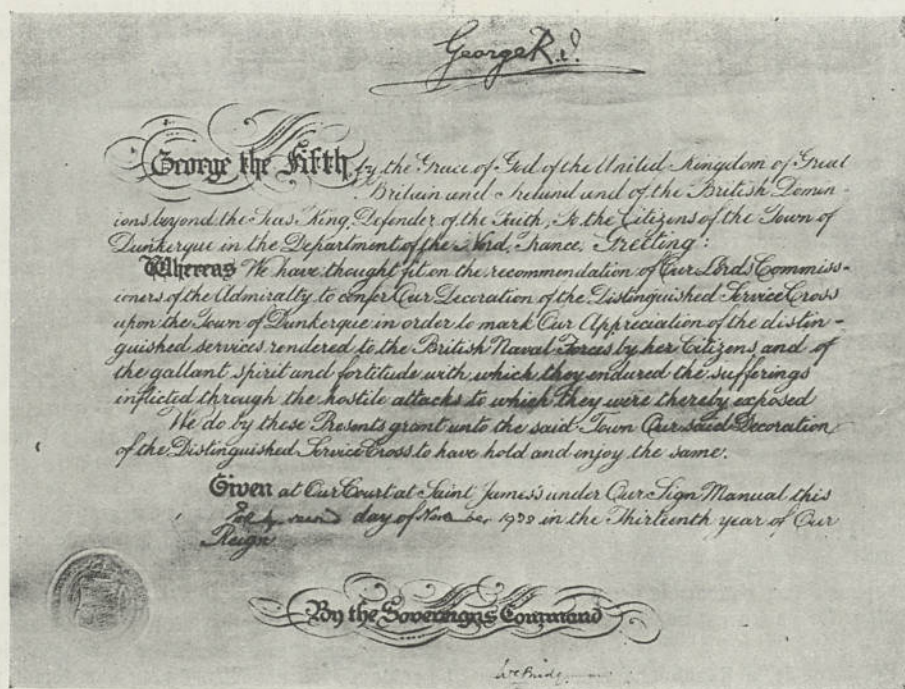
(1) Dès le lendemain, M. Terquem faisait parvenir au Président de la République et à M. Clémenceau, Président du Conseil, les télégrammes suivants:

Président de la République. — PARIS.

« Au nom du Conseil Municipal tout entier qui m'en a donné la mission, au nom de notre population qui a voulu par ses applaudissements et ses acclamations vous témoigner sa gratitude, j'ai l'agréable devoir de vous remercier du magnifique honneur que vous avez fait à notre ville... »

Président du Conseil, Ministre de la Guerre. — PARIS.

« Au lendemain du jour où le Président de la République est venu nous apporter la Croix de la Légion d'Honneur, j'ai l'honneur, au nom du Conseil Municipal tout entier qui m'en a donné la mission, de remercier le Chef du Gouvernement qui vient d'honorer ainsi notre ville. Nous sommes justement fiers de la consécration qui nous est donnée et heureux que le décret qui la confère porte la signature du grand Français qui a mené la guerre jusqu'à la Victoire... »



Fac-Similé du Brevet envoyé à la ville de Dunkerque par le roi d'Angleterre (voir page 204)

Éphémérides diverses

Sous ce titre, le lecteur trouvera dans leur ordre chronologique, un certain nombre d'événements qui n'ont pu être relatés dans les chapitres précédents, mais qu'il nous a semblé néanmoins nécessaire de mentionner — à des titres divers — dans cette Histoire de Dunkerque pendant la Guerre.

1914

JUILLET.

30. — Départ du *Nicomédia*, dernier navire allemand se trouvant dans le port de Dunkerque.

SEPTEMBRE.

— L'Entrepôt des Tabacs qui, lors de la mobilisation, avait dans ses magasins plus de quatre millions de kilos de feuilles de tabacs, en achève l'évacuation sur différentes manufactures. Il eut ensuite à assurer le ravitaillement de toutes nos manufactures d'allumettes en bois spéciaux venant de Russie par cargaisons entières.

— Par suite de l'importance des mouvements de troupes sur le port, le service des Ponts et Chaussées fait construire un pont « provisoire » à 20 mètres en amont du pont de l'écluse du Commerce.

9. — Arrivée à Dunkerque de 265 artilleurs qui, lors de la capitulation de Maubeuge, avaient réussi à s'évader et à échapper aux patrouilles allemandes. Parmi eux se trouvent plusieurs Dunkerquois.

26. — Le destroyer anglais *Maori*, franchit les 40 milles qui séparent Douvres de Dunkerque, en 60 minutes. Ce qui constitue un record de vitesse.

OCTOBRE.

— Un soir, par un clair de lune splendide, la foule s'attroupe place Jean-Bart en apercevant dans le ciel un gros point lumineux, et l'on croit à l'arrivée d'un Zeppelin. C'est la lune qui fait briller le coq de la Tour!... Pour éviter de nouvelles alarmes, « on le descend » et il ne sera reposé qu'en juin 1918, après avoir été redoré. (Le coq-girouette de la Tour mesure deux mètres de la tête à la queue).

NOVEMBRE.

10/11. — Suivant une coutume séculaire, chaque année les enfants de Dunkerque, circulaient le soir de la Saint-Martin, dans les rues, allant de porte en porte, en tenant des lanternes improvisées. Ils perpétuaient ainsi, dit-on, la tradition de rechercher l'âne de Saint Martin. Si on ne les aidait pas à retrouver l'animal, on leur donnait au moins quelques sous ou des friandises. Pendant la guerre, la jeunesse dunkerquoise ne chercha pas « après l'âne » et un enfant disait : « Il a dû se sauver en entendant le bruit du canon ».

DECEMBRE.

22. — Le vapeur *Archirus* entre au port. C'est une prise de guerre qui battait précédemment pavillon allemand et appartenait à une Compagnie de Brême.

1915

JANVIER.

8. — Entrée au port du vapeur *Tibor*, commandé par un Dunkerquois, le capitaine Alb. Benteu. Le navire est une prise de guerre d'origine autrichienne.

11. — A Saint-Pol, le Président de la République procède à la remise d'un drapeau au bataillon des Fusiliers-Marins qui viennent de se couvrir de gloire en Belgique. Aussitôt après la revue, M. Poincaré quitte Dunkerque en automobile, se rendant au front.

FEVRIER.

9. — Le général Bidon, gouverneur du camp retranché de Dunkerque est nommé à un commandement dans l'Est. Il est remplacé par le général Eydoux, ancien chef de la Mission Militaire Française en Grèce.

14. — Arrêté municipal supprimant les réjouissances habituelles du Carnaval. C'est la première fois depuis 1871 que pareil fait se produit. Le son du canon a remplacé les musiques joyeuses des « Verscherbende ». Il en sera de même pendant toute la durée de la guerre.

AVRIL.

19. — Mort de M. Guillain, ancien député de Dunkerque, ancien ministre des Colonies, né à Boulogne en 1844. Ancien élève de l'Ecole Polytechnique, il avait occupé pendant treize années les fonctions d'ingénieur des Ponts et Chaussées à Dunkerque.

Son indéfectible dévouement aux intérêts de Dunkerque, lui avaient valu la confiance et l'amitié de tous les Dunkerquois.

MAI.

9. — A la suite des bombardements par canon, un arrêté déclare que les conducteurs de véhicules militaires (ambulances, pompiers, etc.), auront la priorité de passage sur les conducteurs civils. Ces derniers devront laisser libre passage aux voitures de l'Armée.

JUIN.

20. — M. Carré, commissaire central de police est cité à l'Ordre de l'Armée.

JUILLET.

28. — Mort à Paris de M. Alfred Dumont, avocat, ancien maire et ancien député de Dunkerque. Né à Dunkerque en 1845, il avait participé à la guerre de 1870 comme capitaine d'artillerie. Maire de Dunkerque de 1893 à 1908, il posa, en 1897, la première pierre de l'Hôtel de Ville actuel. Au milieu de fêtes magnifiques, il reçut l'empereur de Russie Nicolas II en 1901.

Les funérailles de l'ancien maire de Dunkerque eurent lieu à Paris, à l'église Saint-Pierre-du-Gros-Cailou, en présence de nombreux Dunkerquois réfugiés dans la capitale.

L'Administration Municipale fit parvenir ses condoléances à Madame Dumont.

AOUT.

1^{er}. — A Zuydcoote, le Président de la République remet des drapeaux à cinq régiments nouvellement formés. Il rend ensuite visite au Roi des Belges qu'il décore de la Croix de guerre, puis il regagne son train spécial en gare de Dunkerque.

4. — M. de Lavenay, sous-préfet de Dunkerque, est cité à l'Ordre du jour du Pays.

SEPTEMBRE.

20. — Mort, à 63 ans, de Charles Lauwick, ancien patron du canot de sauvetage. Au cours de sa carrière, il avait participé à 34 sorties de canot et au sauvetage de 281 naufragés. Il était titulaire de nombreuses médailles d'or et d'argent et était Chevalier de la Légion d'Honneur. Avec lui disparaît une figure populaire du port.

OCTOBRE.

1^{er}. — En application d'un vote du Parlement, les soldats de la garnison touchent désormais « cinq sous par jour au lieu d'un sou ». La solde n'avait pas changé pour eux depuis plus d'un siècle.

3. — Apparition de la célèbre affiche « Taisez-vous, méfiez-vous, les oreilles ennemies vous écoutent ».

22. — Funérailles à Paris de M. Léon Herbart, président honoraire

de la Chambre de Commerce de Dunkerque, décédé à l'âge de 78 ans. C'est à lui que l'on doit l'installation au port des vastes ateliers des Chantiers de France. Il avait fait la campagne de Crimée avec le grade d'aspirant de marine et en 1870 avait accepté les fonctions de sous-préfet de Dunkerque après la chute de l'Empire.

Il était officier de la Légion d'Honneur, administrateur des Chantiers de France, censeur de la Banque de France, etc.

30. — Dégradation militaire sur l'Esplanade, devant les troupes de la garnison, d'un capitaine d'infanterie détaché à la Station-Magasin, condamné à huit ans de réclusion pour avoir détourné le « boni » de l'ordinaire. Le malheureux était père de quatorze enfants et s'était engagé pour la durée de la guerre.

NOVEMBRE.

15. — Mgr Lobbedey, évêque d'Arras, vient donner la confirmation aux enfants de Dunkerque et de sa banlieue. Mgr Lobbedey qui était originaire de Bergues, est accompagné par l'aumônier en chef catholique des armées anglaises. A son arrivée à Dunkerque, il est reçu par Mgr Scalbert.

28. — M. Poivert, faisant fonction de préfet et M. Vancauwenberghe, Président du Conseil Général du Nord et Président de l'Œuvre du Sanatorium de Zuydcoote, sont cités à l'Ordre du Pays.

30. — M. Canlorbe, directeur des Nouvelles Galeries, met à la disposition du maire, 50.000 kilos de charbon pour les pauvres et mille paires de chaussettes pour les soldats prisonniers ou peu aisés.

1916

JANVIER.

18. — Violent incendie dans une fabrique de chicorée à Petite-Synthe. Au cours du sinistre, un pompier blessé doit être transporté à l'hôpital.

20. — Passage du général Joffre. Il part en auto vers le front belge.

25. — Mort du chanoine Pierre Brousse, curé-doyen de Saint-Eloi, né en 1837, à Bergues. A son arrivée à Dunkerque, Saint-Eloi avait encore le péristyle néo-grec de l'architecte Louis. Pendant son ministère, la façade aux lourdes colonnes qui était en très mauvais état, fut remplacée par celle qui existe encore actuellement et qui est l'œuvre du Dunkerquois Van Moë.

On lui doit également la restauration intérieure du sanctuaire, et des grandes orgues. Il fut le créateur de l'école installée dans l'immeuble où mourut Jean Bart.

Sa grande charité égalait sa simplicité et il jouissait d'une grande



L'accueil du Permissionnaire

popularité dans Dunkerque.

Le bombardement de Saint-Eloi fut pour lui un coup terrible. Avant de mourir, il répétait : « J'aurais voulu voir mon église guérie et réouverte à mes paroissiens ». Son vœu ne fut pas réalisé. M. le doyen Chirouter lui succéda.

FEVRIER.

13. — Grâce à la générosité des commerçants Dunkerquois, un « Foyer du Soldat » est ouvert dans les bâtiments du *Louvencourt*, rue Alexandre-III. Les salles de lecture, de correspondance et une salle où les militaires peuvent consommer des boissons non alcoolisées, sont installées d'une façon parfaite. L'inauguration a lieu en présence du Gouverneur, du Maire, du Sous-Préfet.

M. Boone, un dunkerquois mobilisé, en est nommé gérant.

Quatre mois après, le commandant Claes, de la Base belge, fonda à Rosendaël, le « Foyer des Alliés », où les soldats trouvaient les mêmes avantages qu'au « *Louvencourt* ».

En juin 1917, l'Armée du Salut installe à son tour rue Alexandre-III, un lieu de repos pour les soldats anglais et la façade du *Louvencourt* s'orne de cette mention, peinte en lettres énormes : « *Salvation Army Naval and Military hostel* ». La cérémonie d'inauguration est présidée par le colonel Marescaux, commandant la Base britannique, son état-major, et la fille du « Général » Booth, grand chef de l'Armée du Salut.

MARS.

20. — Le général Eydoux, Gouverneur du Camp Retranché, est nommé au commandement de la « Région du Nord », à Boulogne. Le général Coutanceau, ancien gouverneur de Verdun, lui succède.

24. — Pour inciter les Dunkerquois à rentrer chez eux lorsqu'on tire contre les avions allemands, un rédacteur du *Nord Maritime* déclare qu'un obus de 75 produit 360 éclats ou schrapnells, et il ajoute : « Si l'on compte que les batteries tirent plus de cent coups à chaque alerte, c'est 36.000 balles qui tombent de tous côtés, au moment où l'on regarde en l'air pour ne rien voir !... »

Ce n'était pas là un calcul en l'air !...



Les bâtiments du « Louvencourt » donnaient à la rue Alexandre III l'aspect d'un coin de Londres



Types de Goumiers marocains qui cantonnèrent dans le Camp Retranché

AVRIL.

5. — M. Isidore Monteuis, vice-président de la Commission administrative des Hospices, est cité à l'Ordre du Pays.

14. — Sur la plage, entre Dunkerque et Nieuport, les guetteurs du 8^e tirailleurs trouvent une bouteille apportée par les flots et dans laquelle se trouve un morceau de papier bleu avec une inscription en langue norvégienne. Le tout est transmis au Gouverneur qui fait traduire par un employé de M. Hutter, courtier maritime.

La note contenait cet appel tragique, qui ne put être déchiffré complètement, par suite du mauvais état du papier rongé par l'eau de mer : « *Nous venons d'Afrique avec..... Nous avons sombré près du Dogger... Durant huit jours nous avons dérivé sur mer ; l'eau et les fusées se sont épuisées, de sorte que nous devons maintenant mourir de faim, s'il ne vient pas... Faites des compliments à ma femme. — Ly...., capitaine* ».

L'on ne retrouva jamais d'autres épaves.

MAI.

21. — Le Président de la République, après avoir visité le front de Belgique et remis la Croix de guerre à la Reine des Belges, arrive en auto à Dunkerque. Il se rend à l'hôpital pour y saluer les victimes des bombardements. Au maire de Dunkerque, il déclare « combien il admirait le courage et le sang-froid de la population dunkerquoise ». M. Poincaré regagne ensuite son train spécial qui l'attendait en gare.

22. — L'équipage dunkerquois du vapeur *Tibor* se voit décerner le prix Henri Durand par le Ministre de la Marine, pour le périlleux sauvetage des marins du vapeur belge *Koophandel*, coulé par un sous-marin allemand.

JUIN.

14-15. — Pour la première fois, l'heure officielle est « avancée de soixante minutes ».

Toutes les horloges publiques sont avancées d'une heure. L'opération à l'horloge de la Tour est particulièrement délicate, car le mécanisme est compliqué par celui du carillon qui est très lourd et très minutieux.

JUILLET.

2. — Une procession religieuse, comprenant plusieurs centaines de personnes, sort de l'église Saint-Jean-Baptiste et parcourt les rues

de La Panne, du Vieux Marché au Beurre, du Marché au Poisson et des Bassins. Un nombreux public se presse au passage du cortège.

Une note de police signale que le doyen de la paroisse a déclaré « être en possession d'une permission du Général Gouverneur pour cette sortie ».

A différentes dates, en 1916, 1917 et 1918, semblables manifestations religieuses se dérouleront sans incidents dans les rues de Dunkerque.

14. — Une mission militaire japonaise, accompagnée d'officiers interprètes, visite la ville et le port. Un déjeuner a lieu ensuite aux « Arcades », sous la présidence du général Hély d'Oissel, commandant le 36^e C. A. et du Gouverneur de la ville.

AOÛT.

13. — Les rois d'Angleterre et de Belgique visitent la ville en automobile, puis se rendent à l'aviation maritime et à bord des monitors amarrés dans le port.

SEPTEMBRE.

16. — Le Roi Albert I^{er}, accompagné de la Reine, des Princes Léopold et Charles et de la Princesse Marie-José, est reçu à la Base Navale Française, par l'amiral Ronarc'h. La Famille Royale de Belgique visite les sous-marins français, puis passe en revue les patrouilleurs et les monitors anglais.

Après avoir déjeuné en rade, à bord d'un monitor, le Roi et sa famille quittent Dunkerque en automobile.

21. — Passage du généralissime Joffre.

OCTOBRE.

8. — Un ouvrier mobilisé dans une filature de Cappelle, ayant reçu quelques lettres anonymes au sujet de sa femme, se prend de querelle avec elle et la tue à coups de couteau. Arrêté aussitôt, il est mis en cellule à la caserne Guillemot. Le 17 janvier 1917, le Conseil de Guerre le condamne à dix ans de travaux forcés.

NOVEMBRE.

20. — Par décision du Conseil des Ministres, les magasins doivent fermer à 6 heures du soir, exception est faite pour les magasins d'alimentation et les pharmaciens.

25. — Importante conférence à la Chambre de Commerce, sous la présidence de M. Claveille, directeur général des Transports, pour la mise au point de l'utilisation du matériel du port et l'organisation du Transit Maritime.

DECEMBRE.

20. — Ouverture d'une souscription pour l'érection d'un monument à la Vierge, si le territoire est délivré des Allemands pour le 17 Janvier 1917. Une note précise : « Les sommes inscrites ne seront recueillies qu'en cas de réalisation du vœu... »

20. — Lettre de la Municipalité au général Nivelles, commandant en chef les Armées du Nord, lui rappelant que son père avait été colonel de la Garde Nationale de Dunkerque et l'assurant que la Ville a une indéfectible confiance dans le triomphe définitif de la France et de ses alliés.

Le général Nivelles répondit qu'il avait été très touché du souvenir gardé à son père par la ville de Dunkerque et demande un peu de patience et surtout une confiance absolue et inébranlable dans la Victoire. (Lettre du 20 janvier 1917).

1917

JANVIER.

4. — Le Président de la République, accompagné du Général en Chef, arrive à 8 h. 30 du matin par train spécial et part aussitôt vers le front.

FEVRIER.

5. — Le général Lyautey, ministre de la Guerre, escorté par plusieurs généraux, inspecte avec l'Amiral Ronarc'h, la Station-Magasin de l'Intendance, installée au hangar des Textiles. Il visite ensuite le port.

MARS.

25. — L'Administration municipale procède à la première remise solennelle des diplômes aux familles des morts pour la Patrie.

La cérémonie a lieu dans la salle d'honneur de l'Hôtel de Ville, sous la présidence du maire et des adjoints, en présence de toutes les notabilités civiles, militaires et religieuses, le général gouverneur Coutanceau; M. de Lavenay, sous-préfet; l'amiral Ronarc'h, Mgr Scalbert, etc.

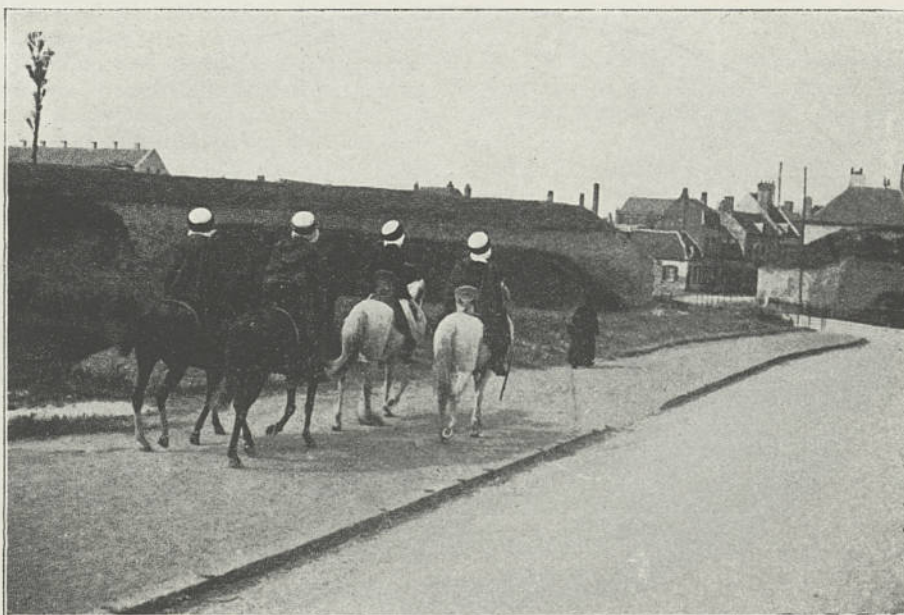
Toutes les écoles communales et libres ont envoyé des délégations avec leurs drapeaux.

Après un émouvant discours de M. Terquem, M. Herlemont, principal du Collège Jean Bart, donna lecture des noms des cent sept dunkerquois morts à cette date pour la Patrie, tandis que les notabilités présentes remettaient le parchemin à leurs familles.

AVRIL.

8. — Sur la place Jean-Bart, en présence des Etats-Majors alliés, des troupes de la garnison et des sapeurs-pompiers, le colonel Marescaux, commandant la Base britannique, remet au nom du Roi d'Angleterre, la Military Cross au commandant Terquem, en témoignage de reconnaissance pour le dévouement dont il a fait preuve lors du débarquement de l'armée anglaise et de l'installation de la Base britannique.

8. — La Tour arbore un immense drapeau américain en



Vision d'Afrique. — Goumiers marocains sur la route de Gravelines

l'honneur des Etats-Unis qui viennent de déclarer la guerre à l'Allemagne.

25. — Mort subite, à l'âge de 50 ans, du commandant Deschodt, major de la garnison, ancien notaire, Président de la Société de Géographie de Dunkerque, Chevalier de la Légion d'Honneur.

MAI.

15. — Près de la porte de la Samaritaine, dans une poudrière du bastion 21, un détachement de soldats était en train de charger des caisses de grenades dans des fourgons. L'une d'elle tombe accidentellement, provoquant une formidable explosion. Il y a quatre morts et six blessés fort grièvement. La détonation est si violente que l'on crut qu'il s'agissait d'un commencement de bombardement par canon à longue portée et que les sirènes donnèrent l'alarme à la population.

JUIN.

10. — L'on apprend sans émotion que la Ligue Pangermaniste fait circuler en Allemagne une pétition à envoyer au Kaiser et dans laquelle elle réclame — avec beaucoup d'autres choses — l'annexion à l'empire allemand de tout le littoral de Dunkerque à Boulogne!!...

19. — Commencement de grève à la Compagnie du Gaz de Coudekerque-Branche. Les ouvriers, la plupart en sursis d'appel, réclament une augmentation pour « vie chère ».

Les chauffeurs de la Marine remplacent les grévistes. Gendarmes et fantassins montent la garde autour de l'usine. Les grévistes en sursis d'appel reçoivent l'ordre de rejoindre sans délai leurs régiments et la grève prend fin immédiatement.

19. — M. Leroy, chef de Cabinet du Préfet du Nord, et M. Schewaebel, vice-président du Conseil de Préfecture, sont cités à l'Ordre du Pays.

AOUT.

1^{er} au 10. — Les commissaires de police, renforcés par des officiers des douanes et des patrouilles de soldats, procèdent pendant dix jours, au contrôle des civils et militaires franchissant les portes de la ville. Toute personne non munie de pièce d'identité est arrêtée et minutieusement interrogée.

SEPTEMBRE.

24. — Départ du général Coutanceau, Gouverneur de la ville. Il est remplacé par le général Laboria.

Le 8 décembre, le général Laboria sera appelé à d'autres fonctions. Le général Pauffin de Saint-Morel le remplacera et conservera ses fonctions jusqu'au 11 avril 1919.

OCTOBRE.

27. — MM. Gaston Chappeau, Président du Tribunal Civil; Charvet, Procureur de la République, et Reynaud, receveur des Finances, sont cités à l'Ordre du jour du Pays.

DECEMBRE.

10. — Le patrouilleur Tourville recueille au large de la bouée du Trapager, un canot monté par trois jeunes gens âgés de 16 ans, échappés d'Ostende à la faveur d'une nuit noire. Conduits devant le Gouverneur, ils déclarent qu'ils avaient voulu

quitter Ostender à tout prix, ne pouvant plus supporter le régime établi par l'ennemi.

24. — Les débardeurs du port de Newcastle (Australie), font parvenir au maire de Dunkerque, une somme de 8.500 francs pour secourir les veuves et orphelins des dockers Dunkerquois morts pour la France.

1918

JANVIER.

6. — Incendie de la Brasserie Wartel, à Rosendaël. Le feu éclate au milieu de la nuit. Les pompiers, sous les ordres du lieutenant Duval, réussissent à se rendre maître du feu après de longues heures d'efforts.

7. — A 8 heures du soir, deux militaires belges arrivent en auto à la porte des Dunes, venant de Malo. Suivant la consigne en vigueur, un factionnaire anglais refuse de les laisser entrer en ville, l'heure réglementaire étant passée. Explication, discussion, rixe, finalement la sentinelle anglaise tire un coup de fusil et tue un soldat belge.

FEVRIER.

2. — A 15 heures 30, une prise d'armes a lieu à proximité de la statue de la Victoire, en présence du Gouverneur. Le général Putz, commandant la région du Nord, passe en revue les troupes, puis remet la cravate de la Légion d'Honneur au colonel Marescaux, commandant la Base britannique.

24. — Visite de M. Clémenceau, président du Conseil et ministre de la Guerre. Son train spécial entre en gare à 8 heures du matin. A sa descente de wagon, il est salué par les généraux Pauffin de Saint-Morel et Putz, l'amiral Ronarc'h, M. Terquem, maire, le Préfet, le Sous-Préfet, etc.

Son premier désir est de visiter l'abri blindé creusé sous la place de la Gare, puis avec les autorités il monte en automobile et se rend au port et au front de mer, dont il examine les installations. Il assiste également à des essais d'appareils fumigènes et de ballons de protection pour la défense de la ville.

M. Clémenceau rentre ensuite en ville, pénètre dans les ruines de l'église Saint-Eloi où il se montre ému de l'étendue des dégâts. De là, il descend dans une galerie souterraine, mettant en communication une série de caves de la rue Jean-Bart.

Au maire qui l'accompagne, il déclare ces installations satisfaisantes et le félicite « de la vaillante attitude de la population et surtout de la façon habile dont l'Administration municipale et les particuliers « camouflaient » les dégâts pour éviter de laisser à la ville l'aspect d'une cité en ruines ».

Après une visite à la Maternité de Rosendaël, M. Clémenceau quitta Dunkerque pour se rendre au Quartier Général Belge.

Un Dunkerquois mobilisé au port et qui le vit de fort près, écrivait dans ses notes :

« ...J'étais sur le quai, je vis le Tigre de près. Figurez-vous un vieux propriétaire rural revenant de voir ses fermes ou encore un petit rentier bien

modeste. Bedonnant, chauve, avec des petites moustaches. Il était chaussé de bottes de cuir d'où sortait un large pantalon sur lequel tombaient les pans d'une jaquette de couleur indéfinissable. Sur sa tête, un chapeau mou vert sombre lavé par les pluies ».

Notre mémorialiste n'en croyait pas ses yeux et il écrivait :

« ...C'était là cet homme sans façon de qui dépendaient en grande partie les destinées de la France et de l'Europe. C'était là ce fougueux parlementaire. Il avait l'air d'un bon bourgeois revenant de la pêche et pourtant c'était Clémenceau, à la rude énergie, que toute la France acclamait pour sa volonté tenace ».

MARS.

9. — Le général Niox, directeur du Musée de l'Armée et Gouverneur des Invalides, écrit à M. Terquem qu'il va faire placer les armoiries de Dunkerque à la place d'honneur du Musée de l'Armée pour perpétuer le souvenir de l'héroïque attitude de la ville et de ses habitants.

17. — Rentrant du front belge, où il s'est rencontré avec le Roi Albert I^{er}, M. Poincaré est reçu à l'Hôtel de Ville de Dunkerque par le maire, entouré de ses adjoints. Les autorités civiles et militaires assistent à la réception, au cours de laquelle le maire, en une brève allocution, résume les souffrances de la ville cruellement bombardée.

Le Président de la République félicite Dunkerque pour son courage calme et résolu. Il regagne ensuite la gare, non sans avoir au passage examiné les dégâts causés par des torpilles à un groupe de maisons près de l'Hôtel de Ville. A 17 h. 40 son train spécial quittait Dunkerque.

AVRIL.

18. — Exécution à Rouen d'un repris de justice réformé temporaire de la Légion Etrangère, qui avait été condamné à mort en février, par la Cour d'assises de Rouen, pour avoir, en juin 1917, assassiné et enterré dans son jardin, à Loon-Plage, une petite fille de six ans. Lors de la découverte du crime, l'odieux personnage avait failli être massacré sur place par la population.

MAI.

13. — Au milieu d'une nombreuse affluence, ont lieu les funérailles de M. René Fichaux, commandant des sapeurs-pompiers et conseiller municipal de Dunkerque.

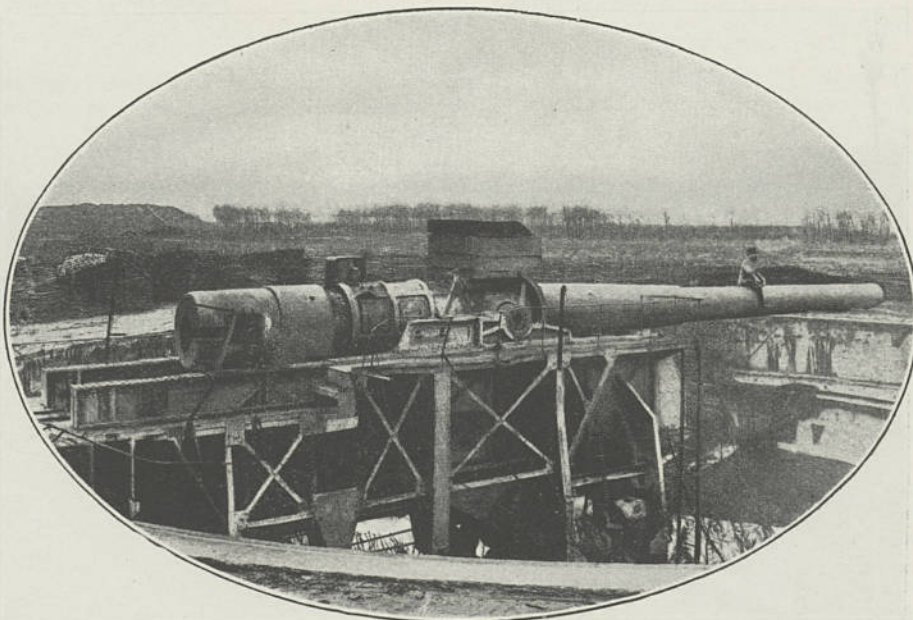
JUIN.

30. — Un chiffre édifiant : du 14 septembre 1914 au 30 juin 1918, les bains-douches de Rosendaël ont donné 266.650 bains aux soldats français, anglais, belges et américains.

JUILLET.

4. — La Ville, les bâtiments officiels et les navires dans le port, pavoisent en l'honneur de la fête nationale américaine. En haut de la Tour flotte le pavillon des jours de fête.

14. — La traditionnelle revue en l'honneur de la Fête Nationale qui n'avait pas eu lieu depuis 1914, est



Un des canons allemands de 380 ^m/_m d'une batterie située près d'Ostende qui exécuta de nombreux tirs contre les monitors anglais.

rétablie. Elle se déroule place Jean-Bart. Fantassins, artilleurs, aviateurs français, anglais, américains, belges, y prennent part, en même temps que les sapeurs-pompier et les fusiliers-marins; tous défilent devant le général gouverneur. La cérémonie prend fin à 9 h. 30.

A 11 heures, l'Administration municipale et les délégations des écoles se rendent au cimetière déposer des fleurs sur les tombes des soldats alliés. L'après-midi, l'Union des Syndicats réunit ses adhérents place Jean-Bart et va également déposer des couronnes sur les tombes des soldats morts pour la Patrie.

14. — Le personnel des ateliers et chantiers de France et celui des Aciéries et Forges de Firminy, sont cités à l'Ordre du Pays.

SEPTEMBRE.

19. — Le Roi des Belges, accompagné de ses enfants et de son état-major, arrive à Dunkerque et s'embarque à bord du destroyer *Douglas*, qui appareille aussitôt pour Douvres.

OCTOBRE.

8. — M. *Herlemont*, principal du Collège, est cité à l'Ordre du jour du Pays.

16. — La grippe dite « espagnole », commence à faire de nombreuses victimes. Tous les cas ne sont pas heureusement mortels. Le Maire fait afficher les précautions qu'il convient de prendre pour l'éviter.

24. — Sont cités à l'Ordre du Pays : MM. *Alicq*, chef adjoint du Préfet du Nord; *Benoît*, commissaire de la police mobile; *Bordes*, vice-président du Conseil de Préfecture du Nord; *Chapuis*, inspecteur de l'Enseignement primaire; *Christelle*, inspecteur des Postes; *Delbove*, commissaire spécial de police; *Desrousseaux*, attaché à la Préfecture; Docteur *G. Duriou*, directeur du Service de Santé Maritime, médecin-chef des Hôpitaux civils de Dunkerque; *Gaston Fichaux*, minotier, président de la Commission de Ravitaillement; *Flament*, chef d'équipe des P. T. T.; *George*, directeur de l'Enregistrement; *Guignot*, professeur d'Agriculture; *Marcel Hutter*, président de la Chambre de Commerce de Dunkerque; *Lafosse*, commissaire central; *Lecocq*, attaché à la Préfecture.

MM. *Lucy*, inspecteur des Contributions Directes; *Petit*, inspecteur de l'Assistance publique; *Roques*, sous-directeur des Contributions; *Thuillet*, attaché à la Préfecture; *Vaillant*, attaché à la Préfecture et *Yény*, directeur de l'Ecole Pratique.

Le Personnel de la Préfecture et de la Sous-Préfecture, de la Société des Eaux, de la Compagnie du Gaz.

Nous avons donné par ailleurs le texte des citations de l'Administration Municipale, du personnel de la Mairie et de la Police de Dunkerque.

NOVEMBRE.

17. — *Te Deum* solennel en la chapelle de la rue David-d'Angers, à l'occasion de la Fête du Roi des Belges. C'est aussi le premier *Te Deum* de la Paix. Tous les Etats-Majors alliés assistent à cette cérémonie.

Dunkerquois,

Samedi prochain, notre Ville recevra avec une délégation de la Ligue Maritime, un détachement de ces Fusiliers Marins qui, aux jours d'Octobre 1914, quand la bataille faisait rage du côté de Dixmude, **ONT BARRÉ LA ROUTE DE DUNKERQUE** et de Calais aux flots des Régiments d'Allemagne.

L'Amiral **BONARCH** accompagné des Amiraux **GUEPRATTE** qui commanda aux Dardanelles, **JEHENNE** qui commanda les Fusiliers Marins et **BESSON**, Membre du Conseil, Directeur de la Ligue Maritime, seront nos hôtes.

Dunkerque aura l'honneur de revoir dans ses murs et de recevoir dans son Hôtel de Ville le Drapeau des Fusiliers Marins à qui vous avez offert la fourragère rouge que lui ont méritée les glorieux exploits de la Brigade.

Vous irez aux **DÉFENSEURS DE DUNKERQUE** en accueil enthousiaste. Ils arriveront Samedi après-midi, à seize heures trois quarts, avec la Musique de la Flotte de Brest.

DIMANCHE à 14 heures, nous partirons de la Place Jean-Bart avec les Fusiliers Marins pour aller à DIXMUDE même porter, par notre présence, l'HOMMAGE RECONNAISSANT de DUNKERQUE, préservée de la souillure ennemie grâce aux FUSILIERS MARINS.

Nous vous invitons à vous joindre nombreux à nous pour ce Pèlerinage. Nous invitons toutes les Sociétés de la Ville à envoyer des Délégations et les Drapeaux s'incliner sur les bords de l'Yser où les six mille hommes de la Brigade de **BONARCH** ont arrêté la ruée ennemie.

DUNKERQUE, le 30 Juillet 1919. Le Maire, Officier de la Légion d'Honneur
Henri TERQUEM

Maréchal qui arrivait d'Allemagne, spécialement pour cette impressionnante cérémonie, à l'issue de laquelle M. Coquelle, maire de Rosendaël, reçoit le Maréchal et son état-major à l'Hôtel de Ville de Rosendaël.

1919

AVRIL.

11. — Le général Lévi, commandant la Place de Lille, et ancien colonel du 110^e d'infanterie, est nommé Gouverneur de Dunkerque, en remplacement du général Pauffin de Saint-Morel.

JUIN.

24. — Signature des préliminaires de la Paix. L'enthousiasme est grand, mais il est loin d'atteindre l'immense joie qui accueillit la signature de l'armistice, le 11 novembre 1918.

JUILLET.

30. — Proclamation du Maire invitant les habitants à se joindre aux membres de la Ligue Maritime et aux amiraux Ronarc'h, Guépratte, Jehenne et Besson, qui se rendent à Dixmude.

Un détachement des fusiliers-marins avec le drapeau et la musique de la Flotte, arrivent pour la circonstance à Dunkerque, afin de recevoir les amiraux.

Plus de six mille Dunkerquois, l'Administration Municipale en tête, se rendent à Dixmude avec les représentants de la Ligue Maritime.

DECEMBRE.

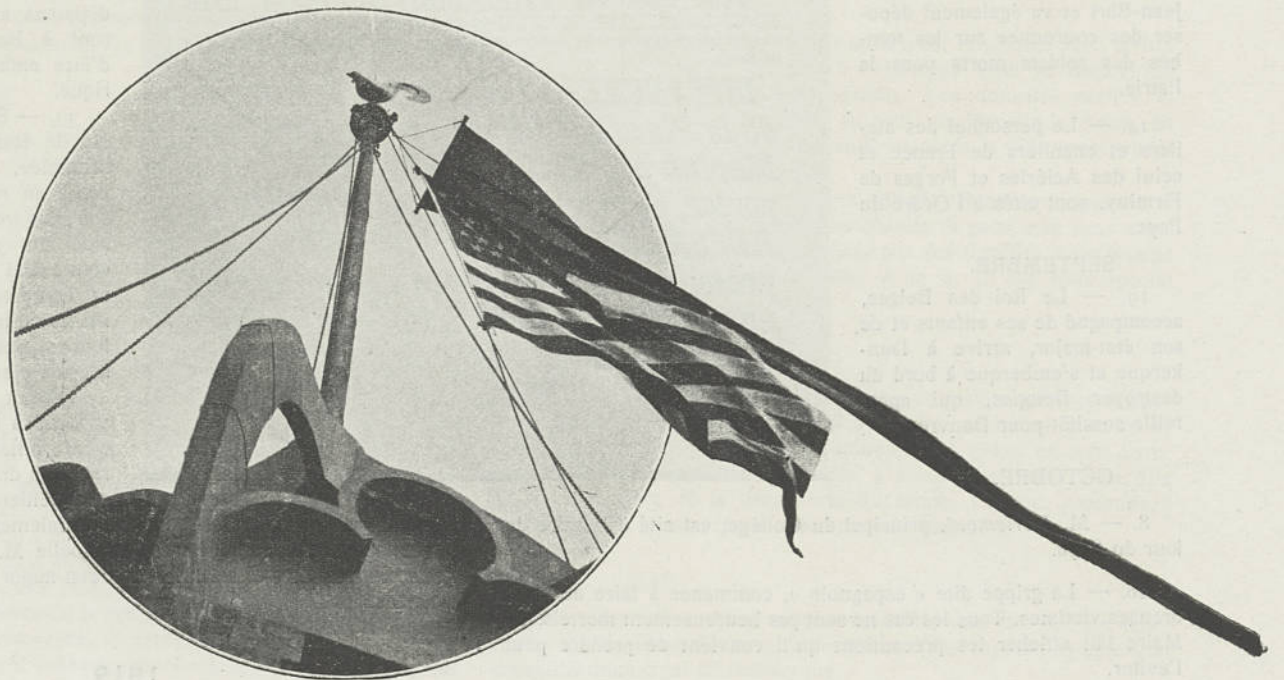
11. — Le colonel Marescaux, commandant la Base Anglaise, quitte ce poste pour de nouvelles fonctions à Paris. C'était un amiral en retraite et il descendait d'une vieille famille des environs de Saint-Omer.

— On apprend que le port de Dunkerque est désigné comme l'une des bases de rapatriement des troupes britanniques en France. Celles-ci seront cantonnées autour de la ville, en attendant leur embarquement.

Enfin, l'on annonce que deux divisions américaines cantonneront à Bergues, en attendant d'être embarquées pour l'Amérique.

13. — Sur la place de la Mairie de Rosendaël, brillamment illuminée, le Maréchal Pétain passe en revue, à 6 heures du soir, les troupes de la 154^e division du 30^e Corps d'Armée, commandé par le général Pellé et comprenant plusieurs régiments d'infanterie, d'artillerie lourde, des bataillons de chasseurs à pied, etc.

Devant l'Hôtel de Ville, il procède à la décoration de plusieurs officiers et remet la fourragère à dix drapeaux. Les troupes défilent ensuite devant le



Le drapeau américain arboré en haut de la Tour
en l'honneur de la Fête Nationale des Etats-Unis
(4 Juillet 1918)

Le MONUMENT de la VILLE de DUNKERQUE à ses ENFANTS Morts pour la France

Les 11 novembre 1921 et 24 février 1922, le Conseil Municipal adoptait le projet présenté par M. Terquem, maire, d'un monument aux enfants de Dunkerque morts pour la France. Il décidait qu'il serait érigé au cœur même de la cité, au pied de la Tour, face à l'église Saint-Eloi.

Le monument, comme on le sait, a pour motif principal le corps d'un soldat — le Dunkerquois inconnu drapé dans son linceul — reposant sur un sarcophage placé sous un porche, formé d'une voûte de plein cintre. Sur le devant du sarcophage, deux mots sont gravés : *Souvenez-vous*. A sa base reposent le fusil, le sac et le casque.

Dans le fond de la niche, les armes de la ville avec les deux citations. L'arc qui ferme la voûte porte cette inscription :

« Ils ont combattu sur terre, sur mer, dans les airs ».

De chaque côté du motif principal, les noms de toutes les grandes batailles : Marne, Yser, Flandre, Artois, Somme, Aisne, Champagne, Verdun, Argonne, Lorraine, Alsace, Italie, Serbie, Dardanelles.

Et au-dessus, sous une frise de lauriers et de couronnes, se trouve cette mention :

A SES ENFANTS MORTS POUR DÉFENDRE
LA PATRIE, LA JUSTICE ET LA LIBERTÉ
LA VILLE DE DUNKERQUE
PIEVSEMENT RECONNAISSANTE

Dans le tympan de l'ogive surmontant l'ensemble, deux statues symbolisant la Justice et la Liberté, encadrent l'autel de la Patrie.

De chaque côté du monument, des torchères de bronze sont scellées dans la muraille de la Tour. Elles s'allument chaque soir, éclairant le monument dont la beauté sévère prend alors une impressionnante majesté.

Cette œuvre remarquable est due au sculpteur Fritel, artiste d'un incomparable talent.

Grâce au dévouement de MM. Benjamin Morel, Monteuis, Delrue, D. Leroy, Bonpain et Duchâteau, une souscription publique recueillit une somme très importante et la Ville vota les fonds complémentaires pour permettre le règlement des dépenses qui s'élevèrent à 279.000 francs.

Les travaux commencèrent en avril 1922.

L'inauguration eut lieu le dimanche 15 avril 1923.

Le matin, des cérémonies religieuses eurent lieu au Temple israélite, au Temple protestant, au Temple anglican et à la paroisse Saint-Eloi. Les notabilités politiques et les groupements d'anciens soldats s'y trouvaient au premier rang. A la porte de l'étroite chapelle remplaçant provisoirement l'église Saint-Eloi, il fallut établir un imposant service d'ordre pour canaliser la foule. Le sermon de circonstance fut donné par le chanoine Régent, aumônier du 1^{er} Corps d'Armée, Chevalier de la Légion d'honneur.

A l'issue de la messe, le clergé suivi des notabilités et de toute l'assistance, se rendit devant le monument recouvert depuis le matin d'un immense pavillon tricolore (1). Celui-ci fut soulevé en partie, laissant apparaître en ses plis le sarcophage.

Mgr Scalbert prononça les prières liturgiques et bénit le monument. L'assistance entonna ensuite le *De Profundis* à la mémoire de tous les Dunkerquois morts pour la France. En haut de la Tour, le tocsin faisait entendre sa lourde voix.

Et la brève cérémonie achevée, le pavillon tricolore s'abaissa à nouveau, masquant le monument jusqu'à l'heure de l'inauguration.

Une foule considérable venue de toutes les communes des

environs, remplissait les rues entièrement pavoisées aux couleurs nationales et dunkerquoises.

M. Poincaré, président du Conseil, qui avait accepté de venir présider l'inauguration, avait quitté Paris à 10 heures du matin.

Dans le train spécial, prirent également place M. Raiberti, ministre de la Marine, le Maréchal Foch, l'Amiral Ronarc'h, le Général Desticker, MM. Plichon et Bersez, sénateurs, Loucheur, ancien ministre, l'Abbé Lemire, députés du Nord, etc.

Après un court arrêt en gare d'Hazebrouck, pour permettre au Préfet du Nord et aux parlementaires du Nord de monter, le train présidentiel arrive en gare de Dunkerque, à 14 heures.

M. Poincaré descend le premier, suivi du Maréchal Foch et de l'Amiral Ronarc'h.

Sur le quai de la gare, se trouvent M. Terquem, maire et l'Administration municipale ; MM. Trystram et Debierre, sénateurs ; Vandamme, député, l'Amiral Barthes, le contre-Amiral Laugier, le Général Lacapelle, F. Coquelle, vice-président du Conseil Général, le Sous-Préfet, le Président du Tribunal, etc.

Le premier magistrat de la ville souhaite la bienvenue à M. Poincaré et le cortège gagne la place de la Gare où le 110^e d'infanterie rend les honneurs. La musique communale joue la *Marseillaise*, tandis que les personnalités officielles montent en voiture pour se rendre place Jean-Bart.

Depuis longtemps déjà une foule énorme est massée sur le parcours que suivra le Président.

M. Poincaré a pris place dans la seconde voiture avec M. Terquem ; d'immenses ovations saluent au passage le Président et le Maréchal Foch.

Sur la place Jean-Bart sont massés quatre compagnies du 110^e d'infanterie et les fusiliers-marins avec leurs drapeaux et leurs musiques, les sapeurs-pompiers et leur magnifique matériel. Les Sociétés de gymnastique *La Dunkerquoise* et *La Jean-Bart*, les élèves des écoles, collèges.

Autour de la statue de Jean-Bart, s'alignent les Sociétés d'anciens combattants, les mutilés et réformés, les vétérans de 1870-71, les sauveteurs, etc.

A deux heures trente, les clairons sonnent le « Garde à vous ! » C'est le Président qui arrive.

L'immense place présente à ce moment un coup d'œil extraordinaire, une foule énorme difficilement contenue par un impeccable service d'ordre, joint ses acclamations à celles des spectateurs qui se pressent à toutes les fenêtres et jusque sur les toits.

Le Président et sa suite passent devant les troupes et les Sociétés. Le Maréchal Foch est particulièrement acclamé par les associations d'anciens militaires et au président de l'une d'elles qui lui serre la main, il dit : « Soyez les soldats de l'ordre comme vous avez été les soldats de la Victoire ! »

Après la revue, M. Poincaré remet, avec le cérémonial d'usage, la plaque de grand-officier de la Légion d'honneur au vice-amiral Barthes, ancien commandant du cuirassé *Jean-Bart* et commandant en chef des frontières maritimes de la Manche.

Le cortège se rend ensuite au pied de la Tour. A gauche du monument ont été érigées deux grandes estrades pour les notabilités de la ville et de la région, les parlementaires, conseillers généraux et d'arrondissement, conseillers municipaux, magistrats, etc. Face au monument sur le trottoir de l'église Saint-Eloi, une tribune est réservée aux familles des morts. A droite du monument se massent — tragique cohorte — les grands mutilés et les veuves de guerre, différentes chorales, notamment celle de la *Jeune France* et l'Harmonie des Musiciens.

Les glorieux drapeaux du 110^e et des fusiliers-marins viennent se placer face au monument près duquel se tiennent MM. Poincaré,

(1) Ce pavillon qui est maintenant hissé les jours de fête au beffroi de l'Hôtel de Ville, mesure 96 mètres carrés.



Le Cortège Officiel arrive Place Jean-Bart

Terquem, maire, le ministre de la Marine, le maréchal Foch et ses généraux, l'amiral Ronarc'h, M. Trystram, sénateur, etc.

Près de soixante drapeaux des Sociétés militaires et des écoles, encadrent les notabilités.

Une modeste tribune a été aménagée pour les orateurs à droite du monument. M. Delrue, président de l'Union Nationale des Anciens Combattants y procède à la remise du monument à la ville.

DISCOURS DE M. LUCIEN DELRUE

Président de l'Union Nationale des Anciens Combattants de l'arrondissement

Après avoir rappelé l'héroïsme des 1.500 enfants de Dunkerque morts pour la France pendant la guerre et montré que le monument était un symbole d'ardente reconnaissance et de douloureuse pitié, M. Delrue ajoutait :

Ce n'est pas moi, Messieurs, qui devais avoir l'inestimable privilège de saluer, le premier, l'hommage de la ville de Dunkerque à ses Morts, et le geste qui va en faire la remise définitive ne devait pas être accompli par notre camarade, glorieux mutilé de la Guerre.

Il appartenait au Maire de Dunkerque, Président du Comité du Monument, de présenter une œuvre à laquelle il a consacré tant de son activité et de son cœur si plein de l'amour de la Ville et de son Pays, — il lui appartenait de faire le geste rituel par lequel toute notre patriotique population devait prendre possession de ce Monument... Il ne l'a pas voulu.

A ceux qui ont combattu et ont été les camarades de ceux que nous honorons, à ceux que la Guerre a mutilés et qui sont plus proches encore des Morts, il a voulu céder la Place d'Honneur qui lui revenait de droit. Nous, les Combattants, nous nous inclinons avec une profonde reconnaissance devant ce geste de désintéressement patriotique qui ne nous a pas surpris de celui qui, depuis quinze ans préside avec une si belle conscience de son devoir aux destinées de notre Ville et a,

lui comme nous, fait la Guerre au poste de combat, d'honneur et d'angoissantes responsabilités qui était le sien.

...Dans un magnifique élan, les Dunkerquois de tous âges, de toutes conditions, ont contribué à l'érection de ce Monument magnifique, qu'ils acceptent l'hommage de notre reconnaissance émue...

...Le petit sou de l'écolier est venu s'ajouter aux billets bleus des commerçants, des industriels, des administrations, de la Ville de Dunkerque. Tous ont apporté leur contribution suivant leurs possibilités, suivant leurs forces, tous, avec le même sentiment de patriotique reconnaissance...

...Le Monument a été l'œuvre de tous, il est consacré à tous, personne n'est oublié. Anonyme pour nos Morts, il est l'offrande anonyme de tous les vivants, anonyme au point que la Municipalité n'a même pas voulu laisser inscrire qu'il fut élevé sous son Administration. C'est l'Offrande de la Ville de Dunkerque à tous ses Morts. Qu'importent ceux qui en ont eu l'idée, l'ont réalisée! Les hommes disparaissent dans l'ampleur du geste...

Après avoir rendu hommage au talent de l'auteur du Monument, M. Delrue disait avec émotion :

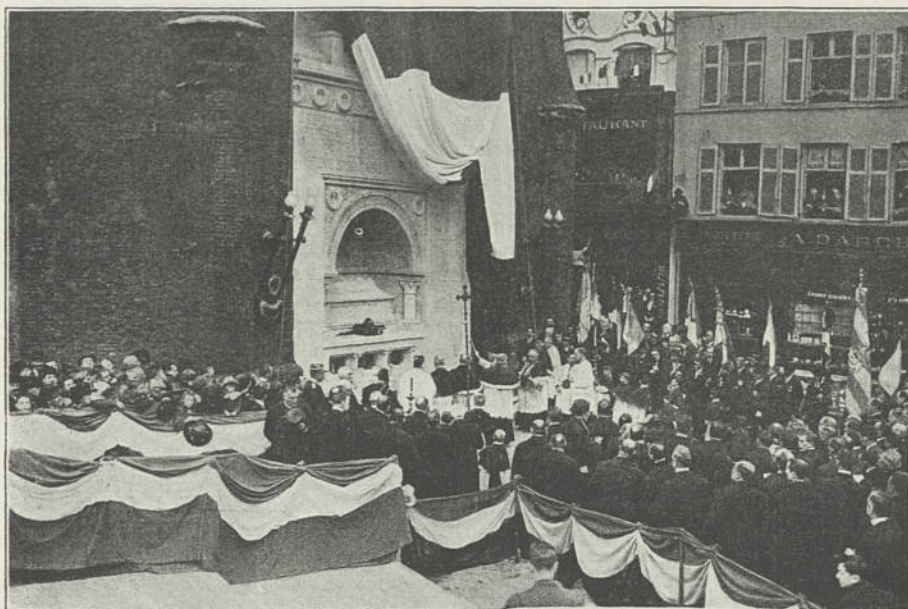
Là, sur ces marches devant presque le Monument scellé dans la pierre, repose un douloureux hommage : c'est la couronne de bronze qui dira et répétera chaque jour le déchirement du cœur des épouses, des mères, des enfants que la Guerre a plongés dans le deuil...

...Ce matin même, ajoutant, si c'est possible à l'élan unanime de la population, les Ministres de tous les cultes ont successivement consacré leurs prières au souvenir de nos Morts dans un geste d'une union sacrée qui a été notre force d'hier et reste notre force de demain, et le geste rituel qui bénissait les croix de bois sous la mitraille est encore venu bénir le Monument de pierre...

...Du haut de ce beffroi où, pendant la Guerre, veillaient inlassablement les guetteurs pour signaler l'approche de nos ennemis et



M. Poincaré donnant l'accolade au vice-amiral Barthes, qu'il vient de faire Grand Officier de la Légion d'Honneur



alerter la population, s'égrèneront toujours les notes du Carillon qui bercera le sommeil de nos Morts. Nos cloches sonnent pour les fêtes; nos cloches sonnent pour les glas; deuils et joies, recueillement ou gaieté, toute la vie de la Cité vivra chaque jour avec eux; et comme le tocsin a sonné pour la mobilisation, le tocsin rappelant l'alarme et le danger, sonnera, lui aussi, tout à l'heure pendant que les drapeaux s'inclineront et que retentiront les fanfares.

Morts de Dunkerque, Camarades à jamais chéris, reposez en Paix.

Comme le Drapeau tricolore, vous êtes le symbole du Devoir envers la Patrie.

Soldats d'aujourd'hui, pour les soldats d'hier : Au Drapeau!



L'immense voile tricolore qui drapait le Monument, descend alors lentement, amené par deux mutilés, pendant que les fanfares sonnent « Au Drapeau ». La *Jeune France*, accompagnée par l'Harmonie des Musiciens, chante l'*Hymne aux Morts*, de Victor Hugo.

Puis, M. Terquem succède à M. Delrue à la tribune. Le maire de Dunkerque, en proie à une émotion intense, prononce un remarquable discours, dont voici les principaux passages :

DISCOURS DE M. HENRI TERQUEM

Maire de Dunkerque

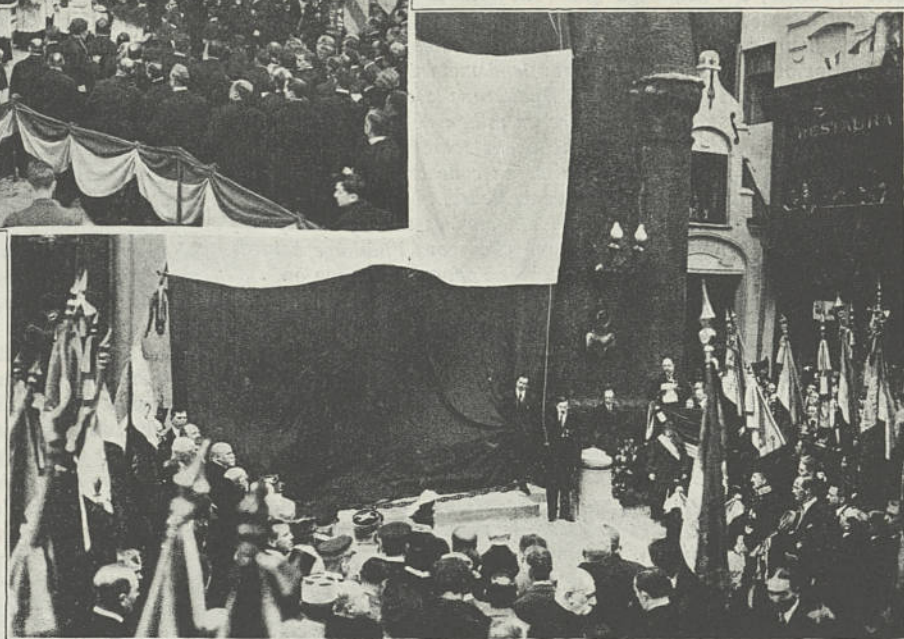
M. Terquem qui était président du Comité chargé de l'érection du Monument, montre d'abord, dans une description sobre, toute la signification de celui-ci.

...Le Monument, dit-il ensuite, est encadré dans l'ogive élancée dont la ligne appartient à notre vieux beffroi, reliant ainsi d'un seul mouvement le présent et l'avenir à tout le passé de notre ville, donnant au nom de nos ancêtres qui la construisirent, un témoignage de pieuse affection à ceux qui sont restés dignes du légendaire héroïsme de notre cité.

Entre ces robustes contreforts, assises inébranlables, nous avons édifié l'Autel de la Patrie devant lequel tous, quelles que soient leurs croyances ou leurs opinions, peuvent et doivent s'incliner avec respect et vénération, communiant en quelque sorte dans un culte commun.

Mgr Scalbert, entouré du Clergé de la ville, procède à la bénédiction du Monument.

M. Delrue, président de " l'Union Nationale des Anciens Combattants ", prononce le discours à la suite duquel sera enlevé le pavillon tricolore recouvrant le Monument.



La France a eu besoin de toutes ses forces pour gagner la guerre, elle n'a pas moins besoin de toutes ses forces pour gagner la paix.

Et quand l'Allemagne aura enfin réellement exécuté le traité de Versailles, quand toutes les résistances d'une mauvaise foi native auront été brisées, quand nous pourrons tendre toutes nos forces et notre énergie vers le travail, la bonté, la solidarité sociale alors, — mais alors seulement — nous aurons le droit de dire à ceux-ci : « Vous n'êtes pas morts en vain, le fruit de votre victoire ne vous a pas été arraché, reposez en paix, l'œuvre est accomplie ».

Pendant quatre ans, nous avons vécu avec cette seule pensée : gagner la guerre, depuis quatre ans, nous avons vécu avec cette autre pensée, plus angoissante encore : gagner la paix...

Après un témoignage de reconnaissance au Maréchal Foch, à l'Amiral Ronarc'h et au Président Poincaré, le maire de Dunkerque terminait dans une poignante péroraison d'une haute ferveur patriotique :

...Dunkerque peut et doit s'enorgueillir d'un tel hommage et nous répondons à la France, au nom de ceux dont l'héroïsme dicte notre conduite, au pied de ce Monument symbolique, qui exalte les plus beaux sentiments :

« Quoique nous demande la Patrie, sacrifices, restrictions, dévouement, désintéressement, travail, toute notre volonté, toute notre énergie, toutes nos forces sont à elle pour qu'elle soit aussi grande et lumineuse dans la paix qu'elle a été héroïque et glorieuse dans la guerre ».

Comme le discours du président de l'Union Nationale des Anciens Combattants, celui du Maire fut salué par les applaudissements frénétiques de toute la foule.

Les acclamations redoublèrent lorsque M. Poincaré monta à la tribune pour prononcer le discours historique que l'Europe appela

le « Discours de Dunkerque », et qui est aussi une magistrale étude de l'Histoire de Dunkerque.

DISCOURS DE M. RAYMOND POINCARÉ

Ancien Président de la République, Président du Conseil

M. Poincaré commence par rendre un juste hommage à M. Henri Terquem qui « ...depuis si longtemps déjà donne à la Mairie de Dunkerque l'exemple d'une infatigable activité ».

Puis il redit son émotion lorsqu'il apprit que les guirlandes de fleurs, tressées à l'intention de sa visite en 1914, avaient été transformées en couronnes pour les tombes des soldats morts à Dunkerque.

...Le jour où M. le Maire de Dunkerque m'associait ainsi, d'un geste spontané, à l'hommage que vous rendiez à vos morts, j'ai senti des liens sacrés se nouer entre vous et moi; et, lorsqu'après avoir plusieurs fois visité, au cours des hostilités, votre ville féroce bombardée, je suis revenu, au lendemain de la victoire et de la paix, le 10 août 1919, remettre à Dunkerque la croix de la Légion d'Honneur, je me suis promis d'être au milieu de vous quand vous célébreriez le courage de vos concitoyens tombés à l'ennemi, de m'arrêter au pied du monument qui serait consacré à leur mémoire et d'y déposer, à mon tour, une gerbe de fleurs...

...Ces mâles vertus que vous aviez déployées sur les champs de bataille et dans la Place menacée, sont chez vous l'héritage naturel d'un long et magnifique passé; et, depuis l'époque lointaine où, sur la côte sablonneuse, Saint-Eloi a élevé la modeste église des dunes, qui a donné son nom à votre ville, les siècles ont travaillé à faire de Dunkerque un inextinguible foyer d'énergie.

Votre histoire, que M. Malo a écrite avec tant de science et d'amour, est celle d'un perpétuel qui-vive, d'un dur et incessant combat contre les hommes et contre les éléments. Un jour, c'est aux marées qu'il faut opposer une barrière, un autre jour, c'est un voisin dont il faut repousser l'agression.

Longtemps, comte de Flandre, roi de France, roi d'Espagne se disputent, avec des fortunes diverses, la possession de votre port, tandis qu'à travers le détroit, les Anglais vous épient et, à l'occasion, tombent sur vous. Le danger est toujours à vos portes; et vos bourgeois, contamment alertés, assurent, à tour de rôle, du haut du beffroi, le service du guet. Le seizième siècle n'est pour vous qu'une affreuse période de discordes et de désolation. Dans vos murs se succèdent des garnisons espagnoles, hollandaises, françaises, sans que jamais vous soyez consultés sur le choix de vos maîtres; mais à mesure que vous êtes obligés de subir ces dominations changeantes, vos intérêts et vos sympathies se tournent de plus en plus vers la France, dont vous attendez une sollicitude plus éclairée et une protection plus efficace. Aussi bien, lorsqu'à la fin de la première moitié du dix-septième siècle, vous apprenez que ses armées victorieuses s'avancent peu à peu vers le nord et s'approchent de vos murailles mal défendues, vous voyez sans plaisir le Gouverneur espagnol fortifier vos bastions, ouvrir vos écluses et tendre dans la plaine les inondations protectrices; et bientôt la capitulation de la Place, sous la puissante étreinte de Condé, est pour vous un soulagement.

Mais à peine êtes-vous rendus à votre destinée française que la guerre recommence dans les Pays-Bas, avec ses alternatives et ses caprices; et vous voici de nouveau, assiégés par les Espagnols; et, de nouveau, vous tombez entre leurs mains; et Condé, Condé lui-même, qui vous avait délivrés, vient, en une heure d'orgueilleux égarément, s'enfermer dans Dunkerque pour y servir les ennemis de son pays et de son roi.

Vous vous reprenez cependant à espérer: Turenne arrive; il gagne la bataille des Dunes, se précipite sur Dunkerque et s'en empare; la garnison espagnole se retire, Louis XIV entre dans la ville et y fait chanter le Te Deum; vous vous croyez sauvés; mais une fois encore, le sort impitoyable vous trahit. Cromwell, qui convoite Dunkerque et qui n'a pu l'obtenir de l'Espagne, a prêté à la France le concours de la flotte britannique et, en retour de cette alliance, il s'est fait, par avance, promettre la cession de votre port. Lié par cette promesse, le roi de France vous livre à l'Angleterre et c'est pour vous une nouvelle douleur; mais, dès que la Couronne des Stuarts est replacée

sur la tête de Charles II, Louis XIV s'empresse de négocier pour racheter la ville perdue, et, malgré la vive hostilité de l'opinion anglaise, il réussit; et lorsqu'enfin, le 26 juin 1658, Dunkerque est à jamais redevenue française, le Comte d'Estrades peut écrire à Colbert ces lignes où s'expriment clairement vos aspirations persistantes:

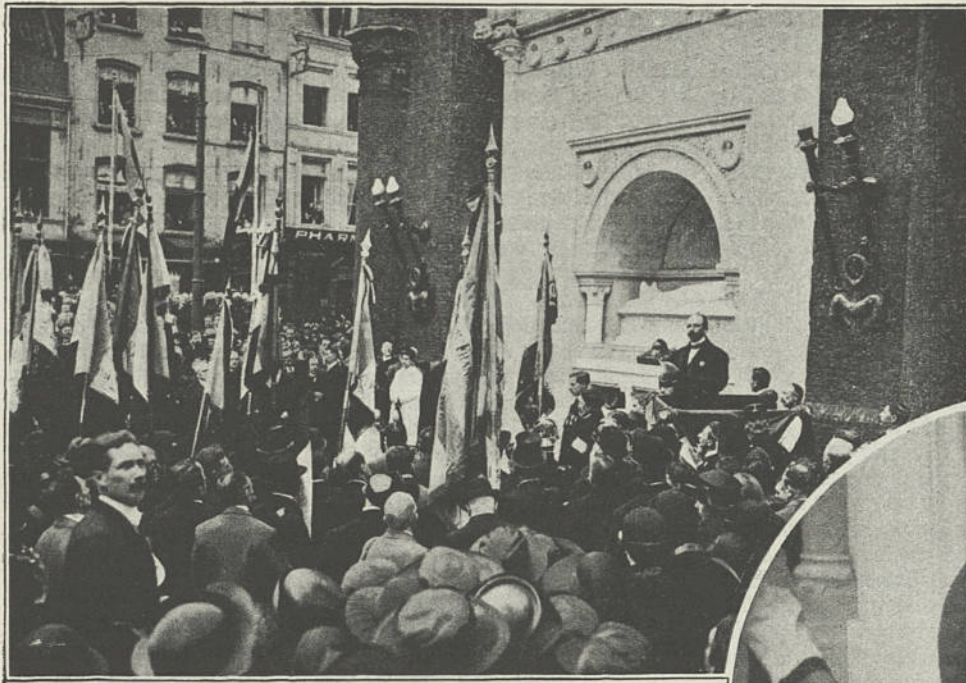
« La joie est grande parmi ces peuples d'être au Roi ». Au Roi, c'était dire à la France. Oui, Messieurs, cette ville, dont un artiste éminent a rappelé ici les titres de gloire et dont les armoiries rayonnent sur ce soldat endormi, est auréolée par l'éclat de cette longue histoire, et ce sont toutes ces souffrances passées, toute ces émotions, toutes ces épreuves, qui ont trempé l'âme de vos aïeux et, après elle, la vôtre et celle de vos fils. Aujourd'hui, que vous venez de donner à la France de nouveaux gages de votre dévouement, revivons donc un instant par la pensée les heureuses journées où vos pères se réjouissaient d'être à elle: journées de travail et d'espoir, où Colbert et Vauban relevaient votre cité, qui était alors « en pauvre état et grande ruine », où ils agrandissaient et outillaient votre port, reconstituaient votre marine, aménageaient votre arsenal, reconstruisaient vos phares, prolongeaient vos jetées, creusaient le Bassin du Roi, installaient des batteries dans votre citadelle, dans vos forts et sur vos remparts; journées de fêtes et de prospérité, où la population de Dunkerque, rapidement accrue en quelques années, s'empressait au devant de Louis XIV, lorsqu'il lui rendait visite et que le cortège royal défilait dans vos rues pavées.

Mais le XVII^e siècle ne s'acheva pas sans que recommençât le cycle de vos tourments. L'Angleterre, inquiète de votre force, qu'elle prenait pour une menace, rêvait de vous anéantir, et deux années de suite, en 1694 et en 1695, elle s'y essaya à grand renfort de frégates, galiotes, brûlots, jakats et machines infernales. Par bonheur, Jean Bart était là, qui, avec ses chaloupes et ses barques, déjoua triomphalement la manœuvre de la flotte britannique, Jean Bart, dont le radieux souvenir plane encore sur la cérémonie de ce jour, Jean Bart, dont le fier visage, ressuscité par David d'Angers, était tout à l'heure tourné vers ces vaillants fusiliers-marins, qui sont ses dignes descendants et auxquels j'ai eu, le 11 janvier 1915, la fierté de remettre leur drapeau sous les murs de Dunkerque.

Mais hélas! messieurs, si l'héroïsme de Jean Bart avait empêché la ville de retomber sous la domination étrangère, la triste et sanglante aurore du XVIII^e siècle, fut pour vos ancêtres le signal de nouveaux supplices. S'il n'était plus question d'arracher les Dunkerquois à la nationalité française, votre port et vos fortifications éveillaient toujours, en face de vous, des appréhensions et des jalousies et l'Angleterre mit à profit la malheureuse guerre de la succession d'Espagne pour tenter derechef l'accomplissement de ses antiques desseins. Un jour vint où, à la faveur d'un armistice, elle put installer des troupes dans la ville et réserver ainsi à la France l'humiliation de la paix d'Utrecht.

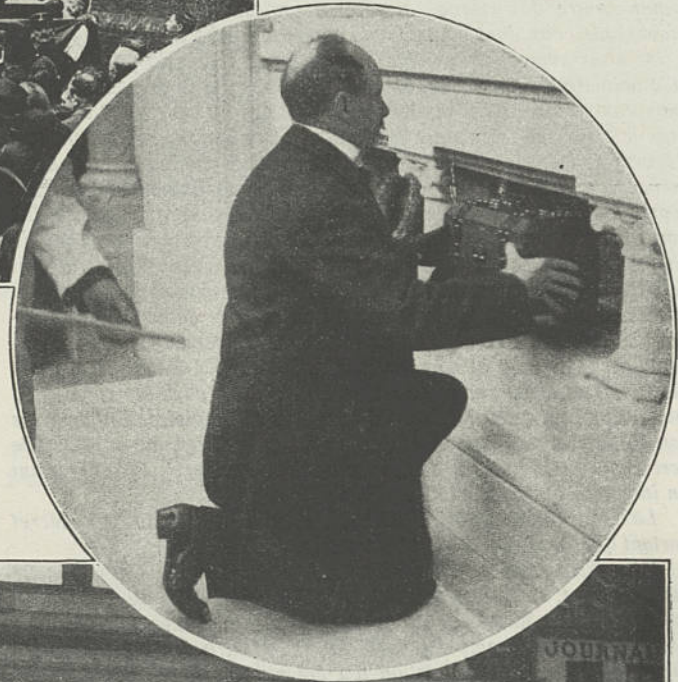
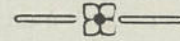
Sans doute, la garnison anglaise n'était pas maintenue dans la Place; mais le traité consacrait la ruine de Dunkerque; les fortifications devaient être rasées, les jetées abaissées au niveau de l'estran, les écluses détruites, le bassin du Roi comblé, le port fermé par un batardeau; et pour que tout ce qui faisait la richesse et la sécurité de votre ville fût bien définitivement aboli, deux commissaires britanniques étaient autorisés à s'installer en permanence dans la ville et à y assurer l'éternité de ces destructions.

Aujourd'hui, Messieurs, qu'entre deux peuples faits pour se comprendre, s'estimer et s'aimer, sont à jamais tombées, je n'en doute pas, les préventions d'autrefois, nous pouvons parler, sans haine et sans colère, de ces malentendus anciens; et peut-être même sommes-nous, les Anglais et nous, en mesure d'en tirer d'utiles enseignements pour notre politique commune. Au XVIII^e siècle, nos voisins d'outre-mer sont, à tort ou à raison, convaincus que Dunkerque est comme Calais, un pistolet braqué sur le cœur de l'Angleterre et ils sont résolus à ne jamais permettre que soit rechargée cette arme française. Ils redoutent aussi et peut-être surtout, la concurrence commerciale de votre port. Que font-ils pour parer à ces dangers chimériques ou réels? Du traité d'Utrecht au traité d'Aix-la-Chapelle, puis du traité de Paris au traité de Versailles, ils installent et conservent ici des commissaires qui vous interdisent de rehausser les jetées, de réparer les quais, de rétablir une batterie, de rouvrir un canal, de déplacer une écluse, et c'est par là que sont



M. Terquem, maire, au moment où il déclare :

« ...La France a eu besoin de toutes ses forces pour gagner la guerre, elle n'a pas moins besoin de toutes ses forces pour gagner la paix... »



Le maire de Dunkerque dépose dans le monument le coffret renfermant les parchemins où sont inscrits les noms des mille cinq cents Dunkerquois morts pour la France.



(1) Le Colonel C^o le 110^{me} R. I. — (2) Général LA CAPELLE, C^o le 1^{er} C. A. — (3) Le maréchal FOCH. — (4) M. POINCARÉ. — (5) M. RAIBERTI, ministre de la Marine

Le salut au drapeau du 110^{me} Régiment d'Infanterie

étouffés jusqu'en 1783 tous vos efforts de relèvement. Ainsi, lorsque l'Angleterre voyait ou croyait voir à proximité de ses frontières un péril militaire et maritime, elle n'hésitait pas à prendre, dans la plénitude de sa liberté, les mesures qu'elle jugeait pour longtemps nécessaires à la sauvegarde de sa sécurité nationale. Après une guerre que nous avons soutenue côte à côte pour la défense de nos droits respectifs et qui a créé entre nous une indissoluble communauté d'intérêts, l'Angleterre peut-elle s'étonner que nous entendions à notre tour protéger nos frontières contre de nouvelles violations et empêcher une nation, dont l'impérialisme paraît incurable, de recommencer hypocritement, dans l'ombre, des préparatifs d'invasion ? La paix ne nous a donné, à cet égard que des garanties incomplètes, précaires et provisoires ; elle nous en avait promis d'autres, qui nous ont été ensuite refusées ; comment n'admettrait-on pas que nous eussions le droit de chercher, d'accord avec nos alliés, à nous prémunir contre des risques autrement vraisemblables et autrement graves que ceux dont l'Angleterre se croyait jadis menacée ?

Si nous avions besoin, Messieurs, d'une leçon de persévérance et d'opiniâtreté, nous n'aurions, d'ailleurs, qu'à la demander à nos amis eux-mêmes. Rendons-leur cette justice : lorsqu'ils ont vu qu'après le traité de 1783 notre génie civil et militaire avait reconstruit l'écluse de Bergues, restitué au port sa valeur commerciale et commencé à exécuter un important programme de travaux, ils se sont repris à l'idée de démolir ou de posséder Dunkerque ; et ils ont immédiatement trouvé dans la Révolution française, l'occasion de chercher à réaliser le rêve qui les obsédait. Au Congrès d'Anvers, ils obtenaient le consentement des alliés à leur projet favori et, dès le mois d'avril 1793, ils envoyaient une escadre demander la reddition de la Place. Elle était reçue comme il convenait par les descendants de Jean Bart et se retirait. Mais, au mois d'août suivant, la ville était assiégée par le duc d'York et c'était, dans les annales de Dunkerque, un nouvel épisode d'héroïsme et de gloire. Enflammées par Hoche, la garnison et la garde nationale citoyenne brisaient le cercle qui étranglait la ville, repoussaient l'ennemi, lui enlevaient un immense butin et le taillaient en pièces.

La Convention publiait aussitôt, dans le *Moniteur*, un décret portant que Dunkerque avait bien mérité de la Patrie.

Cherchant dans la guerre récente, à renouveler et à rajeunir cette juste louange, le Gouvernement de la République n'a pu que redire, sous une autre forme, ce qu'avait proclamé la Convention : « Ville héroïque, sert d'exemple à toute la Nation », a déclaré le *Journal Officiel*, et jamais appréciation n'a été plus méritée. J'ai vu Dunkerque à la veille de la guerre ; je l'ai revue aux heures les plus tragiques et les plus sombres ; je l'ai toujours trouvée égale à elle-même, méritant bien de la Patrie et servant d'exemple à toute la Nation.

L'éminent orateur salue ensuite le Maréchal Foch qui sauva Ypres et Dunkerque en 1914 et avec son puissant talent, montra la lutte hérissée de difficultés que poursuit la France pour assurer l'exécution du traité de Paix et il affirme en terminant :

Dans l'entreprise nécessaire où elle s'est engagée, la France tiendra bon, comme elle l'a fait jusqu'ici, sans violences et sans provocations ; elle ira jusqu'au bout ; et, en couronnant ainsi par une paix durable et réparatrice l'œuvre de nos morts, elle leur rendra le meilleur hommage qu'ils puissent recevoir des survivants.

Une formidable ovation salue pendant de longues minutes la fin du discours de M. Poincaré.

..

Deux pupilles de la Nation avancent ensuite une table recouverte du drapeau tricolore et sur laquelle a été déposé un coffret en chêne du Japon, orné de feuilles de lauriers, exécuté par les élèves de l'École Pratique.

Dans ce coffret historique, tapissé de velours violet, se trouve un tube de cristal fixé sur un coussin en soie aux couleurs de Dunkerque, renfermant les feuilles de parchemin où sont inscrits les noms des quinze cents Dunkerquois morts pour la France, et un blason recouvert de soie tricolore portant une Croix de la Légion d'Honneur, Médaille Militaire et une Croix de Guerre.

Élevant le tube de cristal devant la foule, le Maire de Dunkerque

dit la voix brisée par l'émotion : « *Inclinez-vous tous, voici nos Morts...* » Toutes les têtes s'inclinent et les drapeaux s'abaissent... Puis élevant le blason avec les trois décorations, il ajouta : « *Voici leur gloire, elle reposera avec eux éternellement.* »

Le coffret est ensuite refermé (1) et M. Terquem, s'agenouillant, le dépose dans une cavité disposée sous le sarcophage.

M. Poincaré scelle alors la dernière pierre, devant laquelle l'on fixe immédiatement une plaque de bronze portant une couronne également en bronze.

Pendant cette suprême cérémonie, la chorale *La Jeune France* chante l'*Hymne à Jean Bart* et l'Harmonie des Musiciens exécute *La Mort d'Ase*.

Les troupes défilent aussitôt devant le monument que les officiers saluent de l'épée. Après le 110^e Régiment d'infanterie, l'artillerie, les fusiliers-marins, passent les sapeurs-pompiers, les Sociétés militaires et d'anciens combattants, les écoles. De chaque unité, de chaque société, des délégations viennent déposer des gerbes et des couronnes au pied du monument.

M. Poincaré avait tenu à apporter lui-même une large palme de bronze avec cette inscription :

« *Le Gouvernement de la République aux Marins et Soldats Dunkerquois morts pour la France.* »

Le lendemain, *Le Nord Maritime* écrivait :

« Devant cette solennité émouvante de grandeur et d'unanimité de sentiment, l'émotion avait gagné tous les cœurs. L'hommage à nos morts ne pouvait avoir plus de beauté et de respectueux enthousiasme ».

Après le défilé et au milieu d'une foule frémissante qui ne cessait d'ovationner M. Poincaré et le Maréchal Foch, le cortège officiel gagna à pied l'Hôtel de Ville, où un lunch fut servi.

Le Maire de Dunkerque présenta au Président Poincaré les Conseillers municipaux et les notabilités Dunkerquoises, puis évoqua les travaux accomplis par la Municipalité pendant la guerre.

A cinq heures, le Président du Conseil quittait l'Hôtel de Ville pour regagner la gare. Sur tout le parcours, le service d'ordre était assuré par la police municipale et la troupe. La foule, extrêmement dense, ne cessa d'acclamer M. Poincaré, le Maréchal Foch et l'Amiral Ronarc'h.

Sur le quai de la gare, M. Poincaré et le Maréchal Foch remercièrent avec émotion le Maire de Dunkerque de la réception inoubliable que la population dunkerquoise leur avait réservée.

Le lendemain, M. Terquem adressait à la population les remerciements de la Municipalité :

« *Dunkerquois, disait-il, la journée du 15 avril restera inscrite dans notre histoire, comme une date inoubliable pour tous ceux qui ont vécu cette heure d'émotion et de confiance dans la destinée du Pays.*

« *Merci à toute notre admirable population dunkerquoise, qui met son dévouement à la hauteur de toutes les circonstances, qu'il s'agisse de travailler en paix à la prospérité de la ville, ou en guerre devant l'ennemi et qui considèrent comme un suprême honneur l'hommage qui est dû à ceux qui tombent en combattant aussi bien au Champ d'honneur du travail qu'au Champ d'honneur de la Patrie!*

« *Dunkerque, en toutes circonstances sert d'exemple à toute la Nation!*

« *Vive Dunkerque!* »

..

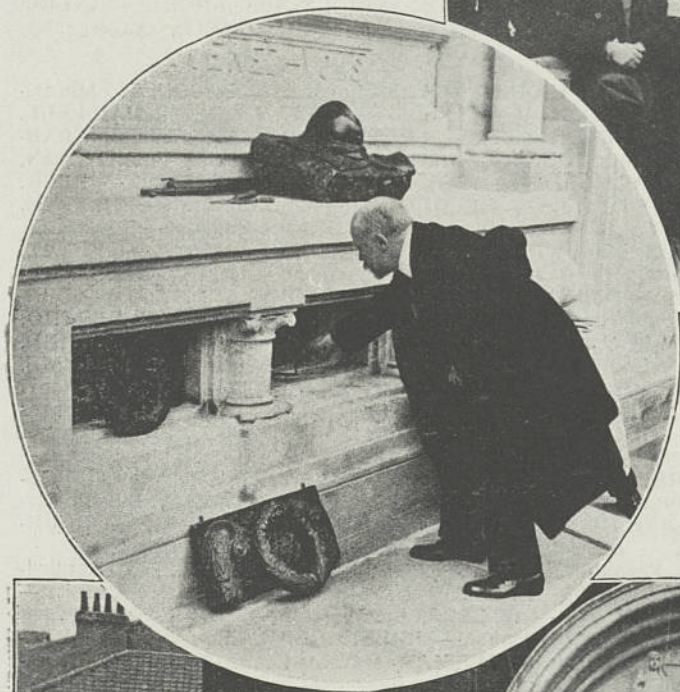
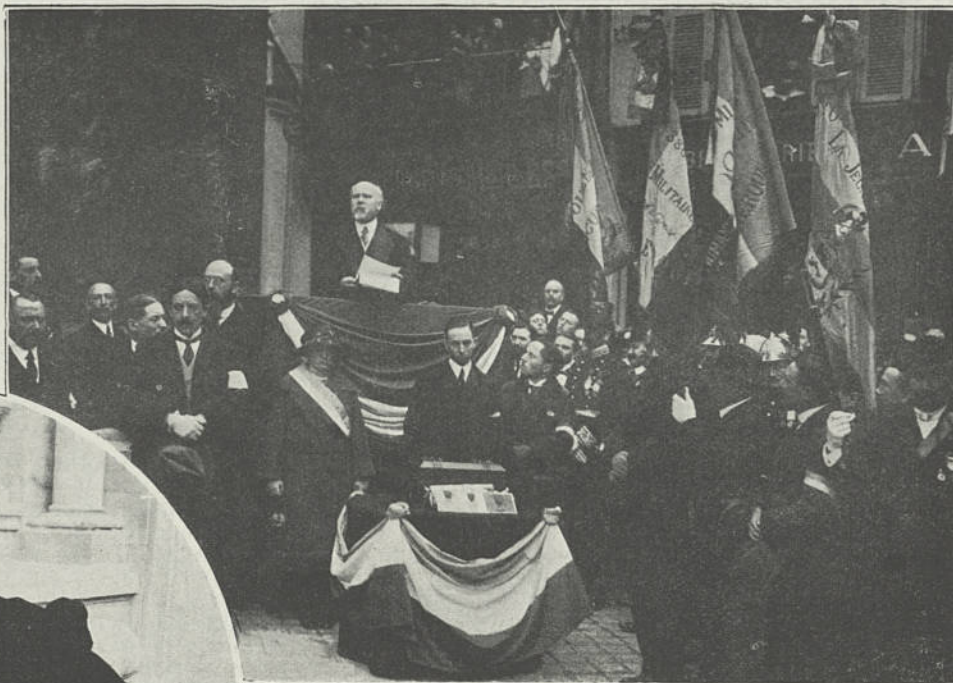
Avec le récit de l'inauguration du Monument élevé pieusement par la Ville à ses enfants morts pour la France, s'achève ce modeste essai d'histoire de la vie tragique et héroïque de Dunkerque pendant la guerre de 1914-1918.

Comme un suprême hommage à leur sacrifice, le lecteur trouvera, dans les pages qui suivent, la liste émouvante de ces quinze cents Dunkerquois morts pour le salut de la Patrie.

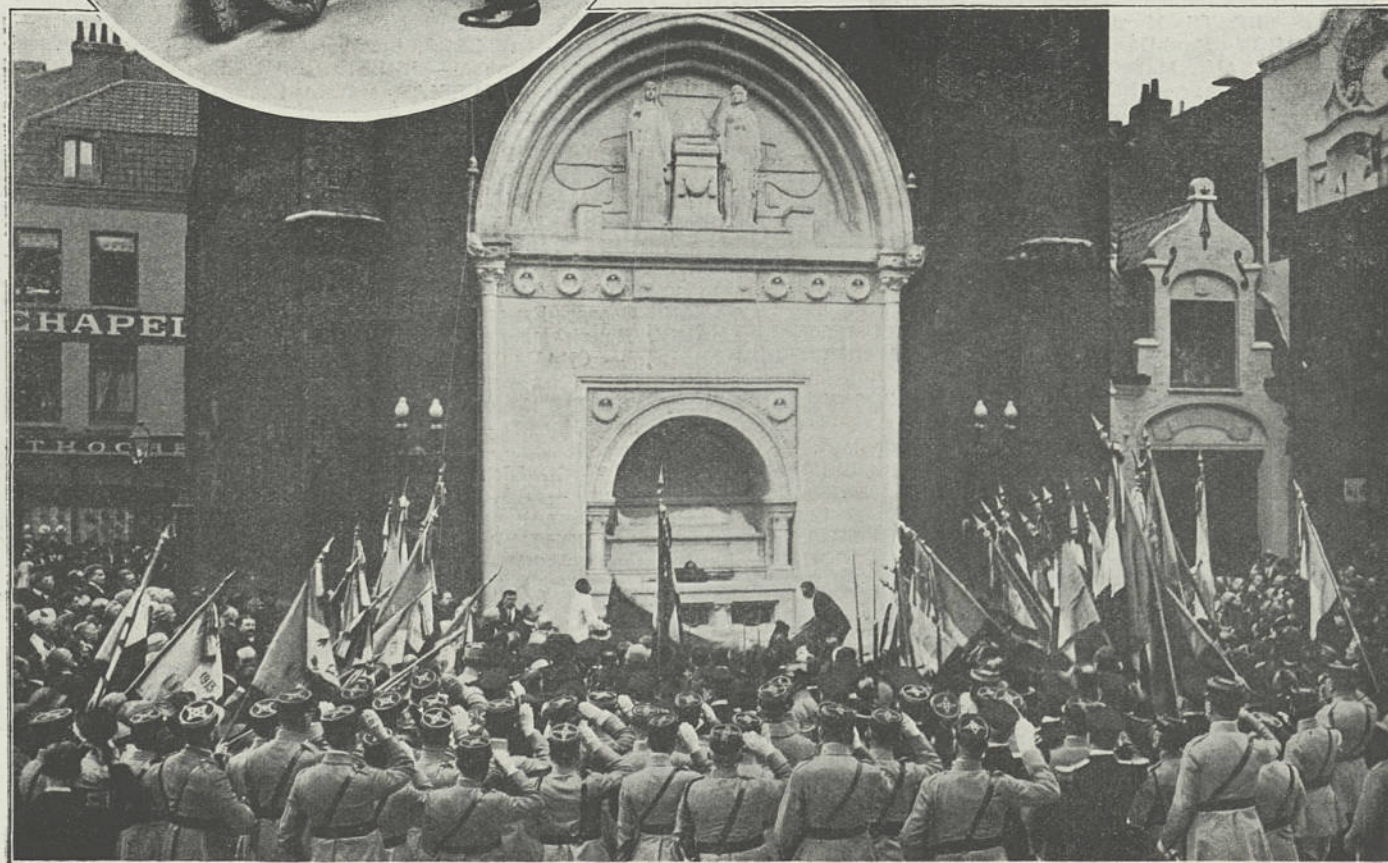
(1) La clef du coffret est maintenant déposée au Musée de la Ville.

M. Poincaré prononçant le discours qu'en Angleterre l'on appela le "Discours de Dunkerque".

Dans le médaillon : M. Poincaré scellant la dernière pierre du monument.



Devant la tribune se trouvent deux pupilles de la Nation chargés de la garde du coffret que l'on aperçoit sur la table et qui renferme les parchemins où sont inscrits les noms des Dunkerquois morts pour la France.



Devant le Monument. — Le premier salut des officiers, des drapeaux et de la foule pendant que les fanfares sonnent "aux Champs" et que les cloches de la Tour sonnent à toute volée

Liste des Dunkerquois morts pour la France

— — — — —
 GUERRE 1914-1918
 — — — — —

ACARIE, Charles-François. — ACARIE, Joseph-Lucien — ACKET, Amand. — ACKET, Georges-Jules. — ALEXANDER, Marius. — ALLENDER, Arthur-Albert. — AMBROSIUS Fernand — ANCIAUX, Maurice. — ANDIOEN, Julien-Henri. — ANDRE, Albert-Henri. — ANDRIES, Louis-François. — ANGIER, Marcel-Yves. — ANNIBERT, Victor. — ANNICOTTE, Auguste. — ANTOINE, Joseph. — ARDAENS, Adrien-Victor. — ARONS, Eugène-Adolphe.

BABELAERE, Jean-François. — BACQUET, Emile-Ernest. — BACQUET, Charles-Louis. — BACQUET, Marcel-Georges. — BAERT, Henri-Auguste. — BAERT, Isidore. — BASTOEN, Alexandre. — BAEY, Louis. — BAILLEUL, Romuald. — BALSEN, Louis-Albert. — BALSEN, Raymond-Julien. — BARRA, Eugène-Amand. — BARBE, Georges-Louis. — BARBIER, Gaston-Emile. — BAREY, Georges-Lucien. — BARON, Benjamin-Georges. — BARON, Georges-Louis. — BATEMAN, Maurice. — BAUDEN, Charles-Albert. — BAYEULLE, Irénée. — BEAUCHAMP, Pierre. — BECK, Claude-Jean. — BECK, Henri-Marie. — BEEKANDT, Marcel-Paul. — BECQUET, Albert-Edouard. — BECQUET, Constant-Pierre. — BECUWE, Aimé-Ernest. — BEKE, Henri-Félicien. — BEKERRIZE, Pierre. — BEELE, Marcel-Albert. — BELE, Horace-Eugène. — BELLAMY, Emile. — BELVAS, Raymond. — BENARD, Marcel-Lucien. — BENAUDET, Lucien-Fernand. — BENECH, Albert. — BENOIT, Eugène-Florimond. — BERETTA, Emile-Henri. — BERGEYRON, Emile. — BERKIN, Georges-Lucien. — BERNAERT, Lucien-Charles. — BERNAERT, Marceau-Paul. — BERNAERT, Numa-Désiré. — BERNARD, Henri-Maurice. — BERNARD, Albert. — BERNARD, Henri-Clément. — BERTRAND, Georges. — BERTEIN, Henri-Emile. — BERTHELOOT, Marceau. — BERTHO, Eugène-Paul. — BERTIN, Emile-Hippolyte. — BESEGHER, Georges-Henri. — BESNARD, Léon. — BLANCHARD, Alexandre. — BLANCKAERT, Charles. — BLANCKAERT, Charles-Edouard. — BLANQUART, Jean-Baptiste. — BLOMME, Edmond-Léon. — BLOMME, René-Louis. — BLONDEEL, Louis-Arthur. — BOCAGE, Gustave-Albert. — BOCUILLET, Henri. — BODEL, Eugène-Victor. — BODO, Pierre. — BOILOIE, Georges-Louis. — BOIVIN, Henri-Charles. — BOLLAERT, Georges. — BOLLENGIER, Alfred. — BOLLIER, Gabriel-Benjamin. — BOMMEL, Aristide-Albert. — BONNE, Jules-Auguste. — BOONE, Alphonse-Joseph. — BOONE, Emile. — BOONE, Maurice. — BOONE, Paul-Oscar. — BOONE, Victor-Félix. — BONNET, André. — BONNY, Gustave. — BONTE, Numa. — BORET, Jacques-Ferdinand. — BOSCAERT, Auguste. — BOSSAERT, Georges-Jules. — BOSSU, Henri-Marcel. — BOTS, Léon. — BOUCLET, Lucien-Léon. — BOUDEELE, Eugène-Clément. — BOUDT, Albert-Octave. — BOULENGIER, René. — BOUQUET, Victor-Jules. — BOURGEOIS, Albert. — BOURGOIS, Fernand. — BOUTELIER, Auguste. — BOUVE, Anatole. — BOUWYN, André-Charles. — BOY, Albert-François. — BOYEZ, Louis-Lucien. — BRANDT, Arthur-Roger. — BRANDT, Fernand. — BRASSEUR, Raymond. — BRATS, Edouard-Louis. — BRATS, Marcel-Eugène. — BREEM, Georges-Louis. — BREBION, Henri-Joseph. — BREBION, Pierre-Alfred. — BREYNAERT, Paul-Daniel. — BRIE, Henri. — BROCKS François-Léon. — BROEKS, Lucien-Léon. — BROUART, Ernest. — BROUCXAU, Maurice. — BRULE, Marius-Joseph. — BROUWER, Joseph. — BRUYNOOGHE, Maurice. — BRYCKAERT, Charles. — BUCHEZ, Maurice-Tobie. — BUNOUST, Emile-Albert. — BUSSIAN, Maurice-Léon. — BUTAYE, Jules-Jean. — BUTEZ, Paul-François. — BUYS, Arthur-Charles. — BUYSER, Maurice-Jean.

CABARET, Emile-Alfred. — CABOUR, Gaston-Georges. — CABOUR, Paul-René. — CABOUR, Pierre-Maurice. — CAECKE, Julien-Lucien. — CAELEN, Alphonse-Jean. — CAELEN, Gaston-César. — CAILLEAU, Omer-Abel. — CAILLIEZ, Louis-Ernest. — CALLIEBOUTER, Jules. — CALOONE, Henri-Elie. — CAMERLYNCK, Albert. — CANIS, Maurice-Cornil. — CAPPELAERE, Camille. — CARADEC, Jean. — CARETTE, Paul. — CARNIAUX, Ernest. — CARPENTIER, Alfred-Paul. — CARPENTIER, Henri-Louis. — CAROLUS, Désiré-Augustin. — CARRU, François-Emile. — CASSIAU, Pierre. — CASTEL, Aimé-Raphaël. — CASTEL, Albert-Ernest. — CASTEUR, Henri-Joseph. — CASTEUR, Maurice-Gaston. — CATHELAIN, Joseph-Georges. — CATOOR, Jean-Désiré. — CATRICE, Lucien-René. — CATTOEN, Gaston-Arthur. — CATY, Arthur. — CAURA, Lucien-Alfred. — CAVROIS, Charles-Jean. — CAYTAN, Georges-Ernest. — CAZEEL, Henri-Louis. — CECERI, Joseph. — CERF, Maurice-Paul. — CEUGNIEZ, Eméric. — CHAINE, Henri-Alexandre. — CHARLEMEIN, Maurice. — CHARLEMEN, Fernand. — CHARON, René. — CHARPENTIER, Eugène. — CHAVATTE, Fernand. — CHAVIGNY, Lucien-Alfred. — CHEVALIER, Maurice. — CHEVOLEAU, Constant. — CHIROUTRE, Charles. — CHOTARD, Alexandre. — CHRISTIAEN, Albert. — CLAERBOUT, Romain. — CLAEYMAN, Alfred. — CLAEYSEN, Maurice. — CLAEYS, Albert. — CLAVERY, Joseph-Constant. — CLAYSSSEN, Arthur-Charles. — CLEMENT Fernand-Henri. — CLEMMERSSEUNE, Alphonse. — CLITEUX, Abel-Marcel. — COCKEDEY, Jean-Constant. — COCQ, Maurice-Julien. — CODDÉE, Constant-Alexis. — COINON, Albert-Alphonse. — COLAS, Alfred-Jean. — COLLIN, Adolphe-Gaston. — COLLIN, Emile-Jean. — COLOOS, Jean-Baptiste. — COMBE, Arsène. — COMPIEGNE, Henri-Isidore. — COOLEN, Hermant. — COOLSAET, Auguste-Charles. — COOLSTOCK, Julien-Eugène. — COPIN, Marcel. — COPPENS, Ernest. — COPPEY, Léon-Gustave. — CORDIER, Louis-Alfred. — CORION, Théodore. — CORTEYN, Jules-César. — CORTIER, Emile-Victor. — CORTIER, Georges-Emile. — COUCHEY, Albert. — COUDEVILLE, Louis. — COUDOUX, Henri. — COUPEY, Emile-Joseph. — COUPEY, Jules. — COUSEIN, Roger. — COUTELIER, René-Georges. — COUTOU, Constant. — COUVREUR, Fernand. — CRASKE, Henri-Joseph. — CREQUETTE, Raymond. — CRUDO, Victor. — CYSSAU, Adrien-Félicien.

DAEMS, Aimé-Pierre. — DAEMS, Lucien-Edouard. — DAMMAN, Fernand. — DAMMAN, Lucien-Gaston. — DAMBRIN, Edouard. — DANCKAERT, Pierre. — DANCKAERT, Edouard. — DANVERS, Benoît. — DARCOURT, Maurice. — DARCOURT, Raymond. — D'ARRAS, Jean-Marie. — D'ARRAS, Maurice-Marie. — DARRAS, Numa-Isaïe. — DART, Gustave-Pierre. — DASSONVILLE, Gaston. — DAUCHY, Adolphe-Maurice-Paul. — DAULLET, Auguste-Edouard. — DAVAL, Victor. — DEBACKER, Daniel. — DEBAECKER Lucien. — DEBAENE, Georges-Gaston. — DEBAENE, Marcel-Eugène. — DEBAENE, Marcel-Maurice. — DEBEUKELAERE, Henri. — DEBEUGNY, Marcel-Jules. — DEBROCK, Armand-Arthur. — DE BRËE, Jean-Baptiste. — DEBUICHE, Moïse. — DEBRUYNE, Maurice. — DEBUSSCHER, Julien. — DEBYSER, Paul-Edouard. — DECANTER, Albert. — DECLERCK, Georges-François. — DECLERCK, Léon-Bernard. — DECLERCK, Victor-Henri. — DECLERCQ, Joseph-Julien. — DECLERCQ, Léon. — DECOCK, Charles. — DECOCQ, Maurice-Fortuné. — DECODTS, Eugène. — DECODTS, René-François. — DECONINCK, Daniel.



Le Monument de la Ville de Dunkerque à ses enfants morts pour la France

— DECONNINCK, Ange-Joseph. — DECONNINCK, Raoul. — DECORTE, Maurice-Emile. — DECRAMP, Gustave-Joseph. — DECROOS, Joseph-Georges. — DECROOS, Maurice-Emile. — DEDUYTSCHÉ, Marcel. — DEDUYTSCHÉ, Raoul. — DEFLOU, André-Louis. — DEFONTAINE, Amédée. — DEFONTAINE, Lucien. — DEGAY, Fernand-Ernest. — DEGRAEVE, Maurice-Henri. — DEGRAND, Emile-Henri. — DEGRAVE, Marceau-Lucien. — DEGROOTE, Georges-Paul. — DEGRYSE, Georges-Fernand. — DEGUNST, Maurice-Jacques. — DEHAY, Gustave-Léon. — DEHENNIN, Edmond. — DEMOUCQ, Emile-Charles. — DEHUY, Pierre-Constant. — DEHUYSER, Marceau. — DEKETER, Raymond-Jules. — DEKESTER, Victor-Henri. — DEKEUNYNCK, Bernard. — DELACROIX, Marceau. — DELAGE, Auguste-Jules. — DELAETER, Henri. — DELANGHE, Fernand. — DELANNOY, Alfred-Jules. — DELANSAY, Achille. — DELAPORTE, Alcide. — DELAPORTE, Henri-Clément. — DELBECQUE, Maurice. — DELCAMBRE, Louis. — DELEFORGE, Florent. — DELEGHER, Charles-Louis. — DE LENS, Eugène. — DELESALLE, Gustave. — DELETRÉ, Jean-Henri. — DE LEU, Edouard. — DELGORGUE, Gustave. — DELHORS, Eugène-Lucien. — DELMOTTE, Marcel-Auguste. — DELPIERRE, Jean. — DELPIERRE, Maurice. — DELPORTE, Edmond-Jules. — DELPORTE, Maxime-Eugène. — DELRUE, Arthur-Georges. — DEMAN, Gustave-Léon. — DEMEESTER, Auguste. — DEMEESTER, Julien. — DEMEYER, Désiré. — DEMORY, Edmond. — DENAERDT, Louis. — DENECKER, Henri. — DENGHEN, Auguste. — DENIS, Jean-Marie. — DENOYEZ, Joseph-Alfred. — DENTANT, François-Louis. — DENYS, Arthur-Charles. — DENYS, André-Cornil. — DENYS, René-Emile. — DEPOORTER, Gabriel. — DEPOT, Gustave-Ernest. — DEQUEKER, René. — DERACHE, Clément. — DERAMOUDT, Marcel. — DERCLE, Georges-Léon. — DEREUDDRE, Louis. — DEREUWAERT, Victor. — DERICKXEN, Jules. — DERIQUE, Joseph-Jean. — DEROO, Achille-Eugène. — DEROO, Joseph-Victor. — DEROO, Romain-Joseph. — DEROO, Victor-François. — DEROOME, Auguste. — DEROSI, Joseph-Raphaël. — DERUELLE, Maurice. — DERVYN, Marcel-Emile. — DESAEGHER, Eugène. — DESAEGHER, Jules-Emile. — DE SAINT-JAN, Albert. — DE SAINT-JEAN, François. — DESCAMPS, Jules-Florent. — DESCHAMP, Henri. — DESCHODT, Augustin. — DESCHODT, Emile-Joseph. — DESCHODT, Joseph-Benoît. — DESCHODT, Lucien. — DESCHODT, Maurice-Paul. — DESCHOTTE, Edouard. — DESCHUYTTER, Benoît. — DESGARDIN, Eugène. — DESMIDT, Emile-Alfred. — DESMIDT, Georges-Albert. — DESMULIE, Samuel. — DESROUSSEAUX, Joseph. — DESSELE, Eugène-Elie. — DESTIERDT, Alphonse. — DESWARTE, Kléber. — D'ETAT, Charles. — DETRAUX, Camille. — DEVAUX, Gustave-Emile. — DEVAUX, Léon. — DEVINCK, Ernest-Jean. — DEVINCK, Gaston-Arthur. — DEVINCK, Louis. — DEVLOO, Lucien-Théodore. — DEVOS, Georges-François. — DEVOS, Georges-Henri. — DEVOS, Georges-Louis. — DEVOS, Joseph-Camille. — DEVOS, Jules-Lucien. — DEWAELE, Constant. — DEWAILLY, Jean-Marie. — DEWEULF, Martial. — DEWINTRE, Gustave. — DEWINTRE, Louis-Joseph. — DEWITTE, Augustin-Louis. — DEWITTE, Charles. — DEWITTE, Emile-Désiré. — DEWOST, Léon-Henri. — DEWULF, Frédéric-Henri. — DEZEURE, Omer-Guillaume. — DHONDT, Edouard. — D'HONDT, Jean. — D'HONDT, Noël-Désiré. — DIERICK, Pierre-Cornil. — DIERS, Emile-Désiré. — DINOIR, Gustave-Yvon. — DISSAUX, Léon-Adolphe. — DOBBEL, Edouard-Eugène. — DOBBEL, Gustave. — DOBBELAERE, Lucien. — DOIGNEAUX, Maurice. — DOLLE, Louis-Octave. — DOOMS, Paul-Gustave. — DORMAEL, Victor. — DORMIEUX, Léonce. — DORP, Fernand-Léon. — DORP, Marcel-Louis. — DOUCHY, Edouard. — DOUILLIER, Yves-François. — DOURLENT, Eugène-Louis. — DRYBURGH, Alfred. — DUBOIS, Alfred-Henri. — DUBOIS, Edouard-Paul. — DUBOIS, Jean-Baptiste. — DUBOIS, Pierre. — DUBUISSON, Jacques. — DUBURE, Louis-Adolphe. — DUBUS, Edmond-Henri. — DUCATEZ, Gaston. — DUCATEZ, Elloi-Henri. — DUCOIN, Joseph. — DUCROCQ, Alphonse. — DUCROCQ, Auguste. — DUCROCQ, Désiré. — DUCROCQ, Fernand. — DUFORÉAU, Désiré. — DUFORÉAU, Paul-Lucien. — DUFORÉAU, Arthur-Joseph. — DUFORÉAU, Gaston-Marius. — DUFFULER, Jules-Louis. — DUFFULER, Georges-Alfred. — DUHAN, Eugène-Louis. — DULCHAIN, Octave-Marcel. — DULOT, Eugène-Auguste. — DUMONT, Marceau-Jules. — DUPLESSIS, Alfred-Gaston. — DUPUY, Auguste-Adolphe. — DUQUENNE, Jean-Baptiste. — DUQUESNOY, Léonard. — DUREZ, Alexis-Gustave. — DURIAU, Frédéric. — DURIEZ, Benjamin. — DURIEZ, Alfred-Maurice. — DUTOIT, Maurice. — DUVAL, Fernand-Gaston. — DUVAL, Gaston-Albert. — DUVAL, Maurice-Désiré. — DUVAL, Victor-Henri. — DUVET, Adolphe. — DYCKE, Alphonse. — DYSERYN, Marcel-Georges.

ELBY, Maurice-Alfred. — ENTZMANN, Fernand. — ENTZMANN, Henri-Charles. — ELLEBOODE, Julien-César. — ERCKELBOUT, Georges. — ETCHEVERRY, Marcel-Georges. — EVERAERT, Etienne-Paul.

FACON, Gaston-Léon. — FAENE, Arthur-Félix. — FAILLIE, Albert-Parfait. — FARETIE, Pierre-Constant. — FASQUEL, Lucien-Elloi. — FATOUR, Augustin-Aimé. — FAVIERE, Albert-Fidèle. — FERMON, Albert-Gaston. — FEVIN, Alfred. — FEVIN, Edouard. — FEVIN, Maurice-Lucien. — FICHAUX, Victor-Léon. — FIEVET, René-Marcel. — FILLIAERT, Emile. — FILLIAERT, Henri-Augustin. — FINAUT, Arthur-Maurice. — FIREY, Julien-Lucien. — FLOUR, Alfred. — FLOUR, Frédéric-Jules. — FOCKEMBERGHE, Eugène. — FOCKEMBERGHE, Paul. — FOCKEMBERGHE, Edouard. — FOIRET, Marcel-Gaston. — FOLLET, Jules-Marcel. — FOLLET, Max-Arthur. — FOLLET, Victor-Pierre. — FOLLEY, Julien-Gustave. — FONTAINE, Emile-Edouard. — FONTAINE, Victor-Julien. — FONTON, Ernest-Louis. — FOORT, Albert-Henri. — FOREST, Marceau-Gustave. — FORNET, Arthur-Laurent. — FOURMANTIN, Arthur. — FOURMANTIN, Georges. — FOURMESTRAUX, Désiré. — FOURNIER, Emile-Théodore. — FOUTREYN, Charles-Henri. — FRANÇOIS, Fortuné. — FRANCKE, Emile-Philippe. — FRAYER, Emile-Raoul. — FREDRYCK, Edouard-François. — FREDRYCK, Louis-Constant.

GADEYNE, Edmond-Constant. — GADEYNE, Georges-Louis. — GADEYNE, Georges-Lucien. — GARDELEIN, Jules-Félix. — GAREL, François-Clément. — GARSIA, Georges-Ernest. — GEERAERDT, Alfred. — GENEL, Fernand-Eugène. — GENS, Edmond-Georges. — GEOFFROIS, Lucien-Henri. — GERAN, Alfred-Arthur. — GERARD, Paul-Marie. — GERARD, Robert. — GERARD, Philippe-Marie. — GERMONPRE, Gustave. — GERMONPRE, Lucien. — GERMONPREZ, Julien-Emile. — GHEERAERT, Fernand-Elie. — GHELYN, Alfred-Marcel. — GHERAERT, Gabriel-Georges. — GHERBOO, Gaston-François. — GHEYSENS, Eugène-Maurice. — GHEYSENS, Marceau. — GHYSELIN, Maurice-Henri. — GILLES, Joseph. — GILLET, Henri-François. — GILLIOCQ, Louis. — GILLIOT, Julien. — GISDAL, Georges-René. — GLAISE, Albert. — GLAISE, Arsène-Gustave. — GOBERT, Maurice-Louis. — GODIN, Joseph. — GOETGHEBEUR, Auguste. — GOETGHEBEUR, Paul. — GOETGHEBEUR, Victor. — GOEVAERT, Alphonse. — GOFFAR, Henri-Emile. — GOUGE, Henri. — GOUTELLE, Joseph-Paul. — GOUWY, Charles. — GOVAERE, Arthur-Henri. — GOVAERE, Georges-Emile. — GRESIL, Raymond-Alfred. — GROULT, Fernand-Armand. — GROUST, Gustave-René. — GROYSILLIER, Gaston. — GUÉRIN, Jules-Jacques. — GUERMONPREZ, César. — GUIGNETTE, Victor-Emile. — GUILBERT, André-Georges. — GUILBERT, Paul-Léon. — GUILLAUME, Arthur. — GUILLE, Léon. — GUILLEMIN, Léon-Jules. — GUILLEMIN, Noël.

HABOURDIN, Louis. — HAEZEBAERT, Constant. — HAEZEBAERT, Lucien. — HALLEZ, Georges-Gabriel. — HANICOTTE, Louis-Auguste. — HAMMAN, Charles-Théophile. — HANNEBIQUE, Marcel. — HANS, Léon-Pierre. — HARLAY, Clément. — HARLAY, Charles-Joseph. — HARLAY, Gustave-Georges. — HATSE, Jules-Louis. — HAUTECEUR, Charles. — HAUW, Gaston-Elie. — HAYAERT, Beaujour. — HAYNAU, Emile-Gaston. — HEMEEY, Auguste-Joseph. — HENDRICKX, Jules-Auguste. — HENDRYCK, Eugène-Henri. — HENNART, Georges. — HENRY, Albert-Gustave. — HERBART, Paul. — HERBAUT, Gustave-Emile. — HERREBRECHT, Alfred. — HERREBRECHT, Louis. — HERREWYN, Julien. — HINET, Georges-Charles. — HOCHART, Louis. — HOCQUETTE, François. — HOGEDÉ, Georges-Jules. — HOLLANT, Albert-Maurice. — HONTSCHOOOTE, Léon. — HOUTRE, Valentin-Henri. — HOUBE, Gaston-Lucien. — HOVELT, Marcel-Charles. — HUBERT, Alphonse. — HUBERT, Julien-Marcel. — HUBERT, Lucien-Maurice. — HUPET, Maurice-François. — HUTSEBAUT, Alphonse. — HUYGHE, François-Georges. — HUYGHE, Hilaire-Honoré. — HUYVAERT, Gustave. — HUYVAERT, Henri-Léon. — HYE, Raymond-Albert.

INGELAERE, Georges. — IZARD, Charles.

JACQUINOT, Arsène. — JACQUINOT, Maxime. — JAFFRE, Simon. — JAN, Eugène-Alfred. — JANNEKEYN, Fernand. — JANSEN, Emile. — JANSEN, Georges. — JANSEN, René-Ernest. — JANSSEN, Clément-Michel. — JANSSEN, Lucien-Louis. — JEOFFROID, Désiré-Joseph. — JEOFFROID, Gabriel-Marie. — JOMIER, Georges-François. — JONCKHEERE, André-Ernest. — JONVEL, Amédée-Lucien. — JONVEL, Benoit. — JOUVE, Julien-François. — JOUVE, Louis.

KAH, Edouard-Gaspard. — KERLEU, Fidèle-Lucien. — KESTELOOT, Maurice-Edouard. — KETERS, Maurice. — KIDEY, Marcel-Albert. — KIECKEN, Alphonse-Alexis. — KIECKEN, René. — KOGGHE, Charles-Louis. — KYNDT, Jules-Louis. — KYNDT, Léon-Alfred.

LABAT, Robert. — LACONTE, Joseph. — LACROIX, Paul-Marius. — LAGAE, Georges-Louis. — LAHAEYE, Maurice. — LAHAEYE, Pierre-Edouard. — LAHAYE, Henri-Charles. — LALLEMENT, André-Lucien. — LAMBRECHT, René. — LAMPEENE, Alphonse. — LAMPEENE, Louis-Edmond. — LANDRON, Marcel-Charles. — LANDY, François-Lucien. — LANGEVIN, Julien-Georges. — LANOOTE, Ernest-Maurice. — LANOY, Emile-Eugène. — LANOY, Albert-Louis. — LANOYE, Ferdinand. — LANSET, Maxime-Constant. — LAPON, Albert. — LAPON, Lucien. — LAPORTE, Arsène-Emile. — LASNIER, Paul-Félix. — LASSUS, Julien. — LATHOUWER, Frédéric. — LAUDE, Henri-Jean. — LAURENT, Victor-Henri. — LAURIE, Achille-Camille. — LAVALLEE, Julien-Léon. — LAVIE, Jean-Baptiste. — LAYEC, Emile-Marie. — LEBBE, Alfred-Charles. — LEBON, Georges-Pierre. — LÉBOUCQ, René-Louis. — LE CARLIER DE VESLUD, Alfred. — LECAT, Eugène. — LECLERCO, François. — LECLUSE, Marcel-Clément. — LECROIX, Adolphe-Alexandre. — LEFEBURE, Charles. — LEFEBURE, Jules-Noël. — LEFEBVRE, Auguste-Maurice. — LEFEBVRE, Charles-Louis. — LEFEBVRE, Emile-Louis. — LEFEBVRE, Jules-Louis. — LEFEBVRE, Maurice-Emile. — LEFEBVRE, Narcisse. — LE GOFF, Joseph. — LE GOFF, Pierre. — LE GOIC, Pierre-Marie. — LEGRAND, Pierre-Raymond. — LE GUILLOU, Marceau. — LE GUILLOU, Maurice. — LE JUNTER, Jean-Marie. — LEMAGNENT, Eugène. — LEMAIRE, François-Zéphirin. — LEMAIRE, Jules-Marie. — LEMANISSIER, Jean. — LE MINOUX, Louis. — LE MINOUX, Lucien. — LENANCKER, Anastase. — LE PENVEN, François. — LEPOIVRE, Joseph-Eugène. — LEPRETRE, Pierre-Auguste. — LEPREUX, Désiré-Alfred. — LEPRINCE, Auguste-Louis. — LE QUERREC, Jules-Louis. — LERICHE, Albert. — LEROI, Victor. — LESAMBER, Maurice-Louis. — LESCUR, Auguste-Léon. — LESSCHAEVE, Félicien-Julien. — LETERME, Eugène. — LEUREGANS, Charles. — LE VERN, Edouard-François. — LEVIVE, Alphonse-Henri. — LEYNAERT, Albert-Julien. — LEYNAERT, Charles-Auguste. — L'HOMME, Jules-Claude. — L'HOMME, Louis-Joseph. — LIETARD, Jules. — LIEUTAUD, Léon-Alfred. — LIEVAL, Marcel-Louis. — LIGNEEL, Albert-Arthur. — LINEATTE, Edouard-Emile. — LOCQUET, Charles. — LOIR, Raphaël-Auguste. — LOONIS, Emile-Jean. — LOONIS, Raymond-François. — LOOTEN, Norbert-Henri. — LOOTEN, Maurice-Léonce. — LORDEZ, Gaston. — LORDEZ, Julien. — LORGERY, Maurice-Albert. — LOTTE, Maxime-Léon. — LOUAGE, Charles-Jean. — LOUCHART, Roger. — LOUF, Albert. — LOURDEL, Georges-Maurice. — LOYER, Eugène-Jules. — LOYEZ, Maurice-Jules. — LUCHART, Marcel-Emile. — LUCIANI, Théophile-Jean. — LUYCKX, Julien.

MABESOONE, Maurice. — MABILLE, Georges-Lucien. — MAERTEN, Julien-Maurice. — MAES, Albert. — MAES, Daniel. — MAES, Joseph-Norbert. — MAES, Léon. — MAESEN, Fernand-Henri. — MAFRAN, Paul-Eugène. — MAGRE, Henri. — MAHIEU, Georges. — MAILLARD, Gustave. — MALESIEU, Louis-François. — MALESYS, Georges-Gustave. — MALLET, Louis-Léon. — MAMETZ, Gaston-Aimable. — MANIE, Marius-Raymond. — MANIER, Robert-Jean. — MANSEL, Joseph-Arthur. — MAQUIGNON, Jules. — MAQUIGNON, Noël-Edouard. — MARCANT, Fernand-Charles. — MARCHAIS, Charles. — MARCHAIS, Julien-Victor. — MARCHAND, Pierre-Maurice. — MARCOTTE, Marcel. — MARCQ, Kléber-Georges. — MARGUET, Albert-Claude. — MARGUET, Henri. — MARIAS, Charles-Gabriel. — MARIOTTE, Ernest-Gustave. — MARKEY, René-Henri. — MARQUANT, Elie-Rémi. — MARQUETTE, Emile-Edouard. — MARQUETTE, Gaspard. — MARQUIS, Ernest-Eugène. — MARQUILLY, Marcel. — MARTIN, Marie-Ange. — MATHIS, Fernand. — MATHORE, Adolphe. — MAYON, Georges. — MEERSSEMAM, Lucien. — MEERSSEMAM, Edouard. — MELSEN, Charles-Victor. — MELSEN, François-Eugène. — MELSEN, Georges-Jules. — MENEBOODE, Julien. — MERCIER, Armand-Alfred. — MERCIER, Gaston-Louis. — MERCIER, Gustave-Eugène. — MERIGOND, Emile-Henri. — MERLIN, Jules. — MERSCHARDT, Emile. — MERSCHARDT, Jules-Léon. — MERSSEMAM, Edouard. — MERVEILLIE, Henri-Emile. — METAYER, Jean-Emile. — METZGER, Henri-Elie. — MEUNIER, Léon-Pierre. — MEURYCE, Arthur-Marcel. — MILLECAMPS, Alexis. — MINE, Jean-Gaston. — MINNEBOO, Henri-Joseph. — MISSUE, Victor-Louis. — MOLIEN, Arthur-Auguste. — MOLIN, Jules. — MONTACQ, Jules-Adrien. — MONTACQ, Pierre-Tobie. — MONTREZOR, Louis-Joseph. — MORAEL, Georges-Marie. — MOREL, Claude-Jean. — MORISOT, Joseph-Léon. — MORISOT, Jules-Joseph. — MORREEL, Fernand-François. — MORVANT, Eugène. — MOSOT, Marius-Guillaume. — MOSTREY, Arthur-Pierre. — MULOY, Robert-Armand. — MUYLS, Georges.

NAELS, Marceau-César. — NAESSENS, Pierre. — NAUTE, Maurice-Eugène. — NAVE, Fernand-Horace. — NAVE, Henri-Frédéric. — NEEZEZOONE, Marcel. — NEEZEZOONE, Maurice. — NEUTS, Marcel-Louis. — NISSEN, Maurice-Ernest. — NOÉ, Joseph. — NOEL, Albert-François. — NONNEZ, François-Augustin. — NORBERT, Albert-Gaston. — NORBERT, Charles-Louis. — NORMAN, Jules-Emile. — NORMAND, Julien. — NOYON, Arthur.

OBERRE, Gustave-Jérémie. — OBERT, Auguste. — OLIVIER, Arthur-Victor. — OTTEN, Etienne. — OTTEN, Joseph-Eugène. — OUSTLAND, Joseph-Georges. — OUSTLAND, Charles-Emile.

PAIN, Albert-Paul. — PANNE, Marcel-Dieudonné. — PANNEQUIN, Emile-Henri. — PANNEQUIN, Eugène-Joseph. — PANNEQUIN, Louis-René. — PAQUET, Henri-Jules. — PARENT, Auguste. — PARENTHOEN, Yves-Marie. — PARENTHOEN, Yves-Henri. — PARESIS, Aimé-Constant. — PARISOT, Henri. — PARMENTIER, André-Emile. — PARPEX, Adolphe. — PATTOU, Henri. — PAUWELS, Emile-Alfred. — PECKEU, Auguste-Lucien. — PELS, Pierre-Victor. — PEENE, Marcel. — PETIN, Edouard-Emile. — PERO, Henri-Louis. — PETERS, Maurice-Louis. — PERNICCI, Philippe. — PERSINE, Jules-Georges. — PERSINE, René-Jean. — PETIT, Georges-Auguste. — PETIT, Léon. — PETIT, Léon-Auguste. — PETIT, Paul-Charles. — PHILIPPE, Charles-Louis. — PHILIPPO, Marcel-Joseph. — PICARD, Edmond. — PIERRE, Marcel-Charles. — PIERRE, René. — PIESSET, Edouard. — PIETERS, Edouard-Georges. — PIETERS, Georges-Auguste. — PINTE, François-Marie. — PLANKEEL, Léon. — PLATEY, Julien-Edouard. — PLAY, Emile-Joseph. — PLESSIET, Marceau-Louis. — PLOVIER, Jules-Albert. — PLOUHINEC, Jean-Yves. — POIRIER, Lucien-Marceau. — POIRIER, Maurice-Antoine. — POLAERT, Eugène-Maurice. — POLLET, Victor-Albert. — PORMENTE, Georges-Charles. — PORTEAUX, Eugène. — POUCHELE, Henri-Jules. — POULLIN, Louis-Edouard. — PROOT, René-Albert. — PROST, Marcel-Désiré. — PROVOOST, Louis-Léon. — PRUD'HOMME, Joseph. — PYCK, Albert-Jules. — PYCK, Léon-Alphonse. — PYCKAERT, Marcel-Lucien. — PYCKAERT, Paul-Ernest.

QUARTEMONT, Louis. — QUENOT, René-Louis.

RABAT, Gustave-Célestin. — RABAU, Charles-Lucien. — RACINE, Charles-Léon. — RAGONS, Edouard. — RAHOU,

Albert-Henri. — RANKIN, Georges. — RANKIN, Jean-Henri. — RATHÉ, Georges-Eugène. — RAUCH, Henri-Joseph. — RAUL, Jules-Victor. — RAULT, Ernest-Georges. — RAYMOND, Louis. — RAYMOND, Paul-Jules. — RAYMOND, Paul-Maurice. — REES, Charles-Amand. — REES, Marcel-Hubert. — REGNIER, Louis-Florimond. — RENAUX, Constant. — REUBEN, Théophile. — RENAN, Marcel-Léon. — REUMAUX, Emmanuel. — REY, Vincent-Louis. — REYNOUDT, Eugène-Marie. — RIBREUX, Charles-Arthur. — RIGAU, Arthur-François. — RIGAULT, Eugène-Charles. — RIGNIDEL, René. — RIGOT, Joseph-Alphonse. — RIQUIER, Emile. — RIVET, Armand-Ernest. — ROBELET, Noël-Adolphe. — ROBERT, Emile. — ROBERT, Ernest-Jules. — ROBERT, Marceau-Jules. — ROBERT, Maurice-Joseph. — ROBITAILLE, Albert-David. — ROBYN, Marcel-Gustave. — ROELANDT, Jules-Fernand. — ROGER, Jean-Marie. — ROGIER, Auguste-Edouard. — ROGIER, Emile-Eugène. — ROGIER, Louis-Jules. — ROLAND, Arthur-Emile. — ROMMELAERE, Désiré. — ROOSSEBECKE, Fernand. — ROSSEL, Lucien-Emile. — ROUSSEL, Arsène-Charles. — ROUSSEL, Rémy-René. — ROUSSELLE, Gustave-Henri. — ROUTHIER, Gustave. — ROUX, Lucien-Henri. — ROUXEL, Jean-Joseph. — ROY, Marcel-Emile. — ROYER, Georges-Laurent. — RUBBEN, Julien. — RYCKEBUSCH, Paul. — RYSSAEL, Lucien-Ernest. — RYSSEN, Julien.

SACÉPE, Alfred-Adolphe. — SACKEBANDT, Jules. — SADYN, André-Georges. — SAGAL, Léon-Henri. — SAINT-MARTIN, Marcel. — SALIGNON, René-Paul. — SAUS, Maurice-Théodore. — SCHABANEL, Georges. — SCHODET, Marcel-Adrien. — SCHCÉMACKER, Alidor. — SCHMITZ, Joseph-Victor. — SCHWARSHAUPT, Georges. — SCHWARSHAUPT, Victor. — SCOURBRY, Charles-Joseph. — SECO, René-Henri. — SEETEN, Adolphe-Hippolyte. — SEETEN, Aimé. — SELIER, Casimir-René. — SENECHAL, Marcel. — SETTE, Victor-Marie. — SEYS, Edouard-Désiré. — SERONDE, René-Ernest. — SIFANTUS, Joseph-Numa. — SINGIER, Fernand. — SINGIER, Pierre-Armand. — SION, Marcel-Henri. — SIX, Edmond. — SMAGGHE, Albert. — SMAGGHE, Albert-Emmanuel. — SOIGNIER, Robert-Victor. — SOLBERG, André-Alfred. — SOLBERG, Henri. — SONNTAG, Charles-Fritz. — SOREL, Alphonse-Adrien. — SPELLE, Théobald-Gustave. — SPILLEBOUT, Jules-René. — SPILLIAERT, Emile-Maurice. — SPILLIAERT, Emile-Paul. — SPILLIAERT, Gustave-Georges. — SPILLIAERT, Jean-Henri. — SPINNEWYN, Fernand-Henri. — SPROOT, Anatole-Joseph. — STAM, Armand. — STEEN, Emile-Joseph. — STEINER, Maurice-Arthur. — STEVENARD, Gustave-Lucien. — STEYLAERS, Marcel-Oscar. — STEYLAERS, René-Désiré. — STEYLAERS, Victor-Ernest. — STEVENARD, Marceau-Louis. — STOPIN, Paul-Emile. — STYNS, Eugène-Aimé. — SUCCHE, Arsène-Edouard. — SUTTER, Philippe-Arthur. — SYS, Albert.

TABART, Auguste-Victor. — TABART, Georges-Edmond. — TABELING, Charles. — TALLEUX, Frédéric-Alexandre. — TANT, Jules-Fleury. — TAYLOR, Emile-Augustin. — TELION, Léon-Joseph. — TERNYNOK, Jean-Baptiste. — TESTU, Paul. — TETTARD, André-Alfred. — TETTART, Marcel-Clotaire. — TÊTU, Albert. — THÉLY, Elie-Georges. — THERAGE, Jules. — THÉRY, François-Alphonse. — THOORES, René-Emmanuel. — THOREZ, Auguste-Victor. — THOREZ, Gaston-Georges. — THOS, Frédéric-Emmanuel. — THULLIEZ, Abel-Arthur. — TIERSOONE, Julien-Alfred. — TONNELIER, Charles-Julien. — TOULOUSE, Jules-Charles. — TOULOUSE Léon. — TOURNEUR, Georges-Charles. — TOURET, Arthur. — TOUZÉ, Maurice. — TRANNOY, Abel-Gaston. — TREUFOUX, Henri-Louis. — TRIDON, Georges. — TROCHAUD, Marcel-Henri. — TRONCQUEE, Alfred-Joseph. — TRONCQUEE, Léon-Pascal. — TROTTIN, Gabriel-François. — TURIOT, Maurice. — TURPIN, Maurice-Emile. — TURQUET, Charles-Laurent. — TURQUET, Emile-Marius. — TYROU, Hippolyte-Louis.

UREEL, Joseph-Henri.

VALLAEYS, Auguste-Louis. — VANACKER, Gustave-Honoré. — VANACKER, Marcel. — VANASSCHE, Jules. — VANBAMBEKE, Maurice-Benjamin. — VANCAYZELLE, Lucien. — VANCAEYZELLE, Maurice. — VANCOILLIE, Victor-Emile. — VANCOMPENOLLE, Emile-Joseph. — VANDAELE, Alphonse-Eugène. — VANDAELE, Léon-Benjamin. — VANDAELE, Maurice-Henri. — VANDAELE, Maurice-Léon. — VANDAMME, Evariste-Victor. — VANDECASTEELE, Charles-Louis. — VANDECASTEELE, Edouard-Désiré. — VANDECASTEELE, Jules-Marie. — VANDECRUX, Paul-Antoine. — VANDEMBUSSCHE, Arthur-Adolphe. — VAN DE MOORTELE, Arthur-Jean. — VANDENABEELE, Georges. — VANDENBERGHE, Louis-Charles. — VANDENBERGHE, Maurice-Gustave. — VANDENBOSSCHE, Jean-Anatole. — VANDENBROUCKE, René-Julien. — VANDENBUSSCHE, Désiré-Charles. — VANDENBUSSCHE, Jules-Constant. — VANDENBUSSCHE, René-Léon. — VANDENECKHOUTTE, Julien-Arsène. — VANDENDRISSCHE, Urbain. — VAN DERGHOOJE, François. — VANDEVELDE, Marcel-Charles. — VANDEVELDE, Marcel-Léon. — VANDEVOORDE, Emile-François. — VANDEVOORDE, Prosper-Jules. — VANDEWALLE, Charles-Louis. — VANDROMME, Henri-Joseph. — VAN EECKE, Louis-Marcel. — VAN EECKE, Lucien-Joseph. — VANGHELUVEN, Marcel-Julien. — VANHEEGER, Charles-François. — VANHERSECKE, Jérémie-Henri. — VANHILLE, Eugène-Jean. — VANHILLE, Henri-Louis. — VANHOOSTEN, Marcel-Auguste. — VANHOUTTE, Jules-Léon. — VANHOVE, Auguste-Joseph. — VANHOVE, Daniel. — VANHOVE, Emile. — VANKOSTENOBEL, Pierre. — VANLEENE, Rémi. — VANLENBERGHE, Louis-Désiré. — VANMAIRIS, Emile. — VANNOBEL, Gaston. — VANPARYS, Emmanuel-Frédéric. — VANPARYS, Joseph-Georges. — VANPOPERYNGHE, Georges-Marcel. — VANROYE, Lucien-Henri. — VANSCHENGHEL, Léon. — VANSEVEREN, Maurice-Claude. — VANSTEENE, Jérôme-Henri. — VANSTRASEELE, Omer-Victor. — VANTHIET, Julien-Constant. — VANTORRE, Henri-Eugène. — VANWAELESCAPPEL, Maurice-Michel. — VANWORMHOUT, Léonard. — VANYWAEDE, Albert. — VASSEUR, Adalbert. — VASSEUR, Alfred-Henri. — VASSEUR, Florent-Louis. — VASSEUR, Joseph-Elie. — VASSEUR, Noël-Elie. — VATEL, Joseph-Léopold. — VAUTRAIN, Maurice-Auguste. — VERBRUGGHE, Arsène-Victor. — VERCOUTTER, Irénée-Gabriel. — VERDOY, Jules. — VERDOY, Léon-Charles. — VERGULT, Auguste-Louis. — VERGULT, Maurice-Gustave. — VERAEGHE, Arthur-Marcel. — VERHAEGHE, Georges-Louis. — VERLET, Daniel-Octave. — VERLEYE, Daniel-Henri. — VERLEYE, Fernand-Jérôme. — VERLEYE, Léon-Edouard. — VERLOMME, Jules-Emile. — VERLOMME, Rodolphe-Louis. — VERLYNDE, Edouard-Joseph. — VERMERSCH, Romain-Albert. — VERMET, François-Emile. — VERMEULEN, Emile-Louis. — VERNET, Fernand. — VERQUÈRE, Paul. — VERRAES, Emile-Eugène. — VERRAES, Victor-Auguste. — VERSAELLE, Henri-Louis. — VERSTRAET, Daniel. — VERWAERDE, Emile-Louis. — VIANNE, Joseph. — VIENNE, Lucien-Emile. — VIERSTRAETE, Marcel-Eugène. — VIERSTRAETE, Maurice-Eugène. — VIGNE, Emile-René. — VIGNE, Marcel. — VIGNOT, Charles-Raymond. — VIGOREUX, Lucien. — VILLETTE, Louis-Antoine. — VILLETTE, Robert. — VISAGE, Emile. — VISAGE, Henri-Joseph. — VITSE, Henri-Constant. — VIVIER, Paul-Désiré. — VUEGHS, André-Léon. — VYVE, Marcel.

WAESSEM, Arthur-Jules. — WAGUET Auguste-Isidore. — WALKER, Léon-Victor. — WALLAERT, Marcel-Clément. — WALLON, Lucien. — WASELYN, Jean-Louis. — WAYOLLE, Charles-Alexandre. — WAYOLLE, Théophile-Louis. — WEEXSTEEN, Ferdinand-Arthur. — WEGSCHEIDER, Paul. — WEISBECKER, Eugène-Albert. — WEISBECKER, Jean-Henri. — WESEMAEL, André-Eugène. — WILLAERT Adiodat-Alfred. — WILLAERT, Armand-Fernand. — WILLAERT, Charles-François. — WILLAERT, René-François. — WILLEMS, Louis. — WINNOCK, Maurice-Etienne. — WORMSER, René. — WULLENS, Maurice. — WYBAUW, Joseph-Arthur. — WYCKE, Georges-Victor. — WYCKE, Julien-Jean. — WYCKE, Paul-Maurice. — WYCKE, Rémi-Lucien. — WYON, Charles-Louis.

YPREEUW, Emile. — YPREUW, René-Henri.

ZWERSTVAEGHER, Edouard.

LES BOMBARDEMENTS PAR AVIONS

ANNEXE

Tableaux récapitulatifs des Bombardements

par Avions, par Canons, par Zeppelin et par Destroyers

supportés par

la Ville de Dunkerque pendant la Guerre de 1914-1918



LES BOMBARDEMENTS PAR AVIONS

Date et Heure	Nombre de Projectiles	PRINCIPAUX POINTS DE CHUTE	Tués	Blessés	OBSERVATIONS
1914					
Octobre					
15 11 h.40	2	Près du pont de Chemin de Fer, sur le Canal de Bourbourg (1) vers Bergues.			(1) Les soldats tirent dessus à coups de fusil. Un rapport adressé au Sous-Préfet assure que : «... un coup de canon tiré du fort Vallière le fit aussitôt disparaître... »
28 13 h.15	2	Rue du Collège et rue Faulconnier.	2	7	
Novembre					
6 12 h.	2	Près du cimetière et à Zuydcoote.			
8 16 h.30	2	Square place d'Armes près du bureau de police. En citadelle près du pilotage.		2	
Décembre					
30 10 h.25 à 11 h.30	22	Rues des Pierres, du Ponceau, de la Gare, Caumartin, Neuve, de Nieuport, Sœurs Blanches, place du Théâtre. Dans les bassins et dans le Canal de Bergues. A Rosendaël, Tétéghem et Petite Synthe.	14 10	31 9	
1915					
Janvier					
6 13 h.50 et 5 h.	5	A Rosendaël.		4	
10 10 h.30 à 15 h.30	35 25	Rues Emmery, St-Gilles, St-Jean, Vieux-Remparts, Fort-Louis St-Charles, Tranquillité. Sur les quais (dix bombes incendiaires), à la Chambre de Commerce. Dans les bassins (2). A Saint-Pol, Coudekerque-Branche, Malo, Rosendaël, Tétéghem et Bergues.	1 6	8 4	(2) Apparition des bombes incendiaires. Incendie de wagons de fourrages. Le remorqueur <i>Vulcan</i> coulé dans le bassin du Commerce.
22 12 h.1/2 à 13 h.1/4	56	Rues de l'Écluse, de Paris, Caumartin, des bassins Marengo, Emmery, St-Jean, des Arbres, Collège, St-Charles, Lion d'Or, à la gare, à la Gendarmerie; place des Victoires, de la République, caserne Jean-Bart. Une trentaine de bombes sur les quais, Hangar II de la Chambre de Commerce (incendié complètement), sur le Musée, etc...	7	10	
23 13 h.25	5	A Malo, Rosendaël, Petite-Synthe, St-Pol, Coudekerque-Br.		4	(3) Premier bombardement de nuit.
27 21 h.40	9	A St-Pol et Petite-Synthe dans des jardins et camp d'aviation.			
28 20 h.20 à 22 h.	34 5	Sur le port et la gare et Petite-Synthe (3). Le port, les environs de la gare, rues des Vieux-Remparts, du Quai, etc... Coudekerque-Branche, St-Pol, Petite-Synthe (4).	4	9	(4) A la suite de ce bombardement, le communiqué allemand déclara : Une de nos escadrilles du G. Q. G. est allé détruire pendant la nuit les dépôts d'approvisionnement anglais du camp retranché L'alarme est donnée par le tocsin.
29 21 h.1/2	2	Rue de l'Église et rue Jean-Bart (bombes incendiaires) (5).			
Mai					
1 ^{er} 19 h.35	2	Bombes incendiaires, au quai de la Visite, à 25 m. d'un wagon de munitions et rue des Vieux-Remparts, 26.	1	1	
25 21 h.30	1	Quai des Hollandais à l'angle du bassin du Commerce.			(5) Pour la première fois, l'alerte est donnée par sirènes.
Juin					
24 16 h.30	10	Sanatorium de Zuydcoote et ses environs.			
Juillet					
13 19 h.05	17	Sur le port, au camp d'aviation et sur le vapeur <i>Pluton</i> (6).			(6) Bombardement par hydravions de la base d'Ostende (14 bombes explosèrent à la file indienne sur le sable de la grève.
14 7 h.10	3	Bombes incendiaires près de l'Écluse Trystram.			
20 5 h.45	6	Camp d'aviation de St-Pol, bombardement par hydravion venant de la direction de Calais (7).			(7) Pour la première fois, les Allemands lancent des fléchettes en acier. Le <i>Nord Maritime</i> disait : « Que personne ne reste dehors. Ces fléchettes tombant de 2.000 mètres de haut traversent tout un corps de la tête aux pieds ». Elles ne firent aucune victime à Dunkerque.
	277	<i>A Reporter</i>	45	89	

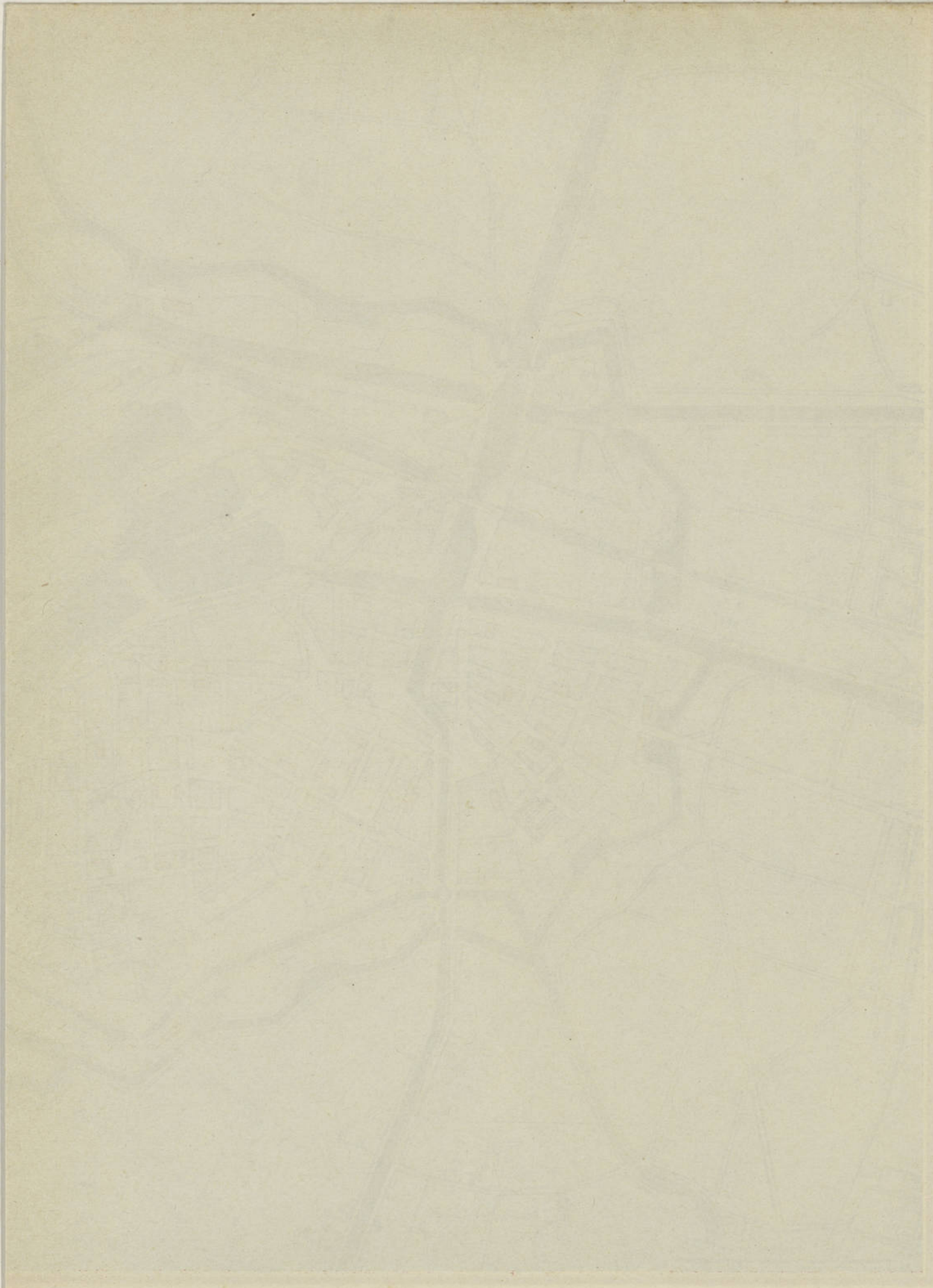
Date et Heure	Nombre de Projectiles	PRINCIPAUX POINTS DE CHUTE	Tués	Blessés	OBSERVATIONS
	277	<i>Report</i>	43	89	
1915					
Juillet					
26	10 h.33 22 h.30	5 Rues de l'Industrie, Royale, du Parc, place de la République, arrière-port. 6 Sur la plage de Saint-Pol.			
31	4 h. à 5 h.	31 Le camp d'aviation (15 bombes), Gare Maritime, rue de Soubise, Basse-ville. 22 St-Pol, Petite-Synthe, Capelle, Grande-Synthe, Mardyck.	1	8	(1) Et la D. C. A. ce jour-là fut renforcée à l'improviste par le tir d'une canonnière anglaise amarrée en cale sèche.
Août					
16	16 h.40	10 Au Môle II sur le port. Rues Alexandre III, Dupouy, du Sud, de la Cunette, etc. Coudekerque-Branche (1).		2	
Novembre					
4	16 h.	3 Malo et usine de Firminy.			
6	8 h.13	8 Malo-Rosendaël, Leffrinckoucke.		1	
13	17 h.43	9 Saint-Pol, sur la filature Vancauwenberghe, rue de la République, il y avait environ 1.500 ouvriers et ouvrières dans l'usine. Les explosions provoquèrent une grande panique.	7	14	
1916					
Janvier					
12	10 h.33	17 Malo (près du Football) et Rosendaël.			
17	10 h.30	8 Dans les Dunes à Malo et Leffrinckoucke, à proximité du chemin de fer belge.			
23	5 h.43 à 6 h.	4 Dans la cour de la gare (cinq employés tués) place Alfred Petyt, caserne Guillemot, rue du Canal de Bergues. 10 Rosendaël (à 25 m. d'un pavillon de l'Hospice contenant une centaine de blessés et malades), Malo, Coudekerque, Leffrinckoucke (à 600 mètres d'un projecteur de la D. C. A.)	3	2	(2) La petite fille de 12 ans en voyant les cheveux de sa mère qui brûlaient eut la présence d'esprit de prendre un seau d'eau qui n'avait pas été renversé et d'éteindre les flammes. La pauvre mère avait la tête en bouillie et la poitrine lacérée. Elle venait de dire à ses enfants : « N'ayez pas peur, maman va vous faire du bon café. » La bombe arriva aussitôt. Un C.O.A. cycliste accourut, éteignit le commencement d'incendie et emporta les deux enfants qui criaient : « Maman, maman ». Le marinier, en sursis, avait été 14 mois au front. L'on transporta les cadavres à l'Hôpital de Dunkerque et les deux enfants furent recueillis par des voisines en attendant l'arrivée de la famille.
Février					
20	14 h.20	6 Sur le port et dans les bassins.		1	
22	6 h.30	6 A Coudekerque et Petite Synthe (près d'un cantonnement de tirailleurs). Une bombe sur la bélandre « <i>Jeune-Jules</i> » dans le canal de Bourbourg. Le bûtelier, sa femme et deux enfants de 16 et 10 ans sont tués. Deux autres enfants de 12 et 7 ans se trouvèrent protégés par le corps du père et ne furent pas blessés (2).	4		
Mars					
12	11 h.20	3 Rues de la Poudrière, du Jeu de Mail, de Calais. 2 Malo et Rosendaël (3).			
13	14 h.	13 Sur la plage de Saint-Pol et dans les Darses.			(3) Bombardement effectué, dit le rapport de police « par deux avions paraissant blindés !... »
Avril					
23	3 h.43 à 3 h.30	12 Sur les quais, dans les bassins, Gare Maritime, cour de la Gare, rue du Lion-d'Or (4). 10 Saint-Pol (dans les Dunes).	1	3	(4) Rue du Lion-d'Or, 21, M ^{me} Vansurel, 28 ans, mère d'une enfant de 3 ans fut tuée en traversant une cour pour se réfugier dans la cave. La malheureuse était en chemise, nu-pieds. Elle fut atteinte dans le dos d'un éclat de bombe qui lui traversa le cœur. Elle tomba la tête la première dans l'escalier de la cave sur un groupe de parents et de voisins qui venaient de gagner ce refuge. Sa sœur, âgée de 20 ans, grièvement blessée à la hanche, alla tomber chez une voisine.
26	4 h.40	3 A Malo rue Saint-Quentin et au Cimetière.			
Mai					
19,20	21 h.20 à 1 h.43	79 Rues Nationale, Alexandre-III, Beaumont, Dupouy, Caumartin, Dampierre, Lille, places Calonne, Jean-Bart. Sur le port et sur plusieurs vapeurs. A la batterie de Taverne-Plage. Dans le canal de Bergues deux bélandres sont coulées. 97 Rosendaël, Malo, Coudekerque-Br., Saint-Pol, Petite-Synthe, Fort-Mardyck, Leffrinckoucke, Bergues, Cappelle (Une bombe sur la scierie Dewulf où se trouvait cantonné un détachement de C. O. A. 8 soldats tués et 22 blessés (5).	2 13	6 34	(5) Attaque menée par une escadrille de dix avions exécutèrent trois raids successifs. Dégâts très importants dans toutes les rues bombardées. Les aviateurs tirent à la mitrailleuse contre les artilleurs de la D. C. A.
20/21	20 h.20 et 2 h.20	22 Rues des Bassins, de la Verrerie, square Turenne. Sur le port, la plage Ouest, camp d'aviation. 23 Rosendaël, Coudekerque, rue Piéters (6), Saint-Pol, Petite-Synthe.		1 13	(6) La bombe tomba dans la cour d'une maison. Sept petites filles et deux garçons de 4 à 15 ans se trouvaient dans le corridor et allaient se réfugier dans la cave lorsqu'ils furent tous fauchés par les éclats de la bombe. On releva ces pauvres petites victimes plus ou moins grièvement blessées et une petite fille de 11 ans mourut à l'Hôpital Lamarrine.
	688	<i>A Reporter</i>	84	178	



DUNKERQUE
1914-1918
par
Off. Chatelet
EMPLACEMENTS DES
ABRIS ET DES GALERIES
SOUTERRAINES
DESTINES A LA
POPULATION

■ Emplacement des abris et galeries souterraines

Designé par Pierre DROBEQ, architecte.



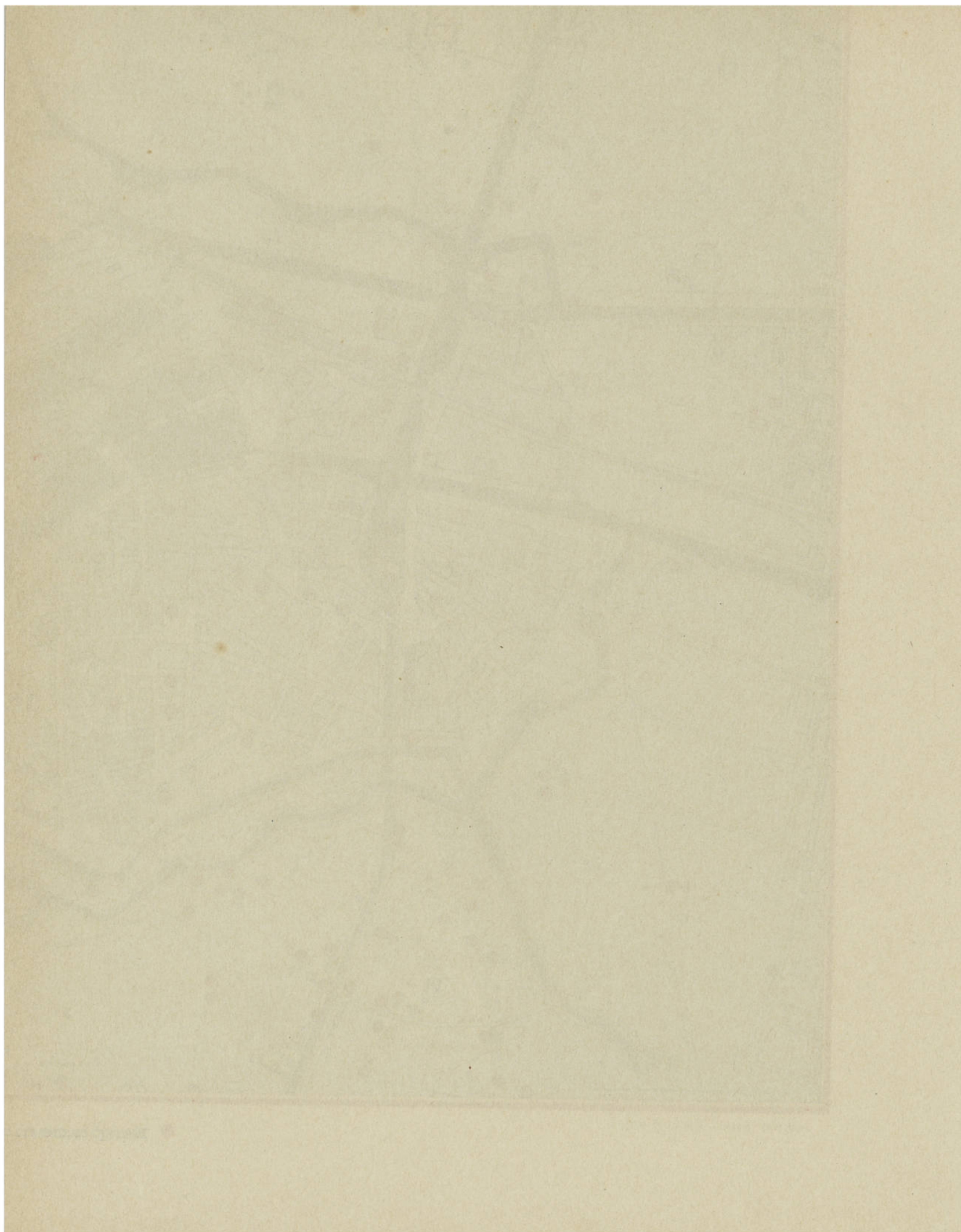
Plan of the [illegible] [illegible]




DUNKERQUE
 1914-1918
 Club Charente
CARTE DES BOMBARDEMENTS PAR CANONS

● Emplacement des obus

Dessiné par Pierre DROBEQ, architecte.



Date et Heure	Nombre de Projectiles	PRINCIPAUX POINTS DE CHUTE	Tués	Blessés	OBSERVATIONS
	688	<i>Report</i>	84	178	
1916					
Mai					
21	13 h. 20 à 14 h. 30	82 Parc de la Marine, rues Thiers, Lion d'Or, des Passerelles, Nationale, de l'Abattoir, Caumartin, de la Gare, Marengo, de l'Industrie, Emmery, du Château, de l'Abreuvoir, Vieux Quartiers, de la Maurienne. Sur le port, les docks, la plage, au camp d'aviation, aux Chantiers de France.	8	19	
		11 Malo, Saint-Pol, Petite-Synthe.	2	11	
22	4 h. 43	37 Porte des Dunes, Kursaal square Rombout. Le port et les bassins, etc. (1).	3	4	(1) Une bombe incendiaire met le feu à un dépôt de fûts d'huile minérale de l'Intendance anglaise au môle 2.
		21 Rosendaël, Petite-Synthe, etc...		1	
Juin					
17	1 h.	7 Bergues (à proximité de l' Arsenal et de la Gare), environs de l'usine de Firminy.			
20	1 h. 50	20 A Bergues, dans le centre de la ville, à l'Hôpital et dans les environs de la gare.		3	
Septembre					
8	22 h. 17	12 Terrains d'aviation de Saint-Pol près des hangars et près d'un hangar <i>en construction</i> pour un dirigeable anglais.			(2) L'avion pris en chasse par cinq avions anglais fut abattu en flammes non loin de son point d'atterrissage en Belgique.
		4 Petite-Synthe.			
24	14 h. 43	3 Sur le port et sur le monitor <i>Marschal Soutl</i> . Une bombe sur le blindage d'une tourelle éclate, sans faire d'avaries (2).	3	14	
Novembre					
13	14 h. 15	4 Porte de Saint-Pol, camp d'aviation de Petite-Synthe, proximité mairie de Saint-Pol.			(3) L'avion ne fut pas aperçu. Pour la première fois l'ennemi employa des projectiles dont les éclats « rasant » le sol, au lieu de s'élever en gerbes. Ils sont particulièrement meurtriers.
21	13 h. 20	6 Gare maritime, sur les quais, Hangar Textiles (3).	2	6	
Février					
1917					
1 ^{er}	22 h. 35	4 Sur le port près de la Gare Maritime et sur la « Bergerie » (4).			(4) La sirène de la Tour ne fonctionne pas. L'huile de son mécanisme est gelée (température — 13°). Seule la sirène de brume donna l'alerte.
3	7 h. 40	3 Près de la Gare Maritime, Hangar aux textiles.		4	
		7 Petite-Synthe, camp d'aviation.			
4	1 h. 35	1 Forte torpille près de Coudekerque.			(5) Une bombe incendiaire non explosée retrouvée près de l'Usine Lianosoff avait la forme d'une toupie de 15 ^m de diamètre à sa partie renflée et pesait environ 12 kilos.
6	20 h. à 22 h. 50	8 Sur Bergues et les environs, Bierne, Soex. 4 Esplanade Jean-Bart, rue des Bassins, porte de la Samaritaine. 1 Saint-Pol, rue Faidherbe.			
		4 Rue du Gouvernement. Sur l'immeuble de la S ^{te} Dunkerquoise de Bâchage, sur la gare.		4	(6) Au môle III un projectile tombe sur le dos d'un cheval attelé à une prolonge militaire. L'animal fut coupé en deux. L'on retrouva les deux tronçons à dix mètres l'un de l'autre. Le soldat qui conduisait et deux dockers qui étaient sur la voiture, furent tués net.
8	21 h. 03 à 21 h. 50	11 Sur le port, Hangar Textiles, quai des Hollandais, place des Nations, rues de Bourgogne, de la Paix, place de la Gare 11 Rosendaël, Saint-Pol, Petite-Synthe (5).	1	3	
9	7 h. 20	9 Quai Freycinet 8, môle 3. Fortifications, Samaritaine, à 100 ^m du hangar du dirigeable anglais à Saint-Pol (6).	4	1	
10	6 h. 30	14 Rue du Gouvernement. Quai Freycinet n° 1. Terrains de l'aviation britannique. Station météorologique de l'aviation Saint-Pol. Près de la Gare Maritime (bombes incendiaires (7)).		2	(7) Le public constate que les avions ennemis — deux — sont mis en fuite par un avion-canon français qui tire avec précision.
		3 Gare Maritime près l'ancien Sanatorium. 2 Camp anglais de la Samaritaine.		1 6	
14	7 h. 8 h. 25 17 h. 30	18 Môle I près entrepôt des sucres, môle 5 près des trains sanitaires, ateliers de l'aviation anglaise. Camp d'aviation de Saint-Pol. Chantiers Husquin (8).	10	19	(8) Un projectile tomba au milieu d'un groupe de 25 dockers civils travaillant au triage de balle de lin pour M. Coquelle, négociant. Il y eut sept tués et 2 blessés. Un prêtre-soldat du service de Santé fut le premier près des malheureux à qui il donna les derniers secours de la religion.
15	11 h. 25	2 Petite-Synthe près du canal de Bourbourg.			
		1 A 150 ^m de la batterie de Taverne-Plage (9).			(9) En plus des batteries, un torpilleur amarré dans la Darse 3 tire sur les avions.
16	7 h.	7 A Malo sur la digue, avenue Lemaire, place Delta. Les dégâts sont très importants.			
Mars					
17	8 h.	1 Fortifications près du pont du canal de Furnes. 1 Malo (angle avenue Kursaal et rue Louis-Vanraet).		4	
		1009	<i>A Reporter</i>	118	280

Date et Heure	Nombre de Projectiles	PRINCIPAUX POINTS DE CHUTE	Tués	Blessés	OBSERVATIONS
		<i>Report</i>	118	280	
1917					
Mars					
24	20 h. 30 à 21 h. 45	23 Gare Maritime terrains environnants. Quais de Mardyck, de Risban, dépôt chemin de fer. Camps d'aviation, camps anglais n ^{os} 2 et 3.	1	6	
		19 Malo-Rosendaël, Grande-Synthe, Petite-Synthe, Coudekerque-Br., Tétéghem.		1	
30/31	21 h. 45 à 0 h. 30	32 Rues Guillemot, Vieux-Quartiers, Militaire, St-Jean, Carnot ; quai au bois ; squares Turenne, Jacobsen, près du Hangar aux Textiles ; les camps anglais ; aviation Saint-Pol.	2	3	
		20 Hôpital de Rosendaël, Saint-Pol, Coudekerque-Br., Malo (1).			
Avril					
5	21 h. 30	2 Bergues, faubourg de Cassel (ni dégâts ni victimes).			
7	17 h.	4 Camp d'aviation du pont de Steendam et près du canal de Bergues à Coudekerque-Branche.			
21	19 h. 45	7 Rues Saint-Charles, des Passerelles, Môle I, Ecole de Natation.		8	
		12 Coudekerque-Br., Usine Govaert, Saint-Pol.			
30	0 h. 10	5 Aux environs de la batterie de Taverne-Plagé et de l'aviation maritime française.			
	7 h.	5 Près des monitors quai de marée Ouest et fortifications.			
	7 h. 25	4 Malo-Centre, Malo-les-Bains avenue de la Mer.			
Mai					
2	6 h. 10	4 Près Hangar Textiles et à Saint-Pol, à 300 ^m du hangar du dirigeable anglais.			
3	21 h. 50	10 Fameuse escadrille qui lance toutes ses bombes à l'eau à proximité de la jetée Ouest.			
		4 Hospices de Dunkerque, à Rosendaël (Hôpital 32 bis), rue Victor-Hugo devant l'immeuble occupé par l'Etat-Major du 36 ^e C. A.		1	
27	4 h. 15	4 Aviation maritime. Camp <i>Egyptien</i> , sur le glacis ouest de la porte de Saint-Pol ; près du Phare.	5	21	
	23 h.	4 Saint-Pol rues Bertheloot, de la République et Victor-Hugo.			
31	23 h. 35	6 Aux abords du camp d'aviation français à Saint-Pol.			
Juin					
2	4 h. 35	4 Malo-les-Bains. Terrain de football ; près du service Colomphile Militaire.			
		1 Rosendaël à 10 ^m de la voie ferrée belge.			
3	4 h. 55	5 Rues St-Jean (chez le Maire), St-Charles, canal des Moères.			
		5 Rosendaël, Coudekerque-Branche.			
3/4	23 h. à 0 h. 30	80 Le port, les quais, les fortifications, près du Phare et de la Gare Maritime. Dans le chenal près des monitors, chemin de l'île Jeanty, camp aviation Saint-Pol (32 bombes). Une bombe incendiaire sur les magasins Rigot-Stalars (2). Caserne Guillemot. Institut Dunkerquois. Sous-Préfecture. Square Jacobsen. Quais de Mardyck, etc.	2	11	(2) Grâce aux secours immédiats, apportés par les sapeurs-pompiers sous les ordres du commandant Terquem, l'incendie fut circonscrit au bout d'une heure et les dégâts s'élevèrent néanmoins à plus de 300.000 francs.
		16 Rosendaël, rue Guillain (3). Saint-Pol. Petite-Synthe (12 bœufs tués).	2	3	(3) Rue Guillain, une femme et un enfant de deux ans furent tués en sortant d'un abri avant la fin du bombardement. Ses deux autres enfants, 4 et 5 ans, furent blessés en même temps qu'un voisin qui accompagnait le groupe.
4	23 h. 10	4 Rue du Gouvernement. Chambre de Commerce	1	3	
		7 Saint-Pol, Zuydcoote près du pont.			
28	4 h. 30	5 Sur la plage et à la mer devant Malo.			
Juillet					
6	23 h. 45	20 A Bray-Dunes. A Firminy dans l'usine, deux locomotives démolies.		1	
11	2 h. 20	12 Consulat anglais (base anglaise) ; une bombe à 10 ^m devant la statue de Jean Bart. Route de Furnes ; rues de la Poudrière, Faulconnier, rue Gaspard, Malo (4). Usine des Dunes à Firminy.		1	(4) Une bombe dans la cour du consulat Allemand bouleverse tout le mobilier et défonce portes et fenêtres. M. de Clebsattel, doyen du corps consulaire est prévenu. Le représentant des intérêts allemands à Dunkerque est M. Basset, consul de Suisse au Havre !
14	3 h. 20	6 Sur le port. Place Alfred-Petyt chez M. Rose, entrepreneur maritime. Rue L'Hermitte, dans une cour où l'auto du chef de division des flottilles de la Mer du Nord, est écrasée. A Rosendaël, avenue Parmentier.			
		1341	<i>A Reporter</i>	131	339

Date et Heure		Nombre de Projectiles	PRINCIPAUX POINTS DE CHUTE	Tués	Blessés	OBSERVATIONS
		1341	<i>Report</i>	131	339	
Août			1917			
4	12 h. 40	27	Voies de la Gare Maritime. Ecluse Guillain, les quais (quinze bombes sur la plage).	6	13	
		11	Malo (champ de course). Saint-Pol (sur un cantonnement du 2 ^e génie français, Usin Lianosoff).	2	38	
20	21 h. 23	7	Sur un vapeur anglais, près des moniteurs, aux Chantiers de France, quai Anglais.	1	3	
31	21 h. 40	12	Môle 2 ; baraquement anglais môle 3. Porte de la Samaritaine, Gare Maritime, rue du Moulin à Poudre.	1	19	
		4	Saint-Pol (camp anglo-chinois). Coudekerque-Branche.	7	12	(1) La ville est en même temps bombardée par canon à longue portée à partir de vingt-trois heures. Dans la même nuit orage formidable.
Septembre						
2 3	21 h. 05 à 1 h.	77	Sur les terre-pleins du port, une bélandre coulée dans le bassin du Commerce. Entrepôt des laines (incendie). Textiles. Gare Maritime. Incendie des magasins Saint-Frères au Vieux Marché au Beurre. Hangars de Londres. — Rues du Quai, Saint-Jean, des Arbres, Guillemot, Militaire, Faulconnier, Thiers, Royale, Soubise, du Ponceau, de Lille etc. Place de la Petite-Chapelle, Gare de P. V. (Incendie). Sous-Préfecture.	21	14	(2) Quelques instants avant le commencement du bombardement un dunkerquois de la banlieue dont la permission était terminée quittait son domicile. Sa femme décida de l'accompagner un bout de chemin. Ne voulant pas laisser seuls ses trois enfants, elle les emmena avec elle. A peine la petite famille était-elle sortie de la commune que le bombardement commença. Lorsque la femme revint, elle constata que sa maison était complètement détruite par une torpille. Elle venait d'échapper miraculeusement à la mort.
3	20 h. 40	36	Rosendaël, Malo, Leffrinckoucke, Saint-Pol, Petite-Synthe.	4	16	
		6	Hangar Textiles ; dans les fortifications ; près du Phare.			
		17	Saint-Pol au camp chinois, Zuydcoote.		1	
4	21 h. à 23 h.	31	Quai Saint-Martin, Direction des Douanes. Place Jeanne d'Arc, île Jeanty, Défense Mobile, rues Alexandre III, du Sud, du Quartier Neuf, caserne Jean-Bart, Ecole J.-B. Trystram, Hôtel des Postes ; rue Caumartin, rue l'Hermitte. Sur le port et les quais, aviation maritime (1).		1	
		44	Rosendaël, Petite-Synthe, Saint-Pol (60 chevaux tués ou blessés au camp anglais). Malo, Bergues.		1	
5	21 h. à 22 h. 35	44	Rue de l'Eglise, Ecluse Guillain, les remparts, les quais, aviations française et anglaise.			(3) Trois bombes à l'Usine Lianosoff où se trouvait un dépôt de mazout et un parc d'aviation. Un réservoir contenant 6.000 tonnes de naphre est perforé, 200 tonnes de mazout se répandirent dans les environs. Les pertes s'élevèrent à plus de 100.000 francs. (Pour le bombardement de la Maternité, voir pages 42 et 84).
		29	Malo, Saint-Pol, Petite-Synthe, Fort-Mardyck, Grande-Synthe (2).	7	22	
10	20 h. 40 à 22 h. 40	44	Pavillon de la Maternité, à l'Hôpital (3). — Banque de France, rues Sainte-Barbe, de l'Abreuvoir, de la Couronne, Lion d'Or, Thiers, etc. La Gare, rue Alexandre III, caserne Jean-Bart. Les quais et les môles. Entrepôt des Tabacs, etc.	6	12	
		64	Saint-Pol, Malo, Rosendaël. Dans un parc de voitures anglaises 40 voitures furent détruites à la porte de Saint-Pol.	12	11	(4) Une bombe tombe rue Maurice-Berteaux sur une épicerie. La cave et le couloir étaient remplis de gens qui s'y croyaient à l'abri. Ils furent tous ensevelis sous les décombres de la maison. Une partie des voûtes de la cave fut éventrée. Pendant quarante-huit heures une équipe de douaniers, de soldats et de pompiers travaillèrent au déblaiement des ruines. Il y eut six morts et douze blessés. Parmi les morts on retrouva deux enfants de 3 ans et un de sept mois.
11	20 h. 25 à 22 h. 15	34	Portes des Dunes, de Rosendaël, les glacis. Môles I, II, III. Sur le vapeur <i>Suzanne et Marie</i> , dans les Darses.			
		10	Rosendaël, Coudekerque, Petite-Synthe, Saint-Pol (4).	6	12	
12	20 h. 25	13	Aviation anglaise à Petite-Synthe, Coudekerque-Br., Rosendaël, une bombe sur un train de permissionnaires belges et près de la maison du garde-barrière (5), dont les trois enfants furent déchiquetés.	32	26	
24	19 h. 45 à 21 h. 15	31	Rues des Bassins, du Port ; quais Saint-Martin. Dans les Darses et sur les terre-pleins du port, aviation anglaise, batterie de Taverne-Plage.			(5) La population dunkerquoise qui n'a pas été visitée croit qu'elle doit sa sécurité de la nuit du 12 au 13 aux nombreux avions alliés qui tenaient l'air et qui ont pu s'opposer au raid ; d'un autre côté la mauvaise humeur des Rosendaëliens est des plus acerbe ; ils prétendent que toute la protection va à Dunkerque et ce à leur détriment.
		26	Saint-Pol, Petite-Synthe, Grande-Synthe. Incendie dans un atelier d'aviation anglaise. Un million de dégâts.		1	
25	20 h. 05 à 23 h. 40	82	Le Port et les docks, les Chantiers de France (incendie) aviation anglaise, Chambre de Commerce, place Nouvelle. Square Turenne, camp anglais (6). Ouvrage Ouest.	4	3	
		15	Malo, Saint-Pol, Rosendaël.			
27	20 h. 40	23	Île Jeanty, (vingt bombes sur l'Ouvrage Ouest). Les bassins. Saint-Pol, Petite-Synthe, Zuydcoote.	4	15	
28	21 h. 25	4	Gare Maritime (wagons incendiés) ; aviation française.			(6) La ville est en même temps bombardée par canon à longue portée. Une bombe incendiaire met le feu à un navire chargé de bois dans la Darse III. (Incendie éteint par les pompiers au bout de sept heures de travail).
		2076	<i>A Reporter</i>	244	361	

Date et Heure	Nombre de Projectiles	PRINCIPAUX POINTS DE CHUTE	Tués	Blessés	OBSERVATIONS
		<i>Report</i>	244	561	
1917					
Septembre					
29	20 h. 30 à 22 h. 45	139 Bombardements d'une violence extrême. Presque tous les quartiers de la ville sont atteints. Notamment la place de la Gare, la Gendarmerie ; les rues du Magasin Général, de Calais, de Paris, de la Paix, Fort-Louis, du Milieu, de Soubise, du Sud ; incendie de la brasserie Belle-Amblard, rue Emmerly, place Jean-Bart, rue de l'Eglise ; l'église Saint-Eloi (2 bombes) ; les quais (3 Incendies), les Darses, etc... Au pied de la Tour une voiture anglaise prend feu (5 pompiers sont tués). Hangar Textiles (incendie). Station-Magasin (incendie).	29	35	
		58 Coudekerque, Rosendaël, Malo, Saint-Pol, Petite-Synthe, Fort-Mardyck, Grande-Synthe, Cappelle.	4	12	
Octobre					
1/2	17 h. 35 à 23 h. 45 et 0 h. 15 à 1 h. 45	135 Dans les rues Royale, de la Gare (1), Magasin-Général, du Sud, Soubise, Fort-Louis (incendie), St-Sébastien, St-Jean (sur la crèche), sur les Docks, terre-pleins et voies ferrées des Darses, la Citadelle, etc... (40 bombes sur les voies de la Gare Maritime, incendie de 35 wagons chargés de ravitaillement pour l'Armée). Trente bombes à l'aviation anglaise ; deux hangars et 6 hydravions français incendiés.	12	12	
		30 Rosendaël, Saint-Pol, Fort-Mardyck, Tétéghem, Bergues, Coudekerque-Branche.	3	9	(1) Pour la première fois à Dunkerque, une bombe éclate dans une cave. Après avoir traversé le toit, deux étages, le rez-de-chaussée, la torpille défonce la voûte de la cave. (Il y a 6 tués et 6 blessés).
2	20 h. 25 à 23 h. 50	67 Le port, les Chantiers de France, la plage, la batterie de Taverne-Plage (3 tués, 6 blessés). Hangar aux Textiles (incendie), Usine André (incendie). etc.	4	6	
		45 Malo, Rosendaël, Saint-Pol, rue de la République. (6 tués dans une cave dont un enfant d'un jour).	6		
14	18 h. 35 à 20 h.	30 Près de la batterie de Taverne-Plage, camp d'aviation français, place de Panama, les quais et les voies, un auto incendié.		1	
		30 Saint-Pol, Petite-Synthe (incendie de la filature Weill) (2).	1	11	(2) Les Allemands utilisent des parachutes avec fusées lumineuses d'un très grand pouvoir éclairant. L'incendie de la filature Weill réduisit au chômage 400 ouvriers et ouvrières. Les dégâts s'élevèrent à plusieurs millions.
15	18 h. 25	45 Môle III. — Camp anglais de la Samaritaine (25 chevaux tués ou blessés) et près de Saint-Pol.			
18	18 h. 35 à 19 h. 32	14 Chantiers de France (incendie). Môle I (incendie). Les quais, camp d'aviation. Taverne-Plage.			
		13 Malo près du Casino.	1	2	
20	6 h. 22 à 8 h. 05	5 Le port. L'aviation française (un hangar et dix avions endommagés).			
		45 Rosendaël, Leffrinckouke, Saint-Pol, Petite-Synthe, Fort-Mardyck, Cappelle, Bergues, Coudekerque, Bierne.	2	3	
21	18 h. 25 à 20 h. 40	28 Rue Sainte-Barbe, Magasins Marchand, dans les Darses. Freycinet I près de la Chambre de Commerce (incendie). Sur un torpilleur français.		1	
		24 Malo, Leffrinckouke, Saint-Pol, Petite-Synthe, Grande-Synthe, Fort-Mardyck.	3	5	
22	21 h. 35 à 21 h. 20	27 Places Jeanne-d'Arc, de la République, du Palais-de-Justice, du Théâtre, Hôpital Militaire, rues St-Gilles, Royale, des casernes de la Marine, du Collège, etc...		1	
		2 Rosendaël.			
25	21 h. 40 à 23 h. 12	8 Rue Caumartin, effondrement de deux maisons (35 morts, 10 blessés ; rue des Passerelles, quai Anglais).	35	10	
		8 Malo (dégâts très importants).		1	(3) Rue de la Couronne, deux personnes se trouvant au 2 ^e étage d'une maison en partie effondrée furent « descendues » par les pompiers à une heure du matin, à l'aide d'une « échelle à crochets ».
27	0 h. 35 à 2 h. 05	38 Toutes les rues du centre de la ville, notamment rues de l'Eglise, des Vieux-Remparts, de la Couronne (3), du Jeu de Paume. — Les fortifications, le Môle I, Manutention militaire.	2	5	Rue du Jeu de Paume une torpille renverse un mur qui défonce en s'écroulant la voûte d'une cave où se trouvaient M. et Madame Devloo et leurs jeunes filles. Sur les indications du fiancé de l'une d'elles on en retrouva deux ensevelies dans leurs lits sous les décombres. Elles furent sauvées ainsi que les parents blessés également. Malheureusement, les deux autres jeunes filles âgées de 11 et 20 ans avaient été tuées.
		7 Malo. Rosendaël, au parc à chevaux.		1	
28	21 h. à 22 h. 13	60 Caserne Guillemint ; rues du Jeu de Paume, du Nord, Dampierre ; à l'école Sévigné, Eglise Anglaise. Les quais, Entrepôt des Sucres, etc. Hangar Carlier (60 wagons démolis à proximité).	1	4	
		53 Malo-les-Bains, Rosendaël, Coudekerque-Branche, Saint-Pol, Petite-Synthe.		6	
		<i>A Reporter</i>	347	686	
		2927			

Date et Heure	Nombre de Projectiles	PRINCIPAUX POINTS DE CHUTE	Tués	Blessés	OBSERVATIONS
	2027	<i>Report</i>	347	686	
1917					
Octobre					
29	19 h. 30 à 22 h. 10	27 Rues de Furnes, des Pierres, Marché au Poisson. Vieux Marché au Beurre, square Turenne. Les quais et les docks. place Jean-Bart (1). 4 Malo (sur la plage).			(1) Trois bombes sur la place Jean-Bart dont une à 15 mètres de la statue de Jean-Bart qui ne fut pas atteinte.
31	3 h. 25 à 5 h. 20	16 Place Jean-Bart ; rues des Vieux-Quartiers, du Château. Aviation anglaise. Freycinet II. 7 Rosendaël, Saint-Pol.		1	
31/10 au 1 ^{er} /11	21 h. 10 à 2 h. 20	16 Eglise St-Jean, place Alfred-Petyt, Chambre de Commerce, Magasin Bourdon (incendie). Les quais (wagons incendiés), rue de l'Abattoir, etc. 11 Malo, Coudekerque-Br., Saint-Pol, Zuydcoote.		2	
Novembre					
3	21 h.	8 Ecluse Trystram, les quais.			
9	18 h. à 19 h. 30	11 Glacis de la porte de Malo. Entrepôt des Laines. Les quais. 42 Rosendaël, Leffrinckoucke. Sanatorium de Zuydcoote. Saint-Pol.	12	23	
11	21 h. 30	3 Cappelle (une bombe sur un atelier militaire).			
13	17 h. à 18 h. 15	82 Place Vauban, rues du Lion d'Or, de Paris, St-Bernard, du Sud, Alexandre III, etc. L'Ecluse Trystram, la porte de la Samaritaine, les quais et les docks. Hangar des Textiles. 33 Malo, Leffrinckoucke, Zuydcoote, Coudekerque-Br., Petite Synthe, Cappelle.	2	8	
23	17 h. 45	16 Coudekerque-Br. et Coudekerque-Vil.		1	
Décembre					
5	1 h. à 1 h. 30 et 4 h. 53 à 6 h. 30	39 Rue de l'Eglise, au pied du Beffroi, rues des Vieux-Quartiers, de la Maurienne, Carnot, de la Victoire, porte de la Samaritaine. Le port. L'aviation française. Incendie au Hangar de Londres, quai des Hollandais. 53 Malo, Leffrinckoucke, Coudekerque-Branche, Rosendaël, Saint-Pol (2).	1	2	(2) Trois personnes tuées dans une cave où elles s'étaient réfugiées. La voûte céda sous l'explosion de la torpille. On ne put dégager les cadavres qu'après huit heures d'effort.
6	2 h. 35	3 Dans la Darse IV. — A Saint-Pol, sur un baraquement du 94 ^e rég. d'inf., rue Etienne-Dolet.	13	19	(3) Destruction d'une centaine de fûts d'essence. Plusieurs torpilles d'avion anglais se trouvant à proximité éclatent dans l'incendie.
12	18 à 19 h.	14 Saint-Pol, Petite Synthe, Leffrinckoucke,			
15	17 h. 45 à 18 h. 30	5 Incendie d'un dépôt d'essence à l'aviation anglaise (3). 1 Petite-Synthe.			(4) Trois hangars, un atelier sont incendiés et neuf hydravions complètement détruits. 14 hydravions fortement avariés.
18	17 h. 20 à 19 h. 15	47 Rues Alexandre III, Neuve. Ecluse du Canal de Bourbourg. Chantiers de France. Aviation maritime française (incendie) (4), sur les quais et dans le port (une péniche coulée). 12 Malo, Coudekerque, Saint-Pol.		2	(5) 15, rue des Casernes de la Marine. La torpille se brise et n'éclate pas, mais traverse la maison et la voûte de la cave où elle tombe sur le sol près des personnes qui s'y trouvaient réfugiées. Les dégâts au Musée se bornèrent à quelques tableaux et livres détériorés. Mais la toiture fut gravement endommagée.
19	17 h. 20 à 18 h. 50	16 Sur le Musée, porte de Rosendaël, rue de l'Est, Emmery, des casernes de la Marine, quai du Risban (incendie). Les quais et le port (5). 4 Rosendaël, Coudekerque-Branche.		1	
22	17 h. à 18 h. 20	34 Rues de Soubise, de Paris, Fort-Louis, de la Verrerie, Quais de la Visite, de la Concorde, sur les Glacis, Marché au Poisson. Les quais du Port. — Une casemate près du square Jacobsen est écrasée par une torpille. Incendie au hangar de la C ^{ie} Worms. 16 Rosendaël, Tétéghem, Saint-Pol, Petite-Synthe.	2	6	
Janvier					
1918					
8	2 h. 50	4 Destruction de deux baraquements en bois de l'Armée anglaise près de la Gare Maritime (trois bombes dans les bassins).			
19	18 h. 05 à 19 h. 25	8 Incendie aux hangars de l'aviation maritime (six avions détruits). — Quatre bombes près de l'aviation américaine (quai des Anglais). Une bombe sur un canon placé sur les Remparts. 4 Coudekerque-Branche (Sur un train de ravitaillement). Cappelle (6).			(6) Six wagons chargés de pains, légumes, vin, etc. d'un train destiné aux troupes du front furent détruits.
		3463	<i>A Reporter</i>	383	768

Date et Heure		Nombre de Projectiles	PRINCIPAUX POINTS DE CHUTE	Tués	Blessés	OBSERVATIONS
		3463	<i>Report</i>	383	768	
Janvier			1918			
21/22	23 h. 10 à 1 h. 15	29 16	Chantiers de France. Hangar des Textiles, les bassins. Saint-Pol, Malo, Coudekerque (trois bombes sur les voies ferrées).			
23/26	18 h. 35 à 1 h. 09	15 3	Champ de course, route des Bains, Chantiers de France, quais anglais, du Leughenaer. Hangar des Textiles, etc. Malo, Rosendaël.	1		
29/30	21 h. 20 à 0 h. 40	7 8	Camp anglais de la Samaritaine, rue du Rempart, porte des Dunes. Saint-Pol (trois à l'Ouvrage Ouest sur un baraquement occupé par des fusiliers-marins).	2	4 5	
Février						
16	21 h. 35	2	Près du poste de T. S. F. du fort Castelnau.			
21	22 h. 20	3	Saint-Pol, Petite-Synthe.			
Mars						
20	21 h. 10 à 23 h. 35	19 32	Rues de Sion, du Milieu, Quai de Saint-Omer, rue de l'Abreuvoir. Les quais, l'aviation anglaise. Rosendaël, Petite-Synthe, Saint-Pol (1).			(1) Dans la même nuit, bombardement par mer de quatre heures quarante-cinq à cinq heures quatre. En même temps, alerte pour bombardement par canon à longue portée de quatre à seize heures.
26	20 h. 50 à 23 h. 20	12 4	Rue Faulconnier (près de l'Hôtel de Ville, dégâts importants dans les bureaux du Maire, de l'Octroi et de l'Etat-Civil). Rues des Sœurs-Blanches, Fort-Louis, Lion d'Or, de la Paix. Quai des Hollandais. Les bassins. Petite-Synthe.		1	
Avril						
20	22 h. 40 à 23 h. 35	9 6	Quai de la Citadelle, dans les jardins de la ville, rue de Nieuport, Freycinet I. Centre d'hydravions américain (4 appareils détruits. Un hangar avarié). Rosendaël.			(2) Deux jours avant, le 22 avril, au cours d'un tir contre un avion de reconnaissance un obus de 75 retomba sans exploser sur l'école Sévigné à Coudekerque-Branche. Il traverse le toit et le plafond et va s'enfoncer à deux mètres dans le sol après avoir effleuré dans une classe un tableau noir devant lequel se trouvaient une vingtaine de fillettes. Dans la classe il y avait en tout 43 enfants. L'obus passa entre le tableau noir et le groupe d'enfants !... Les petites élèves l'avaient échappé belle !..
24	0 h. 12	3	Sur le port et près des camps anglais (2).			
Mai						
9	1 h. 20 à 3 h.	37 16	Rues des Vieux-Remparts et du Lion d'Or (gros dégâts). — Caserne Guillemot, Chantiers de France, le port, les quais et les hangars. Saint-Pol, Coudekerque-Br., Rosendaël, Malo, Leffrinckoucke (Usine des Dunes).			
14	22 h. 25	10 12	Sur le port et l'aviation anglaise. — Rosendaël. Coudekerque, Saint-Pol, Petite-Synthe.			
15	22 h. 10 à 24 h.	12 8	Rues des Vieux-Remparts, du Parc à Boulets (une bombe dans une citerne). Chambre de Commerce (le bureau du laboratoire des Finances est détruit), Canal de la Cunette, le port, etc. Saint-Pol, Zuydcoote.			
17	11 h.	1	Hall aux Marchandises gare de Coudekerque-Br.		1	
18	22 h. 25	14	Bierne et Coudekerque-Vil.			
19/20	22 h. à 1 30	8 8	Terrain de l'aviation maritime française. Rosendaël, dans la cour de l'Hôpital. — Leffrinckoucke.	1	2	
21	23 h. 25	12	Près la Gare Maritime et à Saint-Pol.			(3) L'avion suivait à distance une escadrille anglaise qui rentrait au camp d'aviation du pont de Steendam. Il y avait en outre une forte brume. Grâce à ces circonstances il arriva sans être identifié. Il gagna le large avant même que la D. C. A. eut ouvert le feu.
Juin						
2	4 h. 40	11	Coudekerque-Br. un avion allemand survole le camp d'aviation anglaise. Une bombe à 6 mètres des baraquements, dix sur le terrain d'atterrissage. L'aviateur descend ensuite à moins de 150 mètres et mitraille les chambres et bureaux des officiers aviateurs de l'escadrille 316 et s'enfuit au plus vite (3).			
4/5	22 h. 15 à 3 h. 15	9 2	Nouveau bombardement du camp d'aviation de Coudekerque-Br. (Pont de Steendam) (4). Cappelle près de l'aviation anglo-américaine.	4	7	(4) Une torpille explose à deux mètres d'un baraquement où couchaient les aviateurs (11 tués ou blessés).
		3793	<i>A Reporter</i>	391	788	

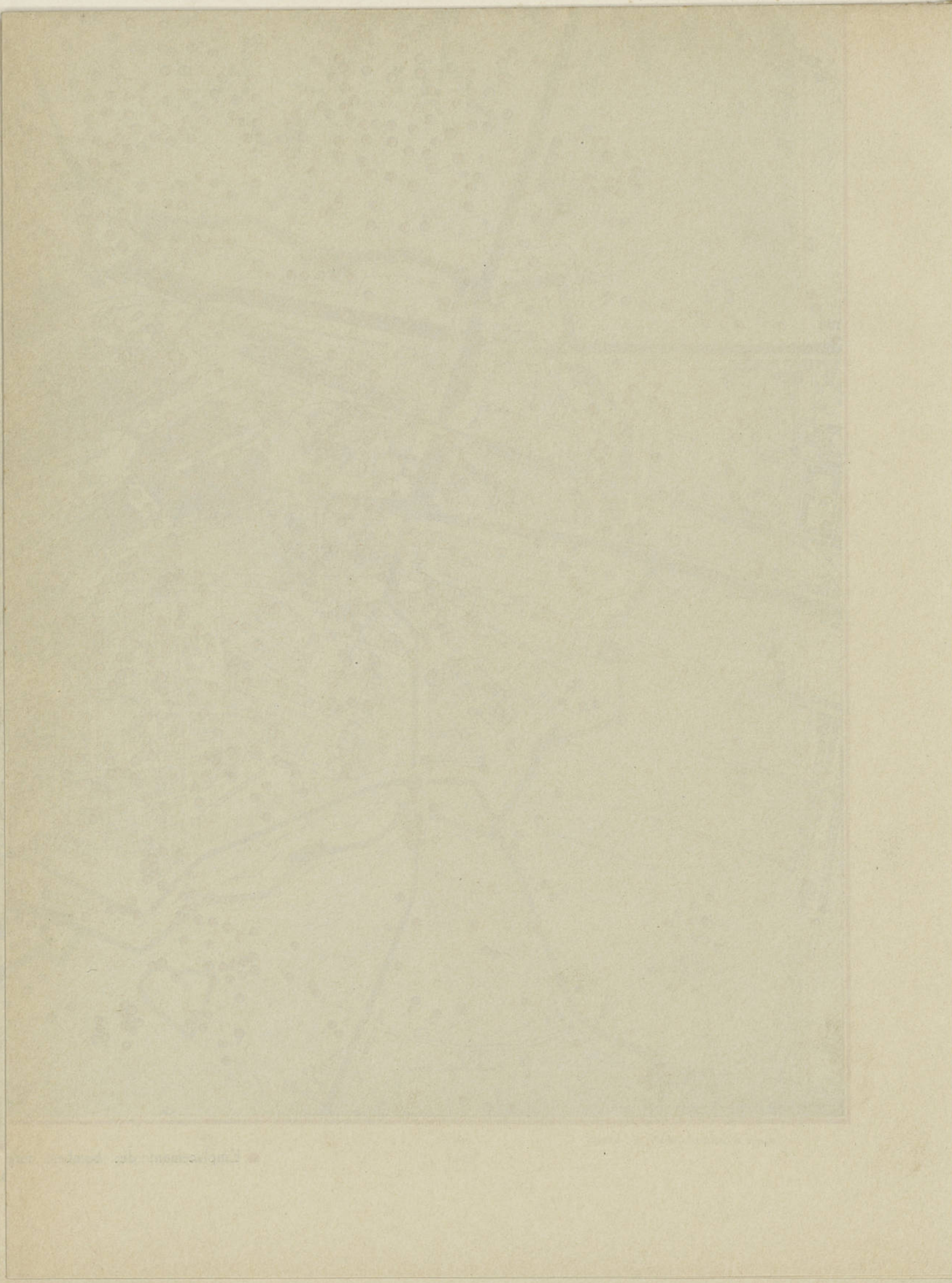
Date et Heure	Nombre de Projectiles	PRINCIPAUX POINTS DE CHUTE	Tués	Blessés	OBSERVATIONS
	3795	<i>Report</i>	391	788	
1918					
Juin					
5/6	22 h. 15 à 1 h. 40	200	4	12	(1) L' <i>Annandale</i> est le premier des trois bateaux embouteilleurs que les Anglais préparaient pour obstruer le chenal en cas « d'évacuation de la ville par les Alliés ».
		50	16	5	
6/7	22 h. 30 à 1 h.	187	3	1	(2) A la suite de cette série de bombardements, le bruit court que les escadrilles d'aviation du pont de Steendam vont changer d'emplacement.
8	23 h.	5			
11	22 h. 10	6			
13/14	23 h. 55 à 1 h. 10	7			
	15 h.	2			
16	22 h. 45	2			
17	22 h. 40	4			
19	23 h. 40	4		5	
23	1 h. 05 à 3 h. 00	29			
29	22 h. 40 à 24 h.	23		1	
Juillet					
1 ^{er} /2	22 h. 55 à 0 h. 20	43			(3) A Coudekerque-Branche, ruelle Suche, l'on retrouva dans les ruines d'une maison bombardée le corps d'une femme de 34 ans qui, depuis le début de la guerre refusait de se rendre dans les abris et couchaient courageusement mais imprudemment dans son lit pendant les bombardements.
		17			
4	22 h. 55 à 24 h.	30	1		(4) Dégâts sérieux au Ravitaillement Municipal à la suite de la destruction des bureaux de la Maison Wimille.
7	22 h. 40 à minuit	67	1		(5) Un projectile après avoir crevé une toiture, tombe sans éclater sur le plancher d'un grenier. Un jeune sourd-muet s'en empare et descend avec dans une cave où se trouvaient réfugiées de nombreuses personnes. L'on devine avec quelle rapidité le jeune imprudent fut invité à s'éloigner avec son trophée.
		18	1		
		4576	419	826	
		<i>A Reporter</i>			

Date et Heure		Nombre de Projectiles	PRINCIPAUX POINTS DE CHUTE	Tués	Blessés	OBSERVATIONS
		4376	<i>Report</i>	419	826	
Juillet			1918			
13	22 h. 40	23	Sur le poste d'aiguillage passage à niveau de la rue de Calais. Rizerie Dewulf, près du Magasin d'habillement militaire. Ecole maternelle rue de Lille.	1	1	
17	3 h. 30	5	Trois hydravions allemands attaquent en rade les trois patrouilleurs <i>Guêpe</i> , <i>Grillon</i> et <i>Augustin-Normand</i> . Une torpille touche ce dernier navire entre la cheminée et la passerelle. Malgré de grosses avaries il peut rentrer au port. Morts et blessés sont transportés à l'Hôpital Militaire.	6	7	
18	23 h. 30	2	Près des voies ferrées à Bierne.			
20	1 h. 35	18	Esplanade Jean-Bart, porte de Rosendaël, près de la Gare Maritime, les quais et les docks, Chantiers de France.			
	2 h. 45	14	Saint-Pol, Leffrinckoucke.			
21/22	23 h. 25	5	Fraycinet 10, poste d'aiguillage, Gare Maritime.			
	à 1 h. 05	7	Cappelle, Bergues			
24	23 h. 10	10	Bierne, Coudekerque-Br., Coudekerque-Vil.			
			Rue de l'Eglise (dégâts importants au Comptoir d'Escompte et les immeubles environnant (1). Ecole libre Saint-Joseph (gros dégâts). Caserne Jean-Bart. Parc de la Marine. Près la porte des Dunes, etc. Le port, incendie de balles de foin, les quais. Ecluse Trystram, Canal de Bergues.			(1) Les pompiers du poste de la Bourse arrivèrent aussitôt pour dégager les nombreuses personnes réfugiées dans les caves de MM. Cayez et Rigault. Les voûtes n'avaient pas cédé mais les entrées se trouvaient obstruées par les décombres.
25/26	23 h. 10	36				
	à 0 h. 40		Rosendaël, Malo, Tétéghem, Leffrinckoucke, Usine des Dunes.	2	1	
30	22 h. 55	2	Près de l'Usine de Firminy à Leffrinckoucke (2).			(2) Les aviateurs allemands utilisèrent pour ce bombardement un avion français capturé intact.
Août						
1 ^{er}	0 h. 10	7	Commencement d'incendie à l'Usine Firminy à Leffrinckoucke. Grande-Synthe.			
6/7	23 h.	44	Route de Furnes. Parc de la Marine, rue de la Verrerie, place des Nations (le poste des Sapeurs-pompiers est gravement endommagé). Près du Phare, les quais, les docks, etc.			
	à 0 h. 40	47	Malo, Rosendaël, Petite-Synthe, Coudekerque-Br., Saint-Pol, (sur le camp anglais), Tétéghem. Leffrinckoucke.	5	27	
11/12	22 h. 15	12	Malo (cour du Casino) sur l'ambulance anglaise de l'Hôtel Pyl, qui est démolie. Rosendaël (3), Saint-Pol, Leffrinckoucke.	3	5	
	à 0 h. 15					(3) Le ciel est illuminé par les vastes lueurs de l'incendie d'un grand chantier de bois à Calais. A Rosendaël, rue Albert-Cuenin, une torpille tombe dans la cour d'une maison au rez-de-chaussée de laquelle un jeune homme de 18 ans se déshabillait près de son lit. Un éclat de projectile le frappe à l'estomac et le tue sur le coup. Son frère qui était couché ne fut pas blessé.
13	22 h. à 24 h.	3	Environs de la Gare Maritime.			
		12	Malo. Petite-Synthe, Grande-Synthe, Fort-Mardyck.			
14	22 h. 30	6	Malo près de la batterie de D. C. A. et près du Casino.			
15	23 h.	12	Fort-Mardyck, Hoymille et Tétéghem.			
22	22 h. 15	1	Près des Chantiers de France.			
		3	A l'Usine de Firminy de Leffrinckoucke.			
24/25	21 h. 40 à 0 h. 45	15	Près du camp d'aviation anglo-américaine de Cappelle. Dans les Dunes de Malo, près des batteries de la D. C. A. — Rosendaël, Leffrinckoucke.			
Septembre						
15/16	23 h. 15	5	Près la statue Tixier, et dans le chenal.			
	à 0 h. 30	18	Malo près du projecteur de la D. C. A. et dans les Dunes. Leffrinckoucke, Grande-Synthe, Hoymille, Coudekerque-Br.			
16/17	23 h. 05	26	Aviation maritime (un hangar et 4 appareils endommagés). Incendie du café « Taverne-Plage » servant de cantonnement à la D. C. A. Dans les bassins et le chenal. Près de la Gare Maritime.			(4) Un enfant de 18 mois tué dans les bras de sa mère qui n'est que blessée.
	à 0 h. 50	4	Malo, face à la mairie (incendie d'un atelier militaire anglais) etc.		2	
21	22 h. 15 à 22 h. 55	10	Rosendaël, boulevard de la République, deux maisons effondrées.	6	2	(5) Le lendemain à midi, un avion anglais rentrant au camp de Cappelle laisse tomber accidentellement une bombe sur la route de Bergues : deux femmes tuées, un enfant grièvement blessé mourut deux jours après.
		16	Leffrinckoucke (4), Bergues, Hoymille (5).		2	
		59	Bergues, incendie et gros dégâts dans plusieurs rues. Bray-Dunes, Hondschoote, Warhem, etc...	2	9	
		5022	<i>Total</i>	444	882	



● Emplacements des obus

Dessiné par Pierre DROBEO, architecte.



BOMBARDEMENTS PAR CANONS

Date et Heure	Nombre de Projectiles	PRINCIPAUX POINTS DE CHUTE	Tués	Blessés	OBSERVATIONS
1^o PIÈCE DE PREDIKBOOM					
1915					
Avril					
28	8 h. 30 à 13 h. 15	6 Cimetière de Dunkerque, Glacis Est. Rosendaël, Coudekerque.	1		
29	11 h. 37 à 13 h. 21	16 Gare des marchandises, quais de Mardyck, des Quatre Ecluses, de la Concorde, Entrepôt des Tabacs, rue Emmery, rue du Lion d'Or, près de l'Hôtel de Ville, le port, Chantiers de France. 3 Malo, Petite-Synthe, Coudekerque.	26	61	
30	18 h. 10 à 19 h. 30	8 Quai Saint-Martin, rues de la Ferronnerie, de l'Abreuvoir, St-Jean ; Hôpital militaire. Porte de Furnes.	16	5	
Mai					
10	5 h. 40 à 8 h. 25	3 La gare. Près du quai de Mardyck, ateliers Ziégler. Rosendaël. 12 Bergues, dégâts très importants.	12	2	
	7 h. 05 à 8 h. 08	6 Quais de Mardyck, des Quatre-Ecluses, cimetière. 4 Rosendaël.			
11	9 h. 58 à 11 h. 07	6 Rue de la Paix (laiterie Devos). Incendie des entrepôts Bourdon. — Près de l'église Saint-Martin ; quai Anglais. 5 Esplanade Jean-Bart. 5 Rosendaël — Coudekerque-Branche.	20	5	
	12 h. 20	9 Le port, les Chantiers de France, place Calonne, porte de Rosendaël, etc... Place de l'Entrepôt.			
	13 h. 57	3 Bergues, Malo.			
Juin					
	2 h. 45 à 4 h. 07	6 Près la porte de Calais. Place Jean-Bart (à six mètres de la statue). Parc de la Marine. Cour de la gare de P. V. Cimetière. Môle II. 2 Saint-Pol. Coudekerque-Branche.	8	4	
22	5 h. 10 à 5 h. 53	6 Incendie Magasins Généraux. Rue du Château. Chantiers de France. Quai des Hollandais. Jetée Est — Malo (rue Pasteur) (1).	13	12	
	9 h. 20 à 11 h. 05	4 Eglise Saint-Eloi. — Route de Furnes — Rosendaël. Bergues.		5	
	13 h. 25 à 17 h. 35	14 Jardins de la ville, église Saint-Eloi, rue des Vieux-Quartiers, quartier de la gare, rues du Magasin à Poudre, Bellevue, Dampierre. Sur les quais. Incendie d'un hangar au Môle I. 5 Saint-Pol — Bergues.	3	16	(1) J'étais alors à Petite-Synthe, écrivait un Dunkerquois. Dès le premier coup, je m'habillais et je sortis... « ...Des habitants de Dunkerque et de Saint-Pol fuyaient affolés des deux côtés du canal vers Petite-Synthe. On voyait des gens courir dans les champs. Bientôt ces fuyards se firent foule, femmes, enfants gagnaient le large. » Toute la journée, de nombreux Dunkerquois restèrent sur la grande route, contemplant de loin le martyre de leur cité. Dans les groupes on discutait les coups. De temps en temps un nouvel « échappé » arrivait et donnait des nouvelles que l'on se répétait de l'un à l'autre. » Beaucoup de monde passa la nuit à la belle étoile ». Le lendemain 23, un brouillard léger couvrit la ville. Le Beffroi et la Tour semblaient drapés dans des écharpes de deuil.
Août					
9	9 h. 05	1 Canal de Mardyck, près de la porte de Saint-Pol. Le territoire d'Hondschoote reçut ce jour là 6 obus de 9 h. 35 à 11 h. 45.			
2^o PIÈCE DE LEUGENBOOM					
1917					
27	4 h. 55 à 11 h.	37 Malo (sur le Casino), Rosendaël, Coudekerque-Branche, Coudekerque-Vil. — Tétéghem. 10 Hôpital d'évacuation de la gare. Cimetière, rue de l'Abattoir. Glacis. Chantiers de France. A l'aviation maritime sur un wagon de munitions qui explose (15 soldats anglais tués ou blessés) bastion 29 (23 marins français tués ou blessés).	11	47	
Juillet					
3	16 h. 32 à 17 h. 02	4 Trois au large au-delà de Malo-Terminus, un aux environs de Ghyvelde.			
Septembre					
4	23 h. à 24 h.	2 Avenue de la mer. Dans le port le vapeur <i>Ville de Cette</i> est coulé dans le Freycinet IV. 2 Rosendaël — Coudekerque.		3	
23	7 h. 34 à 8 h. 21	4 Rue des Arbres. Quai de la Citadelle, rue Emmery. — Rosendaël.		1	
		178	A Reporter.....	110	161

Date et Heure	Nombre de Projectiles	PRINCIPAUX POINTS DE CHUTE	Tués	Blessés	OBSERVATIONS
	178	<i>Report</i>	110	161	
1917					
Septembre					
25	20 h. 05 à 23 h.	19 Sur le port. Au Freycinet II un vapeur anglais coulé. A l'aviation française et anglaise. Quai de Suez. 1 Coudekerque.			
1918					
Janvier					
25	à 22 h. 47 23 h. 35	3 Square Jacobsen. Sur le port. Les Glacis. 3 Rosendaël — Saint-Pol.			
Mars					
21	4 à 16 h.	16 Environs de Quaedypre-Warhem.			
23	17 h. 19 à 19 h. 16	12 Les quais. Près de la porte des Dunes. Gare Maritime.	1		
24	0 h. 15 à 3 h. 45	7 Malo (un pavillon de l'hôpital anglais Alexandra est démoli). — Saint-Pol.			
24	15 h. 15 à 23 h.	5 Près de l'Ecluse Guillain. Quais Anglais, de Panama. Les quais.		1	
25	1 h. 25 à 5 h.	2 Malo — Rosendaël		3	
25	14 h. 08 à 16 h.	8 Dans les cantonnements anglais. Sur les quais. Un vapeur anglais est gravement avarié. Une péniche coulée.			
25/26	22 h. 40 à 5 h. 27	4 Saint-Pol (camps anglais).			
26	16 h. 25 à 19 h. 16	3 Les camps anglais (Samaritaine, Saint-Pol).	1	4	
27	0 h. 50 à 3 h.	12 Saint-Pol, Coudekerque, Petite Synthe.			
Avril					
1 ^{er}	6 h 30 à 9.30	6 Environs de Quaedypres-Warhem.			
2	17 h. 17 à 19 h. 25	2 Dans la Darse III et le canal de dérivation. 9 Saint-Pol — Quaedypre. — Socx.			
3	21 h.	1 Près de l'Abattoir de Saint-Pol.			
12	2 h. 12 à 3 h. 08	2 Esplanade Jean-Bart — Près la porte de Bourbourg. 8 Petite-Synthe (Saint-Pol).		2	
14	3 h. à 3 h. 25	4 Les quais et les bassins (une grue flottante coulée). 2 Saint-Pol, Fort-Mardyck.			
16	17 h. à 17 h. 45	4 Région de Warhem-Quaedypres-Socx.			
18	1 h. 05 à 1 h. 30	5 Rues David-d'Angers, de la Ferronnerie, route de Furnes. Sur les Remparts.			
20	17 h. 48	2 Rosendaël — Saint-Pol.			
29	6 h. 15 à 9 h. 45	2 Quai de la Visite. Freycinet V. 12 Fort-Mardyck — Saint-Pol — Quaedypres — Warhem.			
Août					
1 ^{er}	1 h. à 1 h. 44	1 Chenal de l'avant-port. 8 Rosendaël, Tétéghem, Leffrinckoucke.			
21	23 h. 15 à 24 h.	5 Caserne Guillemot. Quai des Hollandais, rue du Collège (dégâts importants notamment à la crèche Alexis Joffroy). Le pont de la Samaritaine est coupé en deux. 3 Rosendaël (gros dégâts).	7	2	
Septembre					
27	13 h. 15 à 19 h.	44 Socx. Quaedypres. Bierne. Hoymille, à proximité des voies ferrées anglaises. A Bergues un obus dans l'école communale de garçons.		3	
28	8 h. à 12 h. 50	17 Socx, Quaedypre, Bierne et Hoymille, vers les voies ferrées anglaises.			
Octobre					
1 ^{er}	9 h. 17 à 11 h. 43	9 Dans les bassins et sur les quais. Hangar des Textiles. Aviation française, près du Phare, Quai de Suez. 7 Petite-Synthe, Coudekerque-Br. (gros dégâts).		2	
15	20 h. 32 à 22 h. 06	19 Rosendaël hospice civil (atteint) et une quinzaine de maisons détruites ou gravement endommagées.	2	2	
	445	<i>Total</i>	121	180	

BOMBARDEMENTS PAR DESTROYERS

Date et Heure	Nombre de Projectiles	PRINCIPAUX POINTS DE CHUTE	Tués	Blessés	OBSERVATIONS
1917					
Mars					
26	52	Le chenal, les bassins, les quais. Rues du Collège, Saint-Jean, de la porte d'Eau, Vauban, du Magasin-Général, Maren-go. Places de la Gare, d'Abondance; caserne Guilleminot. Quai des Quatre-Ecluses.	2		
	7	Malo, Coudekerque, Cappelle, Saint-Pol.			
Avril					
25	120	Avec une rapidité vertigineuse, la ville, le port et les environs sont arrosés d'obus. Les destroyers allemands lancèrent en même temps des obus éclairants qui « illuminèrent » la ville « comme en plein jour ». En outre, de nombreux obus tombèrent en rade et dans l'eau des bassins.		3	
	67	Malo, Rosendaël, Coudekerque-Br., Tétéghem.	1	8	
Octobre					
19	33	Quartiers de la Gare, Basse-ville. Entrepôts des Tabacs sur le Palais de Justice (2 obus), rue du Lion d'Or, etc... Les quais et les bassins. Une bélandre coulée, un vapeur avarié.		5	
	44	Coudekerque, Saint-Pol, Petite-Synthe, Cappelle. De nombreux obus tombent devant le rivage.	1	4	
Mars					
1918					
21	87	Sur les quais, dans les bassins. Chantiers de France. Arsenal, Palais de Justice. Dans un grand nombre de rues. Place Jean-Bart, sur le poste des pompiers de la place des Nations.	2	8	
	83	Malo, Rosendaël (trois obus sur l'Hôpital) Coudekerque-Br., Saint-Pol, Petite-Synthe, Fort-Mardyck. Un grand nombre d'obus tirés « trop courts » tombent sur la plage et en mer	1	2	
	495	<i>Total.....</i>	7	30	

BOMBARDEMENT PAR ZEPPELIN

Date et Heure	Nombre de Projectiles	PRINCIPAUX POINTS DE CHUTE	Tués	Blessés	OBSERVATIONS
1916					
Avril					
2	11	Cour de la gare, rue du Magasin-Général, rue de l'Arrière-Port, rue de la Marine, rue Saint-Gilles, rue du Collège, rue des Vieux-Remparts. (Durée du raid, soixante-dix secondes).	3	9	Sur le plan (page 59), il a été indiqué que deux bombes (dont une qui n'éclata pas), sont tombées rue de la Marine, à l'angle de la rue Neuve. C'est une erreur. Ces deux points de chute sont à PORTER A L'ANGLE DE LA RUE DE LA MARINE ET DU PARC DE LA MARINE (immeuble Slove, portant le numéro 31). Le lecteur voudra bien rectifier.

LISTE DES DOCUMENTS ET OUVRAGES CONSULTÉS

DOCUMENTS OFFICIELS

Archives du Camp retranché de Dunkerque. — Archives de l'Aviation et des opérations des Armées françaises dans la zone des armées du Nord. — Archives de la 1^{re} Armée et du 36^e Corps d'Armée. (Section Historique du Ministère de la Guerre).

Archives de la Marine dans la zone des Armées du Nord et de la deuxième escadre légère. — Monographie pour servir à l'étude des opérations dans la Manche et l'Océan, par le Lieutenant de Vaisseau Guichard, du Service Historique de la Marine. — Monographie de la Z. A. N., par le Lieutenant de Vaisseau Véron. — Rapports sur les torpillages des navires alliés et sur la destruction des sous-marins ennemis. (Service Historique du Ministère de la Marine Française).

Archives photographiques et cinématographiques des Ministères de la Guerre et de la Marine.

Archives de la Section de l'Historique du Ministère de la Guerre Belge.

Notes et rapports sur les opérations Belges dans la région Dunkerquoise. — Archives photographiques du Ministère de la Guerre de Belgique. (Section Historique belge).

The British Naval Air Service at Dunkirk. — Archives de l'Air Ministry (Air Historical Branch Londres).

Archives de la Base Navale Britannique. (Secretary of the Historical Section. — Comité of the Imperial Defence).

Archives de la Sous-Préfecture de Dunkerque.

Collections de la Bibliothèque et du Musée de la Ville de Dunkerque.

Archives de la Ville de Dunkerque.

OUVRAGES DIVERS

Introduction à l'étude de la guerre sous-marine, par le capitaine de corvette Laurens, chef de la Section Historique de l'Etat-Major Général.

Souvenirs et choses vues à Dunkerque de 1914 à 1918. Journal inédit par M^e Degand, avocat au barreau de Dunkerque (1).

The Dover Patrol (2 vol.), par l'Amiral Bacon.

The World Crisis, par Sir Winston Churchill.

Dunkerque Ville héroïque, par Henri Malo.

Les Corsaires Dunkerquois (2 vol.), par Henri Malo.

Dans la zone de l'avant, par Henri Malo.

La Croix de Guerre de la Ville de Paris. (Edité par la Ville de Paris).

Quatre années de guerre sous-marine, par le C^t Emile Vedel.

Sur nos Fronts de Mer, par le C^t Emile Vedel.

Au large, par l'Enseigne de Vaisseau Guichard.

Calais (1914-1918), par le général Ditte.

Les fausses nouvelles de la Grande Guerre, par le D^r Lucien Groux.

La Vie Héroïque de Guynemer, par Henry Bordeaux.

Dunkerque port régional. (Publié par la Chambre de Commerce de cette ville).

A l'Ombre du Vieux Leughenaër, par Jan des Dunes.

Notes et documents pour servir à l'histoire de Dunkerque pendant la guerre (1914-1916), par MM. Carré et Saugrain. (Publiés par le journal *La Dépêche*).

Mémoires du Grand Amiral Von Tirpitz.

L'Allemagne et la Guerre de l'Air, par le général Von Hœpner, C^t en chef des forces aériennes allemandes.

Documents du G. Q. G. allemand, par Erich Ludendorff, premier quartier-maître général des Armées allemandes.

Der Krieg in der Nordsee, par le capitaine de corvette Boss.

Die deutschen U-boote in ihrer Kriegsführung, par le Commandant Gayer.

La bataille du Jutland, par le Capitaine de corvette Georg von Hase.

Auf see unbesiegt, par le Capitaine de corvette Kinzel.

DOCUMENTS PHOTOGRAPHIQUES

Les documents photographiques publiés dans ce volume proviennent des Sections photographiques et cinématographiques des Ministères de la Marine et de la Guerre de Paris, Londres et Bruxelles. Des Archives Municipales de la Ville de Dunkerque. Enfin plusieurs centaines de clichés ont été gracieusement communiqués par MM. Balsen, Baron, Blanchetête, D^r Beigneux, D^r Buffon, Cayez, Cappelle Lucien, Goetghebeur, Haeuw, Leupen, Lamotte Pierre, Malfait, Manuel, Meurisse, Melcy, Nydegger, D^r Pierre-Marie, Pointin, Saugrain, Ziegler, etc. Les journaux *Le Matin*, *Excelsior* et *l'Illustration*, etc., etc.

Les plans et dessins sont l'œuvre de M. Pierre Drobecq, architecte diplômé par le Gouvernement.

(1) Il faut espérer que ces documents extrêmement précis, formant un ouvrage d'un très vif intérêt, seront un jour édités. Nous remercions très vivement M^e Degand d'avoir bien voulu nous autoriser à y faire de nombreux emprunts.

TABLE DES MATIÈRES

Préface du Maréchal Foch.
Avant-propos de l'Auteur.

I ^{re} PARTIE. — Les derniers jours de la Paix. — Le retour du Président de la République. — Les mesures de précaution. — La mobilisation. — Le Conseil Municipal se réunit. — L'aspect de la Ville. — L'état de siège est proclamé. — Départ du 110 ^e et du 310 ^e . — Premières inquiétudes. — Premiers prisonniers allemands. — Les premiers blessés	PAGE 1 à 8
II ^e PARTIE. — La mise en état du Camp Retranché. — La Préfecture du Nord arrive à Dunkerque. — Les bouches inutiles. — La Place forte considérée comme « ville investie ». — Le ravitaillement en eau potable. — Les inondations stratégiques en 1914 et en 1918. — Le départ des dépôts et l'appel de tous les mobilisables.....	PAGE 8 à 15
III ^e PARTIE. — L'arrivée des premiers régiments anglais. — L'exode belge. — Arrivée du Gouvernement belge. — Evacuation des soldats et civils belges. — La Base belge.....	PAGE 15 à 21
IV ^e PARTIE. — Le rôle de la garnison en 1914. — La patrouille de Rousbrugge. — Une « mission » du capitaine Dufour. — Evacuation des pétroles de Douai. — La patrouille allemande d'Herzeele. — La colonne de Douai-Orchies et la défense de Lille.....	PAGE 21 à 23
V ^e PARTIE. — La bataille pour Dunkerque. — La Conférence interalliée du 1 ^{er} Novembre 1914. — La Station-Magasin et la D. E. S. — Le Service de Santé et la Croix-Rouge. — Les cimetières militaires. — Une lettre du Président de la République.....	PAGE 23 à 34
VI ^e PARTIE. — Le bilan général des bombardements. — Les bombardements par avions et la D. C. A. — Premiers dégâts, premières victimes. — Le Guet et les Sirènes. — L'organisation de la D. C. A. — Bombardements de la Maternité, d'un train belge à Rosendaël. — Incendie d'un auto au pied de la Tour, etc. — Le communiqué allemand annonce que Dunkerque est anéantie. — La composition de la D. C. A. en septembre 1917. — Bombardement de la rue Caumartin et de l'hôpital de Zuydcoote, etc. — Les ballons de protection et les appareils fumigènes. — Les conséquences d'un communiqué anglais. — Le bombardement des « Sept-Planètes ». — Les dernières victimes des avions.....	PAGE 35 à 57
VII ^e PARTIE. — Le raid d'un zeppelin.....	PAGE 58
VIII ^e PARTIE. — Les bombardements par canon. — <i>La pièce de Predikboom</i> . — L'aspect de la ville après les premiers bombardements. — La laiterie de la rue de la Paix. — Les Magasins Bourdon. — Bombardement de Bergues. — Prise de la Forteresse de Dunkerque, d'après le communiqué allemand. — Bombardement du 22 Juin 1915. — L'église Saint-Eloi. — Incendie des Magasins Généraux. — Les Tribunaux. — Le Conseil Général. — Un appel du Maire. — La riposte des batteries alliées. — Un curieux dialogue entre le Maire et un général. — Les canons français de 240 ^m / _m à grande puissance détruisent le canon allemand. — <i>La pièce de Leugenboom</i> . — L'organisation des batteries françaises. — Le premier bombardement (27 juin 1917). — Le Casino et le port. — Bombardement de Rosendaël (octobre 1918). — La prise du canon de Leugenboom.....	PAGE 58 à 77
IX ^e PARTIE. — Les bombardements par mer. — Premier raid (26 mars 1917); deuxième raid (25 avril 1917). — La perte du torpilleur <i>Etendard</i> . — Le port pouvait-il être pratiquement protégé contre les raids des destroyers allemands. — Une tentative manquée. — Troisième raid (19 octobre 1917). — Un bombardement manqué. — Quatrième raid naval (21 mars 1918).....	PAGE 78 à 83
X ^e PARTIE. — Les abris. — La protection des œuvres d'art et des archives. — Les sapeurs-pompiers. — Les projectiles non éclatés. — Les mines sous-marines sur la plage.....	PAGE 86 à 104
XI ^e PARTIE. — Les avions abattus. — L'avion de Rosendaël. — Les « drachen ».....	PAGE 104 à 110
XIII ^e PARTIE. — Les camps d'aviation. — Les escadrilles françaises. — Les avions de chasse. — Nungesser et Guynemer. — Répartition des escadrilles alliées en 1917. — L'aviation anglaise en 1918. — La base d'hydravions de Dunkerque	PAGE 110 à 121

XIII^e PARTIE. — Le port de Dunkerque. — Les travaux pendant les hostilités. — L'achèvement de la cinquième darse. — Le ferry-boat. — Les dockers Dunkerquois. — Arrivée des dockers anglais. — Les « Services du port ». — Les dockers Egyptiens et Chinois. — Les Chantiers de France. — Statistiques du trafic du port pendant la guerre. PAGE 122 à 127

XIV^e PARTIE. — *La Base navale.* — Premières missions des torpilleurs. — L'attente de la Flotte allemande. — Bombardement de la côte belge. — La Flotte anglaise en rade. — La Dover Patrol. — Un torpilleur allemand coulé. — La base navale anglaise. — Les monitors. — La Z. A. N. et l'Amiral Ronarc'h. — Les barrages : filets et mines. — Une alerte. — Une manœuvre destinée à tromper les espions. — La défense du Front de Mer. — Destruction d'un torpilleur allemand. — « Explosive motor boat » allemand et « coastal motor boat » anglais. — Les escadrilles de vedettes. — Attaque par les vedettes allemandes. — Destruction de deux destroyers allemands PAGE 128 à 137

XV^e PARTIE. — Pour détruire les ports de Zeebrugge et d'Ostende. — Projet d'un vaste débarquement. — Embouteillage d'Ostende par les navires de la Base Dunkerquoise. — Précautions contre l'embouteillage du port. — Les navires de la base de Dunkerque entrent à Ostende et à Zeebrugge PAGE 137 à 141

XVI^e PARTIE. — La guerre sous-marine au large. — Patrouilleurs et dragueurs de mines. — Le torpilleur 319. — Le chalutier *Marie*. — Premières mines dans les passes de la rade. — Destruction du sous-marin U-8. — Hommage d'un commandant de la flottille des sous-marins allemands. — Pertes du patrouilleur *Saint-Pierre*, du torpilleur *Branlebas*, du dragueur de mines *Alose* et du patrouilleur *Jésus-Maria*. — Trois sous-marins allemands qui échappent. — Perte de l'*Estafette*. — Destruction du sous-marin U.C.-5. — Une fausse alerte. — Perte du torpilleur 317. — Les vapeurs *Sussex* et *Nicholson*. — Deux patrouilleurs anglais sautent. — Destruction de l'U.C.-26. Le destroyer *Tarpon*. — Mésaventures de l'U.C.-65. — Destruction des sous-marins U.C.-63, U-48 et U.B.-55. — Combats entre sous-marins et hydravions. — Une victime imprévue. — Importance de la Flottille allemande des sous-marins des Flandres. PAGE 142 à 151

XVII^e PARTIE. — Les navires dunkerquois pendant la guerre. — Voiliers contre corsaires. — Les navires de la C^{ie} des Messageries Maritimes, de la C^{ie} Worms, de la Maison Bordes et de la C^{ie} des Bateaux à Vapeur du Nord. — La *Ville de Lille*, le *Jean-Bart*, le *Lakmé*, le vapeur *Marie*, le trois mâts *Brizeux*, l'*Alhama*, le trois mâts *Bérangère*, la *Tunisie*. — L'odyssée du *Verbeckmoës*. — Le *Dunkerquois*. — La *Ville de Valenciennes*. — L'*Afrique* et le *Cambrai*. — Les goélettes Islandaises. PAGE 152 à 155

XVIII^e PARTIE. — Projets d'évacuation et de destruction de Dunkerque. — La menace de mars-avril 1918. — Les évacuations agricoles. — Plan d'évacuation de toutes les communes du Camp Retranché. — Un recensement de la Chambre de Commerce. — Plan d'évacuation de la population et des marchandises. — La destruction du port est envisagée. — Projet de destruction des usines. — Arrivée du premier bateau embouteilleur. — Les Anglais désirent se charger des destructions. — La réponse du Maréchal Foch et de l'Amiral Ronarc'h. — Ce que voulait faire le Gouverneur Pauffin de Saint-Morel PAGE 156 à 162

XIX^e PARTIE. — La Presse locale et la Censure. — Le *Phare du Nord*. — Le *Nord Maritime*. — Les annonces de guerre. — Le contrôle postal. — Les fausses nouvelles. — La chasse aux espions. — Les Conseils de guerre. — Trois espions et un soldat sont passés par les armes. — Quelques séances du Conseil de guerre. PAGE 163 à 168

XX^e PARTIE. — La vie municipale. — L'œuvre de la Municipalité, le Livre d'Or des Services municipaux. — Le Comité de secours aux familles nécessiteuses. — Premières luttes contre la hausse des denrées. — Le Magasin de ravitaillement municipal. — Les pommes de terre. — Le charbon. — La boucherie. — Statistiques de l'Octroi. — Le pain et les farines. — Aspect de la ville sans pain. — Les restrictions. — L'alcool. — Le ravitaillement de la Chambre de Commerce PAGE 169 à 181

XXI^e PARTIE. — La protection de l'enfance. — Statistiques des œuvres infantiles et de l'état-civil. — Les écoles pendant la guerre. — Les colis pour les prisonniers. — Les colonies scolaires de 1918. — L'Ecole Pratique de garçons. — L'école professionnelle de jeunes filles. — Jardins scolaires et municipaux. PAGE 182 à 187

XXII^e PARTIE. — La collecte de l'or et les emprunts. — Le Comité des réfugiés Dunkerquois. — Les ouvrières Dunkerquoises. — Le budget d'une ville bombardée. PAGE 187 à 191

XXIII^e PARTIE. — La monnaie Dunkerquoise. — Les billets de la Chambre de Commerce. — Les monnaies étrangères. — Les jetons en fer-blanc et en cuivre. PAGE 191 à 193

XXIV^e PARTIE. — L'armistice. — Le *Te Deum* de la Victoire. — La fin de l'état de siège. — Le rapatriement des prisonniers de guerre. — Le ravitaillement du Nord libéré. — Le retour du 110^e et ses citations. PAGE 194 à 200

XXV^e PARTIE. — Les citations et décorations de la Ville. — Le décret de la Convention. — Dunkerque est citée à l'Ordre de l'Armée. — La Ville reçoit la Distinguished Service Cross. — Le Gouvernement de la République décerne la Croix de la Légion d'Honneur à la Ville de Dunkerque. PAGE 201 à 209

XXVI^e PARTIE. — Ephémérides diverses (1914-1919). PAGE 210 à 216

XXVII^e PARTIE. — Le Monument de la Ville à ses enfants morts pour la France. La liste nominative des Dunkerquois morts pour la France. PAGE 217 à 226

ANNEXE. — Tableaux récapitulatifs des bombardements par avions, par canons, par zeppelin et par destroyers. PAGE 228 à 242

TABLE DES CARTES OU PLANS

	PAGES
I. Carte des inondations tendues devant la ville en 1914 et 1918.....	13
II. Carte indiquant l'emplacement des camps d'aviation des batteries de la D. C. A., des postes de mitrailleuses, de guet et de projecteurs.....	46
III. Carte du raid d'un zeppelin.....	59
IV. Plan de l'emplacement des appareils fumigènes.....	54
V. — des ballons de protection.....	54
VI. Plan et carte de l'emplacement du canon de Predikboom	61
VII. Carte des batteries à longue portée ayant tiré contre le Camp Retranché de Dunkerque et position des batteries françaises	62
VIII. Plan de l'emplacement de la pièce de Leugenboom.....	68
IX. Plan de l'abri creusé sous la place de la Gare.....	86
X. Plan (en coupe) d'une galerie de protection sous caves.....	86
XI. Plan (en coupe) d'un abri dans une cave non voûtée.....	87
XII. Plan de la tranchée-abri située sous la Banque de France et les maisons contiguës.....	88
XIII. Plan (en coupe) d'un abri public construit en béton.....	90
XIV. Carte des Camps d'aviation allemands devant Dunkerque	120
XV. Carte des navires coulés au large et emplacement des batteries du Front de Mer.....	143
XVI-XIX. Quatre silhouettes de sous-marins allemands coulés au large	146, 148
XX. Carte indiquant l'emplacement des sous-marins coulés.....	151

EN HORS TEXTE

- XXI. Carte des points de chute des bombes ou torpilles d'avions.
 XXII. — des obus de 380 ^m/_m.
 XXIII. — des obus tirés par les destroyers.
 XXIV. Carte indiquant l'emplacement des abris pour la population.



Achévé d'imprimer
le quinze Février mil neuf cent vingt-cinq
par les Imprimeries Réunies
de Boulogne-sur-Mer

W

34

